

MÉMOIRES

DE

FRÉDÉRIC II

ROI DE PRUSSE

ÉCRITS EN FRANÇAIS PAR LUI-MÊME

PUBLIÉS CONFORMÉMENT AUX MANUSCRITS ORIGINAUX
CONSERVÉS AUX ARCHIVES DU CABINET A BERLIN

AVEC DES NOTES ET DES TABLES

PAR

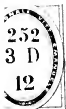
MM. E. BOUTARIC ET E. CAMPARDON
ARCHIVISTES AUX ARCHIVES DE L'EMPIRE

TOME SECOND



PARIS
HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
RUE GARANCIÈRE, 10

1866



MÉMOIRES

DE

FRÉDÉRIC II

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (direction de la librairie) en août 1866.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR, RUE GARANCIÈRE, 8.

MÉMOIRES

DE

FRÉDÉRIC II

ROI DE PRUSSE

ÉCRITS EN FRANÇAIS PAR LUI-MÊME

PUBLIÉS CONFORMÉMENT AUX MANUSCRITS ORIGINAUX
CONSERVÉS AUX ARCHIVES DU CABINET A BERLIN

AVEC DES NOTES ET DES TABLES

PAR

MM. E. BOUTARIC ET E. CAMPARDON
ARCHIVISTES AUX ARCHIVES DE L'EMPIRE

TOME SECOND





PARIS
HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
RUE GARANCIÈRE, 10

1866



HISTOIRE

DE

LA GUERRE DE SEPT ANS.

CHAPITRE HUITIÈME.

Campagne de 1758.

Le prince Ferdinand de Brunswic fut cette année le premier qui ouvrit la campagne [février]; il avait une forte tâche à remplir; il ne s'agissait pas de moins que de chasser 80,000 Français de la basse Saxe et de la Westphalie, avec 30,000 Hanovriens qui, trois mois auparavant, avaient été près de mettre les armes bas, et de signer un traité honteux. Il détacha un corps sur le Wéser, qui se rendit maître de Verden, et un autre sous le prince héréditaire, qui marcha des deux côtés de ce fleuve, pour gagner Hoya, dont ce jeune héros s'empara par sa valeur et par sa bonne conduite. M. de Saint-Germain fut à peine instruit de ces progrès, qu'il évacua Brême, où il avait une garnison de 12 bataillons; avec 14 autres qui hivernaient dans le voisinage, il prit le chemin de la Westphalie. Tandis que le prince héréditaire prenait Hoya, dont le pont sur le Wéser devenait important pour les alliés, le prince Ferdinand de Brunswic passait l'Aller avec le gros de ses troupes [mars]. M. de Beust, qui faisait son avant-garde, surprit aux environs de Hanovre le régiment de Poleresky, et le fit prisonnier.

Cet accident, joint à la marche du prince Henri, qui, par le Mansfeld et le Hildesheim, s'était approché de la

ville de Brunswic, déconcerta les généraux français, et détermina M. de Clermont, qui venait de relever le maréchal de Richelieu, à évacuer Brunswic, Wolfenbuttel, et Hanovre en même temps. L'armée du prince Ferdinand marcha droit à Minden, où s'étant jointe aux détachements du Wéser, elle assiégea d'abord cette ville. Le comte de Clermont ayant passé le Wéser à Hameln, envoya M. de Broglie[1] aux environs de Buckebourg, pour secourir Minden; mais ce général ne trouvant pas l'occasion de rien entreprendre contre les alliés, ne fut que spectateur de la prise de cette ville, dont la garnison se rendit prisonnière de guerre. Après cet événement, M. de Broglie tourna vers Paderborn, pour rejoindre le comte de Clermont, et l'armée des alliés marcha à Bielefeld; sur quoi les Français, étourdis de cette révolution subite dans leurs affaires, évacuèrent Lippstadt, Hamm et Munster. Le comte de Clermont, qui n'avait plus de pied en Allemagne, repassa le Rhin à Wésel, et cantonna son armée à l'autre bord de ce fleuve [avril].

Le prince Ferdinand s'arrêta à Munster, et répandit ses troupes aux environs, pour leur donner le temps de se refaire des fatigues qu'elles avaient souffertes par des opérations continuelles, dans une saison rude et peu avancée. Les alliés prirent 11,000 Français prisonniers dans cette courte expédition, qui peut être comparée à cette belle campagne du maréchal de Turenne, lorsque, pénétrant par Thann et Béfort, il surprit les Impériaux répandus dans leurs quartiers en Alsace, et les força de repasser le Rhin. Ce fut le 2 de juin que le prince Ferdinand passa ce fleuve avec son armée au-dessous d'Emmerich; il avait gagné des bateliers hollandais, qu'il ne put engager néanmoins à construire ce pont que sur le territoire de la république; de là il s'avança bientôt dans le pays de Clèves. Quelques

[1] Victor-François de Broglie, né en 1718, maréchal de France en 1759; mort à Munster le 30 mars 1804.

troupes françaises furent surprises dans leurs quartiers; mais le gros joignit l'armée, qui s'était assemblée proche de Creiveld. Le prince Ferdinand occupa la ville de Clèves; il laissa quelques troupes aux ordres de M. d'Imhof pour couvrir son pont d'Emmerich, et avec l'armée alliée il remonta la rive gauche du Rhin, où il se trouva vers le 20 du mois à une marche du comte de Clermont; il résolut d'attaquer l'armée française, dans l'espérance que s'il gagnait sur elle une victoire complète, il pourrait reprendre Wésel, et retransporter le théâtre de la guerre au delà du Rhin. Le prince se fit joindre pour cet effet par M. de Wangenheim, qui avait été du côté de Kaiserswerth, et se porta sur Closter-Camp. A son approche M. de Saint-Germain abandonna la ville de Creiveld, et se retira à un mille en arrière, pour se rapprocher du comte de Clermont, qui campait alors à Nuys; M. de Clermont le joignit à Vischern.

Ce fut le 23 juin que le prince Ferdinand quitta son camp de Hast et de Kempen, pour attaquer M. de Clermont; il divisa son armée en trois corps, dont l'un, commandé par M. de Wangenheim, se présenta sur le front de l'ennemi, pour le contenir, pendant que le gros des alliés tournant la gauche des Français, se présenta sur le flanc entre Vischern et Anrodt; il y avait dans cette partie, derrière un ruisseau, un boulevard ou *Landwehr*, dont les Français avaient profité pour se poster; l'infanterie des alliés les en délogea après un combat assez rude. Les carabiniers français volèrent alors au secours de cette infanterie, et le comte de Gisors, qui les menait, attaqua vivement l'infanterie du prince Ferdinand; le comte fut tué, et sa troupe découragée prit la fuite; alors le prince de Holstein donna dessus avec les dragons prussiens, et acheva de la dissiper. Pendant ce choc le prince héréditaire, avec une partie de la droite des alliés, avait gagné sur les derrières de la position des Français; ce qui acheva

de décontenancer le comte de Clermont, qui, se croyant sur le point d'être entamé sur son front par M. de Wangenheim, se voyant pris en flanc par le prince Ferdinand, et près d'être entièrement tourné par le prince héréditaire, abandonna le champ de bataille; il se retira à Nuys, puis à Weringheu, et ensuite à Cologne.

Le prince Ferdinand, pour profiter de sa victoire, détacha le prince héréditaire, qui prit Ruremonde par capitulation, et poussa des partis jusqu'aux portes de Bruxelles, tandis que M. de Wangenheim, qui avait été envoyé avec 4 bataillons dans le duché de Bergen, assiégea Dusseldorf, où il y en avait huit, et la ville se rendit par capitulation le 8 de juillet. On y trouva un magasin considérable, établi pour l'armée française. Cependant le prince Ferdinand, apprenant que l'ennemi rassemblait des forces contre lui, se fit rejoindre par le corps du prince héréditaire au couvent de Saint-Nicolas, où il campait.

Le début de M. de Clermont engagea la cour de Versailles à le rappeler, et il fut remplacé par M. de Contades. Ce maréchal fit incessamment avancer l'armée, pour lui rendre la confiance qu'elle avait perdue; pendant ce temps-là M. de Chevert, qui était à Wésel, où les Français avaient laissé une nombreuse garnison, sortit de cette place avec un corps considérable pour battre M. d'Imhof, qui gardait le pont des alliés proche d'Emmerich. Ce général en eut vent; il se mit, avec tout son corps, en embuscade sur le chemin que M. de Chevert[1] devait tenir, le battit et lui prit beaucoup de monde. Ces heureux succès du prince Ferdinand auraient empêché les Français de repasser le Rhin, et l'auraient enfin mené à la prise de Wésel sur la fin de la campagne, si une diversion ne l'avait obligé lui-

[1] François de Chevert, né à Verdun en 1695, conquit lentement ses grades et fut fait lieutenant général en 1748. Il mourut le 24 janvier 1749. La médiocrité de sa naissance l'empêcha seule d'être nommé maréchal de France.

même à repasser ce fleuve, pour rétablir les affaires en Hesse et dans la basse Saxe.

Dès le 11 de juillet M. de Soubise s'était mis en marche; il avait été joint à Hanau par 15,000 Wirtembergeois. Le prince Ferdinand avait laissé dans le pays de Hesse le prince d'Ysenbourg [1] avec environ 7,000 hommes; celui-ci se retira de Marbourg à l'approche de l'avant-garde française, commandée par M. de Broglie, et passa la Fulde; les Français l'attaquèrent dans la position qu'il avait prise près de Sangerhausen, et il fut obligé de céder au nombre après un combat qui dura six heures; il se retira à Eimbeck, et s'établit dans les montagnes, se bornant à conserver sa communication avec Hanovre. Le prince de Soubise alors, ne trouvant nulle part aucune résistance, occupa Nordheim, Munden et Gœttingue.

Cependant M. de Coutades, qui jugeait que la diversion de M. de Soubise obligerait bientôt les alliés à rétrograder, s'avança sur eux [août], et occupa même le poste de Brugen, qui était sur leur gauche; mais le prince Ferdinand, qui ne pouvait souffrir ce voisinage dangereux, en fit déloger les Français par le prince héréditaire; il résolut en même temps de se replier sur la Niers pour s'approcher des secours qui lui venaient d'Angleterre. Les Français firent la même marche, et furent cependant prévenus par les alliés. Le prince Ferdinand, qui sentait que le seul moyen de se soutenir au delà du Rhin était de battre M. de Contades, fit des dispositions pour engager une affaire; mais M. de Contades ne trouva pas à propos de risquer le combat et se retira à Dalen; sur quoi le prince Ferdinand se porta sur Wachtendonk; le prince héréditaire, qui conduisait l'avant-garde, en chassa les Français, et toute l'armée repassa la Niers.

Le prince Ferdinand, ne pouvant plus se soutenir avec

[1] Wolfgang-Ernest, prince d'Ysenbourg, né le 17 novembre 1735 mort le 3 février 1803.

son armée au delà du Rhin, retira la garnison de Ruremonde, qui trouva le moyen de se dérober dans le temps même que l'ennemi sommait la place. Toute cette armée repassa le Rhin sur son pont de Griethausen entre le 8 et le 10 d'août. On fut obligé d'évacuer Dusseldorf en même temps, et M. de Hardenberg, qui y commandait, se rendit en diligence à Lippstadt, pour mettre en défense ce poste important. Peu de jours après, les Français passèrent le Rhin, et s'étendirent jusqu'à Dorsten, en se couvrant de la Lippe.

Le 14, le prince Ferdinand fut joint à Bœckholt par 12,000 Anglais que lui amenait milord Marlborough. M. de Contades fut en même temps renforcé dans son camp de Halteren par 5 à 6,000 Saxons que les Autrichiens avaient rassemblés en Hongrie, et dont le prince Xavier, second fils du roi de Pologne, avait pris le commandement. Le prince Ferdinand détacha M. d'Imhof à Creiveld, et M. de Post à Dalmen; mais sur les mouvements que firent les ennemis vers Lunen, le prince héréditaire fut détaché pour renforcer le corps de Dalmen. Le prince Ferdinand le suivit promptement avec l'armée, et le prince héréditaire repoussa les Français jusqu'à Halteren.

Dans ces circonstances, on trouva bon de détacher M. d'Oberg avec un corps de 9,000 hommes, pour passer la Lippe, et se porter dans l'évêché de Paderborn, tant pour interrompre la communication des deux armées françaises, que pour être à portée, dans le besoin, de prêter la main au prince d'Ysenbourg. Sur ces entrefaites, et pendant que le prince d'Ysenbourg s'était tenu près d'Eimbeck, M. de Soubise avait occupé Cassel, Gœttingue et quelques places sur la Werra; alors il forma le dessein de s'emparer de Hameln; mais il fut obligé de s'en désister, lorsqu'il apprit que le prince Ferdinand avait repassé le Rhin; il évacua ensuite Munden, Gœttingue, et tout ce qu'il avait occupé dans le pays de Hanovre, pour se ren-

forcer sur la Diemel; il resta dans cette position jusqu'au 5 de septembre, et n'opposant à M. d'Oberg que M. du Mesnil, qu'il laissa sur la Diemel, il s'avança successivement de Munden, Gœttingue, à Nordheim. Le prince d'Ysenbourg fut obligé de quitter Eimbeck à l'approche des Français [11 septembre], et se retira à Coppenbrugge, où il fut joint par quelques régiments de l'armée des alliés; alors il s'avança en même temps que M. d'Oberg sur Holzmunden.

Ce mouvement fit craindre à M. de Soubise, qui était à Gœttingue, qu'on ne le coupât de Cassel, et repliant aussitôt ses corps; il se rendit en diligence dans la Hesse. Les troupes des alliés et des Français arrivèrent presque en même temps devant Cassel, où elles se campèrent vis-à-vis les unes des autres. Tous ces mouvements n'avaient pas influé sur les opérations du prince Ferdinand; il suivait son objet, qui était d'observer l'armée de M. de Contades.

Les Français ayant vainement tenté de surprendre le prince héréditaire à Halteren, et y ayant été repoussés avec une perte considérable, tournèrent leurs vues d'un autre côté. M. de Contades détacha M. de Chevert avec 20,000 hommes, pour joindre M. de Soubise [1er octobre], et lui donner par ce renfort assez de supériorité pour pouvoir accabler le prince d'Ysenbourg, et pour occuper en même temps le prince Ferdinand de manière à l'empêcher de faire des détachements pour la Hesse; il se porta à Hamm avec son armée et poussa M. de Chreveuse jusqu'à Sœst. Sur ce mouvement, les alliés se replièrent sur Munster, d'où le prince héréditaire fut détaché à Warendorf-sur-l'Ems, et le prince de Holstein à Telgade. M. de Soubise ayant, sur ces entrefaites, reçu son renfort, ne perdit point de temps pour s'en servir.

Le prince d'Ysenbourg, informé de l'arrivée de M. de Chevert, repassa la Fulde, et se retira successivement de-

vant l'ennemi jusqu'à Lutterberg, pour ne point être coupé de Munden; les ennemis l'y attaquèrent avec une si grande supériorité, qu'il fut obligé de leur céder le champ de bataille avec une perte de 16 canons et d'environ 2,000 hommes; il se retira par Dransfeld et Gœttingue à Mœringue. Cet événement obligea le prince Ferdinand à quitter Munster; il y laissa une bonne garnison, et arriva le 17 avec son armée à Lippstadt. Le prince héréditaire marcha le lendemain pour surprendre M. de Chevreuse, qui était à Sœst; la surprise n'eut pas lieu, parce que les Français furent avertis de la marche des alliés; néanmoins, après un léger combat, les Français se retirèrent et abandonnèrent toutes les provisions qu'ils avaient amassées à Sœst.

Le prince Ferdinand prit incontinent son camp auprès de cette ville, ce qui engagea M. de Chevert à changer de route; il avait quitté M. de Soubise après l'affaire de Lutterberg, et ne put joindre M. de Contades qu'en prenant un grand détour. Aussitôt que M. de Chevert eut quitté l'armée de Hesse, M. d'Oberg passa le Wéser à Holzmunden, et poursuivant sa marche, il joignit, le 21 d'octobre, à Sœst, l'armée des alliés. La position où se trouvait le prince Ferdinand interrompit la communication des deux armées françaises, et quelque supérieures qu'elles fussent en nombre à celles des alliés, cela n'empêcha pas que M. de Soubise ne crût sa position aventurée; il évacua en conséquence Cassel et toute la Hesse, et repassa le Mein à Hanau avec toutes ses troupes.

La campagne aurait été finie, si M. de Contades n'eût encore essayé de surprendre Munster. M. d'Armentières s'était approché de cette ville à la tête de 15,000 Français, et avait pris un camp proche de la place pour ouvrir incessamment la tranchée; mais M. d'Imhof arriva le 26 à Warendorf, suivi du duc de Holstein, en même temps que M. de Wangenheim, avec un gros détachement, occupa le camp de Rhéda. Tous ces mouvements, qui menaçaient

de couper M. d'Armentières de Wésel, et une petite affaire qu'engagea le major Bulow, le firent résoudre à renoncer à son projet; il repassa la Lippe le 2 de novembre, et bientôt après l'armée française prit le chemin de Wésel, pour entrer dans ses quartiers d'hiver à l'autre bord du Rhin. Il ne restait plus en Hesse que Marbourg où les Français eussent pied; le prince héréditaire y fut envoyé, et n'employa que peu de jours à cette expédition. Après la prise de cette place, les alliés, maîtres de toute la Westphalie et de la basse Saxe, entrèrent dans leurs quartiers.

Durant cette belle campagne du prince Ferdinand, le roi n'était pas demeuré oisif contre les Autrichiens; il se préparait à tirer tout le parti possible de la bataille de Leuthen, et des suites que cette bataille avait eues. Dès le mois de janvier, M. de Werner avait été détaché dans la haute Silésie. Quelque supériorité qu'eût l'ennemi sur sa troupe, il l'avait contraint de se replier en Moravie, de sorte que les Prussiens occupaient dès lors Troppau et Jægerndorf. Le roi jugeait cette avance nécessaire pour pouvoir exécuter ses projets; l'expédition, qui se fit au mois de janvier, ne parut à l'ennemi qu'une suite de la bataille de Leuthen, et servit à nettoyer toute la Silésie des troupes autrichiennes. Les choses en restèrent là jusqu'au 14 de mars, que l'armée se mit en marche pour commencer les opérations de la campagne. On savait que les ennemis n'étaient pas assez avancés dans leurs arrangements pour s'opposer aux desseins que le roi formait, de sorte que ce temps fut jugé le plus propre à changer en siége régulier le blocus de Schweidnitz. Le roi se mit à la tête de l'armée d'observation, et se cantonna depuis Landshut jusqu'à Friedland; le prince Maurice eut le commandement de cette gauche, d'où il communiquait par Wustengiersdorf à Braunau, et M. de Fouqué commandait le corps qui couvrait cette gorge de la Silésie.

Le roi établit son quartier général à Grissau, qui était

au centre de la position que ses troupes occupaient. Le gros de l'armée ennemie était encore dans ses cantonnements aux environs de Kœnigsgrætz et de Jaromirz; le maréchal Daun, qui en avait seul le commandement, avait poussé en avant le corps de Laudon à Trautenau, et celui de Beck à Nachod. Les armées étant dans cette position, M. de Treskow investit de plus près la ville de Schweidnitz. La tranchée ne put être ouverte que la nuit du 1er au 2 d'avril; l'attaque fut dirigée sur le fort de la Potence, comme l'endroit le moins bien fortifié et le plus commode pour y conduire les munitions de guerre. Bientôt 24 canons, 20 mortiers et 16 obusiers furent mis en batterie. Cet ouvrage, souvent dérangé par l'artillerie des assiégés, ne put être entièrement perfectionné que le 8, et dès le 10 on occupa une flèche que l'ennemi fut obligé d'abandonner; cette flèche, qui nous approchait à cent pas du fort de la Potence, donna lieu au coup de main qu'on tenta sur cet ouvrage, pour terminer d'autant plus promptement le siége; les canons du fort de l'Eau et de celui de la Potence ayant été démontés dès le 15, on donna l'assaut à l'ouvrage après minuit; on le tourna par la gorge, et 1,000 grenadiers l'emportèrent avec une perte si légère, qu'elle ne mérite pas d'être rapportée. Le commandant, décontenancé par une action aussi vigoureuse, battit la chamade; il se rendit prisonnier de guerre avec la garnison; le comte de Thierhaimb évacua la ville le 18, et sa troupe, forte de 5,000 hommes, fut dispersée dans les différentes places de la Silésie et de la Marche électorale.

Ce siége, si heureusement et si promptement terminé, fournit au roi la facilité d'exécuter de plus grands projets; son dessein était de pénétrer dans la Moravie, et de prendre Olmutz; non pas pour conserver cette place, car on prévoyait dès lors la diversion que les Russes, qui s'étaient emparés de la Prusse, se préparaient à faire en Poméranie et dans les Marches de Brandebourg; mais enfin d'amuser,

durant toute la campagne, les Autrichiens dans cette partie éloignée des États du roi, pour avoir le temps et la facilité de s'opposer en attendant avec des forces considérables à l'armée russe. Pour exécuter ce plan, il fallait de nécessité en imposer au maréchal Daun, afin de gagner sur lui quelques marches, et le temps de s'établir aux environs d'Olmutz avant son arrivée.

Dans cette intention l'armée du roi se retira des montagnes dans les plaines de Schweidnitz et de Reichenbach, sous prétexte d'y refaire les troupes des fatigues du siége, et d'attendre les recrues qui devaient la joindre. M. de Ziethen, avec un corps, demeura dans les environs de Landshut, d'où il tira un cordon jusqu'à Friedland, et M. de Fouqué entra dans le comté de Glatz, pour en garder tous les débouchés. Ces deux corps, qui masquaient les mouvements de l'armée derrière les montagnes, avaient encore l'avantage d'empêcher les Autrichiens de recevoir des nouvelles qui pussent les éclairer sur les intentions des Prussiens. Pendant que ces dispositions donnaient le change à l'ennemi, l'armée du roi marcha à Neisse, où elle se sépara en deux colonnes, dont une, où le roi se trouvait en personne, prit le chemin de Troppau, et l'autre, que conduisait le maréchal Keith, celui de Jægerndorf. Ces deux colonnes débouchèrent le 3 de mai dans les plaines d'Olmutz, l'une par Gibau, et l'autre par Sternberg; M. de Fouqué les suivit aussitôt qu'il remarqua que l'ennemi, ayant pris l'alarme, quittait les environs de Kœnigsgrætz, pour se porter sur Hohemaut. Il prit le chemin de Neisse, d'où il convoya nos munitions de guerre et de bouche pour le siége jusqu'à Olmutz.

C'était le 12, et le même jour l'armée d'observation passa la Morava à Littau; le roi s'avança jusqu'à Holeschau; M. Deville y campait avec 7 régiments de cavalerie; il fut attaqué par le prince de Wirtemberg et poussé au delà de Prostnitz vers Wischau. Le prince campa son corps

à Prostnitz, et il y demeura pour observer l'ennemi du côté de Wischau et de Brunn, ayant sous lui 4 régiments de dragons, 1 de housards et 4 bataillons. Le maréchal Keith ayant fait l'investissement d'Olmutz, ouvrit la tranchée le 27 de mai; il plaça de l'autre côté de la Morava les 10 escadrons de Bareuth, 500 housards, et quelques bataillons francs, qui se campèrent proche d'un village nommé Dolein. Pour que le maréchal Keith et l'armée du siége fussent plus en sûreté, on jugea qu'il fallait éloigner davantage M. Deville; il pensa être surpris dans son camp, et ne crut trouver de sûreté qu'en se retirant près des ouvrages de Brunn. L'armée d'observation occupa en même temps toutes les positions qu'on avait eu le temps de lui choisir; en conséquence de quoi le margrave Charles prit le camp de Neustadt, le prince Maurice celui de Littau, M. de Wédel celui de Namiest, et le roi occupa cette partie des hauteurs qui règnent entre Prostnitz et Holeschau depuis Namiest jusqu'à Studenitz. M. de Puttkammer arriva le 10 de juin à l'armée, sans avoir été inquiété dans sa route, avec le convoi qu'il conduisait. M. de Ziethen, qui fut attaqué à Grissau par l'ennemi, le repoussa, et remarquant que toutes les forces des Autrichiens tiraient vers la Moravie, il quitta les montagnes et joignit presque en même temps que M. de Puttkammer l'armée du roi.

Cependant les munitions de guerre et de bouche n'étant pas suffisantes pour le siége, on fit préparer un nouveau convoi en Silésie, tant pour pousser les attaques que pour renforcer l'armée. Il y a apparence que ce siége aurait mieux réussi, si l'on n'avait pas ouvert les tranchées de trop loin, et qu'on n'eût pas été obligé d'abandonner les premières batteries, parce qu'elles tiraient sans effet; ce qui consuma beaucoup de munitions inutilement. Sur ces entrefaites, l'avant-garde du maréchal Daun, aux ordres de M. de Harsch, entra en Moravie, et se campa vis-à-vis du prince Maurice sur les coteaux d'Allerheiligen, non loin

de Littau. M. de Harsch tenta, mais sans succès, de surprendre cette ville. Le maréchal Daun, qui le suivait, s'était porté sur Géwitsch, d'où il détacha un corps de 6,000 hommes, qui s'établit à Prérau. Cette position obligea le maréchal Keith à placer ses dragons à Wisternitz et ses compagnies franches à Bistrovann et à Kosutchan. Les vues du maréchal Daun allaient à jeter du secours dans la ville assiégée, sans s'exposer à une action, dont la perte aurait entraîné la réduction d'Olmutz. Il fit attaquer de nuit le village de Kosutchan, défendu par un bataillon franc, et l'obligea de lui céder le terrain; les dragons de Bareuth, qui avaient passé la nuit au bivouac, par une négligence du colonel Meyer, qui les commandait, n'attendirent pas pour desseller le retour des partis qu'ils avaient envoyés à la découverte; l'ennemi arriva en poussant leurs patrouilles avec impétuosité; il fondit sur leurs tentes, ne leur donnant pas le temps d'en sortir. Le régiment perdit 300 hommes, et aurait été totalement ruiné, si le bataillon de Nimschewsky ne fût arrivé à temps pour forcer l'ennemi à précipiter sa retraite.

Ce succès des Autrichiens leur fit prendre goût aux expéditions nocturnes; ils attaquèrent trois fois le régiment de Ziethen à Kostelitz, et furent toutes les trois fois repoussés avec une perte assez considérable. Les bataillons francs de le Noble et de Rapin ne furent pas aussi heureux; le margrave Charles les avait envoyés à Sternberg, d'où ils devaient se rendre à Bahrn pour couvrir un convoi, qui arriva le 10; ils furent assez maltraités par les pandours, et perdirent 500 hommes dans cette affaire. Mais revenons à des objets plus considérables : la position de l'armée autrichienne, et principalement le corps qu'elle avait détaché à Prérau, exigeait que la ville d'Olmutz fût mieux enfermée au delà de la Morava; il semblait que le corps du margrave à Neustadt n'y fût pas essentiellement nécessaire, et comme on n'avait pas trop de troupes, le mar-

grave alla se poster de façon que sa gauche occupait un pont que nous avions à Commothau sur la Morava, et que sa droite s'étendait jusqu'à notre pont de Holitz. Cependant, tandis que les Prussiens changeaient leur position, M. de Bulau, colonel autrichien, avait trouvé le moyen de se glisser dans la ville, et d'ameuer à M. de Marshall, qui en était gouverneur, un secours de 1,200 hommes.

Le maréchal Daun vint peu de jours après déboucher dans la plaine et se camper à Prettlitz, entre Prostnitz et Wischau; il y fut informé que les Prussiens attendaient un grand convoi, dont dépendait la réussite du siége, parce que les munitions commençaient à manquer. Ce convoi était couvert par 8 bataillons et 4,000 convalescents, tant de la cavalerie que de l'infanterie, qu'on avait enrégimentés pour s'en servir durant cette marche. Le tout partit le 25 de juin de Troppau. Le maréchal Daun tourna ses vues sur ce convoi; il envoya M. de Janus à Bahrn, et M. de Laudon à Liebe pour l'intercepter. Sur cela le roi détacha M. de Ziethen avec 20 escadrons et 3 bataillons; il rencontra ce convoi près de Gibau. Le général Laudon l'attaqua le lendemain [28]; après un combat de cinq heures, il fut obligé de se replier. Le transport avançait très-lentement, à cause des chemins rompus, et le maréchal Daun profita de ce temps pour renforcer MM. Janus et Laudon de 8,000 hommes.

Le 30 le convoi fut attaqué de nouveau entre Bautsch et Domstadt; à peine 1,000 hommes de cavalerie, 4 bataillons et 400 chariots eurent-ils ouvert la marche et passé le défilé de Domstadt, que l'ennemi se porta avec toutes ses forces de Bahrn et de Liebe sur ce convoi, de sorte que ces deux colonnes de l'ennemi venant à se joindre, coupèrent l'avant-garde qui venait de passer le défilé, du reste du corps qui suivait. M. de Ziethen, qui était avec le gros du convoi, fit charger vigoureusement une des ailes de l'ennemi; mais le nombre était trop disproportionné pour

qu'il pût réussir; de sorte qu'après avoir vaillamment combattu, il fut contraint de se retirer avec la plus grande partie de son monde sur Troppau; il y perdit le général Puttkammer et 800 hommes, sans compter tout le convoi et le trésor de l'armée, qui tomba entre les mains de l'ennemi. Ce malheur fut cause de la levée du siége. Si ce convoi eût pu arriver, la ville était prise en moins de quinze jours, parce que l'on avait achevé la troisième parallèle, et que l'on commençait d'en déboucher avec les sapes. Mais quelque apparentes que fussent ces espérances, il fallut y renoncer, pour sauver l'armée, qui, en prolongeant son séjour en Moravie, aurait manqué de subsistances.

Il y avait deux chemins pour le retour : l'un qui mène dans la haute Silésie, par lequel l'armée était venue, et l'autre qui traverse la Bohême, et mène ou dans le comté de Glatz, ou par Braunau en Silésie. L'ennemi s'était préparé à rendre la première route difficile. Laudon, Janus et Saint-Ignon y étaient demeurés depuis l'affaire des convois; le maréchal Daun s'était porté même avec son armée à Tobischau, de sorte qu'on avait à craindre, en prenant ce chemin, d'avoir deux corps ennemis sur les flancs, et sans cesse le maréchal Daun derrière l'arrière-garde, qui la harcèlerait. En un mot cette marche n'aurait été qu'une bataille perpétuelle, dans laquelle l'armée aurait perdu l'artillerie du siége, ses équipages, ses blessés; peut-être même y aurait-elle rencontré sa ruine entière au passage de la Morava, que l'ennemi pouvait lui rendre funeste. Ces considérations déterminèrent promptement le roi à se tourner vers la Bohême, parce que l'ennemi n'étant pas préparé de ce côté-là, on pouvait gagner deux marches sur lui; ce qui était un article important pour l'artillerie et le bagage dont l'armée était chargée.

La nuit du 1er au 2 juillet le roi quitta son camp et partit avec toutes ses troupes, partagées en deux colonnes. Le prince Maurice fit l'avant-garde de celle où se trouvait le

roi, qui passa par Konitz, Tribau, Zwittau, et vint à Leitomischel, où elle s'empara d'un dépôt des ennemis; la seconde, sous la conduite du maréchal Keith, en se retirant de ses tranchées, n'abandonna que 4 mortiers et un canon intransportables, parce que les affûts en étaient cassés; elle prit le chemin de Littau, Muglitz et Tribau. Toute cette marche jusque-là ne fut point troublée par l'ennemi, par la raison que le maréchal Daun, ayant fait toutes ses dispositions pour les chemins de la haute Silésie, ne put pas retirer assez promptement ses troupes pour agir en forces du côté de la Bohême; néanmoins M. de Lascy, qui campait à Gibau, voulut entreprendre sur l'arrière-garde, obligée de passer le défilé de Krenau, pour marcher à Zwittau. Il se saisit de ce village avec ses grenadiers; mais il en fut promptement délogé par M. de Wied, et les troupes continuèrent leur chemin sans être inquiétées.

Le maréchal Keith avait partagé sa colonne en trois corps, dont celui de M. de Retzow, ayant traversé Hohemaut, et s'approchant des collines de Holitz, trouva ces hauteurs occupées par l'ennemi; il se saisit d'une chapelle qui est sur une hauteur vis-à-vis de celle que l'ennemi tenait; on commença par se canonner réciproquement, M. de Retzow continuant à faire filer son convoi et son escorte en même temps. Le général de Saint-Ignon, qui commandait les ennemis, crut ce moment propre pour attaquer les Prussiens; il fondit avec 1,100 chevaux sur le régiment de Brédow cuirassiers, qu'il obligea de se replier; sur ces entrefaites arriva un lieutenant, avec 50 housards, que le roi avait chargé de dépêches pour le maréchal Keith; ce brave officier, nommé Kurzhagen, donna avec son peu de monde si à propos sur le flanc de M. de Saint-Ignon, qu'il ramena les cuirassiers; la cavalerie prussienne accourut aussi et rechassa les Autrichiens avec perte de 6 officiers et de 300 hommes. Le maréchal Keith arrivant avec sa colonne précisément lorsque l'ennemi était en dé-

route, fit prendre à revers l'infanterie ennemie, qui se maintenait encore sur les hauteurs; ce qui précipita sa fuite par des forêts épaisses qui protégeaient sa retraite.

Pendant que le maréchal Keith était occupé avec les ennemis et ses convois, le roi ayant pris les devants, était arrivé dès le 11 près de Kœnigsgrætz. M. de Buccow couvrait cette ville avec environ 7,000 hommes, qu'il avait campés derrière l'Elbe, et dans des retranchements qui entouraient les faubourgs. Dès que les troupes furent arrivées, on plaça quelques bataillons vers Hota sur l'Adler, et l'on y construisit une batterie, pour prendre à revers M. de Buccow dans ses retranchements; en même temps un autre corps passa l'Adler plus haut, qui devait attaquer le lendemain, dès la pointe du jour, ce retranchement. On voulait aussi faire passer l'Elbe à un gros corps de cavalerie, pour couper toute retraite aux Autrichiens; mais les ponts ne purent être achevés que le 13 au matin. M. de Buccow n'attendit pas que cet ouvrage fût achevé; il évacua la nuit même ses retranchements et la ville, et se retira vers Clumetz.

Le même jour le roi étant averti que M. de Retzow était attaqué à Holitz, y marcha avec un corps de cavalerie; mais l'affaire était déjà décidée, et le maréchal Keith conduisit heureusement jusqu'à Kœnigsgrætz toute l'artillerie du siége d'Olmutz, 1,500 blessés et malades, outre toutes les munitions de guerre et de bouche qui appartenaient à l'armée du roi. Dès que toutes les troupes furent rassemblées, elles se campèrent au confluent de l'Adler et de l'Elbe, ayant devant leur front la ville de Kœnigsgrætz occupée par 6 bataillons.

Le premier soin du roi fut de se débarrasser du gros bagage qu'on avait traîné d'Olmutz à Kœnigsgrætz, et M. de Fouqué fut commandé avec 16 bataillons et autant d'escadrons, pour conduire à Glatz l'artillerie, les blessés et les chariots superflus. L'ennemi avait déjà quelque des-

sein de harceler les Prussiens dans ces passages; le même jour M. de Laudon s'était posté avec 4,000 hommes dans le bois d'Opotschna. Comme on en était instruit, et que le roi voulait assurer la marche de M. de Fouqué sur Neustadt, il prit quelques troupes avec lui et marcha droit sur M. de Laudon; l'Autrichien pensa être surpris; mais comme le bois favorisait sa retraite, on ne put lui enlever que 100 cravates; il se retira vers Holitz, et le roi tint le poste d'Opotschna, jusqu'à ce que M. de Fouqué eût paisiblement conduit à Glatz son convoi. D'abord après son arrivée il détacha M. de Schenkendorf l'aîné à Reinertz, M. de Goltz au Hunulberg, et lui-même il occupa le camp de Nachod, pour couvrir le dos de l'armée.

La promptitude de la marche avait donné assez d'avance pour prendre tous ces arrangements avant que le maréchal Daun pût s'approcher de l'armée prussienne; il arriva le 22 et prit son camp sur les hauteurs de Clum et de Libitschau au delà de l'Elbe, en même temps que le roi revint d'Opotschna rejoindre le gros de ses troupes. S'il ne se fût agi que des Autrichiens, on aurait fini la campagne sans quitter la Bohême que pour prendre des quartiers d'hiver; mais l'invasion dont les Russes menaçaient la Poméranie et la nouvelle Marche, obligeait le roi de ramener ses troupes en Silésie, pour pouvoir de là porter des secours aux endroits qui en auraient le plus besoin. On fit entrer dans ce projet toutes les mesures qui pouvaient assurer les frontières de la Silésie; en conséquence on eut soin d'enlever tous les fourrages et toutes les provisions du cercle de Kœnigsgrætz, pour empêcher le maréchal Daun, faute de magasins, d'agir de ce côté contre la Silésie. Cela lui devint en effet impossible, parce qu'il avait été obligé, au commencement de la campagne, de diriger toutes ses subsistances du côté de Brunn, qu'ensuite l'armée prussienne lui avait enlevé dans sa marche tous les dépôts qu'il avait en Bohême, et qu'enfin on avait consumé les fourrages du

cercle de Kœnigsgrætz. On quitta donc la nuit du 25 le camp de Kœnigsgrætz.

Les pandours attaquèrent les faubourgs de la ville dans le temps qu'on voulait l'évacuer; le général Saldern et le colonel Blankensée[1] y furent tués; on perdit 70 hommes. L'armée du roi se replia par Caravalhotta sur Rochonitz; MM. de Laudon, Saint-Ignon et Lascy suivirent l'arrière-garde avec environ 15,000 hommes, et quoiqu'ils essayassent de l'entamer, ils ne purent point y réussir, et furent vigoureusement repoussés par les housards de Puttkammer. Pour faire passer à l'ennemi l'envie de harceler les arrière-gardes, on prépara le lendemain une embuscade: ce fut au passage de la Métau; on occupa avec 10 bataillons et 20 escadrons un bois qui se trouve sur ce chemin, et qui tire de Jaromirz à la Métau; après quoi l'armée se mit en marche, et ne présenta à l'ennemi qu'une faible arrière-garde de housards; M. de Laudon, qui s'échauffait facilement, voulut donner dessus; alors la cavalerie, en sortant de l'embuscade, le prit dans tous les sens; il fut fort maltraité, et perdit 300 hommes; après cette petite correction, l'armée du roi poursuivit paisiblement sa marche, et se campa entre Boruslawitz et Gessnitz, et l'on détacha M. de Retzow pour couvrir la droite de l'armée au passage des montagnes. M. de Retzow délogea M. Janus de Studenitz, et le roi occupa le camp de Skalitz.

Dans l'emplacement où l'armée était campée, il se trouvait une hauteur sur la droite, dont il fallait nécessairement se mettre en possession; le roi y plaça les volontaires de le Noble, comme un appât qu'il présentait à l'ennemi, et 6 bataillons, campés dans une espèce de ravin, avaient ordre de soutenir ce poste en cas d'attaque. Ce qu'on avait prévu arriva; M. de Laudon vint de nuit pour surprendre le Noble; il fut reçu autrement qu'il ne s'y attendait; on le mit en fuite, et, sans compter les morts et les blessés, il y

[1] Son véritable nom était Blanckenbourg.

perdit 6 officiers et 70 hommes. Le maréchal Daun avait cependant fait longer à son armée le cours de l'Elbe, de sorte qu'elle s'étendait depuis Kœnigsgrætz jusqu'à Jaromirz vers Kœnigshof. Le roi se campa le lendemain à Wisoka, et M. de Retzow à Starckstadt. La marche se poursuivit de Wisoka à Politz et Wernersdorf, sans qu'on fût suivi par les ennemis. Le 8 toutes les troupes reprirent le camp de Grissau et de Landshut.

La diversion à laquelle on s'était attendu de la part des Russes se fit pendant ce retour de Bohême. M. de Fermor s'était avancé en plusieurs corps, de la Prusse, sur les frontières de la Poméranie et de la nouvelle Marche ; M. de Platen[1] avait observé les ennemis de Stolpe, où il avait été tout l'hiver en détachement. Sur ces avis, le comte de Dohna avait reçu l'ordre, dès le mois de juin, de lever le blocus de Stralsund, pour s'approcher de l'Oder, afin de s'opposer aux Russes de quelque côté qu'ils voulussent pénétrer dans les États du roi. M. de Fermor s'était avancé de Posen à Kœnigswald, Méseritz et Closter-Paradies, où il campait en trois corps. Le comte de Dohna détacha M. de Kanitz à Reppen, pour observer l'ennemi, d'où M. de Malachowsky fit une course jusqu'à Sternberg et en délogea les Russes.

Le comte de Dohna, qui n'était pas assez en force pour répandre des détachements, attira à lui M. de Platen, et se borna à disputer aux ennemis le passage de l'Oder ; il se campa pour cet effet à Francfort. La partie cependant n'était pas égale ; comme le moindre échec qu'aurait souffert le corps du comte de Dohna devenait préjudiciable à l'État, et pouvait entraîner après soi la ruine totale de la Marche électorale, le roi prit le parti de s'y rendre en personne avec un renfort assez considérable pour donner aux

[1] Frédéric de Platen, né en 1714, entra au service à l'âge de dix ans, en 1757 major général, en 1787 général de cavalerie. Il mourut la même année.

troupes prussiennes une espèce d'égalité avec celles des ennemis ; ce renfort consistait en 16 bataillons et 28 escadrons.

La plus grande partie de l'armée, aux ordres du maréchal Keith et du margrave Charles, demeura dans le camp de Landshut, pour garder les frontières de la Silésie. Le roi dirigea sa marche par Ronstock, Lignitz, Hinzendorf, Dakau, Wartenberg, Schertendorf, Crossen, Ziebingen à Francfort, où il apprit que M. de Fermor, s'étant avancé par Landsberg à Cammin et à Tamsel, avait fait bombarder la ville de Kustrin, qui avait été mise en cendres, après avoir rejeté toutes les propositions de capitulation que le général Stoffel avait faites à M. de Schack, qui en était commandant.

Ces entreprises de l'ennemi avaient engagé le comte de Dohna à rapprocher son corps de cette forteresse, pour la mieux soutenir. Ce fut dans ce camp près de Gorgast, le 22 août, que le roi joignit le comte de Dohna. Les Russes avaient établi leurs parallèles précisément au débouché de la chaussée qui conduit de Kustrin à Tamsel, et leurs batteries étaient construites de manière que l'armée n'aurait pu déboucher de la place, sans s'exposer à faire des pertes considérables, mais inutiles. Le roi résolut cependant d'attaquer l'ennemi ; il fallait se battre, afin de se débarrasser pour un temps d'une armée, et gagner celui de se tourner d'un autre côté. Le roi pouvait donc employer trois semaines à cette expédition, mais comment la terminer si vite sans en venir aux mains? Le maréchal Daun, qu'on avait quitté à Jaromirz, pouvait dans cet intervalle se tourner ou vers la Silésie, ou vers la Saxe, et il fallait pouvoir s'y rendre dans les différents cas, selon que le besoin le demanderait.

Le roi jugea donc qu'il fallait en imposer à l'ennemi par de fausses démonstrations ; on fit des batteries vis-à-vis de Dréwitz, et l'on occupa les digues de l'Oder, comme



si effectivement on avait dessein de passer ce fleuve dans les environs; en même temps le roi renforça la garnison de Kustrin de 4 bataillons. Il avait envoyé M. de Kanitz à Wrietzen pour rassembler tous les bateaux qui se trouvaient dans cette partie sur l'Oder. Tandis que l'armée marchait la nuit du 23 en remontant l'Oder jusqu'à Gustebiese, où elle fut jointe par M. de Kanitz, qui amena suffisamment de bateaux pour la construction du pont, on se donna tant de soins pour l'achever, que toute l'armée l'eut passé à midi; elle continua sa marche jusqu'au village de Clossow, où elle se campa, et par cette position elle coupa déjà le corps de M. de Fermor de celui de M. de Romanzow, qui était du côté de Schwedt, où il avait dessein de passer l'Oder.

Le 24 l'armée se campa à Dermitzel vis-à-vis de M. de Fermor, qui, sur les mouvements des Prussiens, avait levé le siége de Kustrin, et s'était fait joindre par la division de M. Czernichef, avec laquelle et le gros de ses troupes il prit une position entre les villages de Quartschen et de Zicker, ayant un ruisseau marécageux devant son front; ces troupes campaient en carré, selon l'usage que le maréchal Munnich[1] avait suivi en faisant la guerre aux Turcs dans la petite Tartarie. Le même jour que l'armée prussienne arriva, le roi s'empara du moulin de Damm et du pont qui passe le ruisseau; son avant-garde prit possession de la forêt de Massin, par laquelle il fallait passer pour tourner le camp des ennemis.

Le lendemain l'armée déboucha sur quatre colonnes dans la plaine, près du village de Batzclow; les ennemis avaient laissé entre ce village et Cammin le gros de leur bagage

[1] Burckart Christophe, comte de Munnich, né en 1683, prit du service auprès de Pierre le Grand, qui l'éleva au grade de lieutenant général. Sous le règne de Pierre II, il fut nommé comte, général d'infanterie et gouverneur de Saint-Pétersbourg, et en 1738 feld-maréchal. Il fut relégué en Sibérie en 1742, et y resta vingt ans : mort en 1767.

sous une petite escorte; si l'on avait été moins pressé, on aurait pu le leur enlever sans peine, et les obliger par quelques marches à quitter le pays; mais il fallait en venir à une décision, dont on devait tout attendre, vu la disposition bizarre que l'ennemi avait donnée à sa bataille. La marche de l'armée continua donc sur Zorndorf, où le roi se proposait d'attaquer la face opposée du carré, vis-à-vis de laquelle on avait été à Dermitzel. Les Cosaques mirent le feu à Zorndorf, ce qui embarrassa un peu, parce que la grosse artillerie devait passer ce village, pour former des batteries vis-à-vis de l'ennemi. La gauche, destinée à faire la première attaque, s'appuyait à un fond qui tire vers Wilkersdorf. M. de Manteufel commandait la première attaque, consistant en 10 bataillons; il était soutenu par la gauche de la première ligne, commandée par M. de Kanitz, et par la seconde ligne de l'armée. On se servit de quelques ravins, à l'abri desquels on mit la cavalerie de la gauche contre l'artillerie de l'ennemi, et où toutefois elle était à portée d'agir dès que cela serait trouvé nécessaire.

Les ordres du roi portaient que la première attaque, en avançant constamment, s'appuyât à ce ravin, qui la conduisait directement sur la droite des Russes; mais, par des contre-temps et des mésentendus, il arriva qu'elle s'en écarta en approchant de l'ennemi, de façon que M. de Kanitz, qui devait être derrière M. de Manteufel, se trouva à sa droite. L'attaque fut repoussée, et l'infanterie revint en assez grande confusion; mais comme l'ennemi était aussi en désordre, le roi fit ordonner à M. de Seidlitz de le charger incontinent; il forma trois colonnes, qui percèrent en même temps le carré, et en moins d'un quart d'heure tout le champ de bataille fut nettoyé d'ennemis; ce qui se sauva de l'armée russe passa ce fond qu'elle avait à sa droite, et commença de se reformer vers Quartschen.

Le roi prit alors l'infanterie de sa droite, avec laquelle il fit un quart de conversion, et la forma vis-à-vis de ce fond. On voulut le faire passer aux troupes à différentes reprises; mais elles revenaient après un court espace de temps, sans qu'on en comprît d'abord la raison. C'est que la caisse militaire des Russes et tout l'équipage de leurs généraux étaient dans ce fond; les troupes, au lieu de le passer, comme elles le pouvaient, s'amusaient à piller, et revenaient dès qu'elles étaient bien chargées de butin.

La cavalerie ne pouvait agir dans cette partie à cause des marais dont ce fond était rempli; cela réduisit les Prussiens à canonner l'ennemi, ce qu'ils continuèrent jusqu'à nuit close. La bataille avait commencé à 9 heures du matin, et ne finit qu'à 8 heures et demie du soir. Les Russes se retirèrent dans le bois de Tamsel, où toutes leurs troupes se mirent en peloton, la cavalerie au centre, entourée de l'infanterie. Ils perdirent à cette action 103 canons, 27 drapeaux et étendards, 82 officiers, parmi lesquels 5 généraux; environ 2,000 prisonniers, et pour le moins 15,000 hommes qu'ils laissèrent sur la place, parce que la cavalerie ne leur fit point quartier. L'armée du roi y perdit M. de Ziethen, général des cuirassiers, 60 officiers morts ou blessés, et environ 1,200 hommes, avec 20 pièces de canon.

Le lendemain 26, l'armée du roi prit une position très-voisine de l'armée russe; on n'était qu'à 1,200 pas les uns des autres. Si l'on avait eu suffisamment de munitions, on les aurait attaqués; on fut obligé de se contenter d'une canonnade, qui ne fut pas même aussi vive qu'on l'aurait désiré, à cause qu'il fallait ménager la poudre. Il n'y eut point de tentes dressées de part ni d'autre. Les dragons russes essayèrent d'attaquer l'infanterie prussienne; ils furent vivement repoussés par le régiment de Kreutzen.

Pendant l'action de la veille, et durant cette journée, c'était un spectacle affreux que de voir tous les villages

voisins, auxquels les Cosaques avaient mis le feu, et qui rassemblaient dans ces environs toutes les calamités dont l'humanité peut être affligée. Cependant les canons prussiens tiraient avec succès, parce qu'il était presque impossible aux artilleurs de manquer la grosse masse que l'ennemi formait; au lieu que les leurs tiraient sans le moindre effet. On reçut vers le soir quelque peu de munitions, dont les batteries firent un si bon usage, que, la place devenant dès lors insoutenable pour les Russes, ils la quittèrent la nuit même, et allèrent se camper à Cammin. Le roi les suivit; on fit encore quelques centaines de prisonniers sur leur arrière-garde, et l'on se campa devant Tamsel proche des ennemis. La perte de cette bataille obligea M. de Romanzow [1] à quitter en hâte les environs de l'Oder et de Stargard, pour accélérer sa jonction avec M. de Fermor, qui bientôt se retira à Vietz, puis à Landsberg, où il rassembla toutes ses troupes. Le roi le poursuivit jusqu'à Blumberg.

Pendant que l'armée prussienne était occupée contre les Russes, M. de Laudon avait traversé la Lusace, dans l'intention de les joindre, et il l'aurait fait s'il n'avait trouvé le prince François de Brunswic dans son chemin [2]; le roi l'avait détaché à Beesko du camp de Tamsel. Ce prince, après lui avoir enlevé différents partis, obligea l'ennemi à se replier sur Lubben. Des raisons plus fortes que celle-là empêchèrent le roi de pousser plus loin les avantages qu'il avait remportés sur les Russes; il fallait accourir en Saxe au secours de Son Altesse Royale le prince Henri. M. de Dohna, en conséquence de ce nouvel arrangement, resta vis-à-vis des Russes, et le roi partit, pour se joindre au prince son frère, avec le même corps qu'il avait amené dans l'électorat. L'éclaircissement des

[1] Père de Pierre-Alexandrovitsch, comte Romanzow, si célèbre par ses succès contre les Turcs.

[2] Frédéric-François de Brunswick-Wolfenbüttel, né en 1732.

faits demande que nous rapportions succinctement ce qui s'était passé jusqu'alors en Saxe.

Dès le mois de juillet Son Altesse Royale avait occupé le camp de Tschopa, pour s'opposer aux troupes des cercles commandées par le prince de Deux-Ponts[1], auquel s'était joint un corps d'Autrichiens aux ordres de M. de Haddick. Son Altesse Royale fit chasser un détachement des ennemis qui occupait le Basberg, et comme le gros corps des cercles ne s'était pas encore avancé, on se borna à la petite guerre, dans laquelle les Prussiens eurent l'avantage, faisant en différentes rencontres des prisonniers sur les ennemis, du nombre desquels M. de Mitrowsky, général des Autrichiens, fut le plus considérable. Son Altesse Royale ayant des nouvelles de l'approche d'un corps d'ennemis commandé par M. Dombale, qui s'avançait sur Zwickau, détacha M. de Finck pour le déloger de la Saxe; ce qui réussit au point qu'on l'obligea de se replier sur Reichenbach. Bientôt après [6 août], la présence du prince devenant nécessaire aux environs de Dresde, à cause que le prince de Deux-Ponts prenait par la Bohème le chemin de Tœplitz, l'armée marcha par Chemnitz, et s'établit à Dippoldiswalde, tenant M. de Hulsen avec un détachement à Freyberg, et M. de Knobloch à Maxen [20 août]. Pendant ce temps un autre corps des cercles s'étant posté à Waldkirchen, il fut attaqué et battu par M. de Kleist. Mais comme M. de Haddick s'avançait vers Cotta, Son Altesse Royale changea sa position; elle prit le camp de Sedlitz, proche de Pirna, et garnit devant elle les villages de Zehista et de Zuschendorf; de là l'armée prit le camp de Gamig, qui lui était plus convenable. Bientôt le prince de Deux-Ponts parut; il occupa les hauteurs de Struppen, tenant à sa gauche

[1] Frédéric, frère de Chrétien II (IV), duc de Deux-Ponts, fils de Chrétien Ier et de Charlotte-Louise de Nassau-Saarbruck, naquit le 27 février 1724; mort le 15 août 1767.

M. de Haddick, qui s'étendait de Rothwernsdorf à Cotta. Il résolut de prendre le Sonnenstein, qui incommodait sa position; il y fit avancer quelques mortiers, et M. de Grape, qui y commandait, se rendit mal à propos, et fut fait prisonnier de guerre.

En même temps le maréchal Daun s'était avancé en Lusace; il avait laissé un détachement de 20,000 hommes aux ordres de MM. de Harsch et Deville, qui campaient entre Jægerndorf et Troppau. L'intention du maréchal était de se servir de ce corps pour faire le siége de Neisse, dès que l'éloignement de l'armée prussienne pourrait permettre de tenter cette entreprise; il avait espéré que l'invasion des Russes attirerait vers eux toutes les forces du roi; et comme ses espérances se trouvèrent trompées de ce côté-là, il s'avança en Lusace, pour y attirer les Prussiens et donner à M. de Harsch le temps d'achever son siége. Il s'était d'abord avancé jusqu'à Kœnigsbruck, où il apprit la défaite des Russes; sur quoi abandonnant les desseins qu'il pouvait avoir sur Meissen ou sur Torgau, il se replia sur Stolpen. Bientôt il borda l'Elbe de différents détachements, dans l'intention de passer ce fleuve à Pilnitz, et de prendre à dos la position des Prussiens à Gamig, pendant que le prince de Deux-Ponts et M. de Haddick les entameraient de front. Le prince Henri, qui était informé de ces projets, en donna avis au roi, ce qui occasionna la marche rapide de celui-ci, pour se joindre au prince son frère. D'abord le maréchal Keith et le prince Charles eurent ordre de quitter la Silésie, pour se joindre en Lusace aux troupes du roi. M. de Fouqué demeura à Landshut, et on lui commit la garde des débouchés de la Bohême.

Le corps du roi partit le 2 septembre de Blumberg, et passant par Manchenau, Mulrose, Trebatz, Lubben, Doberbeck, Elsterwerda, arriva le 9 à Dobritz près de Grossenhayn, où le maréchal Keith et le margrave le joi-

gnirent, dont le corps avait passé par Hartmansdorf, Priebus, Moska, Spremberg, Senftenberg. MM. de Werner et de Mœring avaient battu, chemin faisant, l'un à Priebus et l'autre à Spremberg, deux détachements autrichiens, et leur avaient fait au delà de 500 prisonniers. L'armée se campa le 12 entre Boksdorf et Reichenberg, d'où le roi s'aboucha avec le prince son frère, pour prendre ensemble les mesures convenables aux circonstances présentes. Le même soir l'armée se mit en marche; il s'agissait d'occuper les hauteurs de Weissig avant l'ennemi.

Les Autrichiens avaient au Cerf blanc un poste qu'il fallait déloger; le roi y marcha tout droit, et M. de Wédel par un chemin qui vient de Radeberg, et qui tourne cette position; les Autrichiens furent forcés de se retirer, et dès que les têtes de l'armée eurent gagné les hauteurs de Weissig, elles donnèrent sur des housards et des dragons qui s'y étaient rendus dans l'intention de protéger le campement du maréchal Daun; celui-ci s'y était avancé, pour y tracer la position des troupes. Tous ces corps furent repliés, et l'armée du roi prit le camp de Schœnfeld, vis-à-vis du camp du maréchal Daun, qui s'étendait de Lohmen par Stolpen vers Bischofswerder. On assura aussitôt la communication des deux armées prussiennes par des ponts sur l'Elbe.

L'armée du roi était arrivée à propos, car M. de Lascy était commandé avec tous les grenadiers autrichiens pour construire le pont de Pilnitz, et il faut avouer que le maréchal Daun aurait eu tout le temps d'exécuter ce dessein avant l'arrivée du roi, s'il avait été dans son caractère d'agir avec plus de vivacité et de promptitude. Le même jour que l'armée prit la position de Schœnfeld, le général de Retzow fut envoyé avec un détachement pour déloger M. de Laudon de Radeberg; l'Autrichien se retira sur Arnsdorf et Fischbach. On résolut de l'entamer de nouveau dans ce poste; pour cet effet, le prince François, avec

quelques bataillons, se présenta sur son front; M. de Retzow le tourna par sa droite et le roi par la gauche.

Il est à présumer que ce corps aurait été ruiné, si tous les ressorts eussent bien joué en même temps; mais il arrive d'ordinaire que de semblables projets ne réussissent qu'en partie; Laudon perdit cependant au delà de 500 hommes dans cette affaire; il se sauva par le bois et occupa les monticules de Harta, où il campa sous la protection du canon du maréchal Daun. Ces petits avantages ne décidaient rien; un des objets principaux, dans les circonstances où se trouvaient les armées, était d'éloigner l'armée impériale des bords de l'Elbe. Il était difficile d'y réussir autrement qu'en lui donnant de la jalousie sur les convois qu'elle tirait de Zittau, afin d'obliger le maréchal Daun à faire les mouvements qu'on désirait. Le roi quitta son camp de Schœnberg, et se porta avec son armée sur Rammau; par cette position les Prussiens s'approchaient du flanc de l'ennemi, et pour lui causer plus d'inquiétude, M. de Retzow se rendit à Bautzen, et s'y établit avec son corps. Laudon occupait encore vis-à-vis de notre gauche, proche de Bischofswerder, une hauteur dont on résolut de se rendre maître. Pour cet effet, le prince de Wirtemberg tourna les Autrichiens à dos, et le roi se présenta sur leur front. M. de Laudon n'attendit point que l'affaire s'engageât, mais se replia en grande confusion au delà de Bischofswerder; nous occupâmes son camp et la ville.

Le maréchal Daun craignait à son tour que la position des Prussiens ne lui portât préjudice; il avait renoncé dans ce moment aux projets qu'il avait formés sur l'armée du prince Henri; il fut obligé de se rapprocher de ses vivres, et se proposa en même temps de choisir un poste par lequel il pût couper les Prussiens de la Silésie, pour donner à M. de Harsch le temps d'assiéger et de prendre Neisse. Ce fut enfin le 5 d'octobre que le maréchal abandonna les environs de l'Elbe, et que, passant par Kruse et

Neukirch, il se campa à Kitlitz sur les hauteurs de Lœbau, jusqu'au Stremberg. Le prince de Durlach [1] fut posté avec sa réserve de Reichenbach et Arnsdorf vers Doberschutz. Sur ce mouvement de l'ennemi, M. de Retzow fut envoyé occuper le Weissenberg. L'armée marcha à Bautzen, d'où M. de Wédel fut détaché, avec six bataillons et quelque cavalerie, pour s'opposer aux Suédois, qui s'étaient avancés jusqu'à Passewalk. De Bautzen l'armée du roi s'avança vers l'ennemi, et prit sa position entre Hochkirchen et Kotlitz, le quartier général à Radewitz.

L'armée se trouvait alors affaiblie par le départ du détachement de M. de Wédel, et par la grosse garnison qu'il fallait tenir dans Bautzen, pour couvrir la boulangerie contre les entreprises de l'ennemi. Le projet du roi était, en prenant le camp de Hochkirchen, de cacher aux Autrichiens son véritable dessein, qui était de se joindre à M. de Retzow, posté à côté de notre flanc gauche, et de tomber conjointement sur le prince de Durlach du côté de Débitsch, ce qu'il ne pouvait exécuter que la nuit du 14 au 15, à cause que l'approvisionnement des vivres pour l'armée ne pouvait pas être arrangé plus tôt. Cependant une partie du convoi nous joignit le 12.

Le maréchal Keith, qui en était, fut attaqué en chemin par Laudon; l'ennemi fut repoussé avec perte de 80 hommes. Un prince de Lichtenstein, lieutenant-colonel au régiment de Lœwenstein, fut du nombre des prison-

[1] Il ne s'agit pas ici du margrave de Dourlach, Charles-Frédéric, qui naquit en 1728 et mourut en 1811, mais d'Auguste-Georges, margrave de Bade, né en 1706, colonel général de la cavalerie de l'Empire en 1757, et lieutenant général dans les troupes de l'impératrice en 1758. Par un traité intervenu, en 1765, entre le margrave de Dourlach Charles-Frédéric, dont nous venons de parler, et Auguste-Georges, margrave de Bade, dont il est en ce moment question, il fut décidé que, dans le cas où l'un ou l'autre de ces deux princes mourrait sans postérité, le survivant lui succéderait. Ce traité se réalisa en 1771, par la mort du margrave de Bade, et ses domaines passèrent dans la maison de Dourlach.

niers. Après cette affaire, Laudon ayant rassemblé ses troupes dispersées, s'établit avec elles dans un bois qui était à un gros quart de lieue d'Allemagne, au delà de notre droite, vis-à-vis du village de Hochkirchen; un fond marécageux séparait notre flanc droit de ces hauteurs. La bataille dont nous allons parler incessamment nous oblige d'entrer dans un détail plus circonstancié du terrain que les deux armées occupaient.

Le village de Hochkirchen, où s'appuyait la droite du roi, est situé sur une éminence; un cimetière d'une maçonnerie épaisse, capable de contenir un bataillon, domine sur toute la contrée; le village s'étend en long, et formait le flanc naturel de l'armée; il était garni de 6 bataillons; une batterie de 15 canons était construite à l'angle du front et du flanc; devant la ligne du front coule un ruisseau entre des bords de rochers; aux pieds de la hauteur de Hochkirchen se trouvent un moulin et quelques cabanes, où l'on avait placé un bataillon franc pour défendre le passage; ce qui était d'autant plus sûr, qu'il se trouvait sous la protection de notre canon vers Radewitz, où était le quartier général. Une partie du camp passait le ruisseau, à cause des hauteurs qu'il fallait nécessairement occuper, et de la communication avec le corps de M. de Retzow, qu'on assurait et dont on abrégeait le chemin par cette position.

La droite du maréchal Daun, comme nous l'avons dit, s'appuyait sur le Stremberg; son centre était sur des hauteurs inexpugnables; sa gauche tirait vers Jauernick et Sornitz. Il fit préparer en secret des chemins pour quatre colonnes, qui conduisaient au bois dont M. de Laudon avait pris possession. Son projet était d'attaquer l'armée prussienne par quatre endroits à la fois, savoir, par le poste de Laudon, par le moulin qu'occupait le bataillon franc, par cette partie vers Kottitz qui se trouvait au delà du ruisseau, et la quatrième attaque devait se faire par le prince de

Durlach sur le poste du Weissenberg, où commandait M. de Retzow.

Ce fut la nuit du 13 au 14 d'octobre que le maréchal Daun exécuta son dessein. L'attaque du moulin gardé par le bataillon franc fut la première; les ennemis l'emportèrent sans grande peine. En même temps Laudon ayant trouvé le moyen de se glisser avec ses pandours à dos de l'armée, mit le feu au village de Hochkirchen; ce qui obligea les bataillons qui le gardaient à l'abandonner. L'ennemi se saisit dans cette confusion de la batterie qui était à la pointe du village; en même temps le brave major Lange se jeta avec un bataillon du margrave Charles dans le cimetière de Hochkirchen. L'armée n'eut que le temps de prendre les armes, et non celui d'abattre les tentes.

Le roi entendit tirer le canon, et quoiqu'il ne fût averti de rien, il prit d'abord 3 brigades du centre, avec lesquelles il marcha à la droite; les ténèbres étaient si épaisses, qu'on ne voyait pas à un pas devant soi. On s'aperçut d'abord que l'ennemi était maître de notre grande batterie, parce que les boulets de canon volaient dans le camp, et qu'il aurait été impossible qu'ils eussent pu y parvenir des batteries de l'ennemi. Le village de Hochkirchen en flammes fut le fanal qui éclaira nos dispositions. Le roi prit par le derrière de son camp pour tourner ce village; dans la marche on donna sur un corps de grenadiers autrichiens, dont 300 furent pris; mais dans la confusion du combat, n'ayant pas du monde de reste pour les garder, la plupart s'échappèrent.

Notre infanterie tourna Hochkirchen, et commençait à pousser les Autrichiens, lorsque quelques escadrons ennemis, qu'on ne pouvait pas distinguer dans l'obscurité, la ramenèrent; les gendarmes et le régiment de Vasold firent une charge fort vive; tout ce qu'ils rencontrèrent plia devant eux; mais ne pouvant pas se diriger dans

l'obscurité, ils donnèrent sur de l'infanterie postée à ce bois que Laudon avait occupé dès la veille; tout le canon des Autrichiens y était, et l'infanterie bien et avantageusement établie; ce canon tirant à mitraille força la cavalerie prussienne à se retirer auprès de son infanterie.

D'un autre côté, le maréchal Keith et le prince Maurice d'Anhalt voulurent reprendre la batterie qui était perdue; ils se mirent à la tête de quelques bataillons, pour traverser le village de Hochkirchen; le chemin qui passe le village est étroit; à peine sept hommes de front pouvaient-ils y tenir, et ils trouvèrent, en voulant déboucher de là, que les Autrichiens les débordaient si considérablement, qu'ils ne purent jamais se former, pour mener leurs troupes à la charge; ils furent aussitôt contraints de se replier. Le maréchal Keith y fut tué, M. de Geist mortellement blessé et le prince Maurice dangereusement.

Quoique à différentes reprises on tentât de passer le village, il n'y eut pas moyen de réussir; l'incendie était trop considérable, et la bataille fut perdue. Pour couvrir la retraite, le roi envoya des ordres à M. de Retzow de le joindre incessamment. Ce général avait trois fois repoussé le prince de Durlach. Comme ce dernier ne pouvait venir à lui qu'en traversant un défilé, M. de Retzow y laissa entrer le nombre d'ennemis qu'il lui plut; après quoi il les chargea et les culbuta avec une perte considérable dans le lieu dont ils avaient débouché; cette manœuvre s'était répétée à trois reprises, lorsqu'il fut obligé de rejoindre l'armée. Il vint à propos à notre gauche. Le roi avait été contraint de la dégarnir, pour porter des secours à sa droite; cependant il ne put pas arriver assez à temps pour empêcher que le bataillon de Kleist ne fût entouré par l'ennemi, et contraint de mettre les armes bas. La droite de l'armée se soutenait, quelque effort que fît l'ennemi pour dépasser le village de Hochkirchen.

La bataille avait commencé à 4 heures, à 10 le cime-

tière fut emporté; le village et la batterie étaient déjà perdus; l'ennemi se trouvait trop bien établi pour qu'on pût le déloger: un gros corps de cavalerie venait à dos de l'armée; M. de Retzow avait abandonné le Weissenberg: dans ces circonstances la position de l'armée n'était plus soutenable, et il ne restait d'autre parti à prendre que celui de la retraite. La cavalerie descendit la première des hauteurs dans la plaine, pour couvrir la marche de l'infanterie. La droite de l'infanterie prit alors le chemin de Doberschutz, où l'on marqua le camp, et le corps de M. de Retzow fit l'arrière-garde de l'armée. La cavalerie autrichienne attaqua la nôtre à différentes reprises; mais elle fut vigoureusement repoussée par M. de Seidlitz et par le prince de Wirtemberg.

Le camp que l'armée prit était bon, proche de Bautzen, entouré d'un double fossé marécageux, et sur des collines qui n'étaient dominées d'aucun côté. Le maréchal Daun retourna le même jour dans son ancien camp, et il ne parut pas qu'il eût gagné la victoire. Les Prussiens perdirent, comme nous en avons touché quelque chose, des personnes dignes, par leur grand mérite, d'être regrettées, le maréchal Keith, le prince François de Brunswic et M. de Geist; presque tous les généraux eurent des contusions ou des blessures, ainsi que le roi, le margrave Charles, et tant d'autres qu'il serait trop long de nommer. Nous perdîmes 3,000 hommes, la plupart d'infanterie, et il ne nous resta, du nombre des prisonniers que nous avions faits, qu'un général nommé Vitteleschi et 700 hommes.

Pendant que tout ceci se passait en Lusace, MM. Deville et de Harsch tenaient Neisse étroitement bloqué; on était informé qu'un train d'artillerie de 100 canons et de 40 mortiers devait partir d'Olmutz pour se rendre en Silésie. En combinant, avec ces préparatifs, l'effet qu'une victoire gagnée devait produire sur l'esprit des Autrichiens, il était facile de prévoir que le siége de Neisse en

serait la suite. Cette place était trop importante pour que le roi n'employât pas tous les moyens imaginables de la sauver; cependant on ne pouvait en faire lever le siége qu'en marchant en Silésie avec une armée.

La difficulté était de ne point déranger les affaires d'un côté pour les rétablir de l'autre. Enfin, sur la nouvelle que les Russes avaient abandonné Stargard et dirigeaient leur marche par Reez et Calies sur la Pologne, le roi prit les mesures suivantes : il attira à lui le prince son frère avec 10 bataillons et du canon, pour remplacer celui que l'on avait perdu : le comte de Dohna reçut ordre de se rendre en Saxe et de ne laisser en Poméranie qu'un corps sous M. de Platen, pour secourir Colberg, que M. de Palmbach assiégeait avec 15,000 Russes : il fut averti de diriger sa marche sur Torgau, pour pouvoir de là se tourner du côté qui aurait le plus besoin de sa présence : M. de Finck prit le commandement du reste du corps du prince Henri, qui tenait le camp de Gamig.

Tandis que ces ordres partaient, le maréchal Daun s'avança, et vint se camper proche de l'armée du roi. Un détachement couvrait son flanc à Buchwald; sa droite s'appuyait à Cannewitz, d'où la ligne prenait par Belgern, Wurchen, Dressa, en forme de demi-cintre convexe par Grubschutz et Strela; sa réserve prit le poste de Hochkirchen. Quelque formidable que fût l'aspect de ces troupes, les Prussiens en avaient d'autant moins à craindre, qu'à peine les Autrichiens eurent-ils pris cette position qu'ils se retranchèrent jusqu'aux dents. Les deux points qui méritaient une attention sérieuse étaient la conservation de Bautzen, où se trouvaient les vivres et la boulangerie de l'armée, et le moulin de Malschwitz, qui est sur une hauteur, dont il ne fallait pas souffrir que l'ennemi s'emparât.

Le roi garantit la ville de Bautzen contre les entreprises des Autrichiens par un corps intermédiaire, qu'il plaça

entre cette ville et sa droite; et pour le moulin à l'extrémité de la gauche, il n'y mit que des vedettes de housards, pour que l'ennemi ne s'aperçût point de l'importance dont nous était ce poste. La raison d'en user ainsi était que le moulin se trouvait à la distance d'un quart de mille de la gauche, de sorte qu'en gardant la position de l'armée, on ne pouvait pas le soutenir, à cause de son éloignement; et l'importance de ce moulin consistait en ce que, dans la marche que le roi méditait de faire, il ne pouvait pas gagner Gœrlitz avant le maréchal Daun, si les colonnes ne passaient au pied de ce moulin; de sorte qu'au cas que l'ennemi y eût placé des troupes, il fallait passer la Sprée derrière le camp et la repasser plus bas, ce qui faisait un circuit de deux milles de détour pour les troupes.

Le maréchal Daun, de son côté, supposait que le roi, lorsqu'il apprendrait le siége de Neisse, ne trouverait aucun autre expédient pour se rendre en Silésie que celui de l'attaquer, et ce fut là la raison qui lui fit prendre cette position de Cannewitz et de Wurchen, et qui lui donna l'idée de se retrancher. Cela parut même par une lettre qu'il écrivit à M. de Harsch, dans laquelle il dit : « Faites votre siége tranquillement; je tiens le roi; il est » coupé de la Silésie, et s'il m'attaque, je vous en rendrai » bon compte. » Il en arriva tout différemment de ce que le maréchal imaginait. Le prince Henri partit avec son détachement de Gamig; il passa par Marienschein, et arriva le 21 à l'armée du roi, sans rencontrer d'ennemis sur sa route.

Tous les préparatifs de la marche ne purent être achevés que le 24, et le même soir l'armée se mit en mouvement. La garnison de Bautzen servit d'escorte aux vivres de l'armée; ce corps prit les devants dès la nuit précédente, et passa par Kumerau, Neudorf, Trauben et Culmen. L'armée marcha sur deux colonnes. On forma l'ar-

rière-garde sur la hauteur du moulin à vent, d'où l'on prit par Leichnau, Ischmitz, tournant entièrement la droite de l'ennemi; ensuite on se porta sur Weyersdorf, et de là sur Ullersdorf, où l'armée campa. M. de Mœring, qui avait eu l'avant-garde du bagage, surprit près d'Ullersdorf 300 cavaliers autrichiens, dont peu se sauvèrent, et la colonne du roi ayant donné près de Weyersdorf sur un bataillon de pandours qui ne se croyait pas exposé à l'ennemi, ce bataillon fut totalement détruit.

Le lendemain 26 l'armée devança le jour pour gagner Gœrlitz avant le maréchal Daun. L'avant-garde, composée de housards et de dragons, y arriva la première; elle trouva d'abord un corps de cavalerie posté derrière un défilé du côté de Rauchertswalde; il n'était pas possible de l'attaquer dans cette position avantageuse; on fit, en escarmouchant, ce que l'on put pour l'engager à combattre, mais inutilement.

On apprit enfin, par un transfuge, que c'était le corps des carabiniers et grenadiers à cheval, commandé par un général espagnol, nommé d'Ayassas; et sur cet éclaircissement, on résolut de choquer la fierté espagnole, pour engager ce général à passer le défilé et à se laisser battre; pour cet effet les housards le provoquèrent; il passa le défilé en fureur et fondit sur ceux dont il se croyait insulté. Aussitôt les dragons le chargèrent et culbutèrent sa troupe dans le même défilé qu'il avait passé avec tant d'imprudence. Il y perdit 800 hommes, que les Prussiens firent prisonniers; d'Ayassas se sauva sous la montagne de Landskron, où le prince de Durlach venait d'arriver avec la réserve qu'il commandait.

L'infanterie de l'avant-garde prussienne arriva en même temps: on s'en servit pour s'emparer de Gœrlitz, qui se rendit sans grandes difficultés. L'armée du roi y appuya sa gauche; sa droite fut poussée à Girbiesdorf et Ebersbach. Ce flanc était couvert par un ruisseau bourbeux,

qui coule dans un fond dont le revers, du côté des Prussiens, était escarpé. Les Autrichiens arrivèrent l'après-midi; le maréchal Daun étendit son armée derrière la Landskron, d'Osseg vers Markersdorf. Le roi fut obligé de rester dans ce camp, pour donner quelques jours à l'arrangement des vivres, de sorte que l'armée ne put se mettre en marche que le 30.

Les troupes décampèrent de nuit, pour passer la Neisse avant que l'ennemi en pût être informé. On trouva M. de Laudon embusqué dans le bois de Schœnberg. Les Prussiens faisaient cette marche légèrement, parce que les bagages et les vivres avaient pris la route de Naumbourg-am-Queis. L'arrière-garde fut toutefois attaquée proche de Schœnberg, et ce ne fut qu'une bataille durant toute la route; M. de Laudon y était encouragé par un renfort de 12,000 hommes que le maréchal Daun lui avait envoyé. De son côté Son Altesse Royale le prince Henri, qui commandait cette arrière-garde, fit de si bonnes dispositions en soutenant les brigades réciproquement, en posta d'autres si à propos, afin de recevoir celles qui se retiraient pour continuer leur chemin, qu'il n'y eut que du temps de perdu. A la vérité, M. de Bulow, lieutenant général, et environ 200 soldats furent blessés; il n'y eut d'ailleurs de tués que 15 hommes tout au plus.

A Lauban il fallut préparer des ponts sur le Queis, ce qui fit perdre un jour. Le 1er de novembre l'armée prit la route de la Silésie; on se prépara surtout à bien recevoir l'ennemi à l'arrière-garde; car sa force se trouvait assez considérable pour mériter cette attention. Le camp prussien avait ses deux ailes sur deux croupes de montagnes, qui aboutissaient chacune vers le Queis; plus on approchait de Lauban, plus les hauteurs dominaient celle du camp. On forma sur chacune de ces hauteurs une arrière-garde séparée. Le roi se trouvait à la croupe de la droite, le margrave à celle de la gauche; des housards furent

placés dans le fond entre ces deux corps d'infanterie, pour agir selon le besoin. Derrière ces premiers corps, des brigades d'infanterie et d'artillerie, en échelons, occupaient les hauteurs dominantes, pour que chaque corps qui se repliait pût se retirer sous la protection d'un autre.

Au premier mouvement rétrograde que firent les troupes prussiennes, M. de Laudon accourut plein d'ardeur pour entamer cette arrière-garde; il ne s'en fallut presque rien que les housards ne le fissent prisonnier. Il voulut occuper le premier emplacement que le roi venait de quitter; il y menait déjà son artillerie; mais le feu préparé des batteries prussiennes démonta son canon, mit son infanterie en désordre, et l'obligea de s'enfuir. Il tâcha de renouveler cette manœuvre à trois reprises, et toujours inutilement; car des feux préparés de même que le premier lui firent essuyer la même chose. Les housards de Puttkammer, embusqués dans un bois, donnèrent enfin sur son monde, et le dégoûtèrent pour ce jour-là d'inquiéter la marche des Prussiens. Son Altesse Royale, qui s'était postée à l'autre bord du Queis, y reçut l'arrière-garde, après quoi le roi et son frère se séparèrent; le roi marcha par Lœwenberg, Pombsen, Jauernick et Girelsdorf à Nossen; le prince Henri se rendit à Landshut, où il releva M. de Fouqué, qui vint joindre le roi sur la route de Neisse.

M. de Harsch assiégeait Neisse depuis le 20 d'octobre. Son attaque était dirigée sur le fort de Prusse, du côté de Heidersdorf. La seconde parallèle achevée se trouvait à 30 toises du chemin couvert, et toutes les batteries étaient montées. Quoique le maréchal Daun y eût envoyé des secours par le chemin de Silberberg, sur le bruit répandu de l'approche du roi, les Autrichiens levèrent le siége. M. de Treskow, commandant de la place, saisit ce moment, et fit une sortie où l'ennemi perdit 800 hommes; MM. de Harsch et Deville se retirèrent en hâte, ils pas-

sèrent la Neisse et se replièrent par Ziegenhals à Jægerndorf, en abandonnant, aux environs de Neisse, des amas considérables de munitions de guerre, qu'on ne leur donna pas le temps de transporter.

M. de Fouqué suivit les ennemis dans la haute Silésie, et s'établit à Neustadt, d'où il pouvait le mieux les observer. A peine les troupes furent-elles arrivées près de Neisse, que le roi entreprit une nouvelle expédition. Après le départ des Prussiens de la Lusace, le maréchal Daun avait pris, le 4 d'octobre, le chemin de l'Elbe; le 7 il passa cette rivière à Lohmen, et prit le camp de Pirna; M. de Finck, qui était demeuré à Gémich (Gamig), depuis l'absence de Son Altesse Royale, ne put maintenir cette position contre un nombre aussi supérieur d'ennemis; il se replia sur le Windberg, et de là sur Kesselsdorf, pendant que le maréchal Daun détacha les troupes des cercles vers Eulenbourg, Torgau et Leipsic.

Le comte de Dohna était en marche de ce côté-là. Les Russes, comme nous l'avons dit, avaient pris le chemin de la Pologne, à l'exception de M. de Palmbach, qui, avec un détachement de quelques milliers d'hommes, avait entrepris le siége de Colberg. Ce général russe avait poussé ses travaux avec force le 26 et le 27 d'octobre; il donna des assauts consécutifs au chemin couvert de la place, et fut chaque fois vigoureusement repoussé; il préparait un nouvel assaut pour le 29, et les Russes avaient même arrangé des bateaux au moyen desquels ils se flattaient de passer le fossé capital pour emporter la place d'emblée. Le comte de Dohna ayant envoyé M. de Platen au secours de Colberg, ce général battit, auprès de Greifenberg, un corps d'observation que les Russes y avaient placé; après quoi il s'avança jusqu'à Treptow. Son arrivée dégoûta M. de Palmbach de siéges et d'assauts; il se retira par Cœsslin et par Bublitz en Pologne. La tranchée fut ouverte le 3 et la place dégagée le 29 d'octobre.

Le sieur de Heyden, commandant de la place, se distingua durant ce siége par ses bonnes dispositions, sa vigilance et sa fermeté. Le comte de Dohna attira à lui M. de Wédel, qui avait agi contre les Suédois, qui les avait battus à Fehrbellin, poussés par Ruppin au delà de Prenzlow, qui avait enlevé le détachement entier de Hessenstein dans la seigneurie de M. d'Arnim, et que la victoire avait suivi partout. M. de Manteufel le releva avec moins de troupes, et pendant la marche de la Saxe, M. de Wédel conduisit l'avant-garde du comte de Dohna. Lorsque M. de Haddick arriva près de Torgau, l'avant-garde prussienne y parut en même temps; M. de Haddick se replia par le bois sur Eulenbourg; M. de Wédel le suivit à la trace, et quoique les ponts de l'Elster fussent rompus, la cavalerie prussienne passa la rivière à gué, et donna si à propos sur l'ennemi, que M. de Haddick perdit 200 hommes et 3 canons. Le comte de Dohna suivit M. de Wédel d'Eulenbourg, il s'avança vers Leipsic, que l'armée des cercles avait investi. Le prince de Deux-Ponts, intimidé par l'échec que M. de Haddick venait d'essuyer, n'attendit pas l'approche des Prussiens; le siége fut levé, il se retira en hâte sur Colditz; de là il tourna vers Plauen, et alla prendre dans l'Empire des quartiers du côté de Hof et de Bareuth.

Pendant que le prince de Deux-Ponts et M. de Haddick fuyaient vers l'Empire, le maréchal Daun s'approchait de Dresde. Le corps prussien, trop exposé à Kesselsdorf, passa l'Elbe et se campa au faubourg du nouveau Dresde, entre le Fischhaus et les Scheunen. M. de Schmettau, qui était commandant de Dresde, voyant que les Autrichiens se préparaient à s'emparer du faubourg de Pirna, y fit mettre le feu. Le maréchal Daun ménageait la jeune cour qui était dans la ville; il est à présumer que sans elle il aurait été plus entreprenant; cependant les fossés de la place étaient bons. Le roi avait quitté la Silésie; son

avant-garde se trouvait au Weissenberg, de sorte que le commandant pouvait en toute sûreté attendre l'arrivée de ce secours. Le retour du roi acheva de déranger les projets du maréchal Daun. Le comte de Dohna avait expédié l'armée des cercles; la saison était avancée, et l'armée du roi pouvait, dans trois marches, être à Dresde; toutes ces considérations inspirèrent au maréchal Daun le dessein de se retirer. Il décampa le 15 de Grunau et de Leibnitz, et rentra en Bohème, où il mit ses troupes en quartiers d'hiver. Sur la nouvelle de son départ, le margrave Charles, qui était avec le gros de l'armée à Gœrlitz, reçut ordre de ramener les troupes en Silésie.

Le roi, qui était au Weissenberg, poussa jusqu'à Dresde, où les arrangements se firent pour les quartiers d'hiver. Le comte de Dohna retourna dans la Poméranie et le Mecklenbourg; M. de Hulsen s'établit à Freyberg sur les frontières de la Bohème; M. d'Itzenplitz commanda à Zwickau, et en Silésie on tira un cordon le long des frontières de la Bohème, de Greifenberg à Glatz; pour M. de Fouqué, il occupa Jægerndorf, Léobschutz, Neustadt et les environs.

Nous n'avons fait qu'une légère mention de la campagne des Suédois, auxquels on n'avait opposé que des détachements de la garnison de Stettin, jusqu'à ce que le roi détacha M. de Wédel du camp de Ramnau en Lusace. Les prouesses des Suédois consistaient à pénétrer dans le plat pays, lorsqu'ils n'y trouvaient aucune opposition; un faible détachement les réduisait à la défensive, et bien loin d'avoir fait des conquêtes, ils se trouvèrent trop heureux qu'on leur permît pendant l'hiver de se cantonner aux environs de Stralsund. Nous avons également passé sous silence quelques détachements que Son Altesse Royale fit au commencement du printemps vers Bareuth et Bamberg; MM. de Driesen et Meyer furent chargés de ces petites expéditions, dont le but était de ralentir les

opérations de l'armée des cercles, et de répandre la terreur chez les princes d'Allemagne qui s'étaient déclarés contre le roi.

Vous trouverez, en considérant le total de cette campagne, qu'elle se distingue des autres par la quantité des siéges qui furent levés; il n'y eut que deux places de prises, Schweidnitz par les Prussiens, et le Sonnenstein par les troupes de l'Empire. D'ailleurs le roi leva le siége d'Olmutz, les Russes ceux de Kustrin et de Colberg, les Autrichiens ceux de Neisse et de Dresde, et les troupes des cercles ceux de Torgau et de Leipsic.

Après la fin de cette longue et fatigante campagne, le roi ayant fait raser les ouvrages du Sonnenstein, retourna en Silésie, où il établit son quartier général à Breslau.

CHAPITRE NEUVIEME.

De l'hiver de 1758 à 1759.

La famille royale perdit cette année deux personnes illustres: l'une fut le prince de Prusse, tombé en langueur, qui fut emporté dès le commencement de juin, par un catarrhe suffocatif, dans le temps que les Prussiens assiégeaient Olmutz [1]. Son bon cœur et ses connaissances, qui annonçaient pour l'avenir un gouvernement doux et heureux, le firent regretter. La margrave de Bareuth fut la seconde [2]. C'était une princesse d'un rare mérite; elle avait l'esprit cultivé et orné des plus belles connaissances, un génie propre à tout, et un talent singulier pour tous les arts.

[1] Auguste-Guillaume, né le 9 août 1722, prince de Prusse, frère de Frédéric II; mort le 14 juin 1758.

[2] Frédérique-Sophie-Wilhelmine, sœur de Frédéric II, née le 3 juillet 1709; elle épousa, en 1731, le prince héréditaire de Bareuth. Elle mourut le 14 octobre 1758.

Ces heureux dons de la nature faisaient cependant la moindre partie de son éloge. La bonté de son cœur, ses inclinations généreuses et bienfaisantes, la noblesse et l'élévation de son âme, la douceur de son caractère, réunissaient en elle les avantages brillants de l'esprit à un fonds de vertu solide, qui ne se démentit jamais. Elle éprouva souvent l'ingratitude de ceux qu'elle avait comblés de biens et de faveurs, sans qu'on pût citer un exemple qu'elle eût jamais manqué à personne. La plus tendre, la plus constante amitié unissait le roi et cette digne sœur. Ces liens s'étaient formés dès leur première enfance; la même éducation et les mêmes sentiments les avaient resserrés; une fidélité à toute épreuve des deux parts les rendit indissolubles.

Cette princesse, dont la santé était faible, prit si fort à cœur les dangers qui menaçaient sa famille, que le chagrin acheva de ruiner son tempérament. Son mal se déclara bientôt; les médecins reconnurent que c'était une hydropisie formée; leurs remèdes ne purent point la sauver; elle mourut le 14 d'octobre, avec un courage et une fermeté d'âme dignes des plus intrépides philosophes. Ce fut le jour même où le roi fut battu à Hochkirchen par les Autrichiens. Les Romains n'auraient pas manqué d'attribuer à ce jour une fatalité, à cause de deux coups aussi sensibles dont le roi fut frappé en même temps. Dans ce siècle éclairé on est revenu au moins de cet abus de la superstition de croire les jours heureux ou sinistres. La vie des hommes ne tient qu'à un cheveu; le gain ou la perte d'une bataille ne dépend que d'une bagatelle. Nos destins sont une suite de l'enchaînement général des causes secondes, qui, dans la foule des événements qu'elles amènent, en doivent nécessairement produire d'avantageux et de funestes.

La même année termina le pontificat du pape Benoît, le moins superstitieux et le plus éclairé des pontifes qui

depuis longtemps eussent occupé le siége de Rome. Les factions française, espagnole et autrichienne lui donnèrent pour successeur le Vénitien Rezzonico, qui prit le nom de Clément XIII. La différence du génie de ces deux papes frappa d'autant plus le public, que Clément, peut-être bon prêtre, manquait des talents nécessaires aux souverains de Rome pour gouverner leurs États et l'Église universelle. Ses premiers pas dans le gouvernement pontifical furent de fausses démarches; il envoya au maréchal Daun une toque et une épée bénites, pour avoir battu les Prussiens à Hocbkirchen, quoique de tels présents, selon l'usage de la cour romaine, ne se fassent qu'à des généraux qui ont vaincu des nations infidèles, ou dompté des peuples barbares.

Cette conduite le brouillait donc nécessairement avec le roi de Prusse, qu'il devait ménager à cause du grand nombre des sujets catholiques établis dans les États de sa domination. Ce pape eut avec le roi de Portugal des démêlés plus importants au sujet des jésuites. Ces pères avaient fait la guerre aux Espagnols et aux Portugais dans le Paraguay, et les avaient même battus. Depuis ces brouilleries, le roi de Portugal ne jugea plus convenable de confier les secrets de sa conscience et de son gouvernement à des membres d'une société qui avait agi comme ennemie de son royaume. Il renvoya le jésuite dont il s'était servi, et choisit un confesseur d'un autre ordre de religieux.

Les jésuites, pour se venger de cet affront, qui tirait d'autant plus à conséquence que la conduite du roi pouvait être imitée par d'autres souverains, cabalerent dans l'État et excitèrent contre le gouvernement tous les grands du royaume sur lesquels ils avaient du crédit. Le père Malagrida [1], animé d'un zèle plus ardent, d'une haine

[1] Gabriel Malagrida, né en 1689, fut l'un des trois jésuites qu'on arrêta à cette occasion; les autres religieux de cet ordre furent expulsés

théologale plus vive que ses confrères, parvint, par ses intrigues, à tramer une conspiration contre la personne du roi, dont le duc d'Aveiros se déclara le chef[1]. Ce duc, sachant que le roi devait se promener en carrosse, embusqua des conjurés sur le chemin où le prince devait passer. Le cocher fut tué du premier coup, et du second le roi eut le bras cassé. Longtemps après, le secret de la conjuration fut découvert par des lettres que les chefs du parti écrivaient au Brésil pour y causer un soulèvement. Le duc d'Aveiros et ses complices furent arrêtés; ils déposèrent unanimement que cet attentat leur avait été suggéré par les jésuites, instigateurs de tout ce qui venait d'arriver. Le roi voulut faire une punition exemplaire des auteurs de cet abominable complot. Son juste ressentiment, armé des lois, soutenu par les tribunaux, devait éclater contre les jésuites. Le pape prit leur défense et s'y opposa ouvertement. Toutefois ces pères furent bannis du royaume; ils allèrent à Rome, où ils furent recueillis, non comme des rebelles et des traîtres, mais comme des martyrs qui avaient souffert héroïquement pour la foi.

Jamais la cour de Rome n'avait donné un tel scandale. Quelque vicieux que fussent les pontifes que les siècles précédents avaient détestés, aucun d'eux cependant ne s'était ouvertement déclaré le protecteur du crime et des assassinats. La conduite peu judicieuse du pape parut influer sur tout le clergé; la toque bénite qu'il avait envoyée au maréchal Daun excita une effervescence de zèle bizarre chez les souverains ecclésiastiques d'Allemagne. L'électeur de Cologne, entre autres, publia un édit dans

du Portugal. Le 21 septembre 1761, Malagrida fut étranglé et son corps jeté au feu.

[1] Don Joseph Mascarenhas et Lancastre, duc d'Aveiro, grand maître héréditaire de la maison du roi de Portugal et président de la cour du palais. A la suite du complot dont il est ici question, il fut condamné à être rompu, brûlé vif avec l'échafaud et ses cendres jetées à la mer. Cette sentence fut exécutée le 13 janvier 1759.

ses États, par lequel il défendait à ses sujets protestants, sous de grièves peines, de se réjouir des avantages que les Prussiens ou les alliés pourraient remporter sur leurs ennemis. Ce fait, qui par lui-même mérite peu d'être rapporté, doit pourtant être cité, parce qu'il caractérise l'absurdité des mœurs d'un siècle dans lequel la raison a fait d'ailleurs tant de progrès. Mais ces farces, qui se passaient aux petites cours, n'attiraient sur elles que les sifflets du public; au lieu que les passions qui agitaient les grandes cours de l'Europe produisaient des scènes plus funestes et plus tragiques.

Nous avons vu, il n'y a pas longtemps, à Versailles, l'abbé de Bernis devenir ministre des affaires étrangères, et bientôt cardinal, pour avoir signé le traité de Vienne. Tant qu'il fut question d'établir sa fortune, toutes les voies lui furent égales pour y parvenir; mais aussitôt qu'il se vit établi, il tâcha de se maintenir dans ses emplois, en se conduisant par des principes moins variables et plus conformes aux intérêts permanents de l'État. Ses vues se tournèrent toutes du côté de la paix, afin de terminer d'une part une guerre dont il ne prévoyait que des désavantages, et d'une autre pour tirer sa nation d'une alliance contrainte et forcée, dont la France portait le fardeau, et dont la maison d'Autriche devait seule retirer tout le fruit et toute l'utilité. S'adressant à l'Angleterre par des voies sourdes et secrètes, il y entama une négociation pour la paix; mais la marquise de Pompadour était d'un sentiment contraire, et aussitôt il se vit arrêté dans ses mesures. Ses actions imprudentes l'élevèrent; ses vues sages le perdirent; il fut disgracié pour avoir parlé de paix, et envoyé en exil dans l'évêché d'Aix.

M. de Choiseul, Lorrain de nation, ambassadeur de France à la cour de Vienne[1], fils de M. de Stain-

[1] Étienne-François, duc de Choiseul-Stainville, né en 1719, fut d'abord connu sous le nom de marquis de Stainville. En 1739, il était

ville[1], ambassadeur de l'Empereur[2] à Paris, devint ministre des affaires étrangères à la place du cardinal disgracié. Il signala son entrée dans le ministère par un nouveau traité d'alliance qu'il conclut avec la cour de Vienne, et dont nous donnons la copie à la fin de ce chapitre, pour ne point interrompre le tableau général que nous offrons au lecteur. En le parcourant, vous vous apercevrez de l'ascendant que la cour de Vienne avait pris sur celle de Versailles, et qui n'alla depuis qu'en augmentant. M. de Choiseul, non content du traité désavantageux qu'il venait de conclure avec l'impératrice reine, ordonna, au nom du roi, à l'académie des inscriptions de frapper une médaille qui éternisât la mémoire de cet événement. Ces deux cours ne s'en tinrent pas là; elles employèrent leur commun crédit à la cour de Pétersbourg pour ranimer la haine de l'impératrice Élisabeth contre le roi de Prusse; elles lui représentèrent qu'il convenait de laver la tache que ses troupes avaient reçue à Zorndorf, en mettant le printemps prochain une armée plus nombreuse en campagne. Son favori ne cessait de lui répéter que, pour changer en terreur le mépris des Prussiens pour les Russes, il fallait ordonner aux généraux qui commanderaient ces troupes d'agir avec la plus grande vigueur, et de suivre en tout les impulsions qu'ils recevraient des

lieutenant en second, colonel en 1743, brigadier en 1746, maréchal de camp en 1751. Il fut nommé ambassadeur à Rome en 1753, à Vienne en 1757, ministre des affaires étrangères en 1758, lieutenant général en 1759, gouverneur de Touraine en 1760, ministre de la guerre en 1761, de la marine et colonel général des Suisses en 1762. Madame Dubarry le fit exiler à Chanteluup. Il mourut à Paris le 8 mai 1785.

[1] François-Joseph de Choiseul, marquis de Stainville, baron de Beaupré, fut nommé, en 1725, par le duc de Lorraine, envoyé extraordinaire à Londres, puis en France. Il fut ensuite ministre plénipotentiaire de Lorraine au congrès de Soissons, grand chambellan du grand-duc de Toscane, conseiller intime de l'Empire, chevalier de la Toison d'or. Il mourut en 1770.

[2] En qualité de grand-duc de Toscane.

puissances alliées. Toutes ces insinuations menaient au but qu'avait la cour de Vienne, de charger ses alliés des hasards de la guerre, et de se ménager pour en retirer seule l'avantage. [Les ministres de Vienne et deVersailles jugèrent que pour resserrer plus indissolublement leur alliance avec l'impératrice de Russie, il fallait lui garantir le royaume de Prusse comme une conquête désormais incorporée dans sa vaste monarchie. Cette proposition fut favorablement reçue par l'impératrice, et le traité fut conclu et signé en conséquence [1].]

Le roi de Pologne était mêlé dans toutes ces intrigues; non-seulement il aigrissait la cour de Pétersbourg contre celle de Berlin, mais voulant encore tirer de l'amitié de l'impératrice Élisabeth des avantages pour sa famille, il la sollicita de procurer, par son assistance, le duché de Courlande à son troisième fils, le prince Charles [2]. L'impératrice, favorable aux Saxons, consentit à cet établissement, et Auguste II investit son fils de ce duché. Le nouveau duc alla à Pétersbourg, pour remercier l'impératrice de cette faveur. Ce prince inquiet et ardent prit part à toutes les intrigues de la cour; ses procédés le brouillèrent avec le grand-duc et son épouse; il s'attira leur inimitié, et cette haine le perdit dans la suite.

Tandis que l'impératrice de Russie donnait des duchés et s'appropriait des royaumes, elle n'était pas elle-même sans appréhension; elle craignait que les Anglais, alliés des Prussiens, et mécontents de la conduite des Russes envers eux depuis le commencement de la guerre, n'envoyassent une flotte dans la Baltique, pour brûler le port de Cronschlot. Pour prévenir de pareilles entreprises, ses ministres négocièrent un traité d'association avec les cou-

[1] Ce qui est entre crochets ne se trouve que dans la dernière édition de Berlin.

[2] Charles-Christian, fils de Frédéric-Auguste II, roi de Pologne et électeur de Saxe, et de Marie-Josèphe d'Autriche, fille de l'empereur Joseph Ier, était né le 13 juillet 1733.

ronnes de Suède et de Danemarck, afin d'interdire le passage du Sund aux flottes étrangères. Cette convention, où les Suédois trouvaient leur compte, et à laquelle les subsides de la France obligeaient les Danois de se conformer, fut promptement conclue entre ces trois puissances.

L'Angleterre ne s'embarrassait guère des mesures que prenaient les puissances du Nord, pour défendre à ses escadres l'entrée de la Baltique; elle dominait sur l'Océan et sur toutes les autres mers, sans s'inquiéter de la Baltique, ni du Sund. Ses amiraux Boscawen et Amhorst avaient pris le cap Breton : le sieur Keppel[1] s'était rendu maître de l'île de Gorée sur les côtes d'Afrique. Les Indes leur offraient des conquêtes; les côtes du Danemarck, de la Suède, de la Russie, ne leur en offraient aucune. Ces grands progrès des Anglais ne soulageaient point le roi du fardeau qu'il portait et des risques que sa couronne avait à courir. Il avait demandé en vain aux Anglais une escadre pour couvrir ses ports de la Baltique, menacés par les armements des flottes russes et suédoises.

Le sieur de Rexin, ministre du roi à la Porte, fut sans cesse traversé dans sa négociation par le sieur Porter, ministre de la Grande-Bretagne. D'ailleurs le nouvel empereur des Turcs, sans éducation, était ignorant dans les affaires, et d'une timidité extrême, tant par la crainte d'être détrôné que par celle du mauvais succès de ses armes, s'il s'engageait dans une guerre avec la maison d'Autriche. Quelque grandes que fussent les sommes qui passaient à cette cour, quelque voie de corruption qu'on tentât, les affaires n'en furent guère avancées, à cause que les Autrichiens et les Français répandaient de l'argent et

[1] Auguste, vicomte de Keppel, né le 2 avril 1725; commodore en 1751; en 1760, colonel de la division des marines de Plymouth; en 1762, contre-amiral; en 1775, vice-amiral; en 1778, amiral. En 1782 il fut élevé à la pairie et créé vicomte Keppel, baron Eldon. Il mourut en 1786.

faisaient des largesses avec la même profusion, et que les Turcs trouvaient plus leur compte à recevoir des récompenses pour ne rien faire que pour entrer en action. Les efforts inutiles que le roi avait faits à la Porte le persuadèrent de plus en plus que, n'ayant aucun secours étranger à attendre, il ne devait recourir qu'à ses propres ressources. Son attention se tourna uniquement sur son armée : on leva autant de monde que l'on put, on arma, on remonta, on approvisionna les troupes, afin de s'opposer dans la campagne prochaine, avec une armée bien conditionnée et nombreuse, à la multitude d'ennemis que les Prussiens auraient à combattre.

Extrait du traité d'alliance conclu à Versailles le 30 décembre 1758, entre l'impératrice reine et le roi de France.

Ce traité paraît avoir été conclu en opposition de la convention de subsides qui avait été signée le 11 d'avril de la même année entre les cours de Prusse et d'Angleterre. Il en est fait mention dans le préambule, et il y est dit en autant de termes : *Que comme on ne pouvait espérer de rétablir la tranquillité de l'Allemagne que par l'affaiblissement de la puissance pernicieuse du roi de Prusse, le Roi Très-Chrétien et l'impératrice reine avaient jugé à propos de resserrer les nœuds de leur union par un traité confirmatif du traité de Versailles, du 5 de mai 1756, et de convenir des moyens les plus propres pour forcer l'agresseur de donner satisfaction aux lésés et sûreté pour l'avenir ; et pour établir solidement le repos de l'Allemagne, en réduisant le roi de Prusse dans des bornes qui ne lui permissent plus de troubler, au gré de son ambition et de celle de l'Angleterre, la tranquillité générale et celle de ses voisins.* On passa ensuite au traité même, qui contient les articles suivants :

Art. 1. Les deux parties confirment le traité de Ver-

4.

sailles du 1er mai 1756, et le prennent pour base de la présente convention.

2. Le roi de France promet de fournir à l'impératrice reine, pendant tout le cours de la présente guerre, un secours de 18,000 hommes d'infanterie et de 6,000 hommes de cavalerie, soit en troupes, soit en argent, au choix de l'impératrice reine.

3. Ce secours en argent est évalué à 3 millions 456,000 florins par an.

4. Le roi de France se charge seul du subside à payer à la Suède.

5. Il promet de soudoyer le corps des troupes saxonnes, et de le renvoyer à la disposition de l'impératrice reine, dès qu'elle le demandera.

6. Les deux parties s'engagent de procurer au roi de Pologne, électeur de Saxe, non-seulement la restitution de ses États, mais aussi un dédommagement proportionné.

7. Le roi de France promet d'employer cent mille hommes en Allemagne, pour couvrir les Pays-Bas autrichiens et les États de l'Empire.

8. La sûreté des côtes de Flandre ayant exigé que les places d'Ostende et de Nieuport fussent mises à l'abri de toute insulte, et le Roi Très-Chrétien ayant voulu se charger de la défense de ces deux places, elles demeureront confiées à la garde de ses troupes, pendant tout le temps que durera la présente guerre entre la France et l'Angleterre; mais cet arrangement, uniquement relatif à la sûreté desdites places, ne doit porter aucun préjudice au droit de souveraineté de l'impératrice reine.

9. Le roi de France promet cependant de restituer les places de Nieuport et d'Ostende, même avant sa paix avec l'Angleterre, si on en convenait ultérieurement.

10. Les pays conquis sur le roi de Prusse seront gouvernés et administrés au nom et par les commissaires de

l'impératrice reine ; mais les revenus publics appartiendront au Roi Très-Chrétien, à l'exception de 40,000 florins prélevables pour les frais de l'administration.

11. Les deux parties s'engagent à terminer à l'amiable les discussions particulières qu'elles pourraient avoir.

12. Le Roi Très-Chrétien promet de faire tous ses efforts pendant la guerre, et d'employer aux conférences pour la paix ses bons offices les plus efficaces, pour qu'au traité à conclure entre l'impératrice reine et le roi de Prusse, le duché de Silésie et le comté de Glatz soient cédés et assurés à la maison d'Autriche, et il se charge d'avance de la garantie de tout ce qui sera stipulé à cet égard entre l'impératrice reine et le roi de Prusse.

13. Les deux parties s'engagent à ne faire ni paix ni trêve avec leurs ennemis communs, que d'un parfait concert. Le roi de France promet de ne faire ni paix ni trêve avec le roi d'Angleterre, sans convenir avec lui qu'il fera tous ses efforts pour engager le roi de Prusse à accorder à Sa Majesté Impériale des conditions justes et honorables, ou du moins sans obliger le roi d'Angleterre à promettre qu'il ne donnera plus de secours au roi de Prusse, et l'impératrice reine s'engage à ne faire ni paix ni trêve avec le roi de Prusse qu'aux mêmes conditions.

14. Pour rassurer les États protestants, on confirme le traité de Westphalie, et on s'accorde d'inviter la couronne de Suède d'accéder au présent traité.

15. L'impératrice reine renonce à son droit de réversion des duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalle, en faveur des descendants mâles de l'infant don Philippe.

16. Les deux parties s'engagent d'agir de concert avec le duc de Parme auprès du roi des Deux-Siciles, pour fixer l'ordre de succession dans le royaume des Deux-Siciles.

17. En retour de la renonciation énoncée dans l'art. 15, le Roi Très-Chrétien promet d'employer ses bons offices pour déterminer le roi de Naples à céder à l'empereur ses

prétentions sur les biens allodiaux des maisons de Médicis et de Farnèse.

18. L'infant duc de Parme renonce à ses prétentions sur les biens allodiaux des maisons de Médicis et de Farnese, aussi bien que sur les villes de Bozzolo et de Sabionetta.

19. Le Roi Très-Chrétien promet de concourir par ses bons offices pour que l'archiduc Joseph soit élu roi des Romains, d'une manière conforme aux constitutions de l'Empire.

20. Les deux parties conviennent de ne prendre aucunes mesures par rapport à la future élection d'un roi de Pologne, que d'un concert commun; et leur but n'étant que de maintenir la liberté de la nation polonaise, elles déclarent dès à présent que, si le choix libre de la république venait à tomber sur un prince de la maison de Saxe, elles l'appuieront de leur mieux.

21. L'impératrice reine étant convenue avec le duc de Modène du mariage de l'archiduc Léopold avec la princesse de Modène, et voulant demander à l'empereur et à l'Empire l'expectative à la succession féodale de Modène en faveur de l'archiduc Léopold, à condition que les États de Modène ne soient jamais unis à la masse des États de la maison d'Autriche, le roi de France promet d'y concourir par ses bons offices.

22. On invitera d'accéder à ce traité l'empereur, l'impératrice de Russie et les rois de Suède et de Pologne.

Les deux derniers articles, ainsi que les trois articles séparés, ne roulent que sur de simples formalités.

CHAPITRE DIXIÈME.

Campagne de 1759.

Les armées du prince Ferdinand de Brunswic et de Son Altesse Royale le prince Henri ouvrirent les premières cette campagne. L'armée du roi, retenue sur les frontières de la Marche et de la Silésie, par le voisinage des Russes en Pologne, ne pouvait pas entreprendre d'expéditions qui l'auraient écartée d'une ligne de défense de laquelle il y avait du risque à s'éloigner; et les Autrichiens différaient leurs opérations, pour donner aux Russes le temps de se mettre en campagne; ce qui retardait ordinairement le mouvement des troupes jusqu'à la fin de juillet.

Les Français agissaient sans alliés, l'armée du prince Ferdinand n'avait qu'un ennemi à combattre; de sorte qu'ils se mettaient en action aussitôt que leurs arrangements étaient pris, et qu'ils le jugeaient à propos. Cette année M. de Contades reçut le commandement de l'armée française, et M. de Broglie, qui commandait sous lui, se tenait à Francfort, d'où il avait l'œil sur les troupes jusqu'à l'arrivée du maréchal. Un corps mêlé d'Autrichiens et de troupes des cercles, aux ordres de M. d'Arberg, s'avança en Thuringe, où il donna de la jalousie au prince Henri et au prince Ferdinand. Son Altesse Royale et le prince de Brunswic concertèrent ensemble une entreprise pour déloger ces troupes voisines qui les importunaient. M. de Knobloch fut commandé de la part des Prussiens, et M. d'Urf de celle des alliés, pour exécuter ce projet. M. de Knobloch prit Erfurt, et fit quelques centaines de prisonniers dans ces environs. M. d'Urf chassa l'ennemi au delà de Vach et reprit Hersfeld. A peine les Prussiens et les alliés se furent-ils retirés, que les Autrichiens et les

troupes des cercles, revenant sur leurs pas, reprirent leur première position [21 mars]. Ce mouvement déplut au prince Ferdinand : pour éloigner ces troupes du voisinage de la Hesse, il porta toute la gauche de son armée sur Cassel, et s'avança de là par Melsungen à Hersfeld. Le prince héréditaire entra dans la principauté de Fulde, d'où il pénétra en Franconie; il prit Meinuugen, Wasungen, et défit trois régiments autrichiens qui se trouvaient dans ces environs. M. d'Arberg s'approcha de lui et l'attaqua dans son camp de Wasungen. Après un combat de six heures, les Autrichiens et les troupes des cercles furent repoussés, et obligés de fuir jusqu'en Thuringe. Alors le prince Ferdinand rassembla tous ses détachements à Fulde; son dessein était de détruire les magasins que les Français avaient à Fritzlar, à Hanau et dans ces environs, pour retarder et peut-être même empêcher les opérations qu'ils méditaient de faire en Hesse; il prit le chemin de Francfort, et surprit en marche plusieurs détachements français, qui, ne pouvant se sauver, se rendirent prisonniers de guerre. En approchant de Bergen, il crut n'y trouver que quelques bataillons qui, trop faibles pour lui résister, seraient obligés de se retirer, ou de mettre les armes bas, s'ils étaient assez téméraires pour l'attendre [13 avril]. Dans le temps qu'il les faisait charger, M. de Broglie parut sur la hauteur derrière ce village, avec les brigades qu'il avait rassemblées des quartiers les plus voisins. L'attaque des alliés fut repoussée. Le prince d'Ysenbourg, qui la commandait, y perdit la vie. Le prince Ferdinand se trouva dans la nécessité de soutenir une affaire qui était engagée; il emporta, à la vérité, le bas du village de Bergen, mais la partie supérieure bien fortifiée lui opposa des obstacles insurmontables. Les troupes françaises chargèrent en même temps les alliés à propos et les contraignirent à lâcher prise. Les Saxons qui se trouvaient dans cette armée de M. de Broglie voulurent poursuivre

les troupes; le prince Ferdinand s'en aperçut; il les fit attaquer par sa cavalerie, qui en détruisit une partie et leur fit quelques centaines de prisonniers : pendant le reste de la journée on se canonna réciproquement. Le prince Ferdinand voyant que son coup était manqué, se retira la même nuit vers la Hesse, sans que M. de Broglie l'inquiétât. M. du Blaisel le suivit et entama dans cette retraite l'arrière-garde d'une des colonnes de l'armée; il s'y comporta si bien, qu'il fit prisonniers 200 dragons prussiens de Finckenstein.

Pendant ce temps-là le prince Henri avait exécuté avec plus de succès un dessein pareil qu'il avait formé sur la Bohème. Il entra dans ce royaume par Péterswald, sans y rencontrer une grande résistance. M. de Hulsen, qui pénétrait avec la seconde colonne par le Basberg, y trouva l'ennemi retranché. Sa cavalerie prit le chemin de Priesnitz, qui le mena à dos des Autrichiens. Elle les attaqua à revers, tandis que l'infanterie prussienne entamait le front du retranchement. Tout ce corps de M. Renard, consistant dans le régiment d'Andlau, de Kœnigseck et mille Croates, faisant 2,500 têtes, fut pris sans qu'il en échappât personne. Après cette belle action, M. de Hulsen s'avança sur Saatz, où il ruina un des plus considérables magasins de l'ennemi. Son Altesse Royale se porta en même temps sur Budin; elle fit détruire toutes les provisions et tous les amas que les Autrichiens avaient rassemblés dans ces contrées, et après avoir ainsi rempli le but de ses opérations, elle ramena ses troupes en Saxe.

Ce prince résolut peu après de porter un coup semblable aux troupes de l'Empire, afin de les éloigner des frontières de la Saxe [mai]. Cette entreprise fut concertée avec les alliés. Il assembla son corps à Zwickau, d'où M. de Finck fut détaché sur Adorf, afin de donner aux ennemis des appréhensions pour la ville d'Eger. Son Altesse Royale marchant à Hof, en détacha M. de Knobloch

par Saalbourg vers Cronach. Les troupes des cercles, déconcertées par ce mouvement, quittèrent leur camp avantageux de Munchsberg; les Prussiens l'occupèrent et firent nombre de prisonniers en différentes rencontres. M. de Finck alors se porta sur Weistadt, pour couper à M. de Maguire la communication avec les troupes des cercles, ce qui rejeta ce général autrichien dans le haut Palatinat, d'où il joignit ensuite, auprès de Nuremberg, l'armée de l'Empire. M. de Finck le suivit et lui prit 400 prisonniers en différentes occasions. L'armée prussienne se campa proche de Bareuth; M. de Meinecke força le général Riedésel, proche de Cronach, à se rendre prisonnier avec 900 hommes qu'il commandait. Ce désastre précipita la retraite des troupes des cercles, que le prince de Deux-Ponts ramena à Nuremberg. Son Altesse Royale n'ayant alors aucun ennemi en tête, envoya M. de Knobloch dans l'évêché de Bamberg, où il détruisit tous les magasins qu'on y avait formés pour l'armée de l'Empire.

Après avoir ainsi rempli son projet, Son Altesse Royale ramena ses troupes en Saxe vers le commencement de juin. Les Autrichiens avaient profité de l'absence des Prussiens pour y faire une incursion. Un général Gemmingen, qui s'était établi près de Wolkenstein, y fut attaqué et battu par M. de Schenkendorf. M. de Brentano vint au secours de l'Autrichien; mais ayant été aussi mal reçu que M. de Gemmingen, il se retira en Bohême avec précipitation. Cette expédition de Son Altesse Royale fit perdre dans un mois, aux troupes de l'Empire, tous leurs magasins, 60 officiers et trois mille hommes. Du côté des alliés, le prince héréditaire s'était avancé dans l'évêché de Wurzbourg à la tête de douze mille hommes; il fit 300 prisonniers sur les Autrichiens dans cette incursion, après laquelle il vint rejoindre le prince son oncle en Hesse.

Les Français ne commencèrent leurs opérations que sur la fin de mai. M. de Contades passa le Rhin à Cologne; il

se joignit le 2 de juin à M. de Broglie proche de Giessen, et laissa M. d'Armentières aux environs de Wésel, avec un détachement de vingt mille hommes. Le prince Ferdinand s'était retiré à l'approche de ces troupes, d'abord à Lippstadt, ensuite à Hamm, où il rassembla tous les régiments qui avaient hiverné dans l'évêché de Munster, à l'exception de la garnison de cette ville. M. d'Imhof était demeuré jusqu'alors à Fritzlar; sur ce qu'il eut vent que M. de Contades d'un côté, M. de Broglie d'un autre, et les Saxons d'un troisième, s'avançaient sur lui, il se replia sur Lippstadt. Les Français trouvant la Hesse vide de troupes, s'emparèrent de Cassel, de Munden, de Beverungen, où ils prirent la plus grande partie des magasins des alliés. M. de Contades ayant poussé de là sur Paderborn, le prince Ferdinand s'avança vers lui et vint se camper à Rittberg. La perte de tous ses magasins l'obligea d'en assembler de nouveaux, et il choisit Osnabruck pour le lieu de son dépôt principal. Cependant le dessein des Français était de couper les Allemands du Wéser. M. de Contades alla se camper aux sources de l'Ems, d'où il se rendit à Bielefeld et Herford, et plaça le corps de M. de Broglie à Oerlinhausen; de là ce dernier s'approcha de Minden. Il surprit la ville en plein jour et y fit 1,500 prisonniers [20 juillet]. Ce contre-temps obligea le prince Ferdinand, qui était à Ravensberg, de se replier sur Osnabruck; il y fut joint le 8 par le corps de M. de Wangenheim, qui jusqu'alors avait tenu tête à M. d'Armentières. Ce général français ne trouvant personne en chemin, tenta d'emporter Munster l'épée à la main; ayant manqué son coup, il y procéda en règle, la tranchée fut ouverte, et la ville se rendit le 25.

De son côté M. de Contades vint camper avec toute son armée près de Minden; il occupa la rive gauche du Wéser, et plaça M. de Broglie sur la droite. Le prince Ferdinand, après avoir gagné les bords de ce fleuve, le remonta aussi-

tôt, pour s'opposer aux ennemis. Il déboucha le 29 dans les plaines de Minden, étendant son armée entre Hille et Frédewalde, où il fut joint par le général Drèves, qui venait de reprendre Brême sur les Français. Il fit fortifier le village de Tonhausen à un quart de mille de la gauche de son armée, espèce de piége qu'il tendait à M. de Contades, trop bien posté pour qu'on pût brusquer une attaque sur son camp, et dont le prince ne pouvait tirer raison qu'en l'engageant dans une mauvaise affaire. D'un autre côté, pour causer des inquiétudes aux Français, il leur envoya à dos le prince héréditaire, qui, s'approchant de Gohfeld, y trouva le duc de Brissac à la tête d'un détachement de six mille hommes. M. de Contades s'empressant à remplir les désirs du prince Ferdinand, se conduisit comme s'il avait reçu des instructions de la part de ce prince. M. de Broglie, avec son détachement, passa le Wéser et joignit l'armée; on prépara des débouchés sur le marais qui couvrait l'armée alliée, et enfin on l'attaqua le 1er d'août.

Ce village de Tonhausen, que le prince Ferdinand avait fait retrancher, était garni de 12 bataillons, défendus par deux grosses batteries, et soutenus par 20 escadrons qui campaient à peu de distance derrière l'infanterie. Le gros de l'armée alliée campait à un petit demi-mille de là, comme nous l'avons dit, derrière les bois de Hille. Par une sage précaution, le prince avait préparé ses chemins et ses communications de manière qu'au premier mouvement des Français il pouvait marcher à eux sans rencontrer d'empêchement, et tandis qu'ils attaqueraient le village, les charger à son tour. M. de Contades déboucha dans la plaine à la pointe du jour. M. de Broglie commandait l'avant-garde destinée à l'attaque du village.

L'armée française prit une position trop éloignée de son avant-garde pour être à portée de la soutenir : elle appuya son aile droite au Wéser, et sous la forme d'une

potence, sa gauche se repliait en faisant un coude à ce marais qu'elle venait de passer. M. de Broglie, à l'approche de Tonhausen, vit les douze bataillons que M. de Wangenheim y mettait en bataille; il prit ce général et ces troupes pour l'armée entière du prince Ferdinand; il demeura quelque temps indécis, et fit enfin demander de nouveaux ordres à M. de Contades; l'occasion s'échappa, le temps se perdit, le prince Ferdinand arriva avec l'armée; au lieu d'aller au secours de M. de Wangenheim, il forma ses troupes vis-à-vis de cet angle que faisait l'armée française. M. de Contades lui opposa un corps de cavalerie; mais l'ardeur et la fougue de l'infanterie anglaise l'emporta. Elle attaqua la cavalerie française et la mit en déroute; de là elle se porta tout de suite sur l'infanterie française; le prince Ferdinand n'eut que le temps de la soutenir par d'autres brigades; enfin les Français prirent la fuite, et les alliés se formèrent sur le terrain qu'ils venaient d'abandonner.

Tandis que la fortune se déclarait pour le prince Ferdinand, M. de Broglie attaquait mollement le village de Tonhausen; il y eut en même temps deux charges de cavalerie dans cette partie, qui tournèrent toutes deux à l'avantage des alliés. La déroute de la gauche des Français, la fuite de cette cavalerie jointe au peu de succès qu'avaient eu les attaques du village, déterminèrent l'ennemi à quitter le champ de bataille; ce qui se fit avec beaucoup de confusion et de désordre. Le prince héréditaire battit le même jour M. de Brissac à Gohfeld, et occupa, en le poursuivant, un passage proche du Wéser, qui coupait aux Français les chemins des pays de Waldeck et de Paderborn. Ce coup fut aussi décisif que la bataille, parce que l'armée française, environnée par les alliés près de Minden, à la rive gauche du Wéser, fut obligée de repasser ce fleuve et de prendre le chemin de Cassel, le seul qui lui restât. M. d'Armentières, qui avait jusque-là

serré de près Lippstadt, en leva le blocus; il détacha dix bataillons pour Wésel; avec les douze autres il accourut à Cassel, où il se joignit à l'armée qui venait d'être battue.

Le lendemain de la bataille, Minden se rendit au vainqueur; les Français perdirent au delà de 6,000 hommes dans cette affaire, dont trois mille furent faits prisonniers. Pour profiter de cet heureux événement, le prince Ferdinand s'avança vers Munden, tandis que le prince héréditaire passa le Wéser à Rinteln à la tète de vingt mille hommes; il y eut une affaire sérieuse d'arrière-garde à Munden, où M. de Saint-Germain, par sa bonne conduite, sauva le bagage de l'armée française. Le prince Ferdinand se tourna ensuite du côté de Paderborn, et M. d'Urf prit à Detmold l'hôpital ambulant des Français, avec 800 hommes qui l'escortaient.

A l'approche des alliés de Stadtberg, le duc de Chevreuse et M. d'Armentières se replièrent sur Cassel, et les alliés ayant tourné de là vers la principauté de Waldeck, M. de Contades s'imagina que ce mouvement indiquait une intention du prince Ferdinand de couper les Français du Mein. Sur cette supposition il quitta brusquement Cassel, où il laissa une faible garnison, et se campa à Marbourg. Un partisan des alliés, nommé Freytag, s'approcha de cette capitale, et la reprit par capitulation.

Le prince Ferdinand était alors à Corbach; il fit avancer le prince héréditaire à Wolfshagen et détacha le prince de Holstein à Fritzlar. Ces mouvements achevèrent de dérouter M. de Contades; se croyant perdu, il évacua la Hesse. Le prince Ferdinand le suivit à Ernsthausen; un de ses détachements prit le même jour trois cents Français dans la forteresse de Ziegenhain [28 août]. Les ennemis s'étaient postés à Amœnebourg sur l'Ohm; ils avaient le corps de Fischer derrière la Lahn; le prince héréditaire le battit. En même temps son oncle s'étant avancé à Wetter

avec l'armée, ce jeune héros se porta derrière les ennemis à Nieder-Weymar. Cela fit perdre la tramontane à M. de Broglie, qui se retira à Giessen et abandonna Marbourg. Cette ville fut prise par le prince de Bévern, avec la garnison de neuf cents hommes qui l'avait défendue. Cette suite d'heureux succès mit le prince Ferdinand à portée de s'avancer à Crosdorf. Il n'y avait que la Lahn qui séparât les alliés et les Français. Ces derniers retranchèrent leur camp et portèrent M. de Broglie à Wetzlar. Le prince Ferdinand lui opposa M. de Wangenheim pour l'observer. Les malheurs qu'avait essuyés M. de Contades en dégoûtèrent la cour; elle le rappela, et M. de Broglie, déclaré maréchal de France, prit le commandement de l'armée.

Tandis que les Allemands et les Français campaient opiniâtrément sur les bords de la Lahn les uns vis-à-vis des autres, le prince Ferdinand travaillait sur ses derrières à chasser les ennemis de l'évêché de Munster. Il avait envoyé M. d'Imhof en Westphalie pour assiéger Munster; mais à peine ouvrait-il la tranchée devant cette place, qu'il fut obligé d'en lever le siége [12 octobre]. M. d'Armentières avait quitté en hâte l'armée française, avait passé le Rhin à Wésel, accourant au secours de Munster. Des renforts joignirent M. d'Imhof, qui, se trouvant en état d'entreprendre quelque chose, recommença le siége. M. d'Armentières s'en approcha de nouveau, dans le dessein d'attaquer les Allemands; mais soit qu'il crût l'entreprise trop difficile, soit qu'un échec que souffrit un de ses détachements le décourageât, il se retira derrière la Lippe, et la ville se rendit à M. d'Imhof par capitulation.

L'amour-propre de la nation française lui avait fait attribuer les désavantages qu'elle essuyait dans la guerre d'Allemagne au peu de supériorité que son armée avait en nombre sur celle des alliés. La cour, qui pensait à peu près de même, pour obvier à cet inconvénient, venait

d'engager le duc de Wirtemberg à lui fournir 12,000 hommes, moyennant un subside que la France lui payerait en sel. Le duc se mit lui-même à la tête de ses troupes; il s'en était réservé le commandement, et pour ne point être confondu dans la foule des généraux d'une grande armée, pour ne point servir sous un maréchal de France, ce qu'il jugeait contraire à sa dignité, il avait stipulé que sa personne et ses troupes ne seraient employées qu'en détachements. Ce prince arriva en Franconie avec son corps au mois d'octobre. M. de Broglie, qui ne pouvait pas l'employer comme il aurait voulu, l'envoya dans le pays de Fulde, d'où les alliés tiraient une partie de leur subsistance; l'approche des Wirtembergeois dérangea les livraisons du pays. Ces troupes isolées présentaient aux alliés une trop belle occasion pour qu'ils n'en profitassent pas.

Le prince héréditaire partit à tire-d'aile de l'armée; il se présenta devant les portes de Fulde au moment où personne ne s'y attendait. Le duc avait préparé, pour ce jour, un bal qui fut dérangé. Étonné de la présence d'un ennemi aussi vigilant, qui ne lui donnait pas le temps de rassembler ses troupes, il se retira vers le Mein avec sa cavalerie. L'arrière-garde d'infanterie, qui se préparait à la retraite, fut chargée et poussée vivement par le prince héréditaire, qui en fit 1,200 hommes prisonniers. Ce ne fut pas le dernier exploit de ce jeune héros; nous aurons encore lieu de parler de lui dans le récit de la campagne de Saxe.

Les Français avaient tenu cette année la campagne plus longtemps qu'à l'ordinaire. La saison, trop opposée aux entreprises militaires, les obligea de quitter leur camp le 8 de décembre; après quoi ils se retirèrent à Francfort. Le prince Ferdinand, après avoir mis le blocus devant Giessen, fit entrer ses troupes en quartiers, ayant réparé, par sa valeur et par son habileté, toutes les injustices que la fortune lui avait faites au commencement de la campagne;

et les alliés se trouvèrent, à la fin de cette année, en possession de toutes les places et de toutes les provinces qu'ils avaient occupées avant la déclaration de la guerre.

Il s'en fallut beaucoup que la campagne du roi prît un tour aussi heureux; ce fut peut-être la plus funeste de toutes. C'en aurait même été fait des Prussiens, si leurs ennemis, qui savaient vaincre, avaient su de même profiter de leurs victoires. Nous avons rapporté les raisons qui forçaient le roi à la guerre défensive. Contenu par l'armée du maréchal Daun, qui se tenait en Bohême sur les frontières de la Silésie, il médita une entreprise sur les magasins que les Russes formaient aux environs de Posen. Si ce projet avait réussi, il aurait retardé les opérations des ennemis; et gagner du temps, c'était tout gagner.

L'armée du roi s'approcha vers le milieu de mars des montagnes de Schweidnitz; elle fut mise en cantonnements dans ces longs villages qui vont de Landshut à Friedland. M. de Fouqué demeura avec son corps à Neustadt en haute Silésie. M. de Wobersnow[1], qui avait été envoyé avec un détachement dans le palatinat de Posnanie, y ruina quelques magasins que les Russes commençaient à former. L'expédition s'étant faite de trop bonne heure, dérangea peu les ennemis dans les mesures qu'ils voulaient prendre. Il ne se passa rien d'important sur les frontières de la Bohême.

M. de Laudon, qui se tenait à Trautenau, sans cesse en mouvement, donna des alertes aux postes avancés, mais sans succès; une seule entreprise réussit aux Autrichiens. M. de Beck attaqua le bataillon de Duringshofen à Greiffenberg; il lui coupa la retraite avec sa cavalerie, et après une vigoureuse défense, ce bataillon fut contraint de mettre les armes bas. Sur la fin du mois, M. Deville, qui commandait en Moravie, entra en force dans la haute Silésie; M. de Fouqué, dont le corps était trop faible, lui

[1] Maurice-François-Casimir de Wobersnow, né en 1708.

abandonna Neustadt, et prit une position avantageuse à Oppersdorf. Le roi se flatta que ce mouvement de M. Deville lui fournirait l'occasion de battre l'ennemi en détail et d'abîmer entièrement ce corps. Il fit filer secrètement des troupes à Neisse dans cette intention, et s'y rendit lui-même. Quelques précautions que l'on prît pour cacher cette manœuvre à l'ennemi, elles furent inutiles.

Le clergé catholique et les moines, ennemis secrets des Prussiens, qu'ils traitaient d'hérétiques, trouvèrent le moyen d'avertir M. Deville de la marche des troupes [1er mai], et le jour même que le roi vint à Oppersdorf, ce général autrichien se retira à Ziegenhals. Tout ce qu'on put faire se réduisit à engager une affaire d'arrière-garde avec les pandours, qui étaient encore en marche; la cavalerie les entoura dans des rochers escarpés, peu propres aux manœuvres des gens de cheval; cependant cette troupe, forte de 800 hommes, fut ou prise, ou passée au fil de l'épée. Les Autrichiens, loin de s'arrêter à Ziegenhals, continuèrent leur retraite jusqu'en Moravie, et le roi ne trouvant plus, dans ces environs, d'objet qui exigeât sa présence, retourna joindre son armée à Landshut.

Le maréchal Daun venait d'arriver en Bohème; il établit son quartier à Munchengrætz. Les deux armées demeurèrent tranquilles dans leur position jusqu'au 28 de juin, que les Autrichiens prirent le camp de Jaromirz, d'où ensuite ils passèrent en Lusace et vinrent s'établir à Marcklissa. Le roi, qui était dans le camp de Landshut, détacha quelques bataillons qui, par Schatzlar, pénétrèrent en Bohème; ils s'approchèrent de Trautenau, et le major Quintus [1] défit un corps de pandours aux environs de Prausnitz. M. de Seidlitz fut envoyé à Lœhn, pour observer les mouvements du maréchal Daun.

[1] Charles-Théophile Guischard, à qui Frédéric II avait donné ce surnom. Il était né en 1724. On a de lui des Mémoires critiques et historiques, entre autres sur la campagne de J. César en Espagne, in-8°, 1774.

M. de Fouqué reçut ordre de quitter la haute Silésie, pour relever l'armée du roi du poste de Landshut, qu'il aurait été dangereux de laisser vide. Dès qu'il arriva, le roi, en deux marches, gagna le camp de Schmuckseifen, un des plus forts de la Silésie. M. de Seidlitz avait été attaqué la veille par Laudon; ce partisan fut battu; il perdit 150 hommes et pensa être fait prisonnier. Cependant la cour lui confia un corps de 20,000 hommes, destiné à se joindre aux Russes dès que l'occasion s'en présenterait. Le maréchal Daun le posta sur les hauteurs de Lauban, précisément à l'endroit où il avait été si mal reçu l'année précédente par l'arrière-garde du roi. Cette position fut choisie pour lui donner quelque avance sur les Prussiens, lorsqu'il recevrait l'ordre de se joindre aux Russes. Ces vues des Autrichiens n'étant pas difficiles à pénétrer, le roi fit observer ce partisan par deux corps de cavalerie, dont l'un, sous M. de Lentulus, fut placé à Lœwenberg, et l'autre, sous le prince de Wirtemberg, à Bunzlau.

Pendant que ces mesures se prenaient vis-à-vis des Autrichiens, on n'avait pas négligé de penser aux Russes. Durant l'hiver MM. de Schlabrendorf et de Hordt les observèrent de Stolpe, par des détachements qu'ils avaient répandus le long de la frontière de Pologne. Vers le printemps, le comte Dohna quitta le Mecklenbourg et la Poméranie, où il laissa M. de Manteufel avec un petit corps, pour tenir tête aux Suédois. Le comte marcha avec ses troupes à Stargard, d'où il se rendit à Landsberg; il y fut joint par un renfort que S. A. R. le prince Henri lui envoyait de Saxe, aux ordres de MM. d'Iztenplitz et de Hulsen. On avait observé que les Russes traversaient la Pologne par détachements; cela fit naître l'idée d'aller à leur rencontre pour les battre en détail; la chose était très-possible, si l'on tombait durant leur marche sur une de leurs divisions avant qu'elle pût être jointe par les autres.

Pour exécuter ce dessein, il fallait agir avec activité et avec résolution; mais tout le contraire arriva. Les troupes furent mal menées, les généraux manquèrent de vigilance, tout se fit trop tard; on accumula fautes sur fautes, et cette malheureuse expédition devint comme la source des infortunes dont lés Prussiens furent accablés pendant cette campagne. Le comte Dohna partit le 23 de juin de Landsberg; il passa la Warte le 5 de juillet à Obernick. Sa lenteur donna aux Russes le temps de s'assembler à Posen, et les deux armées s'amusérent à faire des reconnaissances qui ne menèrent à rien. Les Russes firent un mouvement en avant le 14; ils défilèrent proche de l'armée prussienne, mais dans un tel désordre, qu'il n'aurait tenu qu'au comte Dohna d'en profiter, s'il en avait eu la résolution. Ses mesures étaient généralement si mal prises, qu'il perdit une partie de sa boulangerie et de son parc de vivres par sa négligence; ce qui l'obligea de se replier sur Zullichau.

Le roi, informé de la confusion qui régnait dans cette armée et de la désunion qu'il y avait parmi les généraux, y envoya M. de Wédel, qui en prit le commandement comme dictateur, quoiqu'il ne fût pas le plus ancien par le grade. Le même soir que M. de Wédel arriva à Zullichau, M. de Soltikow [1] campait à Babimost, d'où il tourna si bien la position des Prussiens durant la nuit, qu'une partie des Russes occupait déjà le défilé de Kay derrière les Prussiens, précisément entre leur camp et le chemin de Crossen, sans que personne s'en fût aperçu, tant le service se faisait négligemment dans l'armée dont M. de Wédel venait de prendre le commandement. M. de Wédel s'assura de cette marche par ses propres yeux; il alla reconnaître le

[1] Pierre-Simon, comte Soltikow, entra au service à l'âge de dix-huit ans; il fut fait général major sous le règne de l'impératrice Anne, puis, trois ans après, lieutenant général. Enfin, l'impératrice Élisabeth lui donna le commandement des troupes russes pendant la guerre de Sept ans. Quelques années plus tard, il fut nommé gouverneur de Moscou, où il mourut en 1772.

camp de Babimost, et n'y vit que la queue des colonnes et l'arrière-garde qui suivaient le chemin de Crossen ; il fit d'abord abattre ses tentes, se mit en marche, attaqua les troupes ennemies qui s'étaient établies à Kay [23 juin], espérant de les battre avant que leur armée pût les joindre; mais les choses tournèrent autrement.

Les Russes étaient bien postés; on ne pouvait aller à eux que par un front de sept bataillons de largeur, resserré des deux côtés par des marais. Les Russes étaient comme en demi-lune, sur trois lignes, occupant des tertres chargés de sapins. M. de Wédel enfonça leur première ligne; lorsqu'il voulut attaquer la seconde, son infanterie se trouva exposée à un si grand feu de mitraille, partant de différentes batteries croissantes, qu'elle n'y put résister. On fit à trois reprises de nouveaux efforts, mais en vain. Le grand mal était que M. de Wédel ne pouvait pas opposer assez de canon à celui de l'ennemi. Il avait perdu du monde, et voyant peu d'apparence de réussir, il ne voulut pas sacrifier le reste inutilement. Il prit la résolution de se retirer ; les troupes passèrent le lendemain l'Oder à Tzicherzig, pour se camper à Sawade. Pour les Russes, M. de Soltikow les mena à Crossen.

M. de Wédel perdit dans cette journée quatre à cinq mille hommes ; il n'est pas apparent que la perte des ennemis ait été considérable, parce que le terrain était à leur avantage. Cet événement acheva de déranger les mesures que le roi avait prises jusqu'alors. Après l'échec que M. de Wédel venait de recevoir, il ne pouvait plus s'opposer, sans de considérables renforts, aux progrès de M. de Soltikow. Francfort et Kustrin étaient en danger par la position que ce dernier avait prise à Crossen, et si dans peu une armée prussienne ne s'approchait de Francfort pour défendre l'Oder, la ville de Berlin se trouvait exposée aux plus grands hasards. L'armée de Silésie n'était pas assez nombreuse pour qu'on pût l'affaiblir encore par de

nouveaux détachements. M. de Fouqué défendait les gorges de Landshut contre M. Deville avec 10,000 hommes; l'Autrichien en avait 20,000. L'armée du roi, qui campait à Schmuckseifen, était de 40,000 combattants; celle du maréchal Daun de 70,000 hommes.

Quelles que fussent ces circonstances, le cas était pressant; il fallait assembler une armée pour couvrir la marche de Brandebourg. Il y avait tout lieu de supposer que les coups se porteraient de ce côté, ou bien en Silésie. D'autre part les Autrichiens gardaient des ménagements pour la ville de Dresde, à cause du séjour qu'y faisait la famille royale. Il était donc à présumer qu'un homme ferme soutiendrait assez de temps cette place pendant l'absence de l'armée, pour qu'elle pût revenir le dégager, s'il était attaqué.

Après avoir mûrement réfléchi sur cet article, il fut résolu que le prince Henri viendrait à Sagan avec 16 bataillons et 25 escadrons, auxquels on joindrait le détachement du prince de Wirtemberg, formé de 15 escadrons et de 6 bataillons; que le prince prendrait le commandement de l'armée du roi, comme étant le seul à qui on pût la confier; et que le roi se mettrait à la tête du corps qu'on assemblerait à Sagan, pour le mener incessamment à la défense de ses États. Il comptait de s'y faire joindre par M. de Wédel. Son Altesse Royale arriva, pour sa personne, le 28 à Schmuckseifen, et le roi se rendit le 29 à Sagan.

Le sieur Laudon avait déjà longé dans cette partie les frontières de la Silésie, et quoique le roi le fît observer, les officiers prussiens y furent trompés de la manière suivante. M. de Haddick avait suivi le prince Henri et s'était joint à Sorau avec Laudon. Celui-ci continua son chemin; un régiment de housards, qui avait toujours été affecté à son corps, demeura avec Haddick. Cela fit croire aux officiers qui allaient à la découverte que le corps de Laudon

s'y trouvait en entier, sur quoi le roi marchant à Christianstadt, y apprit qu'on lui avait donné le change, car Laudon venait d'arriver le même jour à Cuben. Cela l'obligea de continuer sa marche; et il gagna encore le même jour Sommerfeld.

La cavalerie prussienne donna sur celle de Haddick, qui suivait Laudon, et qui fut poussée jusqu'à Guben. M. de Laudon partit le même jour pour gagner Francfort; le roi se campa à Nimes, sur les bords de la Neisse. Vers la pointe du jour on aperçut deux colonnes qui venaient de Guben et qui filaient sur le chemin de Cottbus. La cavalerie passa d'abord la rivière; on engagea à la hâte une affaire d'arrière-garde, où le régiment de Wurtzbourg impérial, fort de 1,300 hommes, fut entièrement fait prisonnier. Les housards poursuivirent l'ennemi et lui enlevèrent 600 caissons de vivres, dont toute l'escorte fut dispersée. Dans d'autres occasions, ces avantages auraient pu avoir des suites; dans celle-ci c'était de la peine perdue, parce que le but de l'expédition était manqué, et qu'il n'était plus possible d'empêcher la jonction des Autrichiens et des Russes à Francfort. Le roi se mit le lendemain en marche. M. de Wédel eut ordre de joindre l'armée à Mulrose, ce qui lui était facile depuis que les Russes avaient quitté Crossen, et qu'il n'avait plus personne en tête.

Les troupes du roi prirent le chemin de Beeskow, d'où l'infanterie se rendit en droiture à Mulrose. Ce prince et sa cavalerie prirent par Neubruck, sur le canal qui communique de l'Oder à la Sprée. Il y trouva les ponts rompus, et sur l'autre bord les dragons de Lœwestein, qui se préparaient à en disputer le passage. Ces obstacles n'étaient pas aussi considérables qu'ils le paraissaient. Ce canal est rempli de gués; la cavalerie prussienne les passa; elle fondit en même temps sur les dragons autrichiens postés dans ces bois; ils furent défaits et poussés jusques aux faubourgs de Francfort. De là le roi rejoignit son infanterie

à Mulrose, amenant 300 prisonniers que l'on avait faits du régiment de Lœwenstein. M. de Wédel y arriva le 4. M. de Finck, qui était demeuré aux environs de Torgau après le départ du prince Henri, inutile dans cette partie, et ne pouvant pas couvrir seul la Saxe avec les 10,000 hommes qu'il commandait, reçut également ordre de joindre l'armée.

Le roi rassemblait le plus de forces qu'il pouvait, parce qu'il était obligé de se dépêcher. Il fallait battre les Russes le plus tôt qu'on pourrait en venir aux mains, pour accourir à temps à la défense de la Saxe, qui étant, aux places près, vide de troupes, laissait les chemins ouverts à l'armée de l'Empire, pour pénétrer jusqu'à Berlin si elle voulait. Pour être donc plus à portée d'attaquer les Russes, l'armée quitta les environs de Mulrose et prit un camp entre Lebus et Wulkow. Elle tira ses subsistances de Kustrin, et attendit l'arrivée de M. de Finck, qui vint le 10 dans ce camp. On fit les préparatifs nécessaires pour passer l'Oder entre Lebus et Kustrin. On se pressa d'autant plus d'exécuter ce projet, que M. de Haddick venait d'occuper le camp de Mulrose, que les Prussiens avaient quitté. Ce général pouvait de là se joindre à M. de Butturlin, ou il pouvait tenter une entreprise sur Berlin, s'il ne trouvait personne pour s'y opposer. Toutes ces choses pressaient le roi d'agir avec promptitude.

L'armée passa l'Oder le 11 et vint se mettre en bataille vis-à-vis des Russes, s'étendant depuis Trétin où était la droite, jusqu'à Bischofsée où s'appuyait la gauche. La réserve de M. de Finck campa devant les lignes sur des hauteurs qui dérobaient aux Russes la connaissance des mouvements que feraient les Prussiens. Un ruisseau bourbeux séparait les deux armées. M. de Soltikow s'était campé à Kunersdorf; son aile droite s'appuyait sur une petite élévation, où les Russes avaient construit un fort en guise d'étoile; deux branches de retranchement, qui occu-

paient un terrain élevé, partaient de là et allaient aboutir au cimetière des juifs, hauteur assez considérable proche de Francfort.

La droite de ce camp, où était cette redoute en étoile, était dominée par une hauteur que M. de Finck occupait, et au delà du ruisseau par une élévation que les gens du pays nomment la Pechstange. De la position où se trouvait l'armée du roi, il était impossible d'attaquer l'ennemi; il aurait fallu passer deux chaussées étroites couvertes d'abatis et dont les Russes étaient maîtres; il aurait fallu déployer les brigades sous le feu de leurs petites armes et attaquer un retranchement défendu par des batteries croisées. On trouva donc plus convenable de remonter le ruisseau. Après un détour d'un demi-mille, on arrive au pont qui est sur le chemin de Reppen; là se trouve un autre chemin qui mène par le bois à la hauteur de la Pechstange. Ces connaissances locales servirent de base aux dispositions que l'on fit pour la bataille qui s'engagea le lendemain.

Le corps de M. de Finck fut destiné à soutenir, sur les hauteurs où il se trouvait, les batteries qu'on y dressa pendant la nuit, et qui pouvaient tirer à bout portant sur l'étoile des Russes. Le lendemain, l'armée prit le chemin de Reppen et se forma dans les bois, près de la Pechstange, sur cinq lignes, dont les trois premières étaient d'infanterie et les deux dernières de cavalerie. Pendant ce temps-là M. de Finck faisait jouer ses batteries de toutes ses forces, feignant de vouloir passer les chaussées qu'il avait devant lui, ce qui fixa si bien l'attention de M. de Soltikow, que l'armée du roi gagna la lisière du bois sans qu'il s'en aperçût. On construisit aussitôt de grandes batteries sur deux monticules qui dominaient la droite des Russes. Cette partie de leur retranchement fut embarrassée et entourée par les batteries des Prussiens, comme le peut être un polygone dans un siége en forme.

Alors tout étant préparé, M. de Schenkendorf s'avança sous la protection de 60 bouches à feu contre ce fort et l'emporta presque d'emblée. L'armée le suivit. Les deux branches du retranchement qui aboutissaient à ce point étant prises en flanc, ce ne fut qu'un massacre épouvantable de l'infanterie russe jusqu'au cimetiere de Kunersdorf, que la gauche des Prussiens eut quelque peine à emporter. Alors M. de Finck, que les attaques avaient déjà dépassé, déblaya ses digues et se joignit aux autres troupes. On avait déjà pris sept redoutes, le cimetière et 180 canons; l'ennemi était en grande confusion, il avait perdu un monde prodigieux.

Le prince de Wirtemberg cependant, qui s'impatientait de l'inaction de la cavalerie, chargea mal à propos cette infanterie des Russes, qui était dans des retranchements au cimetière des juifs. Il fut repoussé à la vérité, mais en même temps les ennemis abandonnèrent une grande batterie qu'ils avaient près de ce cimetière. L'infanterie prussienne, qui n'en était qu'à huit cents pas, fit un effort pour s'en saisir (qu'on voie à quoi tiennent les victoires!); elle n'en était qu'à cent cinquante, lorsque M. de Laudon s'apercevant de la faute que les Russes faisaient d'abandonner cette batterie, y arriva avec sa réserve et prévint les Prussiens de quelques minutes. Il fit aussitôt charger ce canon à mitraille et le fit exécuter sur eux. Ce feu les dérangea.

Quoiqu'on renouvelât les attaques à différentes reprises, il fut impossible d'emporter cette batterie, qui dominait sur tout ce terrain. M. de Laudon s'étant aperçu que la contenance des assaillants était moins assurée, leur lâcha des corps de cavalerie par sa droite et par sa gauche. Cela rendit la confusion générale dans ces troupes; elles s'enfuirent en désordre. Le roi protégea leur retraite par une batterie soutenue du régiment de Lestwitz; il y reçut une contusion. Le régiment des pionniers fut pris derrière lui.

L'infanterie avait d'ailleurs déjà repassé les digues et était rentrée dans le camp qu'elle avait eu la veille; sur quoi le roi se retira le dernier; et il aurait été pris par les ennemis si M. de Prittwitz [1] ne les eût attaqués avec 100 housards pour lui donner le temps de repasser le défilé. Le gros de la cavalerie se retira par le même chemin qu'elle avait pris le matin.

Dans ce premier moment, la consternation des troupes fut si grande qu'au seul bruit des Cosaques l'infanterie, qu'on avait formée sur l'emplacement de son ancien camp, s'enfuit au delà de mille pas avant qu'on parvînt à l'arrêter. Les Russes gagnèrent à la vérité cette bataille, mais elle leur coûta cher : ils y perdirent 24,000 hommes de leur aveu; ils reprirent tous leurs canons et de plus 80 pièces des Prussiens, et firent 3,000 prisonniers. L'armée du roi perdit à cette journée 10,000 hommes, tant morts que prisonniers et blessés.

Le roi, qui s'était flatté de remporter la victoire, avait ordonné à M. de Wunsch [2] de se saisir de Francfort pendant l'action, pour couper la retraite à l'ennemi. Ce brave officier s'en était rendu maître et y avait fait 400 prisonniers; mais le malheur de cette journée l'obligea d'abandonner la ville et de retourner à Reitwein, où l'armée se campa après avoir repassé l'Oder. L'on avait à peine rassemblé 10,000 hommes le soir après l'action. Si les Russes avaient su profiter de leur succès, s'ils avaient poursuivi ces troupes découragées, c'en était fait des Prussiens. Ils donnèrent au roi le temps de se remettre de ses pertes.

Le lendemain, l'armée se trouva forte de 18,000 combattants, et peu de jours après le nombre en montait à

[1] Joachim-Bernard de Prittwitz, né en 1726.

[2] Jean-Jacques de Wunsch, né en 1717 dans le Wurtemberg, entra en 1742 au service de la Bavière, et, lors de la guerre de Sept ans, à celui de la Prusse. En 1759, il fut nommé colonel et, après la bataille de Kunnesdorf, major général; en 1771 lieutenant général, en 1787 général de cavalerie. Il mourut en 1788.

28,000 têtes. On tira du canon des places; on fit venir le corps qui jusqu'alors avait amusé les Suédois au bord de la Peene. Presque tous les généraux étaient blessés ou avaient reçu des contusions; enfin il n'aurait dépendu que des ennemis de terminer la guerre; ils n'avaient qu'à donner le coup de grâce; mais ils s'arrêtèrent, et au lieu d'agir avec vigueur, comme le cas le demandait, ils s'applaudirent de leur succès et bénirent leur fortune. Enfin le roi put respirer et on lui laissa le loisir de pourvoir aux besoins les plus pressants de son armée.

Toutefois, pour ne pas être injustes dans nos décisions, nous nous croyons obligés de rapporter ce qu'alléguait M. de Soltikow pour colorer son inaction. Sur ce que le maréchal Daun le pressait de pousser ses opérations avec vigueur, il lui répondit : « J'en ai assez fait, Monsieur, » cette année; j'ai gagné deux batailles, qui coûtent » 27,000 hommes à la Russie; j'attends, pour me mettre » de nouveau en action, que vous ayez remporté deux » victoires à votre tour. Il n'est pas juste que les troupes » de ma souveraine agissent toutes seules. » Les Autrichiens n'obtinrent qu'avec peine de lui qu'il passât l'Oder à Francfort, et ce fut à condition que M. de Haddick demeurerait dans son poste de Mulrose.

Ce mouvement des Russes fit changer de position au roi; il marcha d'abord à Madelitz, puis à Furstenwalde, où il était maître du passage de la Sprée. C'était un objet important pour les circonstances présentes. Les troupes des cercles venaient de prendre Torgau et Vittemberg; on avait à craindre qu'elles ne tentassent une entreprise sur Berlin, et on en appréhendait autant de M. de Haddick. Il n'avait qu'à longer la Sprée, qui lui servait à couvrir sa marche, tandis que M. de Soltikow aurait contenu l'armée du roi en s'avançant et en s'approchant d'elle.

Les affaires des Prussiens étaient si désespérées qu'on aurait été bien embarrassé, dans le cas où l'on se trouvait,

pour prendre un parti sage et conforme aux règles de l'art. Cependant, comme il fallait être préparé à tout événement, le roi, résolu à sacrifier jusqu'au dernier homme plutôt que de souffrir que l'ennemi s'emparât impunément de Berlin, se proposa de tomber sur le premier qui s'en approcherait, aimant mieux périr les armes à la main que d'être brûlé à petit feu. Ces embarras où le roi se trouvait furent encore augmentés par l'approche du maréchal Daun. Il était venu se camper à Triebel; il avait eu une conférence à Guben avec M. de Soltikow. Le prince Henri ne pouvait pas empêcher la jonction des Autrichiens et des Russes, encore moins arrêter les détachements qu'ils auraient voulu envoyer contre le roi, et lequel de ces partis que pût choisir le maréchal Daun, il était également funeste. Cependant les affaires tournèrent mieux qu'on ne pouvait l'espérer, parce que tout le mal comme tout le bien qu'on prévoit n'arrive point.

Depuis que le roi avait quitté la Silésie, les choses y avaient pris une nouvelle face. M. Deville se persuada que M. de Fouqué ne pourrait l'empêcher de pénétrer en Silésie; il ne tenta point à la vérité de forcer les gorges de Landshut, mais il prit le chemin de Friedland, où l'on n'avait pas jugé à propos de lui présenter des obstacles, par les raisons que nous allons voir. M. Deville descendit tranquillement dans les plaines de Schweidnitz; sur quoi M. de Fouqué établit des corps à Friedland et à Conradswalde, par où les Autrichiens étaient obligés de tirer leurs vivres. M. Deville manqua bientôt du nécessaire; il se vit forcé de retourner en Bohême, et attaqua le poste de Conradswalde, où il fut repoussé avec perte de 1,300 hommes et de tout son bagage; prenant alors des chemins détournés, il se trouva heureux d'avoir regagné Braunau.

Le maréchal Daun, de son côté, avait quitté Marcklissa et s'était porté sur Priebus. Son Altesse Royale, qui ne voulait pas le perdre de vue, marcha à Sagan, d'où elle

détacha M. de Ziethen à Sorau pour observer de plus près l'ennemi. Le maréchal Daun, que les Russes pressaient d'agir, se proposa d'enlever ce corps en faisant marcher deux colonnes à la droite et à la gauche des Prussiens, couvertes par de grands bois, et qui devaient se joindre à un défilé entre Sorau et Sagan pour leur couper la retraite. Mais M. de Ziethen prévint le maréchal; il se replia à temps sur l'armée de Son Altesse Royale sans faire de pertes.

Le prince Henri n'était pas dans une situation à pouvoir rien entreprendre sur les Autrichiens; il convenait moins que jamais de hasarder une bataille, après en avoir perdu deux cette année. Son dessein étant toutefois d'éloigner le maréchal Daun des Russes et de l'électorat de Brandebourg, il jugea que le meilleur expédient, pour y réussir, serait de détruire les magasins que les ennemis avaient derrière eux. Il exécuta ce dessein avec toute la célérité et toute l'habileté possibles; il quitta Sagan et marcha par Lauban à Gœrlitz. M. Deville y était accouru en hâte; le prince ayant fait mine de l'attaquer, ce général autrichien, devenu timide depuis l'affaire de Conradswalde, se retira à Reichenbach. C'était ce que le prince désirait, et il fit partir sur-le-champ un corps pour la Bohême, qui ruina, à Bœhmisch-Friedland, le magasin des ennemis. Un autre détachement se rendit par Zittau à Gabel, fit prisonniers 600 hommes qui s'y trouvaient en garnison et détruisit le considérable amas que les Autrichiens y avaient accumulé. L'heureux succès de cette expédition fit rétrograder le maréchal Daun. Si alors la ville de Dresde ne se fût pas rendue, les Impériaux se trouvaient forcés de retourner en Bohême; mais la réduction de cette capitale les mettant en possession des grands magasins que les Prussiens y avaient, leur permit de s'établir à Bautzen.

Le départ de l'armée autrichienne, la disette de fourrage que les Russes commençaient à sentir, leur fit abandonner leur position de Francfort; ils marchèrent en

Lusace et se campèrent à Lieberose. L'armée du roi les suivit par Beeskow; de là elle s'avança sur Waldau. M. de Haddick, qui était en marche pour s'y rendre, se replia à l'approche des Prussiens, de sorte que le roi y prit une position avantageuse derrière des marais, d'où il coupait aux Russes les subsistances qui devaient leur être livrées de Lubben et des lieux circonvoisins. Dresde était assiégé alors, sans cependant qu'il y eût de tranchée ouverte. Sa Majesté y envoya un détachement aux ordres du général Wunsch.

Cet habile officier surprit Torgau en chemin, et il arriva devant Dresde le jour que M. de Schmettau en signait la capitulation. Il serait, je pense, superflu de critiquer la conduite d'un homme qui rend une place sans qu'il y ait ni tranchée ouverte ni brèche. M. de Wunsch ne trouvant plus rien à faire de ce côté-là, se replia sur Torgau; les troupes de l'Empire étaient venues pour reprendre cette ville. Wunsch passe l'Elbe avec une poignée de monde, se glisse dans les vignes, de là il fond sur les troupes des cercles, les bat, leur enlève tout leur camp et les met en déroute. Sur cette nouvelle, le roi y envoya M. de Finck avec un renfort de 10 bataillons et de 20 escadrons, et ces deux corps joints ensemble s'avancèrent jusqu'à Meissen. Ces petits contre-temps firent rappeler M. de Haddick de l'armée des Russes; il traversa la Lusace, passa l'Elbe à Dresde, et, joint aux troupes des cercles, il marcha droit à M. de Finck. Une partie des Autrichiens attaqua M. de Wunsch posté à Siebeneichen près de Meissen; le gros de la troupe passa la Tripsche à Munzich et se présenta sur le flanc droit de M. de Finck. Ce général ne balança point; il attaqua les ennemis, les battit, leur prit du canon et 600 prisonniers. M. de Wunsch ne resta pas en arrière; il repoussa également avec perte ceux qui étaient venus l'assaillir, et M. de Haddick fut obligé de s'enfuir à Dresde.

Pendant que M. de Finck faisait des progrès en Saxe, M. de Soltikow prenait le chemin de la Silésie par Sommerfeld et Christianstadt. Il fallait le prévenir pour qu'il ne ruinât pas tout le plat pays et qu'il ne mît pas le siége devant quelque place. Par ces raisons, le roi se porta sur Sagan, où il pensa rencontrer 4 régiments autrichiens que M. Campitelli menait au secours des Russes. A Sagan, il regagna la communication avec le prince Henri, auquel il fit part des avantages que M. de Finck venait de remporter [21 septembre]; il lui demanda quelques renforts pour remplacer une partie des détachements qu'il avait faits pour la Saxe et contre les Suédois, et le chargea en même temps de gagner l'Elbe pour joindre M. de Finck, afin qu'il pût tenter tous les moyens possibles de reprendre Dresde.

Le roi, de son côté, marcha à Neustædtel, où il prévint les Russes. M. de Soltikow en voulait à Glogau; il se proposait d'occuper les hauteurs de Baune. Le roi le prévint encore; les colonnes de l'armée ennemie, qui virent la place occupée, s'arrêtèrent à Beuthen, sans cependant dresser leurs tentes [24 septembre]. Cela fit présumer qu'ils avaient intention d'attaquer les Prussiens le jour suivant, et ils passèrent la nuit au bivouac. Les généraux des ennemis parurent dès la pointe du jour pour faire une reconnaissance. Le roi avait à peine 20,000 hommes dans son camp; les troupes à la vérité se trouvaient bien postées, mais battues deux fois par les Russes, elles en avaient la mémoire encore récente. Les généraux ennemis n'entrèrent pas dans ces considérations; ils se retirèrent à leur armée et bientôt les tentes furent dressées. Le prince Henri et M. de Fouqué ayant chacun de son côté envoyé quelque renfort au roi, ces troupes arrivèrent le lendemain de cette reconnaissance et furent postées à Linkersdorf, sur les bords de l'Oder, où elles se retranchèrent. Les deux armées demeurèrent assez tranquillement dans cette situation [octobre].

Cependant le corps des Autrichiens se trouvait campé à un demi-mille de l'armée russe; on pouvait d'autant plus facilement battre ces troupes, avant que M. de Soltikow fût en état de leur donner du secours, qu'elles n'étaient point appuyées du tout. Cela fit naître l'envie de l'entreprendre. Le roi y marcha la nuit du 1er d'octobre; il y trouva le camp vide; il n'y prit que des traîneurs, qui déposèrent que la nuit même toute l'armée avait passé l'Oder à Carolath. On s'approcha de ce fleuve, où l'on entendit une canonnade très-vive, et l'on fut extrêmement surpris de voir que ce feu partait de l'arrière-garde des Russes, qui, à grands coups de canon, détruisaient le pont sur lequel ils avaient passé le fleuve. Par ce mouvement, la rive gauche de l'Oder était mise en sûreté; mais, comme il fallait couvrir la droite, le roi fit marcher l'armée à Glogau. Dix bataillons et 30 escadrons y passèrent l'Oder et se postèrent sur une hauteur pour couvrir la place; le gros des troupes se campa proche des ouvrages. M. de Soltikow prit une position à Kutlau; il y eut tous les jours des escarmouches entre les housards et les Cosaques, où les Prussiens eurent l'avantage.

Toutefois, comme la rapidité de la marche du roi avait fait manquer le coup que les Russes avaient prémédité, ils quittèrent les environs de Glogau et prirent le chemin de Gurau, qui mène à Freystadt. On canonna une de leurs colonnes, qui passa près du retranchement prussien; on harcela même leur arrière-garde, tandis que le gros de l'armée du roi décampait et prenait le chemin de Kœben. Comme on manquait de pontons pour passer l'Oder, on y suppléa par des chevalets, et l'armée du roi s'étant rendue à l'autre bord de ce fleuve, prit derrière la Bartsch, rivière à bords marécageux, une position par laquelle elle couvrait toute la basse Silésie. M. de Dierecke, qui avait la gauche, occupait une digue de l'Oder, et ce moulin que M. de

Schulembourg [1] rendit autrefois célèbre par la retraite qu'il fit devant Charles XII.

Le gros des troupes s'étendait dans les bois de Sophienthal; sur la droite un détachement tenait un poste sur la Bartsch, d'où il était à portée de prévenir les ennemis au cas qu'ils marchassent sur Herrenstadt.

Cette position était très-bonne et tres-sûre, quoique fort étendue; deux digues, passages uniques sur la Bartsch, étaient occupées par les Prussiens et bien retranchées. Les Russes, outrés de ce que tous leurs desseins étaient dérangés, brûlèrent la ville de Gurau et les villages des environs, et ayant saccagé tout ce pays, marchèrent à Herrenstadt, où ils furent encore prévenus. Pour s'en venger, ils réduisirent la ville en cendres à force d'y jeter des grenades royales. Néanmoins, comme ils étaient extrêmement resserrés dans le terrain qu'ils occupaient, et que l'eau même leur manquait, ils furent contraints d'abandonner la Silésie.

Le roi fut alors atteint d'un fort accès de goutte, et comme les opérations contre les Russes étaient finies, il se fit transporter à Glogau. Quoique l'on fût débarrassé des Russes pour cette année, il restait encore à craindre que M. de Laudon à son retour ne formât quelque entreprise contre la Silésie. Pour veiller à ses démarches, le roi donna des ordres à M. de Fouqué, en conséquence desquels il quitta son poste de Landshut et côtoya les Autrichiens depuis Trachenberg jusqu'à Ratibor, ce qui obligea M. de Laudon à passer par Cracovie, et de là par la principauté de Teschen, pour regagner Olmutz.

L'armée du roi n'étant pas nécessaire en Silésie, prit, sous les ordres de M. de Hulsen, la route de la

[1] Jean-Matthias, comte de Schulembourg, né près de Magdebourg en 1661, l'un des plus grands généraux du dix-huitième siècle, entra dans la carrière des armes comme simple volontaire. Il mourut à Vérone le 14 mai 1747.

Saxe. Pour renoner le fil de tant de divers événements, nous reprendrons à présent la suite des opérations du prince Henri en Lusace. Nous avons laissé Son Altesse Royale à Gœrlitz. Le maréchal Daun s'était approché de son camp dans l'intention de l'attaquer; mais le prince partit la nuit; il passa par Rothenbourg et donna le lendemain sur le corps de M. Vehla, posté à Hoyerswerda. Ce général, qui se croyait à l'abri de toute attaque, fut soudain enveloppé par la cavalerie prussienne; elle enfonça son infanterie et le fit prisonnier avec 1,500 Croates qui faisaient la principale force de son détachement. Il avait reçu la veille de son malheur une lettre du maréchal Daun qui lui marquait qu'il pouvait être sans inquiétude, et assuré que le maréchal lui tiendrait bon compte du prince Henri.

Après cette expédition, Son Altesse Royale dirigea sa marche sur Elsterwerda. Le bien des affaires aurait demandé que les Prussiens se joignissent immédiatement à Neissen; mais le pont de l'Elbe était détruit et l'on manquait de moyens pour le rétablir si vite, ce qui fut cause que le prince passa l'Elbe à Torgau. Le maréchal Daun passait l'Elbe en même temps à Dresde [octobre]; il s'avança vers Meissen. M. de Finck, trop faible pour lui résister, se replia sur Torgau, où il se joignit à Son Altesse Royale. Les Prussiens prirent le 4 la position de Strehla; les Autrichiens s'avancèrent sur eux et se campèrent entre Riessa et Oschatz, s'étendant par des détachements à Dahlen, Hubertsbourg et Grimma. Le prince avait placé un corps à la montagne de Schilda, qui fut obligé de se replier dans les forêts de Torgau. Cela lui donna des appréhensions pour ses derrières, et il fit marcher l'armée à Torgau pour couvrir le dépôt de ses subsistances. Le maréchal Daun suivit immédiatement le prince jusqu'à Belgern [16 octobre]. Si celui-ci n'avait pas à craindre pour sa position, qui était assez bonne, il avait lieu toute-

fois d'être attentif à ce qui se passait à sa droite; il envoya pour cet effet M. de Rébeutisch à Duben pour observer ce que l'ennemi pourrait entreprendre dans cette partie.

Le dessein du maréchal Daun était effectivement de tourner le camp de Son Altesse Royale, et il détacha le duc d'Aremberg à Domitsch avec 26 bataillons et 6 régiments de cavalerie. Le prince fit examiner ce nouveau camp des ennemis, et sur ce qu'on le jugea d'un abord difficile, il envoya M. de Wunsch avec un détachement pour renforcer M. de Rébentisch. Wunsch passa l'Elbe à Torgau, le repassa à Wittemberg et joignit M. de Rébentisch à Bitterfeld, où il s'était retiré. Le prince, importuné du voisinage du duc d'Aremberg, qui s'était mis sur son flanc, partit de son camp à la tête de 15 bataillons et d'autant d'escadrons. Il arriva à Pretsch précisément lorsque l'ennemi se mettait en marche pour Duben. Alors le duc d'Aremberg fut attaqué en même temps par Son Altesse Royale et par M. de Rébentisch.

L'arrière-garde des Impériaux, forte de 1,500 hommes, fut prise avec le général Gemmingen qui la commandait. Cet échec ayant ébranlé la constance des Autrichiens, le maréchal Daun se replia le 4 de novembre derrière la Ketzerbach, où il prit une position entre Zehren et Lomatsch, et le prince Henri s'avança à Hernstein, où il fut joint par M. de Hulsen. La maladie du roi, qui l'avait retenu quelque temps à Glogau, l'empêcha d'arriver avant le 13 dans ce camp. Il avait traversé la Lusace avec une escorte de 800 hommes; cependant sa faiblesse, qui était encore grande, ne lui permettait pas d'agir. Le prince avait détaché M. de Finck sur Nossen, par où il tournait la position de l'ennemi. Le maréchal Daun n'y tint point; il quitta la Ketzerbach et se campa auprès de Dresde, du Windberg au fond de Plauen. M. de Védel se porta aussitôt en avant; il s'empara de Meissen et maltraita beaucoup, dans sa retraite, l'arrière-garde des Impériaux. L'armée du roi

campa le même jour à Schlettau, et M. de Dierecke, qui tenait l'autre bord de l'Elbe avec son détachement, se porta sur Zehaila. Les Prussiens firent le lendemain un mouvement sur Wilsdruf, et M. de Ziethen s'avançant à Kesselsdorf, pouvait observer l'ennemi de plus près.

Les malheurs qu'avait essuyés le roi dans cette campagne auraient été réparés en partie en reprenant Dresde. On avait cet objet d'autant plus à cœur que Dresde assurait les quartiers d'hiver et donnait aux Autrichiens une jalousie perpétuelle pour la Bohême. La position du maréchal Daun étant inexpugnable, tant à cause des rochers escarpés qui défendaient sa gauche que par les inondations qui couvraient sa droite, il ne restait d'expédient pour parvenir à son but que celui de tourner l'ennemi par des détachements qui, en mettant des obstacles à ses convois de vivres et en facilitant quelques incursions dans la Bohême, l'obligeraient d'abandonner Dresde. M. de Finck fut détaché à Freyberg pour remplir ces vues, d'où il s'avança sur Dippoldiswalde, puis se posta à Maxen; il poussa même M. de Wunsch jusqu'au défilé de Dohna.

Une colonne des troupes de l'Empire, qui ignorait apparemment que les Prussiens fussent dans cette contrée, s'avança imprudemment, se fit battre et perdit 400 hommes. M. de Kleist entra en même temps avec ses housards en Bohême; il fit des ravages vers Tœplitz, Dux et Aussig, d'où il ramena quantité de prisonniers.

Le maréchal Daun endurait impatiemment ces insultes et surtout la position que M. de Finck avait prise. Il détacha M. Brentano à Dippoldiswalde; c'était le signal auquel M. de Finck devait se retirer. Ses ordres portaient d'attaquer tous les corps faibles, mais de se replier à l'approche de ceux qui lui seraient supérieurs. Il se fia mal à propos à son poste, qui aurait été passable s'il avait eu assez de monde pour l'occuper; mais sa sécurité le perdit, car il n'avait garni que quelques montagnes de son infanterie,

et il confia une des principales aux housards de Gersdorf, comme si la cavalerie était faite pour défendre des postes. Le maréchal Daun, qui se trouvait en sûreté sur son escarpement du Windberg et derrière son inondation de la Friederichstadt, détacha 40,000 hommes pour attaquer le corps des Prussiens qui était si mal posté à Maxen.

Le roi ne fut point informé de ce mouvement; mais ayant appris que le corps de Brentano avait marché à Dippoldiswalde, il envoya M. de Hulsen avec 8,000 hommes pour en déloger l'ennemi et pour assurer la communication de l'armée avec le corps de Maxen. A peine M. de Hulsen fut-il à Dippoldisvalde qu'il apprit la catastrophe qui venait d'arriver. M. de Finck avait été attaqué le matin par les Autrichiens; quelques coups de canon délogèrent M. de Gersdorf du poste qu'il devait défendre. L'infanterie de l'ennemi s'en saisit; elle y établit du canon; de là elle travailla sur le flanc de M. de Finck pendant que le gros de l'armée attaquait son front. Quelques régiments de l'infanterie prussienne firent mal leur devoir; l'ennemi emporta une hauteur qu'ils occupaient; la cavalerie prussienne fit mal à propos quelques charges mal dirigées; elle fut repoussée à plusieurs reprises.

Les Autrichiens mirent le feu au village de Maxen, qui séparait la ligne de M. de Finck. Cela mit du désordre dans les troupes : la confusion gagna le reste du corps; ils abandonnèrent le champ de bataille avec précipitation. Dans la terreur où ils étaient, ils courent à Dohua, où M. de Wunsch venait de repousser l'armée de l'Empire, quelques efforts qu'elle eût faits pour l'enfoncer. Si les généraux prussiens eussent conservé l'ombre de jugement, après le désastre qui venait de leur arriver, ils se seraient encore tirés avec honneur du mauvais pas où ils se trouvaient; ils n'avaient qu'à prendre le chemin de Glashutte, qui mène par Frauenberg à Freyberg; si ce chemin, qui leur était connu, leur paraissait trop proche

de l'ennemi, ils n'avaient qu'à passer par Gieshubel en Bohême, d'où ils pouvaient regagner la Saxe, soit par Einsidel, soit par Asch, soit par le Basberg. Mais leur défaite les avait accablés au point, qu'excepté M. de Wunsch, tous les autres avaient perdu la tramontane. Le maréchal Daun les entoura le lendemain. M. de Wunsch voulut percer avec la cavalerie; M. de Finck et ses collègues plus attachés à leur bagage qu'à leur réputation, lui interdirent toute hostilité. Ces généraux eurent la faiblesse de capituler avec l'ennemi, et de mettre les armes bas. Le corps qui se rendit si honteusement était fort de 16 bataillons et de 35 escadrons.

Sur la nouvelle humiliante de cette funeste affaire, M. de Hulsen se retira de Dippoldiswalde à Freyberg, où il fut joint par les housards de Kleist qui revenaient de leur expédition de Bohême. Le maréchal Daun, fier de ses succès, s'avança quelques jours après à la tête de son avant-garde, jusqu'aux postes avancés de l'armée du roi. Il voulut éprouver la contenance des Prussiens; il vit l'armée en bataille, bien postée, et bien disposée à le recevoir, s'il avait voulu en venir aux mains avec elle. Cette reconnaissance donna lieu à une canonnade assez vive, après laquelle les Autrichiens retournèrent dans leur camp.

Le roi se rendit quelque temps après à Freyberg, où il mena un renfort à M. de Hulsen, et il y prit des arrangements pour la sûreté des troupes. Il y trouva une bonne position pour le corps qui devait y rester. La Mulde, qui coule entre des rochers escarpés, en couvre le front. Il n'y a que trois passages sur cette rivière; ce sont des ponts de pierre, derrière lesquels on établit de gros postes d'infanterie, et, pour multiplier les difficultés, on chargea ces ponts de fagots, en y laissant un passage où un homme à cheval pouvait passer pour aller à la découverte; ces fagots étaient mêlés de matières combustibles, qu'on devait

enflammer aussitôt que l'ennemi paraîtrait, de sorte qu'il était impossible de passer.

Les Autrichiens, enflés de leurs avantages, commençaient à se croire invincibles. M. de Maguire, qui commandait à Dippoldiswalde, vint avec 16,000 hommes, bagage et tout ce qui suit une troupe qui, en temps de paix, change de garnison, pour s'établir à Freyberg; il crut que les Prussiens n'attendraient pas sa présence, mais qu'ils se retireraient d'abord. Sa supposition était fondée sur quelques mouvements que M. de Beck avait commission de faire du côté de Torgau; mais le roi y avait pourvu; il avait déjà envoyé des troupes pour la défense de la ville. D'ailleurs cette démonstration ne pouvait guère causer d'inquiétudes, parce que M. de Beck paraissait à la rive droite de l'Elbe, que Torgau est situé à la gauche, et par conséquent ne saurait être pris qu'en l'assiégeant de ce côté-là. M. de Maguire en fut pour sa marche; il trouva les Prussiens en bataille, qui bordaient la Mulde; il essuya quelques volées de canon, et retourna à Dippoldiswalde, où il établit son quartier.

Quelque rude que fût la saison, les deux armées continuaient à camper; on s'était baraqué, on s'était accommodé le mieux qu'on avait pu, pour résister aux injures du temps; tant l'inflexibilité et l'opiniâtreté, pour ne pas céder un pouce de terrain, étaient grandes des deux côtés. Les Prussiens avaient un poste à Zehaila, comme nous l'avons dit. Ce détachement avait été jusqu'alors en sûreté par un pont de communication qu'il avait sur l'Elbe; une gelée subite qui survint obligea de le lever, et la rivière charriait des glaces sans être encore prise. M. de Beck saisit ce moment pour attaquer les Prussiens avec un corps nombreux. M. de Diercke fit repasser à Messein sa cavalerie et la moitié de son infanterie; il n'eut pas le temps de sauver le reste. M. de Beck tomba sur lui avec toutes ses forces, et, après un combat sanglant, ce brave général et

trois bataillons furent faits prisonniers par les Autrichiens. Ce fut-là la dernière infortune que les Prussiens essuyèrent cette année.

Tant de contre-temps et de revers n'empêchèrent pas le roi de faire de nouveaux projets pour expulser les Autrichiens de la Saxe. Il demanda au prince Ferdinand de Brunswic quelques secours, et le prince héréditaire arriva sur la fin de décembre à Freyberg avec un corps de 12,000 hommes. Le roi laissa ces troupes derrière la Mulde pour défendre ses derrières, et marcha droit à Dippoldiswalde avec les Prussiens [janvier 1760]. Il délogea tous les détachements de l'ennemi des bords de la Wilde-Weistris, de Pretschendorf et de Frauenberg, où il fit cantonner ses troupes. Sur ce mouvement, le maréchal Daun envoya des secours à Dippoldiswalde, où M. de Maguire fit des retranchements et des batteries.

Si l'on veut attaquer ce poste de front, on ne peut y arriver que par un chemin étroit, creusé dans le roc, et qu'enfilaient deux batteries de l'ennemi. Cela est impraticable; aussi n'y pensa-t-on point. Restent deux chemins pour tourner ce poste; l'un va par Rammau à Possendorf; c'est sans contredit celui dont on se serait servi, si l'ennemi n'avait eu la précaution de placer 8 bataillons au défilé qu'il fallait franchir pour gagner la hauteur. Le dernier chemin est celui qui mène par Glashutte. C'est un défilé d'un mille de longueur, qui passe par les gorges des montagnes, et qui aboutit aux pieds d'un rocher où M. de Maguire avait placé sa gauche. Ce chemin était comblé par la neige qui, en se détachant des cimes, s'y était accumulée. Le canon ne pouvait y passer; à peine l'infanterie même l'aurait-elle franchi, quand il n'y aurait point eu d'ennemi pour le défendre. Après avoir bien examiné le terrain et discuté la chose, on se convainquit de l'impossibilité de tenter de nouvelles entreprises contre les Autrichiens dans une saison aussi fâcheuse. On enleva

donc tous les fourrages des environs, on consuma tous les vivres, pour que l'ennemi ne pût y tenir de gros corps pendant l'hiver; après cela le roi se rendit à Freyberg.

L'armée de Wilsdruf entra dans des cantonnements resserrés dans les villages les plus voisins de son camp; cependant les tentes demeurèrent tendues, et 6 bataillons, qu'on relevait, y faisaient journellement la garde. Les Autrichiens agissaient de même dans leur camp de Plauen, et c'est peut-être le premier exemple parmi les modernes, que deux armées aussi proches l'une de l'autre aient tenu la campagne durant un hiver aussi rigoureux. Sur la fin de janvier le prince héréditaire, ne trouvant plus de lauriers à moissonner en Saxe, retourna en Westphalie rejoindre l'armée des alliés.

Après avoir exposé les événements principaux de cette funeste campagne, il nous reste à dire deux mots de ce que les Suédois entreprirent en Poméranie et dans la Marche uckerane. Tant qu'on avait eu des troupes à leur opposer, on les avait facilement contenus. Leurs arrangements étaient si imparfaits, qu'ils n'avaient ni boulangerie, ni caissons pour le pain et la farine, et qu'ils ne subsistaient que par les livraisons qu'ils tiraient des contrées où ils se trouvaient les plus forts. De cette négligence pour les mesures les plus indispensables de la guerre, résultaient les plus grands inconvénients pour les opérations de ces troupes; de sorte que les généraux prussiens qu'on opposait aux Suédois ne travaillaient qu'à déranger leurs livraisons, ce qui obligeait ces ennemis, qui ne vivaient qu'au jour la journée, à rétrograder incessamment lorsque les subsistances leur manquaient, et à se rapprocher de leurs frontières.

Au commencement de cette année, immédiatement après le départ du comte Dohna, M. de Manteufel fut chargé du commandement contre les Suédois, et quoiqu'il n'eût que peu de troupes sous ses ordres, il se soutint jusqu'au

mois de septembre, où les malheurs de la journée de Kunersdorf obligèrent le roi à le rappeler, pour qu'il joignît son armée. L'époque du départ de ce détachement fut celle des progrès des Suédois. Ils occupèrent d'abord Anclam, Demmin et Uckermunde. Le comte Fersen[1], qui les commandait cette année, s'embarquant à Stralsund à la tête de 3,000 hommes, passa dans l'île d'Usedom. Il attaqua la ville de Swinemunde, défendue par des miliciens. La garnison se retira dans l'île de Wollin, mais la ville fut prise; la Swinemunder-Schanze se rendit peu après aux Suédois. Une poignée de housards provinciaux qui se trouvèrent à Stettin, furent envoyés par le prince de Bévern à Pasewalk, où les Suédois avaient un poste. L'officier qui les conduisait, nommé Stulpnagel, les surprit, et en fit deux cents prisonniers; les Prussiens, qui les avaient pris, n'étaient pas aussi forts. M. de Fersen passa tout de suite dans l'île de Wollin, et prit, avec 600 miliciens qui la défendaient, la ville qui porte ce nom.

Les Suédois reprirent de nouveau possession de Prenzlow; mais comme en ce temps-là le roi était entré en Lusace, il détacha M. de Manteufel avec des convalescents de la bataille de Kunersdorf sortis des hôpitaux de Stettin; il y ajouta les volontaires de Hordt, les dragons de Meinicke et les housards de Belling. Ce corps formidable changea d'abord la face des affaires dans cette contrée. M. de Manteufel détacha aussitôt quelques centaines d'hommes à dos de l'ennemi, qui prirent la garnison et la caisse militaire que les Suédois avaient à Demmin. L'armée suédoise se retira tout de suite; elle repassa la Peene à Anclam, et établit ses quartiers dans la Poméranie suédoise, où M. de Manteufel lui donna différentes alarmes par les housards de Belling, qui jouèrent le grand rôle sur ce petit théâtre. Les Suédois, fatigués des fréquentes alertes des Prussiens, tentèrent de surprendre la ville d'Anclam; ils attaquèrent

[1] Axel, comte de Fersen, feld-maréchal suédois.

de nuit le faubourg; un bataillon franc, qui devait le défendre, fut mis en désordre. M. de Manteufel, qui était dans la ville, accourut; l'obscurité était si grande que, voulant aller au bataillon franc, il donna dans une troupe de Suédois, qui le firent prisonnier; mais la garnison prussienne, non contente de repousser les Suédois, fit sur eux 150 prisonniers. Ce fut là le dernier événement de cette année en Poméranie.

Ainsi, après une campagne aussi fatale aux armes du roi, ce prince se trouvait encore en possession de tout le terrain qu'il avait occupé l'hiver précédent, à l'exception de Dresde et du fort de Peenamunde. M. de Fouqué, qui avait escorté M. Laudon en Moravie, était retourné à Landshut. L'armée prussienne de Saxe s'étendait depuis Wilsdruf jusqu'à Zwickau. Un corps de cavalerie se tenait à Gossdorf, pour couvrir Torgau et l'électorat de Brandebourg, et après une si longue suite de revers, les choses étaient encore dans un état plus supportable qu'on ne devait s'y attendre. Le régiment des carabiniers, à Zeitz, perdit à la vérité 150 hommes par une surprise; mais l'hiver donna le temps de réparer cette perte; et, dans cette position que nous venons de décrire, les armées attendirent de part et d'autre l'approche du printemps, pour remettre à la fortune la décision de leurs intérêts.

CHAPITRE ONZIEME.

De l'hiver de 1759 à 1760.

Il arriva cette année un événement qui aurait dû produire de grands changements en Europe, et qui n'en produisit point. Le roi d'Espagne mourut sans laisser de lignée[1]. Son royaume retombait de droit à son frère don

[1] Ferdinand VI, fils de Philippe V, roi depuis le 10 août 1746.

Carlos, roi de Naples : jusque-là il n'y avait ni dispute, ni contrariété ; mais il y en pouvait avoir pour la succession du royaume de Naples. Les Français, les Autrichiens, les Anglais avaient stipulé par la paix d'Aix-la-Chapelle, sans que les rois d'Espagne et de Naples eussent été consultés, qu'après que don Carlos aurait succédé à son frère au trône d'Espagne, le cadet des frères, don Philippe, duc de Parme, deviendrait roi des Deux-Siciles. Le roi de Naples n'eut aucun égard à ce traité, contre lequel il avait protesté formellement; il régla sa succession comme il le jugea convenable; son fils aîné, qui était en démence, fut déclaré inhabile au gouvernement, le puîné fut déclaré prince des Asturies, et le troisième, roi des Deux-Siciles[1]. Par cet arrangement, don Philippe demeura duc de Parme, et l'impératrice-reine n'eut point ce duché. Cent guerres se sont faites en Europe pour un moindre sujet que celui-là. Si cet événement n'en occasionna point alors, il ne faut pas l'attribuer à la modération de l'impératrice-reine, car cette vertu n'est pas ordinairement celle des souverains; mais aux conjonctures du temps, c'est-à-dire à la guerre déjà allumée, à une haine violente, au désir plus ardent de reprendre la Silésie, province bien autrement importante que les duchés de Parme et de Plaisance. Ainsi l'impératrice-reine et le roi de Sardaigne, qui perdait de même quelques avantages, dissimulèrent leur mécontentement : la France négocia le mariage de l'archiduc Joseph avec la fille du duc de Parme; on convint de laisser les affaires d'Italie en suspens jusqu'après la paix d'Allemagne, et la France, comme médiatrice, promit de contenter alors tout le monde sur ses prétentions.

Le roi était attentif aux révolutions de l'Italie; rien ne pouvait lui devenir plus avantageux qu'une diversion en Lombardie, soit contre le roi de France, soit contre la

[1] Depuis Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles.

reine de Hongrie. Pour savoir à quoi il pouvait s'attendre, il envoya M. de Cocceji, son aide de camp, à la cour de Turin, pour sonder le roi de Sardaigne. Ce prince âgé donnait dans la superstition, avait perdu cet instinct belliqueux par lequel il avait brillé dans sa jeunesse, et n'avait lui-même ni le désir, ni la volonté de rentrer en action. Cependant il était encore plus retenu par la position où il se trouvait, que par l'âge et par la dévotion. Le roi de Sardaigne se trouvait sans alliés, surtout depuis l'union qui subsistait entre la France et l'Autriche, et, en faisant la guerre, il aurait eu contre lui Autrichiens, Français, Espagnols, Napolitains et Parmesans; c'est ce qu'il craignait.

Le défaut d'harmonie entre ces princes et le peu d'apparence de les unir firent perdre toutes les espérances dont on aurait voulu se flatter de ce côté-là. Cette tentative inutile n'empêcha pas d'en faire bien d'autres. La guerre devenait de jour en jour plus difficile à soutenir, et les hasards devenaient plus grands. Quelle que fût la fortune des Prussiens, il était impossible qu'étant obligés de s'y abandonner si souvent, elle ne les trahît quelquefois. On ne pouvait s'attendre à rien du côté de l'Italie! Jusqu'alors la Porte ottomane ne paraissait pas disposée à rompre avec la maison d'Autriche. Il ne restait donc de ressource que dans les moyens qu'on pourrait trouver de diviser ou de séparer les puissances qui formaient la grande alliance. Cela donna lieu aux négociations qu'on entama tant en France qu'en Russie, pour essayer laquelle des deux on pourrait détacher de la cour de Vienne. Le roi convint avec le roi de la Grande-Bretagne de faire déclarer à toutes les puissances le désir qu'ils avaient de trouver des voies de conciliation, pour rétablir la paix générale. Le prince Louis de Brunswic fut chargé de faire cette ouverture à la Haye aux ministres des puissances belligérantes, en même temps que l'Angleterre donnait à la France des assurances de l'envie qu'elle avait d'entamer des négo-

ciations qui pussent mener à ce but salutaire. Il y avait apparence que la France se trouverait dans des dispositions favorables à la paix, parce qu'elle devait être découragée par toutes les pertes considérables qu'elle venait de faire. Les Anglais lui avaient enlevé cette année la Guadeloupe, Québec et Niagara dans le Canada; l'escadre de M. de La Clue avait été défaite à la hauteur de Lagos, et la flotte de M. de Conflans battue par l'amiral Hawke, qui brûla nombre de vaisseaux français échoués dans la Vilaine; l'escadre de M. Le Fort remporta une victoire complète sur eux près de Masulipatan; ils perdirent le fort de Saint-David, et furent encore battus dans le Mogol, où les Anglais se rendirent maîtres de leurs grands établissements aux environs de Pondichéri.

Tant de revers devaient donc dégoûter la France d'une guerre où elle faisait des pertes, et où elle ne pouvait espérer aucun avantage. Les deux nations étaient cependant bien éloignées de convenir des principes qui serviraient de base à la paix. Le roi sentait combien il était nécessaire de les rapprocher; car, si on avait pu les mettre d'accord, la France, par sa paix séparée, se serait détachée de l'Autriche. On travailla sur ce plan avec d'autant plus de chaleur, que les ennemis venaient de déclarer, après bien des longueurs, qu'ils acceptaient les propositions qu'on leur avait faites pour le rétablissement de la paix, pourvu que l'on convînt d'assembler un congrès à Augsbourg, où toutes les puissances pussent convenir de leurs intérêts respectifs. C'était proposer la voie la plus lente de toutes celles que les ennemis de la Prusse pouvaient imaginer pour traîner en longueur la conclusion de la paix selon que leurs intérêts l'exigeaient, parce que le conflit de ces intérêts, entre un si grand nombre de princes, demandait de grandes discussions, et qu'on ne pouvait manquer de prétextes pour faire durer cette négociation aussi longtemps qu'on voudrait.

Nous en avons un exemple évident dans le congrès de Munster, qui consuma huit années avant que d'en venir à la conclusion de la paix de Westphalie. Cela ne convenait point au roi; il devait désirer la prompte fin de ces troubles, ayant trop d'ennemis à combattre, par la même raison que la cour de Vienne désirait de les prolonger, parce qu'elle avait beaucoup d'alliés, dont l'assistance lui promettait des conquêtes. La situation des affaires étant donc telle que nous venons de le rapporter, le roi envoya un émissaire en France pour sonder les dispositions de la cour de Versailles, et lui en faire rapport, ainsi qu'au roi d'Angleterre. Il fit choix pour cette commission d'un jeune d'Edelsheim, dont le père avait des terres aux environs de Francfort-sur-le-Mein, qui ne tenait à rien, qui lui avait été recommandé par la cour de Gotha, et qui par conséquent pouvait s'acquitter mieux de cet emploi qu'un autre, parce qu'il n'était point connu, et ne pouvait donner aucune espèce de soupçon en se produisant à Versailles. Ce jeune homme partit sans prendre de caractère; il fut adressé au bailli de Froulai, ambassadeur de l'ordre de Malte en France.

M. d'Edelsheim fut assez bien accueilli à Paris; on lui marqua, en termes vagues, que sa négociation dépendrait de la façon plus ou moins prompte dont la France pourrait convenir de ses différends avec l'Angleterre; mais qu'ayant appris que le roi de Prusse se proposait d'indemniser le roi de Pologne aux dépens des princes ecclésiastiques d'Allemagne, qu'il prétendait séculariser, on lui déclarait que le Roi Très-Chrétien n'y donnerait jamais son consentement. M. d'Edelsheim vint rapporter cette réponse au roi, qui était alors à Freyberg; il en partit pour aller à Londres la communiquer aux ministres de la Grande-Bretagne. Précisément lorsque cet émissaire y arriva, il y parut un autre phénomène politique, un homme qu'on n'a jamais pu déchiffrer. Il se produisit sous le nom de comte de Saint-

Germain[1]. Il avait été au service de France, et même si avant dans la faveur de Louis XV, que ce prince avait voulu lui donner le château de Chambord[2].

Cet homme joua le rôle de ministre; il se mêla de négocier sans mission, il tint en même temps des propos injurieux sur madame de Pompadour et sur le duc de Choiseul. Les Anglais le traitèrent en aventurier et le renvoyèrent. Soit que le ministère anglais se méfiât du sieur Saint-Germain, soit que ses conquêtes enflassent ses espérances, soit enfin qu'il ne fût pas content de la déclaration du ministère de Versailles touchant le congrès, il chargea le ministre de la Grande-Bretagne à la Haye, M. Yorck, de dire à M. d'Affry[3], ministre de France, que le roi de la Grande-Bretagne était prêt à faire la paix, qu'il donnait les mains à l'assemblée d'un congrès particulier, pourvu que la France acceptât, pour article fondamental des préliminaires, l'entière conservation de Sa Majesté Prussienne. La France répondit qu'elle ne demandait pas mieux que de traiter de ses différends avec l'Angleterre, mais que n'ayant point été en guerre avec la Prusse, elle ne pouvait pas en confondre les intérêts avec ceux de Sa Majesté Britannique. Cette réponse fit encore perdre le peu d'espérance que l'on avait fondée sur cette négociation. M. d'Edelsheim, qui avait laissé quelques malles à Paris, retourna de Londres, par la Hollande, en France. Il ne se déguisa point; bien loin de se cacher, il alla chez le bailli de Froulai d'abord, après qu'il fut arrivé à Paris.

1 Aventurier dont on n'a jamais su le nom ni la famille, prétendait faire de l'or et avoir connu Charles-Quint, François I[er] et Henri IV. Louis XV et madame de Pompadour l'avaient pris en amitié. Il mourut oublié en 1784.

2 La vérité de cette assertion est plus que douteuse.

3 Louis-Auguste-Augustin d'Affry, né en 1713; capitaine aux gardes en 1734, maréchal de camp en 1748, puis ambassadeur en Hollande jusqu'en 1752. En 1780 il était colonel des gardes suisses. Il mourut en 1793.

Cet ambassadeur, préoccupé de la sincérité des intentions du roi de France pour le rétablissement de la paix, engagea M. d'Edelsheim à différer son départ de quelques jours, pour donner à sa négociation interrompue le temps de se renouer. Quelle fut le lendemain la surprise de M. d'Edelsheim de se voir arrêté par une lettre de cachet et conduit à la Bastille! Le duc de Choiseul s'y rendit le même jour; il assura le prisonnier qu'il n'avait trouvé que cet expédient pour s'entretenir à son aise avec lui, sans donner de l'ombrage au ministre d'Autriche, qui observait tous ses pas; il ajouta que ce lieu étant propre pour une négociation secrète, il l'y retiendrait volontiers pour conférer plus souvent avec lui, et qu'il lui fournirait les moyens de faire parvenir au roi ses dépêches avec sûreté et promptitude. Il se répandit ensuite en plaintes contre les Autrichiens, qui éclairaient de près toutes ses démarches; car, ajouta-t-il, voilà M. de Stahremberg au fait de toutes les personnes qui ont été employées dans cette négociation par le roi de Prusse; il vient de recevoir un courrier de Vienne, par lequel on l'instruit de tout ce qui se passe ici.

Cette scène indécente n'avait pour but que de se saisir des papiers de M. d'Edelsheim, où M. de Choiseul espérait de trouver des instructions du roi qui lui donneraient des éclaircissements sur ses desseins. Il n'y trouva qu'une lettre de créance dont l'émissaire n'avait pas eu occasion de faire usage. Honteux de cette découverte stérile, ce ministre en fut pour ses mauvais procédés; il fit relâcher M. d'Edelsheim le lendemain, avec ordre de prendre la route de Turin pour sortir du royaume. Peut-être trouvera-t-on que nous avons détaillé ce fait trop amplement. Sa singularité nous y a porté en partie, mais surtout la manière dont il caractérise la façon de penser que la cour de Versailles avait alors; quand on observe avec quelle précaution elle évitait de donner des soupçons à la cour de Vienne, on se

persuadera facilement de l'espèce d'assujettissement où la tenaient les Autrichiens.

Les tentatives que le roi fit à Pétersbourg n'eurent pas un meilleur succès. On y employa un gentilhomme du Holstein, qui n'eut pas même occasion d'expliquer de quoi il était chargé. Il fut cependant plus doucement renvoyé par les Russes que M. d'Edelsheim ne l'avait été par les Français. L'esprit de l'impératrice Élisabeth était trop prévenu et trop aigri contre le roi, pour qu'on pût la désabuser facilement sur son sujet. Elle était gouvernée par son favori, que gouvernait la cour de Vienne. Tous ses entours étaient à la dévotion de la France et de l'Autriche. Cette princesse, flattée d'ailleurs par l'acquisition du royaume de Prusse, qu'elle envisageait comme annexé à la Russie, aurait cru perdre tous ses avantages, si elle était entrée dans la moindre négociation avec le roi; aussi trouva-t-on fermés tous les canaux par lesquels on aurait voulu lui faire parvenir des insinuations.

Pendant qu'on frappait ainsi à toutes les portes, le Danemarck témoigna quelque disposition à seconder le roi. Le roi de Danemarck craignait l'accroissement de puissance des Russes, et encore plus leur voisinage. On savait qu'ils se préparaient à faire cette année le siége de Colberg, et cette ville prise, ils dominaient sur toute la Baltique. Si les desseins présents de la Russie étaient opposés aux intérêts du Danemarck, les suites pour l'avenir offraient un danger plus grand encore, à cause des prétentions du grand-duc de Russie sur le Schleswic, que ce prince, devenu empereur, pouvait faire valoir, à quoi ce voisinage lui donnait la plus grande facilité; au lieu que lorsqu'une puissance comme la Prusse se trouve établie entre la Russie et le Danemarck, le projet d'une guerre dans le Holstein devient presque impossible dans l'exécution pour un empereur russe, quelque puissant qu'il soit. Ces considérations solides portèrent le ministère de Copenhague à faire quelques ouvertures

à l'envoyé du roi à cette cour. Il commença par offrir des secours pour la défense de la Poméranie ; il s'en repentit bientôt par timidité et par incertitude ; ensuite, effrayé du pas qu'il avait fait, il ne pensa qu'à s'en retirer, et pour rompre cette négociation, sans que le roi de Prusse pût y trouver à redire, il mit ses secours à un si haut prix, qu'il était moralement sûr qu'on ne les accepterait pas.

Tant de différents essais de négociations, dont aucun n'avait réussi, convainquirent le roi de plus en plus que, dans les conjonctures présentes, il ne fallait s'attendre à rien de la part des cours de l'Europe. Les passions étaient encore trop impétueuses, et les agitations qu'elles causaient dans les esprits étaient encore trop violentes, pour qu'il fût possible de les calmer. Il ne restait donc au roi que deux alliés, la valeur et la persévérance, par le secours desquels il pût sortir honorablement de cette funeste guerre.

Toutes ces intrigues du cabinet ne regardaient pas les armées ; aussi n'empêchèrent-elles pas les ennemis de former différentes entreprises durant l'hiver. Les Russes, dont une partie avait des quartiers aux environs de Neu-Stettin, formèrent le dessein de surprendre la ville de Schwedt, où se trouvaient le prince Ferdinand, frère du roi, le margrave de Schwedt[1] et le prince de Wirtemberg. Le prince Ferdinand en était parti il y avait quelques jours, lorsque les bourgeois qui faisaient la garde, ayant oublié de lever le pont de l'Oder, les Cosaques le passèrent et prirent dans le château le margrave et le prince de Wirtemberg, qu'ils menèrent l'espace d'un mille avec eux. Ces princes leur donnèrent un revers par lequel ils se reconnaissaient leurs prisonniers. Cependant l'impératrice de Russie désapprouva cette entreprise, et ne voulut point entendre parler de rançon.

En Lusace, la guerre continuait malgré l'hiver. Nous

[1] Frédéric, margrave de Schwedt, né en 1700, mort en 1771.

avons rapporté que le roi avait détaché un corps de cavalerie à Cossdorf sous les ordres de M. de Czetteritz, pour observer les mouvements de M. de Beck. Ce général autrichien tenta de surprendre cette cavalerie prussienne. M. de Czetteritz en fut averti; il se rendit à ses postes avancés. Il y arriva précisément comme M. de Beck les attaquait. Les gardes se retirèrent sur leur gros et furent poussées par l'ennemi. Le cheval de M. de Czetteritz tomba; il eut le malheur d'être fait prisonnier par les Autrichiens. Cependant les cuirassiers de Schmettau fondirent sur la troupe de M. de Beck, la battirent et en ramenèrent 200 prisonniers. J'épargne au lecteur une infinité d'affaires de parti et de détail, suites de cet acharnement opiniâtre qui caractérise cette guerre, et du désir des moindres officiers de se faire une réputation. Ces petites entreprises étaient comme le prélude des grands coups que les Impériaux et les Prussiens méditaient pour la campagne prochaine.

CHAPITRE DOUZIÈME.

Campagne de 1760.

Le roi prit au printemps le commandement de l'armée de Saxe. Les malheurs que ses troupes avaient essuyés dans la dernière campagne l'obligèrent de rappeler de l'armée des alliés deux régiments de dragons, pour en renforcer sa cavalerie. Il opposa le prince Henri aux Russes; il commit à M. de Fouqué la garde des gorges de Landshut, et le prince de Wirtemberg fut chargé de contenir les Suédois. L'état de délabrement où se trouvaient les troupes l'obligeait à les employer avec beaucoup de circonspection; il n'était guère à propos d'agir par détachements, et, sur toute chose, il fallait se proposer de faire une guerre serrée. Les régiments perdus à l'affaire de

Maxen et à celle de M. Dierecke avaient été rétablis à la vérité pendant l'hiver; mais ce n'était ni de vieux soldats, ni des troupes pour l'usage; on ne pouvait s'en servir que pour la montre. Car que faire d'un ramas d'hommes, moitié paysans saxons, moitié déserteurs de l'ennemi, conduits par des officiers qu'on avait engagés par nécessité et faute d'en trouver d'autres? Et encore les régiments d'infanterie en manquaient-ils au point qu'à peine il leur en restait 12, au lieu de 52, qui est le nombre prescrit par l'ordonnance.

Ces inconvénients n'empêchèrent point d'agir, parce que la nécessité le demandait; au lieu de se plaindre du mauvais état des troupes, on ne s'occupa que des moyens de résister aux ennemis avec plus de vigueur que jamais. D'autre part, M. de Laudon avait reçu de la cour de Vienne le commandement de l'armée destinée pour la Silésie. Elle était de 40,000 hommes. Ses opérations devaient être secondées par les mouvements des Russes, qui devaient se porter sur l'Oder, selon que les deux impératrices en étaient convenues. Le maréchal Daun, auquel on avait continué le commandement de la principale armée, devait la rassembler en Saxe. Son dessein était de retourner en Silésie, pour en achever la conquête, tandis que le prince de Deux-Ponts, qu'il prétendait laisser auprès de Dresde, nettoierait la Saxe avec les troupes des cercles, et en expulserait le peu de Prussiens qui pourraient y être restés. Le grand nombre d'ennemis qui pressaient le roi de tous les côtés, le projet qu'ils avaient formé de resserrer et concentrer leurs forces pour cette campagne, l'affaiblissement de l'armée du roi après les pertes récentes qu'elle avait souffertes, tout faisait appréhender que la campagne qu'on allait ouvrir ne fût encore plus funeste que la précédente. On tâcha cependant de ranimer le courage des troupes et de leur rendre la confiance, en imaginant des diversions dont on apprendrait bientôt la nouvelle, en faisant courir dans le public des prophéties favorables, et

en recourant à toutes les manières permises d'abuser le vulgaire.

Le roi entra le 25 d'avril dans les camps de Schlettau et des Katzenhæuser. La quantité de villages qui se trouvent dans cette contrée permit de mettre la plus grande partie de l'armée en cantonnement. Ce furent les premiers moments de repos dont les troupes jouirent. M. de Laudon, que nous avons quitté à Olmutz, entra vers ce temps dans la haute Silésie; sa cavalerie attaqua M. de Goltz, qui se retirait de Neustadt pour se rendre à Neisse. Le régiment d'infanterie de Manteufel combattit pendant toute la marche contre quatre régiments de cavalerie autrichienne, qui tentèrent en vain de l'enfoncer. Laudon avait manqué son coup; il laissa Draskowitz avec 6,000 hommes à Neustadt, et prit le chemin de la Bohême avec le reste de ses troupes. Draskowitz, se trouvant seul, voulut tenter une entreprise dont il n'eût à partager le succès avec personne. Il eut vent qu'un bataillon du régiment de Mosel, parti de Landshut, était en marche pour se rendre à Neisse; l'ayant attaqué avec toute sa cavalerie, le bataillon se défendit courageusement, ne perdit rien, lui tua beaucoup de monde, et entra comme en triomphe dans la forteresse de Neisse.

En Poméranie, M. de Forcade, détaché contre les Russes, avait poussé trois corps en avant pour les observer, M. de Platen à Schievelbein, M. de Grabow à Cœslin, et M. de Gablenz à Greisenberg. Son Altesse Royale, qui avait le commandement général de tous ces corps, se tenait alors à Sagan, où elle avait rassemblé MM. de Goltz et de Schmettau avec leurs détachements. Elle trouva convenable alors de prendre une position qui la mît plus à portée de s'opposer aux desseins des Russes. Marchant à Francfort, elle donna des ordres à M. de Forcade pour le venir joindre à Landsberg, qui était le rendez-vous général de cette armée.

Pendant que ces troupes se réunissaient, M. de Laudon traversa le comté de Glatz et pénétra en Silésie avec deux corps, dont l'un passa par Silberberg et se rendit à Reichenbach, où l'autre, qui venait par le chemin de Patschkau, le joignit [mai]. M. de Fouqué, averti de ce mouvement, crut que l'ennemi en voulait à Breslau; il quitta sur cela ses gorges de Landshut et se porta sur Canth. Les Autrichiens profitèrent aussitôt de son absence pour occuper avec des détachements les postes de Grissau et de Landshut. Pour M. de Laudon, il rentra avec son armée dans le comté de Glatz, et mit le blocus devant cette place [juin]. M. de Fouqué, qui se vit abusé par ce revirement subit des troupes autrichiennes retournant à Landshut, n'eut pas de peine à déloger les ennemis. Son intention était de conserver ces débouchés de la Bohême, et d'attendre qu'il fût renforcé, pour pouvoir rentrer par Braunau dans le comté de Glatz, et contraindre l'ennemi d'abandonner le siége de la capitale; il plaça son camp sur les montagnes; sa droite occupait celle de Blassdorf, sa gauche le Doctorberg. Ce terrain demandait, pour être bien garni, trois fois plus de troupes qu'il n'en avait; M. de Fouqué pouvait le remplir moins que jamais, après avoir détaché M. de Ziethen avec 4 bataillons, pour lui assurer au Zeissenberg sa communication avec Schweidnitz. Dès que M. de Laudon fut informé de la position des Prussiens près de Landshut, il laissa 12,000 hommes à Glatz pour en continuer le blocus, et, avec le gros de ses troupes, il passa par Johannesberg et Wustengiersdorf, et vint se camper à Schwarzwalde, dont il délogea les housards de Malachowsky, qui y tenaient un poste d'avertissement.

L'occasion était belle pour se faire à peu de frais une grande réputation; Laudon n'avait devant lui que 8,000 Prussiens, qu'il pouvait attaquer avec 28,000 hommes; il voulut cependant, pour plus de sûreté, joindre la sur-

prise à la force. La nuit du 23, il s'empara de deux hauteurs sur lesquelles M. de Fouqué avait sa droite. Ces postes importants lui donnèrent la facilité d'établir des batteries qui travaillèrent sur le flanc et à dos des Prussiens. M. de Fouqué défendit vaillamment les postes qui lui restaient. Après avoir perdu beaucoup de monde, il aperçut une colonne de cavalerie autrichienne qui était en pleine marche pour lui couper la retraite. Sur cela il abandonna ses montagnes, et forma de son infanterie un carré avec lequel il se mit en marche pour gagner le chemin de Bolkenhayn. Ses troupes avaient consumé presque toute leur poudre. La cavalerie autrichienne l'attaqua; il la repoussa plusieurs fois; après une noble et généreuse défense, le carré fut enfoncé par l'ennemi. M. de Fouqué reçut deux blessures et fut pris, ainsi que la plus grande partie de son monde; il s'était défendu depuis deux heures du matin jusqu'à dix heures avant midi, et, loin que ce désastre pût préjudicier à la réputation de ce brave officier, depuis si longtemps et si solidement établie, il en relève l'éclat en fournissant un exemple de ce que peuvent la valeur et la fermeté contre le nombre, quelque supérieur qu'il soit.

Cette belle action ne peut être comparée qu'à celle de Léonidas et des Grecs qui défendirent les Thermopyles, et qui eurent un sort à peu près semblable au sien. Tout ce corps ne fut pas perdu. Les housards de Gersdorf et les dragons de Platen se firent jour à la pointe de l'épée à travers les ennemis, et sauvèrent avec eux 1,500 hommes de l'infanterie, qu'ils ramenèrent à Breslau. Pour M. de Ziethen, il quitta le Zeissenberg après ce malheur, et se jeta dans le Zehweidnitz, pour éviter un sort pareil à celui de M. de Fouqué. Les Autrichiens usèrent en barbares de l'avantage qu'ils venaient de remporter; ils pillèrent la ville de Landshut par ordre des généraux, qui applaudissaient à leur cruauté et à leurs excès; et le soldat

effréné et furieux, encouragé aux forfaits et aux brigandages, n'épargna que la misère et la laideur.

La nouvelle du blocus de Glatz fut la première que le roi reçut en Saxe. Elle augmenta l'embarras dans lequel il se trouvait déjà. Il était aussi cruel d'abandonner cette place, qui est comme la clef de la Silésie, qu'il était impossible de la secourir. Il fallait s'attendre qu'après la perte de cette forteresse on ne pourrait plus tenir les gorges de la Silésie et de la Bohême, parce que les Autrichiens, une fois maîtres des passages de Silberberg et de Wartha, pouvaient prendre à dos les troupes qui occupaient les montagnes, et qu'il ne restait plus de position propre à couvrir cette province. Il était aussi dangereux d'autre part de quitter la Saxe. Si le roi s'était rendu en Silésie avec une partie de ses troupes, celles qui seraient demeurées en Saxe risquaient d'être détruites par la grande supériorité du nombre que les Impériaux avaient alors sur les Prussiens. Il paraissait donc qu'il n'y avait rien de mieux à imaginer que de conduire les choses de manière que le roi, en entreprenant de marcher en Silésie, y attirât le maréchal Daun comme à sa suite. D'un autre côté, cet expédient était accompagné de risques, puisque cette opération exposait le roi nécessairement à se mettre entre M. de Laudon, qui était déjà en Silésie, et entre l'armée du maréchal Daun, qu'on supposait le côtoyer. Toutefois, comme il pouvait se joindre à M. de Fouqué (dont la défaite était encore ignorée), le roi résolut de prendre le parti de marcher en Silésie préférablement à tout autre. Pour cet effet, il fit passer l'Elbe à la partie de l'armée qu'il destinait à cet usage. Le pont fut construit à Zehren; on passa ce fleuve le 15 de juin. Les troupes furent jointes à l'autre rive par le prince de Holstein, qui ramenait les deux régiments de dragons qui avaient servi dans l'armée des alliés.

Les détachements de M. de Lasey se retirèrent tous vers

Reichenberg à l'approche des Prussiens, qui prirent le camp de Zehaila, vis-à-vis de M. de Hulsen, dont le corps était demeuré à Meissen, et l'on établit avec diligence des ponts sur l'Elbe pour la communication de ces deux corps. De Zehaila le roi se porta sur Radeberg. Il rencontra dans sa marche le campement de M. de Lascy, couvert par les quatre régiments de dragons saxons annexés au détachement qu'il commandait. L'avant-garde prussienne leur donna la chasse; elle leur prit quatre cents hommes, et ils s'enfuirent en confusion se réfugier auprès du gros du corps de M. de Lascy, qui avait fait halte au pied des hauteurs de Bocksdorf et de Reichenberg, près d'un village nommé Berbigsdorf. L'armée prussienne fit des dispositions pour attaquer M. de Lascy le lendemain. Elle attendait l'arrivée de M. de Hulsen, auquel le roi avait donné l'ordre de le joindre avec une partie de sa troupe, et qui ne put atteindre le camp de Radeberg que vers la nuit. Le lendemain les choses avaient changé. Le maréchal Daun avait passé l'Elbe à Dresde, avec son armée, qui occupait le camp de Bocksdorf et de Reichenberg. M. de Lascy avait quitté la nuit Berbigsdorf, pour aller couvrir la droite du maréchal Daun dans la position de Lausa. Le roi occupa le terrain que l'ennemi avait quitté : il plaça M. de Krockow avec 3 régiments de housards, 2 de dragons et 2 bataillons francs autour de Berbigsdorf. M. de Lascy les attaqua la nuit suivante sans succès. Les Prussiens firent à leur tour des tentatives sur lui, mais tout cela ne produisit que des alertes réciproques et rien de réel. On n'apprit qu'alors le désastre qui venait d'arriver à M. de Fouqué. Ce malheur achevait de rendre les affaires de la Silésie désespérées. L'armée du roi, qui n'avait plus de fourrages à Radebourg, prit le camp de Gros-Dobritz. M. de Krockow fit trois cents prisonniers sur un détachement qui, venant par le chemin de Moritzbourg, s'était flatté de donner sur les équipages de l'armée; mais

qu'était-ce que la prise de 300 hommes en comparaison de tant de corps entiers que le roi avait perdus?

Cet événement de Landshut, arrivé d'une manière si inattendue, dérangea les mesures que le roi voulait prendre dans ces temps critiques. Il pouvait moins que jamais quitter la Saxe, à moins que ce ne fût de compagnie avec le maréchal Daun, pour ne point perdre toujours en détail le peu de troupes qui lui restaient. Les Impériaux, de leur côté, ne pouvaient se mettre en mouvement qu'après l'arrivée des troupes des cercles, dont la lenteur du prince de Deux-Ponts retardait la marche. Elles arrivèrent enfin. Le maréchal Daun les laissa à Windberg [juillet]. M. de Hulsen demeura à Meissen, et les deux armées se mirent le même jour en marche pour la Silésie. Les Impériaux prirent par Bischofswerder, d'où ils détachèrent M. de Lascy au Keulenberg, pour couvrir leur flanc gauche. Le roi dirigea sa route par Crakau, où il résolut de faire une tentative sur M. de Lascy, qui ne s'y attendait pas. Les Prussiens occupèrent Kœnigsberg, et la nuit même l'armée se mit en marche sur quatre colonnes, deux en delà et deux en deçà du ruisseau de la Pulsnitz. L'avant-garde donna sur les troupes légères de l'ennemi; cela donna l'éveil à M. de Lascy, qui se sauva avec tant de précipitation qu'on ne put l'atteindre, et qu'à peine on prit deux cents hommes de son arrière-garde.

L'armée passa la nuit sur le Keulenberg. Les Prussiens et les Autrichiens se côtoyèrent le lendemain; les Autrichiens passèrent Bautzen et campèrent près de Jurck, et l'armée du roi au couvent de Marienschein. Le 6, le maréchal Daun gagna Gœrlitz, et les Prussiens Niederjunck. Il y eut une affaire d'arrière-garde avec les Autrichiens aux environs de Bautzen, au passage de la Sprée. Le major Zetmar, des housards, passa imprudemment un pont, où il aurait rencontré sa perte, si le roi ne l'avait soutenu à propos. On passa ensuite cette rivière dans les règles et

l'on fit quelques prisonniers sur l'ennemi. Les chaleurs étaient si fortes cette journée, que quatre-vingts hommes de l'armée tombèrent morts en pleine marche. Les Autrichiens firent une perte égale et peut-être plus forte, parce que leur marche était plus longue. Cependant M. de Lascy avait eu le temps de se recueillir après l'affaire de Keulenberg. Il avait rassemblé son monde; il se proposait de ralentir la marche du roi, et de harceler continuellement son arrière-garde. Ses coureurs, croyant que les Impériaux campaient à Bautzen, furent pris par les vedettes prussiennes. Cela donna l'idée de fondre vertement sur les uhlans, pour les intimider de façon à leur faire perdre l'envie d'approcher de l'armée du roi. Ils étaient postés à Salzfœrstien, à un mille du camp. Deux régiments de housards et autant de dragons furent commandés pour exécuter ce dessein. Le malheur voulut qu'ils se trouvassent au fourrage, et qu'au lieu de 4,000 chevaux, on pût à peine en rassembler 1,500; ce qui n'empêcha pas cependant le roi de tenter l'entreprise; on chargea ces uhlans, qui au premier choc perdirent 400 hommes; on les poursuivit chaudement jusqu'à Gœthau. M. de Zetmar, qui n'était pas toujours le maître de sa valeur, passa ce défilé. Le roi fut obligé de le soutenir, parce que toute la cavalerie de Lascy, qui campait à Rothen-Nauslitz, arrivait déjà par bandes; on retira cependant M. de Zetmar de ce mauvais pas. La cavalerie prussienne commençait à se replier sur Bautzen, et ce mouvement se faisait avec lenteur.

Le roi, qui appréhendait que la supériorité de l'ennemi ne lui donnât de l'avantage sur les Prussiens, fit sortir alors un bataillon de la garnison de Bautzen avec du canon. Cet ordre fut exécuté fort à propos; car l'ennemi commençait à pousser des escadrons, et la confusion s'y mettait, lorsque quelques coups de canon l'arrêtèrent; sur quoi M. de Lascy ramena sa troupe à Rothen-Nauslitz, et la cavalerie prussienne rentra tranquillement dans son camp. Il fallut alors

se décider sur le parti qu'on voulait prendre, ou de suivre le maréchal Daun en Silésie, ou de tomber avec toutes ses forces sur M. de Lascy, pour s'en défaire une bonne fois, parce qu'on aurait été plus embarrassé de son arrière-garde dans la marche qu'on voulait faire en Silésie, que de l'ennemi qu'on avait devant soi; on choisit ce dernier parti comme le plus sûr. S'il réussissait, il pouvait mener à de plus grandes choses.

Le soir du 8 [juillet] l'armée s'assembla à Schmolen. Au lieu de prendre le chemin de Gœrlitz, comme on l'ébruitait, elle tourna brusquement sur Rothen-Nauslitz; elle rencontra partout des traîneurs de M. de Lascy. En approchant de Bischofswerder, on serra de près son arrière-garde. Quelle que fût sa vigilance et la vitesse de ses mouvements, on le poussa au delà des défilés de Harta, où l'armée du roi passa la nuit [le 10]; on le poursuivit encore le lendemain jusque sur les hauteurs de Weissig, où l'on établit des batteries pour le déposter du Cerf-Blanc. Les canons ne tirèrent pas deux volées que l'infanterie gagna ce poste, d'où elle vit le corps de M. de Lascy en pleine fuite, qui repassait l'Elbe à Dresde. La situation du roi était telle, qu'il devait tout entreprendre et tout risquer pour se procurer quelque supériorité sur les ennemis. La première idée qui lui vint fut de passer l'Elbe à Caditz. Il fallait combiner cette opération avec divers préparatifs indispensables pour la faire réussir, et, comme il convenait, en pareil cas, de donner à l'ennemi différentes jalousies, le roi étendit sa gauche vers Pilnitz, et fit mine d'y construire un pont, tandis qu'un détachement de l'armée se saisit du poste de Fischhaus et de celui de Reichenberg, et que M. de Hulsen, en exécution des ordres qu'il avait reçus, s'avançait à Brisnitz en faisant remonter son pont de Meissen avec lui. Cependant, afin de ne pas entièrement perdre de vue le maréchal Daun, 500 housards furent détachés au Weissenberg et vers Reichenbach, pour

observer ses mouvements et pour en avertir. Les différentes mesures qu'on avait prises ne furent parfaitement arrangées que le 13. M. de Hulsen, dans sa marche, avait fait 400 prisonniers. Le roi, après avoir passé l'Elbe, le joignit, laissant néanmoins le duc de Holstein avec environ 10,000 hommes sur le Drachenberg, proche de Caditz.

Ces démonstrations avaient donné l'alarme à l'armée des cercles aussi bien qu'à M. de Lascy; ils craignirent qu'un corps ne passât l'Elbe à Pilnitz et ne leur tombât à dos, tandis que le roi les attaquerait de front; ils quittèrent donc subitement la nuit leur camp de Plauen et se retirèrent, M. de Lascy à Gros-Sédelitz, et le prince de Deux-Ponts à Dohna. Le roi forma aussitôt la circonvallation de Dresde, dont il fut résolu de faire le siége : c'était un impromptu; car comme on n'avait pas jugé cette entreprise possible, rien n'avait été préparé d'avance. Il posta les troupes depuis Grunau jusqu'à Racknitz. Les pandours se proposaient de se soutenir dans le Grand-Jardin; ils en furent chassés; on emporta même le faubourg de Pirna, où l'ennemi n'opposa aux assaillants qu'une faible et molle défense. Tout ce qu'on put amasser à la hâte d'artillerie et de munitions, pour entreprendre ce siége, consistait en 12 mortiers, 1,200 bombes, 20 pièces de douze et 4,000 boulets. On travailla avec activité, on prépara des fascines, madriers et tout l'attirail d'un siége. Ce qui donnait l'espérance de réussir, c'était qu'on pouvait placer les premières batteries au fossé capital de la ville, et que près du jardin de la comtesse Moscinska, un vieux retranchement semblait fait exprès pour une parallèle et pour l'emplacement d'une batterie à ricochets. Le prince de Holstein fut obligé, de l'autre côté de l'Elbe, de faire une fausse attaque sur la nouvelle ville, où il ne put employer que des canons de campagne et quelques obusiers. Quoique M. Maguire eût une garnison de 6,000 hommes dans Dresde, dont il était gouverneur, on se flattait toutefois

qu'il rendrait cette capitale plutôt que de la laisser réduire en cendres. On le fit sommer; il répondit qu'il ne se rendrait pas. On attaqua donc la ville du côté de la porte de Pirna.

Si le roi avait été bien servi dans cette occasion, Dresde était à lui; mais ce fut parmi les officiers, ingénieurs et artilleurs, à qui ferait le plus de fautes. Les batteries furent pourtant exécutées. On plaça des chasseurs dans des masures du faubourg qui dominaient le rempart, et ils le nettoyèrent bien vite de tous ceux qui s'y montraient pour le défendre. Déjà les canons commençaient à faire une brèche; une bombe embrasa le toit de l'église de Sainte-Croix; il tomba et bouleversa tout le quartier, une autre mit le feu à la rue de Pirna, qui fut presque toute consumée; d'autres tombèrent dans la rue du château et n'y firent pas un moindre dégât: mille bombes et mille quintaux de poudre de plus auraient glorieusement terminé ce siége. Il était apparemment dit dans le livre des destins que les Prussiens ne reprendraient pas Dresde. Bientôt on eut des avis que le maréchal Daun avait subitement quitté la Silésie, et s'avançait à grands pas pour secourir Dresde. A son approche on retira le poste du Cerf-Blanc.

Les troupes légères s'amusèrent mal à propos avant de quitter ce poste. Elles furent attaquées dans la forêt du côté du Fischhaus, et perdirent environ 500 hommes. On fit passer l'Elbe au prince de Holstein la nuit même, et on lui marqua une position entre Lepta et Uckersdorf. Dès que le maréchal Daun s'approchait de l'autre bord de l'Elbe, il fallait nécessairement avoir un corps dans les environs d'Uckersdorf, pour conserver le passage libre du défilé de Plauen, sans que l'ennemi pût s'aviser de le disputer. Le roi changea en même temps le camp de ses troupes; une partie de l'armée se campa vis-à-vis de M. de Lascy et du prince de Deux-Ponts, l'autre se plaça du côté du Grand-Jardin (où l'on pratiqua des abatis) jusqu'au delà de Racknitz près de Plauen. Le maréchal Daun parut

alors au Cerf-Blanc, et couvrit de son armée l'autre bord de l'Elbe, derrière Dresde et aux côtés. La nuit du 22 il envoya 16 bataillons pour faire une sortie sur les Prussiens dans le faubourg de Pirna. Le roi s'y était préparé; il avait disposé les troupes de manière à pouvoir bien recevoir l'ennemi. La sortie se fit; les Autrichiens furent repoussés et perdirent trois cents hommes, avec le général Nugent qui les commandait. Un bataillon de Bernbourg, qui n'avait pas fait son devoir à ce siége, en fut puni par la honte de ne plus oser porter le sabre. Cette correction, sensible à tout soldat qui a de l'honneur, fit une impression avantageuse dans l'armée, et donna à cette troupe l'envie de réparer sa faute; ce dont elle trouva l'occasion à la bataille de Lignitz, comme nous le dirons en son lieu.

Il semblait que, par un singulier destin de cette campagne, les petits avantages des Prussiens dussent constamment être contre-balancés par des pertes considérables. Ce général Nugent même, qu'on venait de prendre à cette sortie, apprit au roi que la ville de Glatz avait été prise par M. de Harsch. Quelque incroyable que fût cette nouvelle, on en eut bientôt la confirmation de Silésie. La nuit du 21 au 22 M. de Harsch avait ouvert la tranchée devant la place. D'O, qui en était commandant, avait une garnison de 5 bataillons et toutes les munitions de guerre et de bouche nécessaires pour soutenir un long siége. L'ennemi avait appuyé sa première parallèle à Scherlendorf proche de la Neisse; d'où, en faisant le tour de la ville basse et du château, elle allait appuyer sa gauche devant la maison du baron Pilatti. Le général Harsch se préparait à faire deux attaques, l'une sur la ville basse vers la porte de Bohême, et l'autre au château sur le Feld-Thor.

A peine quelques canons furent-ils en batteries, que les assiégeants voulurent déloger les assiégés d'une flèche à laquelle M. de Fouqué avait donné le nom de Grue, à cause de sa forme longue et de sa gorge étroite. Cet ouvrage

creusé dans le roc ne demandait que d'être défendu pour arrêter l'ennemi des semaines entières. Mais à peine les Autrichiens se présentèrent-ils pour l'attaquer, que les assiégés lâchèrent le pied et s'enfuirent. Ils se sauvèrent par la barrière; l'ennemi les suivit chaudement; ceux qui défendaient le chemin couvert, au lieu de tirer sur l'ennemi, se sauvèrent par le pont dans le ravelin. Les Autrichiens, pêle-mêle avec eux, y entrèrent en même temps. M. de Harsch, qui s'aperçut de ce qui se passait, envoya quelques bataillons de sa tranchée pour soutenir ces premières troupes. Enfin les Autrichiens prirent cette place sans savoir comment, et sans presque éprouver de résistance. Le commandant, qui était dans la ville basse, accourut à ce bruit au château; mais il était déjà pris, et comme, par sa situation, il domine les ouvrages du Schæferberg et de la ville basse, il ne restait plus d'asile aux Prussiens pour se défendre.

Cet événement honteux et flétrissant pour les armes prussiennes fut la suite d'une négociation secrète que M. Laudon avait préparée de longue main par le canal des jésuites, des moines, et de toute la prêtraille catholique. Il était parvenu, par leur moyen, à corrompre des officiers et beaucoup de soldats de la garnison, du nombre desquels furent ceux qui étaient de garde à l'endroit où M. de Harsch poussa son attaque.

Ce funeste contre-temps survint dans une conjoncture déjà assez embarrassante et assez fâcheuse par elle-même. L'approche du maréchal Daun, sa position pres du nouveau Dresde, le manque de munitions de guerre pour un siége, obligèrent le roi de renoncer au dessein qu'il avait de s'emparer de cette ville, et il prit des mesures sérieuses pour se rendre en hâte en Silésie, afin d'empêcher, s'il se pouvait, qu'il n'arrivât dans cette province de plus fâcheuses catastrophes que celles que nous venons de rapporter. Le roi quitta le 30 le fond de Plauen, sans que

l'ennemi l'inquiétât; il ramena M. de Hulsen dans son camp de Meissen [1er août]. L'armée passa le lendemain l'Elbe à Zehren, et prit une position à Dallwitz. Le maréchal Daun, de son côté, craignant, après ce qui était arrivé, que, s'il quittait Dresde, les Prussiens n'en fissent le siége de nouveau, compassa si habilement ses marches et ses mouvements avec ceux du roi, que les deux armées marchèrent presque toujours ensemble. Les Autrichiens prirent la grande route de Gœrlitz, les Prussiens les côtoyaient; ils passèrent la Rèder à Roitsch, la Sprée à Ratibor, et comme l'ennemi les avait devancés sur Reichenbach pour couper par le plus court chemin, ils passèrent près du Schœnberg et du Rothkretschan. Un étranger qui aurait vu les mouvements de ces armées aurait pu s'y tromper. Il aurait sûrement jugé qu'elles appartenaient toutes à un même maître. L'armée du maréchal Daun devait lui sembler l'avant-garde de la troupe, celle des Prussiens le corps de bataille, et la troupe de M. de Lascy l'arrière-garde. Ce dernier toutefois, devenu plus circonspect de crainte de quelque fâcheuse aventure, ne s'approchait des Prussiens qu'à la distance de trois milles.

Cette traversée eut son utilité; car, comme l'armée se trouvait immédiatement entre le maréchal Daun et Lascy, un aide de camp du maréchal, chargé de lettres pour ce dernier, fut pris. On trouva dans son paquet les nouvelles ultérieures de ce qui s'était passé en Silésie; on y voyait de plus les desseins que le maréchal formait pour la campagne, qu'il développait nettement, et sur lesquels il consultait M. de Lascy. Les nouvelles de la Silésie marquaient que M. Laudon avait attaqué Breslau, dont le prince Henri lui avait fait lever le siége. Cela s'était passé ainsi : Son Altesse Royale s'était rendue à Landsberg, d'où ayant observé que les mouvements des Russes se dirigeaient tous vers la Silésie, elle quitta la nouvelle Marche et se porta, par le chemin de Zullichau, aux environs de Glogau, sur

8.

les avis qui lui parvinrent que les Russes et les Autrichiens voulaient se rendre à Breslau à un jour dont ils étaient convenus, pour investir cette capitale des deux côtés de l'Oder à la fois.

Ce projet fut changé dans son exécution par deux raisons : premierement par la lenteur des Russes, qui étaient à peine arrivés à Posen, et en second lieu par le succès que M. Laudon avait eu, tant contre M. de Fouqué qu'au siége de Glatz. M. Laudon n'ayant plus d'ennemi en tête, se crut assez fort pour exécuter avec ses troupes, sans l'aide des Russes, son dessein sur Breslau ; il y marcha, et dès son arrivée il bombarda la ville, dont une partie fut réduite en cendres. Le prince Henri, informé de cette entreprise, fit marcher son armée sur les deux rives de l'Oder, et accourut en hâte. M. de Werner, à la tête de l'avant-garde d'une de ses colonnes, battit un corps d'observation que l'ennemi avait avancé vers Parchwitz, et ruina tout le régiment de l'archiduc Joseph, dragons. Cet accident, joint à l'approche de Son Altesse Royale, disposa M. Laudon à lever le siége de Breslau, que M. de Tauenzien avait défendu avec fermeté et sagesse ; il en coûta une partie des faubourgs, qu'on fut obligé de brûler. Le prince Henri y arriva le même jour que Laudon s'était retiré à Canth, et que les Russes se rendirent à Hundsfeld. Le prince détacha MM. de Platen et de Thadden[1] à Freywalde, où ils se retranchèrent dans une position qu'ils prirent pour couvrir le faubourg polonais de Breslau contre les entreprises des Cosaques. L'autre partie de la lettre du maréchal Daun, qui contenait ses desseins pour la campagne, roulait sur ce problème, s'il serait plus avantageux d'entreprendre le siége de Schweidnitz, ou celui de Neisse? Il finissait par dire à M. de Lascy qu'il n'avait pas besoin de se hâter ni de fatiguer ses troupes, puisqu'il n'importait pas qu'il arrivât un jour plus tôt ou plus tard.

[1] Georges Reingld de Thadden, né en 1712.

Après avoir intercepté ce courrier, l'armée du roi continua sa marche sur Arnsdorf; le lendemain elle arriva à Rothwasser, et le 7 d'août à Bunzlau, dans le même temps où le maréchal Daun avait gagné Lœwenberg. Les deux armées, qui dans cinq jours avaient fait la traite de l'Elbe au Bober, furent obligées de prendre quelque repos. Elles se remirent en marche le 9 avec des desseins bien opposés. Le roi était dans la nécessité de renouveler ses subsistances; pour cet effet il voulait gagner Breslau ou Schweidnitz, où se trouvaient les grands magasins de l'armée; il ne lui en restait que pour dix jours de ce qu'il avait pu mener avec lui. Le dessein du maréchal Daun était de prendre une position derrière la Katzbach, par laquelle il pût couper le roi de Breslau et de Schweidnitz en même temps; ce qui mettrait le roi dans le cas ou de s'engager dans une mauvaise affaire contre des forces supérieures, ou de se replier sur Glogau, par où il aurait donné moyen aux Autrichiens et aux Russes de détruire l'armée du prince Henri, et de prendre Breslau et Schweidnitz. Des vues si opposées devaient produire d'étranges contrastes dans les opérations de ces deux armées, comme nous verrons bientôt.

Le roi fit sans contredit une bévue en se portant avec ses troupes à Goldberg, où le maréchal Daun voulait se rendre avec toute son armée; les Prussiens auraient dû montrer une tête de ce côté-là, et se porter avec leurs forces par Lœwenberg à Hirschberg, pour y ruiner la boulangerie et le dépôt considérable de vivres que les Autrichiens y avaient établis. De là ils n'avaient qu'à se porter à Landshut pour gagner Schweidnitz. Cette manœuvre aurait obligé l'ennemi, sans combat, à se rejeter dans les montagnes de la Bohême, pour trouver du pain et des subsistances. La véritable raison pourquoi l'on ne tenta point cette entreprise fut qu'on ignorait que les Impériaux eussent fait des établissements pour leurs vivres à Hirschberg;

c'est ce qu'on apprit dans la suite. Le roi partit donc avec son avant-garde pour Goldberg. Les housards et les bataillons francs qui devaient le joindre n'arrivèrent point, soit par des quiproquo, soit par paresse, soit par d'autres raisons. La troupe que le roi conduisait aperçut, en s'approchant de Goldberg, un corps d'ennemis qui pouvait être de 10,000 hommes.

L'escarmouche insensiblement s'engagea de part et d'autre, ce qui arrêta l'avant-garde ; car dans cette situation il y aurait eu de l'imprudence à passer la Katzbach, parce que le margrave Charles, qui conduisait l'armée, était encore éloigné, et que l'on n'était point informé avec certitude du lieu où se trouvait M. Laudon. Outre cela, le maréchal Daun était en pleine marche : on le vit descendre des hauteurs de Lœwenberg, précisément lorsque la tête du margrave Charles joignait l'avant-garde. Les Autrichiens s'étendirent d'abord derrière la Katzbach, de Seiferdau par Prausnitz vers Zosnitz. Cette manœuvre contraignit les Prussiens à garder le ruisseau devant eux, et ils furent se camper à Hohendorf. On découvrit de ce village le corps de M. Laudon, qui s'était joint à la droite de l'armée de Daun. On envoya aussitôt reconnaître de tout côté, pour examiner si les passages au bas de la Katzbach étaient également gardés. Les officiers chargés de cette commission rapportèrent qu'ils avaient découvert un corps d'ennemis à Hochkirch, un autre encore sur la hauteur de Wahlstadt, et un troisième derrière Parchwitz.

Le lendemain le maréchal Daun se mit en marche, et remplit avec son armée tout l'emplacement qui n'avait été qu'indiqué ou tracé par ces détachements, et dont ils n'occupaient que les points principaux. Cette armée se trouva distribuée alors de la manière suivante : M. de Nauendorf campait à Parchwitz, M. de Laudon entre Jeschendorf et Koschwitz, le maréchal entre Wahlstadt et Jeschendorf, et M. de Beck, qui faisait la gauche, s'étendait au delà

même de Cossendau. Cette position avantageuse de l'ennemi défendait sans contredit aux Prussiens le passage de la Katzbach; cependant le roi le suivit, et se campa, la droite à Schimmelwitz et la gauche à Lignitz. Il comprenait bien qu'avec 30,000 hommes, qui faisaient le fond de son armée, il ne lui convenait pas de lutter contre 90,000 hommes pour le moins, dont les forces de l'ennemi étaient composées. Dans la situatiou où il se trouvait, il n'imagiua pas d'expédient plus convenable que celui d'imiter la conduite d'un partisan qui varie sa position toutes les nuits, pour se dérober aux coups qu'une armée pourrait lui porter, s'il manquait d'activité et de vigilance.

Cette attention devenait importante et nécessaire par la quantité de choses difficiles qu'il fallait combiner pour réussir; il fallait changer de postes pour la sûreté de l'armée, et en même temps contenir un ennemi plus fort du triple, et ne pas s'en éloigner, pour qu'il ne se tournât pas contre le prince Henri, qui avait déjà en tête une armée de 80,000 Russes. Le seul moyen de remplir tant d'objets était donc de changer souvent de position, sans toutefois en prendre aucune trop éloignée de l'ennemi. Cela le déroutait, il venait reconnaître le camp qu'on avait pris, il faisait ses dispositious avec lenteur, et lorsqu'il les voulait exécuter, ne trouvant plus personne devant lui, il était obligé de recommencer ces formalités. En un mot, cela faisait gagner du temps, et comme la force était insuffisante, il fallait réparer ce défaut par l'adresse et par la vigilance.

En conséquence de ce plan, l'armée du roi se mit en marche la nuit du 10 au 11. Son intention était de tourner l'ennemi par Jauer, pour gagner Schweidnitz. Lorsque les troupes fureut aux environs de Hohendorf, on apprit que M. de Lascy venait d'arriver à Prausnitz. On fit quelques prisonniers, qui confirmèrent la même chose. Comme il était impossible de passer la Katzbach vis-à-vis de ce corps et des batteries que l'ennemi avait établies sur les bords

de ce ruisseau, l'armée fut obligée de le remonter jusqu'à Goldberg. Ce détour donna assez d'avance à M. de Lascy pour se retirer à temps, et pour avertir le maréchal de la manœuvre des Prussiens. Les terrains coupés de cette contrée servirent utilement M. de Lascy dans cette occasion pour se dérober habilement aux attaques qu'on méditait contre lui. Il y perdit, à la vérité, son bagage; mais le maréchal Daun, avec la grande armée, arriva à temps pour l'étayer. En se plaçant à Hennersdorf, il pouvait couvrir Jauer, et coupait les Prussiens du chemin de Schweidnitz. Néanmoins MM. Laudon et Nauendorf demeurèrent dans l'ancien camp, comme si le maréchal Daun leur avait confié la position de la Katzbach.

L'armée du roi, arrêtée par quatre à cinq défilés qu'elle avait à passer, n'arriva que tard vis-à-vis des ennemis. M. de Wied fut obligé de se poster à Prausnitz, pour garder le défilé qu'avait le roi derrière sa gauche, et l'armée se campa à Seichau. On avait pris exprès cette fausse position pour dérouter l'ennemi; la véritable, celle qu'on avait choisie, était à une centaine de pas en arrière. On ne risquait donc rien de se poster à Seichau, parce que d'un moment à l'autre on était maître d'entrer dans ce camp fort. Le lendemain on détacha quelques troupes à Pompsen, pour essayer de tourner l'ennemi, en prenant par les montagnes la route de Jægerndorf; mais M. de Beck s'y trouvait déjà avec un corps assez considérable, de sorte qu'on ne jugea point à propos d'entreprendre cette marche. D'ailleurs les chemins de traverse par ces montagnes sont si étroits, que le nombreux train de vivres dont on était chargé et la pesante artillerie n'auraient jamais pu y passer.

Cependant, dès le lendemain, le roi occupa la croupe des montagnes, et posta ses troupes. Une volée de déserteurs qui arrivèrent déposèrent unanimement que l'ordre avait été donné dans leur camp de se tenir préparé pour attaquer les Prussiens vers le midi. On voyait en effet les Autri-

chiens rangés en bataille devant leur place d'armes; et sur le mouvement que le roi fit faire à ses troupes, on vit non-seulement les ennemis rentrer dans leur camp, mais leurs généraux paraître bientôt, qui semblèrent, jusqu'à nuit close, fort attentifs à observer les Prussiens. Si le roi était demeuré dans sa position pendant la nuit, il est indubitable qu'il aurait été attaqué le lendemain dès la pointe du jour. Quoique ses dispositions sur ce terrain fussent bonnes, ç'aurait été trop hasarder que d'y rester, et il y avait toujours à craindre qu'il ne succombât sous le nombre de ses ennemis. Il partit le soir même; les troupes reprirent le chemin de Lignitz, pour occuper le camp d'où elles étaient parties la veille. Le maréchal n'eut point connaissance de cette marche et ne fit aucun mouvement. Le prince de Holstein, qui menait la gauche de la cavalerie, s'égara pendant l'obscurité, et se mêla dans la marche des autres colonnes. Ce ne fut qu'au point du jour qu'on put remettre les colonnes en ordre. Si l'ennemi avait entrepris sur les Prussiens dans ce moment de confusion, il aurait sans doute réussi; mais il n'y pensa point.

Les troupes repassèrent tranquillement la Katzbach [13 août], et l'armée en fut quitte pour une bonne canonnade qu'elle essuya en frisant les détachements que Laudon tenait à Cossendau et à Dohna. Peu d'heures après que les Prussiens eurent tendu leurs tentes, on vit paraître le maréchal avec son armée, suivi des corps de Beck, de Janus et de Lascy; il se plaça dans le même terrain qu'il avait occupé deux jours auparavant. Le roi fut alors informé par des voies secrètes que M. de Czernichef, à la tête de 20,000 Russes, avait passé l'Oder à Auras, et que les Autrichiens n'attendaient que sa jonction pour écraser les Prussiens. Le maréchal Daun avait des troupes de reste, et ce n'était pas ce qui lui manquait; mais il n'avait pas le talent de s'en servir avec promptitude et à propos. La situation du roi était telle alors, qu'il ne lui restait de

pain et de biscuit que pour trois jours; il était chargé de 2,000 voitures, tant pour les vivres que pour les munitions, qui causaient un embarras prodigieux dans les marches, et dont il tâcha de se défaire, pour donner plus de célérité à ses mouvements. Il ne pouvait plus tenir auprès de Lignitz, à cause que sa droite n'était pas assez bien appuyée à Schimmelwitz, et qu'il ne pouvait pas empêcher qu'on ne la tournât.

Il fallait donc repasser la Katzbach à Lignitz, envoyer à Glogau les chariots inutiles, en tirer des vivres, marcher à Parchwitz, pour pousser en deçà ou au delà de l'Oder, afin de gagner de façon ou d'autre l'armée du prince Henri, à laquelle il fallait se joindre nécessairement, parce que ces deux corps séparés se trouvaient chacun trop faibles pour s'opposer aux Autrichiens et aux Russes, et qu'on risquait à la longue, en les laissant ainsi, de les voir écraser tous les deux, et alors tout était perdu sans ressource. Deux ennemis qui se font la guerre quelques années de suite acquièrent une si parfaite intelligence de leur façon réciproque de penser, d'agir et d'entreprendre, qu'ils devinent mutuellement les desseins qu'ils peuvent former. Celui des Autrichiens était alors positivement d'attaquer le roi; on pouvait juger, par la position des corps de l'ennemi, que M. de Lascy était destiné à tourner la droite des Prussiens, que le maréchal Daun se serait présenté sur leur front, et que M. Laudon aurait probablement occupé les hauteurs de Pfaffendorf derrière Lignitz, pour leur couper le chemin de Glogau et la retraite. Ces considérations firent résoudre à quitter le camp de Lignitz le même soir, et à repasser la Katzbach, selon le projet que nous avons rapporté plus haut.

Cette manœuvre ne pouvait s'exécuter de jour à cause de la proximité du camp autrichien. L'ennemi n'aurait pas manqué d'engager une affaire d'arrière-garde, qui aurait tourné d'une manière désavantageuse pour les Prussiens,

parce que le terrain de leur droite dominait celui de leur gauche, par lequel il fallait qu'ils se retirassent. On fit partir tout le bagage sous l'escorte de 2 bataillons francs et de 100 chevaux, qui le conduisirent à Glogau. Le roi alla reconnaître, avec ses généraux, la hauteur de Pfaffendorf; il voulait y former son armée, après avoir passé la Katzbach à Lignitz, pour diriger de là sa marche sur Parchwitz. Dès que le jour baissa, l'armée se mit en mouvement [15 août]; on amena au roi, pendant la marche, un officier déserteur des Autrichiens, Irlandais de nation; il était si plein de vin, qu'il ne pouvait dire qu'en balbutiant qu'il avait un secret d'importance à révéler. Après lui avoir fait avaler quelques mesures d'eau tiède, et après quelques évacuations, il dit ce qu'on avait deviné, que le maréchal Daun voulait ce jour même attaquer le roi. Mais les Prussiens n'avaient rien à redouter; ils transportaient le lieu de la scène, et par conséquent ils dérangeaient tout le plan de l'ennemi, fait sur la disposition du terrain qu'on venait de quitter. Dès que le roi eut atteint les hauteurs de Pfaffendorf, il envoya M. de Hund[1] faire une reconnaissance du côté de Binowitz et de Polnischildern. Pendant ce temps-là l'armée se mit en bataille sur le terrain qui lui avait été assigné. M. de Hund revint bien vite, et apprit au roi qu'il avait donné dans deux colonnes d'infanterie et dans deux colonnes de cavalerie de M. Laudon, qui était en pleine marche et peu éloigné. Il n'y avait pas un moment à perdre pour se mettre en état de lui faire tête. Le roi partagea donc son armée en deux corps : sa droite, aux ordres de MM. de Ziethen et de Wédel, demeura immobile sur la place où elle s'était formée; elle dressa des batteries en hâte, pour enfiler les deux chemins de Lignitz, les seuls par lesquels le maréchal Daun pouvait déboucher pour venir à elle : il fit en même temps changer de position à sa gauche, et la forma, la droite vers la Katzbach

[1] Herman-Joachim-Gottlieb de Hund, né en 1725.

et la gauche vers un étang. Tout ce corps ne faisait que 16 bataillons et 30 escadrons.

Pendant que l'infanterie prenait cette direction, la cavalerie, qu'on avait poussée en avant pour la couvrir, escarmouchait vivement avec l'ennemi, ce qui dura jusqu'à ce qu'on eut établi une grosse batterie sur une éminence qui dominait tous les environs. Ces arrangements pris, la cavalerie reçut ordre de se retirer, ce qu'elle exécuta bien. La plus grande partie en fut distribuée derrière l'infanterie pour la soutenir, au régiment de Krockow près et de quelques housards qu'on jeta sur la gauche, pour observer l'ennemi de ce côté-là. Cependant M. Laudon ne s'attendait à rien moins qu'à une bataille. Il se doutait bien qu'il avait quelques troupes vis-à-vis de lui; mais il faisait si obscur, qu'il ne pouvait discerner ni les Prussiens, ni leur disposition. Il ne s'était point fait précéder par une avant-garde, parce qu'il se proposait de surprendre quelques bataillons francs qui avaient campé la veille à Pfaffendorf, avec le parc des vivres qu'il croyait y trouver encore.

On fit alors exécuter sur l'ennemi la grande batterie qu'on avait construite sur la hauteur. La tête des colonnes autrichiennes n'en était qu'à 800 pas; le canon fit beaucoup d'effet sur ces masses serrées. M. Laudon s'aperçut en ce moment qu'il y avait quelque mécompte dans son calcul. Voulant former son monde, il ne put faire qu'un front de 5 bataillons, et les Prussiens attaquèrent cette ligne, qui fut aussitôt renversée. Il fit en ce moment avancer sa cavalerie, pour prendre en flanc et à dos ceux qui l'attaquaient; mais il ne connaissait pas le terrain, ni ne pouvait s'orienter dans l'obscurité. Cette cavalerie culbuta les dragons de Krockow; prise ensuite en flanc par les cuirassiers de Friederich, elle fut rechassée à son tour, et dispersée dans des marais dont elle eut bien de la peine à sortir.

Dès l'aube du jour l'infanterie chargea la seconde ligne des Autrichiens. Comme on remarqua qu'elle se déran-

geait, on lâcha sur elle quelques escadrons de cavalerie, qui l'enfoncèrent et la firent presque toute prisonnière. De petits buissons épars dans ce terrain étaient d'un usage merveilleux pour cacher des corps de cavalerie, qui venaient fondre à l'improviste sur l'ennemi et le mettaient en déroute. M. Laudon essaya d'en faire autant; sa cavalerie attaqua l'infanterie prussienne, mais la cavalerie du roi la ramena vertement : enfin, après cinq attaques consécutives sur ces 5 lignes des Autrichiens, chacune de 5 bataillons, la confusion des ennemis devint si générale, que tout le corps fut mis en déroute et s'enfuit vers Binowitz, pour repasser la Katzbach dans le plus grand désordre. On détacha quelques petits corps à la poursuite des fuyards. M. de Mœllendorf[1] mit le feu au village de Binowitz, où il fit beaucoup de prisonniers. Le roi ne voulut pas poursuivre plus vivement M. Laudon, parce qu'il pouvait se trouver dans le cas de se servir des mêmes troupes qui venaient de remporter la victoire, pour les joindre à sa droite et les faire combattre contre le maréchal Daun. Ce maréchal avait passé toute la nuit, avec ses troupes en colonnes, près du ruisseau qui séparait son armée de l'ancien camp prussien. Le roi y avait laissé par précaution quelques housards, qui, faisant les cris des patrouilles et des sentinelles, entretinrent l'ennemi dans la persuasion que l'armée s'y trouvait encore.

A la petite pointe du jour Daun et Lascy se mirent en mouvement pour attaquer les Prussiens; mais quelle fut leur surprise de trouver le camp vide, et de n'apprendre aucune nouvelle de ce qu'était devenue l'armée prussienne! On eût dit que la fortune avait décidé que rien ne réussirait aux Autrichiens ce jour-là; le vent même leur fut contraire. Ni le maréchal, ni M. de Lascy n'entendirent

[1] Richard-Joachim-Henri, comte de Mœllendorf, né en 1724, fut placé comme page auprès de Frédéric II; il devint dans la suite feld-maréchal et gouverneur de la Prusse méridionale. Il mourut en 1816.

le bruit de la bataille qui se donnait derrière Pfaffendorf à un demi-mille d'eux, quoique deux cents canons au moins tirassent de part et d'autre. Le maréchal fut longtemps incertain sur le parti qu'il devait prendre; enfin, après beaucoup de conseils et d'avis différents, il résolut de passer la Katzbach à Lignitz et d'attaquer le corps de M. de Ziethen qu'il voyait en bataille. Il envoya M. de Lascy pour passer plus haut le Schwarzwasser. Cela était impossible, à moins que celui-ci ne fît un détour d'un mille et demi pour trouver un pont; car les bords de ce ruisseau étant marécageux, il ne suffit pas de ponts, il faut encore élever des chaussées pour le passer au delà de Lignitz. La bataille était déjà gagnée, et le roi se rendait précisément à sa droite, lorsqu'on aperçut l'avant-garde du maréchal Daun, qui débouchait de Lignitz; mais l'artillerie prussienne avait tellement dérangé cette troupe, qu'on pouvait juger à sa contenance qu'elle était sur le point de quitter cet emplacement.

Pour terminer cette affaire, pour confirmer au maréchal Daun la défaite de M. Laudon, qu'il soupçonnait déjà, enfin pour accélérer sa retraite, le roi fit faire une réjouissance à ses troupes. A peine eut-on fait le second feu roulant, que les colonnes de l'ennemi rebroussèrent, et repassèrent la Katzbach auprès de Lignitz.

Il y eut ce même jour une petite bataille dans la forêt. On y avait envoyé le ministre d'Angleterre Mitchel, quelques secrétaires, et le bagage du quartier de la cour, sous l'escorte d'une compagnie de grenadiers des gardes. Cette troupe fut attaquée par trois cents dragons et housards. M. de Prittwitz, qui commandait ce détachement, se défendit si bien, qu'il ne perdit pas la moindre bagatelle de ce qui lui avait été confié. L'affaire de Pfaffendorf coûta 10,000 hommes à M. Laudon; le champ de bataille était jonché d'Autrichiens. Les Prussiens occupaient un terrain qui allait en glacis et toujours en s'abaissant du

côté d'où les ennemis faisaient leur attaque; ce fut ce qui leur donna la supériorité pour le feu, et des avantages sur les assaillants. Ils firent beaucoup de prisonniers, 2 généraux, 80 officiers, 6,000 soldats; les Autrichiens perdirent de plus dans cette journée 23 drapeaux et 82 canons.

Cependant le fruit de cette bataille aurait été perdu, si l'on n'avait pas incessamment passé la Katzbach à Parchwitz. L'ennemi était en confusion et dispersé. D'un côté les débris du corps de Laudon fuyaient à la débandade vers Wahlstadt; d'un autre le maréchal Daun se trouvait dans le camp que les Prussiens avaient eu la veille, indéterminé sur le parti qu'il devait prendre; enfin M. de Lascy errait à un mille de là, cherchant inutilement un gué sur le Schwarzwasser. C'était là sans doute le moment dont il fallait profiter, pour ne pas donner à l'ennemi le temps de se reconnaître. Le roi prit sa gauche, qui avait combattu, et marcha droit à Parchwitz. M. de Nauendorf, qui tenait l'autre bord du ruisseau, se trouvant trop faible pour résister aux Prussiens, leur abandonna ce passage si longtemps et si opiniâtrément disputé. On marqua le camp pour l'armée au delà de Parchwitz. M. de Ziethen, qui devait s'y rendre également, ne s'arrêta sur le champ de bataille que le temps nécessaire pour recueillir les blessés prussiens, dont le nombre montait à 1,100 hommes. On apprit à Parchwitz que M. de Czernichef campait depuis quelques jours à Lissa, ce qui fournit une nouvelle matière d'inquiétude. Il pouvait être joint par les Autrichiens, il pouvait prendre une position à Neumarck, et il aurait été fâcheux de remettre en question ce qui venait d'être décidé la veille. Il fallut tenter tous les moyens possibles de se débarrasser d'un ennemi qu'on n'avait aucune envie de combattre. On eut recours à la ruse : le roi écrivit au prince son frère qu'il venait de battre les Autrichiens à plate couture; qu'il faisait construire un pont pour passer l'Oder, afin de faire un traitement pareil aux Russes; qu'il

comptait d'attaquer M. de Soltikow, et il priait le prince de faire alors de son côté les mouvements dont on était convenu. On chargea un paysan de cette lettre, et on lui promit de grosses récompenses pour que dès le moment même il partît, pour qu'il se laissât prendre par les postes avancés de M. de Czernichef, et lui remît cette lettre comme par la peur du châtiment.

Quoiqu'on ne pût deviner si ce paysan s'acquitterait bien de son rôle, ni quelle impression la lecture de cette lettre ferait sur l'esprit de M. de Czernichef, l'armée du roi partit le lendemain [16]; elle se mit en marche sur trois colonnes, plutôt dans l'ordre d'une escorte de convoi que d'une marche ordinaire; le roi conduisait la colonne de la droite, et couvrait la marche du côté des Autrichiens. M. de Krockow menait une forte avant-garde devant la seconde colonne. il était suivi par les prisonniers de guerre et les canons qu'on avait pris à l'ennemi, et par les blessés de l'armée prussienne; le prince de Holstein conduisait la troisième colonne, composée de cavalerie légère, et soutenue de quelques bataillons, pour couvrir le convoi contre les Cosaques qui, de Leubus, où ils se tenaient, pouvaient passer l'Oder par certains gués, parce que les eaux étaient basses; enfin, M. de Ziethen, avec toutes les troupes qui n'avaient point combattu, faisait l'arrière-garde de l'armée. Le roi trouva bientôt M. de Nauendorf[1] sur son chemin. Il s'était posté à Mœticbt, d'où quelques volées de canon le délogèrent. Les housards prussiens aperçurent en route une colonne de bagage des ennemis faiblement escortée; ils donnèrent dessus, et firent un butin considérable. On apprit des prisonniers que ce bagage appartenait au corps du prince de Lœwenstein et de M. de Beck, qui étaient en pleine marche pour Neumarck, où ils devaient se joindre aux Russes; outre cela on découvrait environ à trois

[1] Le baron de Nauendorf fut nommé général-major en 1794, et, en 1797, feld-maréchal-lieutenant. Il mourut dans un âge avancé.

quarts de mille, à la droite des troupes du roi, toute l'armée du maréchal Daun, qui était en marche, sans qu'on pût distinguer si elle suivait la route de Neumarck, de Canth ou de Schweidnitz.

On était dans la situation peut-être la plus disgracieuse et la plus inquiétante de toute la campagne; l'armée n'avait plus que pour un jour de pain; si les Russes empêchaient d'en tirer de Breslau, et le maréchal Daun de la forteresse de Schweidnitz, la victoire qu'on venait de remporter devenait inutile; car comment se battre avec l'ennemi ayant 6,000 prisonniers et 1100 blessés à garder, et quelle cruelle résolution aurait-ce été que celle de se replier sur Glogau? Cependant lorsque les têtes des colonnes eurent gagné Blumerode, le roi poussa en avant avec quelques housards, et se glissant par la forêt, il s'approcha assez près de Neumarck pour découvrir que de l'autre côté il n'y avait ni camp ni troupes. On envoya un officier à la découverte; il revint bientôt et ramena au roi un lieutenant-colonel autrichien qu'il avait pris dans Neumarck même, et qui, au désespoir d'être prisonnier, dit tout ce qu'il savait pour prouver que ce n'était point par sa faute que ce malheur lui était arrivé. Il s'emporta beaucoup contre les Russes; il dit qu'il avait été chargé d'une commission pour M. de Czernichef; que non-seulement il ne l'avait plus trouvé, mais que, le pont même ayant été abattu, il n'avait pu passer l'Oder pour le joindre. Alors toutes les appréhensions s'évanouirent, et l'armée entra tranquillement dans son camp de Neumarck.

Comme on venait de regagner la communication de Breslau, on était assuré de trouver des subsistances, et l'on donna quelque repos aux troupes, qui, durant neuf jours d'opérations perpétuelles, avaient, avec une constance héroïque, supporté de très-grandes fatigues et surmonté toutes les difficultés qu'elles avaient rencontrées. Le paysan qu'on avait envoyé avec la lettre au prince Henri

s'était bien acquitté de sa commission ; à peine M. de Czernichef l'eut-il reçue, que le soir même il repassa l'Oder, et se rendit à tire-d'aile auprès de M. de Soltikow, appréhendant même d'arriver trop tard. D'un autre côté, l'armée autrichienne avait pris une position sur le Pitschenberg. M. de Laudon se tenait à Striegau, et l'on avait fait avancer le prince de Lœvenstein sur la montagne de Wurben, d'où son corps resserrait légèrement la forteresse de Schweidnitz. Pendant toutes ces manœuvres des Autrichiens et des Prussiens, S. A. R. le prince Henri avait passé l'Oder avec toute son armée et s'était campé à Hunern, pour s'approcher des Russes. Peu après M. de Soltikow se retira par Trachenberg et Herrenstadt en Pologne. Le prince le suivit jusqu'à Minzig ; mais comme de la part des deux armées prussiennes, il ne pouvait se faire d'entreprise importante tant qu'elles resteraient séparées, il fut résolu que M. de Goltz observerait les Russes avec un détachement de 12,000 hommes ; et qu'il s'établirait aux environs de Glogau.

Le reste de l'armée du prince repassa l'Oder le 29, et se joignit à celle du roi, qui campait aux environs de Breslau, entre Arnolsmuhle et Gross-Mochber : il était temps d'accourir au secours de Schweidnitz, dont les ennemis étaient sur le point de commencer le siége. Le roi se mit en marche le 30 ; il découvrit de Wernersdorf le camp du maréchal Daun au Pitschenberg, et celui de M. de Lascy sur la montagne de Zobten ; il fit pousser un gros corps de cavalerie autrichienne qui venait à la rencontre de l'avant-garde, et que la cavalerie du roi rejeta jusque sous le canon du maréchal Daun. Il n'était pas expédient toutefois de défiler avec l'armée entre ces deux corps ennemis. Le roi tourna par sa gauche à Rogau, et prit une position vis-à-vis la montagne de Zobten près de Ptschiderwitz ; on tendit quelques tentes pour la forme, pendant que M. de Ziethen filait par des broussailles et gagnait sans bruit la gorge

de Muhlendorf, qui aboutit à la plaine de Reichenbach et de Schweidnitz. Dès le soir l'armée suivit ce chemin sur deux colonnes. L'avant-garde, à Pfaffendorf, rencontra 200 dragons de Saint-Ignon, qui, allant à la découverte, donnèrent à l'improviste sur les housards prussiens. La confusion se mit dans les troupes les plus avancées du roi; mais le régiment de Ziethen vint donner la chasse à l'ennemi et lui fit 40 prisonniers. L'armée, ayant regagné par cette marche la communication avec Schweidnitz, se campa à Kœltschen, à un petit mille de cette forteresse. Dès la pointe du jour le maréchal Daun apprit qu'il était tourné; il abandonna incontinent la montagne de Zobten et le Pitschenberg, et prit le camp de Kunzendorf. Sa droite s'appuyait sur la crête de Buckersdorf et sa gauche s'étendait jusqu'à Hoenfriedberg. Le corps de Janus occupait outre cela les gorges de Wartha et de Silberberg, et M. de Nauendorf tenait les postes du Spitzberg et du Streitberg proche de Striegau.

Le lendemain [1er septembre] l'armée du roi prit le camp de Palz, où elle séjourna; mais comme cet emplacement n'était pas favorable pour déposter les ennemis des montagnes, elle alla se camper le 3 à Bunzelwitz. On se battit pendant toute la marche, d'abord avec le corps de Ried à Schœnbrunn, ensuite avec celui de Beck à Jauernick; et comme on ne pouvait pas souffrir M. de Nauendorf à Striegau, M. de Ziethen alla lui donner la chasse; il le poussa jusqu'à Hohenfriedberg sous les batteries de M. de Laudon, et prit, après avoir fait 400 prisonniers, le camp de Striegau dont il venait de chasser l'ennemi. Le roi désirait d'expulser les Autrichiens de la Silésie, pour se trouver dans la situation d'envoyer de plus gros détachements contre les Russes. Le meilleur moyen de parvenir à ce but était de tourner la position des Autrichiens, soit pour ruiner leurs magasins, soit pour intercepter les convois qu'ils tiraient de la Bohême. L'exécution n'était

pas sans difficulté; car l'ennemi occupait un terrain très-vaste, dont il était difficile de faire le circuit, parce que le maréchal Daun pouvait prévenir les Prussiens par un petit mouvement de son centre; il avait la corde et le roi l'arc à décrire. Néanmoins, quelque obstacle que l'on prévît, la nécessité d'agir et le besoin présent des affaires l'emportèrent sur toutes ces considérations, et l'on abandonna l'événement à la fortune. L'armée se mit en marche la nuit du 11 de septembre, pour tourner les hauteurs de Friedberg; l'avant-garde gagna la gorge de Kauder.

Aussitôt que M. de Laudon aperçut cette tête, il comprit qu'on avait dessein de le tourner; il abandonna sa position, et se retira vers le village de Reichenau. Le maréchal Daun de son côté, non moins attentif au mouvement des Prussiens, vint se présenter en même temps à l'autre bord du ravin qui coupe Reichenau; il sauva par cette marche M. Laudon, qui échappa au danger dont les Prussiens le menaçaient. L'armée arriva dans ce camp à jour fermant; le soldat pouvait à peine dresser ses tentes. Le projet du roi était de détacher sur Landshut, où l'ennemi avait son magasin; on fut obligé d'en différer l'exécution jusqu'au lendemain. M. de Ziethen fut chargé de cette commission; dès la pointe du jour il devait suivre le chemin de Harta et de Ruhbank; mais un contre-temps imprévu fit manquer l'expédition. M. de Beck avait reçu ordre la veille, lorsque l'armée décampait, de couvrir la droite de M. Laudon. Comme il marchait de Hohenfriedberg à Reichenau dans l'obscurité, il découvrit le camp du roi, qu'il prit pour celui des Autrichiens, et se plaça sur le flanc gauche de ce camp, par où il tournait le dos à l'armée du roi.

La nuit même le roi en fut averti. Les Prussiens ne quittèrent pas les armes, et avant l'aube du jour on se mit en devoir de l'attaquer. Quelques coups de canon mirent ses troupes en désordre. La cavalerie du roi les chargea dans

ce moment, et prit tout un bataillon de pandours de 800 hommes; elle poursuivit le corps de Beck, qui, se sauvant à Hohenfriedberg, fut poussé jusqu'à Ronstock. Il aurait été plus mal mené encore, si le prince de Lœwenstein ne fût accouru à son secours avec des troupes fraîches, qui recueillirent les fuyards et couvrirent la retraite. Cette canonnade et le bruit du feu d'infanterie firent croire à M. de Ziethen qu'il s'agissait de quelque engagement sérieux à la gauche du roi : il ne voulut point se hasarder à quitter l'armée dans un moment où peut-être sa présence deviendrait nécessaire; il différa son départ jusqu'à midi : mais le moment favorable était passé; il ne put avancer que jusqu'à Harta, où il se campa, parce que Laudon venait de garnir toutes les gorges qui mènent à Landshut, et que M. de Lascy avait pris, avec 20,000 hommes, la position de Ruhbank. M. de Nauendorf, dont le corps était demeuré campé à Zirlau, proche de Freybourg, se répandait pendant ce temps-là dans la plaine et poussait ses partis jusqu'à Jauer et Lignitz. Le roi envoya M. de Krockow à Wahlstadt, qui surprit un détachement de Nauendorf, fort de plus de trois cents hommes, qu'il ramena tous prisonniers à l'armée.

Cependant le maréchal Daun n'était pas aussi tranquille qu'il le paraissait; il préparait des chemins de Landshut à Bolkenhayn; il faisait filer des troupes à Ruhbank, et en combinant tous ces préparatifs, il était facile d'en conclure qu'il couvait le dessein de surprendre, par une marche détournée, l'armée du roi, et de la prendre à dos par le chemin de Bolkenhayn qu'on préparait. On pouvait éviter ce hasard; il aurait été téméraire de s'y exposer; d'ailleurs les Prussiens valent mieux pour l'offensive que pour la défensive; de plus, les fourrages des environs étaient consommés; de sorte qu'au lieu de s'exposer à l'incertitude d'un pareil événement, le roi fit le projet de tourner avec sa gauche la droite du maréchal Daun, à contre-sens du mou-

vement qu'il avait exécuté avec sa droite contre M. Laudon. Dès le soir du 16, l'armée quitta le camp de Reichenau et de Baumgarten. La première tentative devait se faire sur la hauteur de Kunzendorf; mais l'ennemi, qui pouvait s'y rendre plus vite, prévint les Prussiens; de plus, comme il fallait traverser le village de Cider, le prince de Lœvenstein, qui campait près de là, engagea d'abord l'escarmouche, qui bientôt fut suivie d'une vive canonnade.

La direction que l'armée du roi prenait était à 3,000 pas du pied des montagnes, pour moins exposer les troupes aux effets de l'artillerie autrichienne; mais l'ennemi, qui descendait de ses hauteurs, dérangea un peu les mesures qu'on avait prises. M. de Ziethen, qui faisait l'arrière-garde, eut à peine quitté le camp, qu'il fut continuellement harcelé dans sa route. Comme cela ralentissait sa marche, la tête de l'armée fut plus d'une fois obligée de faire halte, pour empêcher que les distances ne se perdissent, et pour que l'on fût en état de se secourir mutuellement. Aussitôt que l'avant-garde fut à portée de Kunzendorf, on fit occuper cette hauteur par des housards et des dragons. L'infanterie prussienne ne put pas suivre assez vite pour les soutenir. L'avant-garde du maréchal Daun parut en même temps, venant de Furstenstein. Les housards et les dragons, trop faibles pour soutenir ce poste important, furent obligés de l'abandonner. L'arrière-garde, qui arrêtait beaucoup la marche de l'armée du roi, donna lieu à une nouvelle halte du côté de Schœnbrunn, pour lui donner le temps de rejoindre la queue des colonnes.

Les généraux des ennemis, se flattant de profiter de cette occasion, attaquèrent avec 30 escadrons l'infanterie prussienne; mais ils furent reçus à grands coups de canon, mêlés de beaucoup de feu des petites armes, et rechassés ensuite par les cuirassiers de Henri et de Seidlitz jusqu'à leur ligne. Le roi gagna enfin le village de Bœgendorf,

toujours côtoyé par les Impériaux. Il porta de là son avant-garde droit sur les hauteurs de Hohengiersdorf; on fut obligé d'ouvrir un abatis que l'ennemi y avait pratiqué pour défendre ce chemin dans les montagnes. Le maréchal, devinant à peu près l'intention du roi, se mit, près de Hoch-Bœgendorf, sur cinq ou six lignes de profondeur, pour occuper, par un chemin qui en est proche, le plateau de Hohengiersdorf avant les Prussiens. M. de Ziethen le canonna avec tant de succès, que la confusion devint presque générale dans son corps. M. de Wied gagna cependant le premier la hauteur de Hohengiersdorf avec un bataillon du prince Henri, et un autre du jeune Brunswic; il y trouva 10 escadrons autrichiens qui avaient mis pied à terre et que quelques volées de canon chassèrent tout de suite. De là, comme il s'avançait pour se poster de manière à couper à l'ennemi le chemin de ce plateau, il rencontra la tête de dix bataillons de grenadiers que le maréchal Daun y envoyait dans la même intention. M. de Wied les attaqua; l'action fut aussi vive que courte; les Autrichiens furent battus, et perdirent 600 grenadiers et 14 pièces de canon. L'avant-garde et la gauche de l'armée du roi suivirent M. de Wied, et se placèrent de ce plateau au Blaueranzen : on fit reconnaître les hauteurs de Seitendorf, que l'ennemi avait garnies en diligence; la canonnade, qui avait commencé au point du jour, et qui avait duré toute cette journée, ne finit qu'à neuf heures et demie du soir. Ce bruit, qu'on avait entendu à Breslau, parut si considérable, que les officiers de la garnison crurent qu'il y avait une bataille; ce n'était à la vérité qu'une marche; mais, dans les temps passés, on s'était battu plus d'une fois sans tirer autant de coups de canon que ce jour-là.

On avait voulu gagner Wahlenbourg, où l'ennemi avait une boulangerie, mais on avait si fort été retardé, parce qu'il fallait toujours se battre, qu'il fut impossible aux Prussiens de pousser cette fois plus loin leurs avantages.

Le lendemain, toute l'armée du roi, à l'exception des cuirassiers, occupa les hauteurs de Giersdorf. On fit une tentative pour pénétrer par Neu-Reusendorf et le Kohlberg à Walhenbourg. Durant la nuit M. Laudon avait pris les devants, et occupait déjà les gorges qui défendent ce passage; il fut même joint par M. de Lascy dans cette position, de sorte que l'entreprise des Prussiens n'aboutit qu'à une canonnade. Le roi se rendit, en attendant, maître des hauteurs de Beesdorf. La gauche de son camp s'appuyait à Kunast, d'où la ligne tournait par Beersdorf et Dittmansdorf, où était le quartier général. De là elle passait par le Blaueranzen, et le plateau de Hohengiersdorf, à l'extrémité de la droite, était occupé par la réserve dont M. de Forcade avait le commandement.

L'armée du maréchal Daun tenait un terrain plus vaste. Le corps de MM. de Laudon et de Lascy allait à Jauernick et Tanhausen par Neu-Reusendorf jusqu'à Seitendorf. Le maréchal Daun prenait de là et remplissait toute la croupe qui s'étend jusqu'à Bœgendorf. MM. de Lœwenstein et de Beck couvraient son flanc gauche, faisant front vers Schweidnitz, et M. de Nauendorf couvrait ses derrières à Furstenstein. Ces deux armées s'étaient tellement emboîtées dans ces montagnes, qu'elles ne pouvaient avancer ni l'une ni l'autre, et leurs camps des deux parts étaient inexpugnables. Ces camps d'ailleurs étaient si voisins, qu'il n'eût dépendu que des généraux de se canonner réciproquement avec succès; mais comme cela ne menait à rien, on fut fort tranquille; les vedettes étaient nez à nez, toute tiraillerie fut interdite, on aurait dit qu'on était convenu d'un armistice; cela en vint au point qu'Autrichiens et Prussiens remettaient les patrouilles qui s'égaraient pendant l'obscurité de la nuit dans le chemin qui ramenait à leurs postes. Toutefois dans ces montagnes mêmes, dont la nature s'était complu à faire des espèces de forteresses, les uns et les autres se retranchèrent encore pour plus de sûreté.

La situation où se trouvait le maréchal Daun commençait à lui peser. Il lui était insupportable de voir qu'il allait perdre cette campagne, dans le succès de laquelle il avait mis sa plus grande espérance. Les fourrages des montagnes étaient consommés; il ne pouvait répandre dans la plaine que de petits partis; les chemins rompus rendaient plus difficile l'arrivée des convois qu'il tirait de la Bohème; il était enfin sur le point d'abandonner la Silésie, où désormais il ne lui restait plus d'entreprise à former. Dans son chagrin il n'imagina d'autre ressource, pour rétablir ses affaires, qu'une diversion qui, coupant dans le vif, forçât le roi de s'éloigner. Il remua ciel et terre pour y disposer les généraux russes et surtout M. de Soltikow. Son dessein était de faire marcher un corps de Russes droit à Berlin, et, pour les encourager à cette manœuvre, il se proposa de les faire joindre par un détachement de son armée, persuadé que ce serait là le seul moyen d'obliger le roi d'accourir au secours de ses États héréditaires, et par conséquent de quitter la Silésie avant de pouvoir contraindre les Autrichiens à se retirer en Bohème. Il envoya un officier général dans le camp des Russes, afin de négocier cette affaire; la cour de Vienne dépêchait journellement des courriers à Pétersbourg pour appuyer le projet; on offrit aux Russes l'appât du pillage et du butin; et dès qu'ils eurent consenti, M. de Lascy fut détaché de Seitendorf pour aider à l'exécution. Quoique le roi fût informé de ces desseins, il ne laissa pas de détacher M. de Wied avec 6,000 hommes pour la haute Silésie. M. de Wied y trouva le corps de Bethlem à Neustadt; les dragons de Krockow firent une reconnaissance où, par maladresse, ils perdirent 120 hommes; mais ce ne sont là que des bagatelles.

MM. de Czernichef et de Tottleben[1] s'étaient mis en

[1] Gottlob-Henri, comte de Tottleben, né en 1710, fut d'abord au service de la Pologne, puis de la Hollande et enfin de la Russie. Con-

marche dès le 20 de septembre, avec environ 20,000 hommes; ils avaient passé l'Oder à Beutheu, d'où ils s'étaient portés sur Christianstadt, tandis que M. de Soltikow dirigeait sa marche de Schlichtingheim en Pologne sur Francfort, où il arriva le 6 d'octobre. Les affaires de la Saxe allaient mal depuis le départ du roi. Les troupes des cercles occupèreut d'abord Nosseu; M. de Hulsen, trop faible pour occuper tous les postes qu'il aurait fallu garder pour empêcher le prince de Deux-Ponts de le tourner, ne put conserver sa position de Schlettau, et se replia sur Strehla. Il y fut incontineut suivi par les ennemis [20]. M. de Luzinsky se porta sur son flanc droit, pendant que le prince de Stolberg[1] attaqua la droite des Prussiens sur de Durrenberg. M. de Braun, qui commandait cette brigade, repoussa vigoureusement l'ennemi. Les dragons de Schorlemmer et les housards de Kleist donnèrent en même temps sur eux et achevèrent de les mettre en déroute. Ils firent prisonniers le prince de Nassau, colonel au service d'Autriche, 20 officiers et 400 hommes, sur quoi le prince de Deux-Ponts se retira. Mais il semblait que ce n'en fût pas assez pour M. de Hulsen du nombre d'ennemis qu'il avait à combattre; le hasard lui en suscitait de nouveaux.

Le duc de Wirtemberg reparut en campagne; il crut être plus heureux en servant sous les auspices des Autrichiens qu'en faisant la guerre avec les Français; il s'était réservé qu'on l'emploierait en corps séparé, et s'avançait vers la Saxe. Comme il se trouvait alors aux environs de Grimma, M. de Hulsen ne trouva pas convenable de prolonger davantage son séjour de Strehla; il se retira à Torgau, pour couvrir le magasin qu'il avait dans cette

vaincu de trahison, il fut condamné à mort en 1763, mais sa peine fut commuée en un bannissement. En 1769, Catherine II le rappela. Il mourut en 1773.

[1] Chrétien-Charles, prince de Stolberg, né en 1725, mort en 1764.

ville, autant que les conjonctures le lui permettraient. Le prince de Deux-Ponts suivit les Prussiens et vint se camper à Belgern. Le duc de Wirtemberg s'avança de Bitterfeld à Pretsh. M. de Luzinsky se porta sur Dommitsch; il y construisit un pont, et passa l'Elbe le même jour. Le prince de Deux-Ponts et MM. de Haddick et de Maguire s'avancèrent alors en même temps sur M. de Hulsen, et vinrent occuper les hauteurs de Suptitz.

Ces mouvements combinés des ennemis et le passage de l'Elbe du corps de Luzinsky firent appréhender que les ennemis n'eussent le projet d'assiéger Torgau, ou peut-être même de pousser jusqu'à Berlin, où il y avait peu de troupes. M. de Hulsen voulut prévenir des desseins aussi dangereux; pour cet effet, il passa l'Elbe à Torgau [26] et établit son camp à Iessen, au confluent de l'Elster et de l'Elbe. D'abord après son départ les ennemis brûlèrent le pont de Torgau. Le commandant de la ville ne fit aucune défense; il se rendit le même jour; sa garnison forte de 800 hommes, beaucoup de malades de l'armée et un magasin considérable, tout fut perdu, et tomba entre les mains des Impériaux. Le prince de Deux-Ponts s'avança ensuite sur l'Elster, et M. de Hulsen, ne pouvant résister aux ennemis qu'il avait devant lui et sur ses derrières, se retira à Coswig, d'où il fut appelé à Berlin, comme nous le dirons d'abord. La ville de Wittemberg fut aussitôt assiégée. M. de Salemnon, qui en était commandant, se défendit avec valeur et avec fermeté. Les ennemis bombardèrent la place et en réduisirent les trois quarts en cendres. Les munitions lui manquèrent à la fin; il ne se rendit toutefois que le 14 d'octobre, après avoir fait tout ce qu'on devait attendre d'un homme d'honneur.

Le bouleversement de la Saxe, les dangers qui menaçaient la Marche et Berlin étaient des motifs suffisants pour engager le roi à se porter en diligence au secours de ces contrées. On était déjà dans le mois d'octobre; il

n'était pas à présumer que l'ennemi, si lent dans ses préparatifs, commençât un siége dans cette saison avancée, vu qu'en Silésie toutes ses mesures étaient dérangées. Toutes les probabilités portaient à croire que le roi pouvait quitter la Silésie sans risque. Comme donc sa présence devenait si essentiellement nécessaire ailleurs, il rappela M. de Wied de la haute Silésie, et partit le 7 d'octobre du camp de Dittmansdorf. Il dirigea sa marche par Bunzelwitz, Jauer, Conrasdorf, Primkenau à Sagan, où M. de Goltz le joignit le 11. Ce général avait détaché M. de Werner pour Colberg dès le mois de septembre; nous en verrons d'abord les raisons. De Sagan, l'armée du roi marcha par Guben à Gros-Mœrau, où elle arriva le 15. Le projet du roi était de prendre à dos les Russes, pour abîmer tout le corps qui s'était aventuré jusqu'à Berlin. Mais cela ne fut pas nécessaire; car voici la tournure que prirent les choses. MM. de Czernichef, et de Tottleben étaient venus par le chemin de Guben et de Beeskow, et ils arrivèrent le 3 d'octobre devant les portes de Berlin. Le prince de Wirtemberg, qui faisait tête aux Suédois, en avait eu vent; la guerre qu'il faisait aux Suédois était toujours la même; l'ennemi passait la Peene, on lui battait un détachement, il rétrogradait pour avancer d'un autre côté; en un mot, il ne se passait rien dans cette guerre qui méritât l'attention de la postérité.

Le prince de Wirtemberg se trouvait à Pasewalk, lorsqu'il fut informé de la marche des Russes. Il avait attiré à lui de la Poméranie M. de Werner, qui avait eu les plus brillants succès contre les Russes. La singularité de son expédition nous engage à la rapporter, pour égayer un peu la tragique gravité de cette matière. Les Russes avaient envoyé leur amiral Zacharie Danielowitz avec 26 vaisseaux de guerre, auxquels se joignit une escadre suédoise, pour mettre le siége devant Colberg. Ils ouvrirent la tranchée le 26 d'août, et continuèrent leurs opérations

jusqu'au 18 de septembre. Le commandant et la garnison y firent à l'envi des merveilles par leur défense et par leurs sorties. La nouvelle de ce siége fit partir M. de Werner de la Silésie pour accourir au secours de Colberg avec 4 bataillons et 9 escadrons. Il vient, surprend l'ennemi à Selnow, s'empare de l'important passage du Kautzenberg, et se jette dans la ville.

L'ennemi lève le siége la même nuit, s'embarque sur ses vaisseaux, abandonne 15 canons, 7 mortiers et ses munitions de guerre. Werner fait 600 prisonniers; il se présente le lendemain sur le bord de la Baltique, et, par un effet incroyable de la terreur, la flotte lève l'ancre, met à la voile, et cingle en haute mer. Il était sans doute réservé à M. de Werner de mettre une flotte en déroute avec quelques escadrons de housards. Après que ce général eut achevé d'expulser les Russes de la Poméranie, il se rendit à Brenzlow, où il joignit le prince de Wirtemberg. MM. de Werner et de Belling demeurèrent dans ces environs pour s'opposer aux Suédois, pendant que le prince de Wirtemberg s'avançait à grandes journées vers Berlin, où il arriva le 4 d'octobre.

Tout le monde avait pris les armes dans cette capitale; on employait des invalides et des malades pour se défendre. Les fortifications de la ville consistaient en quelques flèches de terre élevées devant les portes. Ces postes importants étaient confiés à des généraux de l'armée blessés ou malades qui se trouvaient dans la ville. Avec sa cavalerie le prince de Wirtemberg sortit de la porte de Silésie, où il rencontra l'ennemi, et fut attaqué durant six heures par M. de Tottleben, qui l'environnait avec un corps de 7 à 8,000 Cosaques et dragons. Le prince non-seulement le repoussa, mais le rechassa jusqu'à Kœpenick. La porte fut attaquée le lendemain par 2,000 fantassins russes. M. de Seidlitz, quoiqu'il ne fût pas guéri de ses blessures de Kunersdorf, y commandait; il repoussa l'ennemi. On avait

mandé à M. de Hulsen le péril où se trouvait la capitale; il y était accouru de Coswig, et il arriva sur ces entrefaites. S'il n'y avait eu que les Russes à écarter, on aurait réussi à les chasser; mais ce qui perdit la ville, ce fut l'arrivée de M. de Lascy. Il avait déjà occupé Potsdam et Charlottenbourg, et s'avançait du côté du midi vers Berlin. Cette capitale a trois milles de circuit; or, il était impossible que 16,000 hommes défendissent une aussi vaste enceinte, où il n'y a ni ouvrage, ni remparts, contre 20,000 Russes et 18,000 Autrichiens, qui, n'ayant rien à ménager, pouvaient tout entreprendre. L'ennemi jetait déjà des bombes dans la ville. Si l'on avait attendu la dernière extrémité, les troupes couraient risque d'être prises, et la capitale d'être ruinée de fond en comble.

Ces considérations essentielles et solides occasionnèrent la résolution que prirent les généraux de se retirer, en intimant aux magistrats d'envoyer des députés aux chefs des ennemis, pour dresser une espèce de capitulation. Le prince de Wirtemberg et M. de Hulsen partirent la nuit du 9 et se replièrent sur Spandau; il n'y eut que le corps des chasseurs qui souffrit dans cette retraite. Le même jour les Russes entrèrent dans Berlin. L'on convint que la bourgeoisie lèverait par imposition la somme de deux millions, qu'elle payerait pour se racheter du pillage. Cela n'empêcha pas que MM. de Lascy et de Czernichef ne fussent tentés d'incendier une partie de la ville, et peut-être y aurait-il eu quelque catastrophe sans les solides représentations de M. Verelst, ministre de la république de Hollande. Ce digne républicain leur parla du droit des gens et leur dépeignit leur dureté avec des couleurs si affreuses, qu'ils en eurent honte. Leur fureur et leur rage se tourna sur Charlottenbourg et Schœnhausen, maisons royales, qui furent pillées par les Cosaques et par les Saxons. Le bruit de la marche du roi allait en s'accroissant. Il était venu des avis à MM. de Lascy et de Czernichef que

l'intention de ce prince était de les couper. Cette nouvelle leur fit hâter leur départ. Ils se retirèrent le 12. Les Russes repassèrent l'Oder à Francfort et à Schwedt, et le 15 M. de Soltikow marcha vers Landsberg sur la Waret. Pour M. de Lascy, il pilla tout ce qu'il rencontra sur sa route, et dans trois jours il eut regagné Torgau. Le prince de Wirtemberg et M. de Hulsen, embarrassés de leur personne, avaient tourné vers Coswig, et s'y tenaient cantonnés faute de savoir où aller.

Ce fut à Gros-Mœrau que le roi apprit ces différents détails. Comme il n'y avait plus de Russes à combattre, ce prince eut la liberté de diriger tous ses efforts contre la Saxe; ainsi, au lieu de prendre la route de Kœpenick, il prit celle de Lubben. Cependant le maréchal Daun avait suivi le roi en Lusace; il s'approchait alors de Torgau, et, comme l'on apprit qu'il avait laissé M. de Laudon à Lœwenberg, M. de Goltz eut ordre de retourner en Silésie, pour s'opposer de son mieux aux entreprises des Autrichiens. L'armée du roi arriva le 22 à Iessen. Les troupes du prince de Deux-Ponts bordaient toute la rive gauche de l'Elbe, et il se tenait à Prata vis-à-vis de Wittemberg, avec la plus considérable partie de ses forces; il évacua cette forteresse aussitôt que la tête de l'armée du roi parut près de la ville. Les révolutions subites qui venaient d'arriver dans cette campagne demandaient qu'on prît de nouvelles mesures et qu'on fît de nouvelles dispositions. Il ne restait pas un seul magasin dans toute la Saxe aux Prussiens. L'armée du roi vivait au jour la journée; elle tirait quelque peu de farine de Spandau; ces provisions mêmes allaient s'épuiser; avec cela l'ennemi occupait la Saxe entière.

Le maréchal Daun allait arriver à Torgau, les troupes des cercles bordaient les cours de l'Elbe, et le duc de Wirtemberg occupait les environs de Dessau. Pour se délivrer de tant d'ennemis, le roi fit marcher M. de Hulsen

et le prince de Wirtemberg à Magdebourg, pour y passer l'Elbe et pour escorter les bateaux chargés de farine qui devaient se rendre à Dessau, où le roi résolut de passer l'Elbe avec la droite de son armée, pour se joindre ensuite à M. de Hulsen. Le prince de Wirtemberg rencontra, dans la principauté de Halberstadt, un détachement du duc son frère, qui fut entièrement détruit; le duc s'en retourna d'une traite par Mersebourg et Leipsic à Naumbourg. La droite de l'armée du roi passa l'Elbe le 26, et se joignit à M. de Hulsen et au prince de Wirtemberg proche de Dessau. Sur ce mouvement le prince de Deux-Ponts abandonna les bords de l'Elbe, et se retira par Duben à Leipsic. Il avait laissé M. de Ried en arrière dans une forêt, entre Oranienbaum et Kemberg, où cet officier s'était placé avec peu de jugement, ayant garni les bois de ses housards, et ayant posté ses pandours dans la plaine. L'avant-garde prussienne l'attaqua. Ses troupes, qui se trouvaient toutes éparpillées, furent battues en détail, et son corps fut presque détruit : de 3,600 hommes qu'il avait eus avant l'action, il n'en put rassembler que 1,700 à Pretsch, jusqu'où on le poussa. Dès que l'armée du roi eut atteint Kemberg, M. de Ziethen, qui, avec la gauche, avait contenu l'ennemi à Wittemberg, passa l'Elbe et se joignit au gros de l'armée. Cependant le maréchal Daun venait de joindre M. de Lascy à Torgau. Comme on apprit avec certitude que son avant-garde avait pris le chemin d'Eulenbourg, on ne pouvait se figurer autre chose sinon que son dessein était de se joindre à l'armée des cercles. Sur ce soupçon, l'armée marcha sur Duben pour s'opposer à une réunion aussi préjudiciable aux intérêts du roi. En arrivant à Duben, on y trouva un bataillon de Croates, qui fut ou pris ou passé au fil de l'épée. Le roi établit dans cet endroit un dépôt pour ses vivres. Ce poste y parut le plus convenable, parce que c'est une presqu'île, à peu près entièrement environnée par la Mulde. On y construisit

quelques redoutes, et on y laissa M. de Sydow[1] avec 10 bataillons, pour la défendre. L'armée du roi marcha de là sur Eulenbourg. Les troupes autrichiennes, qui avaient campé dans cette partie, se retirèrent par Mochrena sur Torgau avec tant de précipitation, qu'elles abandonnèrent une partie de leurs tentes. L'armée se campa, la droite à Thalwitz et la gauche à Eulenbourg. M. de Hulsen fut obligé de passer la Mulde avec quelques bataillons; il prit une position entre Beltzen et Gostevra, vis-à-vis du prince de Deux-Ponts, dont l'armée était à Taucha. Dans la situation où l'on se trouvait, c'était un préalable nécessaire que d'écarter les troupes des cercles, tant parce qu'elles se trouvaient à dos des Prussiens, que pour empêcher leur jonction avec les Autrichiens; il n'en coûta pas beaucoup de peine. M. de Hulsen les fit alarmer; sur quoi elles décampèrent la nuit même, passèrent la Pleisse, puis l'Elster, et se retirèrent à Zeitz. Le major Quintus, avec son bataillon franc, chargea vigoureusement leur arrière-garde, sur laquelle il fit 400 prisonniers. Apres cette expédition si heureusement terminée, les Prussiens rentrèrent en possession de Leipsic, et M. de Hulsen rejoignit l'armée.

Tous les événements jusqu'alors avaient tourné à l'avantage du roi. L'irruption des Russes et la prise de Berlin, qui paraissaient devoir entraîner de si grandes conséquences, se terminèrent d'une manière moins fâcheuse qu'on ne pouvait s'y attendre; il n'en coûta que des contributions et de l'argent. L'ennemi venait d'être écarté des frontières du Brandebourg; on avait repris Wittemberg et Leipsic, et l'on avait même éloigné les troupes des cercles à une distance assez considérable pour ne point appréhender qu'elles pussent se joindre promptement aux Impériaux. Mais tout n'était pas fait, et les projets qui restaient à exécuter étaient la partie la plus difficile de l'ouvrage.

[1] Gustave-Adolphe de Sydow, né en 1709.

Les Russes, qui se tenaient à Landsberg sur la Warte, pouvaient être de là tranquilles spectateurs des événements qui se passeraient en Saxe. Cependant le roi était informé que d'autres raisons les engageaient à ne pas trop s'éloigner, leur dessein étant, au cas que les Autrichiens eussent des avantages sur l'armée du roi, ou que le maréchal Daun pût se soutenir à Torgau, de rentrer dans l'électorat de Brandebourg, et d'établir leurs quartiers le long de l'Elbe, conjointement avec les Autrichiens.

Les suites de ce projet auraient été funestes et désespérantes pour les Prussiens. Par cette position, ils coupaient l'armée du roi non-seulement de la Silésie et de la Poméranie, mais encore de Berlin, cette mère nourricière qui fournissait uniformes, armes, bagage et tous les besoins des troupes : qu'on ajoute à ces considérations qu'il ne restait de quartiers à prendre pour l'armée du roi qu'au delà de la Mulde, entre la Pleisse, la Saale, l'Elster et l'Unstrut. Ce terrain trop resserré ne pouvait pas fournir à la subsistance de tant de troupes pendant l'hiver. D'où seraient venus les magasins pour le printemps? D'où les uniformes? D'où les recrues? Cette armée, ainsi pressée et rejetée sur celle des alliés, l'aurait affamée en s'affamant elle-même. Sans avoir de profondes connaissances militaires, tout homme sensé comprendra que si le roi s'en était tenu là pour cet automne, et n'avait pas formé de nouvelles entreprises, il aurait autant valu se livrer pieds et poings liés à la discrétion des ennemis. Ajoutez à tout ce que nous venons de dire que les provisions dont on avait formé le dépôt de Duben pouvaient à peine fournir pour quatre semaines à l'entretien des troupes; que, par le froid qui commençait à se faire sentir, les eaux de l'Elbe devaient être prises incessamment; que par conséquent les bateaux ne pouvaient plus amener des vivres de Magdebourg : enfin, on se serait vu réduit à la dernière misère, si l'on n'avait pas pris alors de bonnes mesures pour écarter

l'ennemi, et pour gagner un terrain propre à placer et à faire subsister l'armée.

Après avoir bien mûrement examiné et pesé toutes ces raisons, il fut résolu de commettre la fortune de la Prusse au sort d'une bataille, si toutefois on ne pouvait parvenir, par des manœuvres, à déposter le maréchal Daun de Torgau qu'il occupait. Il est bon d'observer que les espèces de jalousies qu'on pouvait lui donner ne roulaient que sur ces deux objets : l'un de gagner avant lui Dresde, où l'on n'avait laissé qu'une faible garnison, et l'autre, de s'approcher de l'Elbe et de lui donner des appréhensions pour ses subsistances, qu'il faisait descendre de Dresde sur ce fleuve; il faut avouer cependant que cette dernière manœuvre ne pouvait guère lui causer d'inquiétude, parce qu'il était maître de toute la rive droite de ce fleuve, et qu'il pouvait faire voiturer par chariots ce que les barques ne pouvaient plus transporter. Ce qu'il y eut de plus difficile dans l'exécution de ce plan, fut de concilier deux choses presque contradictoires, la marche de l'armée sur l'Elbe, et la sûreté du dépôt des vivres. Pour ne point s'écarter des règles, l'armée du roi, en avançant, ne devait point s'éloigner de sa ligne de défense, par laquelle elle couvrait ses subsistances; et ce mouvement qu'il fallait faire sur l'Elbe l'écartait tout à fait à droite, en découvrant ses derrières. On tâcha cependant d'accorder l'entreprise sur l'ennemi avec la sûreté du dépôt. Le roi se proposa de se porter à Schilda, pour éprouver la contenance du maréchal Daun, et de l'attaquer à Torgau, s'il était obstinément résolu à s'y maintenir. Comme il n'y avait qu'une marche jusqu'à Schilda, si le maréchal se retirait sur ce mouvement, il n'y avait point à craindre qu'il entreprît sur Duben, et s'il demeurait à Torgau, en attaquant le lendemain, il était apparent qu'on lui donnerait tant d'ouvrage, qu'il n'aurait pas le temps de former des projets pour ruiner les magasins du roi.

Tout conspirant donc à confirmer le roi dans la résolution qu'il avait prise, il fit marcher, le 2 de novembre, l'armée à Schilda; il fut pendant tout le chemin avec l'avant-garde des housards, pour observer de quel côté se retiraient les postes avancés de l'ennemi, à mesure qu'ils étaient poussés par les troupes du roi. On ne fut pas longtemps en doute; les détachements se retirèrent tous à Torgau, à l'exception de M. Brentano, qu'on attaqua à Belgern, et qu'on prit en un tel sens, qu'il ne put se sauver que vers Strehla. M. de Kleist lui fit 800 prisonniers. L'armée du roi se campa de Schilda par Probsthain à Langen-Reichenbach, et le maréchal Daun demeura immobile à Torgau. Il n'y avait plus à douter qu'il n'eût des ordres positifs de sa cour de soutenir à tout prix sa position. On fit les dispositions suivantes pour l'attaquer le lendemain. La droite des Impériaux s'appuyait derrière les étangs de Groswich. Son centre couvrait la colline de Suptitz; sa gauche se terminait au delà de Zinna, en tirant vers les étangs de Torgau. Outre cela, M. de Ried observait l'armée prussienne du bord de la forêt de Torgau; M. de Lascy, avec une réserve de 20,000 hommes, couvrait la chaussée et les étangs qui sont à l'extrémité de l'endroit où les Impériaux avaient appuyé leur gauche.

Cependant le terrain où se trouvait l'ennemi manquait de profondeur, et leurs lignes n'avaient pas trois cents pas d'intervalle. C'était une circonstance très-favorable pour les Prussiens, parce qu'en attaquant ce centre de front et à dos on mettait l'ennemi entre deux feux, et il ne pouvait qu'être battu. Pour amener les choses à ce point, le roi partagea son armée en deux corps, dont l'un fut destiné à s'approcher de l'Elbe, après avoir traversé la forêt de Torgau, pour attaquer l'ennemi à dos sur la hauteur de Suptitz, tandis que l'autre, en suivant la route d'Eulenbourg à Torgau, devait établir une batterie sur la colline de Groswich, et attaquer le village de Suptitz en même

temps. Ces deux corps, agissant de concert, devaient nécessairement couper l'armée autrichienne par le centre; après quoi il aurait été facile d'en pousser les débris vers l'Elbe, où le terrain, allant toujours en s'abaissant par une pente douce, aurait donné beau jeu aux Prussiens, et leur aurait procuré une victoire complète.

Le roi se mit en marche le 3 dès la pointe du jour; il était suivi de 30 bataillons et de 50 escadrons de sa gauche. Les troupes traversèrent la forêt de Torgau sur trois colonnes. La route de la première ligne d'infanterie la conduisait par Mochrena, Wildenhayn, Groswich et Neinden; la route de la seconde ligne la menait par Pechhutte, Jægerteich, Bruckendorf à Elsnich; la cavalerie, qui faisait la troisième colonne, passait le bois de Wildenhayn, pour se rendre à Vogelsang. M. de Ziethen se mit en même temps en marche avec la droite de l'armée, consistant en 30 bataillons et 70 escadrons, et il enfila le chemin qui va d'Eulenbourg à Torgau. La partie de l'armée que le roi conduisait trouva M. de Ried posté à la lisière du bois de Torgau avec deux régiments de housards, autant de dragons, et trois bataillons de pandours. On lui tira quelques volées de canon, sur quoi il se replia vers la droite des Impériaux. Près de Wildenhayn il y a une petite plaine dans la forêt, où l'on aperçut dix bataillons de grenadiers bien postés, qui faisaient mine de disputer le passage aux Prussiens. Ils firent quelques décharges de canon contre la colonne du roi, auxquelles les Prussiens répondirent. On forma une ligne d'infanterie pour les charger; mais ils se replièrent sur leur armée. Les housards avertirent en même temps que le régiment de Saint-Ignon était dans le bois entre les deux colonnes d'infanterie, et que même il avait mis pied à terre. On le fit attaquer incontinent, et comme ces dragons ne trouvaient aucune issue pour s'échapper, tout le régiment fut détruit. Ces grenadiers et ce régiment devaient partir ensemble pour tenter

une entreprise sur Dœbeln, et M. de Saint-Ignon, que l'on prit, se plaignait amèrement de ce que M. de Ried ne l'avait point averti de l'approche des Prussiens.

Cette petite affaire ne fit perdre que peu de moments aux troupes; elles poursuivirent leur chemin, et les têtes des colonnes arrivèrent à une heure de l'après-midi, au débouché de la forêt, dans la petite plaine de Neiden. On y aperçut des dragons de Bathiany et quatre bataillons, qui, sortant du village d'Elsnich, tirèrent quelques coups de canon au hasard et firent une décharge de petites armes, sans doute causée par un mouvement de surprise de ce qu'ils avaient peut-être aperçu quelques housards prussiens. Ces troupes se retirèrent sur une hauteur derrière le défilé de Neiden. Il y a dans cet emplacement un grand marais, qui part de Groswich et va jusqu'à l'Elbe, au travers duquel on ne peut passer que par deux chaussées étroites. Sans doute que si ce corps se fût établi sur le terrain avantageux où il était, il n'y aurait point eu de bataille; quelque ferme volonté que le roi eût d'attaquer les Impériaux, cela lui devenait impossible; il aurait fallu renoncer à ce projet et rebrousser bien vite pour regagner Eulenbourg. Mais les choses tournèrent tout autrement. Ces bataillons se hâtèrent de rejoindre leur armée, à quoi les invitait une canonnade assez forte qu'ils entendaient du côté de M. de Ziethen. Le roi crut, comme il y avait toute apparence, que ses troupes en étaient déjà aux mains avec l'ennemi; cela lui fit prendre le parti de passer le défilé de Neiden avec ses housards et son infanterie; car la cavalerie, qui aurait dû le devancer, n'était pas encore arrivée.

Le roi se glissa dans un petit bois, et reconnut lui-même la position des ennemis. Il jugea qu'il n'y avait de terrain propre à se former devant les Autrichiens qu'en passant ce petit bois, qui mettait en quelque manière ses troupes à couvert, d'où l'on pouvait gagner un ravin assez consi-

dérable pour garantir les troupes, tandis qu'on les formait, contre le canon de l'ennemi. Ce ravin n'était à la vérité qu'à huit cents pas de l'armée autrichienne, mais le reste du terrain, qui de Suptitz descend en glacis vers l'Elbe, était tel, que si l'on avait formé l'armée dans cette partie, la moitié en aurait péri avant qu'elle eût pu approcher de l'ennemi. Le maréchal Dann, de son côté, eut de la peine à croire que les Prussiens marchaient à lui; ce ne fut qu'après des rapports réitérés qu'il ordonna que sa seconde ligne fît volte-face, et que la plus grande partie du canon de sa première ligne fût menée à la seconde. Quelque précaution que le roi prît pour couvrir la marche de ses troupes, l'ennemi, qui avait 400 bouches à feu en batterie, ne laissa pas de lui tuer beaucoup de monde; 800 soldats furent tués et 30 pièces d'artillerie abîmées, avec leurs chevaux, leur train et leurs artilleurs, avant que les colonnes arrivassent à l'endroit où on voulait les déployer. Le roi forma son infanterie sur trois lignes, dont chacune de dix bataillons faisait une attaque. S'il avait eu sa cavalerie, il aurait jeté deux régiments de dragons dans un fond qu'il y avait à la droite de son infanterie, pour couvrir son flanc. Mais le prince de Holstein, dont rien ne dérangeait le flegme, n'arriva qu'une heure après que l'action fut engagée.

De la manière dont la disposition des attaques était réglée, elles devaient se faire en même temps; il en devait résulter que le roi, ou M. de Ziethen, percerait le centre de l'ennemi à Suptitz. Mais M. de Ziethen, au lieu d'attaquer, s'amusa longtemps avec un corps de pandours qu'il trouva sur son chemin dans la forêt de Torgau; ensuite il se canonna beaucoup avec le corps de M. de Lascy, qui était, comme nous l'avons dit, posté derrière les étangs de Torgau; en un mot, la disposition ne fut point exécutée; le roi attaqua seul, sans être secondé de M. de Ziethen, et sans que sa cavalerie s'y trouvât. Tout cela ne l'empêcha

point de poursuivre son dessein. La première ligne du roi sortit du raviu et marcha à l'ennemi en bonne contenance; mais le feu prodigieux de l'artillerie impériale et ce terrain en glacis lui donnaient trop d'avantage; la plupart des généraux prussiens, des commandeurs des bataillons, et des soldats furent tués ou blessés. La ligne plia et revint un peu en désordre. Les carabiniers autrichiens en profitèrent; ils la poursuivirent, et ne lâchèrent prise qu'après avoir reçu quelques décharges de la seconde ligne; celle-ci s'ébranla aussitôt, et après un combat plus rude et plus opiniâtre que le précédent, elle fut aussi repoussée; et M. de Bulow, qui la conduisait, tomba entre les mains des ennemis.

Le prince de Holstein arriva enfin avec sa cavalerie si longtemps attendue. La troisième ligne des Prussiens était déjà engagée; le régiment du prince Henri attaquant l'ennemi fut chargé à son tour par la cavalerie autrichienne. MM. de Hund, de Reitzenstein et de Prittwitz le soutinrent avec leurs housards, quelques efforts que les ennemis fissent pour l'enfoncer. Le feu terrible que les Impériaux avaient fait de leurs canons avait consumé leurs munitions trop promptement. Ils avaient laissé leur réserve d'artillerie de l'autre côté de l'Elbe, et leurs lignes resserrées ne leur permettaient pas de faire passer entre deux les chariots des munitions et de les distribuer aux batteries. Le roi profita du moment que leur feu commençait à se ralentir pour faire attaquer leur infanterie par les dragons de Baireuth. M. de Bulow les mena avec tant de valeur et d'impétuosité, qu'en moins de trois minutes ils firent prisonniers les régiments de l'Empereur, de Neuperg, de Geisruck et de Baireuth impérial; en même temps les cuirassiers de Spaen et de Frédéric donnèrent sur la partie de l'infanterie ennemie qui était plus à la droite des Prussiens, la mirent en déroute, et ramenèrent beaucoup de prisonniers. Pour le prince de Holstein, on l'avait placé pour couvrir le flanc

gauche de l'infanterie. Son aile droite y touchait, et sa gauche tirait vers l'Elbe.

L'ennemi se présenta bientôt vis-à-vis de lui avec 80 escadrons; il avait sa droite vers l'Elbe et sa gauche vers Zinna. C'était M. d'Odonel qui commandait cette cavalerie impériale. S'il avait eu la résolution d'attaquer le prince de Holstein, le roi perdait la bataille sans ressource; mais il respecta un fossé d'un pied et demi de largeur, qu'on défendait aux escarmoucheurs de passer : les ennemis le crurent considérable, parce qu'on faisait mine de le respecter, et ils demeurèrent vis-à-vis du prince de Holstein sans agir. Cependant les dragons de Baireuth venaient de nettoyer la hauteur de Suptitz. Le roi y fit marcher le régiment de Maurice, qui n'avait point combattu, et un vaillant et digne officier, M. de Lestwitz[1], ramena un corps de 1,000 hommes qu'il avait formé de différents régiments repoussés dans les attaques précédentes. Avec ces troupes les Prussiens s'emparèrent de la hauteur de Suptitz, et on les y établit avec tout le canon qu'on put rassembler à la hâte. Enfin M. de Ziethen, étant arrivé au lieu de sa destination, attaqua de son côté. Il faisait déjà nuit, et pour éviter que Prussiens ne combattissent contre Prussiens, l'infanterie de Suptitz battit la marche. M. de Ziethen l'eut bientôt jointe.

A peine commençait-on à se former avec quelque ordre sur cet emplacement, que M. de Lascy vint avec son corps pour en déloger les troupes du roi; mais il arriva trop tard. Il fut deux fois repoussé. Rebuté d'être si mal accueilli, il se retira vers Torgau à neuf heures et demie du soir. Après la bataille les Impériaux et les Prussiens étaient si voisins dans les vignes de Suptitz, que bien des officiers et des soldats de part et d'autre furent faits prisonniers en s'égarant dans l'obscurité, lorsque tout était fini, en ordre et

[1] Jean-Sigismond de Lestwitz, fils du lieutenant général mentionné plusieurs fois dans le courant de cet ouvrage, né en 1718, mort en 1788.

tranquille. Le roi même, en voulant se rendre au village de Neiden, tant pour expédier des ordres relatifs au gain de cette bataille, que pour en publier le succès dans le Brandebourg et en Silésie, entendit proche de l'armée le bruit d'une voiture. On demanda le mot, et il fut répondu : *Autrichiens*. L'escorte du roi donna dessus, et prit tout un bataillon de pandours, accompagné de deux canons, qui s'était égaré dans l'obscurité de la nuit. A cent pas de là il rencontra une troupe à cheval, qui répondit, sur le qui vive, *carabiniers autrichiens*. L'escorte du roi les attaqua et les dispersa dans la forêt. Ceux que l'on prit déposèrent qu'ils s'étaient égarés avec M. de Ried dans ce bois, et qu'ils avaient cru que les Impériaux étaient maîtres du champ de bataille.

Toute la forêt que l'armée prussienne avait traversée avant la bataille, et que le roi côtoyait alors, était pleine de grands feux. On ne pouvait deviner qui ce pouvait être, et l'on envoya quelques housards pour s'en éclaircir. Ils rapportèrent qu'il y avait autour des feux des soldats habillés de bleu et d'autres de blanc; mais comme il fallait s'informer plus exactement, on y envoya des officiers, et l'on apprit un fait singulier, dont je doute qu'on trouve des exemples dans l'histoire. C'étaient des soldats des deux armées, qui avaient cherché un asile dans ce bois; ils avaient passé entre eux un accord de neutralité, pour attendre ce que le sort déciderait des Prussiens et des Impériaux, étant résignés des deux côtés à suivre le parti de la fortune et à se rendre aux victorieux.

Cette bataille coûta 13,000 hommes aux Prussiens, dont 3,000 furent tués, et 3,000 tombèrent entre les mains des ennemis dans les premières attaques que ceux-ci repoussèrent. MM. de Bulow et de Finck furent de ce nombre. Le roi eut la poitrine effleurée d'un coup de feu, le margrave Charles une contusion; plusieurs généraux furent blessés. La bataille fut opiniâtrément disputée de part et d'autre.

Cet acharnement coûta 20,000 hommes aux Impériaux, dont 8,000 hommes furent faits prisonniers, avec 4 généraux[1]. Ils y perdirent 27 drapeaux et 50 canons. Le maréchal Daun fut blessé dès les premières attaques. Lorsque les ennemis virent plier la première ligne des Prussiens, trop frivoles dans leurs espérances, ils dépêchèrent des courriers à Vienne et à Varsovie pour annoncer leur victoire; mais la nuit même ils abandonnèrent le champ de bataille et repassèrent l'Elbe à Torgau. Le lendemain au matin Torgau se rendit à M. de Hulsen; on fit passer l'Elbe au prince de Wirtemberg; il poursuivit l'ennemi, qui fuyait en désordre, et augmenta encore le nombre des prisonniers qu'on avait déjà faits; les Impériaux auraient été totalement défaits, si M. de Beck, qui n'avait point combattu la veille, n'eût couvert leur retraite en postant son corps entre Arzberg et Triestewitz derrière le Landgraben. Il ne dépendait que du maréchal Daun d'éviter cette bataille. Si au lieu de placer M. de Lascy derrière les étangs de Torgau (que 6 bataillons auraient défendus suffisamment), il l'eût posté derrière le défilé de Neiden, son camp aurait été inexpugnable; tant les moindres inadvertances, dans ce métier difficile, peuvent tirer à conséquence.

Dès que les Russes furent informés de la manière dont la fortune avait décidé du sort des Autrichiens et des Prussiens à Torgau, ils se retirèrent à Thorn, où ils repassèrent la Vistule. L'armée du roi s'avança le 5 à Strehla et le 6 à Meissen. Les Impériaux avaient laissé M. de Lascy de ce côté de l'Elbe, pour qu'il pût couvrir le fond de Plauen avant leur arrivée. Il voulut disputer le défilé de Zehren à l'avant-garde du roi, mais dès qu'il s'aperçut que la cavalerie se mettait en mouvement pour le tourner par Lommatsch, il s'enfuit à Meissen, où il repassa la

[1] Entre autres officiers tués, il faut compter Guillaume, fils de Guillaume-Gustave, prince d'Anhalt-Dessau, et de Jeanne-Sophie Hern. Il était né le 15 mars 1727.

Tripsche, et malgré la célérité de sa marche, son arrière-garde fut entamée et perdit 400 hommes. On continua de le poursuivre, afin de tenter, à la faveur du trouble et du désordre où était l'ennemi, de passer avec lui le fond de Plauen, et de s'emparer de ce poste important; mais quelque diligence que l'on fît, on y vint deux heures trop tard; car en arrivant à Uckersdorf, on découvrit un autre corps des ennemis, qui avait déjà pris poste au Windberg, et dont la droite s'étendait au Trompeter-Schlœsgen; c'était M. de Haddick. Avec le prince de Deux-Ponts il avait, en quittant Leipsic, marché à Zeitz, puis à Roswein. Aussitôt qu'ils furent informés du désavantage que les Impériaux avaient eu à Torgau, ils s'avancèrent en grande diligence pour couvrir Dresde, avant que les Prussiens pussent y venir. Ce fut à Uckersdorf où se bornèrent les progrès du roi et les suites de la bataille de Torgau.

Comme les blessures du maréchal Daun l'empêchaient de vaquer au commandement de son armée, il en remit le soin à M. d'Odonel. Ce général repassa l'Elbe à Dresde, d'où il envoya les régiments les plus délabrés en Bohême, pour se refaire dans des quartiers tranquilles. Le prince de Wirtemberg, qui n'était plus nécessaire en Saxe, retourna joindre en Poméranie MM. de Werner et de Belling, avec lesquels il eut bientôt nettoyé les États du roi du reste des Suédois qui les infestaient encore; après quoi il tourna vers le Mecklenbourg, où il établit ses quartiers d'hiver.

Depuis que le roi et le maréchal Daun avaient quitté la Silésie, M. Laudon, en partant de Lœvenberg, avait poussé jusqu'à Léobschutz. Il se proposa de se rendre maître de Cosel; il donna deux assauts consécutifs à la place les 24 et 25 d'octobre, et fut repoussé deux fois par les bonnes dispositions de M. de Lattorf, qui en était commandant. L'approche de M. de Goltz obligea l'Autrichien à lever le siége [26 octobre]. Il se retira à Ober-Glogau et

de là sur les hauteurs de Kunzendorf. Toutefois, lorsqu'il vit que M. de Goltz s'avançait sur lui à la tête de 22 bataillons et de 36 escadrons, il prit le chemin de Wartha et se retira dans le comté de Glatz, où il mit ses troupes en quartier d'hiver, en les répandant en Bohême dans les cercles voisins. L'armée du roi s'étendait de Neisse par Schweidnitz à Landshut, Lœwenberg et Gœrlitz. Les troupes de Saxe reprenaient par Elsterwerda, Goswig, Torgau, Messein, Freyberg, Zwickau et Naumbourg.

Le roi établit son quartier général à Leipsic, pour être plus à portée de concerter certaines entreprises avec le prince Ferdinand de Brunswic contre les Français et les Saxons, qui étaient avancés de ces côtés jusqu'à Mulhausen et Duderstadt. Pour comprendre la suite des expéditions qui se firent cet hiver, il sera nécessaire de rapporter la campagne des alliés, qui ne fut pas heureuse cette année. Leur armée fut renforcée par 7,000 Anglais, et par un nombre à peu près égal de troupes légères qui furent levées durant l'hiver. Dès le 20 de mai, le prince Ferdinand de Brunswic entra en campagne. Il assembla les troupes à Fritzlar, et poussa en avant MM. d'Imhof et de Luckner[1], pour occuper les postes importants de Kirchheim et d'Amœnebourg, et il détacha sur leur gauche M. de Gilse, qui s'établit à Hersfeld. Bientôt le prince héréditaire fut obligé d'entrer dans le pays de Fulde pour protéger les livraisons de fourrage qu'en tirait l'armée alliée. D'un autre côté, l'armée française ne se rassembla que le 10 de juin auprès de Friedberg. M. de Broglie fit avancer aussitôt le comte de Lusace[2] dans l'évêché de

[1] Nicolas, baron de Luckner, né en 1722, servit d'abord la Prusse et était colonel de hussards dans les armées de Frédéric II. En 1763, il passa au service de la France, fut, en 1791, nommé maréchal de France et guillotiné le 4 janvier 1794 comme conspirateur.

[2] François-Xavier Auguste, comte de Lusace, fils du roi de Pologne, né le 25 août 1730. — Sur sa conduite à l'armée française, voy. *Mémoires de de Luynes*, t. XVI, p. 460, et t. XVII, p. 55.

Fulde, pour observer les mouvements du prince héréditaire. Ces premiers pas ne découvraient point assez les projets de campagne des Français; on ne pouvait prendre des mesures positives pour les contrecarrer. Le prince Ferdinand était d'ailleurs dans la persuasion que la France ferait cette année les plus grands efforts du côté du bas Rhin. Cette supposition dérangea les suites de sa campagne, qui peut-être aurait autrement tourné s'il avait prévenu les Français sur l'Eder. Car l'intention de M. de Broglie était de pénétrer en Hesse, et de là dans le pays de Hanovre, autant que cela se trouverait praticable. Ce fut sur quoi roulèrent toutes ses opérations, et celles du prince Ferdinand tendaient à l'en empêcher, soit en se saisissant de quelques points capitaux, soit en battant des détachements, ou enfin, comme il ne pouvait point attaquer les postes français à cause de leur force et du terrain avantageux dont ils avaient su profiter, en faisant faire une diversion au prince héréditaire sur Wésel, pour affaiblir les ennemis qu'il avait en Hesse devant lui. Le premier mouvement de M. de Broglie fut sur Grunberg, et le second sur l'Olm. Le prince Ferdinand se tourna vers Ziegenhain et de là sur Dietershausen. Ces premières manœuvres donnèrent d'abord l'avantage aux Français de s'emparer de Marbourg. M. de Saint-Germain, qui était au bas Rhin, devait joindre le maréchal de Broglie, pour dérouter M. de Spœrken, qui lui était opposé; il s'avança d'abord à Una, d'où il tourna subitement vers la Ruhr, et de là sur la Dimel. Le général hanovrien ne donna pas dans le piége et arriva en même temps sur la Dimel [8 juillet]. Pour faciliter la jonction de M. de Saint-Germain, M. de Broglie marcha à Neustadt, et de là sur Corbach. Le prince Ferdinand, qui était encore à Ziegenhain, envoya le prince héréditaire dans le pays de Waldeck, et le suivit de près. Ce dernier s'approcha de Corbach, pour couvrir la marche des alliés, qui passaient le défilé de Sachsenhausen à un mille der-

rière lui. L'armée française, fort supérieure en nombre à son détachement, l'attaqua; il y perdit du monde et du canon; il se replia sur Sachsenhausen, où il rejoignit le prince son oncle. Comme toute l'armée française était à Corbach, le prince Ferdinand voulut au moins couvrir l'évêché de Paderborn; il y envoya M. de Spœrken, qui, à peine arrivé, trouva vis-à-vis de lui M. de Saint-Germain, que le maréchal de Broglie lui opposait. Cependant le prince héréditaire supportait avec peine le désavantage qu'il avait eu le jour de Corbach, et ne tarda pas à prendre sa revanche. Il partit du camp à la sourdine et enleva un détachement entier de 3,000 Français à Kirchhayn, avec le brigadier Glaubitz, qui le commandait, et le prince de Cœthen. D'un autre côté, M. de Broglie ne restait pas dans l'inaction; il essaya d'enlever le corps de M. de Spœrken, et quoique ce général hanovrien se retirât à Volkmarsen, et que l'armée des alliés s'approchât pour le soutenir, son arrière-garde n'en fut pas moins maltraitée par les Français. Après cet échec, le prince Ferdinand prit une position à Calben pour couvrir Cassel, le prince héréditaire à Oberwellmar, M. de Wangenheim à Munchof, et M. de Spœrken à Westoffelen. L'armée française suivit les Allemands au delà de Freyenhagen, d'où le comte de Lusace se porta sur l'Eder, et M. de Muy [1] sur Warbourg. Comme ce dernier corps ôtait aux alliés la communication avec l'évêché de Paderborn et la ville de Lippstadt, le prince héréditaire et M. de Spœrken furent envoyés dans cette partie. L'armée des alliés les suivit immédiatement. Le prince héréditaire avait déjà tourné M. de Muy, lorsque le prince Ferdinand arriva. L'action s'engagea tout de suite. Les Français, ayant perdu 20 pièces de canon et

[1] Louis-Nicolas-Victor de Félix d'Ollières, comte du Muy, né en 1711; mestre de camp en 1731, brigadier en 1743, maréchal de camp en 1745, lieutenant général en 1748, ministre de la guerre en 1774, maréchal de France en 1775, mort la même année.

4,000 hommes, se retirèrent à Vollmarsen, où peut-être on ne les aurait pas laissés tranquilles sans un incident qui dérangea toutes les mesures que les alliés avaient prises. Dès que le prince Ferdinand se fut éloigné de Cassel, M. de Broglie chargea le comte de Lusace du siége de cette ville; et à peine parut-il, que cette capitale se rendit à lui. Elle fut prise par les Français le même jour que M. de Muy fut battu à Warbourg par les alliés. L'armée française marcha aussitôt à Volkmarsen sur la Dimel, et poussa M. de Muy à Stadtberg, tandis que, de son côté, le comte de Lusace perça par Munden dans l'électorat de Hanovre. Le prince Ferdinand, resté à Warbourg, opposa M. de Spœrken à M. de Muy, et assura sa communication le mieux qu'il put derrière la Dimel, et le prince héréditaire et Luckner passèrent le Wéser à Holzmunden. Ils s'avancèrent sur le comte de Lusace et le contraignirent d'abandonner Eimbeck, Nordheim et Gœttingue, et firent au delà de 600 prisonniers dans le détail de cette opération. Pour le comte de Lusace, il prit la route de Witzenhausen et fit diligence pour regagner Munden. Le prince héréditaire, ayant laissé M. de Wangenheim à Uslar pour observer les Français, s'en retourna joindre l'armée de son oncle. Par l'effet des différentes manœuvres dont nous avons rendu compte, les alliés ne tenaient plus qu'une lisière de la Hesse, et comme ils étaient entièrement coupés de Ziegenhain, cette forteresse tomba au pouvoir des Français, qui en firent la garnison prisonnière de guerre.

Le maréchal de Broglie, ayant nettoyé tous ses derrières et se trouvant en possession du pays de Hesse, rassembla tous ses détachements, se porta sur Durenberg et fit mine de pénétrer en force dans l'électorat de Hanovre. Sur cette démonstration, les alliés se replièrent sur le Wéser, prirent un camp à Buhne, et occupèrent par des détachements les postes de Beverungen, Bodenhagen et Teisselberg. Le prince héréditaire demeura à Warbourg, d'où

il surprit de nuit à Zierenberg un détachement de 500 Français. Peu de jours après il marcha du côté de l'Eder, pour soutenir l'entreprise de M. de Bulow sur Marbourg. Cet officier s'avança vers cette ville avec la légion britannique; il surprit les Français et leur ruina toute leur boulangerie, et aurait poussé ses avantages plus loin, sans le malheur qui arriva au colonel Fersen, qui, devant le soutenir du côté de Corbie, pour protéger sa retraite, se laissa battre par M. de Stainville[1]. M. de Bulow, qui n'en fut pas averti à temps, eut bien de la peine à se retirer, et ne gagna le corps du prince héréditaire qu'après avoir eu quelques fâcheuses affaires d'arrière-garde à essuyer. Sur ces entrefaites [14 septembre], M. de Broglie étant retourné à Cassel, le prince Ferdinand prit le camp de Geismar.

Cependant, comme les Français ne renonçaient pas au dessein de pénétrer dans l'électorat de Hanovre, le maréchal de Broglie renforça le corps du comte de Lusace de 16,000 hommes. Son intention était de surprendre M. de Wangenheim à Uslar. Ce général y fut attaqué le 19. La supériorité de l'ennemi le forçant à la retraite, il l'exécuta sans faire de perte considérable. Aussitôt que le prince Ferdinand fut instruit de ce qui venait de se passer, il envoya des renforts à M. de Wangenheim, avec lesquels ce général retourna occuper son ancien poste. Le comte de Lusace, de son côté, se porta sur Lutterberg et reprit Gœttingue, tandis que d'autres détachements français s'emparèrent de Vach, Hersfeld, Eschwege et Muhlhausen, où ils établirent des magasins auxquels les duchés de Gotha et d'Eisenach furent obligés de fournir les livraisons. D'autres détachements s'étendirent de là dans la Thu-

[1] Jacques-Philippe, duc de Choiseul-Stainville, né à Lunéville en 1727, servit d'abord en Autriche, puis en France, où il eut le grade de lieutenant général en 1760, maréchal de France en 1783. Il mourut en 1789.

ringe, pour prêter la main aux troupes de l'Empire, et à celles du duc de Wirtemberg, qui s'avançait alors vers l'Elbe du côté de Wittemberg et de Torgau. Le prince Ferdinand voyait clairement, par les différentes mesures que prenaient les Français, que le maréchal de Broglie avait intention de se maintenir durant l'hiver, tant en Hesse que dans le pays de Hanovre; il crut ne pouvoir rompre autrement ce dessein que par une puissante diversion, qui, en attirant ailleurs une partie des forces ennemies, lui donnerait jour à former quelque entreprise contre la partie de l'armée ennemie qui demeurerait vis-à-vis de lui.

Il se pressa d'exécuter ce projet, et chargea du siége de Wesel son neveu, le prince héréditaire, qui partit aussitôt à la tête de 15,000 hommes pour le bas Rhin. Ce prince renforça son corps dans sa marche de tout ce qu'il put tirer des garnisons de Munster et de Lippstadt, et dès le commencement d'octobre il investit la ville de Wesel, dont la garnison consistait alors en 2,600 hommes. Il paraît que cette expédition devait être prompte pour réussir, et qu'en hasardant un coup de main, en glissant des troupes pourvues d'échelles du côté du Rhin, et en faisant en même temps une fausse attaque du côté de la porte de Berlin, il aurait été possible d'emporter la place et la citadelle en même temps. Peut-être que cette entreprise parut trop incertaine et que le prince héréditaire eut des raisons de lui préférer la manière ordinaire d'attaquer les places. Il fit passer le Rhin à une partie de ses troupes, s'empara de la ville de Clèves, où il fit 600 prisonniers; de là se rendit à Ruremonde, qui fut pris sans faire de résistance; après quoi il retourna à Burich, où il se retrancha entre cette ville et le Rhin, en établissant ses ponts de communication sur ce fleuve au-dessus et au-dessous de Wesel. La tranchée devant cette place fut ouverte le 11.

D'un autre côté, le maréchal de Broglie ne demeura pas

dans l'inaction. Il devina, par la route qu'avait prise le prince héréditaire, quelle pouvait être la nature de l'expédition qu'il allait tenter, et il envoya incessamment au bas Rhin M. de Castries [1], à la tête d'un corps de 20,000 hommes. Ce général traversa la Wettéravie, et fit tant de diligence, qu'il arriva le 14 du mois à Nuys; il s'y fit joindre par 10,000 hommes, qu'il tira tant du pays de Cologne que des garnisons des Pays-Bas. Après leur arrivée, s'avançant à Rheinberg, il prit une position derrière le fossé Eugène, canal qui va de cet endroit à Gueldre, d'où il poussa sa gauche à Closter-Camp. Le prince héréditaire, mal informé de la force des ennemis, ne croyant point avoir à faire à si forte partie, jugea qu'il lui convenait d'aller à la rencontre des Français, parce que s'il battait ce secours, Wesel tombait de lui-même, et que s'il laissait à M. de Castries le temps d'augmenter son corps, il fallait se résoudre à lever le siége de cette place sans combattre. Dans cette vue, ce prince s'approcha de Rheinberg, et la nuit du 15 au 16 il marcha à l'ennemi, pour attaquer sa gauche au delà de Closter-Camp [2]. Le prince ignorait que le corps de Fischer se trouvât posté devant l'armée française. Comme il fut obligé de le déposter, cette tiraillerie donna l'alarme au corps de M. de Castries, et le combat s'engagea tout de suite; il fut opiniâtre, et dura depuis cinq heures du matin jusqu'à neuf heures avant midi. Les alliés poussèrent une ligne des ennemis, mais le nombre l'emporta. Les Français faisant avancer sans cesse de nouvelles troupes, qui n'avaient point encore combattu, débor-

[1] Charles-Eugène-Gabriel de la Croix, marquis de Castries, né vers 1727. Maréchal de camp en 1742, lieutenant général en 1758, mestre de camp général de la cavalerie en 1759, ministre de la marine en 1780, maréchal de France en 1783; mort en 1801.

[2] Ce fut cette nuit-là qu'eut lieu l'admirable dévouement du chevalier d'Assas, capitaine au régiment d'Auvergne. Cette belle action fut récompensée sous Louis XVI par une pension de 1,000 livres à l'aîné de la famille d'Assas.

dèrent les assaillants sur leurs deux ailes. Les alliés ne purent y résister, et le prince, qui s'aperçut du désavantage que ses gens avaient dans le combat, prit le parti de se retirer à Burich. Cette affaire lui coûta 1,200 hommes. Les Français ne le suivirent point; mais, en revenant dans son camp, il trouva ses ponts emportés par les eaux qui s'étaient accrues. Ce ne fut que le 18 qu'il acheva de les rétablir et qu'il repassa le Rhin, leva le siége de la place, et se campa à Brunen, qui n'est qu'à un mille de Wesel. De là le prince observa quelque temps les Français, qui ne firent point mine de le suivre; après quoi il retourna dans le pays de Munster, d'où ayant envoyé une partie de son corps en basse Saxe, il remit le reste de ses troupes en quartiers de cantonnement.

Il ne se passa rien de considérable durant cette expédition du côté du prince Ferdinand, sinon que M. de Wangenheim, renforcé par quelques troupes qu'il avait reçues de la grande armée, chassa M. de Stainville de Duderstadt et s'y établit. M. de Broglie, ayant retranché son camp de Cassel, renvoya sa cavalerie dans l'évêché de Fulde; le prince Ferdinand repassa le Weser alors, et renforça ses postes d'Uslar, Moringen et Nordhein. Nous verrons dans peu les ressorts que les généraux firent jouer de part et d'autre, pour reprendre ou pour soutenir la Hesse. Cette lutte dura encore les deux campagnes suivantes, et ne se termina que vers la paix à l'avantage des alliés.

CHAPITRE TREIZIÈME.

De l'hiver de 1760 à 1761.

L'armée du roi était entrée dans les quartiers d'hiver dès le 8 de décembre. Elle n'avait point à craindre d'être inquiétée par les Impériaux; ils pensaient trop vivement

encore à la bataille de Torgau, et ne s'occupaient que des moyens d'en réparer les pertes. Il n'en était pas de même des Français. Ils avaient eu sur le prince Ferdinand des avantages qui les approchaient des États du roi et des frontières de la Saxe. Le maréchal de Broglie occupait la Hesse; il avait poussé un détachement de Saxons et de Français à Gotha; il tenait Gœttingue, et par cette position il resserrait également les Prussiens et les alliés. Pour resserrer l'ennemi à son tour, le roi pressa le prince Ferdinand d'entrer le plus tôt qu'il pourrait en action; car les Prussiens étaient chaque année obligés de se battre avec les mêmes troupes contre les Russes, les Suédois, les Autrichiens et les Français. Le prince Ferdinand se porta sur Gœttingue avec son armée; des pluies abondantes survinrent, qui firent enfler et déborder les rivières, et abîmèrent les chemins. On ne put transporter à l'armée ni munitions de bouche, ni munitions de guerre, en un mot l'expédition manqua, et le prince Ferdinand reprit sa première position. On ne se découragea point; au projet qui venait d'échouer on en fit succéder un nouveau. Le prince Ferdinand se proposa d'entrer en Hesse par trois chemins, pour tomber en même temps sur différents quartiers français, au moyen de quoi il y avait lieu de présumer qu'il rejetterait l'ennemi sur le Mein, qu'il reprendrait les places de la Hesse, et rétablirait l'état de la guerre sur un pied plus avantageux pour les alliés. Pour encourager d'autant plus ce prince à cette expédition, le roi lui promit de l'assister d'un corps de ses troupes, qu'il pourrait employer jusqu'aux bords de la Werra et de Vach, et l'on prit de concert des mesures pour mettre cette entreprise en exécution.

En conséquence, 7,000 Prussiens s'avancèrent à Languesalza, où M. de Stainville s'était posté avec un corps de Saxons et de Français [12 février]. Le petit ruisseau de la Salza séparait la cavalerie française de l'infanterie saxonne.

M. de Stainville se tenait à la rive droite de ce ruisseau avec sa troupe, et le comte de Solms à la gauche, ayant un marais entre eux. Les Prussiens, dès leur arrivée, canonnèrent la cavalerie française, qui se mit incontinent à fuir. Les Saxons, se voyant ainsi abandonnés par M. de Stainville, prirent le parti de se retirer. MM. de Lœllhœftel, d'Anhalt et de Prittwitz saisirent le moment qu'ils se mirent en mouvement, fondirent dessus avec la cavalerie prussienne, les enfoncèrent, et prirent 60 officiers, 300 hommes et 5 canons, et eurent tout l'honneur d'une aussi belle action. M. de Spœrken survint avec ses Hanovriens et se joignit aux troupes du roi pour la poursuite de l'ennemi. M. de Luckner attaqua de nouveau ces Saxons à Eisenach, puis à Vach, où il dispersa toute leur infanterie. De là MM. de Spœrken et de Luckner s'avancèrent sur Hersfeld. Le prince héréditaire de Brunswic[1] s'empara en même temps de Fritzlar et du dépôt que les Français y abandonnèrent. Le prince Ferdinand, qui tenait le centre de ces deux corps avec le gros de l'armée, passa la Fulde, et marcha droit sur Cassel. M. de Broglie, pris au dépourvu, ne l'attendit pas, et se retira, par la ville de Fulde, sur Hanau et Francfort. Quelque peu favorable que parût la saison pour entreprendre des siéges, il était si important de retirer Cassel des mains des Français, que le prince Ferdinand résolut de tenter l'entreprise. Il chargea le comte de la Lippe de cette opération. La place était défendue par une garnison de 6,000 Français. Le comte de la Lippe en fit l'investissement avec 15,000 Hanovriens. Pour profiter de l'occasion qui se présentait et de l'éloignement de l'armée française, le prince Ferdinand fit assiéger trois places à la fois, savoir : Cassel, Ziegenhain et Marbourg. L'inexpérience des généraux et des ingénieurs, le retardement des munitions, les chemins mauvais

[1] Charles-Guillaume, fils de Charles, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, né en 1735, mort en 1806.

et rompus, qui abîmaient les chariots, les lui firent manquer toutes trois.

Durant tous ces siéges, le prince héréditaire avait été poussé en avant, pour observer les mouvements des Français vers Francfort et sur le Mein. Le prince son oncle était un peu trop en arrière avec la grande armée pour pouvoir lui porter de prompts secours. M. de Broglie fondit sur ce détachement avec toute l'armée française. Le prince héréditaire perdit 300 hommes à cette action, et rejoignit, avec les débris de son corps, le prince Ferdinand. M. de Broglie continua de s'avancer en Hesse. Un détachement des alliés, qui assiégeait Ziegenhain, se retira trop tard et sans disposition en présence de l'ennemi, et fut totalement battu et défait. Pour éviter de plus grands malheurs, le prince Ferdinand crut que la prudence demandait qu'il évacuât la Hesse. Il dirigea sa retraite avec tant de précaution, qu'il rentra dans le pays de Hanovre sans avoir fait la moindre perte. M. de Broglie ne se hasarda pas à le suivre; il se contenta de ravitailler la ville de Cassel, et d'en renforcer la garnison, de même que celles de Giessen, de Marbourg et de Ziegenhain, après quoi il se replia derrière le Mein. Les troupes dont le roi s'était servi contre les Français et les Saxons, devenant désormais inutiles sur la Werra, furent alors employées contre l'armée de l'Empire. A peine avait-on battu un ennemi, qu'il en fallait attaquer un autre. M. de Schenkendorf[1] les conduisit au mois de mars contre un corps de 4,000 hommes des cercles, posté près de Schwartzbourg, qu'il défit, et dont il ramena 1,200 hommes prisonniers et 5 canons.

Après avoir mis sous vos yeux les événements d'une campagne où, ne respectant point les hivers, on affrontait toutes les saisons, il faudra jeter à présent un coup d'œil sur ce qui se passait dans les cabinets des princes. La France commençait à se ressentir de la durée de cette

[1] Frédéric-Auguste de Schenkendorff, né en 1710.

guerre; elle s'affaiblissait par l'interruption totale de son commerce, par les pertes qu'elle faisait dans les Indes orientales et occidentales, et par les dépenses énormes que lui occasionnait la guerre d'Allemagne. L'alliance avec la maison d'Autriche avait perdu la fleur de sa nouveauté, de sorte que le premier enthousiasme de la mode en était passé. Le peuple, cet animal à beaucoup de langues et à un petit nombre d'yeux, se plaignait de la guerre dont il portait le fardeau, et qu'on faisait pour la maison d'Autriche, l'ennemie héréditaire de la France.

Une voix plus respectable, celle des gens sensés, s'élevait de même contre une guerre qui ruinait le royaume, pour agrandir un ennemi réconcilié, et cette voix commençait à prendre le dessus. Mais la cour avait des vues particulières. Il y a dans tous les États un nombre de citoyens qui, loin du tumulte des affaires, les envisagent sans passion, et en jugent par là même sainement, tandis que ceux qui tiennent en main le gouvernail, ne voient les objets qu'avec des yeux fascinés, ne raisonnent que sur des fantômes que leur imagination leur présente, et souvent sont entraînés, par les suites d'une fausse mesure, dans un enchaînement de conséquences qu'ils n'ont pu prévoir. C'était à peu près le cas où se trouvait le ministère de Versailles. Au commencement de cette année, il donna par écrit à ses alliés une déclaration qui portait que, la France ayant fait depuis quatre ans, conjointement avec ses alliés, des efforts inutiles pour écraser le roi de Prusse, et n'ayant pu y réussir, elle ne se trouvait plus en état de continuer les dépenses énormes auxquelles elle avait fourni jusqu'alors; qu'en continuant la guerre, on achèverait de ruiner et de dévaster l'Allemagne, qui en était le théâtre; il concluait par conseiller aux autres puissances de renoncer pour cette fois à tout dessein de conquêtes et d'agrandissement, pour penser sérieusement à rétablir la paix.

La même déclaration se fit en termes plus forts encore

à Stockholm. La raison en était que, dans la diète des États assemblés dans cette capitale, le parti de la cour avait vivement attaqué la faction française, en la taxant d'avoir allumé cette guerre, de la fomenter, et d'y avoir entraîné la Suède pour sa ruine. Ainsi, les dispositions pacifiques qu'étalait la déclaration française n'avaient eu pour but que de calmer les esprits agités, de détruire les arguments dont le parti contraire s'était servi, et de maintenir les créatures que la France soudoyait dans le sénat[1]. Les deux impératrices et le roi de Pologne reçurent cette déclaration avec des sentiments différents que devaient leur inspirer leurs divers intérêts. Le roi de Pologne, dans le fond, était las de la guerre; il commençait à s'apercevoir que son pays en était le théâtre, et serait également ruiné par ceux qu'il appelait ses amis et par ses ennemis; il se flattait néanmoins encore d'obtenir quelque dédommagement par la voie de la négociation.

L'impératrice de Russie aimait la paix et aurait désiré la fin des troubles, parce qu'elle haïssait les affaires, le travail et l'effusion du sang; mais facile à prendre des impressions de la part de ceux qui avaient de l'ascendant sur son esprit, excitée par ceux qui l'entouraient, elle s'était persuadé que sa dignité ne lui permettait de faire la paix qu'après l'abaissement de la puissance prussienne. Pour l'impératrice-reine, qui jouissait des efforts que faisait toute l'Europe pour abattre l'ennemi capital de sa maison, elle aurait désiré de prolonger un enthousiasme qui lui était si avantageux, et de ne quitter les armes qu'après avoir entièrement mis en exécution tout ce qu'elle méditait contre la Prusse. Cependant pour ne point indisposer la cour de Versailles, et pour concilier en apparence des intérêts aussi incompatibles, elle proposa la tenue d'un congrès général à Augsbourg, assurée de flatter ainsi la

[1] Sur les subsides et pensions donnés par la France à l'étranger, on consultera avec fruit le Livre rouge publié par la Convention.

France, en même temps qu'elle affecterait aux yeux du public une conduite pleine de modération ; ce qui, dans la réalité, ne pouvait préjudicier en rien à ses intentions, ni à ses intérêts, parce qu'elle était la maîtresse de traîner cette négociation autant qu'elle le jugerait convenable, et de pousser en attendant la guerre avec vigueur durant la campagne qui allait s'ouvrir, et sur le succès de laquelle elle fondait les plus grandes espérances.

La proposition de ce congrès fut faite à Londres par le prince Gallitzin, ministre de Russie auprès du roi de la Grande-Bretagne. Les rois de Prusse et d'Angleterre y donnèrent les mains avec d'autant moins de répugnance, qu'ils avaient eux-mêmes proposé ce congrès l'année précédente, sans que leurs ennemis eussent alors daigné répondre à cette ouverture. La France cachait des vues plus profondes sous des apparences pacifiques. Elle offrit à l'Angleterre une suspension d'armes et l'envoi réciproque de ministres, pour terminer leurs différends à l'amiable. Ses intentions secrètes étaient d'amuser l'Angleterre par cette négociation, pour retarder les préparatifs immenses que cette nation faisait sur mer, pour lui faire perdre cette campagne, remettre sa propre flotte en état, engager l'Espagne dans cette guerre ; ou, si les Anglais se trouvaient disposés à la paix, la France espérait, sous le masque de médiatrice, d'être l'arbitre du congrès d'Augsbourg, et d'y jouer un rôle semblable à celui qu'elle avait fait au congrès de la paix de Westphalie.

Après quelques pourparlers, le ministère britannique consentit à l'envoi réciproque des ministres, et en même temps déclina la conclusion de la suspension d'armes, jusqu'à ce qu'on fût convenu des préliminaires. Le roi, qui connaissait la façon de penser de ses ennemis, nomma des ministres pour le congrès d'Augsbourg. Leur instruction portait de recevoir toutes les propositions qu'on leur ferait, sans y donner de réponse, parce que le roi se proposait de

faire négocier sérieusement la paix par ses ministres à Londres, où il trouvait l'avantage de pouvoir convenir directement de ses intérêts avec la France, et de n'avoir point à faire en même temps avec tant de princes à la fois. Le roi ne pouvait point, dans les circonstances où il se trouvait, s'opposer à une paix séparée des Anglais et des Français; il ne s'agissait que de rendre ses conditions les meilleures qu'il se pourrait, et, en conséquence, on stipula que les Français seraient obligés de restituer les provinces de la domination prussienne qu'ils avaient envahies pendant cette guerre, et que l'Angleterre fournirait au roi des subsides et des troupes, afin qu'il pût forcer les ennemis qui lui restaient à consentir à un accommodement honnête; on convint de plus qu'aucun ambassadeur de l'empereur ne pourrait être admis à ce congrès, parce qu'on avait fait la guerre à l'impératrice-reine, et non au chef de l'Empire. Cette clause, toute légère qu'elle était au fond, fut cause que ce fameux congrès n'eut jamais lieu.

Dans ce temps l'Angleterre perdit le roi George II; il termina son règne glorieux par une mort douce et prompte. Il eut, avant sa fin, la satisfaction d'apprendre la prise de Montréal, par où les Anglais achevèrent la conquête du Canada. Ce prince, entre autres bonnes qualités, avait une fermeté héroïque, qui faisait que ses alliés pouvaient prendre une confiance entière en sa personne. Son petit-fils lui succéda; il était à peine majeur : c'est celui qui règne à présent sous le nom de George III.

La négociation qui se continuait à Constantinople de la part de la Prusse, et dont il a été si souvent fait mention dans cet ouvrage, commençait alors à prendre une espèce de consistance. Le 2 d'avril le ministre prussien signa un traité d'amitié avec le grand visir, et fut admis à son audience publique. On s'était réservé des deux parts la liberté de resserrer cette union, et de la convertir en alliance défensive. Quelque peu de réalité qu'il y eût dans

ce traité, il ne laissait pas de causer des inquiétudes à la cour de Vienne, et même à la Russie. On soupçonnait que l'engagement que les deux puissances venaient de contracter était plus étroit qu'il n'était annoncé. Cependant, comme les troupes ottomanes ne faisaient aucun mouvement, l'impératrice reine se crut pour cette campagne à l'abri de toute diversion.

[Outre ces grandes négociations, il s'en tramait bien des sourdes. Comme il n'est point de ville imprenable où l'on ne puisse introduire un mulet chargé d'or, il n'est guère d'armée où l'on ne trouve d'âme lâche et vénale. Dans cette crise des affaires, il était important d'avoir des nouvelles de bonne source, et, avec tant d'ennemis, il fallait au moins pouvoir être instruit d'une partie de leurs desseins. Cela avait fait jeter les yeux sur M. Totleben, comme un homme capable d'entrer dans de pareilles propositions et propre à faire parvenir les meilleures nouvelles. On ne se trompa point dans le jugement qu'on avait porté de son caractère. Il fit tout ce qu'on désira de lui et même au delà. Mais, par la suite de cet esprit de légèreté et d'imprudence qui l'avait engagé dans cet indigne métier, il se trahit lui-même par sa conduite peu mesurée, et il fut précisément arrêté au commencement de la campagne, lorsque ses services devenaient les plus essentiels et les plus utiles[1].]

Les troupes demeurèrent tranquilles dans leurs quartiers jusqu'à la fin de mars. Dès le mois d'avril, celles de Saxe s'assemblèrent en cantonnements, et le roi transféra son quartier de Leipsic à Meissen.

[1] Ce qui est entre crochets ne se trouve que dans l'édition officielle de Berlin.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

Campagne de 1761.

Les sentiments pacifiques que montraient avec tant d'ostentation les deux cours impériales ne les empêchèrent pas de hâter, avec une très-grande ardeur, les préparatifs pour la campagne prochaine. Elles se proposaient de faire les plus grands efforts, et de mettre tout en œuvre pour réduire le roi de Prusse à l'extrémité. Le maréchal Daun prit le commandement de l'armée impériale en Saxe, et celle de Silésie fut confiée à M. Laudon. Ce général vint se camper à Scitendorf vis-à-vis M. de Goltz [6 avril], qui avait posté ses troupes à Kunzendorf. Les avantages que le roi avait eus dans la dernière campagne contre les Autrichiens n'avaient pas été assez importants pour que la balance penchât tout à fait de son côté. L'impératrice avait recruté ses troupes durant l'hiver, et l'armée russe, qu'elle avait à sa disposition, lui donnait toujours l'avantage du nombre, et la facilité de se procurer des diversions réelles, lorsqu'elle les jugeait convenables. Outre ce secours, elle avait encore celui des troupes de l'Empire et de l'armée suédoise. Alexandre, avec moins de monde et d'alliés, bouleversa l'empire de Perse.

Voici les différents projets que les puissances belligérantes formèrent pour cette campagne. La France résolut d'agir avec deux armées contre le prince Ferdinand : celle du bas Rhin, aux ordres de M. de Soubise, devait s'emparer de Munster; et celle du Mein, que commandait M. de Broglie, devait pénétrer par Gœttingue dans l'électorat de Hanovre. M. Laudon était destiné, par la cour de Vienne, à faire une guerre de siéges en Silésie, où il devait être appuyé par les Russes. Ceux-ci voulaient porter leurs forces principales sur la Warta, où ils avaient choisi Posen pour

leur position centrale; de là M. de Butturlin devait agir en Silésie, selon qu'il en conviendrait avec les généraux autrichiens, tandis que M. de Romanzow[1], avec un gros détachement soutenu des flottes russe et suédoise, assiégerait Colberg. Le maréchal Daun se réserva pour les coups décisifs. Son armée était comme le magasin d'où devaient partir les renforts vers les endroits qui en auraient besoin. Il détacha effectivement M. d'Odonel avec 16,000 hommes pour Zittau, d'où ce général se trouvait également à portée de la Saxe et de la Silésie.

Du côté du roi et de ses alliés, il était impossible de prendre des mesures suffisantes pour s'opposer solidement aux desseins et aux efforts de cette multitude d'ennemis. Voici cependant en gros les arrangements dont on convint. Le prince Ferdinand chargea le prince héréditaire du soin de couvrir le pays de Munster contre les attaques de M. de Soubise, et lui-même il prit pour point capital Paderborn, où il se trouvait à portée de soutenir le prince héréditaire, ou bien de prendre à revers M. de Broglie, si ce maréchal hasardait de passer le Weser et s'aventurait dans l'électorat de Hanovre. Le roi confia l'armée de Saxe au prince son frère, et lui recommanda d'observer le maréchal Daun, et, dans le cas où ce maréchal prendrait le chemin de la Silésie, de le suivre avec une partie de ses troupes, en laissant M. de Hulsen à Meissen avec un détachement, pour qu'il se soutînt en Saxe autant que les conjonctures le permettraient. Le roi se réserva la défense de la Silésie; il choisit M. de Goltz pour couvrir Glogau avec un corps de 12,000 hommes. Le prince de Wirtemberg, qui avait hiverné dans le Mecklenbourg, fut destiné, avec les troupes qu'il commandait, à couvrir la ville de Colberg; et l'on fit travailler avec diligence au camp retranché qu'il devait occuper autour de cette place. L'on prévoyait que si les

[1] Pierre-Alexandrowitsch, comte de Romanzoff, né en 1730, célèbre général russe. Il mourut en 1796.

Russes manquaient ce siége, ils pourraient se porter ou sur la Marche électorale, ou vers la Silésie. Dans le premier cas, il fut arrêté que le prince de Wirtemberg et M. de Goltz se joindraient à Francfort pour couvrir Berlin, où, des deux grandes armées prussiennes, la moins occupée leur enverrait des secours; et, dans le second cas, M. de Goltz avait des instructions pour couvrir Glogau ou Breslau, selon que l'une de ces deux villes se trouverait en avoir le plus de besoin.

On commença d'abord par rassembler les troupes dans les lieux de leur destination. Le roi se mit en marche le 4 de mai; le même jour il passa l'Elbe à Hirschstein, et il arriva le 10 à Lœwenberg, sans avoir trouvé d'obstacle sur la route. A l'approche des Prussiens, M. de Laudon abandonna son camp de Seitendorf, se retira en Bohème, et se retrancha à Hauptmansdorf proche de Braunau; il garnit outre cela les postes de Silberberg et de Wartha de troupes suffisantes pour défendre ces deux gorges, qui mènent dans le comté de Glatz. Le roi choisit sa position auprès de Kunzendorf; sa droite occupait le Zeiskenberg et Furstenstein, sa gauche s'étendait sur le plateau de Bernsdorf. Outre cela, M. de Bulow fut posté à Nimptsch avec un corps de cavalerie, pour conserver une libre communication avec Neisse. M. de Goltz partit en même temps avec un détachement de 10,000 hommes pour Glogau, d'où il détacha M. de Thadden avec 4 bataillons pour se joindre au prince de Wirtemberg, qui occupait déjà son camp retranché proche de Colberg.

Pendant que ces préparatifs se faisaient en Silésie, ainsi qu'en Poméranie et en Saxe, les Autrichiens et les Russes délibéraient ensemble. Ils eurent de la peine à s'accorder, et changèrent à différentes reprises le plan de leurs opérations; ils convinrent enfin que M. de Romanzow assiégerait Colberg, et que M. de Butturlin marcherait droit à Breslau. Sur ces entrefaites M. de Goltz tomba malade, et

fut emporté en peu de jours par une fièvre inflammatoire. M. de Ziethen, qui le remplaça, fut chargé d'un projet d'expédition en Pologne, qu'on avait déjà deux fois vainement essayé d'exécuter, et qui encore manqua; c'était d'entreprendre sur une des colonnes russes dans leur marche, et dans le temps où elles étaient trop séparées pour se joindre promptement. L'une se dirigeait sur Schneidemuhle, l'autre sur Schwérin, et la troisième sur Posen. M. de Ziethen s'avança à Fraustadt, où il battit un corps de Cosaques, mais il n'osa passer outre, les trois divisions russes s'étant déjà réunies à Posen depuis deux jours. M. de Butturlin se mit ensuite en marche; il traversa le palatinat de Posnanie à petites journées, et poursuivit lentement son chemin, en s'approchant toutefois de la Silésie du côté de Militsch, ce qui indiquait ses desseins sur Breslau. M. de Ziethen le côtoya en dirigeant sa marche sur Trachenberg. Dès que les Russes se mirent en mouvement, M. d'Odonel quitta la Lusace et vint joindre l'armée de M. de Laudon.

La position que le roi avait prise dans les montagnes de la Silésie n'était que précaire. Il couvrait le plat pays contre les incursions de l'ennemi, autant que les circonstances le permettaient; mais depuis que M. de Butturlin prenait le chemin de Militsch, il allait avoir incessamment à dos une armée considérable, ayant déjà les Autrichiens devant lui. Il fallut quitter les montagnes, et placer l'armée de façon que, n'étant attachée à aucune défense particulière, elle pût se porter promptement où il serait nécessaire pour prévenir les ennemis. Le camp de Pulzen était le plus convenable à ce projet; le roi le fit occuper par l'armée, et se proposa de tenir autant qu'il le pourrait la ligne du milieu entre l'armée des Autrichiens et celle des Russes, pour s'opposer à leur jonction; il prit aussi la résolution de se battre contre les Autrichiens, s'il s'en présentait une occasion favorable; mais de se tenir d'ailleurs

scrupuleusement sur la défensive avec les Russes, par la raison que s'il remportait une victoire contre les Autrichiens, les Russes se retireraient d'eux-mêmes, et que s'il avait le même avantage contre les Russes, cela n'empêcherait pas M. de Laudon de continuer les opérations de sa campagne. Les Autrichiens sont les ennemis naturels et irréconciliables des Prussiens, au lieu que des conjonctures avaient rendu les Russes tels, et que quelque changement ou quelque révolution pouvait les rendre amis, ou alliés même; pour être de bonne foi, ajoutons à ces considérations que l'armée prussienne ne se trouvait pas en état de se battre tous les jours, et que le roi était obligé de ménager les efforts de ses troupes pour les moments les plus importants et les plus décisifs.

Il n'y avait que peu de jours que le roi était au camp de Pulzen, lorsque M. Laudon déboucha des montagnes vis-à-vis des Prussiens, par la gorge de Steinkunzendorf [21 juillet]. Cette manœuvre malhabile découvrit tous ses desseins, et il semblait déclarer ouvertement qu'il en voulait à la forteresse de Neisse. L'armée du roi partit dès le lendemain et occupa les hauteurs de Siegroth; et, comme on avait vu que les Autrichiens prenaient le chemin de Franckenstein, on résolut, pour les prévenir, de gagner avant eux les hauteurs de Munsterberg. En faisant cette marche, on trouva le lendemain M. Brentano posté entre Franckenstein et Henrichau, d'où il avait jeté quelques pandours dans Munsterberg. Les volontaires de Courbière et les grenadiers de Nimschewsky forcèrent la ville, et, M. de Brentano, ayant été exposé à une canonnade assez vive, se retira à quelque distance du poste qu'il avait occupé. M. de Mœring, qu'on poussa sur les hauteurs de Nossen avec son régiment, y prit tout le campement de M. de Laudon, qui n'était couvert que par 300 housards. En postant l'infanterie sur ces hauteurs, le roi découvrit, du côté de Franckenstein, l'armée autrichienne, qui, par des

tours et retours, et des manœuvres incertaines, donnait assez à connaître que ses desseins étaient dérangés. L'intention de M. de Laudon avait été effectivement de prendre ce camp, pour couper le roi de Neisse, et de se poster ensuite sur les hauteurs de Voitz, de Giesmannsdorf et de Neudorf; ce qui aurait formé l'investissement de cette place de ce côté-ci de la rivière, tandis que les Russes, passant l'Oder à Oppeln, seraient venus la resserrer du côté de la haute Silésie, depuis Billau jusqu'à la Carelau. L'armée du roi ne s'arrêta que peu de temps à Nossen; elle poussa encore ce jour-là jusqu'à Carlowitz, et le lendemain elle se déploya sur cette suite de collines qui prend d'Ottmachau par Giesmannsdorf, et qui va jusqu'à Schilde. M. de Laudon, dérouté dans ses projets, se campa à Ober-Pomsdorf [23 juillet]. Soit inquiétude naturelle, soit habitude de commander des détachements, il changea six fois de position en huit jours, sans qu'il fût possible d'en donner une raison valable.

Les Russes avançaient cependant sur Warteuberg, d'où ils s'étendirent bientôt jusqu'à Namslau. M. de Ziethen, qui les observait, s'approcha d'abord de Breslau, et ensuite il vint pour couvrir Brieg. Peu après son départ de Breslau, le faubourg polonais de cette ville fut insulté par les Russes, ce qui obligea le roi de détacher M. de Knobloch avec 10 bataillons et autant d'escadrons. Pour l'armée autrichienne, elle continuait d'être dans une perpétuelle agitation; après avoir passé et repassé la Neisse, elle se campa au village de Baumgarten, proche de Wartha. Le roi saisit ce moment, passa la Neisse, et prit sa position à Oppersdorf, d'où il partit avec un détachement pour Neustadt. M. Bethlem y campait avec 6,000 Autrichiens, et l'on soupçonnait que M. Laudon voulait l'envoyer du côté d'Oppeln, afin de prêter secours au maréchal Butturlin, qui, à ce qu'on croyait, se proposait d'y passer l'Oder, pour se joindre à l'armée autrichienne.

L'avant-garde du roi, qui consistait en housards, donna sur un régiment des ennemis, qu'elle replia et poursuivit jusque sous les canons de Hennersdorf, où les Autrichiens avaient construit des redoutes. M. de Ziethen avait passé l'Oder à Brieg et la Neisse à Schurgast; il arriva alors de Steinau et tourna le flanc droit de M. de Bethlem, qui, se retirant en hâte à Jægerndorf, fut poursuivi par M. de Lossow, et poussé de Jægerndorf par Troppau au delà de la Mora en Moravie. L'ennemi perdit, au choc de Neustadt et dans sa retraite, 4 à 500 hommes. Après avoir ainsi éloigné M. de Bethlem, M. Ziethen s'établit à Schnellwalde, et le roi revint à son armée, dont la gauche touchait presque au détachement de M. de Ziethen, et dont la droite s'étendait sur les hauteurs devant Oppersdorf. Après cette expédition, la jonction des ennemis étant rendue plus difficile en haute Silésie, il n'y avait guère d'apparence que M. Butturlin persévérât dans le dessein de passer l'Oder à Oppeln. Les mouvements de l'armée du roi mirent celle des Autrichiens dans une nouvelle agitation. M. Laudon se campa à Weidenau, le lendemain à Johannsberg, où il se déplut bientôt; enfin il repassa la Neisse et s'arrêta aux environs de Camenz. Durant ces différentes marches et contre-marches, les Russes s'étendaient sur l'autre bord de l'Oder; ils pillaient et dévastaient le pays; on avait des nouvelles des cruautés qu'ils commettaient. D'ailleurs leurs manœuvres étaient couvertes de tant d'obscurité, qu'il était impossible de pénétrer si leur véritable dessein était de passer l'Oder dans la haute Silésie ou du côté d'Ohlau, ou s'ils voulaient faire quelques siéges, en un mot, quelle était l'entreprise qu'ils méditaient. Comme on ne pouvait compter sur rien avec certitude, le roi trouva convenable de se préparer à tout événement, et d'envoyer un corps entre Breslau et Brieg, à portée de secourir celle de ces places qui en aurait besoin, et en même temps d'observer l'Oder [août]. M. de Knobloch

partit dans cette intention pour Grotkau, d'où il pouvait, en peu d'heures, arriver au secours de ces deux villes, et même, s'il le fallait, rejoindre l'armée du roi.

Les Russes s'étaient avancés à Hundsfeld, qui n'est qu'à un mille de Breslau, et comme ce mouvement marquait qu'ils ne pensaient plus à passer l'Oder dans la haute Silésie, l'armée du roi et le corps de M. de Ziethen repassèrent la Neisse, et arrivèrent le lendemain par une marche forcée à Strehlen, pour se trouver toujours au centre des deux armées ennemies, et empêcher leur jonction autant qu'il y aurait moyen de s'y opposer.

On avait flatté M. de Butturlin que, par le moyen de 4,000 prisonniers autrichiens qui se trouvaient à Breslau, on surprendrait une des portes de la ville, et que si les Russes attaquaient en même temps le faubourg polonais, qui est au delà de l'Oder, ils pourraient s'emparer de cette capitale par un coup de main. M. de Czernichef se chargea de cette entreprise; avec quelques troupes il entra dans ce faubourg, qui est ouvert; mais M. de Tauenzien, gouverneur de la place, avait pris de si justes mesures, qu'il contint les prisonniers, et qu'il repoussa les Russes. M. de Knobloch vola à son secours. Ces deux généraux firent une sortie vigoureuse sur l'ennemi, et achevèrent de le déloger du reste de ce faubourg dont il était encore en possession. Le roi ne se contenta point des précautions qu'il avait prises; par surabondance, il fit partir M. de Platen avec 11 bataillons et 15 escadrons pour Rothensirben, d'où il pouvait porter son attention sur Breslau et sur l'Oder, aller au secours de M. Tauenzien, ou donner des nouvelles de l'endroit où les Russes feraient des préparatifs pour passer ce fleuve.

Sur ces entrefaites les partis du roi lui apprirent que l'armée autrichienne s'était campée à Kunzendorf, et que les Russes avaient abandonné les environs de Breslau; sur quoi l'armée quitta sa position de Strehlen, et arriva par

une marche forcée au delà du Schweidnitzer-Wasser et de Canth, où elle fut jointe par MM. de Platen et de Knobloch. Le lendemain le roi changea la position de l'armée et la fit camper à Moys. Des bruits confus se répandirent dans ce camp au sujet des Russes, qu'on disait avoir passé l'Oder du côté d'Auras. Les uns assuraient que ce n'étaient que des Cosaques, d'autres parlaient d'un détachement de l'armée, et quelques-uns prétendaient même que M. de Butturlin y était avec toute l'armée. Comme cette nouvelle était de la plus grande importance, on mit tout en œuvre pour s'en éclaircir. M. de Schmettau fut détaché à Neumarck, d'où il chassa une troupe de Cosaques et leur fit quelques prisonniers; et M. de Mœllendorf, envoyé faire une reconnaissance à un village nommé Rock, en chassa de même un détachement d'ennemis; mais on tira peu de lumière des prisonniers qu'ils amenèrent au camp, parce qu'ils avaient passé l'Oder à la nage depuis trois jours, et que, s'occupant à piller, ils ne s'étaient pas même informés de ce qu'étaient devenus M. de Butturlin et son armée.

Un mouvement que M. Laudon fit sur Striegau occasionna celui de l'armée du roi pour occuper la colline de Leipe avec la droite, et Eisdorf avec la gauche. Mais comme la question restait toujours à résoudre si les Russes avaient passé l'Oder ou non, il fallut, pour se procurer des nouvelles positives, détacher un corps assez fort pour se faire jour, pousser en avant, et s'assurer, par l'inspection des lieux, de la vérité du fait. Le roi envoya dans cette vue M. de Platen avec 40 escadrons et 10 bataillons; il fut chargé de reconnaître du côté de Parchwitz. Le roi se rendit au régiment de Ziethen, qui campait à l'extrémité de la droite, pour conduire M. de Platen des yeux, et juger s'il avait besoin d'être soutenu, s'il fallait le retirer, ou quelle mesure il serait à propos de prendre; mais à peine s'y fut-il rendu, qu'une nuée de 3 à 4,000 Cosaques fondit sur le régiment de Ziethen, avec ces cris et ces clameurs

qu'ils ont coutume de pousser en attaquant. L'on envoya en hâte à l'armée pour faire avancer les premiers régiments qui campaient à la droite ; et en attendant qu'ils arrivassent, on se mit en devoir de se défendre. Les escadrons se partagèrent en deux, pour mieux garnir leur front et couvrir leurs flancs ; devant chaque troupe on fit avancer un bas-officier avec 10 housards, qui avaient ordre de demeurer serrés et immobiles, et de ne se défendre qu'à coups de carabine en escarmouchant ; aussitôt que les Cosaques faisaient mine de fondre sur ces petites troupes détachées, les escadrons qui étaient derrière elles les soutenaient le sabre à la main, sans cependant s'engager.

Cette escarmouche dura une heure et demie ; mais aussitôt que les Cosaques aperçurent de loin le secours qui avançait, ils prirent la fuite avec précipitation, et se retirèrent du côté de Gros-Wandris. Quiconque fait bonne contenance vis-à-vis des Cosaques n'a pas de grands risques à courir ; car le régiment de Ziethen, bien inférieur en nombre, se soutint seul contre eux, sans qu'il y eût un housard de pris ou de blessé. A peine le secours de l'armée eut-il joint le roi, qu'on aperçut dans les plaines de Jauer 40 escadrons autrichiens, qui au grand trot s'avançaient vers Wahlstadt. M. de Platen, de son côté, avait poussé les Russes au delà de Gros-Wandris : le roi l'avait fait suivre par M. de Ziethen avec 6 bataillons et 10 escadrons pour le soutenir, et il le suivit enfin lui-même. Aussitôt que les troupes furent sur la hauteur de Wurgen, on aperçut la tête de la cavalerie autrichienne qui débouchait du côté de Wahlstadt. Elle fut accueillie par un bonne volée de canons, et incontinent après M. de Reitzenstein l'attaquant vivement avec les dragons de Finck et deux escadrons de Czetteritz, deux charges consécutives la culbutèrent dans le défilé dont elle sortait, et l'on fit trois cents prisonniers. Elle s'enfuit à Jauer à la débandade, et un seul régiment joignit M. de Butturlin, parce qu'il avait

passé le premier. Le hasard fit que les Cosaques mêmes aidèrent à battre les Autrichiens dans cette occasion. Les dragons autrichiens, qui avaient eu la tête de la colonne, étaient habillés de bleu; les Russes les prirent pour des Prussiens, et tandis que M. de Reitzenstein les attaquait, les Cosaques les prirent en flanc. Notre cavalerie, victorieuse des Autrichiens, poussa les Russes à leur tour jusque sous le camp où M. de Butturlin s'était retranché. Son armée occupait le terrain depuis le village de Koschwitz jusqu'à celui de Kunzendorf; elle avait passé l'Oder à Leubus, et avait travaillé avec beaucoup de diligence à se fortifier dans ce poste.

Les raisons que le roi avait de ne point attaquer les Russes étaient toujours les mêmes. Leur armée se trouvait postée de façon que ce n'aurait été qu'en sacrifiant beaucoup de monde qu'on aurait pu la forcer dans ce terrain avantageux, et nous n'avions pas du monde de trop. Ce qui avait suivi le roi faisait en tout 24 bataillons et 58 escadrons, parce que le gros était demeuré avec le margrave Charles au camp de Leipe, pour conserver le dos libre aux troupes du roi, et pour veiller en même temps de plus près aux mouvements des Autrichiens. Cependant les distances n'étaient pas si considérables, que ces deux corps ne pussent se joindre en moins de deux heures. M. Laudon était trop éloigné de Leipe pour attaquer le margrave à l'improviste; quoi qu'il arrivât, celui-ci avait le temps d'avertir, et d'attendre des secours. Pour les Russes, leur lenteur permettait au roi, en cas de nécessité, d'attirer à lui le margrave Charles. Sa Majesté prit son camp entre Klein-Wandris et Wahlstadt; elle le fit retrancher avec soin, pour ne point être pris au dépourvu, et l'on rétablit une vieille redoute au Wurgenteich, pour assurer par là d'autant mieux la communication des deux armées prussiennes.

Le lendemain un nouveau camp se présenta derrière

Jauer. Il ne suffisait pas de savoir que c'étaient des Autrichiens ; il fallait pénétrer dans quelle vue ce corps s'était tourné de ce côté-là. Pour cet effet, on déguisa en Cosaques un officier et trois housards qui savaient un peu de russe, et ils se glissèrent de grand matin dans le camp de Jauer, sous prétexte que, faute de connaître les chemins, ils s'étaient égarés en allant à la découverte. L'officier autrichien qui était de garde leur fit toutes sortes de civilités, et leur dit qu'ils étaient d'un détachement de 5,000 hommes sous les ordres de M. Brentano, commandés pour couvrir l'artillerie autrichienne que M. Laudon avait fait avancer dans cet endroit, pour l'avoir plus à sa portée au cas que les Prussiens attaquassent les Russes, et qu'aussitot les Autrichiens s'en mêleraient; de sorte que le roi de Prusse, accablé par deux armées impériales, ne pourrait que succomber.

M. de Butturlin décampa le jour suivant ; il passa près de Lignitz, et prit une position près du village de Klein-Eick. M. de Laudon crut avoir fourni au roi l'occasion d'attaquer les Russes en marche. Le mouvement de M. de Butturlin se faisait à la portée de l'armée, et par un terrain qui ne paraissait pas difficile ; mais il ne fallait pas s'écarter de ses principes. Les Russes ne furent point attaqués, on ne harcela pas même leur arrière-garde. Après la manœuvre qu'ils avaient faite, il était impossible de s'opposer à leur jonction avec les Autrichiens. Ceux-ci s'étaient tenus sur leurs gardes ; pour ne point donner de prise sur lui, M. Laudon n'avait jamais quitté le pied des montagnes, et avait eu l'adresse d'exposer, dans toutes les occasions, les alliés de la maison d'Autriche aux marches et aux entreprises les plus hasardées. Le parti le plus avantageux que le roi pût prendre dans cette situation fut de gagner les hauteurs de Kunzendorf par une marche forcée, parce que si on pouvait occuper ce poste avant M. Laudon, on coupait l'armée autrichienne de ses magasins, et les

Russes, qui ne pouvaient subsister que par les vivres que l'impératrice reine leur fournissait, se seraient vus obligés, faute de pain, de se rapprocher des amas qu'ils avaient laissés en Pologne; de sorte que ce projet heureusement exécuté aurait changé pour cette campagne toute la face des affaires en Silésie.

L'armée du roi se mit d'abord en marche, et le margrave, pour gagner du temps, détacha d'abord M. de Knobloch pour se saisir du Pitschenberg, par où l'armée devait nécessairement passer. Il l'occupa dès le soir, et le lendemain l'armée entière déboucha aux environs de Jauernick et de Bunzelwitz. Mais le but qu'on s'était proposé se trouva manqué. M. Laudon avait prévenu le roi, et dès la veille une vingtaine de bataillons de son armée s'était campée à Kunzendorf. Les hauteurs de Kunzendorf forment un poste où les troupes qui s'y trouvent ne peuvent être forcées. Il n'y avait point de coup de main à tenter, surtout parce qu'on découvrait l'armée autrichienne en pleine marche pour se rendre dans ce camp, et le remplir dans toute son étendue.

L'armée du roi, ne pouvant agir offensivement, se déploya de la montagne de Wurben au village de Zechen, où aboutissait la droite, dont une partie était couverte par le Nonnenbusch. Rien désormais n'apportait des obstacles à la jonction des Russes et des Autrichiens. L'on prévoyait que dans peu ces deux armées se rassembleraient aux environs de Schweidnitz. Dans ces conjonctures, le roi devait pourvoir à la sûreté de son camp, et à celle de la forteresse de Schweidnitz. Il pouvait prendre une position à Pulzen, où la nature a semblé faire tous les frais de ce qui peut fortifier un camp. Mais si l'armée s'y trouvait en sûreté, on risquait d'une autre part que MM. de Laudon et de Butturlin n'assiégeassent Schweidnitz à la vue du roi et de toute l'armée, sans qu'il pût l'empêcher. Ce fut par cette raison que l'on préféra la position de Bunzelwitz,

parce qu'elle couvrait la place, et en rendait le siége impraticable. Il restait toutefois à craindre que l'armée des deux impératrices ne fît un détachement sur Breslau; ce qui, contraignant le roi de quitter le voisinage de Schweidnitz, aurait donné à ses ennemis la facilité et les moyens de l'assiéger. Mais il était impossible de s'opposer à toutes les entreprises que des troupes aussi supérieures pouvaient tenter, et il fallait abandonner quelque chose au hasard. Pour assurer cependant la position de l'armée prussienne, le roi fit retrancher son camp, tant sur le front que par les flancs et sur les derrières.

Ce camp devint une espèce de place d'armes, dont la montagne de Wurben était comme la citadelle. De cette hauteur jusqu'au village de Bunzelwitz, il se trouvait couvert par un marais. On fortifia les têtes des villages de Bunzelwitz et de Jauernick, et l'on y établit de grandes batteries, dont le feu croisé défendait le front par lequel M. Laudon aurait pu attaquer le roi; de sorte que les Autrichiens étaient obligés d'emporter ces deux villages, avant que d'être à portée d'entamer l'armée. Entre ces deux villages, un peu en arrière, le front de l'infanterie était couvert par de grandes redoutes, munies d'une nombreuse artillerie. On avait pratiqué des passages entre deux, pour donner l'essor à la cavalerie, si on le trouvait nécessaire. Au delà de Jauernick, et en tirant derrière le Nonnenbusch, on avait retranché quatre collines qui dominaient sur tout le terrain, et devant lesquelles coulait un fossé bourbeux et impraticable, où l'on pouvait, par le feu des petites armes, empêcher l'ennemi d'établir des ponts; plus à la droite un grand abatis coupait le Nonnenbusch, défendu par des chasseurs et par des bataillons francs. Ce fossé bourbeux, dont nous avons parlé, se recourbait derrière le bois, et aux pieds de ces collines sur lesquelles l'armée s'étendait.

A l'extrémité de la droite commençait le flanc, qui,

formant une ligne parallèle au ruisseau de Striegau, allait aboutir à un bois couvert par le défilé qui vient de Péterwitz. Dans ce bois, qui était à dos de l'armée, l'on avait établi une batterie masquée, qui communiquait, derrière un abatis, à une autre batterie qu'on avait placée à l'extrémité de ce même bois du côté de Neudorf, et de là reprenait un retranchement qui se joignait derrière l'armée aux ouvrages qu'on avait faits sur la hauteur de Wurben. Les retranchements avaient également partout seize pieds d'épaisseur, et les fossés douze pieds de profondeur sur seize de largeur. Le front était environné de fortes palissades; les parties saillantes des ouvrages étaient minées. Devant les mines on avait creusé des trappes, et devant ces trappes, des chevaux de frise contigus et enfoncés en terre faisaient toute l'enceinte extérieure. L'armée du roi était composée de 66 bataillons et de 143 escadrons; 460 pièces d'artillerie bordaient les différents ouvrages, et 182 mines chargées étaient prêtes à sauter au premier signal qu'on donnerait.

Ces travaux n'avaient pas eu le temps d'être tout à fait perfectionnés, que M. de Butturlin parut à la tête de ses Russes. Il vint se camper aux pieds des hauteurs de Hohenfriedberg. Deux jours après il changea de position. Le gros de ces troupes occupa le terrain qui va d'Oels à Striegau. M. de Czernichef s'étendit du Streitberg vers Nicklasdorf. M. de Brentano se posta sur la gauche des Russes à Preilsdorf, et M. de Berg avec ses Cosaques se posta sur Lassen, d'où il passa le ruisseau de Striegau et vint à dos de l'armée prussienne. Pour M. de Beck, récemment arrivé de la Lusace, on le posta entre Oels et le Nonnenbusch, pour assurer la communication des deux armées impériales. La position des ennemis ainsi prise formait une espèce de ligne de circonvallation, qui entourait les deux tiers de l'armée prussienne. M. Laudon crut alors pouvoir impunément quitter ses montagnes. Il descendit dans la plaine, et

déploya ses Autrichiens, en prenant de Camerau par Arnsdorf jusqu'à Cirlau. Entre Camerau et Arnsdorf il fit travailler à un retranchement par lequel il se proposait de déboucher pour attaquer l'armée du roi, et qui pouvait lui servir également pour l'offensive, et pour la défensive en cas de retraite.

Cet ouvrage fut souvent interrompu par l'artillerie prussienne; cependant ces démonstrations parurent si sérieuses, qu'elles semblaient annoncer avec certitude la résolution que les ennemis avaient prise d'attaquer les troupes prussiennes, au risque de tout ce qui pouvait en arriver. Le même jour M. Laudon fit une tentative sur la tête du village de Jauernick. La résistance qu'il y trouva surpassa de beaucoup l'idée qu'il en avait eue. Il fit sommer le major Favrat[1], qui y commandait, de se rendre. Cet officier lui répondit sur le ton qu'on devait attendre d'un homme d'honneur, et M. de Laudon fut contraint de se désister de son entreprise.

Dans l'attente où l'on était d'une action prochaine, on fit toutes les dispositions nécessaires pour une vigoureuse défense. On avait peu à craindre de jour, parce que le camp était d'une force infinie; mais il y avait beaucoup à appréhender de nuit, à cause de la grande proximité des armées. Il n'était guère apparent qu'il arrivât du malheur aux Prussiens, à moins que M. de Laudon, à la faveur des ténèbres et de l'obscurité, ne surprît une partie du camp, où les troupes ensevelies dans le sommeil n'eussent pas le temps d'accourir à la défense. Pour prévenir une pareille catastrophe, on faisait détendre les tentes tous les soirs, et l'armée, en bordant les retranchements, passait les nuits au bivouac. D'un autre côté, le voisinage où M. de Laudon était de Schweidnitz par les postes de Camerau, de Schœnbrunn et de Bœckendorf qu'il occupait, obligèrent à faire

[1] François-André de Favrat, né en 1730, servit d'abord l'Autriche puis la Prusse. Il mourut en 1804.

un détachement intermédiaire entre Schweidnitz et l'armée, soit pour secourir cette place en cas de besoin et d'attaque, soit pour couvrir les convois de l'armée, qui tirait uniquement son pain, son fourrage et ses subsistances de cette forteresse. M. de Gablenz se porta, dans cette vue, avec un détachement de quelques bataillons, au delà de Tunkendorf, où sa droite se trouvait protégée par les batteries du camp, sa gauche par l'artillerie de Schweidnitz, et où il assura encore davantage sa position par de bons retranchements dont il couvrit son front. Le même jour les officiers généraux reçurent la disposition de la défense du camp, et de la manière dont chacun avait à se conduire dans la partie dont il avait le commandement.

De quelque étendue que fût le terrain que l'armée prussienne occupait, on avait trouvé le moyen de le réduire à trois points d'attaque. Le premier était entre les villages de Bunzelwitz et de Jauernick. Le roi se proposa de le défendre lui-même contre M. Laudon, qui avait construit son approche ou son retranchement de ce côté-là. Il était impossible aux Autrichiens de laisser ces villages fortifiés derrière eux et de percer au centre, parce qu'ils auraient eu un feu considérable d'artillerie à essuyer sur leurs deux flancs. Il fallait donc présumer qu'ils s'attacheraient, avant toute chose, à emporter un de ces deux postes. Le roi résolut de les y laisser travailler, et de ne lâcher sur eux sa cavalerie qu'après qu'ils auraient fait une perte considérable. On pouvait d'ailleurs soutenir les troupes de ces villages par des corps frais d'infanterie, autant qu'on le jugerait à propos, sans compter que 60 pièces de canon des ouvrages latéraux en défendaient l'abord.

Le second point d'attaque était entre le village de Zeschen et le bois sur notre flanc droit; M. de Ziethen y commandait. Les Russes, qui campaient vis-à-vis de lui, se seraient probablement chargés de cette entreprise. Pour arriver aux Prussiens, ils étaient obligés de passer le

ruisseau de Striegau sous le feu de la mousqueterie et du canon de nos retranchements, et auraient perdu leur meilleure infanterie à ce passage, sans compter les obstacles multipliés qui leur restaient à vaincre pour s'approcher des retranchements, de sorte que quelques charges de cavalerie, que M. de Ziethen eût fait faire à propos, auraient suffi pour les dissiper. Le troisième point d'attaque se trouvait du côté de Péterwitz, et du défilé qui couvrait cette partie du camp prussien. M. de Ramin défendait cette partie, et l'attaque aurait roulé, selon les apparences, sur MM. de Czernichef et de Brentano, parce que leurs détachements se trouvaient le plus à portée. Il fut résolu de laisser paisiblement avancer l'ennemi jusqu'au défilé de Péterwitz, où il serait pris en flanc par la batterie masquée du bois, qui pouvait lui lâcher des bordées entières de mitraille; après quoi M. de Platen avait ordre de lui tomber à dos avec 40 escadrons, et, pour cet effet, on lui avait pratiqué un chemin au travers du bois par lequel il devait déboucher.

La plus grande force de ce camp consistait en ce qu'il privait les ennemis de trois armes qu'il conservait toutes aux Prussiens. Les assaillants ne pouvaient pas se servir de canons, parce que, tous les environs du retranchement étant infiniment plus bas que le terrain sur lequel il était construit, leur artillerie aurait tiré sans aucun effet : ils ne pouvaient pas se servir non plus de leur cavalerie; car, pour peu qu'ils l'eussent montrée, elle aurait été abîmée par le feu des batteries : et qu'auraient-ils fait au moyen des petites armes? Auraient-ils tiré contre des canons à coups de fusil? Pouvaient-ils arracher des chevaux de frise et abattre des palissades en tirant? On était donc assuré d'avoir profité, dans cette position, de tout l'avantage que le terrain et l'art peuvent donner à une armée sur une autre. Ce fut après ces dispositions que les Prussiens attendirent tranquillement les entreprises de leurs ennemis.

On prit, peu après l'arrivée de M. de Butturlin, un officier russe qui s'était égaré la nuit, et qui, croyant approcher des gardes de son camp, se trouva au milieu de celles des Prussiens. Cet homme, qui n'était pas fin, dit ingénument que les généraux avaient résolu d'attaquer les retranchements du roi le 1er de septembre. Il était vrai que MM. de Butturlin et Laudon étaient convenus de cette attaque, et elle aurait eu lieu sans les circonstances suivantes. M. de Butturlin, qui faisait à table de longues séances où le vin n'était pas épargné, avait consenti, dans un moment de gaieté et le verre à la main, à ce que M. Laudon lui avait proposé. Les dispositions des trois attaques avaient été mises par écrit; on les avait envoyées aux principaux officiers des armées qui avaient des commandements, et M. Laudon s'en était retourné chez lui satisfait des Russes. M. de Butturlin dormit là-dessus, et, ayant consulté sa prudence à son réveil, il contremanda les ordres qui avaient été donnés, parce qu'il craignit, avec quelque raison, que les Autrichiens ne sacrifiassent son armée et ne la soutinssent pas, et que si l'entreprise ne réussissait point, les Russes n'en remportassent que le blâme et la honte. Au lieu des grands projets dont on s'était occupé à midi, il se contenta de faire jeter vers le camp prussien des bombes qui n'en approchèrent que de quelques centaines de pas. Lorsque M. Laudon apprit ce changement subit, il en fut furieux; des courriers partirent pour Vienne, les généraux se témoignèrent de la froideur, et, cependant, les choses en restèrent là, si l'on en excepte que M. de Laudon fit approcher de Wartha le corps de M. de Draskowitz, qu'il plaça sur les hauteurs de Ludwigsdorf. Les armées passèrent le reste du temps à s'entre-regarder, jusqu'au 10 de septembre, que M. de Butturlin décampa et prit le chemin de Jauer, parce que les Autrichiens n'avaient pas des magasins assez considérables, ni des troupeaux assez nombreux pour lui fournir le pain et

la viande. M. Laudon, qui se croyait exposé s'il restait dans la plaine après le départ des Russes, se replia dans les montagnes, et reprit son ancienne position de Kunzendorf.

Le roi détacha le même jour M. de Platen pour Breslau, avec le corps qu'il avait toujours commandé, sous prétexte d'amener un convoi à l'armée. Sa véritable destination était de passer l'Oder, et de forcer de marches pour ruiner le grand magasin que les Russes avaient dans une petite ville du palatinat de Posnanie, nommée Koublin, pour joindre de là le prince de Wirtemberg, qui pourrait avoir besoin de son secours; et enfin, après que la campagne de Poméranie serait terminée, il devait aller joindre le prince Henri en Saxe. M. de Platen détruisit l'amas de Koublin; il y prit 5,000 chariots, 5 bataillons, 42 officiers et 7 canons. Il s'avança de là sur Posen, où il ruina tout ce qui appartenait aux Russes; après quoi il poursuivit sa marche vers la Poméranie et vers Colberg. Cette expédition hâta la retraite de M. de Butturlin, et lui fit perdre l'idée qu'il pouvait avoir d'entrer dans la Marche électorale. Il se pressa de repasser l'Oder, pour regagner la Pologne [17 septembre]. Le corps de M. de Czernichef ne fut point de cette marche; il montait à peu près à 20,000 hommes, et il était demeuré auprès de M. Laudon, l'impératrice de Russie ayant voulu donner à l'impératrice reine cette marque singulière d'amitié.

Si les subsistances avaient permis à l'armée du roi de se soutenir dans le camp de Bunzelwitz, la campagne se serait écoulée en Silésie, sans que les formidables apprêts des ennemis eussent produit d'événements remarquables. Mais le magasin de Schweidnitz, qui avait fourni des vivres à l'armée pendant une grande partie de cette campagne, tirait à sa fin. Les provisions qu'il y avait encore ne pouvaient suffire que pour un mois.

Depuis le départ de M. de Platen, le roi n'osait pas affaiblir l'armée par de nouveaux détachements. Les grands

dépôts se trouvaient à Breslau, et il ne fallait pas moins de 10,000 hommes d'escorte pour conduire de là en sûreté des convois au camp. Ces raisons, mûrement examinées, firent résoudre à s'approcher avec l'armée de Neisse, où l'on trouverait des provisions et des fourrages en abondance, et d'où l'on pouvait donner de la jalousie à l'ennemi, tant sur le comté de Glatz que sur la Moravie, pour attirer M. Laudon de ce côté et éloigner par là les Russes et les Autrichiens de Schweidnitz. En conséquence de cet arrangement, l'armée prit d'abord le camp de Pulzen, où elle resta quelques jours. Le roi laissa dans Schweidnitz 5 bataillons complets, les convalescents de l'armée et 100 dragons. Il enjoignit à M. de Zastrow, qui commandait dans la place, d'user de précaution et de vigilance, pour prévenir toutes les entreprises que l'ennemi pourrait former dans l'absence de l'armée prussienne. Le roi prit le 28 le camp de Siegroth, et le 29 celui de Nossen près de Munsterberg, où il s'arrêta pour juger, par la manœuvre des ennemis, quel parti ils prendraient. M. Laudon détacha aussitôt, pour renforcer les postes de Silberberg et de Wartha; mais son armée, où se trouvait M. de Czernichef, était si nombreuse, que 20 ou 30,000 hommes de moins ne l'empêchaient pas d'agir comme il le trouvait à propos.

Le 1er d'octobre le roi apprit à Nossen que, par un coup de main, les Autrichiens s'étaient rendus maîtres de Schweidnitz. Quelque incroyable que parût cette nouvelle, elle se trouva néanmoins véritable. Cette entreprise avait été concertée et conduite de la manière suivante. On gardait environ 500 prisonniers dans cette place, entre lesquels un major Roca, Italien et partisan, était un des plus considérables. Ce major s'était proposé de faire tomber entre les mains des Autrichiens la place où il était détenu. Dans cette vue il avait eu l'adresse de s'insinuer si bien dans l'esprit du commandant, que celui-ci lui accordait plus de liberté qu'un prisonnier ne doit en avoir,

surtout lorsque la ville où on le retient se trouve environnée d'ennemis. Roca se promenait dans les ouvrages; il savait la place de toutes les gardes et de tous les détachements; il observait les diverses négligences qui avaient lieu dans le service de la garnison; il vivait ouvertement avec tout le monde, et voyait de plus assez souvent les soldats autrichiens prisonniers comme lui; enfin il intriguait dans la ville, n'épargnait pas les corruptions, et informait exactement M. Laudon de tout ce qu'il voyait, apprenait, et imaginait lui-même pour lui ménager la prise de cette ville. Ce fut sur les lumières que donna ce major à M. Laudon qu'il forma son projet pour surprendre la place, et la nuit du dernier de septembre au 1er d'octobre, il l'exécuta comme nous l'allons dire. Il distribua 20 bataillons en quatre attaques, l'une sur la porte de Breslau, l'autre sur la porte de Striegau, la troisième sur le fort de Bœckendorf, et la quatrième sur le fort de l'Eau. M. de Zastrow[1] avait été au bal; comme cependant il se doutait de quelque chose, il fit prendre sur le soir les armes à la garnison, et la distribua dans les ouvrages; mais il commit la faute de ne point donner aux officiers d'instruction sur la manière dont ils devaient se conduire, de ne point envoyer sa cavalerie à la découverte à une certaine distance, de ne point faire jeter des balles à feu pour éclairer la campagne, enfin d'être trop négligent dans tous ses devoirs.

Les Autrichiens s'avançaient pendant ce temps-là et parvinrent jusqu'aux palissades avant d'être découverts. Pour toute défense, il n'y eut que 12 coups de canon de tirés; et le feu des petites armes fut si faible, que les ennemis purent faire ce qui leur plut. La garde de la porte de Striegau fut surprise; de là ils pénétrèrent dans les

[1] Charles-Antoine-Léopold de Zastrow, frère de celui dont Frédéric II parle au chapitre VI, et qui fut tué le 27 avril 1757. Né en 1710, mort en 1779.

ouvrages. Dans cette confusion les prisonniers autrichiens levèrent le masque; ils s'emparèrent de la porte intérieure de la ville, et l'ouvrirent aux premières troupes des ennemis qui s'en approchèrent; enfin, en moins d'une heure, les Autrichiens se rendirent maîtres de toute la ville. M. de Béville, qui commandait dans la redoute de l'Eau, fut le seul qui tint ferme jusqu'à ce que toutes les ressources fussent perdues, et qu'il ne lui restât plus de moyens pour se défendre. Un magasin à poudre ayant sauté par hasard dans le fort de Bœckendorf, cela fit perdre quelque monde aux Autrichiens; sans quoi la prise de cette ville ne leur aurait rien coûté.

Un malheur aussi imprévu dérangea toutes les mesures du roi; il fallut abandonner ses projets, changer de plan, et ne plus penser, pour le reste de la campagne, qu'à conserver ce qu'on pouvait maintenir de forteresses et de terrain contre la grande supériorité des ennemis. L'armée marcha à Strehlen, où elle s'établit à demeure, afin de couvrir également Neisse, Brieg et Breslau. Le roi avait par précaution fait retrancher un camp auprès de Breslau. L'intention première avait été de s'en servir pour les détachements qui s'approchaient souvent de cette capitale; ils auraient pu s'y soutenir contre l'ennemi jusqu'à l'arrivée de l'armée du roi. Dans les circonstances où l'on se trouvait alors, l'armée pouvait s'en servir elle-même; les Prussiens avaient une marche de moins à faire que l'ennemi pour y arriver. Dès lors le roi se trouvait restreint à une défensive rigoureuse; mais il ne fallait pas que M. Laudon pût s'en douter, parce que ce secret connu lui aurait donné gain de cause sur les Prussiens.

Pour mieux déguiser ses intentions, le roi donna des ordres à l'armée pour que les troupes se préparassent au combat, pour qu'on rechargeât les fusils, qu'on aiguisât les lames des épées, et qu'on distribuât les munitions suffisantes à l'artillerie; enfin, on ne parlait que de grands

préparatifs et de grands projets. Des espions autrichiens connus, qui étaient dans l'armée, partirent sur-le-champ pour en instruire M. Laudon, et, ce qui peut-être paraîtra incroyable à la postérité, c'est que cette armée autrichienne et russe, campée sur les montagnes de Kunzendorf, à trois marches des Prussiens, passa huit nuits au bivouac, comptant certainement d'être attaquée d'un moment à l'autre. M. de Czernichef pressait fortement le général autrichien de marcher sur Breslau. La raison de guerre et des raisons de politique l'exigeaient ainsi; car M. Laudon, en portant sa grande armée dans la plaine, aurait débordé les Prussiens de tous les côtés; il les aurait abîmés, et aurait eu l'honneur de terminer la guerre. Il s'excusa vis-à-vis de M. de Czernichef en disant qu'il ne pouvait s'avancer si loin dans le pays, les vivres lui manquant, ainsi que les chevaux pour le transport. M. Laudon cachait la véritable raison qui l'empêchait de rien entreprendre; il craignait de s'exposer dans la plaine, parce que les Autrichiens y avaient souvent été battus. D'ailleurs, comme il ne tenait à rien, et qu'il n'avait point de protection à la cour de Vienne, il ne voulait rien hasarder; il se contenta de la réputation que la prise de Schweidnitz lui avait faite, et continua de se tenir sur les montagnes dans une inaction parfaite.

Sur la fin d'octobre les affaires empirèrent tellement en Poméranie, que le roi ne put se dispenser d'y envoyer de nouveaux secours. Il fit partir M. de Scheukendorf avec 6 bataillons et 10 escadrons. Nous verrons bientôt à quel usage ce détachement fut employé. Le roi se maintint dans sa position de Strehlen jusqu'au 10 de décembre, où les troupes entrèrent dans les quartiers d'hiver. M. de Laudon avait déjà renvoyé en Saxe le détachement d'Odonel, et ses troupes se cantonnaient dans les montagnes. Les Russes étaient entrés dans le comté de Glatz. De la part des Prussiens, le régiment de Bernbourg fut

jeté dans Neisse; M. de Wied hiverna aux environs de Grotkau avec 10 bataillons et autant d'escadrons. Les environs de Breslau furent occupés par 20 bataillons et 40 escadrons, et M. de Zeunert se rendit à Glogau, pour que cette place fût au moins durant l'hiver hors d'insulte. Outre cela, M. de Schmettau partit avec quelque cavalerie pour Guben, afin d'assurer la communication de Berlin et de l'armée de Saxe.

Après avoir rapporté sans interruption ce qui se passa cette année en Silésie, nous allons jeter un coup d'œil sur les événements de la Poméranie. Le prince de Wirtemberg était entré dans le camp de Colberg le 4 juin, où M. de Thadden le joignit le 7 du même mois. La position des Prussiens entourait Colberg de manière que les deux ailes du retranchement aboutissaient à la Baltique. La rivière de Persante couvrait la droite du camp, et le centre, qui en était la partie la plus abordable, était défendu par de bons retranchements. D'abord M. de Werner avait été détaché à Cœslin, d'où il se retira à l'approche de M. de Romanzow, qui s'avançait à la tête de 12,000 Russes. M. de Romanzow choisit sa première position au Gollenberg. Tout fut assez tranquille jusqu'au 20 d'août, que les flottes russe et suédoise combinées parurent devant Colberg; elles s'approchèrent du port, et canonnèrent vivement les batteries des Prussiens, qui défendaient le port et le rivage. M. de Romanzow prit ce temps-là pour s'approcher du prince de Wirtemberg, et se camper à un quart de lieue des Prussiens. Le prince de Wirtemberg n'avait rien à craindre jusque-là; mais, au lieu de fournir les magasins d'approvisionnements aussi abondamment qu'on le lui avait recommandé, il ménagea même les environs de son camp où il savait que les Russes allaient arriver; et, en général, le peu d'attention qu'on eut pour les subsistances fut cause de tous les malheurs qui arrivèrent en Poméranie. La première suite en fut qu'il détacha M. de Werner,

pour ménager ses vivres, et peut-etre encore parce qu'ils ne pouvaient pas s'accorder. M. de Werner se rendit à Treptow, et eut l'imprudence de faire cantonner son monde; les Russes le surprirent; il fut fait prisonnier, et près de 500 chevaux de son corps eurent le même malheur. Les Russes, encouragés par là, tentèrent, la nuit du 17 au 18 de septembre, d'enlever un bataillon franc qui était posté devant la gauche des Prussiens, dans une redoute si éloignée du camp, qu'on ne pouvait pas même l'atteindre à coups de canon. L'ennemi passa par un lieu qu'on avait cru un marais impraticable, faute de le sonder; il attaqua la redoute par la gorge, et enleva 200 hommes qui la défendaient. M. de Romanzow, enflé de ces petits succès, crut qu'il ne dépendait plus que de lui d'emporter les retranchements prussiens lorsqu'il voudrait l'entreprendre; il s'approcha de la redoute Verte, qui était du côté du centre du prince de Wirtemberg. Il ouvrit les tranchées, établit des batteries comme s'il s'était agi du siége régulier d'une place, l'attaqua en forme le 19 et l'emporta. A peine s'y établissait-il que le colonel Kleist, à la tête des grenadiers, l'en délogea avec perte de 1,100 hommes. Cette redoute était placée, contre les règles, à 3,000 pas du retranchement, dont elle était séparée par un ravin. Cependant, quoiqu'elle fût isolée, et qu'elle donnât prise sur elle, les Russes, découragés par la perte qu'ils venaient de faire, ne l'inquiétèrent plus.

M. de Platen, après avoir pris le magasin de Koublin, traversait alors la nouvelle Marche, d'où il se porta droit sur Cœrlin [octobre]. Il y prit un détachement de 300 Russes; mais cela ne fit point d'impression sur M. de Romanzow, qui ne remua pas dans son camp. Le prince de Wirtemberg désirait que M. de Platen se portât derrière l'ennemi, pendant que lui-même il l'attaquerait de front; mais par une fatalité commune à toutes les armées, ces deux généraux, différents en tout de sentiments, ne

purent convenir de rien. M. de Platen tourna vers Spie et vint se camper à la droite du prince, sur le Kanzenberg, et leur voisinage ne fit qu'augmenter leur mésintelligence. Cependant MM. de Fermor et de Berg avaient suivi de près M. de Platen. Berg, avec 10,000 tant Cosaques que dragons qu'il avait sous ses ordres, se posta à Greiffenberg. D'un autre côté, la saison, qui devenait de jour en jour plus rude, empêchait la flotte combinée des Suédois et des Russes de tenir plus longtemps la mer; elle se retira vers ses ports, se contentant de laisser deux frégates sur la rade de Colberg pour en bloquer le port. C'en était assez pour empêcher les convois, dont on avait un besoin pressant, d'entrer dans la ville.

Le prince de Wirtemberg, ne pouvant se procurer par mer de nouvelles subsistances, voulut en faire arriver par terre de Stettin. Il détacha pour cet effet M. de Platen, afin d'assurer la marche des convois. M. de Platen dirigea sa route par Treptow, Stuchow, à Gollnow; il avait dans ce camp un défilé devant lui, qu'il fit passer à un régiment de housards et à deux bataillons. Ces troupes furent aussitôt attaquées par M. de Fermor, qui s'y trouvait avec toute sa division, et le détachement fut battu et pris. Après ce malheur, M. de Platen se retira sur Damm, et l'ennemi détruisit le convoi qu'il devait couvrir. Le prince de Wirtemberg, qui ne savait pas ce qui s'était passé à Gollnow, détacha encore à Treptow M. de Knobloch avec 3 bataillons et 500 chevaux, pour couvrir le convoi qu'il supposait devoir arriver et qui était déjà pris. A peine M. de Knobloch fut-il arrivé à Treptow, que 9,000 Russes l'environnèrent et le prirent, faute de munitions de guerre et de bouche, après qu'il se fut bien défendu pendant trois jours. L'ennemi profita des fautes et des malheurs des Prussiens; à son tour il bloqua le prince de Wirtemberg, de sorte que M. de Platen, qui ne put pas le joindre, se retira du coté de Stargard, où il fut suivi par M. de Berg.

Le roi, informé de la déplorable situation de ses affaires en Poméranie, y envoya MM. de Schenkendorf et d'Anhalt, comme nous l'avons dit plus haut. Il n'était plus possible désormais de ravitailler les magasins de Colberg. Le dernier convoi que les Russes venaient de prendre avait emporté tous les chevaux que les provinces se trouvaient en état de fournir. D'ailleurs les Russes étaient si supérieurs en nombre, ils avaient détaché tant de troupes entre Colberg et Stettin, qu'il était moralement impossible d'y faire passer un convoi; il fallait dès lors regarder la place comme perdue, et sauver les troupes du prince de Wirtemberg, parce que c'était tout ce qu'il y avait de mieux à faire dans ces tristes conjonctures.

Quelque diligence qu'eût faite M. de Schenkendorf, il ne put joindre M. de Platen que le 10 de novembre entre Pyritz et Arenswalde. Ils marchèrent ensemble sur Greiffenberg, où ils trouvèrent vis-à-vis d'eux M. Jacoblef, qui y avait été détaché de la grande armée. Pendant que M. de Platen le contenait, le prince de Wirtemberg quitta son camp la nuit du 14 au 15, et, longeant le rivage de la Baltique, il arriva à Treptow, sans avoir rencontré d'ennemis sur la route. Il se joignit ensuite au corps qu'il avait dégagé. Après leur réunion, ils tentèrent encore de déloger les Russes du voisinage de Colberg, en se portant derrière leur armée. Mais, ayant remarqué qu'ils ne parviendraient pas à leur but par cette manœuvre, ils s'avancèrent le 12 de décembre sur Spie, attaquèrent la redoute de Drenow, l'emportèrent, et prirent les troupes qui la défendaient; ils auraient poussé plus avant, si toute l'armée russe ne se fût présentée devant eux dans le même camp que les Prussiens avaient occupé; et, comme ils comprirent l'impossibilité d'attaquer l'ennemi dans ses retranchements, ils se replièrent sur Greiffenberg, où ayant appris que la famine avait obligé la garnison de Colberg à se rendre, ils se retirèrent à Stettin. Le prince de Wirtemberg tira un

cordon derrière l'Oder avec quelques troupes pour couvrir Stettin, et en même temps M. de Thadden partit pour la Lusace, M. de Platen pour la Saxe, et le prince de Wirtemberg prit le chemin du Mecklenbourg.

Nous avons été occupés d'objets si importants, que nous n'avons pas fait mention de l'armée suédoise, et de M. de Belling, qui lui fit tête avec 1,500 housards et deux bataillons. M. d'Ehrenschwerd [1] avait passé la Peene le 19 juillet à la tête des Suédois. M. de Belling, qui était à Malchin, ayant appris qu'un corps de Suédois campait à Bartow, l'attaqua, et lui prit 100 hommes avec 3 canons [5 août]; de là il fondit sur M. de Hessenstein, qui était à Rœpenack, et lui enleva 600 hommes avec 6 canons; une autre fois le même fut encore battu et perdit 300 hommes. Ces petits avantages n'empêchaient pas cependant l'armée suédoise de s'avancer dans la Marche uckerane; un corps de 6,000 Suédois, qui venait de Treptow sur la Tollensée, s'approcha pour attaquer M. de Belling; mais il s'embusqua, tomba sur les ennemis à l'improviste et leur prit près de 600 hommes. Le prince de Bévern, qui voyait avancer l'ennemi malgré la vigoureuse résistance de M. de Belling, lui envoya un renfort de trois bataillons; et en même temps il fut joint par M. de Stutterheim et quelques troupes de l'armée du prince Henri. Avec ces secours Belling attaqua un corps de Suédois posté à Rebelow et lui enleva quelque monde. Le lendemain M. d'Ehrenschwerd, pour prendre sa revanche, marcha à Gollnow. M. de Belling, qui s'y trouvait, ayant été averti du dessein des ennemis, s'embusqua encore, fondit sur eux, les mit en désordre et se retira à Rebelow, d'où il se porta à Kuhblanck et les Suédois sur Friedland. M. de Belling

[1] Auguste, comte d'Ehrenswerd, feld-maréchal de Suède, célèbre par le plan qu'il donna de la création d'une flotte composée de bâtiments de transport, de chaloupes canonnières pour le débarquement des troupes et la défense des côtes. Il mourut en 1773.

marcha à leur rencontre, entama la cavalerie de Sprengport, qui faisait l'avant-garde de ce corps, et la battit [9 septembre]. Il tourna sur Lœckenitz, d'où ce général infatigable tomba sur les Suédois retranchés à Friedland. Il n'attaqua point le retranchement, faute d'infanterie et de canon, et se contenta d'enlever une grand'garde de 40 dragons. Il semble qu'on décrit l'histoire des Amadis en parlant des progrès de M. de Belling, qui se bat toujours et qu'on ne retrouve jamais à la même place. Il avait son infanterie à Pasewalk et s'était posté en avant à Ferdinandshof. Les Suédois s'avancerent sur lui. Le Prussien culbuta leur avant-garde sur leur infanterie, les força de se retirer, et engagea le lendemain un nouveau combat, où les ennemis perdirent 500 hommes [octobre].

Le prince de Bévern, obligé d'envoyer des convois à Colberg, retira alors les deux bataillons qu'il avait prêtés à M. de Belling. Ce général même reçut ordre de s'approcher de Berlin, qu'un corps d'Autrichiens répandu dans la Lusace paraissait menacer d'une irruption. Il partit à la vérité; mais comme il se trouva dans la suite que ce bruit n'avait aucun fondement, il retourna contre les Suédois, où il s'attendait à cueillir de nouveaux lauriers. Cette campagne traina jusqu'au 6 de décembre, où M. d'Ehrenschwerd quitta Demmin et se rapprocha de Stralsund, et il ne se passa aux bords de la Peene que quelques affaires de parti peu importantes. Lorsque le prince de Wirtemberg marcha vers le Mecklenbourg, M. de Belling prit les devants. Il trouva à Malchin une garnison, qu'il enferma et tint bloquée jusqu'au moment où le prince de Wirtemberg survint. On aurait pu prendre ce bourg l'épée à la main; mais les troupes étaient délabrées, les régiments fondus et accablés de fatigue, et d'ailleurs il fallait conserver son monde pour de meilleures occasions. Par ces raisons on se contenta de canonner vivement la ville, et on l'aurait prise, si M. d'Ehrenschwerd, averti du danger de ses troupes, n'y était accouru avec

toute son armée [3 janvier]. Il retira la garnison de Malchin et reprit la route de Stralsund. Les troupes de part et d'autre entrerent dans leurs quartiers d'hiver, les Suédois prés de Stralsund et les Prussiens dans le duché de Mecklenbourg, aux environs de Schwérin et de Rostock.

Nous avons dit que M. de Platen était en pleine marche pour la Saxe, et il est à propos de reprendre ce qui se passa cette année dans l'armée du prince Henri. Nous avons laissé Son Altesse Royale au camp de Meissen et de Katzenhæuser, le maréchal Daun à ses camps du Windberg et de Dippoldiswalde, et l'armée des cercles entre Hof et Plauen. Son Altesse Royale, qui devait observer le maréchal Daun, et le suivre au cas qu'il marchât en Silésie, s'était proposé de ne point s'éloigner des bords de l'Elbe, afin de passer ce fleuve en même temps que les ennemis. En attendant, pour tenir les Autrichiens en haleine, et les réduire en quelque sorte à la défensive, le prince fit harceler ou attaquer tous les détachements que le maréchal Daun avait tant soit peu éloignés de son armée. M. de Kleist entre autres délogea d'auprès de Freyberg les quatre régiments de dragons saxons qui faisaient mine de s'y établir. Après les avoir poursuivis vers Dippoldiswalde, il profita de l'occasion pour tomber à l'improviste à Marienberg sur le corps de M. Tœrrek, qu'il contraignit de se réfugier en Bohême. M. de Seidlitz de son côté donna la chasse à M. de Ried, qui abandonna sa position de Kesselsdorf, et se replia en hâte sur le camp du Windberg. Les Autrichiens souffrirent tranquillement ces petites bravades, et, les traitant de bagatelles, ils ne pensèrent pas même à prendre leur revanche.

Le maréchal Daun continua de demeurer dans l'inaction jusqu'à l'ouverture de la campagne en Silésie, se bornant à ôter toute communication directe aux deux armées prussiennes; il détacha pour cet effet M. de Lascy, qui passa l'Elbe [16 juillet] et se posta au village de Dobberitz,

proche de Grossenhayn. Le maréchal Daun y gagna que les courriers prussiens furent obligés de prendre de plus grands détours pour remettre leurs dépêches avec sûreté. Cet inconvénient n'était pas alors de conséquence; mais il en pouvait résulter un autre mal plus considérable : c'était que si le maréchal Daun avait entrepris de marcher en Silésie, le prince, ne pouvant passer l'Elbe que plus bas, perdait au moins une marche, et aurait trouvé, dès son passage, M. de Lascy vis-à-vis de lui, pour rendre la traversée de la Lusace difficile. Mais il supposa un autre dessein au maréchal Daun; il crut que le mouvement que M. de Lascy venait de faire avait pour but une jonction avec les Russes, ou quelque nouvelle incursion dans la Marche électorale.

Il n'était pas possible que le prince s'opposât à tant de choses à la fois; il se contenta d'envoyer M. de Rœbel avec une troupe de housards à Torgau, pour observer de là les mouvements de Lascy et en faire son rapport. Pour se mettre en état de prévenir les desseins de l'ennemi sur la capitale, il fit cantonner une partie de ses troupes entre Strehla et Leimbach, par où il gagnait une marche, en cas qu'il fallût penser à couvrir Berlin. Ces troupes, cachées au maréchal Daun, pouvaient servir à faire à la dérobée des détachements dont il était bien difficile que l'ennemi fût instruit. L'occasion ne tarda pas à s'en présenter. M. de Klecfeld, avec un corps des cercles, s'était avancé à Pening. Le prince envoya M. de Kleist pour l'obliger à quitter ce poste. A peine fut-il chassé qu'il revint, pour se faire expédier la seconde fois comme la première.

Le roi cependant était si occupé avec les Autrichiens et les Russes, qu'à peine, avec toutes ses troupes, pouvait-il se soutenir contre la supériorité de ses ennemis. Le prince son frère crut que M. de Belling avait besoin de secours pour s'opposer avec plus de succès aux entreprises que les Suédois pouvaient former encore. Il était le seul qui pût

faire passer des troupes de ce côté, parce que jusqu'alors le maréchal Daun s'était tenu tranquille. Le prince fit donc partir M. de Stutterheim le cadet avec 4 bataillons, pour joindre M. de Belling, et nous venons de voir l'usage qu'il fit de ces troupes. La raison principale qui détermina Son Altesse Royale à faire ce détachement était qu'il y eût des troupes à portée de défendre la capitale, si cela était nécessaire, contre les incursions de quelques petits corps, parce que la garnison de Berlin ne consistait alors qu'en deux faibles bataillons de milice.

La petite guerre continuait en Saxe de la part des Prussiens. M. de Kleist battit une seconde fois un corps ennemi près de Freyberg [29 août], et M. de Seidlitz défit un gros corps de cavalerie près de Pretschendorf. Sur ces entrefaites les troupes des cercles se mirent en mouvement. M. de Serbelloni, qui les commandait, s'était avancé à Rombourg, et comme de là il lui aurait été facile de tourner le flanc des Prussiens, Son Altesse Royale envoya contre lui M. de Seidlitz avec 5 bataillons et 15 escadrons. Ce général manœuvra avec tant d'art et d'habileté, il donna tant d'appréhensions à M. de Serbelloni pour l'armée qu'il commandait, que celui-ci se crut obligé de se replier sur Hof dans l'Empire.

L'armée française faisait alors quelques progrès. Le corps du comte de Lusace avait pénétré par Eimbeck dans l'électorat de Hanovre et menaçait la ville de Wolfenbuttel; et comme la faiblesse de la garnison faisait craindre que la défense ne fût pas vigoureuse, Son Altesse Royale y envoya le colonel Bohlen avec 1,500 hommes. Il voulut se jeter dans la place; mais M. de Stammer, qui y commandait pour le duc, ne voulut pas le recevoir. M. de Bohlen se retira, et deux jours après le comte de Lusace s'en rendit maître. Dès que les Saxons eurent pris Wolfenbuttel, M. de Serbelloni détacha le général Luzinsky avec 6,000 hommes pour les joindre; il se posta vers la

Saale et s'empara de Halle [11 octobre]. Le prince lui opposa M. de Seidlitz, qui, passant par Dessau et Bernbourg, se mit en devoir de disputer aux ennemis l'entrée du duché de Magdebourg. Mais le comte de Lusace avait déjà évacué Wolfenbuttel; il s'était replié en Hesse, et M. Luzinsky sur l'armée des cercles, de sorte que M. de Seidlitz, inutile dans cette partie, vint rejoindre Son Altesse Royale. Les affaires étaient à peine rétablies du côté de la basse Saxe, que le départ de M. de Butturlin de la Silésie fit appréhender qu'il ne marchât droit à Berlin, comme les Russes avaient fait dans la campagne précédente. Pour observer les mouvements de cette armée, le prince détacha M. de Podewils avec 800 chevaux pour Furstenwalde; mais l'expédition de M. de Platen sur Koublin ne permit pas aux Russes de suivre ce projet, supposé qu'ils y pensassent réellement, et la capitale fut rassurée.

Les Autrichiens sortirent enfin de léthargie [le 16]. Le maréchal Daun borna ses opérations à s'étendre dans toute cette chaîne de montagnes de la Saxe qui confinent à la Bohème. C'était se contenter d'un village, lorsqu'on pouvait avoir un royaume. M. de Haddick partit avec un corps considérable de Dippoldiswalde, et s'établit à Freyberg, tandis que le maréchal fit alarmer tous les postes des Prussiens sur la Tripsche, pour empêcher Son Altesse Royale de se porter en force contre M. de Haddick. Le mouvement que les Autrichiens venaient de faire les portait immédiatement sur le flanc droit du camp qui occupait les Katzenhæuser. Pour obvier à cet inconvénient, le prince changea la position des troupes; il fit préparer un camp retranché au Pétersberg, et en donna le commandement à M. de Seidlitz.

Les opérations des Autrichiens se terminèrent en Silésie, comme nous l'avons dit, par la prise de Schweidnitz. M. Laudon, se sentant assez fort par les troupes russes de Czernichef qui étaient à ses ordres, renvoya en Saxe

M. Campitelli avec le corps que M. d'Odonel lui avait amené de Lusace. Ce général passa le pont de Dresde le 1er novembre, d'où il fut envoyé à Freyberg, pour renforcer M. de Haddick dans les montagnes.

Le maréchal Daun quitta sur cela son camp du Windberg, et s'avança en forces sur le front de l'armée prussienne [5 novembre]. La journée se passa de part et d'autre à se canonner et à quelques affaires de détail entre des corps d'infanterie des deux armées; les Prussiens repoussèrent les ennemis qui voulaient les déposter des passages de la Tripsche qu'ils défendaient. Pendant que le maréchal Daun alarmait les Prussiens, M. de Haddick s'avançait sur les bords de la Mulde, où il s'établit depuis Nossen et Dœbeln jusqu'à Rosswein. Ces postes derriere la Mulde, que les Autrichiens occupaient, sont d'un très-difficile abord. Les hauteurs règnent dans toute l'étendue du terrain, et le lit de la rivière, étant creusé dans le roc, empêche de la passer autrement que sur les ponts de pierre qui s'y trouvent à trois endroits. Son Altesse Royale, ne se trouvant pas assez forte pour entreprendre de déloger un ennemi supérieur en nombre d'une position aussi avantageuse, se contenta de retrancher les postes que son armée occupait, afin de s'y soutenir durant l'hiver. Les Prussiens surent si bien se faire respecter des ennemis, que tous les détachements que M. de Haddick poussa au delà de la Mulde furent repoussés ou battus.

Le roi s'était flatté que la campagne des Russes en Poméranie ne serait ni longue ni dangereuse, et avait destiné M. de Platen pour la Saxe. Mais les affaires avaient pris une tournure fâcheuse, comme nous l'avons dit, et M. de Platen ne put joindre l'armée de Son Altesse Royale que le 11 de janvier. A peine fut-il arrivé à Altenbourg et à Naumbourg, pour y prendre des quartiers, que l'armée des cercles s'avança sur les lieux dont il venait de se mettre en possession. Il leur céda le terrain qu'il ne pouvait pas

défendre; en se retirant M. de Stojentin, colonel du régiment de jeune Brunswic, fut attaqué par 4,000 hommes, et se défendit si bien, qu'il gagna Meuselwitz, sans avoir fait d'autre perte que celle de ses malades, qu'il ne put emporter d'Altenbourg. Les Prussiens se soutinrent dans leur position pendant tout l'hiver; il y eut des alertes, que le voisinage des deux armées rendit fréquentes; mais quoi qu'il arrivât, il était si important de conserver la Saxe dans les fâcheuses conjonctures où se trouvaient alors les affaires prussiennes, que Son Altesse Royale risqua tout pour s'y maintenir, à quoi elle réussit moins par la force de son armée, que par ses bonnes dispositions, sa constance et sa fermeté.

Pour achever le tableau général de cette année, il ne nous reste plus qu'à suivre les opérations de l'armée des alliés contre celle des Français. Nous avons laissé le prince Ferdinand à Paderborn, le prince héréditaire à Munster, M. de Soubise sur le Bas-Rhin, M. de Broglie à Cassel, et le comte de Lusace aux environs d'Eisenach. M. de Soubise ouvrit la campagne en se portant sur Dortmund, tandis que M. de Broglie assembla différents corps qui menaçaient la Dimel. Le prince Ferdinand laissa M. de Spœrken sur la Dimel, avec ordre de se retirer à Lippstadt, au cas que l'ennemi vînt sur lui en force, et la grande armée des alliés s'avança vers M. de Soubise. Cette armée du bas Rhin avait marché sur Unna.

Le prince héréditaire s'approcha de Hamm; et le prince Ferdinand, ayant des nouvelles que M. de Soubise avait poussé en avant un corps aux ordres du prince de Condé, se fit joindre par le prince héréditaire, attaqua cette avant-garde, et la contraignit de se replier sur son armée [2 juillet]. Le prince trouva les Français trop bien retranchés pour risquer de s'engager avec eux, et marcha sur Dortmund pour tourner leur position. Le soir qu'il arriva au pont de Kurle, il y fut attaqué par les Français, qu'il repoussa

avec perte. La position que les alliés venaient de prendre aurait donné de l'inquiétude à M. de Soubise pour ses subsistances, si M. de Broglie, qui venait à son secours, n'eût alors débouché sur la Dimel. A l'approche des Français M. de Spœrken se retira avec quelque perte; mais au lieu de se rendre à Lippstadt, comme il en avait l'ordre, il se replia sur Hamm. M. de Soubise n'eut alors rien de plus pressé que de se joindre à M. de Broglie, et leurs deux armées se rencontrèrent à Paderborn. Le prince Ferdinand se mit à la poursuite de M. de Soubise; il engagea des affaires d'arrière-garde, mais qui ne furent point décisives. M. de Broglie laissa le comte de Lusace à Paderborn, pour couvrir les dépôts qu'il y avait formés, et les deux armées françaises vinrent se camper à Sœst. Tandis que ces armées et les alliés étaient en mouvement, un partisan de ceux-ci, nommé Freytag, enleva entre Cassel et Warbourg trois convois de farine destinés pour les ennemis. Cette perte dérangea les Français au point qu'ils employèrent dix jours à faire avancer des subsistances, et à rétablir l'ordre dans l'administration de leurs vivres.

Le prince Ferdinand profita de cette inaction pour s'établir solidement dans son camp entre l'Aspe et la Lippe; il pourvut en même temps à la sûreté de Lippstadt, en y envoyant, à la tête de six bataillons, M. de Wangenheim, qui bientôt après y fut joint par M. de Spœrken. Les deux maréchaux français s'avancèrent le 15 de juillet sur le prince Ferdinand. Leur armée, étendue en demi-cercle, embrassa toute la circonférence de son camp; car ils avaient leurs deux ailes sur la Lippe. M. de Broglie força d'abord le poste de Nellen, défendu par des grenadiers anglais, et renflé de ce succès, il fit attaquer un petit bois devant le village de Villinghausen, occupé par la légion britannique; mais il ne put la déloger d'un poste qu'elle soutint avec fermeté et avec constance. Vers les six heures du soir le

combat parut devenir général, et il l'aurait été, si l'obscurité de la nuit ne l'eût suspendu.

Le feu commença le lendemain dès la pointe du jour. M. de Soubise entama la partie où commandait le prince héréditaire. Il attaqua un village, mais la vigoureuse défense d'une redoute l'arrêta. En attendant, M. de Broglie faisait des efforts de son côté contre le prince Ferdinand; ces efforts étaient faibles, et le prince s'aperçut durant le combat d'un certain flottement dans l'infanterie française, qui dénotait de l'incertitude et du découragement. Il en profita en grand général; M. de Wangenheim l'étant venu joindre alors, il sortit de son poste avec 16 bataillons, chargea brusquement les troupes de M. de Broglie, les enfonça, et les réduisit à prendre la fuite. Ce coup inattendu obligea les deux maréchaux à lâcher prise; ils perdirent 6,000 hommes, au lieu que la perte des alliés ne passa pas 2,000, parce qu'ils étaient bien postés et victorieux.

Après l'action, M. de Soubise se sépara de M. de Broglie et s'approcha de la Rhur, tandis que son collègue tirait vers Paderborn. Le prince héréditaire suivit M. de Soubise, et se porta au Harstrang, pour l'empêcher de repasser la Rhur; le prince Ferdinand suivit M. de Broglie. Cette armée française s'étendait derrière le Wéser, de Paderborn jusqu'à Hameln. Elle commençait à se fortifier à Hœxter et y formait un amas de munitions de guerre et de bouche; ce qui fit juger que son dessein était d'assiéger Hameln; sur quoi le prince Ferdinand y détacha M. de Luckner, et comme il ne pouvait empêcher ce siége qu'en donnant à M. de Broglie quelque inquiétude ailleurs, il détacha MM. de Wangenheim et de Wuthenow, qui pénétrèrent par le pays de Waldeck, et défirent un détachement ennemi près de Stadberg. Cette expédition obligea M. de Broglie d'affaiblir son centre. Le prince Ferdinand n'attendait que cela pour se porter par Dalbruck et Det-

mold à Reilkirchen. Les Français, surpris par ce mouvement inattendu, se mirent en marche et arrivèrent au pied des hauteurs de Reilkirchen, si célèbres par la défaite de Varus. Ils y trouvèrent les Allemands trop solidement établis pour les attaquer impunément, et ils se replièrent sur Neheim et Steinheim.

M. Luckner se rendit alors dans le Solling, où il attaqua et battit, entre Gœttingue et Hœxter, un corps aux ordres de M. de Belsunce. Le prince Ferdinand, qui désirait d'en venir à quelque décision, ne se trouvant pas assez fort dans la position qu'il occupait, attira le prince héréditaire à lui. Ce prince se porta derrière l'armée française, et obligea le maréchal de Broglie de lui opposer M. de Staiuville. Les Français, pour se dégager des alliés qui les entouraient, attaquèrent la petite ville de Horn devant la droite du prince Ferdinand; quelques brigades anglaises, qui s'avancèrent pour soutenir ce poste, leur firent abandonner leur projet. M. de Broglie, découragé par les mauvais succès, et dégoûté par les obstacles qu'il rencontrait partout, renonça au siége de Hameln, et ne pensa plus qu'à faire transporter ses provisions de Hœxter; il y passa le Wéser sur trois ponts. Les alliés le suivirent, mais ils ne purent point avoir de prise sur lui [1].

La jonction du prince héréditaire à l'armée des alliés, qui avait favorisé les affaires de la basse Saxe, avait nui à celles du bas Rhin. Sa présence y devenant nécessaire, il fut obligé d'y retourner. Par sa marche il força le prince de Condé [2] à lever le siége de Hamm. Les Français se retirèrent à Munster, où ils se joignirent à M. de Soubise,

[1] Sur cette bataille voyez une curieuse lettre du comte de Broglie à M. de Choiseul, *Correspondance secrète de Louis XV*, t. I, p. 267 et suiv.

[2] Louis-Joseph de Bourbon, né le 9 août 1736, colonel général de l'infanterie, gouverneur de Bourgogne et de Bresse en 1754, émigré en 1789; commandant de l'armée de Condé en 1793 et 1800. Mort 13 mai 1818.

qui bloquait cette ville. Pour dégager Munster, le prince héréditaire investit subitement la ville de Dorsten et s'en rendit maître avec la garnison, qui mit bas les armes. Le prince se trouvait par cette prise dans le voisinage de Wésel, d'où il empêchait l'armée française de tirer des convois. L'embarras où cette expédition mit M. de Soubise le détermina à lever le blocus de Munster et à se retirer par Dulmen sur Halteren. Depuis le départ du prince héréditaire de la basse Saxe, M. de Broglie, se trouvant plus à son aise, s'avança sur Eimbeek et sur la Leine, sur quoi le prince Ferdinand partagea son armée; il en laissa la moitié sur le Wéser, et avec l'autre il se mit sur la Dimel, pour tomber de là sur le corps de M. de Stainville. Ce général français pénétra les desseins du prince, se retira en hâte, et se jeta dans le camp retranché qui avait été préparé auprès de Cassel. Ce coup ayant manqué par l'activité de M. de Stainville, le prince Ferdinand prit des arrangements pour s'emparer de Munden. M. de Broglie en fut si fort effrayé, qu'il y accourut avec la moitié de son armée; mais à son approche les alliés se replièrent sur Geismar. M. de Broglie, trouvant alors son monde inutile auprès de Munden, envoya quelques renforts à M. de Stainville, et retourna avec le reste de ses troupes à Eimbeck.

Il n'était plus à craindre que M. de Soubise pût assiéger Munster, parce que la saison était trop avancée, et comme le détachement du prince héréditaire devenait plus utile en basse Saxe qu'en Westphalie, le prince Ferdinand lui envoya des ordres pour qu'il joignît son armée sur la Dimel. Aussitôt qu'il fut arrivé, les alliés s'avancèrent vers M. de Stainville, qui se retira encore, et pour la seconde fois M. de Broglie accourut à son secours avec une partie de son monde; car il avait laissé le gros de son armée dans le Solling depuis Holzmunden jusqu'à Lamforde. Les alliés, voyant leur projet déconcerté, entrèrent

dans la principauté de Waldeck, qui pouvait leur fournir plus de subsistances que la Hesse. M. de Broglie avait observé que la manœuvre des alliés ne roulait que sur des diversions, pour le détourner de ses desseins; il voulut faire une diversion à son tour, et envoya le comte de Lusace avec 8 ou 9,000 Saxons dans le duché de Brunswic pour assiéger Wolfenbuttel. Après que cette ville se fut rendue sans grande résistance, le comte de Lusace se tourna sur Brunswic, dont il fit l'investissement. M. Luckner, que le prince Ferdinand avait envoyé pour secourir Wolfenbuttel, arriva trop tard; mais ayant été joint peu après par le prince Frédéric de Brunswic[1], ce jeune prince, plein d'honneur et d'une noble ambition, pour son coup d'essai força le poste que les ennemis avaient au village d'Oelper, se jeta dans Brunswic, en fit lever le siége, et hâta l'évacuation de Wolfenbuttel. Ainsi Alexandre, au sortir de l'enfance, dans l'armée de son père Philippe, battit les Athéniens avec l'aile de cavalerie qu'il commandait.

Les affaires de détachement n'empêchaient point les grandes armées d'aller leur train. M. de Broglie avait fortifié le poste de Duderstadt; il avait porté M. de Stainville à Iessen; quelques brigades gardaient Eimbeck, et M. de Chabot[2] occupait les gorges d'Eschershausen avec un détachement de 10,000 hommes. Si le prince Ferdinand avait permis aux ennemis de se maintenir dans cette position durant l'hiver, cela leur aurait donné de trop grands avantages pour la campagne prochaine. Ce fut ce qui le détermina à percer le centre du terrain que l'armée française occupait [5 novembre]. Dans cette intention, le

[1] Frédéric-Auguste, deuxième fils de Charles, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, et de Philippine-Charlotte, sœur de Frédéric II, né en 1740, mort en 1805.

[2] Louis-Antoine-Auguste de Rohan-Chabot, né le 20 avril 1733, colonel du régiment Royal-Étranger cavalerie, puis maréchal de camp en 1762.

prince héréditaire et milord Granby passèrent la Leine et se postèrent proche d'une hauteur voisine d'Eimbeck, nommée la Huve. Le prince Ferdinand passa de son côté le 4 le Wéser à Tundern, et s'avança sur M. de Chabot, qui eut le bonheur de lui échapper, et les ennemis furent vivement poussés de tous les côtés. M. de Broglie crut tout perdu, lorsqu'il aperçut le prince héréditaire vis-à-vis de la Huve; toutefois le jour se passa à se canonner réciproquement, et les Français s'étant renforcés le lendemain, il ne fut plus temps de brusquer l'affaire; ce qui occasionna le mouvement que tous les corps des alliés firent par leur droite. Les Français prirent cette marche pour une retraite; ils voulurent harceler les Allemands; mais ils furent partout repoussés et battus. Le prince Ferdinand gagna par ce revirement les hauteurs de Wangelstedt, d'où il prenait la position de la Huve à dos. Cela acheva de déconcerter M. de Broglie, qui, ne pouvant plus se maintenir dans cette position, fut forcé d'évacuer Eimbeck, et de se retirer en Hesse. Ce fut par cette belle manœuvre que le prince Ferdinand finit une campagne qui le couvrait de gloire, et des deux parts les armées entrèrent dans leurs quartiers d'hiver.

Nous avons vu, par les événements de cette campagne, que le prince Ferdinand de Brunswic fut le seul des alliés qui la termina sans faire de pertes. Les Prussiens furent généralement malheureux dans toutes les contrées où ils soutenaient la guerre. Le prince Henri avait perdu toutes les montagnes de la Saxe, et il était si resserré dans le terrain qui lui restait, qu'à peine en pouvait-il tirer la subsistance journalière des troupes. La supériorité des ennemis leur avait donné les moyens d'occuper les postes les plus avantageux, et on avait lieu de tout appréhender pour l'hiver et pour la campagne prochaine. Mais quelque mauvaise que fût la situation de Son Altesse Royale, elle n'approchait pas de celle de l'armée du roi. La perte de

Schweidnitz entraînait celle des montagnes et de la moitié de la Silésie. Le roi ne tenait plus qu'aux forteresses de Glogau, Breslau, Brieg, Neisse et Cosel; il était maître du cours de l'Oder et des principautés situées à l'autre rive, que les Russes avaient ravagées au commencement de la campagne, et d'où il n'y avait point de subsistances à tirer; il n'en pouvait point faire arriver de Pologne, parce que 15,000 Russes, qui avaient tiré un cordon le long des frontières, en interdisaient le passage. L'armée était obligée de défendre son front contre les Autrichiens, et ses derrières contre les Russes. La communication de Berlin avec Breslau n'était que précaire, mais ce qui achevait surtout de rendre cette situation désespérée, c'était la perte de Colberg.

Rien n'empêchait plus les Russes de faire le siége de Stettin dès le printemps, ou bien de s'emparer de Berlin et de tout l'électorat de Brandebourg. Il ne restait au roi que 30,000 hommes en Silésie. Le prince Henri n'en avait guère davantage, et les troupes qui avaient servi en Poméranie contre les Russes étaient si ruinées, qu'à peine le fond en était-il resté. La plupart des provinces étaient envahies ou abîmées; on ne savait plus d'où tirer les recrues, d'où prendre les chevaux et les fournitures, où trouver les subsistances, ni comment faire arriver en sûreté les munitions de guerre à l'armée.

Nous verrons cependant que l'État, qui paraissait perdu, ne le fut point, qu'avec de l'industrie on rétablit l'armée, et qu'un heureux événement répara toutes les pertes qu'on venait de faire; et ceci sert d'exemple pour prouver combien les apparences sont trompeuses, et que, dans les grandes affaires, il n'y a que la persévérance qui fasse surmonter aux hommes les périls et les dangers dont ils sont menacés.

CHAPITRE QUINZIÈME.

De l'hiver de 1761 à 1762.

Par le récit de la campagne précédente, nous avons vu les malheurs dont la Prusse était accablée, et ceux qui la menaçaient encore; toutefois dans le temps le plus critique, et où le sort des armes semblait lui être le plus contraire, quelques lueurs d'espérance lui faisaient entrevoir des ressources, quoique incertaines. Dans le mois d'octobre, après la perte de Schweidnitz, lorsque l'armée du roi était à Strehlen, et que les Russes assiégeaient en Poméranie la ville de Colberg et le corps du prince de Wirtemberg, le roi reçut une ambassade du khan des Tartares. L'ambassadeur était le barbier de son maître. Cela doit paraître étrange aux esprits prévenus du cérémonial des cours, et à ceux qui ne jugent des nations étrangeres que par comparaison de leurs usages avec les mœurs européennes; mais ce n'est point une chose inusitée chez les peuples orientaux, où la noblesse est inconnue, et où ceux-là sont censés les premiers qui approchent le plus près de la personne du souverain. Ce barbier, ou cet ambassadeur, présenta sa lettre de créance. Le style en était d'un ridicule différent de celui du style de la chancellerie allemande. L'objet de cette mission était de proposer au roi l'alliance du Tartare, et de lui offrir un secours de 16,000 auxiliaires, moyennant un subside dont on conviendrait. Ces propositions n'étaient pas à rejeter dans la situation où les affaires du roi se trouvaient; non-seulement on les accepta, mais encore, pour gagner du temps, on chargea le barbier de projets de traités d'alliance et de subsides, on l'accabla de présents pour lui et pour son maître, et on le fit accompagner à son retour par le jeune M. de Goltz[1], afin de

[1] Charles-Alexandre, baron puis comte de Goltz, né en 1739, mort en 1818.

presser l'exécution de ces engagements, et de conduire ce corps d'auxiliaires en Hongrie, où l'on voulait s'en servir pour faire une diversion dans les États de l'impératrice reine.

Le sieur Boscamp, émissaire du roi à Bacie-Saraï, fut chargé en même temps d'employer tous ses soins pour disposer le khan à faire une incursion en Russie, parce qu'après que les premières hostilités auraient été commises, la Porte se trouverait obligée de soutenir le khan; ce qui était le seul moyen de l'entraîner dans des mesures pour lesquelles elle avait marqué jusqu'alors tant de répugnance. Si ce projet réussissait, il dégageait la Poméranie des Russes et préservait la Marche électorale des risques auxquelles elle était exposée. A l'égard de l'irruption de ces 16,000 Tartares en Hongrie, il fallait sans doute la soutenir par un corps de troupes réglées; mais comme l'impératrice reine était obligée d'en détacher deux fois autant des siennes, elle affaiblissait nécessairement l'armée contre laquelle les Prussiens devaient combattre au printemps. Toutes les nouvelles qu'on recevait alors de Constantinople faisaient espérer la prompte conclusion du traité d'alliance défensive que le roi négociait à la Porte; il y avait loin cependant de l'espérance à la réalité.

Le grand vizir, homme d'un âge avancé, n'était pas militaire, et craignait de faire un métier qu'il n'entendait pas; il appréhendait surtout d'exposer aux hasards de la guerre sa fortune bien établie. Par cette raison il s'était étroitement uni avec le mufti, pour contrarier de concert, dans le divan, ceux dont les avis violents allaient à rompre avec la maison d'Autriche, et il leur représentait que, la trêve avec les Impériaux n'étant pas expirée, on ne pouvait la violer sans transgresser la loi de Mahomet. Toutefois, par une suite des contradictions dont l'esprit humain est si susceptible, la Porte fit partir de gros détachements de janissaires pour la Hongrie. Les forces qu'elle assembla

aux environs de Belgrade montaient à 110,000 hommes. Les bachas firent avancer ces troupes, et en formèrent un cordon le long des frontières des provinces de l'impératrice reine. C'était beaucoup pour la Porte, mais c'était peu pour la Prusse, à laquelle il fallait des secours effectifs. Comme cependant il n'y avait d'espoir à fonder en Europe que sur cette puissance, le roi fit tenter de nouveau tous les moyens imaginables, tant à Constantinople qu'à Bacie-Saraï, d'y produire des résolutions vigoureuses. Pendant l'hiver il arriva un nouvel émissaire du khan à Breslau. Il confirma toutes les promesses que le barbier avait faites au roi au nom de son maître : il assura que le khan rassemblerait un corps de 40,000 hommes au printemps, comme cela se vérifia, et qu'il agirait ensuite suivant les désirs du roi, ce qui n'eut point lieu.

Nous verrons bientôt que les révolutions qui arrivèrent en Russie firent une impression si étrange sur ces Orientaux, qu'elles arrêterent les mesures qu'ils étaient sur le point de prendre, et suspendirent tous leurs desseins. L'émissaire cependant fut renvoyé avec des présents, tant pour lui que pour son maître; car tout s'achète chez ces peuples. Le Tartare avait taxé ses actions et ses services; on lui payait tant pour une réponse favorable, tant pour assembler ses troupes, tant pour quelques démonstrations, tant pour une lettre qu'on lui faisait écrire au Grand Seigneur. La différence qu'il y a de l'esprit d'intérêt des Orientaux à celui des autres nations est, ce me semble, que les premiers s'abandonnent à cette infâme passion et se déshonorent sans en rougir, et que les peuples de l'Europe en affectent au moins quelque honte.

Pendant qu'on tâchait ainsi de soulever l'Orient, les affaires s'embrouillaient de plus en plus en Angleterre. La France y avait fait passer M. de Bussy, pour y négocier la paix. Sa présence n'endormit pas le ministère britannique au point qu'on s'en était flatté à la cour de Ver-

sailles. Peut-être y eut-il moins d'ardeur pour les armements que la nation préparait sur mer. Néanmoins les Anglais prirent l'île et le fort de Belle-Ile pendant ces négociations; ils s'emparèrent même de Pondichéry dans les Indes orientales, où ils ruinèrent les établissements importants que la compagnie française y possédait. La négociation de M. de Bussy n'avançait donc guère à Londres. M. de Choiseul, pour leurrer les Anglais, donnait à M. Stanley les espérances les plus flatteuses, qui étaient aussitôt démenties par les explications que M. de Bussy savait leur donner.

Cette escarmouche politique dura jusque vers la fin de l'année 1761, où les conférences furent reprises avec plus de chaleur. La France, dont l'intention était de duper l'Angleterre, commençait à s'apercevoir qu'elle ne réussirait pas; elle voulait ne rien perdre et faire une paix plus avantageuse que le sort de la guerre ne lui permettait de l'espérer; et comme l'artifice de la négociation n'était pas suffisant pour amener les choses à ce point, elle jeta les yeux sur l'Espagne, que M. de Choiseul eut l'adresse d'engager dans ses intérêts. Cette alliance pouvait en imposer aux Anglais, ou, supposé qu'elle ne fît pas cet effet, l'assistance de cette couronne servait toujours à pousser la guerre avec plus de vigueur et de succès. Le moyen dont M. de Choiseul se servit pour disposer le roi d'Espagne à embrasser les intérêts de la France ne réussirait pas partout également. C'était le projet de ce fameux pacte de famille qui, loin d'unir ces couronnes, devait au contraire éloigner à jamais les Espagnols de tout traité avec la France. Nous nous contenterons d'en rapporter les points principaux.

« Il y est dit que les deux branches de la maison de » Bourbon seront désormais regardées comme la même; » que les sujets des deux couronnes jouiront réciproquement des mêmes avantages; qu'en tout temps on fera » cause commune : en conséquence de quoi le roi d'Espagne

» déclarera la guerre à l'Angleterre, si cette puissance » refuse de lui faire raison sur de certains griefs, comme » sont la coupe du bois de Campêche et quelques pira- » teries commises par les armateurs anglais; que l'Espagne » en même temps attaquera le roi de Portugal (et ce qu'il » y a de plus extraordinaire), que les deux branches de la » maison de Bourbon étant considérées comme la même » maison, leurs conquêtes et leurs pertes seront communes, » de sorte que les avantages de l'une compenseront les » pertes de l'autre. »

A quoi se réduisait donc le sens de ce traité? N'aurait-il pas autant valu que la France eût dit aux Espagnols : Vous ferez la guerre, parce que cela convient à mes intérêts : j'ai fait des pertes considérables contre les Anglais; mais comme il y a apparence que vous ferez des conquêtes sur eux, et que vous prendrez le Portugal, vous rendrez tout ce pays à ses possesseurs, pour obliger les Anglais à nous restituer les provinces qu'ils ont envahies sur nous, et que nous ne pouvons plus leur arracher? Encore pourquoi attaquer le roi de Portugal, qui n'avait offensé personne, sur le royaume duquel ni l'Espagne ni la France n'avaient des droits? C'était le commerce lucratif que l'Angleterre faisait en Portugal que la France voulait ruiner. D'ailleurs elle était persuadée que les Anglais auraient rendu la meilleure partie de leurs conquêtes, pour faire restituer ce royaume au roi de Portugal. Mais est-ce une raison pour attaquer un souverain qui n'en donne aucune raison légitime? O droit public, que ton étude est vaine et inutile! Ce traité enfin, tout bizarre qu'il était, fut signé par les deux couronnes.

Les Français en tirèrent incontinent parti, et M. de Bussy eut ordre de demander, au nom du roi d'Espagne, la restitution de quelques vaisseaux que les Anglais avaient enlevés à cette couronne, et surtout qu'ils renonçassent à la coupe du bois de Campêche. Cette proposition fut

comme la pomme de discorde qui divisa tout le ministère britannique. Deux hommes se trouvaient à la tête de ce gouvernement, différents de caractère et opposés en tout. L'un était Pitt : il avait l'âme élevée, un esprit capable de grands projets, de la fermeté dans l'exécution, un attachement inflexible à ses opinions, parce qu'il les croyait avantageuses à sa patrie, qu'il aimait. L'autre c'était Bute[1]; il avait été gouverneur du roi. Plus ambitieux qu'habile, il voulait dominer à l'ombre de l'autorité souveraine. Il avait pour principe que la trame de l'honneur devait être d'une tissure grossière pour tout homme d'État; il crut qu'en procurant la paix à tout prix à sa nation, il en deviendrait l'idole. Il se trompa, et le peuple l'eut en exécration.

Ces deux Anglais envisageaient la proposition de l'Espagne avec des yeux tout différents. Pitt, convaincu que l'Espagne désirait la guerre, et que par conséquent la rupture était inévitable, voulait qu'on prît cette puissance au dépourvu, parce qu'elle n'avait pas achevé de faire ses préparatifs, et il opinait pour qu'on lui fît la guerre, pensant que c'était le cas de se battre et non de négocier. Bute, craignant que ces nouveaux ennemis ne rendissent la paix plus difficile à conclure, représenta qu'en suivant les avis de son adversaire, on engagerait le gouvernement dans des dépenses exorbitantes, et dans de nouveaux risques, dont on ne pouvait prévoir la fin; que s'il condamnait le sentiment du sieur Pitt, c'était surtout parce que, dans les conjonctures où l'Angleterre se trouvait, il était plus facile de négocier à Madrid que d'assembler à Londres de nouveaux fonds pour la guerre. L'avis de

[1] Jean Shurot, comte de Bute, né dans les premières années du dix-huitième siècle, entra au Parlement en 1737, mais il ne fut pas réélu en 1741. Devenu favori du prince de Galles, puis, après la mort de ce prince, gentilhomme de la chambre de son fils, son influence fut bientôt très-grande. A la mort de George II, il fut nommé membre du conseil, puis secrétaire d'État, et enfin premier ministre. Il mourut en 1792.

M. Bute prévalut dans le conseil du roi sur celui de son antagoniste. M. Pitt en ressentit un chagrin si vif, que, plein d'indignation, il se démit de ses charges. Son exemple fut suivi peu après par les ducs de Newcastle et de Devonshire, qui renoncèrent également à leurs emplois. M. Bute profita de leurs dépouilles; il prit dans le conseil la place qu'il voulut, et forma une nouvelle administration, composée des lords Halifax, Egremont et Greenville, qui fut nommée le triumvirat; mais Bute en était l'âme.

Peu apres, les événements prouvèrent que M. Pitt avait jugé des intentions de l'Espagne en homme d'État; car M. Bute perdit son temps à négocier, et il fallut avoir recours aux armes. Les Anglais furent obligés d'assister le roi de Portugal[1] de leurs troupes, et les avantages que leurs flottes remportèrent sur mer furent encore dus au sieur Pitt, qui avait fait les projets de ces expéditions durant son ministère. A peine M. Bute fut-il en place, que la froideur qui commençait à régner entre la Prusse et l'Angleterre s'accrut considérablement. Le sieur Bute refusa les subsides que la nation avait payés jusqu'alors au roi; il se flattait par là de réduire ce prince, par nécessité, à consentir aux propositions de paix que le ministere britannique jugerait à propos de lui prescrire. Cet Anglais croyait que l'argent fait tout, et qu'il n'y avait d'argent qu'en Angleterre. Mais à quoi tiennent les affaires du monde et les projets des hommes!

L'impératrice de Russie meurt; sa mort trompe tous les politiques de l'Europe, et renverse une infinité de plans et de desseins arrangés avec soin et laborieusement combinés. Cette princesse, dont la santé avait été chancelante dans les dernières années, fut subitement emportée par un crachement de sang le 8 de janvier 1762. Par sa mort le trône était dévolu au grand-duc son neveu, qui régna sous

[1] Joseph, né, le 6 juin 1714, du mariage de Jean V et de Marie-Antoinette d'Autriche, fut proclamé roi de Portugal le 31 juillet 1750.

le nom de Pierre III. Le roi avait cultivé l'amitié de ce prince dans le temps où il n'était encore que duc de Holstein, et, par une sensibilité rare parmi les hommes, plus rare encore chez les souverains, ce prince en avait conservé un cœur reconnaissant; il en avait même donné des marques dans cette guerre; car ce fut lui qui contribua le plus à la retraite du maréchal Apraxin en l'année 1757, lorsque, après avoir battu le maréchal Lehwad, il se replia en Pologne. Durant tous ces troubles, ce prince s'était même abstenu d'aller au conseil, où il avait place, pour ne point participer aux mesures que l'impératrice prenait contre la Prusse et qu'il désapprouvait. Le roi lui écrivit une lettre de félicitation sur son avénement au trône, dans laquelle il lui témoigna sans déguisement l'envie qu'il avait de vivre en bonne harmonie avec lui, et l'estime qu'il conserverait toujours pour sa personne. M. Keith, ministre d'Angleterre à la cour de Russie, ne tarda pas à informer le roi des espérances qu'il pouvait fonder sur les bonnes intentions du nouveau monarque.

Peu après M. Goudowitz, favori de l'empereur, fut envoyé en Allemagne sous prétexte de complimenter son beau-frère le prince de Zerbst[1]; mais ses instructions secrètes lui prescrivaient de prendre, à son retour, sa route par Breslau, où le roi avait son quartier, pour l'assurer des sentiments d'estime et d'amitié de l'empereur. L'occasion était trop belle pour la laisser échapper. Le roi s'ouvrit cordialement à M. Goudowitz; il lui prouva sans peine qu'il n'y avait aucun sujet réel de guerre entre les deux États, que les troubles présents n'étaient qu'une suite des artifices de la cour de Vienne, qui ne travaillait

[1] Frédéric-Auguste, prince d'Anhalt-Zerbst, né en 1734. Sa sœur, Sophie-Auguste-Frédérique, née en 1729, embrassa en 1744 la religion grecque, prit le nom de Catherine-Alexiewna, et épousa en 1745 Pierre-Fedorowitz, grand-duc de Russie, nommé auparavant Charles-Pierre-Ulric, duc de Holstein-Gottorp. C'est la fameuse Catherine II.

que pour ses intérêts, et que rien n'était plus aisé que de rétablir la bonne intelligence entre les deux cours par une paix solide; en même temps il ajouta, comme en passant, qu'il se promettait de l'équité de l'empereur qu'il n'exigerait pour la paix aucune condition contraire à la gloire d'un souverain, le roi ne pouvant jamais y souscrire. Et comme la conjoncture était favorable pour s'assurer du parti qu'il serait possible de tirer des bonnes dispositions de l'empereur, le roi dit, comme si cela lui échappait, que, bien loin de conserver le moindre ressentiment de ce qui s'était passé, il ne désirait rien avec plus d'empressement que de former avec l'empereur les liens de la plus parfaite union. Cette déclaration fut accompagnée d'une lettre pour l'empereur, conçue à peu près dans les mêmes termes, afin que ce prince ajoutât d'autant plus de foi au rapport que M. Goudowitz lui ferait des sentiments du roi pour lui. A peine M. Goudowitz fut-il parti pour Pétersbourg, que M. de Goltz le suivit en qualité d'envoyé extraordinaire, pour complimenter l'empereur sur son avénement au trône, et surtout pour presser la négociation de la paix, et en hâter la conclusion avant l'ouverture de la campagne.

On n'était cependant pas sans appréhension; car sur quel fondement pouvait-on supposer que la négociation de Pétersbourg prendrait une bonne tournure? Les cours de Versailles et de Vienne avaient garanti le royaume de Prusse à la défunte impératrice; les Russes en étaient en paisible possession; un jeune prince parvenu au trône renoncera-t-il de lui-même à une conquête qui lui est garantie par ses alliés? L'intérêt ou la gloire qu'une acquisition répand sur le commencement d'un règne ne le retiendront-ils pas? Pour qui? Pourquoi? Par quel motif y renoncera-t-il? Toutes ces questions difficiles à résoudre remplissaient les esprits d'incertitude sur l'avenir. L'événement fut plus heureux qu'on ne pouvait l'espérer. Tant

il est difficile de démêler les causes secondes, et de connaître les différents ressorts qui déterminent la volonté des hommes.

Il se trouva que Pierre III avait le cœur excellent, et des sentiments plus nobles et plus relevés qu'on ne les trouve d'ordinaire chez les souverains. Se prêtant à tous les désirs du roi, il alla même au delà de ce qu'on pouvait attendre. De son propre mouvement il rappela de l'armée autrichienne M. de Czernichef avec son corps; il n'exigea du roi aucune cession, quoiqu'il y fût autorisé sans qu'on pût y trouver à redire; il hâta la négociation de la paix, et ne demanda pour tout retour que l'amitié et l'alliance du roi.

Un procédé aussi noble, aussi généreux, aussi peu commun, non-seulement doit être transmis à la postérité, mais devrait être gravé en lettres d'or dans les cabinets de tous les rois. Les vues de l'empereur se portèrent alors particulièrement sur le Danemark. Il ressentait les torts que les rois de Danemark avaient faits à ses ancêtres : il avait outre cela des injustices personnelles à venger; car du vivant de l'impératrice Élisabeth, les Danois avaient, à plusieurs reprises, tenté de le dépouiller de la partie du Holstein qu'il possédait encore, à quoi il s'était toujours opposé avec fermeté. L'esprit aigri par tant d'offenses, il méditait d'en tirer une vengeance éclatante, et s'il terminait la guerre contre la Prusse, ce n'était que pour la recommencer avec d'autant plus de vivacité contre le Danemark.

Le roi n'agissait point avec l'empereur comme de souverain à souverain, mais avec cette cordialité que l'amitié exige, et qui en fait la plus grande douceur. Les vertus de Pierre III faisaient une exception aux règles de la politique; il en fallait bien faire de même pour lui. Le roi tâchait de le prévenir dans tout ce qui pouvait lui être agréable, et, comme il parut désirer de revoir le comte

de Schwerin[1], aide de camp du roi (qui, ayant été fait prisonnier par les Russes à la bataille de Zorndorf, avait eu le bonheur de mériter ses bonnes grâces), le comte entreprit incontinent ce voyage, et ne contribua pas peu, pendant son séjour en Russie, à la signature des traités de paix et d'alliance.

Le sieur Bute, qui, par mépris pour les autres nations, ignorait ce qui se passait en Europe, et encore plus la façon de penser du nouvel empereur de Russie, rempli des idées de la paix générale qu'il voulait faire à toute force, chargea le prince Gallitzin, ministre de Russie à Londres, de marquer à sa cour que quelques cessions que l'empereur exigeât de la Prusse, l'Angleterre se faisait fort de les lui faire obtenir, pourvu qu'il ne se précipitât point, et qu'il continuât de tenir le roi de Prusse en échec, en laissant le corps de M. de Czernichef auprès des Autrichiens. L'empereur, indigné de ces propositions, y répondit comme un ministre prussien l'aurait pu faire. Il envoya la copie de la dépêche du prince Gallitzin au roi, pour lui découvrir à quel point l'Angleterre le trahissait.

[Si nous ménageons peu les termes, c'est que des actions infâmes doivent être peintes dans l'histoire avec les traits difformes et affreux qui leur conviennent, ne fût-ce que pour en inspirer l'horreur à la postérité. On sait qu'un usage pernicieux a introduit dans la politique de certaines fourberies autorisées par une pratique commune : à la bonne heure, qu'on adoucisse les termes en les rapportant. Mais manquer de foi à son allié, mais tramer des complots contre lui, qu'à peine ses ennemis pourraient former; mais travailler avec ardeur à sa perte, le trahir, le vendre, l'assassiner pour ainsi dire; de pareils attentats, des actions aussi noires, aussi abominables, doivent être rendues dans toute leur atrocité, pour épouvanter par le jugement que

[1] Guillaume-Frédéric-Charles, comte de Schwerin, neveu du maréchal dont il est tant parlé dans les premiers chapitres de cet ouvrage.

la postérité en portera tous ceux qui seraient capables d'en commettre de pareilles.]

Ce ne fut pas la seule perfidie que ce ministre anglais fit au roi. Bute, non content de vouloir embrouiller les affaires de la Prusse à Pétersbourg, négociait en même temps à la cour de Vienne. Il voulait, à l'insu du roi, faire la paix avec la maison d'Autriche. Libéral des provinces prussiennes, sacrifiant sans scrupule les intérêts du roi, il offrait ses dépouilles à l'impératrice-reine, comme s'il était le maître d'en disposer. Dans cette occasion, le hasard servit encore mieux le roi que n'auraient pu faire les plus fines intrigues. Le comte Kaunitz prît ces ouvertures de travers, il soupçonna que le dessein de l'Angleterre était de commettre la cour de Vienne avec celle de Versailles, et il répondit au sieur Bute avec toute la hauteur et toute la morgue d'un ministre autrichien; il rejeta avec dédain des propositions qu'il croyait captieuses, en ajoutant que l'impératrice-reine était assez puissante pour se faire raison de ses prétentions, et qu'elle agirait contre sa dignité en acceptant une paix, quelle qu'elle pût être, dont l'Angleterre se rendrait la médiatrice : ainsi avorta ce projet, à la honte de celui qui l'avait formé.

Malgré tant d'événements heureux et de trames découvertes, le roi n'était cependant pas exempt d'inquiétudes. Les lettres de Pétersbourg faisaient trembler pour la personne de l'empereur; elles annonçaient toutes un germe de conspiration qui était près d'éclore. Les personnes qu'on soupçonnait entrer dans ce complot en étaient les moins coupables. Les véritables auteurs tramaient dans le silence, et se dérobaient avec soin à la connaissance du public. A peine l'empereur fut-il sur le trône, qu'il fit des innovations continuelles dans l'intérieur de ses États; il s'appropria les terres du clergé, selon le projet de Pierre I[er]; mais il s'en fallait bien que Pierre III fût aussi affermi et aussi respecté de cette nation.

Le clergé était d'autant plus puissant dans cet empire, que les peuples abrutis y croupissaient dans la plus profonde ignorance. Attaquer ces archimandrites et ces popes, c'était se faire des ennemis irréconciliables, parce que tout prêtre est attaché à ses revenus plus qu'aux opinions qu'il annonce. L'empereur aurait sans doute pu attendre, pour faire cette réforme, et encore aurait-il fallu y toucher d'une main délicate. Outre cette affaire qui faisait crier, on lui reprochait encore de tenir les gardes Ismaïlof et Préobrazinsky sous une discipline trop rigoureuse, et de vouloir faire la guerre au Danemark, ce qui répugnait d'autant plus aux Russes, qu'ils disaient ouvertement que leur nation n'était point intéressée. Des personnes mal intentionnées répandaient ces griefs dans le public, pour rendre odieuse la personne de l'empereur. L'amitié, la reconnaissance, aussi bien que l'estime du roi pour les excellentes qualités de ce prince, le portèrent à lui écrire et à entamer cette matière scabreuse. Il fallait ménager cette extrême délicatesse qui fait que tous les souverains veulent qu'on croie leur autorité affermie; il fallait s'expliquer avec une réserve infinie au sujet des Danois.

Pour le dissuader d'entreprendre d'abord la guerre contre le Danemark, le roi lui détaillait toutes les raisons qui pouvaient lui faire différer cette entreprise, pour la renvoyer à l'année prochaine; il insistait surtout pour que l'empereur, avant de sortir de ses États et de s'engager dans une guerre étrangère, se fît couronner à Moscou, afin de rendre, par son sacre, sa personne d'autant plus inviolable aux yeux de sa nation, ses prédécesseurs ayant toujours religieusement observé cette cérémonie : il faisait ensuite mention des révolutions arrivées en Russie durant l'absence de Pierre I[er]; mais il glissait légèrement sur cette matière, et finissait en conjurant l'empereur d'une manière affectueuse de ne point négliger des précautions essentielles pour la sûreté de sa personne, en lui protestant

que l'intérêt sincère qu'il prenait à sa conservation, était le seul motif qui lui avait fait prendre la plume. Cette lettre fit peu d'impression sur l'empereur; il y répondit en propres termes :

« Ma gloire exige que je tire raison des outrages que les » Danois ont faits à ma personne, surtout à mes ancêtres. » Il ne sera pas dit que les Russes font une guerre pour » mes intérêts où je ne me trouve pas à leur tête; d'ailleurs » la cérémonie de mon couronnement exige une trop » grande dépense; cet argent sera mieux employé contre » les Danois. A l'égard de l'intérêt que vous prenez à ma » conservation, je vous prie de ne vous en point inquiéter; » les soldats m'appellent leur père; ils disent qu'ils aiment » mieux être gouvernés par un homme que par une femme; » je me promène seul à pied dans les rues de Pétersbourg; » si quelqu'un me voulait du mal, il y a longtemps qu'il » aurait exécuté son dessein; mais je fais du bien à tout le » monde, et je me confie uniquement à la garde de Dieu; » avec cela je n'ai rien à craindre. » Cette réponse n'empêcha pas le roi de continuer à tâcher d'éclairer ce prince sur les dangers qui le menaçaient. MM. de Goltz et de Schwerin eurent l'ordre de mettre cette matière sur le tapis dans des conversations familières qu'ils avaient avec ce monarque; mais c'était à pure perte qu'on lui disait que, dans un pays où régnaient des mœurs telles qu'en Russie, un souverain ne pouvait prendre assez de précautions pour la sûreté de sa personne. « Écoutez, répondit- » il enfin, ne touchez plus cette matière qui m'est odieuse. »

Il fallut alors garder le silence, et abandonner ce pauvre prince à la sécurité qui le perdit.

Les dieux, pour perdre Troie, aveuglèrent nos yeux.
VIRG., *Én.*, t. II.

Ces choses n'empêchèrent pas que les négociations pour la paix et pour l'alliance n'allassent grand train. Dès le

commencement de juin l'empereur envoya au roi le comte de Schwerin avec le traité de paix et d'alliance signé, et avec un ordre au comte de Czernichef, qui était à Glatz, de se mettre incessamment en marche pour joindre l'armée du roi, et faire conjointement avec elle la guerre aux Autrichiens. Les Suédois, qui se trouvaient, après ce revirement de système, destitués de leur plus grand appui, furent obligés de faire la paix, dans la crainte du mal qui leur en pouvait arriver, s'ils tardaient davantage. Le roi reçut une lettre d'apparat de sa sœur[1], dictée par le sénat de Stockholm; il y répondit dans le sens que la reine pouvait le désirer, en lui témoignant le plaisir qu'il ressentait de voir se terminer une guerre entre de si proches parents; que, par amitié pour la reine sa sœur, il voulait bien oublier les procédés irréguliers et étranges de la nation suédoise, sans en conserver de ressentiment; que s'il faisait la paix, c'était uniquement par considération pour elle, à condition toutefois que les choses seraient remises exactement sur le pied où elles avaient été avant le commencement des troubles. Comme la crainte pressait les Suédois, la négociation fut promptement terminée. Les plénipotentiaires des deux cours s'assemblèrent à Hambourg, et ils signèrent les préliminaires avant la fin du mois de juin.

De son côté l'empereur de Russie poussait vivement son projet contre le Danemark; cependant, pour mettre dans cette rupture toutes les formalités de la justice, et pour qu'il parût que l'obstination des Danois l'avait forcé de rompre avec eux, il proposa l'assemblée d'un congrès à Berlin, où les ministres des deux partis devaient tâcher d'accommoder leurs différends sous la médiation prussienne. M. de Saldern, plénipotentiaire de l'empereur, était chargé de demander aux Danois la restitution de tout

[1] Louise-Ulrique, sœur de Frédéric II, née le 2 juillet 1720, mariée, le 18 août 1744, à Frédéric II, roi de Suède, morte le 16 juillet 1784.

le Holstein, qui avait anciennement appartenu aux ancêtres de Sa Majesté Impériale.

Ce prince était bien persuadé que les Danois ne consentiraient jamais à des conditions aussi honteuses, et c'était le prétexte dont il voulait se servir pour se déclarer contre eux. Une armée de 60,000 Russes, qui devaient être joints par 6,000 Prussiens, était destinée pour cette expédition. Le roi de Danemark, qui voyait l'orage prêt à foudre sur lui, avait donné le commandement de ses troupes à un officier de réputation; c'était M. de Saint-Germain. Il venait de quitter le service de France, pour quelque mécontentement que le maréchal de Broglie lui avait donné. M. de Saint-Germain se trouvait alors à la tête d'une armée indisciplinée, qui manquait d'officiers généraux capables de commander, d'ingénieurs, d'artilleurs, de train de vivres, en un mot de tout. Il suppléa lui seul à ce qui lui manquait. Comme la caisse de guerre était mal pourvue, il rançonna la ville de Hambourg, qui lui fournit les sommes dont il avait besoin. Les ministres danois excusèrent cet étrange procédé sur la nécessité, qui n'a point de loi. M. de Saint-Germain s'approcha ensuite de Lubeck, dont il comptait s'emparer aussitôt que la guerre serait déclarée, et; pour en éloigner le théâtre des frontières de son maître, il s'avança dans le Mecklembourg avec une partie de ses troupes, et se campa entre des marais et des étangs dans un emplacement avantageux, où probablement il aurait pu disputer aux Russes, pendant quelque temps, l'entrée du Holstein. Nous l'abandonnerons au milieu de ses préparatifs, dont il serait superflu de faire un plus long détail, parce que cette guerre, que le Danemark craignait avec tant de raison, n'eut pas lieu, et qu'une nouvelle révolution fit tout changer à Pétersbourg.

De toutes les puissances de l'Europe, la plus consternée des événements arrivés en Russie fut la cour de Vienne. Jamais l'impératrice-reine n'avait porté ses espérances plus

haut qu'à la fin de la dernière campagne. Tout lui présageait la subversion de la Prusse, la conquête de la Silésie, et l'accomplissement de tous ses projets. Sa persuasion était si forte et sa sécurité si entière, que, croyant pouvoir finir la guerre en se passant d'une partie de ses troupes, elle fit une épargne déplacée en ordonnant une réforme de 20,000 hommes. Alors mourut l'impératrice de Russie; peu après le corps de M. de Czernichef quitta l'armée de Laudon, pour se retirer en Pologne.

La cour de Vienne voulut, mais trop tard, rassembler de nouveau ces 20,000 hommes qu'elle avait réformés, qui s'étaient dispersés dans le monde, et que le temps ne permettait point de remplacer. Sur cela vint la nouvelle de la paix conclue entre la Prusse et la Russie; bientôt celle du traité d'alliance signé entre ces deux couronnes; enfin celle de la jonction du corps de Czernichef à l'armée du roi. Pour comble de disgrâces, une maladie épidémique faisait de grands ravages dans l'armée de Laudon. C'était une espèce de lèpre, dont les progrès étaient si rapides, qu'ils éclaircissaient son camp et peuplaient ses hôpitaux. Pour peu qu'on résume ceci, on trouve, de compte fait, 20,000 hommes de congédiés des Autrichiens, et 20,000 Russes de moins, qui font 40,000 hommes, et ces 20,000 Russes de plus à l'armée du roi font entre les deux armées une différence de 60,000 hommes en faveur des Prussiens. Si le roi avait gagné de suite trois batailles rangées, elles ne lui auraient pas procuré un plus grand avantage.

La mort de l'impératrice de Russie, et les combinaisons nouvelles de politique qu'elle produisit en Europe, firent une impression toute différente sur la Porte. Tant de promptes révolutions, ces haines si vives entre des États, qui se changeaient subitement en des liaisons étroites entre les souverains, tout cela parut inconcevable à la politique orientale, et remplit les Turcs d'étonnement et de méfiance.

Il le faut avouer, ils avaient quelque sujet d'être surpris; après avoir été importunés par les pressantes sollicitations du ministre prussien, pour les porter à rompre avec la Russie, tout d'un coup ce ministre, changeant de langage, leur offrait les bons offices du roi son maître, pour apaiser certains différends qu'ils avaient pour leurs limites avec la cour de Pétersbourg, et ce ministre ne persistait plus qu'à les animer à rompre la trêve qui durait encore avec l'impératrice-reine.

Cela donnait lieu aux Turcs de raisonnér ainsi : certainement ces Prussiens sont la nation la plus inconstante et la plus légère de l'univers; tantôt ils voulaient nous brouiller avec la Russie, aujourd'hui ils veulent nous raccommoder avec elle; et s'ils nous incitent à présent à déclarer la guerre à la reine de Hongrie, qui nous répondra que dans six mois ils ne soient en alliance avec elle, de même qu'ils le sont à présent avec les Russes? Gardons-nous d'entrer trop promptement dans les mesures qu'ils nous proposent, ou notre facilité nous rendra le jouet de leur inconséquence et la risée des nations européennes. Leurs réflexions ne se bornaient pas là, et comme ils avaient conçu quelque ombrage de l'alliance que le roi venait de faire avec la Russie, pour dissiper ces soupçons, Sa Majesté, par l'interposition de ses bons offices, parvint à terminer les différends qu'il y avait entre le khan de la Crimée et les Russes au sujet du fort Sainte-Anne; elle porta de plus l'empereur Pierre III à faire déclarer, par son ministre à Constantinople, qu'il ne se mêlerait en aucune manière des discussions que la Porte pourrait avoir avec la maison d'Autriche, et qu'au cas que les Turcs lui fissent la guerre, l'impératrice-reine n'aurait aucun secours à attendre de sa part. Cette déclaration formelle fit une grande impression sur les Turcs; elle ébranla même le Grand Seigneur, qui, selon toutes les apparences, aurait pris un parti décisif, si de nouvelles révolutions, que nous rapporterons en leur

lieu, n'eussent renouvelé ses incertitudes et réveillé ses méfiances.

En rapprochant tous les événements que nous venons de rapporter, ils nous représentent la Prusse aux abois à la fin de la dernière campagne; perdue au jugement de tous les politiques, elle se relève par la mort d'une femme, et se soutient par le secours de la puissance qui avait été la plus animée à sa perte. Ce fut ainsi que madame Masham, par ses intrigues contre milady Malborough, sauva la France dans la guerre de succession. A quoi tiennent les choses humaines! Les plus petits ressorts influent sur le destin des empires et le changent. Tels sont les jeux du hasard, qui, se riant de la vaine prudence des mortels, relève les espérances des uns, pour renverser celles des autres.

CHAPITRE SEIZIÈME.

Campagne de 1762.

La campagne précédente, comme nous l'avons rapporté, avait été généralement funeste aux armes prussiennes. Le prince Henri avait perdu les montagnes de la Saxe, le prince de Wirtemberg la ville de Colberg, et le roi celle de Schweidnitz. La position des troupes prussiennes en Silésie était précaire; un mauvais retranchement, qui pouvait contenir douze bataillons, au faubourg de Breslau, faisait leur principale défense. Deux postes d'avertissement les garantissaient contre les surprises de l'ennemi; l'un Canth, où M. de Dallwich avait le commandement, l'autre Rothensirben, aux ordres de M. de Prittwitz. M. de Wied occupait les environs de Grotkau, d'où il avait détaché M. de Mœring à Strehlen. M. de Mœring faisait ses reconnaissances vers Franckenstein, M. de Prittwitz vers Reichenbach, et M. de Dallwich du côté de la montagne de

Zobten et du Pitschenberg. Glogau était couvert par 6 bataillons que M. de Zeunert commandait; et, pour M. de Thadden, il occupait Guben et formait avec la cavalerie de M. de Schmettau un cordon jusqu'à Lubben, par où il garantissait la communication de Berlin, d'où l'armée tirait ses approvisionnements. Du côté des Autrichiens le cordon commençait à Jægerndorf, d'où il tirait sur Neustadt, Weidenau, Johannsberg, Wartha, Silberberg, Bœckendorf, la montagne de Zobten, Striegau et Hohenfriedberg. Le gros de leur infanterie cantonnait dans les montagnes, et les Russes avaient leurs quartiers dans le comté de Glatz. Il y eut quelques expéditions de partis durant l'hiver, mais qui ne furent d'aucune conséquence. Le colonel Altone, qui passait l'hiver à Reichenbach, voulut surprendre le quartier de M. de Prittwitz à Rothensirben. Prittwitz en eut vent; il s'embusqua avec sa troupe sur le chemin par lequel l'Autrichien devait passer, le battit, et lui enleva 100 hommes [16 février].

La révolution arrivée en Russie et les dispositions favorables de Pierre III à l'égard des Prussiens donnèrent lieu à la séparation du corps de Czernichef de l'armée impériale [21 mars]. M. de Czernichef quitta le comté de Glatz, passa l'Oder à Auras et retourna en Pologne. Cette révolution donna lieu également à la négociation de la paix avec la Suède; et comme dès lors on en prévoyait l'heureuse issue, le roi se trouvait par là le maître de disposer de toutes les troupes qu'il avait employées contre cette couronne. M. de Belling avec 20 escadrons, et M. de Billerbeck avec 6 bataillons, furent destinés à renforcer l'armée de Saxe. Le prince de Bévern, le prince de Wirtemberg et M. de Werner reçurent ordre de joindre l'armée de Silésie, aussitôt que les conjonctures leur permettraient de quitter la Poméranie.

Le roi se proposait d'ouvrir cette campagne par une diversion en Hongrie. Selon ce projet M. de Werner devait

joindre les Tartares du côté de Bude, et soutenir les incursions qu'ils auraient faites dans ces environs et en Autriche même; ce qui faciliterait les opérations du roi en Silésie, où il fallait reprendre Schweidnitz, et après avoir terminé ce siége, renforcer l'armée de Son Altesse Royale le prince Henri, pour qu'elle pût tenter tous les moyens de reprendre Dresde. Mais ces projets furent changés depuis, à cause du traité d'alliance qui se conclut avec la Russie. On pensa, dès le 15 de mars, à rapprocher les divers corps qui devaient composer l'armée; pour cet effet M. de Schenkendorf quitta la Saxe, et releva MM. de Schmettau et de Thadden à Guben; il fut suivi par le corps de Platen, qui alors se trouvait aux ordres de M. de Krockow. Tous ces détachements arrivèrent successivement à Breslau, savoir : MM. de Schmettau, de Thadden, de Zeunert le 15 d'avril; M. de Krockow avec 25 bataillons et 35 escadrons le 6 de mai, et M. de Lossow, qui avait couvert la haute Silésie contre les Cosaques, releva, avec ses housards et bosniaques, M. de Dallwich à Canth; le prince de Wirtemberg joignit l'armée le 12 de mai avec 5 bataillons et 6 escadrons.

Il paraîtra surprenant sans doute que les Autrichiens aient souffert avec tant de flegme et de sang-froid la jonction de tous ces corps prussiens, sans y apporter le moindre obstacle; mais leur consternation et leur découragement étaient prodigieux, tant à cause du départ des Russes, sur lesquels ils avaient beaucoup compté, qu'à cause de la réduction des troupes que la cour de Vienne avait faite si fort à contre-temps durant l'hiver. Outre cela une espèce de lèpre, qui régnait dans leur armée, mettait la moitié de leurs régiments hors de combat. Les officiers, en leur particulier, regardaient les affaires comme perdues; d'ailleurs le commandement de l'armée de Silésie avait été conféré au maréchal Daun, et M. de Laudon se trouvant sur le point de lui remettre l'armée, ne s'empressait pas à

travailler pour son successeur, ni à risquer sa réputation pour un homme qu'il détestait dans le fond du cœur. Si l'on considère attentivement ces différentes raisons, on trouvera moins surprenant que le roi ait réuni ses forces avec aussi peu d'opposition de la part des ennemis.

Pendant que l'armée se rassemblait aux environs de Breslau, l'empereur de Russie manda au roi qu'il avait donné ordre à M. de Czernichef de quitter Thorn, et de venir se joindre en Silésie aux troupes prussiennes. Cet heureux événement, qui influait si fort dans les projets pour la campagne, donna lieu de les changer en partie. Il fut résolu qu'on assemblerait un gros corps à Cosel, soit pour se joindre en Hongrie aux Tartares, au cas qu'ils y vinssent encore, soit pour inquiéter les frontières de la Moravie, et obliger le maréchal Daun d'y envoyer de gros détachements. C'était là le point essentiel pour le but qu'on se proposait, parce qu'avec 80,000 hommes le maréchal Daun pouvait si exactement garnir ses montagnes et le poste de Kunzendorf, qu'il aurait été de toute impossibilité de l'attaquer, ou de le tourner. Il avait actuellement 70,000 hommes sous ses ordres, distribués de la sorte : 10,000 en garnison à Schweidnitz, et 8,000 destinés à garnir les gorges de Silberberg et de Wartha; il s'agissait donc de l'affaiblir encore de 15,000 hommes pour jouer à jeu sûr, et pour se trouver en état de tourner tous les postes qu'il pouvait prendre dans les montagnes, et par conséquent de faire une campagne heureuse et brillante.

L'armée du roi montait à 66,000 combattants; M. de Czernichef lui amenait 20,000 Russes; ainsi il pouvait détacher 20,000 hommes en haute Silésie, et il demeurait encore supérieur aux Impériaux. Toutes les manœuvres que le roi projetait pour cette campagne devaient tendre à tourner les ennemis dans leurs positions, et sa plus grande attention se portait à leur en dérober la connaissance. Comme cela était essentiel, on fortifia les déta-

chements de la cavalerie, pour leur donner de la supériorité sur celle des Autrichiens, et pour leur procurer le moyen, en les battant souvent, de les intimider, de les empêcher d'aller à la découverte et de s'aventurer au delà de leurs grand'gardes.

Ce fut le 12 de mai que le maréchal Daun arriva en Silésie. Il eut à peine pris le commandement de l'armée qu'il la fit camper; il appuya sa droite sur la montagne de Zobten; sa ligne tirait vers Domanz, et il posta M. d'Ellerichhausen au Pitschenberg, où il faisait la clôture de la gauche. Le roi ne jugeant pas à propos de faire camper son armée vis-à-vis de l'ennemi, resserra les cantonnements de ses troupes aux deux bords de la Lohe, et établit le quartier général à Bettlern; avec cela 12 bataillons et 10 escadrons occupaient les retranchements de Breslau. M. de Reitzenstein fut détaché avec 1,500 chevaux à Neumarck, pour couvrir le chemin de Glogau, et pour observer les côtés de Striegau et de Jauer. Le corps de Canth, sous M. de Lossow, fut fortifié de manière, qu'outre mille volontaires de Courbière, il montait à 5,400 chevaux. Celui de MM. de Lentulus et de Prittwitz, qui campait sur l'Ohlau, non loin de Borau, faisait 4,500 chevaux et mille volontaires.

Cette position de l'armée du roi peut paraître hasardeuse à quiconque ne l'examine que superficiellement, mais elle ne l'était pas en effet; car ces gros détachements de cavalerie avancés vers l'ennemi formaient comme une espèce de circonvallation autour de l'armée impériale, dont les postes des Prussiens étaient si proches, qu'aucun de leurs mouvements ne pouvait échapper à la connaissance du roi. D'ailleurs le maréchal Daun avait deux marches à faire pour arriver à la Lohe, et le roi n'avait besoin que de six heures pour rassembler son armée. Et quel projet les Autrichiens pouvaient-ils former? quelle attaque pouvaient-ils méditer? Il n'y avait point de posi-

tion de prise; il était libre au roi de former son armée en deçà ou au delà de la Lohe, et il serait tombé à l'improviste sur le camp des ennemis, pour les charger au moment qu'ils s'y seraient le moins attendus. Il faut ajouter à ce que nous venons de dire, que les Autrichiens craignaient la plaine; ils savaient que s'ils risquaient d'y descendre, le retour aux montagnes pourrait leur devenir difficile, de sorte qu'effectivement l'armée prussienne était commodément et en sûreté.

Ce fut durant ces cantonnements que M. de Schwérin retourna de Pétersbourg avec les traités de paix et d'alliance conclus avec la Russie. La paix fut solennellement proclamée, et l'on ne fit point mystère de l'alliance des Autrichiens. Cependant le roi retarda les opérations de la grande armée jusqu'à l'arrivée de M. de Czernichef. Cela ne l'empêcha pas de faire d'avance filer des troupes vers la haute Silésie. Déjà M. de Werner se trouvait à Cosel avec environ 10,000 hommes; il était instruit du projet formé d'attirer les forces de l'armée impériale dans la haute Silésie; pour donner de la jalousie à l'ennemi et lui causer des inquiétudes, il s'approcha de Ratibor, d'où il poussa M. de Hordt à Teschen avec 1,200 hommes. Celui-ci enleva un détachement d'un capitaine et de 60 hommes, et répandit ses housards jusqu'au delà du passage de la Jablunka. Dès que le maréchal Daun fut informé de cette incursion, il envoya, pour s'opposer aux entreprises des Prussiens, M. de Beck, qui s'avança jusqu'à Ratibor; c'était répondre exactement aux intentions du roi. M. de Werner replia aussitôt ses troupes au delà de l'Oder et s'en revint à Cosel [6 juin]. Le prince de Bévern arriva vers ce temps à Breslau; il amenait 4 bataillons et mille housards provinciaux avec lui; on joignit les housards de Mœring et 10 escadrons de dragons à son infanterie, avec laquelle il partit pour Cosel, où il rassembla son petit corps d'armée.

Ces détachements qui partaient pour la haute Silésie n'empêchèrent pas que la cavalerie du roi ne commençât à prendre de l'ascendant sur celle de l'ennemi. M. de Prittwitz surprit un détachement autrichien près de Panthenau au Johannsberg, et lui enleva 100 hommes [11 juin]. M. de Reitzenstein, qui était à Neumarck, battit le général Gurei, qui tenta de le surprendre, et lui prit 3 officiers et 70 dragons [14 juin]. Peu après, les mille housards provinciaux que le prince de Bévern avait amenés, et qui étaient postés devant Neisse à Heydersdorf, furent attaqués par M. Draskowitz, qui de Patschkau, où il était, ayant eu avis de leur arrivée, tenta de les surprendre. Le succès ne répondit point à son attente; son détachement fut mal mené, et il fut fait prisonnier lui-même avec 170 des siens, tant dragons que housards.

Ces coups, qui se suivirent de près, commencèrent à rendre la cavalerie impériale circonspecte; bientôt elle devint timide. L'avant-garde de M. de Czernichef consistait en 2,000 Cosaques, elle joignit l'armée du roi quelques jours plus tôt que les Russes. Le roi partagea ces deux pulks entre MM. de Lossow et de Reitzenstein. Ce dernier s'avança de Neumarck au pied du Pitschenberg, par où l'armée du maréchal Daun se trouvait presque bloquée. Il ne pouvait plus envoyer sa cavalerie sur ses devants; et on lui laisait ses derrières libres, parce qu'on ne voulait pas se découvrir, et l'avertir des desseins que l'on formait contre lui. Cependant, depuis l'arrivée des Cosaques, il ne se passa presque pas de jour qu'il n'y eût quelque grand'-garde de l'ennemi d'enlevée à la face de tout le camp; enfin il n'envoya plus à la découverte, personne n'ayant le cœur d'aller reconnaître devant la chaîne des vedettes, et, la cavalerie demeurant au piquet, ne hasarda plus de se montrer dans la plaine.

Nous laisserons là pour un moment les affaires de la Silésie, pour rapporter ce qui se passait en Saxe, parce

que cette année le prince Henri fut le premier qui ouvrit la campagne : de là nous passerons en Westphalie et au bas Rhin, pour rendre compte des opérations du prince Ferdinand de Brunswic; après quoi nous pourrons poursuivre sans interruption la suite des événements qui se passèrent en Silésie.

Le commandement de l'armée impériale en Saxe avait été décerné cette année à M. de Serbelloni; il occupait non-seulement le fond de Plauen, le Windberg et Dippoldiswalde; il s'étendait encore de là sur toute la crête des montagnes qui va de Freyberg par Chemnitz à Waldheim. Ayant retranché avec soin tous les passages de la Mulde devant son front, il se fiait à ces arrangements, et se figurait qu'il était impossible de le déloger d'une position aussi forte et aussi bien défendue. Ces difficultés n'arrêtèrent pas le prince Henri. Son Altesse Royale résolut de percer son cordon par le centre, tant pour gagner du terrain que pour lui donner de la jalousie sur la Bohême; car on ne pouvait reprendre Dresde qu'en attirant le gros de l'armée autrichienne en Bohême. Le prince suspendit l'exécution de ce projet jusqu'à l'arrivée du brigadier Billerbeck, qui venait de la Poméranie pour le joindre. Afin de dérober en même temps à l'ennemi jusqu'au soupçon du projet qu'on méditait contre lui, le prince fit faire différents mouvements à ses troupes; il fit quelques démonstrations vers le duché d'Altenbourg et du côté de Pénig, pour persuader aux ennemis qu'il projetait quelque entreprise dans cette partie de la Saxe. Sur ces entrefaites M. de Billerbeck joignit M. de Stutterheim le cadet à Lommatsch. Ce fut le signal auquel toutes les troupes destinées au passage de la Mulde se mirent en mouvement. Elles s'assemblèrent le 11 [mai] au soir, chaque corps se rendant au lieu qui lui était assigné. La force du corps entier destiné à cette expédition consistait en 21 bataillons et en 35 escadrons. Ces troupes furent partagées en quatre

détachements. Celui de M. de Seidlitz s'assembla derrière Mockerwitz; celui de M. de Canitz derriere le village de Zerditz, et M. de Stutterheim l'aîné, qui avait campé au Pétersberg, s'avança à Zocherwitz; pour les housards et les troupes légères de M. de Kleist, il les forma entre Zwénig et Hasslau. Ces quatre colonnes, par une marche couverte, s'approchèrent la nuit des bords de la Mulde, et s'embusquèrent derrière un ravin qui dérobait à l'ennemi leur approche et leurs desseins. Son Altesse Royale avait choisi les emplacements des batteries; on y avait mené le canon; on l'avait masqué de broussailles, de sorte qu'au premier signal il pouvait être exécuté contre les redoutes des Impériaux.

Le détachement de l'ennemi, que le prince se proposait d'attaquer, était commandé par M. de Zettwitz, général des Autrichiens; il pouvait recevoir des secours des troupes qui cantonnaient à Freyberg, à Chemnitz et à Waldheim. Sa troupe était forte de 4,000 hommes; il avait garni les redoutes des gorges et des montagnes d'infanterie et d'artillerie, sous la protection desquelles il avait répandu ses croates et ses pandours en divers détachements le long de la Mulde. Ces troupes passaient régulièrement les nuits au bivouac; on avait même observé qu'elles rentraient tous les matins à la pointe du jour, vers quatre heures, dans leurs tentes. Le prince avait déterminé sur ces remarques que l'attaque ne se ferait qu'à sept heures du matin. Les chasseurs prussiens, qui étaient postés à Zeschnitz, soit par l'effet du hasard, soit par impatience, se mirent à escarmoucher avant le temps marqué.

Quoiqu'il ne fût que six heures du matin, cela détermina Son Altesse Royale à anticiper l'attaque. Les quatre colonnes passèrent aussitôt la Mulde au signal qui leur fut donné, sous la protection de quarante pièces d'artillerie. M. de Seidlitz, qui menait la cavalerie par le gué de Tetchnitz, trouva au village de Mastereau, des croates en

son chemin, qui se sauvèrent dans une redoute voisine. M. de Kleist, qui passait la Mulde plus bas, prit en même temps l'ennemi à dos, tandis que les colonnes de l'infanterie gagnaient la hauteur. Ces mouvements composés étonnèrent les Autrichiens, et ils abandonnèrent leurs forts. Pendant ce temps-là M. de Kleist, avec ses housards, donna sur les cuirassiers de Deville et les mit en fuite. Comme il les avait poussés, sa poursuite lui donna de l'avance sur l'infanterie de l'ennemi, qui était en pleine retraite. Il l'attaqua de front, pendant que l'infanterie prussienne la talonnait de près, de sorte que la confusion s'y étant mise, il n'échappa de tout ce corps des Impériaux que ceux qui de bonne heure avaient eu la prudence de se sauver à Waldheim. M. de Zettwitz et 2,000 hommes de son détachement tombèrent entre les mains du vainqueur. Le même jour Son Altesse Royale fit marquer le camp de ses troupes au village de Kesseldorf, et fit avancer MM. de Hulsen et de Forcade, qui prirent la position de Schlettau et des Katzenhæuser. Le 13 l'armée du prince marcha sur Œdern; elle aperçut à quelque distance de sa marche des troupes autrichiennes, qui venaient de Waldheim, auxquelles s'étaient joints les fuyards de la veille. M. de Kleist chargea leur arrière-garde, qu'il mit en déroute; de là il donna sur le régiment de Luzani et lui prit 500 hommes.

M. de Maguire, qui commandait à Freyberg, apprenant ce qui s'était passé à Rosswein, ne voulut pas s'exposer à un sort pareil. Il évacua le Zinnewald, Nossen et Freyberg, se retirant à Dippoldiswalde. Son Altesse Royale prit aussitôt le camp de Freyberg [14 mai]. Elle poussa son avant-garde à Bobrich, et M. de Seidlitz nettoya tous les bords de la Wilde-Weistriz. Le prince prit le 16 le camp de Pretschendorf, d'où il poussa un détachement à Reichstædt. Il établit des postes de Sabischdorf à Frauenstein, pour garder tous les passages par lesquels l'ennemi aurait pu former quelque entreprise sur les troupes.

MM. de Hulsen et de Forcade s'avancèrent en même temps que le prince, et prirent une position entre Harte et Constapel; ils garnirent les villages de Braunsdorf, Harte et Weisdrup de troupes légères, afin d'assurer la communication du camp de Landsberg avec celui de Pretschendorf. Pendant que les Prussiens poussaient ainsi leurs avantages contre les troupes impériales, l'armée des cercles, aux ordres du prince de Stolberg, s'avançait vers Tschopa. Son Altesse Royale, qui ne pouvait souffrir d'ennemi si proche de ses derrières, se vit dans la nécessité d'envoyer quelques détachements de ce côté-là. Elle opposa M. de Bandemer à ces troupes, avec 1,000 chevaux, soutenus de 4 bataillons. M. de Bandemer occupa les bords de la Flœhe; il envoya M. de Rœder à la découverte. Cet officier fut assailli par tout ce qu'il y avait de cavalerie dans l'armée de l'Empire; il se serait néanmoins retiré sans perte considérable, si M. de Bandemer ne se fût avisé très-imprudemment de passer le défilé de la Flœhe pour le secourir. Cette troupe, qui bouchait le passage, augmenta l'embarras de celle de M. Rœder, qui était dans la disposition de se retirer.

Les Prussiens avaient à combattre contre un nombre supérieur au leur du quadruple, et le nombre pour cette fois triompha de la valeur; ils perdirent, en se retirant, 4 canons et environ 500 hommes. Ce contre-temps obligea Son Altesse Royale à changer de mesures. Elle fit partir M. de Canitz de Pretschendorf avec des troupes fraîches, et il se posta à OEdern, où il n'était qu'à deux milles de l'ennemi, campé à Chemnitz. L'armée du prince Henri occupait un grand front; pour obvier aux inconvénients qui résultaient des fréquents détachements qu'il était obligé de faire, il fit travailler à fortifier tous les lieux qu'il occupait; on pratiqua des inondations à ceux qui en étaient susceptibles; on fit des abatis dans les forêts, et l'on retrancha les terrains où il n'y avait ni

marais, ni ruisseau, ni bois, dont on pût tirer parti.

M. de Serbelloni, las de l'inaction dans laquelle il avait langui jusqu'alors, résolut d'exécuter un projet qui devait le combler de gloire. Il commença par se faire joindre par M. de Stampach, qui, avec un corps de 7,000 hommes, s'était tenu jusqu'alors dans la gorge de Zittau [1er juin]. Avec ce renfort, il partit de Dippoldiswalde, pour surprendre les troupes légères de Son Altesse Royale qui campaient à Reichstædt. Mais MM. de Kleist et d'Eglofstein se replièrent à son approche sur le camp de Pretschendorf. Le bataillon de Hordt, nouvellement levé, perdit quelque monde en se retirant. Cette grande expédition se termina par une canonnade, qui dura toute la journée. Dès le lendemain Son Altesse Royale renvoya MM. de Kleist et d'Eglofstein occuper le même poste. Comme cependant ce détachement n'était ni nécessaire ni essentiel à Reichstædt, on le retira quelques jours après. M. de Belling, que la signature de la paix avec les Suédois avait retenu jusqu'alors dans le Mecklenbourg, ne put joindre l'armée de Saxe que le 18 de juin. Ce renfort mit Son Altesse Royale en état de tenter quelque entreprise contre l'armée des cercles.

Il était nécessaire et même indispensable pour l'armée de Saxe qu'elle se débarrassât d'un ennemi qu'elle avait à dos, et dont le voisinage, dans certaines conjonctures fâcheuses, pouvait devenir funeste. M. de Seidlitz fut chargé de conduire cette entreprise. Il se porta sur Pénig; le prince de Stolberg, qui avait 20 bataillons et 31 escadrons dans son armée, se replia sur Annabourg. Sa retraite de Chemnitz donna la liberté à M. de Canitz de se joindre à Swickau à M. de Seidlitz. Les troupes des cercles quittèrent la Saxe, et perdirent beaucoup de monde en se retirant à Bareuth. Pendant ce temps M. de Kleist agissait du côté de Marienberg, d'où il délogea le colonel Tœrreck, qu'il rejeta en Bohême; après quoi il rejoignit l'armée.

Tandis que le prince de Stolberg se réfugiait dans le sein de l'Empire, M. de Serbelloni méditait un projet plus important encore que le précédent. Il se proposait de battre M. de Hulsen, en se glissant le long de l'Elbe pour tourner sa position. Afin de mieux cacher son dessein, il fit alarmer un matin tous les postes avancés du camp de Pretschendorf [27 juin]. Une colonne de 7,000 hommes se présenta sur la droite du village de Hennersdorf, faisant mine de tenter le passage de la Steinbruckenmuhle; une autre colonne se mit en bataille vis-à-vis de Frauenstein. Durant ces feintes démonstrations, M. de Ried, qui commandait un détachement de douze bataillons à Bénerich, ayant été renforcé la nuit précédente par 16 bataillons et par 25 compagnies de grenadiers, se forma le matin en trois corps sur les hauteurs de Bénerich. La première colonne se porta sur le village de Grumbach, dont elle délogea un bataillon franc, qui se jeta dans la redoute de Pfarrholz; mais l'ardeur des Autrichiens fut tempérée par le feu des batteries du Landsberg. La seconde colonne des ennemis s'avança vers Cubach, et la troisième, qui était celle de la droite, délogea un bataillon prussien du village de Weisdrup. Cette dernière colonne fut arrêtée par le feu de la redoute de Constapel, que défendait le bataillon de Carlowitz. Après une résistance vigoureuse de la part des Prussiens, l'ennemi fut forcé de se retirer, et les secours que Son Altesse Royale envoya de Pretschendorf au Landsberg n'arrivèrent qu'après la fin de l'action. L'ennemi se contenta de faire des attaques faibles et mal soutenues; il sacrifia inutilement, dans cette occasion, des troupes dont il aurait pu tirer un meilleur parti, s'il avait su les conduire avec plus d'audace.

Pendant que la fortune balançait en Saxe les destins des Prussiens et des Impériaux, elle se déclara entièrement dans l'Empire en faveur des alliés et du prince Ferdinand. Les Français s'étaient bornés cette année à n'avoir qu'une

armée en Allemagne, avec une réserve pour couvrir le bas Rhin. Cette réserve, dont le prince de Condé avait le commandement, était forte de 46 bataillons et de 38 escadrons. L'armée, sous les ordres de MM. de Soubise et d'Estrées, consistait en 111 bataillons et en 121 escadrons. Ces maréchaux se proposaient de pénétrer avec leurs forces dans l'électorat de Hanovre. Le projet du prince Ferdinand était tout contraire au leur; car il se préparait à chasser les Français de la Hesse. Il partagea d'abord son armée à l'exemple des Français; il détacha 20 bataillons et 21 escadrons avec le prince héréditaire, pour s'opposer au prince de Condé, et se réserva 62 bataillons, 61 escadrons et 5,000 hommes de troupes légères pour l'exécution de son projet. Le prince de Condé ouvrit la campagne au bas Rhin. Il passa ce fleuve le 10 de juin, rassembla ses troupes à Bockum, et fit mine de se porter sur Dortmund. Tous les mouvements des Français et des alliés, dans cette partie de l'Allemagne, ne furent relatifs qu'au passage de la Lippe, que les deux partis se disputaient réciproquement. Pendant ces préludes, le prince Ferdinand rassembla son armée sur la hauteur de Brackel, d'où il se porta sur la Dimel, et prit le château de Sabbabourg [18 juin]; il occupait en même temps les bois de Geismar et de Liebenau, pour se rendre le maître des débouchés de la Dimel. L'armée française, qui s'était rassemblée à Cassel, marcha le 22 sur Grebenstein, d'où elle détacha le comte de Lusace vers Gœttingue. M. Luckner fut aussitôt envoyé par le prince Ferdinand sur la Leine, pour observer les mouvements des Saxons. Le prince Ferdinand résolut sur cela d'attaquer les Français, afin de les réduire à la défensive dès le commencement de la campagne. M. Luckner fut pour cet effet obligé de se rapprocher de Sabbabourg avec une partie de son monde. Il devait attaquer la droite de l'ennemi. Milord Gramby eut ordre d'entamer la gauche, et le prince Ferdinand se proposa de se présenter

en même temps avec le gros de son armée devant le front des maréchaux. Dès le 24 tous les alliés passèrent la Dimel, pour former ces différentes attaques. Les Français prirent ce mouvement pour un fourrage général, et n'en marquèrent aucune inquiétude. Cependant le corps de M. de Castries, qui couvrait la droite de M. de Soubise, fut aussitôt renversé, et les alliés assaillirent le camp même. M. de Soubise, sur ce qu'il se voyait attaqué de front, en flanc et à dos, résolut la retraite. M. de Stainville se jeta avec l'élite des troupes françaises dans le bois de Wilhelmsthal, pour la favoriser, et ce fut là que s'engagea entre lui et milord Gramby un combat qui décida de la journée. Tout le corps de M. de Stainville fut enveloppé et défait. Cependant MM. de Spœrken et de Luckner donnèrent lieu à ce que le maréchal de Soubise pût se retirer à Hochkirch, ce qui fit manquer le coup que le prince Ferdinand méditait sur Cassel.

La nuit même l'ennemi passa la Fulda, et assit son camp sur les hauteurs qui vont de Munden à Cassel. Les alliés se campèrent vis-à-vis des Français, et s'emparèrent par différents détachements de quelques châteaux qui leur étaient avantageux. Le maréchal de Soubise, qui craignit pour Ziegenhain, y fit marcher MM. de Guerchy[1] et de Rochambeau[2], pour aller et venir de cette place à Melsungen, et pousser des partis sur les derrières des alliés. Le prince Ferdinand envoya contre eux milord Gramby, qui les battit auprès du château de Hornbourg. A mesure

[1] Claude-François-Louis Regnier, comte de Guerchy, né en 1715, entra au service en 1729, capitaine en 1734, puis colonel du *Royal-Vaisseau*, et enfin lieutenant général. En 1765, il fut ambassadeur à Londres. C'est en cette qualité qu'il eut les démêlés que l'on connait avec le fameux chevalier d'Éon. Il mourut en 1767.

[2] Jean-Baptiste-Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau, né en 1725, entra au service en 1742, capitaine en 1743, colonel en 1747, brigadier d'infanterie en 1756, maréchal de camp en 1766, lieutenant général en 1780, maréchal de France en 1791 ; mort en 1807.

que les alliés étendaient leur droite, les Français étendaient leur gauche. Cependant les deux maréchaux s'apercevant qu'ils dégarnissaient trop leur position, rappelèrent le comte de Lusace de Gœttingue, pour remplir les vides de leurs campements, et ils le placèrent avec son corps à Lutterberg. Le prince observant que les Saxons étaient presque isolés dans ce poste, chargea M. de Gilse de les y attaquer.

Ce général, à la tête de 16 bataillons, passa à gué la Fulda. Au commencement de l'action, les Saxons se défendirent; mais sur ce qu'ils s'aperçurent qu'une de leurs redoutes était emportée, ils lâchèrent le pied, et s'enfuirent à vau-de-route. Le maréchal d'Estrées survint à leur secours, et les empêcha d'être entièrement défaits. M. de Gilse repassa prudemment la Fulda, pour ne point se compromettre avec des ennemis dont le nombre croissait à chaque momeut.

Ces tentatives différentes firent juger au prince Ferdinand que le moyen le plus aisé et le plus sûr de vaincre les Français était de les obliger à s'étendre davantage, et, plein de cet objet, il détacha M. Luckner du côté de Hirschfeld. Ce partisan prit Fulda, Amœnebourg et nombre de petits châteaux situés sur la grande route de Cassel à Francfort. Cette exécution promptement exécutée eut des effets fâcheux pour les maréchaux français, en les gênant à l'égard de leurs subsistances, qu'ils tiraient en grande partie du Mein.

M. de Soubise se flatta de rétablir ses affaires en portant 40 bataillons sur l'Eder, pour occuper le poste de Schwalm. M. de Luckner, soutenu par milord Gramby, contraignit ce corps à repasser la Fulda. Sur cela M. de Soubise arriva lui-même; il passa l'Eder et s'établit au Heiligenberg. Comme on ne pouvait pas attaquer les Français dans cette position, le prince Ferdinand laissa milord Gramby au Falkenberg, se portant avec son armée au confluent de l'Eder et de la Fulda. Dans l'embarras où les généraux français se trou-

vèrent par cette manœuvre, ils n'imaginèrent d'autre ressource que d'attirer à eux la réserve du bas Rhin. Le prince de Condé, en conséquence des ordres que les maréchaux lui donnèrent, laissa M. de Voyer avec un détachement sur la basse Lippe, et, ayant inutilement tenté, pendant la marche, de prendre Hamm, il traversa la Wettéravie et déboucha par Giessen sur l'Ohm. Son but était de se porter sur la haute Eder, pour y reprendre le projet dans l'exécution duquel M. de Soubise avait échoué. Le prince héréditaire, qui jusqu'alors avait observé le prince de Condé, partit aussitôt que lui, et ayant laissé quelques troupes pour observer M. de Voyer, il traversa la principauté de Waldeck et gagna les bords de l'Ohm, avant que la réserve française du bas Rhin pût y arriver. Pendant ces mouvements des réserves, le prince Ferdinand aurait désiré d'attaquer le maréchal de Soubise, avant que le prince de Condé le pût joindre. Il se proposa d'alarmer le front de l'ennemi, et de porter toutefois ses plus grandes forces contre M. de Guerchy, qui campait au delà de la Fulda proche de Melsungen.

Le prince Frédéric de Brunswic fut détaché avec 6 bataillons et 12 escadrons, pour faire le tour de la Werra et s'emparer de Wanfried et d'Eschwege, par où il se trouvait à dos des ennemis. On se disposa pour faire l'attaque générale le 8 d'août; mais une pluie abondante qui survint, et qui gonfla les eaux de la Fulda, empêcha que les troupes ne pussent passer le gué, ni se rendre en même temps aux points qui leur étaient marqués. Cette entreprise aboutit à une canonnade, qui dura trois jours. Le prince de Condé, pendant ce temps-là, prit le château d'Ulrichstein; après avoir tenté le passage de l'Ohm à différentes reprises, mais toujours en vain, il essaya de pousser un détachement à Hirschfeld, pour tendre de là la main aux deux maréchaux qui commandaient l'armée française. Afin de seconder les desseins du prince de Condé, le maréchal

de Soubise chargea M. de Stainville de bombarder le château de Friedwalde; ce qui ayant réussi, rouvrit la communication jusqu'alors interrompue de l'armée française au Mein. Cette armée était alors tellement disposée en Hesse, qu'elle formait comme un grand demi-cercle, dont l'un des bouts, passant par Marbourg et Giessen, tenait à la Lahn, et l'autre, qui enfermait Hirschfeld, Melsungen, Cassel et Munden, aboutissait à la Fulda.

Le prince Ferdinand brûlait d'en venir à une décision; il voulait frapper un coup qui pût lui procurer la supériorité sur les Français pour le reste de la campagne. Dans cette vue il renforça le prince héréditaire de 15 bataillons et de 20 escadrons. Le projet des alliés était d'enlever le corps de M. de Lévis [1]. Le prince héréditaire y aurait réussi, si M. Luckner fût arrivé à temps; cependant peu de Français lui échappèrent. Après cette expédition, il poussa le prince de Condé des bords de l'Ohm au delà de Giessen à un vieux retranchement des Romains, qu'on appelle le Polgraben; mais cela se termina par une canonnade [24 août]. Toutefois M. de Soubise ne pouvant se soutenir plus longtemps en Hesse sans s'exposer aux plus grands hasards, évacua Gœttingue, jeta 14 bataillons dans Cassel, et se retira par Hirschfeld sur Fulda. Le prince Ferdinand le côtoya de près; en même temps il détacha derrière lui le prince Frédéric de Brunswic pour bloquer Cassel. Les Français reculèrent jusqu'au Mein, parce que la grande armée ne pouvait autrement que par cette marche se rejoindre à la réserve du prince de Condé. Ce prince, qui se repliait par Butzbach et Friedberg sur Francfort, était vivement talonné par le prince héréditaire. L'armée des alliés ayant établi son camp à Schotten sur la

[1] François-Gaston, duc de Lévis, né en 1719, fut lieutenant dans le régiment de la marine en 1735, capitaine en 1737, brigadier en 1756, maréchal de camp en 1758, lieutenant général en 1764, maréchal de France en 1782; mort en 1787.

Nidda, le prince héréditaire reçut des ordres pour occuper Fritzlar [30 août]. Il était en marche pour Assenheim, lorsque, ayant été averti par le sieur Luckner que Friedberg et les hauteurs de Nauenheim étaient occupées par l'ennemi, il y marcha en hâte : il attaqua les Français, qu'il délogea de la hauteur; mais il ne tarda pas à s'apercevoir qu'au lieu de combattre avec un détachement, il avait affaire à l'avant-garde de l'armée de Soubise. Cette armée s'avance sur plusieurs colonnes : on l'attaque à son tour, il se défend vaillamment; mais ayant eu le malheur d'être dangereusement blessé, ses troupes plient et ne peuvent plus se rallier.

Ce désastre obligea le prince Ferdinand à changer de dessein et de position. Il transporta son camp à Orlof vis-à-vis de Friedberg, et y resta jusqu'au 7 de septembre. Sur la nouvelle que les Français filaient à la sourdine vers Butzbach, il jugea que pour exécuter son grand projet, qui consistait à reprendre Cassel, il devait empêcher à tout prix les ennemis d'entrer, par la haute Hesse et le Waldeck, dans la partie basse de la Hesse. Pour cet effet, il se mit en marche avec l'armée, afin de gagner les hauteurs qui s'élèvent derrière l'Ohm et la Lahn. Les généraux français le harcelèrent dans sa marche, pour donner au prince de Condé le temps de passer la Lahn à Marbourg, et de gagner les hauteurs de Wettern. Cependant, malgré les pluies et les fréquentes affaires d'arrière-garde, le prince Ferdinand gagna Wettern le premier.

Le prince de Condé se voyant prévenu, évita tout engagement, et repassa la Lahn. Les alliés s'y établirent et poussèrent leur gauche par Kirchheim vers Hombourg sur l'Ohm. M. de Soubise, qui voulait dégager Ziegenhain et Cassel, tenta de s'ouvrir le chemin qui mène à Ziegenhain. Il engagea pour cet effet un combat à la Bruckenmuhle, qui devint opiniâtre, et où il perdit beaucoup de monde, ayant été repoussé vigoureusement et à plusieurs reprises.

Les deux armées demeurèrent tout le reste de la campagne dans la même position. Durant leur inaction le prince Frédéric de Brunswic ouvrit la tranchée devant Cassel. Le siége commença le 15 d'octobre, et fut poussé jusqu'au 7 de novembre, que la ville se rendit par capitulation. Telle fut la fin glorieuse de cette campagne des alliés, où le prince Ferdinand eut occasion de déployer tous ses talents, et de prouver qu'un bon général, à la tête d'une armée, fait plus qu'une multitude de combattants.

Nous nous sommes hâtés de rapporter en abrégé les opérations des alliés avec d'autant plus de raison, que pour cette année la guerre d'Allemagne s'étant éloignée des confins de la Saxe et des États du roi, les mouvements du prince Ferdinand n'eurent aucune liaison avec ceux des armées prussiennes. Nous allons reprendre à présent le fil de la campagne de Silésie, et la chaîne des événements nous conduira nécessairement en Saxe, où nous terminerons la narration des faits de cette campagne par le récit des exploits de S. A. R. le prince Henri.

Vous vous rappellerez sans doute avec quel soin on avait tâché d'intimider la cavalerie impériale, et combien on y avait déjà réussi. C'était un des points préalables pour cette campagne : l'autre, qui était tout aussi essentiel, n'était pas négligé; car le prince de Bévern s'était déjà avancé à Troppau, d'où il poussa M. de Werner à Grætz. Ce général y fit 150 prisonniers; ce qui contraignit M. de Beck à passer la Mora, et à se retirer à Freudenthal. Nous en resterons à cette diversion, pour en venir aux Russes. Ils passèrent l'Oder le 30 de juin et se rendirent le même jour à Lissa. Le roi avait détaché d'avance M. de Wied avec 24 bataillons au delà du ruisseau de Schweidnitz, sous prétexte de couvrir la marche des Russes, mais en effet pour avoir à l'autre bord de ce ruisseau un corps qui devenait nécessaire au projet qu'avait formé le roi contre les ennemis. Ces troupes se tinrent dans des cantonnements

extrêmement resserrés, pour que les Impériaux n'en pussent point prendre ombrage.

L'armée du roi commença ses opérations le 1er de juillet. La grande armée vint se camper à Sagschutz, tandis que M. de Wied la côtoyait de nuit, et s'avançait à l'autre bord du ruisseau en cantonnements resserrés. Il n'avait rien à craindre de la part des Autrichiens, ni ne pouvait être découvert par eux, parce que M. de Reitzenstein était devant lui avec 4,000 chevaux, et bloquait M. d'Ellerichhausen au Pitschenberg. Pour peu que le maréchal Daun s'opiniâtrât à garder son camp de Domanz, M. de Wied l'aurait tourné; il aurait passé le ruisseau de Striegau à Péterwitz, et longé le Nonnenbusch d'où il aurait gagné le camp de Kunzendorf, qui, se trouvant à dos du maréchal Daun, l'aurait mis dans la nécessité de repasser Bœgendorf, et de se rejeter dans les montagnes, soit vers Hohengiersdorf, soit vers Leutmannsdorf. Mais le maréchal Daun, trop prudent pour attendre cette extrémité, quitta la nuit même la montagne de Zobten et le Pitschenberg, et plaça son camp sur les montagnes entre Bœgendorf, Kunzendorf et le Zieskenberg. L'armée du roi le suivit de près, et reprit son ancienne position de Bunzelwitz [3 juin]. Les troupes légères s'approchèrent à la portée du pistolet des grand'-gardes impériales. M. de Reitzenstein occupa les hauteurs de Striegau, et M. de Wied, qu'il couvrait, mit son corps en cantonnement dans cette ville et dans les villages les plus proches. L'emplacement que le maréchal Daun avait pris rendait son armée inattaquable par le front; on pouvait toutefois le tourner par sa droite et par sa gauche.

Comme ç'aurait été trop donner au hasard que de le tourner entre Silberberg et Bœgendorf, parce que M. de Haddick se trouvait à Wartha, et que les montagnes de ce côté sont plus âpres et plus difficiles, on préféra de faire cette manœuvre sur sa gauche, en le prenant à revers par Hohenfriedberg, Reichenau et l'Engelsberg. Ce projet

s'exécuta de la manière suivante : M. de Ziethen garnit le camp de Bunzelwitz avec la seconde ligne, et il y garda, pour tenir l'ennemi en respect, tous les cuirassiers de l'armée, qui devenaient inutiles dans les montagnes; tandis que le roi se mit en marche le soir avec sa première ligne, et joignit MM. de Reitzenstein et de Wied, qui lui servirent d'avant-garde [6 juin]. Dès la pointe du jour cette avant-garde se trouva proche de Reichenau, où elle donna sur des postes avancés de Brentano, qui furent menés grand train jusqu'au pied de l'Engelsberg, où campait leur général. Brentano avait posté son infanterie sur la cime de trois rochers, couverts par un bon défilé. M. de Wied, plein d'ardeur, l'attaqua peut-être trop chaudement; ces rochers se trouvèrent d'un si difficile abord, que les troupes ne purent les gravir. Les Prussiens firent de vains efforts; ils furent repoussés, et perdirent en morts, pris et blessés, 1,200 hommes. Le gros des troupes se campa à Reichenau; mais M. de Wied poursuivit sa marche par les gorges de Landshut. Le but de cette expédition était d'enlever le grand magasin des Impériaux à Braunau. M. Brentano, qui s'en douta, abandonna l'Engelsberg, et partit à tire-d'aile, pour se rendre la nuit même à Friedland.

Le maréchal Daun, privé de ce détachement, qui couvrait ses derrières, craignit d'être pris à revers par les Prussiens, et sur cela il abandonna sa position de Kunzendorf et se retira à Dittmannsdorf, d'où sa gauche s'étendait à Beersdorf. Outre cela il plaça un corps à Taunhausen, qui lui couvrait ce flanc, et un autre sur sa droite à Burkersdof, moyennant lequel il entretenait sa communication avec la forteresse de Schweidnitz. M. de Ziethen suivit immédiatement l'ennemi, et occupa les hauteurs de Kunzendorf et de Furstenstein. Le corps que le roi avait mené dans les montagnes le joignit, et se posta de Scitendorf à Bœgendorf, dans le même camp que le maréchal Daun avait occupé en l'année 1760. Des détachements

occupèrent les défilés de Waldenbourg et de Gottsberg, et M. de Manteufel prit poste avec 6,000 hommes sur le plateau de Hohengiersdorf, au pied duquel, du côté de la vallée de Schweidnitz, on campa M. de Knobloch avec sa brigade. Pour M. de Wied, qui poursuivait sa marche, il rencontra le corps de Brentano à Friedland; il l'accueillit par une vive canonnade, après laquelle M. de Reitzenstein attaqua l'ennemi.

Les dragons de Finck eurent dans cette occasion l'honneur de battre 3 régiments de cuirassiers impériaux, sur lesquels ils firent 180 prisonniers. Brentano se sauva en Bohême, et se posta entre Dittersbach et Haupmannsdorf, dans un camp que l'ennemi avait fait fortifier d'avance, pour assurer le dépôt de ses vivres. M. de Wied fut renforcé le lendemain par 4 bataillons et 3 régiments de cavalerie; mais l'armée entière eût-elle marché contre Braunau, elle n'aurait rien pu y entreprendre, parce que ces gorges de rochers sont intraitables, qu'on les défend avec peu de monde, et qu'on ne saurait les tourner. Le maréchal Daun y avait envoyé de Wartha M. de Haddick avec 10,000 hommes de secours. Comme ces montagnes, occupées par l'ennemi, le mettaient hors d'atteinte, M. de Wied dirigea sa marche sur Trautenau, de là il lâcha en Bohême tous ses Cosaques, soutenus de quelques dragons. Ils se répandirent dans tout ce royaume, y semant l'épouvante. Dès le second jour de leur entrée une de leurs troupes se présenta aux portes de Prague. La terreur que leur présence inspira fut si grande, que M. de Serbelloni fut sur le point de quitter la Saxe avec son armée, pour s'opposer en personne aux désordres que les Cosaques commettaient. Il est vrai que leurs procédés étaient cruels; ils saccageaient, pillaient, brûlaient les lieux qu'ils trouvaient sur leur passage.

Cette irruption n'aurait pas été infructueuse, si on avait pu la prolonger. Mais d'une part ces troupes indiscipli-

nables ne s'occupaient qu'à faire du butin et à le mettre en sûreté; d'où il arrivait que revenant par bandes sans ordre de leur conducteur, elles sauvaient leur capture pour la vendre en Pologne; de sorte qu'au bout de huit jours, la Bohème se vit délivrée sans coup férir; on aurait pu les employer à une seconde incursion, si d'autre part les affaires n'avaient subitement changé de face. M. de Wied, qui couvrit leur retraite, assurait en même temps sa communication avec la grande armée. Ses détachements distribués par échelons gardaient les gorges des montagnes. M. de Gablentz occupait derrière lui le défilé de Schazlar; le prince de Bernbourg, plus près de l'armée, celui de Liebau, d'où il communiquait à Conradswalde avec M. de Salemmon, qui y tenait un poste intermédiaire. Tous ces détachements avaient d'autant moins à craindre de la part des ennemis, que l'appréhension de perdre le magasin de Braunau absorbait leur attention au point que, pour plus de sûreté, ils le faisaient transporter à Scharfeneck dans le comté de Glatz.

Nous venons de voir que cette diversion des Cosaques en Bohème ne produisit aucun effet réel; il n'y avait plus de projets à former sur le magasin de Braunau, que les Impériaux transportaient ailleurs, de sorte que toute la gauche de l'ennemi ne présentait plus de champ fécond en expéditions. Comme l'objet principal de cette campagne était de reprendre Schweidnitz, le roi se proposa d'agir sur la droite des Autrichiens, et de déposter les détachements qu'ils avaient à Burkersdorf et à Leutmannsdorf, pour leur couper toute communication avec Schweidnitz. Ce projet, qui avait tous les degrés de probabilité suffisants pour paraître immanquable, le jour suivant devint incertain et presque chimérique, par un de ces événements inattendus et subits qui renversent les mesures des hommes. Une révolution avait changé la face de la Russie. M. de Czernichef en donna la première nouvelle au roi. Il vint

une heure après-midi lui dire [la larme à l'œil] que Pierre III avait été détrôné par l'impératrice son épouse; qu'il avait reçu l'ordre du sénat de faire prêter serment par son corps à sa nouvelle souveraine, et de quitter incessamment l'armée prussienne, pour se retirer en Pologne. Dans la situation où le roi se trouvait, au milieu des opérations d'une campagne dont les entreprises étaient fondées sur l'assistance des Russes, cette nouvelle fut un coup de foudre pour lui. Quelque cruel que fût ce coup, il fallait prendre son parti, parce que le mal était sans remède, et recourir à ses propres ressources, puisque les étrangères venaient à manquer.

[Voici cependant la manière dont cette funeste révolution se fit. Il y avait longtemps qu'une certaine froideur régnait entre l'empereur et son épouse. Elle avait pris naissance à l'occasion d'une intrigue de galanterie que cette princesse avait entretenue avec un comte Poniatowski. Cette froideur pensa devenir une rupture ouverte depuis l'avénement de Pierre au trône, à cause que l'impératrice s'était attribué de certaines prérogatives dans les églises grecques qui n'appartiennent qu'à la personne même du souverain. L'Empereur, jaloux de son autorité, l'apprit et en fut vivement irrité. Dans le premier moment de son emportement il voulut faire enfermer son épouse dans un couvent. Il s'ouvrit de ce dessein au duc de Holstein son oncle. Ce prince, d'un génie faible et borné, en dissuada l'Empereur, et lui conseilla de borner son ressentiment à une réprimande sévère qu'il ferait à l'impératrice. Pierre III eut l'imprudence de menacer du couvent une princesse qu'il fallait y mettre sans l'avertir ou qu'il fallait ménager davantage. L'impératrice cacha la colère et le désir de vengeance dont elle était animée par des dehors d'abattement et des larmes feintes. Dès ce moment elle conçut le dessein d'usurper le trône et de se défaire de son époux.

Le gouverneur du grand-duc son fils, le comte Panin,

fut le premier complice qu'elle s'associa. Ce seigneur, dont l'ambition n'avait point de bornes, voulait être le premier personnage de l'État; plein de ressentiment de ce que l'Empereur ne l'avait pas placé d'une manière plus convenable à son mérite, il envisagea cette conjuration comme un chemin qui le conduirait aux premières dignités de l'empire, et il en embrassa le parti avec enthousiasme. M. de Panin s'ouvrit de ce dessein à la princesse Daschkoff, avec laquelle il était lié. Cette femme, d'un caractère romanesque, entra avec d'autant plus de facilité dans ses vues, qu'elle était jalouse de ce que l'Empereur lui préférait sa sœur la comtesse de Woronzoff, dont il avait fait sa maîtresse. Cette offense imaginaire l'excita à une vengeance réelle. Elle travailla avec chaleur à grossir le parti. Elle gagna bientôt quelques officiers aux gardes, gens sans fortune, sans mérite, qui, cherchant leurs avantages particuliers dans les troubles publics, étaient pleins d'activité et capables de tout entreprendre. Ils corrompirent à leur tour quelques soldats des gardes à la sourdine.

Cependant la conjuration n'était pas encore en état d'éclore, parce que les conjurés, voulant agir à coup sûr, se proposaient d'augmenter leur nombre. Un hasard en précipita l'exécution. L'Empereur était sur son départ pour se mettre à la tête de l'armée qui devait porter la guerre en Danemark. Il se trouvait depuis quelques semaines à son château d'Oranienbaum, où il se proposait avant de quitter la Russie de donner quelques fêtes à la noblesse. Il avait invité l'impératrice à un opéra suivi d'un bal paré, dont les apprêts s'étaient faits avec faste et magnificence.

Le même jour, un soldat des gardes, que les conjurés avaient tenté de corrompre, dénonça ce qu'il savait du complot à M. de Korff, gouverneur de Pétersbourg. Ce général envoya sur-le-champ le procès-verbal à l'Empereur, qui n'en tint aucun compte. Dès que l'impératrice fut le

soir de retour à Péterhof, où elle avait invité l'Empereur le lendemain pour une fête, elle y trouva la princesse Daschkoff, qui lui apprit que leur secret était découvert, en y ajoutant : « Madame, il n'y a point de temps à perdre, ou il faut monter sur le trône ou sur l'échafaud. » L'alternative était violente. L'impératrice ne balança pas dans ce choix. Elle partit sur-le-champ incognito pour Pétersbourg, où elle se rendit aux casernes des gardes. Tous ceux qui étaient de la conjuration, officiers et soldats, se rangèrent autour d'elle. Elle convoqua aussitôt les autres soldats qui s'assemblèrent sur une place près de l'église de Kasan. Là, fondant en larmes, elle leur dit que l'Empereur la rejetant, elle et son fils, voulait l'enfermer dans un couvent, pour épouser celle avec laquelle il vivait en adultère; qu'étant étrangère et sans appui, elle implorait leur protection pour une mère désolée et pour un enfant opprimé qui se jetait entre leurs bras; puis poursuivant, elle ajouta : « Soldats, notre cause est la même : il s'agit non-seulement de m'enfermer, mais aussi de casser et disperser tous ces braves gens qui m'environnent. On veut les remplacer par des étrangers, par des Holsteinois, dont l'Empereur est sans cesse entouré, qu'il vous préfère, à qui il se confie, et, que dis-je? qui sont déjà réellement ses gardes. Soldats, prenez-y garde, ou vous perdez vos droits, vos honneurs et vos prérogatives que le grand Pierre, connaisseur du mérite et de la valeur, vous avait accordés. Mais cela n'en restera pas là. Je prévois des changements plus funestes encore : bientôt vous serez forcés d'abandonner vos autels et votre culte; on vous forcera d'adopter une religion nouvelle et étrangère, et vous serez entraînés avec violence pour remplir cette nouvelle église que l'Empereur fait dédier exprès, pour qu'elle devienne le sanctuaire de ce culte profane et des nouvelles opinions. Mes amis, il n'y a point de temps à perdre. Joignez-vous incessamment à vos compagnons; sauvez votre impératrice, son fils, vos privi-

léges, et la religion que vous avez reçue de vos ancêtres, afin que cet empire florissant ne vous reproche pas de l'avoir abandonné, et que l'on ne puisse pas dire que c'est en vain que j'ai imploré votre assistance. »

Cette harangue fut appuyée par des largesses répandues avec libéralité et profusion, et par l'eau-de-vie qu'on distribua aux troupes en abondance. Cet arrangement, le plus à la portée d'un peuple grossier et féroce, fut le plus persuasif. Toutefois les gardes Préobrajenski commencèrent à murmurer. Mais les clameurs de la multitude sur laquelle l'eau-de-vie commençait d'agir entraîna les autres. Tous prêtèrent le serment de fidélité à l'impératrice, après quoi ils la proclamèrent souveraine de toutes les Russies.

Cette scène qui se passait à Pétersbourg était encore ignorée à Oranienbaum. L'Empereur, qui ne se doutait de rien, se mit en route le lendemain pour jouir de la fête que l'impératrice lui préparait à Péterhof. Mais quelle fut sa surprise de n'y point trouver son épouse, et de ne pouvoir apprendre par aucun des domestiques de la cour ce que cette princesse était devenue. Bientôt le bruit de la révolution commença à se répandre; cependant le mal n'était point sans remède. Le maréchal de Münnich, qui se trouva auprès de l'Empereur, lui conseilla de se décider promptement; qu'il n'y avait point de temps à perdre en délibérations, mais qu'il fallait agir avec promptitude et résolution. « Vous n'avez que deux partis à prendre, lui dit ce vieillard vénérable : mettez-vous à la tête des soldats russes et holsteinois qui gardent votre personne, marchons avec eux droit à Pétersbourg. Je sacrifierai le peu de sang qui me reste pour vous rétablir sur le trône. Croyez-vous que des rebelles tiendront contre leur maître légitime qui s'avance contre eux? Le crime est timide. Nous les disperserons sans peine et vous triompherez des usurpateurs. Mais si ce parti vous paraît trop hasardeux, partez sans délai pour Kronschlot, allez avec votre flotte en Prusse, rassemblez-y

votre armée, et revenez à sa tête punir des conjurés et des rebelles qui méritent les derniers châtiments. »

Tout sages qu'étaient ces conseils, ils ne furent point suivis. L'Empereur, qui ne s'était jamais trouvé dans le cas de prendre des résolutions hardies, fut surpris et consterné de l'événement qui le menaçait. Il changea sans cesse d'avis, et ne put se déterminer à rien. Il fallait fuir ou combattre. Il eut la faiblesse de vouloir négocier : il perdit le temps, et avec le temps l'espérance. Le lendemain, ce prince suivit, mais trop tard, un des avis que le maréchal Münnich lui avait donnés. Il s'embarqua avec sa cour pour Kronschlot. Le gouverneur, que les conjurés avaient eu le temps de mettre dans leur intérêt, menaça de tirer sur la barque de l'Empereur, s'il approchait davantage. Ce malheureux prince se vit obligé de retourner à Péterhof, où ses affaires furent sans ressource. L'impératrice vint l'assiéger. Elle était à cheval à la tête des gardes, suivie d'une nombreuse artillerie. Elle envoya à son époux infortuné un acte d'abdication qu'on le força de signer. On prétend qu'il y eut une entrevue entre l'impératrice et lui, dont cependant tout le monde ignore les circonstances. Ce qu'il y a de constaté, c'est que l'Empereur fut conduit à une terre du comte de Rasumoffsky, qu'un des conjurés, nommé Orloff, lui donna du poison, et, sur ce que ce barbare s'aperçut que l'Empereur faisait des efforts pour le rendre, il l'étouffa entre deux matelas. Telle fut la fin tragique de ce prince, qui, ayant les vertus d'un citoyen, manqua de quelques qualités qu'on exige des monarques.

La perte de Pierre III fut un coup douloureux et sensible pour le roi, qui estimait son admirable caractère et qui l'aimait d'un cœur pénétré de reconnaissance. Sa fin causa d'autant plus de regrets, qu'ayant fait du bien à tout le monde, il n'avait pas mérité un sort aussi déplorable. On ne devait pas se flatter d'ailleurs de retrouver dans l'impératrice des sentiments aussi favorables que l'avaient

été ceux de son époux; bien loin de là, les nouvelles qui venaient de la Prusse ou de la Poméranie annonçaient toutes que les troupes russes se préparaient à recommencer les hostilités[1].]

Les nouvelles qui venaient de la Prusse et de la Poméranie annonçaient toutes que les troupes russes se préparaient à recommencer les hostilités. Il parut un ukase (ou édit) dans lequel le roi était traité d'ennemi héréditaire et irréconciliable de la Russie. Déjà les commissaires de l'impératrice s'étaient saisis de nouveau des revenus de la Prusse royale; enfin, suivant toutes les apparences, on était à la veille d'une nouvelle rupture; mais, comme il arrive souvent, ces apparences se trouvèrent trompeuses. Les démarches de l'impératrice roulaient sur de fausses suppositions; elle appréhendait que le roi, en apprenant la détention de Pierre III, n'obligeât le corps de Czernichef à se déclarer pour l'Empereur, ou, en cas de refus, qu'il ne le désarmât. Pour ne point être prise au dépourvu, elle se saisit de la Prusse, pour lui être garante de la conduite du roi; elle donna en même temps des ordres à ses généraux de se tenir prêts à recommencer les hostilités aussitôt qu'elle le jugerait à propos; [voici en quoi ses suppositions étaient fausses. Si le roi s'était déclaré pour l'Empereur lorsque sa plus cruelle ennemie le tenait en prison, il hâtait sa mort, mais, ce qu'il y avait de plus fort que cela, c'est que le crime était consommé, et que ce prince ayant perdu la vie, n'était plus secourable]. Le roi ne s'opposa point au départ de M. de Czernichef; la seule complaisance qu'il exigea de lui fut de différer de trois jours son départ; à quoi ce général se prêta de bonne grâce.

Ces trois jours étaient précieux; il fallait les mettre à profit pour frapper quelque coup décisif. La présence des Russes en imposait aux Autrichiens, et ils ignoraient encore

[1] Ce curieux récit, renfermé entre crochets, ne se trouve que dans la dernière édition de Berlin.

la révolution qui venait d'arriver; il fallait reprendre Schweidnitz, ou se résoudre à n'avoir des quartiers que le long de l'Oder, comme l'année passée. Si cette campagne s'écoulait infructueusement, les efforts qu'on venait de faire pour reconquérir la moitié de la Silésie se trouvaient perdus, et les apparences de la paix s'évanouissaient entièrement. Ces raisons déterminèrent le roi à donner quelque chose au hasard; il agit avec plus de témérité et d'audace qu'il n'aurait fait dans des conjonctures plus favorables. L'entreprise que les Prussiens pouvaient former roulait sur l'attaque de deux postes redoutables et difficiles. Celui de Burkersdorf défend la gorge qui, par les montagnes, vient de Kœnigsberg et aboutit à OEmsdorf à la plaine. Des deux côtés de ce défilé s'élèvent des monts âpres et escarpés, fortifiés par des redoutes casematées, palissadées, et entourées d'abatis; trois des plus voisines de Hohengiersdorf communiquaient par un retranchement qui les joignait; de là reprenait un autre retranchement, qui fermait le fond de la gorge, et allait en remontant aboutir au sommet d'une montagne située du côté de Leutmannsdorf. M. d'Okelli défendait ces ouvrages avec 4,000 hommes.

Le poste de Leutmannsdorf, quoique moins fortifié par l'art, présente un front de difficile abord, plein et entrecoupé de ravins et de chemins creux, et fournissant tous les obstacles que la nature brute peut produire dans un terrain pour sa défense. Ce poste était également défendu par 4,000 Autrichiens.

Pour mettre l'armée en état d'attaquer ces postes, il fallut commencer par faire un revirement de toutes les troupes. M. de Gablenz prit le camp de Trautliebersdorf, afin de masquer le départ de M. de Wied pour la Bohême. M. de Knobloch quitta le camp de Seitendorf, et suivit la route de M. de Wied. Tous deux descendirent des montagnes dans la plaine à Freybourg; ils firent le tour de Schweidnitz, qui était bloqué par la cavalerie du roi. M. de Wied

se rendit de nuit à Faulbruch, où il cantonna ses troupes. Il était couvert par M. de Rœhl, que le roi, durant toute la campagne, avait placé avec 1,000 chevaux dans cette partie pour observer l'ennemi, de sorte que les Autrichiens n'eurent aucun indice de l'approche des Prussiens. Pour M. de Knobloch, qui passa la nuit par Bunzelwitz et Creyssau, il se porta le lendemain matin sur la gauche de Polnisch-Weistritz, tandis que M. de Mœllendorf, qui venait avec sa brigade et 10 bataillons du pied des montagnes de Hohengiersdorf, se porta sur la droite du village. Par la jonction de ces deux généraux le roi coupait au corps de Burkersdorf, et par conséquent à l'armée autrichienne, sa communication avec Schweidnitz. Le corps de M. de Wied était destiné à l'attaque de Leutmannsdorf; ceux de MM. de Knobloch et de Mœllendorf à celui de Burkersdorf.

Afin de ne rien omettre des mesures qu'exigeait cette entreprise, nous remarquerons que M. de Manteufel avait été posté d'avance sur le plateau de Hohengiersdorf, où les fortes batteries qu'on y avait établies servaient à prendre à revers les retranchements les plus voisins de ce poste, occupé par M. d'Okelli. Pour plus de sûreté encore, on avait détaché le prince de Wirtemberg avec 20 escadrons, afin qu'il observât durant l'action les postes des Autrichiens de Silberberg et de Wartha, et que de là l'ennemi ne pût point prendre à dos M. de Wied, pendant qu'il attaquerait les Autrichiens à Leutmannsdorf. Le maréchal Daun demandait encore des précautions; il fallait le contenir durant l'attaque, pour l'empêcher d'envoyer des secours aux postes qu'on emportait. Dans cette vue, M. de Gablenz fut chargé de faire quelques démonstrations vers Braunau, pour attirer sur lui l'attention de l'ennemi. M. de Ramin eut ordre d'escarmoucher avec les postes des Impériaux vers Tannhausen. La grande armée devait détendre ses tentes, et se mettre en ordre de

bataille, et l'on commit à M. de Manteufel le soin de harceler les pandours qui étaient entre son camp et la droite des Autrichiens. Ces divers objets dont on occupa le maréchal Daun l'empêchant de pénétrer le projet des Prussiens, leur en facilitèrent l'exécution.

A l'égard des attaques mêmes, il fallait que celle de M. de Wied précédât celle de M. de Mœllendorf, parce que ce général, en tournant sa position de Burkersdorf, devait nécessairement prêter le flanc aux Autrichiens postés à Leutmannsdorf, et que si M. de Wied avait le malheur d'être repoussé, le corps de M. de Mœllendorf se serait exposé à être ruiné entièrement. La nuit du 20 au 21, M. de Mœllendorf s'empara du château d'OEhmsdorf, où il fit prisonniers 30 soldats ennemis. On avait besoin de ce château pour s'approcher de plus près du pied des montagnes, où l'on ouvrit le soir même la tranchée; on y construisit des batteries pour 40 obusiers et pour 12 canons de 12 livres. Les obusiers devaient servir à bombarder les redoutes, et les canons à enfiler la gorge par laquelle M. d'Okelli aurait pu recevoir des secours de l'armée impériale. Ce général se croyait dans un poste inattaquable; il était dans la plus grande sécurité; il n'attribua les mouvements des Prussiens qu'au dessein d'assiéger Schweidnitz, et il envisageait toutes leurs démarches comme des préparatifs à cette entreprise.

Le 21, dès la pointe du jour, M. de Wied se logea sur un monticule vis-à-vis et proche du poste de Leutmannsdorf; il y établit une batterie de 30 grosses pièces de canon, soutenue par une ligne de 14 bataillons. Sous la protection de ce feu, M. de Lottum[1], avec sa brigade, se glissa par la droite dans un chemin creux, qui le menait à dos de l'ennemi. Ce mouvement fut secondé par une manœuvre semblable, qui se fit à la gauche. La marche du prince de Bernbourg fut couverte par des ravins et des

[1] Frédéric-Guillaume de Lottum, né en 1716, mort en 1774.

broussailles; il se porta sur le flanc droit des Impériaux. L'ennemi, pris à dos et en flanc par les Prussiens, ne leur opposa qu'une faible résistance; M. de Wied s'avança en même temps sur leur front, et le retranchement fut emporté du premier coup. Les vainqueurs poussèrent de là les vaincus tout de suite jusqu'à Henrichau, Heidelberg et Hausdorf. Brentano, que le maréchal Daun avait cependant envoyé au secours de ce poste, malgré toutes les jalousies qu'on lui avait données, Brentano, dis-je, arriva trop tard, et fut entraîné dans la fuite par ceux des Autrichiens qui venaient d'être battus à Leutmannsdorf.

Dès que M. de Wied fut maître des hauteurs, les batteries prussiennes d'OEhmsdorf commencèrent à tirer sur l'ennemi; 1,500 chevaux, que M. d'Okelli avait placés devant son infanterie dans un fond, qui ne s'attendaient à rien moins qu'à être attaqués et qui avaient mis pied à terre, se trouvant inopinément foudroyés et bombardés par des batteries qu'ils n'avaient point aperçues, culbutèrent leur propre infanterie, la mirent en désordre et l'entraînèrent pêle-mêle avec eux jusque vers l'armée du maréchal Daun. Par la fuite de ces troupes les redoutes de ce poste ne restèrent que faiblement garnies. Aussitôt M. de Mœllendorf se jeta par sa gauche dans le bois qui communique avec ceux de Leutmannsdorf, et tournant M. d'Okelli par les montagnes, il délogea l'ennemi après une médiocre résistance. L'infanterie prussienne mit le feu aux palissades d'une redoute où les Autrichiens tenaient encore, ce qui les contraignit enfin de l'abandonner. Cependant M. d'Okelli, malgré cette attaque, se soutenait sur le plateau qui est à la droite du chemin de Polnisch-Weistritz à Kœnigsberg; pour l'obliger à quitter encore cette partie de sa position, M. de Mœllendorf établit une batterie sur la montagne qu'il avait emportée, et l'on approcha les 40 obusiers du pied de la montagne dont on n'avait pas délogé l'ennemi; M. de Manteufel prit en même

temps à revers ces retranchements, qui étaient voisins de son poste de Hohengiersdorf.

Ces canonnades par devant, par derrière et en flanc, contraiguirent enfin l'ennemi à se retirer. Toutes ces différentes attaques valurent 2,000 prisonniers aux Prussiens. La garnison de Schweidnitz fit à la vérité une sortie durant l'action; mais la cavalerie qu'on lui opposa, et quelques volées de canon qu'on lui tira, la firent rentrer dans la place avec assez de précipitation. Par la manœuvre qu'on venait d'exécuter, M. de Wied, qui se trouvait proche de Heidelberg, coupait en quelque manière l'armée impériale du comté de Glatz. Le maréchal Daun, convaincu de la nécessité où il se trouvait de changer de position, décampa le soir même; il appuya sa droite sur la Eule, la plus haute montagne des environs, d'où son front de bataille s'étendait par Wusten-Waltersdorf et Tannhausen à Jauernick. La réserve de cette armée, sous les ordres de M. Laudon, couvrit la gauche de l'armée, et prit sa position entre Wusten-Giersdorf et Braunau.

M. de Wied prit un camp vis-à-vis de la droite des Impériaux, et occupa cette chaîne de montagnes qui va de Taschendorf à Heidelberg. M. de Manteufel fut poussé avec son corps à Beersdorf, où il joignait M. de Wied par sa gauche, et M. de Ramin par sa droite. Ce dernier continua avec sa brigade à demeurer immobile sur la montagne de Seitendorf. Outre ces divers camps, l'armée continuait d'avoir des postes à Gottsberg, à Waldenbourg, et M. de Salenmon, qui avait un poste d'avertissement, occupait les gorges de Landshut, pour observer les mouvements que l'ennemi pourrait faire dans cette partie. Tous ces corps, quoique campés sur des hauteurs escarpées, eurent ordre de se retrancher; on remua la terre, on palissada les ouvrages; on fit des abatis dans les lieux convenables, enfin on s'établit si solidement, qu'aucun de ces corps, qui occupaient les montagnes, n'eut à craindre ni

attaque ni surprise de la part de l'ennemi. Ces précautions, superflues en d'autres circonstances, étaient nécessaires alors, parce que le roi était obligé de s'affaiblir de 24 bataillons, pour entreprendre le siége de Schweidnitz, et qu'il fallait se préparer à se voir dans le cas de faire de fréquents détachements, qui n'auraient pu se tirer qu'avec risque de l'armée, si sa position n'avait pas été rendue inattaquable. Ce qu'il y eut de singulier pendant cette opération, fut que le même jour que le maréchal Daun quitta son camp de Dittmannsdorf, pour se poster sur la Eule et à Wusten-Waltersdorf, les Russes quittèrent les Prussiens et partirent pour la Pologne, sans que les Impériaux eussent la moindre nouvelle de leur séparation.

Cependant les 24 bataillons et les 30 escadrons destinés pour le siége de Schweidnitz s'assemblaient au pied des hauteurs de Kunzendorf. On envoya au prince de Wurtemberg, qui était encore à Kletschberg, la plus grande partie de la cavalerie, dont on ne pouvait tirer parti ni dans les montagnes, ni pour le siége, et l'on fit des préparatifs sérieux pour attaquer une place défendue par une garnison de onze mille hommes, et un des premiers ingénieurs de l'Europe. On ne pouvait plus espérer la diversion dont on s'était flatté de la part du Tartare. Le khan de la Crimée se promenait à la vérité avec 5 ou 6,000 hommes sur les frontières de la Pologne; mais tous les changements subits arrivés en Russie avaient tellement désorienté et Turcs et Tartares, qu'ils ne pouvaient se décider sur le parti qu'ils avaient à prendre. Ces raisons achevèrent de déterminer le roi à rappeler le prince de Bévern de la Moravie, où il était encore. Pour être en quelque manière sûr de prendre Schweidnitz, il fallait que tout concourût à ce dessein. Le roi n'avait pas un homme de trop pour cette entreprise, et, dès qu'elle se trouverait terminée, il était maître d'employer ses troupes ailleurs.

Pour se persuader de la nécessité de cette réunion de

l'armée, il n'y a qu'à compter le nombre des différents corps auxquels l'armée prussienne devait s'opposer. Nous trouvons l'armée du maréchal Daun, et les corps de Laudon, de Haddick, de Brentano, de Beck, d'Ellerichhausen, outre les détachements de Silberberg et de Wartha. Tout cela faisait ensemble 70,000 combattants. Quoique l'armée du roi ne fût guère plus faible, il fallait toutefois en décompter les troupes destinées au siége de Schweidnitz, et surtout réfléchir à l'étendue de terrain infiniment plus grande que celle de l'ennemi, que les Prussiens occupaient. Le roi devait d'ailleurs s'attendre à des efforts de la part des Impériaux pour délivrer Schweidnitz, et il fallait être en état de s'y opposer avec promptitude. Ainsi nonobstant que M. de Werner eût remporté nombre d'avantages sur M. de Beck en Moravie, il fut obligé de se retirer, et joignit le prince de Wirtemberg le 1er d'août dans le camp de Péterswalde. Le prince de Bévern, qui le suivait, arriva en même temps à Neisse, d'où il couvrit le convoi des munitions de guerre qu'on assemblait pour le siége de Schweidnitz.

M. de Tauenzien, à qui la direction de ce siége fut confiée, partit alors avec un convoi pareil de Breslau, pour se rendre aux environs de cette place; il investit la ville le 4 d'août; la tranchée s'ouvrit le 7; elle prenait de la briqueterie, et tournait vers Wurben, pour embrasser le polygone de Jauerniek, sur lequel se dirigeait l'attaque. Le même jour le commandant fit une sortie, mais qui ne répondit pas à son attente. M. de Reitzenstein donna avec ses dragons sur cette infanterie, et la reconduisit jusqu'aux barrières de la place. Le roi fut dès lors de l'opinion que, si le maréchal Daun tentait de secourir cette forteresse, il déboucherait sans doute par Silberberg, Wartha et Langen-Bielau. C'était la voie la plus commode; il aurait essuyé toutes sortes d'inconvénients en prenant le chemin de Landshut. Il avait retiré son magasin de Braunau; ce

qui rendait les transports de ses vivres difficiles dans cette partie. Cette route est d'ailleurs la plus détournée, et il était plus aisé de le prévenir. Enfin, en débouchant par Silberberg, il couvrait en même temps Glatz, pouvait faire usage des détachements qui occupaient les gorges, et était toujours sûr de sa retraite, parce qu'il avait deux postes bien fortifiés à dos.

Convaincu par l'évidence de ce raisonnement, le roi transporta son quartier général à Péterswalde; il y fut joint par la brigade de Mœllendorf. Le camp que le roi prit touchait pour ainsi dire à la gauche de M. de Wied. La brigade de Nimschewsky fut placée sur une montagne des gorges de Steinseiffersdorf, par où elle couvrait la brigade de Knobloch, qui faisait l'extrémité du camp de Taschendorf. L'infanterie du roi s'étendait derrière le ravin de Péterswalde, et sa cavalerie occupait le terrain qui, devant Peiskersdorf, va vers Faulbruck. Le prince de Bévern arriva le lendemain de Neisse par une marche forcée, et son camp lui fut assigné au delà de Reichenbach sur les hauteurs de Mittelpeile vers Gnadenfrey. La position de cette petite armée faisait comme un angle, dont une ligne, descendant de Steinseiffersdorf, se prolongeait sur la direction de Reichenbach, d'où l'autre, reprenant par les collines de Peila, allait aboutir à un escarpement assez considérable; la ville de Reichenbach, située entre ces deux camps, en faisait précisément la pointe de l'angle.

Cette position avait tous les avantages qu'on pouvait désirer; elle couvrait M. de Wied par le camp de Péterswalde, que, sans cette précaution, l'ennemi aurait pu tourner, et le corps du prince de Bévern empêchait les Autrichiens, en débouchant des montagnes, de se porter à la montagne de Zobten, d'où ils pouvaient soutenir Schweiduitz, et par conséquent faire lever le siége de la ville; de sorte que l'ennemi de ce côté-là était réduit, ou à faire un détour par Nimpstch, ce qui donnait aux Prussiens le

temps de le prévenir à Pfaffendorf, ou à attaquer le poste de Peila, qui était bon, et où le prince de Bévern pouvait se soutenir avec honneur. D'ailleurs, en supposant que les Impériaux eussent pris la route de Landshut pour secourir Schweidnitz, ils ne pouvaient descendre dans la plaine qu'après deux grandes marches, au lieu que les troupes du roi pouvaient se transporter en six heures de Péterswalde à Freybourg, où l'on avait préparé un camp, pour couvrir en cas de besoin le siége de Schweidnitz de ce côté. Si le roi n'occupa point les hauteurs du Hutberg et du Kletschberg, c'est que ces terrains ne répondaient pas à ses deux objets principaux, savoir de couvrir le flanc de M. de Wied, et le siége. Le Hutberg et le Kletschberg sont devant la gorge de Biela, où l'ennemi avait un poste fortifié, et qui tenant à la Eule, lui donnait la facilité d'en déboucher avec toute l'armée derrière la position qu'on aurait prise; ce qui pouvait amener les suites les plus fâcheuses. Comme d'ailleurs ces collines se trouvaient trop éloignées de la position des troupes prussiennes pour leur nuire, il était bien certain que les Autrichiens, en les occupant, n'y pouvaient trouver aucune sorte d'avantage.

A peine le prince de Bévern eut-il joint le corps du roi, que M. de Beck, qui le suivait en l'observant, parut sur le Kletschberg; il ne trouva pas cependant à propos d'y séjourner longtemps, et il se retira à Silberberg. Les housards de Mœring donnèrent sur son arrière-garde, et lui enlevèrent un lieutenant-colonel, quelque monde et du bagage. Nous avons déjà dit que les Autrichiens avaient un poste retranché dans la gorge des montagnes qui s'ouvre au village de Langen-Bielau. Ce village, dont les Prussiens occupaient les deux tiers, était garni par les volontaires de Hordt, et servait de poste d'avertissement; on avait poussé au delà des détachements de housards sur le Hutberg et le Spitzberg; on prévoyait cependant que l'ennemi, en débouchant des montagnes, choisirait cet

emplacement pour son camp, et, comme on avait résolu de le lui abandonner, on n'y avait placé que de légers détachements, prêts à se retirer au premier signal.

Tout ce qu'on avait prévu arriva pour cette fois. Le 16 d'août le maréchal Daun déboucha dans ces vallées sur différentes colonnes. Son avant-garde escarmoucha avec le détachement de Langen-Bielau, qui se retira en bon ordre sur l'armée du roi. Le maréchal Daun, à la tête de 40 bataillons et d'autant d'escadrons, prit son camp qu'il étendit depuis le Hutberg jusque vers Heidersdorf. M. de Beck occupa en même temps le Kletschberg avec 12 bataillons et 20 escadrons. Comme les Impériaux avaient considérablement dégarni leurs postes des montagnes pour assembler cette armée, on ne courait aucun risque d'en faire autant, de sorte que le roi attira à lui les brigades de Ramin et de Saldern, avec lesquelles son corps, y compris celui du prince de Bévern, faisait 28 bataillons et 80 escadrons; cependant la vérité du fait exige que nous ajoutions que ces deux brigades n'arrivèrent le soir qu'après la fin de l'action.

Le roi avait fait d'avance ses dispositions pour la défense réciproque de ces deux camps; il était convenu avec le prince de Bévern qu'ils se porteraient mutuellement du secours. On avait élargi les chemins et préparé les communications; la disposition portait que celui des deux corps qui serait assailli par l'ennemi se bornerait à la simple défense de son camp, tandis que l'autre volerait à son secours et agirait offensivement. Le terrain se prêtait à merveille à cette manœuvre; car en supposant que le corps de Péterswalde fût attaqué, le prince de Bévern se portait naturellement sur le flanc droit et à dos de l'ennemi; et au cas que le corps de Peila fût assailli, le roi faisait une manœuvre pareille avec ses troupes sur la gauche des Impériaux. Vers le midi on s'aperçut que le dessein du maréchal Daun était d'attaquer le prince de Bévern.

Toutes ses forces se portaient sur la droite vis-à-vis du camp de Peila; au lieu que s'il eût voulu s'engager avec le corps de Péterswalde, il devait renforcer sa gauche, et s'étendre aux gorges des montagnes. Il n'y avait point d'infanterie dans cette partie-là. Tout ce qui se présentait vers la droite du roi ne consistait qu'en quelques escadrons de housards, qui ne pouvaient attirer aucune attention sur eux.

Le roi, qui était certain qu'on aurait, ce jour même ou la nuit suivante, une affaire avec l'ennemi, tenait son infanterie sous les armes, les chevaux de sa cavalerie sellés et bridés, et son artillerie légère près de cette cavalerie. Il alla reconnaître aux postes avancés; à peine y fut-il qu'on vit détendre les tentes du prince de Bévern et qu'on entendit son canon. Le major Ostin, qui se trouvait sous la main avec un détachement de 500 housards, fut envoyé incessamment pour joindre le corps de Peila, et le prince de Wirtemberg se mit à la tête de cinq régiments de cavalerie avec la brigade d'artillerie légère. M. de Mœllendorf eut ordre d'y marcher avec sa brigade. Le roi prit le régiment de Werner avec lui, pour arriver plus promptement sur le champ de bataille. M. de Ziethen prit en attendant le commandement du corps de Péterswalde, pour empêcher que malheur n'arrivât de ce côté. Lorsque le roi eut passé Reichenbach, il découvrit toute la disposition dans laquelle les ennemis attaquaient le prince de Bévern. M. de Lascy avait dépassé le village de Peila avec 6 bataillons, qu'il tenait couverts derrière une colline sur laquelle il avait établi une batterie de 20 pièces de canon. Dix autres bataillons se présentaient du côté de Gnadenfrey; ils avaient pareillement formé une grande batterie devant eux. Leur dessein était d'attirer sur eux l'attention du prince de Bévern, pour qu'il ne s'aperçût pas de la manœuvre de M. de Beck, qui se glissait par le bois pour lui tomber à dos.

M. d'Odonel avait débouché en même temps avec

40 escadrons du village de Peila, pour couvrir le flanc gauche de M. de Lascy. La cavalerie de Lentulus, qui était du corps du prince de Bévern, et les housards d'Ostin, avaient déjà rejeté à trois reprises les cuirassiers impériaux dans ce village. Sur ces entrefaites arriva le prince de Wirtemberg; il se forma incontinent sur le flanc de l'ennemi. M. d'Odonel n'avait aucune bonne position à prendre. S'il faisait front au prince de Bévern, il prêtait le flanc au prince de Wirtemberg; et, s'il faisait face au corps de ce prince, il donnait à M. de Lentulus prise sur sa droite, et de plus il avait à dos le feu du canon du prince de Bévern. Dans cet embarras, qui agitait M. d'Odonel et que ses cuirassiers ressentaient, il reçut une volée de 15 pièces de 6 livres de l'artillerie légère, dont on avait formé une batterie à la hâte. Cela acheva de répandre la confusion parmi son monde. Le régiment de Werner, soutenu de celui de Czetteritz, chargea en même temps cette cavalerie impériale, et, après un choc vigoureux, il la rejeta au delà du village de Peila. La fuite de cette cavalerie dégarnissait le flanc de M. de Lascy, qui craignit pour son infanterie, et se hâta de faire retraite. M. de Beck, qui s'était engagé avec le prince de Bévern, lâcha prise. La brigade de M. de Mœllendorf arriva, mais trop tard; car l'ennemi se retirait déjà de tous côtés.

Cette affaire coûta 1,500 cavaliers aux Autrichiens; les Prussiens n'y perdirent que 400 hommes du régiment du margrave Henri[1], qui se signala dans cette action, ayant lui seul fait tête à tout le corps de M. de Beck. Le maréchal Daun, mécontent d'avoir manqué son coup, ne jugea pas à propos de demeurer plus longtemps sur le Hutberg, craignant peut-être pour ses postes des montagnes qu'il avait dégarnis; il se retira le lendemain au soir par Wartha et Glatz à Scharfeneck, où il demeura jusqu'à la fin de la campagne, sans donner aucun signe de vie.

[1] Le margrave Henri de Brandebourg-Schwedt, mort en 1788.

Le roi suivit les Autrichiens; mais comme ce pays montueux, et rempli de défilés et de ruisseaux, n'est guère propre pour les poursuites, on ne leur fit aucun mal; on se contenta de pousser M. de Werner à Habensdorf, pour observer de là les postes de Silberberg et de Wartha. Tous ces mouvements des troupes avaient nui au siége de Schweidnitz, qui n'était pas aussi avancé qu'il aurait dû l'être. M. de Guasco, qui en était gouverneur, commençait néanmoins à mal augurer de sa défense depuis l'échec que le maréchal Daun venait de recevoir; il fit donc une tentative pour obtenir une capitulation avantageuse, et la sortie libre de sa garnison. Pendant cette négociation, M. Laudon faisait adroitement tomber entre les mains des Prussiens des émissaires chargés de lettres pour le gouverneur, qui contenaient toutes de grands projets que l'armée impériale voulait exécuter pour sa délivrance. Mais quelque envie que le roi eût de prendre cette ville promptement, deux raisons l'empêchaient de consentir à la capitulation que M. de Guasco lui offrait. La première se fondait sur ce que M. Laudon avait écrit l'année précédente en termes positifs au margrave Charles, chargé de la correspondance de l'armée, touchant l'exécution du cartel, que sa cour se croyait dispensée de tenir sa parole et de remplir ses engagements vis-à-vis du roi de Prusse, tant pour l'échange des prisonniers que pour quelque objet que ce fût.

On fit valoir cette réponse à M. de Guasco, et on lui répondit que la parole qu'il offrait pour lui et pour sa garnison, de ne point servir d'une année contre les troupes du roi, ne pouvait point être acceptée après la déclaration formelle de la cour de Vienne contenue dans la lettre de M. Laudon. La raison la plus solide, et qu'on dissimulait, était que ç'aurait été commettre une faute capitale que de laisser sortir 10,000 hommes d'une place qu'on allait prendre en se donnant un peu de patience,

parce que si l'on rendait cette garnison aux Impériaux, leur armée se trouverait de 10,000 hommes plus forte, et celle du roi affaiblie au moins par 4,000 qu'il fallait mettre en garnison dans cette place; ce qui rendait en tout l'armée prussienne de 14,000 hommes inférieure à celle de l'ennemi. On rompit cette négociation et le siége continua comme auparavant. Le roi s'y rendit en personne le 20 de septembre, pour que les opérations se poussassent avec plus de vigueur. Le Fèvre faisait de la part des Prussiens les fonctions d'ingénieur en chef; il avait en tête un des premiers ingénieurs du temps, nommé Gribeauval, qui défendait la place[1]. Le Fèvre voulut crever les mines des assiégés, en faisant usage de la nouvelle invention du globe de compression. Gribeauval lui en éventa deux; cela lui fit perdre la tramontane, et le roi fut obligé de se mêler du détail du siége et de la direction des travaux; on prolongea aussitôt la troisième parallèle; on y plaça une batterie à brèche; on établit des ricochets à la briqueterie; l'on fit encore une autre batterie sur le Kuhberg qui battait les ouvrages attaqués à revers; on fit sauter quelques rameaux des mines des assiégés.

La garnison fit deux sorties et délogea les Prussiens d'un entonnoir couronné, dont ils voulaient déboucher par de nouveaux rameaux. Ces chicanes prolongèrent la durée du siége, parce qu'il fallait faire une guerre souterraine. Toutefois la plupart des canons de la place étaient ou évasés ou démontés; les vivres commençaient à devenir rares, et l'ennemi se serait rendu par cette raison, si une bombe en tombant devant le magasin à poudre du fort de Jauernick, dont le hasard voulut que la porte fût ouverte,

[1] Jean-Baptiste Vaquette Frecheneourt de Gribeauval, né en 1715, suivit le comte de Broglie à Vienne, et fut nommé feld-maréchal par l'impératrice Marie-Thérèse. A son retour en France, il devint maréchal de camp, inspecteur général de l'artillerie, commandant en chef des mineurs et lieutenant général. Il mourut en 1789, après avoir opéré une révolution dans l'artillerie de campagne.

n'eût mis le feu aux poudres, bouleversé une partie du fort, et tué 300 grenadiers des ennemis [8 octobre]. Cet accident, qui ouvrait la place, obligea le gouverneur à battre la chamade. La ville capitula le 9. M. de Guasco, avec sa garnison forte de 9,000 hommes, se rendit prisonnier de guerre; ils furent envoyés en Prusse. M. de Knobloch fut chargé du gouvernement de cette place, et M. de Wied partit pour la Saxe avec un gros détachement, pour y renforcer le prince Henri. Ainsi se termina la campagne de Silésie, moins bien qu'on ne pût le présumer au commencement, mais mieux qu'on ne pouvait l'espérer après la dernière révolution de la Russie. Le roi donna le commandement des troupes en Silésie au prince de Bévern; il envoya MM. de Ramin, Mœllendorf et Lentulus avec leurs brigades en Lusace, pour occuper les environs de Gœrlitz, et pour donner aux Autrichiens de la jalousie sur Zittau et sur la Bohême, afin de faciliter les opérations du prince Henri. L'armée de Silésie entra en cantonnements près du camp retranché qu'elle avait tenu toute la campagne, et que l'on se contenta pendant l'hiver de garder par des détachements, qu'on relevait tous les huit jours; après quoi Sa Majesté se rendit elle-même en Saxe. Tandis que que M. de Wied est occupé à traverser la Lusace, nous reprendrons le fil de la campagne de Son Altesse Royale[1], que nous suivrons jusqu'à l'arrivée de ce secours.

Nous avons laissé ce prince occupé à déranger les projets de M. Serbelloni, et M. de Seidlitz aux mains avec les troupes des cercles qu'il poussa du Vogtland jusqu'au margraviat de Bareuth. Son Altesse Royale voulut tirer raison des insultes que les ennemis avaient tenté de faire à ses postes. Comme toutefois elle ne pouvait les brusquer dans les postes formidables où ils étaient solidement établis, elle se proposa de prendre sa revanche par des diversions en Bohême. Dans cette vue M. de Kleist

[1] C'est-à-dire le prince Henri de Prusse.

franchit le Basberg et répandit la terreur dans le cercle de Satz. Le bruit de cette alarme parvint bientôt à M. de Serbelloni, qui envoya M. Blonquet à la tête de 4,000 hommes au secours de la Bohème. Ce général fit retrancher le chemin d'Einsiedel, où il plaça quelque monde, et s'établit à Dux avec le gros de sa troupe. D'autre part l'armée des cercles s'était rapprochée d'OElsnitz, d'où elle voulait prendre le chemin de Schneeberg, et longer les frontières de la Saxe, dans l'intention de se joindre à M. Blonquet. M. de Kleist, qui était à peine revenu de la Bohème, fut obligé d'y retourner pour faire avorter ce dessein, il rassembla près de Porschenstein le détachement qui devait servir sous ses ordres, il força le retranchement d'Einsiedel et y prit 400 hommes et un canon. De là il donna sur les dragons de Bathyani, qui venaient au secours des troupes qu'il avait battues, et les mit en déroute ; ensuite il poursuivit M. Blonquet, qui, à son approche, se retira de Dux à Tœplitz. Il l'y laissa et vola vers le Basberg, où il se mit sur le flanc de l'armée des cercles, qui se replia tout de suite sur Annaberg, puis sur Hof, et enfin sur Bareuth.

Le prince Henri résolut sur cela d'envoyer en Bohème un corps plus considérable, et de profiter de l'absence des troupes des cercles pour frapper un coup d'éclat. Son dessein était de chasser l'ennemi de Tœplitz, et de se rendre maître d'Altenberg, pour tourner par ce moyen le poste de Dippoldiswalde, ce qui aurait forcé les Impériaux à l'abandonner. M. de Seidlitz, qui fut chargé de l'exécution de ce projet, se contenta de laisser, après son départ, M. de Schulenbourg avec 500 chevaux vis-à-vis du prince de Stolberg et de l'armée de l'Empire pour les observer, et avec son détachement il entra en Bohème, où, ayant fait une marche forcée, il arriva le 31 [juillet] à Commotau. M. de Kleist y pénétra le 1er d'août par le village de Gorck. Tous les postes d'avertissement de l'ennemi furent mis en fuite. M. de Seidlitz reconnut le même jour

le camp de Tœplitz, et fit ses préparatifs pour l'attaquer. Le lendemain il voulut occuper une hauteur que les Impériaux avaient négligé de garnir; il arriva, par une singularité à laquelle il ne pouvait pas s'attendre, que les Prussiens gravirent contre cette colline de leur côté et les ennemis d'un autre. Les Autrichiens, qui l'occupèrent les premiers, gagnèrent par là l'avantage du terrain. M. de Lœwenstein, qui les commandait, reçut des renforts durant l'action, et les Prussiens furent repoussés avec perte de 400 hommes et de deux canons. M. de Seidlitz n'avait employé que 4 bataillons à cette attaque; les ennemis en avaient 12, il fallut céder au nombre. Ce corps, qui ne put point remplir le but de sa destination, se retira en Saxe, et se retrancha à Porschenstein. Quoique l'attente de Son Altesse Royale ne fût pas remplie, et que ce coup eût manqué, toutes ces entreprises successives empêchèrent, pendant tout le mois d'août, la jonction de l'armée de l'Empire et de celle des Impériaux.

Le prince de Stolberg, qui n'avait que 500 chevaux en tête, ne trouvant plus d'obstacle assez considérable pour l'empêcher d'agir, marcha avec son armée de Bareuth à Caden, où le colonel Tœrreck le joignit. Du côté des Prussiens, M. de Belling venait de joindre l'armée de Saxe; il fut aussitôt employé, et envoyé dans le Vogtland, d'où ce général, profitant de l'absence du prince de Stolberg, fit une incursion en Bohème, dans l'intention de l'y rappeler. Il arrive à l'improviste devant les portes d'Egra, fait tirer quelques coups de canon contre la ville, et il s'en faut peu que la faible garnison qui défend la place ne se rende à ses housards. Mais Son Altesse Royale eut bientôt besoin de son corps ailleurs, et il fut obligé de passer en Lusace, pour s'opposer à M. Luzinsky, qui rôdait avec son corps du côté d'Elsterwerda et de Senftenberg, et auquel on prêtait de plus grands desseins. Quelque peu de progrès que les Prussiens eussent faits jusqu'alors, ils n'en avaient

pas moins irrité la cour de Vienne, qui, mécontente au suprême degré des incursions qui s'étaient faites en Bohême, en rejetait toute la faute sur ses généraux. L'impératrice était surtout indignée de ce que M. de Serbelloni ne faisait rien avec la nombreuse armée dont il avait le commandement. On s'en prenait à lui de ce qu'il n'avait eu ni assez d'habileté ni assez de vigilance pour couvrir le royaume de Bohême. Ce mécontentement donna lieu à son rappel, et la cour le remplaça par M. de Haddick, que le maréchal Daun avait mis en crédit. Le prince de Stolberg, qui, durant ce temps-là, continuait toujours sa marche, passa par Tœplitz, par Gieshubel, et joignit l'armée impériale auprès de Dresde, à peu près dans le même temps où M. de Haddick en prit le commandement.

Ce nouveau général voulut signaler son arrivée par un coup d'éclat; il ordonna qu'on fit, le 27 de septembre, une attaque générale sur tous les postes détachés du camp de Preschendorf. M. de Buttler en effet força quelques postes retranchés dans le bois du Tharand, défendus par des bataillons francs, tandis que le prince de Lœwenstein, dont le corps venait de la Bohême, contraignit M. de Kleist à se replier sur Seyda. Le lendemain Son Altesse Royale fit chasser M. de Buttler des postes dont il s'était emparé, et M. de Seidlitz obligea 3,000 Autrichiens à quitter le fond de Frauenstein, où ils s'étaient logés la veille. Les avantages qu'on gagnait de ce côté-là n'empêchèrent pas que M. de Lœwenstein ne poussât encore les troupes de M. de Kleist, et qu'il ne s'établit avec ses Autrichiens à Seyda. Cette position qu'il venait de prendre exposait la boulangerie prussienne de Freyberg à être enlevée, et le prince Henri se trouvait avoir en même temps un corps d'ennemis à dos. D'ailleurs le terrain que ce prince avait à défendre était si étendu, que, de quelque côté que l'ennemi se fût porté en force, il aurait eu le dessus. Ces motifs portèrent Son Altesse Royale à quitter

les environs de Pretschendorf, et à prendre son camp à Freyberg derrière la Mulde; ce qui s'exécuta le 30 septembre. Le même jour MM. de Forcade et de Hulsen reprirent le camp de Meissen et de Katzenhæuser. M. de Belling, qu'on avait fait revenir de la Lusace, fut détaché avec M. de Kleist au village de Hartmannsdorf, d'où ils poussèrent à Gross-Schirna, pour en défendre le gué contre M. de Lœwenstein, qui s'était posté derrière le ruisseau et le village de Chemnitz.

Le camp de Freyberg que Son Altesse Royale avait pris, avait encore le défaut d'être trop étendu, ou pour mieux dire, l'armée avait celui de n'être pas assez nombreuse. Enfin on avait à défendre tous les gués de la Mulde, et surtout le flanc droit, qui fait front au village de Brand et vers la Rathsheide. Outre ce grand emplacement à défendre, il fallait assurer la communication avec le corps de Katzenhæuser et de Meissen, en occupant le poste de Nossen. MM. de Hulsen et de Forcade n'avaient à eux deux que 14 bataillons pour soutenir les bords de la Tripsche, de sorte qu'on ne pouvait plus détacher pour ainsi dire un homme sans se dégarnir entièrement. Le prince résolut de retrancher son camp; mais il ne put rassembler assez de travailleurs ni ramasser des instruments en aussi grand nombre qu'un travail aussi étendu semblait le demander, de sorte que les ouvrages qu'on avait projetés ne furent qu'à peine ébauchés.

Telle était la situation des affaires, lorsque, le 14 octobre au matin, M. de Ried parut avec 15 bataillons vis-à-vis de M. de Hulsen sur les hauteurs de Seligenstedt. Le centre de l'armée de M. de Haddick se porta en même temps sur Niederschœne; les troupes des cercles se campèrent au village de Chemnitz; M. de Campitelli se forma au village de Weissenborn à l'extrémité de la droite de Son Altesse Royale; et, outre les corps dont nous venons de parler, M. de Klefeld se porta avec 5,000 chevaux contre M. de

Belling, pour le déloger de Hartmannsdorf. Belling fit mine de se retirer; mais faisant soudain volte-face, il chargea l'ennemi avec tant de furie, qu'il le mit en fuite et reprit son poste. Les deux armées passèrent la nuit au bivouac. Le lendemain l'ennemi attaqua sérieusement tous les passages de la Mulde. Il fut repoussé par les Prussiens de tous les côtés. Immédiatement après que les assaillants se furent retirés, Son Altesse Royale se rendit à sa droite. C'était sur le soir, il faisait déjà obscur; mais avec quelle surprise n'aperçut-elle pas la confusion qui y régnait! M. de Belling avait été chassé de son poste. Le prince de Stolberg avait profité de ce moment pour occuper le Rathswald, par où il se trouvait sur le flanc et à dos des Prussiens. Ce dérangement considérable obligea Son Altesse Royale d'abandonner sa position, qui, dans ces circonstances, n'était plus tenable. Elle partit à minuit, fit marcher son armée sur trois colonnes et gagna le Cellische-Wald, sans que l'ennemi s'en doutât, ou fit mine de l'inquiéter [octobre]. Les troupes se baraquèrent dans la forêt pour se garantir contre le froid. Le lendemain on prit une position plus avantageuse entre Reichberg et Voigtsberg. M. de Haddick demeura avec le gros de son armée sur le Landsberg, et les troupes des cercles, renforcées par M. Campitelli, se retranchèrent à l'entour de Freyberg, où M. de Maguire devait les joindre dans peu.

D'un autre côté M. de Wied était en pleine marche; il s'approchait de Bautzen et devait occuper les hauteurs de Weissig, pour s'avancer sur le Cerf-Blanc, par où il se trouvait à dos du poste de Bocksberg, et pouvait bombarder la nouvelle ville de Dresde. Cette diversion lui avait été prescrite, pour obliger M. de Haddick à faire un gros détachement au delà de l'Elbe, afin de donner au prince Henri le temps de respirer, et de pouvoir rétablir ses affaires. Mais le maréchal Daun, qui avait très-bien pénétré l'intention du roi, pour que M. de Haddick conservât la

même supériorité en Saxe, avait fait côtoyer M. de Wied par le prince Albert de Saxe[1] avec un détachement de 12 bataillons et de 15 escadrons. Ce prince traversa Zittau, et gagna les hauteurs de Weissig avant les Prussiens. M. de Wied ayant ainsi manqué son coup, se replia sur Radeberg, il tourna de là sur Gross-Dobritz, pour s'approcher de l'Elbe et se joindre à l'armée de Son Altesse Royale après avoir passé ce fleuve.

Pendant que ceci se passait en Lusace, le prince méditait un coup par lequel il se promettait de prendre sa revanche sur les ennemis. Il était obligé de rechasser les Impériaux et les troupes des cercles des montagnes de la Saxe, tant parce qu'il en avait besoin pour faire subsister ses troupes pendant l'hiver, que parce qu'il était important de ne pas perdre de terrain à l'approche de la paix; ne devait-il pas d'ailleurs venger l'honneur des armes prussiennes, et ne pouvait-il pas appréhender avec fondement, que s'il laissait le temps au prince de Stolberg de recevoir ses secours, ce prince n'entreprît lui-même une expédition contre les Prussiens? La prudence, l'honneur, l'intérêt, la politique, tout se réunissait pour l'engager à prévenir les ennemis. Son Altesse Royale ne retarda pas l'exécution de son projet. Elle se mit en marche le 28 d'octobre. Sa droite passa par les villages de Braunsdorf et de Hennersdorf; sa gauche, après avoir passé le défilé de Grune, se sépara en deux corps, dont l'un s'arrêta à Hennersdorf et l'autre à Gross-Schirna. Ces troupes se mirent en mouvement le 29. L'extrémité de la gauche, qui devait attirer sur elle l'attention de l'ennemi, fut rangée par M. de Forcade sur la hauteur de Gross-Schirna. M. de Belling chassa les Impériaux du bois de la Struht et s'y établit avec 2 bataillons et 10 escadrons. Cette position fournit à M. de Stutterheim

[1] Albert-Casimir-Auguste, fils de Frédéric-Auguste II, roi de Pologne, et de Marie-Josèphe d'Autriche, né le 11 juillet 1738; il épousa, le 8 avril 1766, Marie-Christine, archiduchesse d'Autriche.

l'aîné la facilité d'établir des batteries contre les redoutes que l'armée des cercles avait près de Waltersdorf. La droite du prince continua sa marche, et laissa cette batterie et le bois de la Struht à gauche. M. de Kleist, avec son avant-garde, fut obligé de débarrasser deux abatis soutenus de Croates, et d'en déloger les troupes, pour en ouvrir le chemin à la colonne de Son Altesse Royale. Cependant le prince de Stolberg et M. de Campitelli s'étaient mis en bataille autour de Freyberg. Leur droite s'appuyait à Tutendorf, leur gauche, qui s'étendait derrière le defilé de Waltersdorf, allait aboutir au Spittelwald; outre cela ils avaient fait construire des redoutes sur les hauteurs de Curbitz, qu'ils avaient entourées d'abatis. La marche de Son Altesse Royale la conduisit directement derrière cette position. Aussitôt que le prince de Stolberg s'en aperçut, il fit usage de la seconde ligne pour en remplir le vide qui restait entre sa gauche et la hauteur des Drey-Creutzer. A trois mille pas de cette armée, entre le Brand et Erbisdorf, on aperçut un corps d'à peu près 6,000 hommes, qui se présentait sur ces hauteurs, commandé par un général Mayer.

Les Prussiens étaient déjà arrivés au Spittelwald; ils l'attaquèrent vigoureusement et y prirent tout un bataillon impérial de Wied. MM. de Duringshofen et de Mannstein furent postés à ce bois, entre le village de Saint-Michel et le Spittelwald, avec 4 bataillons et 6 escadrons, pour tenir en échec le corps de ce général Mayer. Ces précautions prises, les grenadiers prussiens passèrent la partie de ce bois la plus voisine du village de Saint-Michel, et se mirent en bataille vis-à-vis de la hauteur des Drey-Creutzer. Ces grenadiers, soutenus de cuirassiers et de dragons, attaquèrent l'ennemi, et, après un feu qui dura à peu près une heure et demie, ils remportèrent la victoire. M. de Seidlitz alors, avec sa cavalerie, donna sur les fuyards et fit des prisonniers jusqu'aux portes de Freyberg. Les troupes des

cercles abandonnèrent sur cela les redoutes du côté de Waltersdorf. M. de Stutterheim saisit ce moment pour passer ce défilé et lâcher sa cavalerie sur les fuyards, ce qui augmenta la confusion et la déroute des vaincus.

M. de Buttler, qui n'avait point passé la Mulde, n'ayant été jusqu'alors que spectateur de l'action, voulut y être pour quelque chose; il envoya (mais trop tard) le régiment de Joseph Esterhazy au secours des troupes des cercles, et tout ce régiment fut fait prisonnier; enfin le prince de Stolberg, Campitelli, Mayer et Buttler même, tous s'enfuirent jusqu'à Frauenstein, où à peine ils se crurent en sûreté. Ils perdirent dans cette bataille 30 pièces de canon, 66 officiers et près de 8,000 hommes, dont 4,000 furent faits prisonniers par Son Altesse Royale. La perte des Prussiens ne monta pas à mille hommes, parce qu'ils n'éprouvèrent pas une résistance bien opiniâtre, ils n'étaient forts que de 29 bataillons et de 60 escadrons. L'ennemi qu'ils eurent à combattre, outre l'avantage que lui donnait le terrain, s'il avait su s'y défendre, avait 49 bataillons et 78 escadrons. Mais les succès des armées dépendent plus de l'habileté du général qui commande, que du nombre des troupes qui les composent. Il serait superflu de faire ici le panégyrique de Son Altesse Royale; le plus bel éloge qu'on puisse en faire est de rapporter ses actions. Les connaisseurs y remarqueront aisément ce mélange heureux de prudence et de hardiesse si rare et si désiré, qui unit et rassemble le plus de perfections que la nature puisse accorder pour former un grand homme de guerre.

Après cette victoire, le prince fit nettoyer les bords de la Wilde-Westris du peu d'ennemis qu'il y avait encore; ce qui causa une si vive alarme à M. de Haddick, qu'il fit passer l'Elbe sur-le-champ aux troupes du prince Albert, et qu'il envoya un renfort considérable au prince de Stolberg, pour le mettre en état de soutenir sa position de Frauenstein. M. de Wied arriva le 1er de novembre au

camp de Schlettau, pour relever M. de Hulsen, dont le corps se joignit à l'armée de Son Altesse Royale. M. de Platen fut poussé en avant et passa la Mulde avec un corps de 9,000 hommes. M. de Belling s'avança eutre Sasselbach et Burkersdorf, où il alluma la nuit des feux comme ceux d'une grande armée. En même temps M. de Wied fit un détachement à Naukirch, pour alarmer le camp de Plauen. Ces mesures prises avec tant de justesse produisirent l'effet qu'on devait en attendre; car le prince de Stolberg se replia la nuit même sur Altenberg vers les frontières de la Bohême. Sur quoi M. de Belling occupa les environs de Frauenstein, et M. de Platen se campa à Porschenstein, pour couvrir le corps de M. de Kleist, qui entra en Bohême par le chemin d'Einsiedel; il ruina le magasin considérable que les Impériaux avaient à Satz, fit des incursions jusqu'à Leutmeritz, et rentra en Saxe par le Basberg. Le roi arriva vers ce temps à Meissein [6 novembre]; il fit avancer M. de Wied vers Kesselsdorf. Ce général rencontra un poste d'avertissement de M. de Ried au Landsberg. MM. d'Anhalt et de Prittwitz l'attaquèrent, et y prirent 4 canons et 500 hommes. Ce M. d'Anhalt est le même qui avait le plus contribué à l'affaire de Langensalza et à celle de Leutmannsdorf. Cette belle action fit la clôture de la campagne. La saison, qui devenait fort rude, obligea d'assigner des quartiers de cantonnement aux troupes.

Les préliminaires de la paix furent signés vers ce temps-là entre les Français et les Anglais [3 novembre]. Les Anglais, dont la conduite avait été si odieuse depuis que M. Bute avait eu l'administration des affaires, abandonnèrent entièrement les intérêts du roi dans le cours de cette négociation; ils consentirent même à ce que les Français demeurassent en possession du duché de Clèves et de la principauté de Gueldre. Cet abandon obligea le roi à chercher des moyens de réduire la cour de Vienne à

faire une paix équitable. Les princes de l'Empire étaient las de la guerre; ils voyaient l'armée française prête à repasser le Rhin. Il parut que ce serait le temps de les réduire à la neutralité, et par conséquent d'isoler tout à fait l'impératrice-reine. Dans cette vue M. de Kleist fut envoyé dans l'Empire avec son corps. Il s'empara de Bamberg et inquiéta Nuremberg. Ses housards parurent aux portes de Ratisbonne; la diète en fut troublée dans ses délibérations. Plusieurs députés remplis d'épouvante prirent la fuite. Le duc de Wirtemberg fut sur le point de se sauver en Alsace. Enfin les effets de cette incursion furent tels, que les électeurs de Bavière et de Mayence, et les évêques de Bamberg et de Wurzbourg demandèrent la paix, promettant de retirer d'abord le contingent qu'ils avaient à l'armée des cercles. Le seul moyen d'éteindre l'embrasement de l'Allemagne était d'écarter les matières combustibles qui pouvaient nourrir cet incendie. M. de Kleist, après cette belle expédition, ramena au commencement de janvier ses troupes en Saxe; on tira un cordon le long de la Tripsche et de la Mulde, qui s'étendait de Seyda à Meissen. D'autres corps furent répandus à Chemnitz, Zwickau et Géra le long des frontières de la Bohême, et le gros de l'armée fut distribué depuis Sorau jusqu'aux extrémités de la Thuringe.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

De la paix.

Les troupes commençaient à peine à cantonner, que M. de Fritsch, conseiller du roi de Pologne, se rendit à Meissen, où était le quartier général. Il avait des terres dans le voisinage, de sorte que son arrivée ne parut point extraordinaire. Il demanda audience au roi, et débuta par quelques lieux communs sur les malheurs de la guerre et

sur les avantages de la paix; à la suite de quoi il s'ouvrit davantage, en ajoutant que la paix était peut-être moins éloignée qu'on ne le pensait, qu'il était même chargé de certaines commissions, dont il ne tardait à s'ouvrir que pour savoir préalablement si elles ne seraient pas mal reçues. Le roi lui répondit que ses ennemis l'avaient forcé à faire la guerre, que c'étaient eux qui jusqu'à présent s'étaient opposés à la paix, ou l'avaient éludée sous différents prétextes; que ce n'était pas à lui qu'il fallait demander s'il désirait la fin des troubles de l'Allemagne, mais bien à ceux qui les avaient fomentés et entretenus jusqu'alors, dont l'animosité et l'acharnement avaient augmenté à raison de l'opposition et de la résistance qu'ils avaient rencontrée dans l'exécution de leurs pernicieux desseins. Alors M. Fritsch présenta au roi une lettre du prince électoral, qui portait que ce prince ayant à cœur la tranquillité de l'Europe, avait employé tous ses soins pour la rétablir, et que pour cet effet il avait fait sonder les intentions de l'impératrice reine, et l'y avait trouvée toute disposée; que ne s'agissant que du concours de Sa Majesté Prussienne pour terminer les différends des puissances belligérantes, il priait Sa Majesté de vouloir s'expliquer avec lui sur ce sujet.

Après cette lecture, le roi retraça toute la conduite que la cour de Vienne avait tenue pendant cette guerre, et dit que, ses anciens usages étant de faire toujours la paix après ses alliés, comme l'histoire en fournissait tant d'exemples, il n'était point apparent qu'elle en eût à présent l'intention sincère; que cependant, pour ne point avoir à se reprocher d'avoir rejeté des ouvertures qui pourraient mener à terminer cette funeste guerre, par cette considération seule, le roi lui déclarait que, quelques raisons qu'il eût de demander des indemnisations pour les cruautés et les ravages qu'on avait commis dans les provinces de sa domination, il s'en désistait par amour pour la paix, à condition

toutefois qu'aucun de ses ennemis n'insisterait de son côté sur de pareilles indemnisations, parce qu'il était très-résolu de ne point perdre par un trait de plume ce qu'il avait défendu jusqu'alors, et ce qu'il était encore fort en état de défendre par l'épée; et il ajouta : « Si donc la maison » d'Autriche a réellement dessein de négocier avec moi, il » faut, pour prévenir toute équivoque et toute interpré- » tation ambiguë, que nous convenions préalablement des » principes que nous admettrons de part et d'autre, et je » n'en vois que trois qui puissent conduire cet ouvrage à » une fin désirable, savoir : qu'on fasse une paix équitable, » où aucune des parties contractantes ne soit lésée; que » les conditions en soient honorables pour ceux qui y con- » courent; et qu'elle soit cimentée par des mesures assez » solides pour qu'elle puisse être durable. »

M. Fritsch comprit, par la réponse du roi, qu'il devait surtout guérir l'esprit de ce prince de la méfiance qu'il avait au sujet de la sincérité des intentions de la cour de Vienne. Pour achever de le convaincre des bonnes dispositions où l'impératrice se trouvait à l'égard de la paix, il lui communiqua une relation que le sieur Saul, émissaire à la cour de Vienne, venait d'envoyer au prince électoral. Cette relation contenait des assurances que le comte Kaunitz avait données au sieur Saul du désir de l'impératrice de terminer promptement cette guerre, et portait aussi que le comte Kaunitz avait assuré l'émissaire qu'à deux reprises l'impératrice reine avait offert la paix au roi de Prusse, la première fois par le canal de la France et la seconde par celui de l'Angleterre, et que les refus du roi justifiaient les mesures que la reine se trouvait obligée de prendre pour la continuation de la guerre. C'étaient là des faits notoirement faux; car jamais il ne s'était fait d'ouverture au roi de la part de la cour de Vienne, ni par la France, ni encore moins par l'Angleterre. Ce début paraissait de mauvais augure; quelle espérance pouvait-on

fonder sur une négociation qui s'entamait par des faussetés? Toutefois, comme les bagatelles nuisent souvent aux grandes choses, sans s'arrêter aux propos que le comte Kaunitz avait tenus à un émissaire saxon, il ne fallait qu'entrer dans l'examen des raisons que l'impératrice pouvait avoir de faire la paix, pour se convaincre que leur solidité et leur poids devaient faire impression sur son esprit.

Cent mille Turcs sur les frontières de la Hongrie étaient un argument très-capable d'inspirer des sentiments pacifiques au conseil d'État le plus acharné à la guerre. Ajoutez à cette considération la défection des Russes et des Suédois, dont les premiers avaient même fait une partie de la derniere campagne avec les Prussiens; et quand on n'aurait pas eu de nouveaux ennemis à craindre en eux, c'étaient toujours d'anciens amis qu'on avait perdus, et par conséquent autant de diversions de moins contre la Prusse. Ne devait-on pas faire attention à Vienne à la paix séparée que les plus grands souverains d'Allemagne venaient de conclure avec la Prusse? Car de quoi était composée l'armée de l'Empire? N'était-ce pas de leurs troupes? D'un autre côté, les préliminaires entre les Français et les Anglais étaient signés, et les Français s'étaient engagés à retirer incessamment leurs troupes d'Allemagne; il ne restait donc, de toutes les parties belligérantes, que l'impératrice et le roi de Prusse sur le champ de bataille, comme à peu près deux champions abandonnés de leurs seconds dans un combat à outrance.

Voilà pour les raisons politiques. Celles que l'intérieur de l'État fournissait n'étaient pas moins fortes : c'était le découragement produit par les mauvais succès de la dernière campagne, les difficultés infinies qu'on rencontrait pour ramasser les fonds nécessaires aux frais de la guerre, la mésintelligence des généraux, les brouilleries des ministres, les dissensions dans la famille impériale, la santé chancelante de l'Empereur, et peut-être encore ce pro-

blème, si, l'impératrice n'ayant pu réussir avec tant d'alliés à rabaisser et à détruire la Prusse, il n'y avait pas moins d'apparence que jamais d'en venir à bout lorsqu'elle était seule et privée de tant de secours. Les raisons de guerre étaient tout aussi puissantes que celles que nous venons d'alléguer. La ville de Dresde était mal approvisionnée, les magasins de la Bohême se trouvaient en partie vides, ou ruinés par l'incursion de M. de Kleist. Cela devait faire craindre naturellement, à Varsovie aussi bien qu'à Vienne, que la ville de Dresde ne fût reprise par le roi dès le commencement de la campagne prochaine, et par conséquent que la Bohême ne devînt, sinon le théâtre de la guerre, au moins celui des incursions des troupes prussiennes.

Toutes ces raisons persuadèrent le roi que la cour de Vienne désirait sincèrement que la paix fût rétablie. Après y avoir mûrement réfléchi, il donna au sieur Fritsch une réponse favorable, et le chargea d'une lettre pour le prince électoral, dans laquelle il le remerciait des soins qu'il s'était donnés pour concilier les esprits, en l'assurant que de son côté il contribuerait avec plaisir, autant que le permettrait sa gloire, au rétablissement de la paix.

Peu de jours après le roi partit de Meissen; il fit la tournée de son cordon sur les frontières de la Bohême et de l'Empire, d'où il se rendit à Leipsic, pour y établir son quartier durant l'hiver. M. Fritsch s'y représenta peu de jours après l'arrivée du roi; il y vint muni de la réponse que la cour de Vienne avait donnée sur les principes que l'on voulait établir pour base de la négociation. Ce mémoire était chargé de plusieurs expressions emphatiques, énigmatiques, obscures et inintelligibles pour tout autre que pour le comte Kaunitz. Heureusement le comte Flemming, ministre de Saxe à Vienne, avait commenté ce texte par une longue lettre, où il expliquait le style ténébreux de la chancellerie autrichienne; il donnait de fortes assurances de la droiture des sentiments de l'impératrice, et du con-

sentement qu'elle accordait à toutes les restitutions qu'on pouvait exiger d'elle, en considération de l'état déplorable où l'électorat de Saxe se trouvait réduit : il avertissait cependant, par précaution, qu'on devait s'attendre de la part des Autrichiens à quelques chicanes, et à quelques circonlocutions pour la forme. Les parties étaient d'accord pour le fond, et la paix pouvait se conclure de la manière dont le roi le désirait.

De son côté, bien des motifs concouraient à lui faire préférer des conditions de paix modestes et modérées à d'autres plus avantageuses. Il était d'autant moins à propos de rehausser ces conditions dans l'état où se trouvaient les choses, qu'on n'aurait obtenu des dédommagements que par des victoires, et que l'armée se trouvait trop ruinée et trop dégénérée pour qu'on pût s'en promettre des exploits éclatants. Le nombre des bons généraux avait diminué, et l'on en manquait pour conduire les détachements. Les vieux officiers avaient péri dans un grand nombre d'occasions meurtrières où ils avaient combattu pour la patrie. Les jeunes officiers [à peine sevrés, étaient d'un âge si débile, qu'on ne pouvait pas s'attendre à de grands services de leur part] étaient d'un âge à ne point promettre de grands services. Ces vieux soldats respectables, ces chefs de bandes n'existaient plus, et les nouveaux dont l'armée était composée consistaient pour la plus grande partie en déserteurs, ou en de jeunes gens faibles, au-dessous de dix-huit ans, incapables de soutenir les fatigues d'une rude campagne; d'ailleurs bien des régiments, ruinés à différentes reprises, avaient été jusqu'à trois fois rétablis pendant la guerre; de sorte que les troupes, dans l'état où elles étaient, ne pouvaient s'attirer la confiance de ceux qui devaient les commander.

A quels secours enfin le roi pouvait-il s'attendre en continuant la guerre? Il se trouvait entièrement isolé et sans alliés. Les sentiments de l'impératrice de Russie à son

égard étaient équivoques; les Anglais agissaient envers lui moins en amis qu'en ennemis déclarés; les Turcs, étourdis de tant de révolutions arrivées en Russie, incertains du parti qu'ils devaient prendre, déclinaient l'alliance défensive qu'on leur proposait depuis si longtemps; le khan même des Tartares venait d'obliger le résident prussien à quitter sa cour. Indépendamment de toutes ces circonstances, il était fort à craindre que la prolongation de la guerre n'occasionnât la peste en Saxe, en Silésie et dans le Brandebourg, parce que la plupart des champs demeurant en friche, les vivres étaient rares et à un prix excessif, et les campagnes dépeuplées d'hommes et de bestiaux, de sorte qu'on ne voyait, dans toutes ces provinces, que des traces affreuses de la guerre, et des précurseurs de plus grandes calamités pour l'avenir.

Dans des conjonctures aussi cruelles, on n'avait rien à espérer en continuant la guerre. Quand on aurait commencé la campagne qui était près de s'ouvrir, on n'aurait pas obtenu pour cela de meilleures conditions; par un cercle vicieux et après une défense inutile, on aurait été forcé d'en revenir à celles dont on convenait dès lors. Les Autrichiens proposèrent la tenue d'un congrès; le roi l'accepta d'abord. Ils nommèrent de leur part le sieur Collenbach, ministre plénipotentiaire, et le roi nomma du sien M. de Hertzberg, son conseiller du cabinet : on convint, de plus, que les conférences se tiendraient à Hubertsbourg, et par un acte public, ce lieu, ainsi que son territoire, fut déclaré neutre. Les conférences commencèrent le 31 de décembre[1] selon les formalités usitées.

Ainsi, dans ces temps heureux, les esprits échauffés et irrités par la guerre se calmèrent tout d'un coup du nord au sud de l'Europe. Nous avons vu les préliminaires signés entre la France et l'Angleterre. Le mauvais succès de ses armées, tant aux Indes qu'en Europe, y avait déterminé le

[1] Le 28, suivant la dernière édition de Berlin.

ministère de Versailles; car dès le printemps de cette année, les Anglais avaient conquis la Martinique, et durant l'été ils avaient enlevé la Havane aux Espagnols, dont ils avaient entièrement abîmé la flotte. Ces malheurs, joints aux dépenses excessives de la France et à l'impossibilité de trouver de nouvelles ressources, avaient enfin déterminé le conseil à la paix. Les Anglais de leur côté, au lieu de faire une paix glorieuse, dont ils pouvaient dicter les conditions à leurs ennemis, gouvernés par le sieur Bute, sacrifièrent les intérêts de leurs alliés; ils avaient consenti que les Français restassent apres la paix en possession des places du Wésel, de Gueldre et de leur territoire. Non content de fouler aux pieds les engagements et la bonne foi des traités, le sieur Bute intriguait encore à la cour de Pétersbourg, et y semait des germes de méfiance et de soupçons contre le roi, de sorte que celui-ci, ne pouvant compter sur aucune des puissances de l'Europe, avait tout lieu d'appréhender de nouvelles brouilleries avec les Russes.

Au milieu de cette agitation générale, où souvent on prenait des résolutions peu réfléchies, il arriva, sans doute contre l'intention du ministère britannique, qu'il rendit un service important à la Prusse, et voici comment. A peine les préliminaires furent-ils signés, que, par un esprit d'épargne, ce ministère cassa toutes les troupes légeres qui avaient servi dans l'armée du prince Ferdinand. De ce nombre fut la légion britannique, et ce corps de 3,000 hommes passa au service du roi; il fut joint par 800 dragons prussiens de Bauer et par autant de volontaires de Brunswic que le roi avait engagés. Ce détachement, qui formait entre 5 et 6,000 hommes, eut ordre de se porter incessamment sur les frontières du duché de Cleves, ce qui donna une étrange appréhension aux Français. Ils s'imaginerent que le roi projetait de faire une diversion ou en Flandre, ou dans le Brabant. Ils communiquèrent leurs soupçons aux Autrichiens, qui firent sur-le-champ partir

10,000 hommes pour gagner les bords du Rhin. Le ministère de Hanovre, à son tour, se figura que, le cœur ulcéré de la conduite des Anglais, le roi s'en vengerait sur l'électorat de Hanovre. En Angleterre on crut que le roi en voulait à l'évêché de Munster, pour s'assurer par là la restitution des duchés de Clèves et de Gueldre; et comme le sieur Bute était en train de donner en toute occasion des marques de sa mauvaise volonté aux Prussiens, il fit doubler la garnison de Munster, avec défense de laisser entrer aucun Prussien. Ainsi un événement simple et naturel échauffa tout d'un coup l'imagination des ministres, et fit extravaguer la moitié de l'Europe. Cette démence tourna cependant à l'avantage du roi; ce prince n'avait pensé ni à ces diversions, ni à la ville de Munster; l'unique dessein qu'il avait était de surprendre la garnison de Wésel, pour s'en remettre en possession. Cependant les Français, fortement frappés de l'idée qu'une nouvelle guerre pouvait se rallumer en Flandre, et craignant d'y être enveloppés, proposèrent par le duc de Nivernois, au ministre du roi à Londres, un traité de neutralité pour la Flandre, moyennant lequel ils le remettraient en possession des provinces qu'ils avaient envahies. Cette proposition fut aussitôt acceptée que faite; mais l'éloignement des lieux et la difficulté du trajet d'Angleterre dans cette saison rude furent cause que la paix de Hubertsbourg fut signée avant que l'autre traité parvînt à maturité. Nous allons donc reprendre le fil des négociations en Saxe, où se réglèrent effectivement tous les intérêts de la Prusse qui restaient à discuter.

Dès que les plénipotentiaires se furent assemblés à Hubertsbourg, le sieur de Collenbach dicta un mémoire dont la substance était à peu près telle : « Le sieur de Collenbach, autorisé par ses pleins pouvoirs, déclare que Sa Majesté l'impératrice reine, pour convaincre tout le monde qu'elle désire sincèrement de voir la paix rétablie,

ne balance point à faire les premières propositions; et comme de part et d'autre l'on est convenu de rétablir la paix sur des principes justes, honorables et durables, pour qu'aucune des parties contractantes ne fasse des pertes réelles, ces trois qualités exigent les conditions suivantes : 1° Que la cour de Saxe soit comprise dans cette paix sur un pied convenable et réciproque; 2° qu'on ait de justes égards pour les États de l'Empire, nommément ceux de Franconie, ainsi que pour le duc de Mecklenbourg et le prince de Zerbst; 3° qu'on se prête à ce que la paix puisse être rétablie dans l'Empire d'une manière honorable à l'Empereur; 4° qu'il y ait une amnistie générale, dans laquelle l'Empire romain soit compris; 5° qu'en conséquence de la convention passée entre le roi et l'électeur palatin au sujet de la succession de Juliers et de Bergue, ce traité reprenne sa force après la paix et soit renouvelé sur l'ancien pied; 6° que pour rendre cette paix durable, le comté de Glatz, dont la situation couvre la Bohême, reste à l'impératrice reine; 7° qu'afin d'écarter toute tentation d'agrandissement et tout ce qui pourrait exciter de nouvelles idées d'ambition, l'impératrice dispose l'Empereur à détacher la Toscane de la succession primogéniale de sa maison, à condition toutefois que le roi prenne les mêmes engagements pour la succession des margraviats de Bareuth et d'Anspach, possédés jusqu'en ces temps en seconde géniture; 8° qu'en faveur des provinces que l'impératrice restitue au roi, ce prince veuille accorder sa voix pour l'élection de l'archiduc Joseph en qualité de roi des Romains; 9° et pour l'expectative à la succession féodale du duché de Modène en faveur de l'archiduc puîné, qui épousera l'héritière de ce duché; 10° et qu'enfin on renouvelle les paix de Breslau et de Dresde au sujet du maintien de la religion romaine, à l'égard des dettes de la Silésie, et des garanties mutuelles, que le roi voudra bien étendre au delà des bornes de ce traité; qu'on se rende des deux

parts tous les prisonniers de guerre, et qu'on renonce à toutes les contributions arriérées. »

Ces propositions, dont plusieurs étaient captieuses, furent examinées avec toute l'attention que méritait l'importance de la matière; on éplucha les articles contraires par le sens et par les termes aux principes fondamentaux dont on était convenu pour rétablir la paix; il fut surtout facile de prouver que la cession d'une province, quelques couleurs qu'on lui donnât, était toutefois une perte trèsréelle, qu'un sens forcé, ou un terme interprété d'une manière équivoque ne pouvait en aucune façon faire changer de nature; on y substitua l'article suivant : que la restitution entière des États appartenant aux puissances belligérantes servirait de base au traité qu'on voulait faire; par conséquent qu'on promettait de rendre au roi de Pologne son électorat de Saxe et les provinces qui y appartenaient, dès qu'on restituerait aux Prussiens les provinces qu'on leur avait enlevées. On demanda ensuite l'explication de certains termes vagues contenus dans le mémoire autrichien, parce qu'il fallait des définitions pour les comprendre. Que pouvaient signifier les justes égards qu'on demandait au roi pour les princes de l'Empire? On fit observer en même temps aux Autrichiens que, les différends que le roi avait eus avec les princes de l'Empire venant à cesser par cette paix, il était superflu de stipuler quelque condition particulière à leur égard, à moins que, par le même article et par une réciprocité parfaite, il ne plût à l'impératrice reine de contracter les mêmes obligations envers les alliés du roi, lesquels on nomma, savoir : l'impératrice de Russie, le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, le landgrave de Hesse[1] et le duc de Brunswic[2].

[1] Frédéric II, fils de Guillaume VIII, landgrave de Hesse-Cassel et de Dorothée Guillelmine de Saxe-Zeitz, né en 1720, monta sur le trône en 1760, et mourut en 1785.

[2] Charles, fils de Ferdinand-Albert, duc de Brunswic et d'Antoinette-

On proposa, au lieu du troisième article, l'amnistie pour le passé et le renouvellement de la paix de Westphalie. L'article 6, contenant la cession du comté de Glatz, fut nettement rejeté comme contraire aux principes fondamentaux dont on était convenu. On déclina l'article 7 en exposant l'indécence qu'il y a qu'une puissance étrangère se mêle des lois et des arrangements domestiques qu'une autre puissance abroge ou établit dans sa famille; et pour donner un tour plus honnête à ce refus, on y ajouta que, le roi ne prétendant avoir aucune influence dans les arrangements que l'Empereur trouverait à propos de faire dans la succession de sa famille, le roi se flattait de même que ni l'Empereur ni l'impératrice ne voudraient penser à disposer des héritages qui revenaient légitimement et de droit à la branche aînée de la maison de Brandebourg. A l'égard de l'élection de l'archiduc Joseph en qualité de roi des Romains, et de la succession féodale du duché de Modène, le roi, qui ne pouvait empêcher ni l'un ni l'autre, prit le parti d'accorder sa voix de bonne grâce, pour s'en faire un mérite; cet article ne fut point chicané du tout.

Ce contre-projet fut envoyé à Vienne par le sieur Collenbach; la réponse revint assez promptement, et les Autrichiens se relâchèrent sur la plupart des articles; ils n'insistèrent proprement que sur deux points, la cession du comté de Glatz, et le traité provisionnel à conclure, qui réglerait la succession des margraviats de Franconie. On eut donc à combattre des arguments déjà à demi réfutés. Les Autrichiens soutenaient que la forteresse de Glatz n'était qu'une place défensive entre leurs mains, et qu'elle était offensive entre celles des Prussiens; ils offraient de dédommager le roi par la partie de la principauté de Neisse dont ils étaient en possession, et de payer l'excédant en argent comptant, pour amortir les dettes hypothéquées

Amélie de Brunswic, né en 1713, monté sur le trône en 1735, mort en 1780.

sur la Silésie. On se contenta de rétorquer contre eux les mêmes raisons; on leur prouva, par la situation des lieux, qu'il y a sur cette frontière de la Bohême plusieurs postes qui en défendent l'entrée au prince qui possède Glatz, comme sont ceux de Bergicht, Politz, Opotschna, Nachod, Wissoka et Neustadt, sans compter Kœnigsgrætz; le moindre desquels, bien défendu, arrêterait une armée comme celle de Xerxès, parce qu'ils valent bien les Thermopyles; au lieu qu'en Silésie et en deçà de Glatz, dans les plaines de Franckenstein et de Reichenbach, il n'est aucun poste où une armée puisse disputer l'entrée à l'ennemi; d'où il résulte évidemment que Glatz entre les mains des Autrichiens devient une place offensive, qu'il leur fournit les trois débouchés de Johannsberg, de Wartha et de Silberberg, pour descendre librement dans la basse Silésie, par où ils peuvent, dès le commencement d'une rupture, établir la guerre au cœur de cette province; au lieu que Glatz, entre les mains du roi de Prusse, ne peut être qu'une place défensive, ne donnant point de libre entrée dans le royaume de Bohême; et comme cette discussion devenait toute militaire, le roi en appela aux lumières du maréchal Daun, qui ne pourrait disconvenir de la réalité de ce qu'il avançait.

Cependant pour adoucir la chose par un compliment obligeant, le roi ajouta que s'il ne s'agissait que de la cession d'une province pour gagner l'amitié d'une princesse d'un aussi rare mérite que l'impératrice, il ne croirait point le payer trop cher par un tel sacrifice; mais qu'une ville aussi importante que Glatz ne pouvait se céder que par un entier oubli de ce qu'un souverain doit à sa postérité; surtout la situation du roi ne le mettant pas dans le cas de recevoir la loi de ses ennemis, puisqu'il pouvait rendre le double de ce qu'on avait à lui restituer. L'autre article, concernant la convention proposée par les Autrichiens pour régler la succession des margraviats de Fran-

conie, était trop contraire aux intérêts de la maison royale pour être accepté; on s'en défendit en alléguant premièrement les mêmes arguments qu'on avait déjà employés; secondement, en les fortifiant de considérations tirées des exemples qui prouvent par leur inexécution l'inutilité des traités qu'on fait d'avance : il fut facile de prouver cette proposition aux Autrichiens, parce qu'ils avaient encore le souvenir récent du peu de validité de cette fameuse Pragmatique par laquelle l'empereur Charles VI avait réglé la succession de ses États. La cour de Vienne répliqua encore à ces deux articles; et, après avoir fait quelques tentatives pour le comté de Glatz, elle abandonna ses prétentions, en déclarant qu'elle rendrait la place et l'artillerie dans l'état où l'une et l'autre se trouvaient actuellement; elle se relâcha également sur le traité provisionnel au sujet des successions de la Franconie.

La négociation avec les Saxons marchait de front avec celle des Autrichiens; elle ne rencontra pas de grandes difficultés, parce que le roi de Pologne se trouvait trop heureux de ce que le roi voulait bien lui rendre son électorat. Les Saxons se bornèrent à demander qu'on s'employât à procurer des établissements aux enfants du roi de Pologne, et principalement au prince Charles, à qui l'impératrice de Russie venait d'ôter son duché de Courlande. [On saura que ce prince s'était marié secrètement avec une comtesse Krazinska d'une grande famille de Pologne. Le roi proposa par plaisanterie qu'on lui procurât la survivance de la graude maîtrise de l'ordre Teutonique alors possédée par le prince Charles de Lorraine, dignité qui ne saurait être transmise à des personnes mariées. Ce qu'il y eut réellement de plaisant fut que les plénipotentiaires saxons ne remarquèrent pas ce persiflage, et ce ne fut que quatre jours après, en relisant encore une fois ce traité, qu'ils s'aperçurent de leur bévue et du ridicule qu'on leur avait donné. Tout étant réglé, les prélimi-

naires furent signés le 15 de février, et l'échange des ratifications se fit le 1er de mars.]

Ainsi finit cette guerre cruelle, qui pensa bouleverser l'Europe, sans qu'aucune puissance, à l'exception de la Grande-Bretagne, étendît le moins du monde les limites de sa domination. La paix entre la France et l'Angleterre ne fut signée que quelques jours plus tôt que celle de Hubertsbourg. La France, par ce traité, fut dépouillée de ses principales possessions en Amérique. Les Anglais lui rendirent la Martinique, la Guadeloupe, le fort de Belle-Ile et Pondichéri, et la France restitua l'île de Minorque aux Anglais.

Nous ne saurions nous empêcher d'ajouter quelques réflexions sur tant de faits que nous venons de narrer. Ne paraît-il pas étonnant que ce qu'il y a de plus raffiné dans la prudence humaine jointe à la force soit si souvent le jouet d'événements inattendus ou des coups de la fortune? Et ne semble-t-il pas qu'il y a un certain je ne sais quoi qui se joue avec mépris des projets des hommes? N'est-il pas clair qu'au commencement de ces troubles tout homme sensé devait se tromper dans le jugement qu'il portait sur le dénoûment de cette guerre? Qui pouvait prévoir, ou se figurer, que la Prusse, attaquée par les forces de l'Autriche, de la Russie, de la France, de la Suède et de tout le Saint-Empire romain, résisterait à cette ligue formidable, et sortirait sans perdre aucune de ses possessions d'une guerre où tout annonçait sa ruine? Qui pouvait se douter que la France, avec ses forces intrinsèques, avec ses grandes alliances, avec tant de ressources, perdrait ses principales possessions des Indes orientales, et deviendrait la victime de cette guerre?

Tous ces faits devaient paraître incroyables en l'année 1757. Cependant si nous examinons après coup les causes qui ont tourné les événements d'une manière si inattendue, nous trouverons que les raisons suivantes empêchèrent la

perte des Prussiens : 1° le défaut d'accord et le manque d'harmonie entre les puissances de la grande alliance; leurs intérêts différents, qui les empêchaient de convenir de certaines opérations; le peu d'union entre les généraux russes et autrichiens, qui les rendait circonspects, lorsque l'occasion exigeait qu'ils agissent avec vigueur pour écraser la Prusse, comme ils l'auraient pu faire effectivement; 2° la politique trop raffinée et quintessenciée de la cour de Vienne, dont les principes la conduisaient à charger ses alliés des entreprises les plus difficiles et les plus hasardeuses, pour conserver, à la fin de la guerre, son armée en meilleur état et plus complète que celle des autres puissances; d'où, à différentes reprises, il résulta que les généraux autrichiens, par une circonspection outrée, négligèrent de donner le coup de grâce aux Prussiens, lorsque leurs affaires étaient dans un état désespéré; 3° la mort de l'impératrice de Russie, avec laquelle l'alliance de l'Autriche fut ensevelie dans un même tombeau; la défection des Russes et l'alliance de Pierre III avec le roi de Prusse, et enfin les secours que cet empereur envoya en Silésie.

Si nous examinons d'un autre côté les causes des pertes que les Français firent dans cette guerre, nous observerons la faute qu'ils commirent de se mêler des troubles de l'Allemagne. L'espèce de guerre qu'ils faisaient aux Anglais était maritime; ils prirent le change, et négligèrent cet objet principal, pour courir après un objet étranger, qui proprement ne les regardait pas [1]. Ils avaient eu jusqu'alors des avantages sur mer contre les Anglais; mais dès que leur attention fut distraite par la guerre de terre ferme, dès que les armées d'Allemagne absorbèrent tous les fonds qu'ils auraient dû employer à augmenter leurs flottes, leur

[1] Voir l'important mémoire présenté à Louis XV le 15 février 1755 par le maréchal de Noailles. ROUSSET, *Correspondance de Louis XV et du maréchal de Noailles*, t. II, p. 377 et suiv.

marine vint à manquer des choses nécessaires, et les Anglais gagnèrent un ascendant qui les rendit vainqueurs dans les quatre parties du monde [1]. D'ailleurs les sommes excessives que Louis XV payait en subsides, et celles que coûtait l'entretien des armées d'Allemagne, sortaient du royaume, ce qui diminua de la moitié la quantité des espèces qui étaient en circulation tant à Paris que dans les provinces, et, pour comble d'humiliation, les généraux dont la cour fit choix pour commander ses armées, et qui se croyaient des Turenne, firent des fautes qu'on n'eût pas pardonnées à des écoliers.

Que ces exemples instruisent au moins les politiques à vastes desseins que, quelque étendu que soit l'esprit humain, il ne l'est jamais assez pour pénétrer les fines combinaisons qu'il faudrait pouvoir développer pour prévoir ou arranger les événements qui dépendent des futurs contingents. Nous expliquons clairement les événements passés, parce que les causes s'en découvrent; mais nous nous trompons toujours sur ceux qui sont à naître, parce que les causes secondes se dérobent à nos téméraires regards. Ce n'est point une singularité affectée à notre siècle qu'il y ait des politiques abusés; il en a été de même dans tous les âges où l'ambition humaine enfanta de grands projets. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à se rappeler l'histoire de la fameuse ligue de Cambrai, l'armement de la flotte invincible, la guerre de Philippe II contre les Hollandais, les vastes desseins de Ferdinand II à l'ouverture de la guerre de 30 ans; les différents projets de partage qui précédèrent la guerre de succession, et cette guerre même. Toutes ces grandes entreprises eurent une fin presque opposée à l'intention de ceux qui en étaient les promoteurs. C'est que les choses humaines manquent

[1] Aussi Pitt ne craignit pas de déclarer en plein parlement que l'Amérique avait été conquise en Allemagne. *Correspondance secrète de Louis XV*, t. II, p. 175.

de solidité, et que les hommes, leurs projets, et les événements, sont assujettis à une vicissitude perpétuelle.

Les puissances belligérantes, au sortir de l'arène où elles avaient combattu avec tant de haine et d'acharnement, commencèrent à sentir leurs plaies et le besoin qu'elles avaient de s'en guérir; elles souffraient toutes, mais de maux différents. Nous les passerons ici comme en revue, pour avoir un tableau précis de leurs pertes et de leur situation actuelle.

La Prusse comptait que la guerre lui avait consumé 180,000 hommes; ses armées avaient combattu en seize batailles rangées; les ennemis lui avaient détruit outre cela trois corps d'armée presque en entier, celui du convoi d'Olmutz, celui de Maxen, et celui de M. de Fouqué à Landshut; de plus une garnison de Breslau, deux garnisons de Schweidnitz, une de Torgau et une de Wittemberg, furent perdues par la prise de ces villes; on comptait d'ailleurs qu'il était péri 20,000 âmes dans le royaume de Prusse par les ravages des Russes, 6,000 en Poméranie, 4,000 dans la nouvelle Marche, et 3,000 dans l'électorat de Brandebourg. Les troupes russes s'étaient trouvées à quatre grandes batailles; et l'on comptait que cette guerre leur avait emporté 120,000 hommes, y compris les recrues qui périrent en venant en partie des frontières de la Perse et de la Chine pour joindre leurs corps en Allemagne. Les Autrichiens avaient livré dix batailles rangées; ils avaient perdu deux garnisons à Schweidnitz et une à Breslau, et ils évaluaient leur perte à 140,000 hommes. Les Français faisaient monter la leur à 200,000 combattants, les Anglais avec leurs alliés à 160,000, les Suédois à 25,000, et les troupes des cercles à 28,000.

La maison d'Autriche se trouvait, au sortir de cette guerre, avec 100 millions d'écus de dettes; les frontières de la Bohême et de la Moravie avaient été endommagées, sans cependant qu'il se fût conservé des traces de ruine ou

de dévastation. En France le gouvernement se trouvait sans crédit par le brigandage des financiers et les malversations de ceux qui étaient préposés à l'administration des dépenses; on en était venu à suspendre les intérêts des capitaux empruntés; le peu qu'on en acquittait se payait irrégulièrement; le peuple gémissait sous le poids des impôts qui l'accablaient, et quoique aucune incursion ennemie n'eût ravagé les provinces, l'État n'en souffrait pas moins, parce que le commerce des deux Indes étant détruit, les sources de l'abondance publique tarissaient. D'ailleurs les dettes nationales s'étaient accumulées, et montaient à des sommes si énormes, qu'après la paix les impôts extraordinaires furent prolongés pour dix ans, afin de servir à payer les intérêts et de créer un fonds d'amortissement qui pût les acquitter. Les Anglais, victorieux sur terre et sur mer, avaient pour ainsi dire acheté leurs conquêtes par les sommes immenses qu'ils avaient empruntées pour la guerre, et qui les rendaient presque insolvables. L'opulence des particuliers passait toute imagination. Cette richesse et ce luxe du peuple provenaient des prises considérables que tant de particuliers avaient faites tant sur la France que sur l'Espagne, et du prodigieux accroissement du commerce, dont, pendant la guerre, ils avaient été presque seuls en possession.

La Russie avait à la vérité dépensé des sommes considérables; mais elle avait plus fait la guerre sur le compte des Prussiens et des Polonais que sur le sien propre. La Suède se trouvait sur le point de faire banqueroute. Elle avait non-seulement entamé les fonds de la banque, mais par une opération maladroite de ses financiers elle avait encore trop multiplié les billets; ce qui détruisit l'équilibre que tout État bien policé doit tenir entre le papier et l'argent monnayé. La Prusse avait le plus souffert; Autrichiens, Français, Russes, Suédois, troupes des cercles, jusqu'au duc de Wirtemberg, tous y avaient fait des

ravages, aussi l'État avait-il dépensé 125 millions d'écus pour l'entretien des armées et autres dépenses militaires. La Poméranie, la Silésie et la nouvelle Marche demandaient de grandes sommes pour se rétablir. D'autres provinces, comme le duché de Crossen, la principauté de Halberstadt et celle de Hohenstein, exigeaient également de grands secours, et il fallait des efforts, soutenus de beaucoup d'industrie, pour les remettre dans l'état où elles étaient avant les troubles, parce que la plupart des champs n'étaient pas cultivés, faute de semences et de bestiaux; et tout ce qui sert à la subsistance d'un peuple y manquait également.

Pour subvenir à tant de besoins, il fut distribué dans ces provinces, selon une juste répartition, 25,000 mesures de blé et de farine, et 17,000 d'avoine; 35,000 chevaux tant des régiments que de l'artillerie; et des vivres furent donnés aux gentilshommes et aux paysans. Outre ces secours, le roi donna à la Silésie trois millions pour son rétablissement, 1,400,000 écus à la Poméranie et à la nouvelle Marche, 700,000 à l'électorat, et 100,000 au duché de Clèves, outre 800,000 que reçut le royaume de Prusse; l'on réduisit à la moitié les contributions du duché de Crossen, des pays de Hohenstein et de Halberstadt; enfin le peuple reprit assez de courage pour ne pas désespérer de sa situation, pour travailler et pour réparer par son activité et son industrie les maux que l'État avait soufferts.

Il résulte de ce tableau général que nous venons de crayonner, qu'en Autriche, en France, et même en Angleterre, les gouvernements accablés de dettes étaient presque sans crédit, mais que les peuples n'ayant pas directement souffert par la guerre, ne s'en étaient ressentis que par les impôts prodigieux que leurs souverains avaient exigés d'eux, au lieu qu'en Prusse le gouvernement se trouvait en fonds, et que les provinces étaient détériorées et abîmées

20.

par la rapacité et la barbarie des ennemis. Après la Prusse, l'électorat de Saxe était, des provinces de l'Allemagne, celle qui avait le plus souffert; mais elle trouve dans la bonté de son sol et dans l'industrie de ses habitants des ressources que la Prusse, à l'exception de la Silésie, ne trouve point dans le reste de ses provinces. Le temps, qui guérit et qui efface tous les maux, rendra dans peu sans doute aux États prussiens leur abondance, leur prospérité et leur première splendeur; les autres puissances se rétabliront de même; ensuite d'autres ambitieux exciteront de nouvelles guerres et causeront de nouveaux désastres; car c'est là le propre de l'esprit humain, que les exemples ne corrigent personne; les sottises des pères sont perdues pour leurs enfants; il faut que chaque génération fasse les siennes.

Nous n'ajouterons qu'un mot à cet ouvrage (peut-être déjà trop long et trop diffus), pour satisfaire la postérité, qui sans doute désirera de savoir comment un prince aussi peu puissant que le roi de Prusse a pu soutenir une guerre ruineuse pendant sept campagnes contre les plus grands monarques de l'Europe. Si la perte de tant de provinces le mettait dans de grands embarras, s'il fallait fournir sans cesse à des dépenses énormes, il restait cependant quelques ressources qui rendirent la chose possible. Le roi retirait quatre millions des provinces qui lui restaient. Les contributions de la Saxe montaient entre six et sept millions; les subsides de l'Angleterre, qui en faisaient quatre, étaient convertis en huit millions; la monnaie, qu'on avait donnée à ferme, en diminuant les espèces de la moitié, rendait sept millions; et outre cela on avait suspendu le payement des pensions civiles, pour appliquer tous les fonds aux dépenses de la guerre. Ces fonds différents que nous venons d'indiquer, faisaient par an, somme totale, 25 millions d'écus en mauvaises espèces; ce qui suffisait, à l'aide d'une bonne économie, pour le payement et l'entretien de l'ar-

mée, et pour les dépenses extraordinaires qu'il fallait renouveler à chaque campagne.

Veuille le ciel (si la Providence abaisse ses regards sur les misères humaines) que le destin inaltérable et florissant de cet État mette les souverains qui le gouverneront à l'abri des fléaux et des calamités dont la Prusse a souffert dans ces temps de subversion et de troubles, pour qu'ils ne soient jamais forcés de recourir aux remèdes violents et funestes dont on a été obligé de se servir, pour soutenir l'État contre la haine ambitieuse des souverains de l'Europe, qui voulaient anéantir la maison de Brandebourg, et exterminer à jamais tout ce qui portait le nom prussien!

A Berlin, ce 17 décembre 1763.

MÉMOIRES

DEPUIS LA PAIX DE HUBERTSBOURG 1763 JUSQU'A LA FIN DU PARTAGE DE LA POLOGNE 1775 [ET DE 1775 A 1778].

AVANT-PROPOS.

J'avais eu lieu de croire que les derniers ouvrages politiques et militaires que je donnerais à la postérité seraient ceux qui contiennent ce qui s'est passé en Europe depuis l'année 1756 jusqu'à l'année 1763, où la paix de Hubertsbourg fut conclue. Après tant de campagnes laborieuses qui avaient usé mon tempérament, mon âge avancé commençait à me faire ressentir les infirmités qui en étaient les suites nécessaires, me laissait entrevoir comme prochaine la fin de ma carrière, et me faisait augurer que les seuls services que je pourrais encore rendre à l'État, seraient d'effacer par une administration sage et active les maux infinis que la guerre avait causés dans toutes les provinces de la domination prussienne. On devait se flatter, après les violentes secousses que l'Europe avait éprouvées durant la dernière guerre, qu'à tant d'orages succéderait un temps calme et serein. Les puissances prépondérantes étaient fatiguées des efforts prodigieux qu'elles avaient été obligées de faire. L'épuisement de leurs finances leur inspira des sentiments de modération qui bannirent ceux de l'animosité auxquels elles ne s'étaient que trop abandonnées. Lassées enfin de

tant de travaux inutiles, elles ne désirèrent que l'affermissement de la tranquillité publique. Cette tranquillité était plus nécessaire encore à la Prusse qu'au reste de l'Europe, parce qu'elle avait porté presque seule tout le fardeau de la guerre. On ne peut se représenter cet État que sous l'image d'un homme criblé de blessures, affaibli par la perte de son sang, et près de succomber sous le poids de ses souffrances; il lui fallait du régime pour se remettre, des topiques pour lui rendre sa vigueur, et des baumes pour consolider ses plaies.

Dans ces conjonctures, le gouvernement n'avait d'autre exemple à suivre que celui d'un sage médecin qui, à l'aide du temps et par des remèdes doux, rétablit les forces d'un corps exténué. Ces considérations étaient si puissantes, que le gouvernement intérieur de l'État absorba toute mon attention. La noblesse était dans un état d'épuisement, le petit peuple ruiné, nombre de villages avaient été brûlés, beaucoup de villes détruites, soit par des siéges, soit par des incendiaires apostés par l'ennemi; une anarchie complète avait bouleversé tout l'ordre de la police et du gouvernement; les finances étaient dans la plus grande confusion, en un mot, la désolation était générale. Ajoutez à tant d'embarras, que les vieux conseillers et ministres des finances étaient morts durant le cours de cette guerre, et qu'isolé, pour ainsi dire, et manquant d'aides, je fus obligé de choisir de nouveaux sujets, et de les former en même temps aux emplois auxquels je les destinais. L'armée ne se trouvait pas dans une meilleure situation que le reste du pays; dix-sept batailles avaient fait périr la fleur des officiers et des soldats; les régiments étaient délabrés, et composés en partie de déserteurs, ou de prisonniers de l'ennemi. L'ordre avait presque disparu, et la discipline était relâchée au point que nos vieux corps d'infanterie ne valaient pas mieux qu'une nouvelle milice. Il fallut donc penser à recruter les régiments, à y rétablir l'ordre

et la discipline, surtout à ranimer les jeunes officiers par l'aiguillon de la gloire, pour rendre à cette masse dégradée son ancienne énergie.

Le tableau que présentait la politique n'était pas plus flatteur que ceux que nous venons d'exposer. La conduite de l'Angleterre, sur la fin de la dernière guerre, avait rompu notre alliance avec elle; la paix séparée qu'elle fit avec la France, les négociations qu'elle entama en Russie pour me brouiller avec l'empereur Pierre III, les avances qu'elle avait faites à la cour de Vienne pour lui sacrifier mes intérêts, toutes ces infidélités ayant dissous les liens qui m'avaient uni à la Grande-Bretagne, me laissaient, après la paix générale, isolé et sans alliés en Europe. Cette situation critique ne fut pourtant pas de durée, et sur la fin de l'année 1763, les affaires prirent une face plus favorable. La cour de Russie avait été comme étourdie par la révolution subite qui s'y était faite; il lui fallait du temps pour reprendre ses esprits. A peine la nouvelle impératrice eut-elle assuré l'intérieur de son gouvernement, qu'elle porta ses vues plus loin; elle se rapprocha de la Prusse : d'abord ce ne furent que des explications; bientôt le besoin mutuel de s'unir ne parut plus problématique. Dans le temps que cette négociation commençait à s'échauffer, mourut Auguste III, roi de Pologne, et cet événement inattendu fut suffisant pour accélérer la conclusion d'une alliance défensive entre la Russie et la Prusse. L'impératrice voulut disposer à son choix de ce trône vacant; la Prusse était l'alliée qui, pour cette fin, lui convenait le mieux; aussi bientôt après Stanislas Poniatowsky fut-il élu roi de Pologne. Cette élection n'aurait point eu de suites fâcheuses, si l'impératrice s'en était tenue là; mais elle exigea de plus que la république accordât des priviléges considérables aux dissidents. Ces prétentions nouvelles soulevèrent toute la Pologne; les grands du royaume implorèrent le secours des Turcs; bientôt la guerre s'al-

luna, et les armées russes n'eurent qu'à se montrer pour vaincre les musulmans dans toutes les rencontres. Cette guerre changea tout le système politique de l'Europe; une nouvelle carrière venant à s'ouvrir, il fallait être sans adresse, ou enseveli dans un engourdissement stupide, pour ne point profiter d'une occasion aussi avantageuse. J'avais lu la belle allégorie du Boyardo; je saisis donc aux cheveux l'occasion qui se présentait, et à force de négocier, je parvins à indemniser notre monarchie de ses pertes passées, en incorporant la Prusse polonaise dans mes anciennes provinces.

Cette acquisition était une des plus importantes que nous puissions faire, parce qu'elle joignait la Poméranie à la Prusse orientale, et qu'en nous rendant maîtres de la Vistule, nous gagnions le double avantage de pouvoir défendre ce royaume, et de tirer des péages considérables de la Vistule, tout le commerce de la Pologne se faisant par cette rivière. Cette acquisition de la Pomérélie, qui fait époque dans les annales de la Prusse, m'a paru assez remarquable pour qu'on dût en transmettre les détails à la postérité, d'autant plus que j'ai été témoin et acteur dans cet événement. Les négociations dont je fais l'exposé dans cet ouvrage se trouvent toutes en original dans le dépôt des archives des affaires étrangères. J'ai divisé ces Mémoires en trois chapitres; le premier traite des négociations et des affaires de la politique depuis la paix de Hubertsbourg jusqu'à la pacification de la Pologne; le second embrasse les affaires de finances, les nouvelles branches de commerce qui ont été établies, les défrichements faits dans différentes provinces, les produits de la Prusse occidentale, et les améliorations dont elle est susceptible; le troisième contient tous les objets qui ont rapport à l'armée, son rétablissement, son augmentation, le nombre des nouveaux corps levés depuis l'acquisition de la Pomérélie, l'état des troupes fixé en temps de paix à 186,000 hommes,

l'artillerie, tous les arrangements nécessaires pour mouvoir cette masse. Je dois en même temps avertir le lecteur, qu'ayant senti quelque répugnance à parler toujours de moi-même durant une longue narration, j'ai préféré à cet égoïsme révoltant le parti de parler des faits en tierce personne. Je me borne donc simplement à l'office d'un historien qui veut décrire avec vérité et avec clarté les choses qui se sont passées de son temps, sans exagérer ni falsifier les moindres circonstances. Je n'ai jamais trompé personne durant ma vie, encore moins tromperai-je la postérité.

CHAPITRE PREMIER.

De la politique depuis 1763 jusqu'à 1775.

Pour nous faire une juste idée de la situation politique de l'Europe après la paix de Hubertsbourg, il faut se rappeler que toutes les puissances étaient presque également épuisées. La France avait fait la paix avec l'Angleterre, faute de fonds suffisants pour la campagne de l'année 1763. L'impératrice reine n'aurait pas fait non plus la paix de Hubertsbourg, si les ressources pécuniaires ne lui eussent totalement manqué. Le roi de Prusse était le seul qui eût encore de l'argent comptant, parce qu'il avait eu la prudence d'avoir toujours une année d'avance dans ses coffres. Cependant ce manque de numéraire influait dans les vues politiques, et chaque puissance désirait le maintien de la tranquillité publique, pour avoir le temps de regagner des forces. C'est probablement une des causes qui contribuèrent le plus à maintenir le traité que l'Empereur, la France et l'Espagne avaient conclu à Versailles; la maison d'Autriche en retirait sans doute le plus grand avantage, parce qu'étant assurée de la France, elle n'avait rien à craindre ni pour la Flandre ni pour l'Italie, et qu'ainsi elle

était maîtresse d'employer toutes ses forces contre la Prusse, si le besoin le requérait. D'autre part la France n'ayant rien à redouter de la maison d'Autriche, voyait ses frontières à l'abri de toute insulte; et comme on n'entrevoyait point la possibilité d'une guerre de terre ferme, elle pouvait donner toute son attention à rendre formidable sa flotte, qui, jointe un jour à celle de l'Espagne, devait en imposer à la marine anglaise. Ces vues de prévoyance étaient fondées sur de bonnes raisons; on avait précipité la conclusion de la paix d'Aix-la-Chapelle; bien des points, qui devaient être clairement énoncés, n'étaient qu'effleurés, comme celui de la pêche accordée aux Français sur les bancs de Terre-Neuve, la rançon de la Manille que l'Angleterre demandait à l'Espagne, et autres choses, à la vérité de peu d'importance, mais qui suffisent et fournissent des prétextes à des têtes inquiètes qui veulent embrouiller les affaires.

Ces raisons de convenance réciproque n'étaient pas les seules qui unissaient les deux maisons de Bourbon à la maison de Habsbourg renouvelée; le caractère et la façon de penser des ministres qui gouvernaient à Vienne et à Versailles n'y contribuaient pas moins : le prince Kaunitz, d'un caractère haut et impérieux, envisageait le traité de Versailles comme le chef-d'œuvre de sa politique; il s'applaudissait d'avoir désarmé les anciens ennemis de la maison d'Autriche, et de les avoir engagés assez avant pour servir l'Empereur contre le roi de Prusse : le duc de Choiseul était né Lorrain; son père, le comte de Stainville, avait été ambassadeur de la cour de Vienne à Paris, de sorte que M. de Choiseul, se croyant encore vassal de l'Empereur, était intérieurement plus attaché à l'Autriche qu'à la France. Il n'est donc pas étonnant que la prévention de ces deux premiers ministres pour cette alliance la maintînt, et qu'elle continue à durer tant que ses promoteurs conserveront leur crédit sur l'esprit de leurs

maîtres[1]. Si d'un autre côté nous tournons nos regards vers la Prusse, nous la trouvons comme isolée et sans aucune alliance : en voici la raison. Lorsque le sieur Pitt quitta le ministère, sa place fut donnée à l'Écossais Bute; ce ministre anglais rompit toutes les liaisons qui subsistaient entre nos deux cours : l'Angleterre, comme nous l'avons rapporté, ayant fait sa paix avec la France, lui avait sacrifié les intérêts de la Prusse, et avait offert la conquête de la Silésie à la maison d'Autriche, pour renouveler, à la faveur de ce service, les anciennes liaisons de la cour impériale avec celle d'Angleterre; et comme si ce n'en était pas assez de tous ces procédés, le sieur Bute avait mis tout en œuvre à Pétersbourg pour brouiller le roi avec l'empereur Pierre III; en quoi cependant il ne put réussir. Tant de mauvaise foi, jointe à des trahisons aussi ouvertes, avait rompu tous les liens formés entre la Prusse et l'Angleterre; à cette alliance que l'intérêt réciproque avait produite, succéda l'inimitié la plus vive et la haine la plus violente, de sorte que le roi demeura seul sur le champ de bataille, sans à la vérité que personne l'attaquât, mais aussi sans que personne se présentât pour le défendre. Cette situation, soutenable tant qu'elle était passagère, ne devait pas durer; aussi changea-t-elle bientôt. Vers la fin de 1763 l'on commença de négocier en Russie, pour conclure avec cette puissance une alliance défensive; il n'y avait alors à Pétersbourg que le comte Panin[2] qui fût favorable à la Prusse; l'ancien ennemi du roi, le chancelier Bestuchew, ce promoteur de toutes les brouilleries qu'il y eut entre les deux cours, s'opposait

[1] Sur la part personnelle prise par Louis XV à la conservation de l'alliance franco-autrichienne, voyez la *Correspondance secrète*, t. I, p. 288 et 289.

[2] Nikita Ivanowitch, comte de Panin, né en 1718, en 1747 ministre plénipotentiaire à Copenhague, puis à Stockholm, gouverneur du grand-duc Paul. Ministre des affaires étrangères après la révolution qui vit tomber Pierre III, il mourut en 1783.

sourdement à la négociation, et il était soutenu auprès de l'impératrice par le comte Orlow [qui était alors le favori de cette princesse]. Les cours de Vienne et de Dresde intriguèrent sous main autant qu'elles purent pour traverser le comte de Solms. Les Autrichiens représentaient à l'impératrice de Russie que leur puissance était la seule dont l'alliance pût être avantageuse aux Russes, parce que la cour de Vienne était l'unique qui pût les assister contre les Turcs, leur commun ennemi. Les Saxons avaient d'autres raisons pour faire manquer les négociations du comte de Solms; ils sollicitaient l'appui et la protection de l'impératrice, afin de se frayer le chemin à la succession du trône de Pologne, au cas qu'Auguste III vînt à décéder.

Les Saxons, gouvernés par le comte de Bruhl, de tout temps ennemi des Prussiens, étaient d'ailleurs disposés à joindre leurs intrigues à celles de toute autre puissance, pour contrecarrer ou diminuer toutes les choses qui pouvaient donner au roi de l'influence dans les affaires de l'Europe. Il fallait un événement inattendu pour terminer cette crise; il arriva à point nommé. Auguste III, roi de Pologne, mourut à Dresde le 4 octobre de la même année. Son fils, l'électeur de Saxe, suivit de près son père au tombeau; le petit-fils d'Auguste, qui devint alors électeur, n'avait pas encore atteint l'âge de majorité. Ces deux morts si promptes, et ce jeune prince en tutelle, changèrent subitement la face des affaires; depuis, les intrigues et les cabales des Français, des Saxons et des Autrichiens ne purent rien effectuer à Pétersbourg. Le comte Panin gagna le dessus et devint grand chancelier; et par une suite de l'ascendant qu'il avait sur l'esprit de l'impératrice, il lui persuada de placer un Piaste sur le trône de Pologne; pour aller au plus sûr, Catherine communiqua ses projets au roi de Prusse. Ce prince promit de les appuyer, et, sans attendre la signature du traité qu'il négociait à Péters-

bourg, son ministre à Varsovie fut chargé d'assister celui de la Russie qui se trouvait dans cette capitale, et de faire, au sujet de l'élection future, les insinuations les plus fortes et les plus nerveuses, tant au primat qu'aux plus grands seigneurs de la Pologne. Cette démarche bien calculée décida enfin l'irrésolution de la cour de Pétersbourg; les ministres de Russie marquèrent à leur souveraine combien l'assistance du roi de Prusse avait facilité leurs négociations, ce qui acheva de déterminer cette princesse à conclure l'alliance que le roi lui avait proposée. Au mois de janvier 1764 le contre-projet fut envoyé de Berlin au comte de Solms, et après que quelques difficultés eurent été levées touchant le concours et l'assistance que l'impératrice exigeait du roi, ce traité important fut signé dans le courant du mois de mars.

Pour ne pas être trop long, je me contenterai d'en rapporter en peu de mots la substance. Le traité était limité, et ne devait durer que huit années; on y stipulait la garantie mutuelle pour les possessions des deux puissances contractantes; on ne devait faire ni trêve ni paix sans un consentement mutuel; on se promettait réciproquement l'assistance d'un corps de 10,000 hommes d'infanterie et de 2,000 chevaux; par un article secret, on avait stipulé qu'on évaluerait ce secours, au cas que le roi fût attaqué vers le Rhin, ou l'impératrice vers la Crimée, à une somme annuelle de 400,000 roubles, ou 480,000 écus de notre monnaie. Quant à la Pologne, on s'engageait à s'opposer à ce que ce royaume devînt héréditaire, et à ne pas souffrir les entreprises de ceux qui tenteraient, en changeant la forme du gouvernement, d'y introduire le pouvoir monarchique. On promettait de plus de protéger les dissidents contre l'oppression de l'Église dominante. Enfin, par une convention secrète, signée le même jour, on s'engagea de faire en sorte que l'élection tombât sur un Piaste, et ce Piaste fut Stanislas Poniatowsky, stolnic de Lithuanie, des

longtemps connu de l'impératrice de Russie, et dont la personne lui était agréable [1].

Bientôt dix mille Russes s'approchèrent de Varsovie, tandis que, sur les frontières de la Pologne, les troupes prussiennes faisaient des démonstrations qui pouvaient convaincre ces républicains, ainsi que les puissances étrangères, que ceux qui voudraient s'ingérer dans cette élection contre la volonté de la Russie et de la Prusse trouveraient à qui parler, et feraient bien d'y penser plus d'une fois. Le temps approchait où devait s'assembler la diète d'élection; il était de la dignité des deux cours d'y envoyer un ministre titré et du premier ordre; le roi destina cette ambassade au prince de Carolath Schœnaich, qui se rendit aussitôt à Varsovie. L'on changea la forme de la diète; elle fut assemblée sous le nom de confédération, afin d'annuler le *Liberum veto*, ou le *Nie Pos vallum* du parti contraire, et afin que la pluralité des voix fût suffisante pour donner la sanction aux résolutions qu'on ferait prendre aux députés des palatinats. A cette diète en succéda une autre au mois d'août, qui prit également la forme d'une confédération; ce fut celle qui, par les fortes recommandations et l'appui des ambassadeurs russe et prussien, élut unanimement, le 7 septembre, Stanislas Poniatowsky roi de Pologne; et ce prince fut reconnu pour tel par toutes les puissances de l'Europe.

Il fallut encore une troisième diète pour le couronnement. Les Czartorinsky [2], oncles du nouveau roi, se prévalurent de la confédération qui subsistait encore, pour

[1] Stanislas Poniatowski, né en 1732, fut l'amant de Catherine, alors grande-duchesse. Il fut obligé de quitter Saint-Pétersbourg pour se soustraire à la jalousie du grand-duc, depuis Pierre III. En 1764 il fut élu roi de Pologne, et régna sous le nom de Stanislas-Auguste. Il vit deux partages de la Pologne, et mourut en 1798 à Saint-Pétersbourg, sans couronne, et pensionnaire de la Russie.

[2] Michel-Frédéric Czartoryski, né en 1695, mort le 13 août 1775, et son frère cadet Auguste-Alexandre, mort en 1782.

abolir entièrement le *Liberum veto*, ce qui les aurait rendus les maîtres absolus des délibérations de cette république. Le roi de Prusse craignit que ces mouvements ne tirassent à conséquence, en introduisant un changement considérable dans le gouvernement d'une république aussi voisine de ses États que la Pologne; il en avertit la cour de Pétersbourg, qui entra dans ses vues; toutefois on laissa subsister la forme de la confédération jusqu'à la prochaine diète.

Ce ne furent ensuite que négociations infructueuses pour l'abolition d'une douane générale que la diète de convocation avait substituée à la douane de la noblesse [1765]; ce nouvel établissement, étant contraire au traité antécédent de Wélau, autorisait le roi à user de représailles envers la république. Le sieur de Goltz fut envoyé à Varsovie, pour concilier ce différend; on s'en remit à l'arbitrage de l'impératrice de Russie, et les nouvelles douanes furent abolies de part et d'autre.

La cour de Pétersbourg, mécontente de la conduite du roi de Pologne, et encore plus de la conduite des Czartorinsky ses oncles, qui le gouvernaient, envoya à Varsovie le sieur de Saldern, pour les observer, et pour leur faire les remontrances convenables, afin qu'ils missent plus de modération et de sagesse dans leurs procédés. De Varsovie, ce négociateur passa par Berlin, chargé de vastes projets; le comte Panin les avait formés, et son goût le portait à l'ostentation et à l'éclat. Le sieur de Saldern, qui n'avait ni manières, ni souplesse dans l'esprit, prit le ton d'un dictateur romain, pour obliger le roi à consentir à l'accession de l'Angleterre, de la Suède, du Danemarck et de la Saxe au traité de Pétersbourg. Ce projet étant entièrement contraire aux intérêts de la Prusse, le roi n'y pouvait donner les mains. Comment en effet prétendre que le roi prît des arrangements avec l'Angleterre, après tout ce qu'il avait éprouvé de sa part? L'assistance de la

Suède, du Danemarck et de la Saxe était nulle, parce qu'on ne pouvait les faire agir qu'en leur payant de gros subsides; et de plus, étant unies avec la Russie, elles pouvaient trop partager l'influence que le roi espérait de gagner dans ce pays-là. Il valait donc mieux les en éloigner à temps, d'autant plus qu'il ne faut pas multiplier les êtres sans nécessité. Toutes ces raisons portèrent le roi à décliner les propositions du sieur de Saldern. Ce ministre prit feu, se croyant le préteur Popilius, et prenant Sa Majesté pour Antiochus, roi de Syrie, il voulut prescrire des lois à un souverain; le roi, qui ne se croyait pas du tout Antiochus, congédia le ministre avec tout le sang-froid possible, en l'assurant qu'il serait toujours l'ami des Russes, mais qu'il ne serait jamais leur esclave. M. de Saldern, mécontent d'avoir trouvé un prince si peu soumis à ses commandements, se rendit de Berlin à Copenhague, où, étalant tout à son aise son despotisme et ses prétentions illimitées, il subjugua tellement l'esprit du roi de Danemarck, qu'il chassa les ministres et les généraux qui lui déplaisaient, et les remplaça par ses créatures; après quoi il conclut un traité éventuel d'échange du duché de Holstein-Gottorp, qui revenait au Danemarck pour les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, que les princes de Holstein recevaient à la place de ce qu'ils perdaient[1].

Sur la fin de cette année on assembla encore une diète en Pologne. L'impératrice de Russie s'était déclarée la protectrice des dissidents, dont un certain nombre était grec; elle demanda qu'on leur accordât le libre exercice de leur religion, et qu'ils pussent posséder des charges tout comme leurs compatriotes. Cette proposition fut la semence de tous les troubles et des guerres qui s'ensuivirent. L'envoyé de Prusse présenta un mémoire à la diète, pour lui

[1] Sur la servitude du Danemarck vis-à-vis de la Russie et le despotisme de M. de Saldern, voyez Louis XV, *Correspondance secrète*, t. II, p. 480 et 481.

insinuer que son maître ne pouvait voir d'un œil indifférent l'abolition du *Liberum veto,* l'établissement des nouveaux impôts, et l'augmentation des troupes de la couronne; et la république eut égard à cette représentation. Elle n'eut pas la même complaisance pour les priviléges qu'on avait demandés en faveur des dissidents; bien loin d'y déférer, la diète confirma, par une espèce d'enthousiasme fanatique, les constitutions dont les dissidents avaient le plus à se plaindre. Tout ce que la cour de Russie put obtenir de plus favorable, fut de dissoudre cette diète et la confédération qui l'avait formée.

L'impératrice, piquée au vif de la grossièreté insolente dont les Polonais usaient envers elle, prit la résolution de soutenir la cause des dissidents à force ouverte; tout de suite elle invita le roi à coopérer pour sa part aux mesures qu'elle voulait prendre; à quoi ce prince était déjà engagé en vertu de son traité d'alliance.

Pendant toutes ces agitations de la Pologne, se conclut le mariage du prince de Prusse[1] avec la princesse Élisabeth, quatrième fille du duc de Brunswic. La succession ne roulait que sur quatre têtes, le prince de Prusse, le prince Henri, qui fut enlevé par la petite vérole peu de temps après[2], le prince Henri, frère du roi[3], et le prince Ferdinand, qui n'avait alors aucun successeur mâle[4].

[1767.] Mais revenons à la Pologne dont nous nous

[1] Frédéric-Guillaume, né le 25 septembre 1744, fils d'Auguste-Guillaume, prince de Prusse, frère de Frédéric II. — Ce prince, qui succéda au grand Frédéric son oncle en 1786, épousa le 14 juillet 1765 Élisabeth-Christine Ulrique, fille de Charles, duc de Brunswick-Wolfenbuttel: il s'en sépara en 1769.

[2] Frédéric-Henri-Charles, fils d'Auguste-Guillaume, prince de Prusse et frère de Frédéric II, né le 30 décembre 1747, mort le 26 mai 1767.

[3] Frédéric-Henri-Louis, frère de Frédéric II, né en 1726, mourut en 1802 sans postérité. Il avait épousé Wilhelmine de Hesse-Cassel.

[4] Auguste-Ferdinand, frère de Frédéric II, né en 1730, et qui avait épousé Anne-Élisabeth-Louise de Schweedt, n'eut d'enfants qu'à partir de 1770.

sommes écartés. Le despotisme avec lequel la cour de Pétersbourg agissait dans cette république révoltait les Sarmates ainsi qu'une partie de l'Europe contre la Russie. La cour de Vienne avait peine à cacher sa jalousie et son mécontentement. La France, qui conservait encore des restes de cet esprit de grandeur qui s'était tant manifesté du temps de Louis XIV, ne pouvait digérer qu'il arrivât un grand événement en Europe sans qu'elle y eût aucune part. Le duc de Choiseul, qui jouissait de la puissance royale sans en avoir le titre, était l'homme le plus inquiet et le moins endurant qui fût jamais né en France; il envisageait l'élection d'un roi de Pologne sans le concours de son maître comme une avanie faite au royaume; pour venger cet affront idéal, il aurait incessamment engagé la France dans une nouvelle guerre, s'il n'avait été retenu par l'épuisement des finances et par l'éloignement de Louis XV pour de pareilles entreprises. Il se dédommageait de l'impuissance d'agir, dans laquelle il était, en chicanant les Russes dans toutes les occasions; ainsi, pour refuser à l'impératrice le titre de Majesté impériale, il eut recours à l'Académie française, qui fut obligée de décider que cette expression n'était pas française; ce sont là de petites vengeances, indignes de grands cœurs; aussi ne rapporterais-je point ces misères, si elles ne peignaient le caractère des hommes[1].

Dès l'année 1765, l'empereur François I[er] était décédé à Inspruck. Son fils Joseph, qui avait été couronné roi des Romains, lui succéda sans obstacle. Ce jeune prince fit une tournée en Bohême et en Saxe, pour examiner les terrains qui avaient servi de théâtre à la dernière guerre. Comme

[1] Frédéric II s'amuse ici aux dépens de la vérité : autrefois le titre d'empereur avait une haute importance. Louis XV avait donné de l'impératrice à Élisabeth; mais on comprend que le gouvernement français dut regarder à deux fois à accorder à une souveraine aussi hostile que Catherine un titre auquel la cour de Russie attachait un prix singulier, et sur lequel elle devait s'appuyer pour élever ses prétentions.

il devait passer par Torgau, le roi lui fit proposer une entrevue, à laquelle l'impératrice sa mère et le prince Kaunitz s'opposèrent. L'Empereur ressentit quelque chagrin de ce refus, et fit insinuer au roi de Prusse qu'il trouverait bien moyen de réparer la grossièreté que ses pédagogues lui faisaient commettre.

Cependant le mécontentement des Polonais devenait presque général; toute la nation jetait les hauts cris; à les en croire, c'était la religion catholique que les Russes voulaient détruire, et tout prince né dans le sein de l'Église apostolique et romaine était obligé en conscience de les assister. Ces clameurs, souvent répétées, commençaient à faire impression sur la cour de Vienne [mais plus encore le despotisme que l'impératrice de Russie s'arrogeait d'exercer sur les Polonais; l'orgueil de l'impératrice Thérèse se cabrait contre l'orgueil de l'impératrice de Russie]. L'humeur qu'avait prise l'impératrice occasionna quelque mouvement des troupes dans les provinces autrichiennes; on commençait à travailler à des arrangements militaires, non pas tels qu'ils sont nécessaires pour entrer incessamment en campagne, mais de la nature de ceux qui servent à l'acheminement d'un grand dessein qu'on médite. Le bruit de cet armement, qui se répandit promptement partout, causa quelques alarmes à la cour de Pétersbourg; et les inquiétudes où se trouvait l'impératrice de Russie donnèrent lieu à une convention secrète entre cette puissance et la Prusse, qui fut promptement conclue [23 avril]. Elle portait en substance, que l'impératrice ferait entrer un corps de troupes en Pologne, pour soutenir le parti des dissidents, et que pour éviter de donner de nouveaux ombrages à la cour de Vienne, le roi se bornerait à appuyer les entreprises des Russes par des déclarations vigoureuses et capables d'intimider les mécontents; on stipula toutefois que si la cour de Vienne faisait entrer des troupes en Pologne pour agir hostilement contre

les Russes, en ce cas Sa Majesté se déclarerait et agirait ouvertement contre les Autrichiens, en faisant même une puissante diversion dans leurs États; et de plus, qu'en considération de cette guerre que le roi aurait à soutenir uniquement pour les intérêts de la Russie, l'impératrice assisterait ce prince par un corps de ses troupes, et lui procurerait un dédommagement convenable apres la conclusion de la paix. Les liaisons qui, de jour en jour, devenaient plus intimes entre le roi et la Russie, en imposèrent à la cour de Vienne; et parce que les hasards auxquels elle s'exposerait étaient plus considérables que les avantages qu'elle pouvait se procurer, elle prit le parti de demeurer tranquille spectatrice des événements.

Cette même année le mariage de la princesse Wilhelmine [1], nièce du roi, fut conclu avec le prince d'Orange; cela ne pouvait influer en rien dans la politique, et ce mariage se bornait à procurer un établissement honnête à une princesse de la maison [2].

Mais retournons aux affaires de la Pologne. En suivant les instigations de la Russie, les dissidents formèrent une confédération, protégée par les troupes russes qui venaient d'entrer dans ce royaume. En même temps le ministre prussien, résidant à Varsovie, y déclara que le roi regardait le rétablissement des dissidents comme une clause du traité d'Oliva et de son alliance avec l'impératrice de Russie, et qu'il priait la république d'avoir égard à leurs griefs. Le roi de Pologne donna audience aux députés de ces dissidents [5 octobre]; ce qui produisit un *senatus consilium*, lequel convoqua une diète extraordinaire. Cette diète s'assembla sous les auspices des troupes russes qui entouraient

[1] Frédérique-Sophie Wilhelmine, fille d'Auguste-Guillaume, prince de Prusse et de Louise-Amélie de Brunswick, née en 1751, mariée à Guillaume V, prince d'Orange.

[2] Cependant, par ce mariage, Frédéric II acquit une grande influence au moyen de mademoiselle de Dankelmann, dame d'honneur de la princesse d'Orange.

Varsovie. Le prince Repnin, ambassadeur de Catherine, n'employa que des moyens violents pour subjuguer la diète; il fit enlever l'évêque de Cracovie, celui de Kiovie, et le petit général de la couronne Rezewusky, tous ennemis déclarés des dissidents, lesquels furent envoyés en exil au delà de Moscou vers la Sibérie; les autres nonces furent obligés de limiter la durée de la diète au 1er de février 1767, et l'on nomma des commissaires de pouvoirs pour conclure les affaires définitivement au nom de la république.

[1768.] Le ministre de Russie, celui de Prusse et ceux des cours protestantes, ainsi que les maréchaux des dissidents, assistèrent aux séances de cette commission; là se signa un acte en vertu duquel les dissidents furent rétablis dans tous leurs droits. Peu de temps après on procéda à la signature des lois cardinales du royaume, par lesquelles le pouvoir des premières charges de la république fut limité, nommément de celle du grand général; la diète fut obligée de confirmer ces lois nouvelles, après quoi elle se sépara.

Tant d'actes de souveraineté qu'une puissance étrangère exerçait dans cette république soulevèrent à la fin tous les esprits; la fierté du prince Repnin ne les radoucissait pas; ceux qui occupaient les premières charges, le cœur ulcéré de la diminution de leur pouvoir, ne pouvaient digérer des changements aussi préjudiciables à leur autorité qu'avilissants. Les évêques dont la moitié du diocèse était composée de dissidents, et qui se flattaient d'augmenter leurs dîmes par leur conversion, voyaient par ces nouvelles lois leurs espérances anéanties; ils se lièrent d'intérêt, et, prévoyant que le peuple ne s'enflammerait pas pour quelques torts dont ils se plaiguaient, ils résolurent d'employer le fanatisme pour exciter ces âmes stupides à la défense de leurs pontifes. Les évêques et les magnats, qu'un mécontentement égal réunissait, répandirent dans le public que la Russie d'accord avec le roi de Pologne voulait abolir la religion catholique apostolique

et romaine; que tout était perdu si l'on prenait les armes, et que s'il se trouvait encore des catholiques zélés et fervents, ils devaient tous accourir pour défendre et pour sauver leurs autels.

Le peuple, vexé dans différentes contrées où les troupes russes étaient distribuées, avait déjà commencé à s'impatienter, et à diverses reprises il avait manifesté son mécontentement. Cette masse imbécile, et faite pour être menée par ceux qui se donnent la peine de la tromper, se laissa facilement séduire par les prêtres; la cause de la religion fut le signal et le mot de ralliement; le fanatisme s'empara de tous les esprits, et les grands profitèrent de l'enthousiasme de leurs serfs pour secouer un joug qui commençait à leur devenir insupportable. Déjà s'échappaient des étincelles de ce feu qui couvait encore sous la cendre; peut-être que la prépondérance des cours alliées l'aurait étouffé, si la France, qui par jalousie voulait diviser et troubler le Nord à force d'exciter ce feu, n'eût causé l'embrasement général qui s'ensuivit.

Le duc de Choiseul était dévoré d'ambition et voulait donner de l'éclat à son ministère; trop prévenu d'un soi-disant testament du cardinal de Richelieu, il avait toujours présente à l'esprit la promesse du cardinal à Louis XIII, qu'il ferait respecter sa monarchie à l'Europe entière; et lui se proposait de faire respecter Louis XV. Mais les temps et la situation des affaires étaient en tout dissemblables. Premièrement la France n'était point du temps du cardinal accablée de dettes : en second lieu depuis le dix-septième siècle l'Europe avait tout à fait changé; la Russie, à laquelle nous voyons jouer un si grand rôle maintenant, était inconnue; la Prusse et le Brandebourg étaient sans énergie; la Suède brillait, et à présent elle est éclipsée : et d'ailleurs quels projets peut former un ministre quand les moyens de les exécuter lui manquent, et que la crainte d'une banqueroute générale

l'oblige à se borner aux intrigues, et à écarter toutes les entreprises hardies qui pourraient le tirer de son inaction? Ces obstacles qu'on ne pouvait lever sans calmer l'inquiétude de M. de Choiseul, resserraient son génie, et, ne pouvant mettre en action les grands ressorts de la politique, il se contentait de tracasser.

Outre la jalousie que donnait à la France l'élection d'un roi de Pologne à laquelle elle n'avait aucune part, à Versailles on ne pouvait pardonner à l'impératrice de Russie d'avoir abandonné la grande alliance, et d'avoir fait une paix séparée avec le roi de Prusse. M. de Choiseul, pour s'en venger, excita contre Catherine les Polonais et les Turcs; il voulait qu'en même temps les Suédois fissent une diversion en Finlande et dans l'Estonie, et il espérait, par ces différents moyens, allumer une guerre contre la Russie, dont il lui serait difficile de sortir avec avantage. Dès lors les émissaires français se répandirent partout; les uns encourageaient les Polonais à défendre leur liberté; les autres couraient à Constantinople exciter la Porte à ne pas voir avec des yeux indifférents le despotisme qu'une puissance voisine exerçait en Pologne [1]; d'autres se rendaient à Stockholm, pour cabaler à la diète, pour changer la forme du gouvernement et rendre le roi souverain, afin qu'en faveur des Turcs et des Polonais il fît une diversion contre les Russes. M. de Choiseul, non content de tant d'intrigues, voulait encore détacher le roi de Prusse d'une puissance qu'il espérait d'écraser d'autant plus facilement. [A cette fin il proposa un traité de commerce qui devait être rédigé à Versailles. M. de Guines entama cette négociation à Berlin. Le roi ne put se défendre d'envoyer M. de Goltz à Paris. Ce traité de commerce, qui ne pouvait procurer que de faibles avantages, fut accroché par des condi-

[1] Voyez le curieux Mémoire de M. de Vergennes sur l'influence française à la Porte dans ces circonstances, *Correspondance secrète de Louis XV*, t. I, p. 362 et suiv.

tions inadmissibles qui tendaient directement aux engagements de la Prusse avec la Russie. Ce traité, comme on peut le croire, n'eut pas lieu.] Mais il n'y réussit pas, et il échoua également en Suède, où à la diète le parti russe l'emporta sur celui de la France. Mais il en fut autrement en Pologne, ainsi qu'en Turquie. Dès le mois de mars il se forma dans la ville de Bar en Pologne une confédération contre la Russie; le comte Kraszinsky en fut élu maréchal. Cette confédération en produisit plusieurs autres; les confédérés signalèrent le premier acte de leur soulèvement, en annulant toutes les nouvelles lois; mais loin de se borner à ce premier essai de leur force, enivrés d'espérance et dans le délire des passions, ils n'aspiraient pas à moins qu'à détrôner le roi, et n'attendaient que l'occasion pour exécuter leur dessein.

Le roi de Pologne en fut instruit; alarmé du danger qui le menaçait, il assembla un *senatus consilium*, où l'on convint qu'on réclamerait l'assistance de la Russie, pour protéger Poniatowsky qu'elle avait placé sur le trône; ce fut le signal des hostilités. Les Russes, qui n'avaient pas dix mille hommes dans ce royaume, battirent cependant tous les confédérés qui leur résistaient; mais comme ils n'étaient pas assez nombreux pour les détruire, cet essaim de guêpes, dispersé d'un côté, reparaissait aussitôt d'un autre. Dans une de ces rencontres qu'il y eut en Podolie, les Russes, sans le savoir, poursuivirent les confédérés jusque sur le territoire des Turcs; la petite ville de Balta, où les Polonais s'étaient sauvés, fut brûlée. Cette violation de territoire fut le prétexte dont les Turcs se servirent pour déclarer la guerre à la Russie.

Aussitôt les Turcs firent prendre et transporter aux Sept-Tours le sieur Obreskow, ministre de l'impératrice de Russie à Constantinople. Ces gens ne savaient faire ni la paix ni la guerre; ils précipitèrent maladroitement cette déclaration; c'était plutôt un avertissement qu'ils donnaient

aux Russes de se préparer pendant l'hiver à résister aux forces ottomanes qui les attaqueraient le printemps d'après. Si cette déclaration avait été remise à l'année suivante, la foudre serait tombée au même instant où l'on aurait entendu grouder le tonnerre, et les Russes auraient été pris au dépourvu, puisqu'il leur fallait six grands mois pour se préparer à la guerre et rassembler une armée assez formidable pourvue de tout ce qui lui était nécessaire pour s'opposer avec viguëur aux entreprises des ennemis.

Les troubles qui se manifestaient alors causèrent de grands embarras à la cour de Berlin. Le roi était à peine sorti d'une guerre aussi longue que ruineuse : ses provinces pouvaient se rétablir à l'ombre d'une paix durable; mais il fallait du temps pour consolider les anciennes plaies; l'armée était recrutée, on commençait à la discipliner; mais elle n'était pas encore parvenue à un état de maturité qui pût inspirer une entière confiance dans ses opérations [et la guerre qui venait de s'allumer avec les Turcs pouvait devenir générale en moins de rien, parce que l'Europe ne manquait pas de matières combustibles que la moindre étincelle pouvait embraser.

Ces inquiétudes du dehors se trouvaient augmentées par des chagrins domestiques. Nous avons fait mention naguère du mariage du prince de Prusse avec la princesse Élisabeth de Brunswick. Cet engagement dont on avait espéré des suites heureuses ne répondit point aux vœux de la maison royale. L'époux, jeune et sans mœurs, abandonné à une vie crapuleuse dont ses parents ne pouvaient le corriger, faisait journellement des infidélités à sa femme. La princesse, qui était dans la fleur de sa beauté, se trouvait outragée du peu d'égards qu'on avait pour ses charmes; sa vivacité et la bonne opinion qu'elle avait d'elle-même l'excitèrent à se venger des torts qu'on lui faisait. Bientôt elle donna dans des débordements qui ne le cédaient guère

à ceux de son époux. Les désordres éclatèrent et furent bientôt publics. L'antipathie qui s'ensuivit entre le prince et la princesse rendit vaine toute espérance de succession. Le prince Henri, frère du prince de Prusse, doué de toutes les qualités qu'on peut souhaiter à un jeune homme, venait d'être emporté par la petite vérole. Les frères du roi, les princes Henri et Ferdinand, disaient sans dissimulation qu'ils ne consentiraient jamais à se laisser enlever par quelque bâtard les droits qu'ils avaient de la succession à la couronne. Toutes ces raisons d'une égale importance obligèrent à la fin de procéder à la séparation de ces époux. Cet acte se fit à tête réfléchie, et la maison de Brunswick, après qu'on lui eût communiqué les malheureuses preuves de l'inconduite de la princesse Élisabeth, y consentit. Après cette séparation il fallut penser à remarier le prince de Prusse. Le choix était difficile. Il tomba après quelques recherches sur la princesse Frédérique, fille du landgrave régnant de Darmstadt. Les nouvelles noces furent célébrées à Charlottenbourg, et la succession fut assurée peu après par la naissance d'un prince que cette princesse mit au monde]. D'autre part la guerre déclarée entre la Porte et la Russie mettait le roi dans l'obligation de remplir ses engagements envers l'impératrice : il fallait payer les subsides stipulés par l'alliance, qui montaient, comme nous l'avons dit, annuellement à 480,000 écus.

[Pour se dédommager en quelque sorte d'une aussi grande dépense, le roi demanda la prolongation du traité avec la Russie, dont la durée avait été fixée à huit années, en y ajoutant encore quelques articles avantageux à ses intérêts. On étendit le traité jusqu'à l'année 1782, et Sa Majesté obtint la garantie éventuelle des margraviats de Bareuth et d'Anspach, dont le prince son neveu, qui en était possesseur, n'avait point de lignée. L'impératrice exigea en revanche de la Prusse la garantie de la forme actuelle

du gouvernement suédois. Cet article rédigé se borna au maintien de la constitution, promulguée dans ce royaume l'année 1720. Le comte de Hars l'établit alors pour limiter la puissance royale. Le roi s'engagea à faire une diversion dans la Poméranie suédoise en faveur de la Russie, au cas que les Suédois voulussent violer cette loi fondamentale de leur gouvernement.]

Pendant qu'on négociait à Berlin, les Russes et les Turcs en étaient déjà aux mains. Les armées russes, sous le commandement du prince Gallitzin, avaient battu les Ottomans auprès de Choczim, et la prise de cette ville fut suivie de la conquête de la Moldavie. Les généraux de Catherine ignoraient la castrométrie et la tactique, ceux du sultan avaient encore moins de connaissances; de sorte que pour se faire une juste idée de cette guerre, il faut se représenter des borgnes, qui, après avoir bien battu des aveugles, gagnent sur eux un ascendant complet. Des progrès aussi rapides alarmaient également les alliés des Russes et les autres puissances de l'Europe. La Prusse avait à craindre que son alliée, devenue trop puissante, ne voulût avec le temps lui imposer des lois comme à la Pologne.

Cette perspective était aussi dangereuse qu'effrayante. La cour de Vienne était trop éclairée sur ses intérêts pour ne pas avoir des appréhensions à peu près semblables. Ce danger commun fit oublier pour un temps les animosités passées. Quoique les succès étonnants des Russes donnassent de l'ombrage à toute l'Europe, les impressions en étaient bien plus fortes sur les puissances qui se trouvaient dans le voisinage. Le péril rapprocha donc la cour de Vienne et celle de Berlin; un pas en amena successivement un autre. L'Empereur fâché, comme nous l'avons dit, que l'entrevue proposée en 1766 n'eût pas eu lieu, proposa au roi de lui rendre visite en Silésie; le prince Kaunitz ne s'opposa point à ses volontés; l'impératrice-reine y con-

sentit également : cette affaire fut mise tout de suite en négociation, et il fut convenu que l'entrevue serait à Neisse [25 août].

L'Empereur voulut garder un incognito parfait ; il prit le nom de comte de Falkenstein, et l'on crut ne pouvoir lui rendre plus d'honneur qu'en déférant en tout à ses volontés. Ce jeune prince affectait une franchise qui lui semblait naturelle ; son caractère aimable marquait de la gaieté jointe à beaucoup de vivacité ; mais avec le désir d'apprendre il n'avait pas la patience de s'instruire [sa grandeur le rendait superficiel ; mais ce qui dénotait son caractère plus que tout ce que nous venons de dire, c'étaient des traits qui lui échappaient malgré lui, et qui dévoilaient l'ambition démesurée dont il brûlait], ce qui n'empêcha pas que des liaisons d'amitié et d'estime ne se formassent entre les deux monarques. Le roi dit à l'Empereur qu'il regardait ce jour comme le plus beau de sa vie, parce qu'il servirait d'époque à l'union de deux maisons trop longtemps ennemies, et dont l'intérêt mutuel était de s'entre-seconder plutôt que de se détruire ; l'Empereur répondit qu'il n'y avait plus de Silésie pour l'Autriche ; après quoi il laissa entrevoir assez adroitement, que tant que sa mère vivrait, il n'osait se flatter d'avoir assez d'ascendant sur son esprit pour pouvoir exécuter ce qu'il désirait ; toutefois il ne dissimula point que vu la situation actuelle des choses en Europe, ni lui ni sa mère ne souffriraient jamais que les Russes demeurassent en possession de la Moldavie et de la Valachie.

Il proposa ensuite qu'on prît des mesures pour maintenir une exacte neutralité en Allemagne, au cas qu'il s'allumât une guerre entre l'Angleterre et la France. Ce cas paraissait alors vraisemblable et possible, parce qu'un vaisseau français enlevé par les Anglais auprès de Terre-Neuve avait donné lieu à d'assez vives altercations entre ces deux cours. Le roi, pour marquer le désir qu'il avait

d'entretenir la bonne intelligence entre la Prusse et l'Autriche, accepta les offres de l'Empereur, et ces deux princes s'engagèrent réciproquement par écrit de maintenir cette neutralité; ce qui devenait un acte aussi inviolable qu'un traité dressé dans les formes et paraphé de la signature des ministres : l'Empereur promettait au nom de l'impératrice et au sien, et le roi engageait sa parole d'honneur, que si la guerre éclatait entre la France et l'Angleterre, ils maintiendraient avec fidélité la paix heureusement rétablie entre la Prusse et l'Autriche, et que s'il survenait d'autres troubles, dont il était impossible de prévoir les causes, ils observeraient la plus exacte neutralité de part et d'autre à l'égard de leurs possessions respectives : cet engagement, dont le secret fut scrupuleusement observé, fut signé à Neisse à la commune satisfaction des deux souverains [28 août].

Il faut convenir qu'en politique ç'aurait été une faute impardonnable que de se fier aveuglément à la bonne foi des Autrichiens; mais dans les conjonctures alors présentes, où la préponderance de la Russie devenait trop considérable, et lorsqu'il était impossible de prévoir quelles bornes elle mettrait à ses conquêtes, il était très-convenable de se rapprocher de la cour de Vienne. La Prusse se ressentait encore des coups que la Russie lui avait portés dans la dernière guerre; il n'était point de l'intérêt du roi de travailler lui-même à l'accroissement d'une puissance aussi redoutable que dangereuse. Il y avait deux partis à prendre, ou celui de l'arrêter dans le cours de ses immenses conquêtes, ou, ce qui était le plus sage, d'essayer par adresse d'en tirer parti. Le roi n'avait rien négligé à cet égard; il avait envoyé à Pétersbourg un projet politique, qu'il attribuait à un comte de Lynar, connu dans la dernière guerre pour avoir négocié la convention de Closter-Seven entre les Hanovriens commandés par le duc de Cumberland et campés à Stade, et les Fran-

çais sous les ordres du duc de Richelieu. Mais les grands succès des Russes tant dans la Moldavie qu'en Valachie, et les victoires que leurs flottes remportèrent dans l'Archipel, avaient tellement enivré la cour de ses prospérités, qu'elle ne fit aucune attention au soi-disant Mémoire du comte de Lynar. On crut donc, après ces essais manqués, devoir recourir à d'autres mesures. Il n'était pas de l'intérêt de la Prusse de voir la puissance ottomane entièrement écrasée, parce qu'en cas de besoin elle pourrait être utilement employée à faire des diversions, soit dans la Hongrie, soit en Russie, selon les puissances avec lesquelles on serait en guerre. Le roi jugea donc qu'en faisant intervenir la cour de Vienne et en y joignant sa médiation, on pourrait rétablir la paix entre les puissances belligérantes à des conditions acceptables des deux parts.

On commença par faire des ouvertures à la cour de Pétersbourg de même qu'à Constantinople, en représentant que les deux partis devaient désirer également la fin de la guerre, et d'autant plus qu'il était à craindre qu'avec le temps cet embrasement ne devînt général; on souhaitait de pouvoir leur proposer quelque tempérament qui leur convînt à tous les deux, pour terminer leurs différends à l'amiable. Le comte Panin, après avoir fait l'éloge de la modération et du désintéressement de l'impératrice, répondit que cette princesse était toute disposée à écouter les propositions qu'on lui ferait. Cette réserve cachait, sous les dehors de la douceur, des prétentions très-fortes. Avant d'entendre les demandes des Turcs, il voulait préalablement que le sieur Obreskow fût mis en liberté; il ajouta qu'au reste l'impératrice verrait avec plaisir que le roi employât ses bons offices auprès de la Porte, pour lui inspirer des sentiments pacifiques, et que lorsque les choses en seraient là, cette princesse ne demanderait pas mieux que de parvenir, par la médiation de Sa Majesté Prussienne, au rétablissement de la tranquillité

publique : d'autre part les Turcs commençaient à désirer la fin d'une guerre dont les succès n'avaient pas répondu à leur attente; le roi, qui leur avait fortement déconseillé cette levée de boucliers, avait par cela même acquis leur confiance. Les Turcs acceptèrent donc la médiation prussienne; mais ils avaient quelque répugnance pour celle de la cour de Vienne; on trouva pourtant moyen de la vaincre, à force de réitérer les mêmes représentations fondées sur le poids décisif qu'une aussi grande puissance que celle de la maison d'Autriche pouvait donner à la négociation, pour la faire réussir. Les Russes, sur l'esprit desquels les insinuations pacifiques n'avaient guère fait d'impression, continuaient en attendant de remporter les plus grands avantages sur les armées ottomanes; leur flotte, après avoir battu celle des Turcs, la détruisit presque totalement [10 juillet], si bien que la plupart des vaisseaux ennemis furent brûlés ou coulés à fond. Un coup aussi imprévu obligea la Porte à partager son attention; elle ne savait si elle devait employer ses forces à défendre les passages de Sesto et d'Abydo, ou s'il fallait penser préférablement à la Moldavie. Cet état d'incertitude mêlée de terreur favorisa les opérations du maréchal Romanzow, et contribua certainement à lui faire remporter la victoire à Kiab sur l'armée du grand vizir. Il ajouta ainsi dans une campagne la conquête de la Valachie à celle de la Moldavie. En ce même temps le comte Panin (frère du ministre), qui faisait le siége de Bender, emporta cette place après une vigoureuse défense de la part de l'ennemi. Des succès aussi rapides et souvent multipliés, éblouissaient la cour de Pétersbourg et la rendaient très-altière; mais si l'on pensait à Pétersbourg à écraser la puissance ottomane, à Vienne les ombrages et les jalousies augmentaient à proportion des avantages des Russes; les Autrichiens comparant la dernière guerre malheureuse qu'ils avaient faite contre les Turcs aux succès brillants des Russes, ne pou-

vaient pas dissimuler à quel point leur amour-propre en était humilié; outre cela ils craignaient qu'une aussi grande puissance ne devînt leur voisine, si elle conservait la conquête de la Moldavie et de la Valachie. Pour obvier à ces appréhensions, ou plutôt pour s'opposer ouvertement à la Russie, les Autrichiens venaient de renforcer les troupes qu'ils avaient en Hongrie; ils y formèrent des magasins, et préparèrent tout pour se mettre en état d'agir, si les circonstances l'exigeaient. Ils ne s'en cachaient point, et disaient à qui voulait l'entendre, que si la guerre ne finissait pas promptement, l'impératrice-reine serait obligée d'y prendre part.

La seconde entrevue du roi et de l'Empereur fut au camp de Neustadt en Moravie [3 septembre]. On ne rencontrait aucun Autrichien qui ne laissât échapper quelque trait d'animosité contre la nation russe. L'Empereur parut au roi tel qu'il l'avait jugé la première fois qu'il le vit à Neisse. Le prince Kaunitz, qui se trouvait aussi à Neustadt, eut de longues conférences avec Sa Majesté Prussienne. [Cet homme avec un sens droit avait l'esprit rempli de travers : l'interrompre quand il parlait, c'était l'outrager; au lieu de converser, il dissertait, aimant mieux s'entendre discourir lui-même que d'écouter ce que les autres lui répondaient. Il était arrivé à l'impératrice-reine de demander à ce ministre quelque explication sur une matière qu'il épluchait gravement; le prince de Kaunitz[1], au lieu de lui répondre, lui tira sa révérence et sortit brusquement de la chambre.] Dans les conférences qu'il eut avec le roi, il étala avec emphase le système de sa cour, il le présenta comme un chef-d'œuvre de politique dont il était l'auteur; il insista ensuite sur la nécessité de s'opposer aux vues ambitieuses de la Russie, et déclara que jamais l'impéra-

[1] On trouve de curieux renseignements sur le caractère du prince de Kaunitz dans l'ouvrage intitulé : *Personnages énigmatiques*, par Bulaw, t. III, p. 13 et suiv.

trice-reine ne souffrirait que les armées russes passassent le Danube, ni que la cour de Pétersbourg fit des acquisitions qui la rendissent voisine de la Hongrie. Il ajouta que l'union de la Prusse et de l'Autriche était l'unique barrière que l'on pût opposer à ce torrent débordé qui menaçait d'inonder toute l'Europe. Quand il eut achevé de parler, le roi répondit qu'il tâcherait toujours de cultiver l'amitié de Leurs Majestés impériales, dont il faisait un cas infini, mais que d'autre part il priait le prince Kaunitz de considérer les devoirs qu'imposait au roi l'alliance qu'il avait contractée avec la Russie, à laquelle il ne pouvait en aucune façon déroger, et que ces engagements étaient comme autant d'entraves qui l'empêchaient d'entrer dans les mesures que le prince Kaunitz venait de lui proposer : le roi ajouta que son unique désir était d'empêcher que la guerre entre les Russes et les Turcs ne devînt générale; que pour cet effet il s'offrait de bon cœur à réconcilier les deux cours impériales; qu'il était même temps d'y penser, pour empêcher que des mécontentements réciproques ne dégénérassent enfin en brouilleries ouvertes. Cependant, pour maintenir la cour de Vienne dans ses dispositions favorables [qu'elle feignait d'annoncer], le roi jugea à propos de réitérer les mêmes assurances qu'il avait données à l'Empereur, lorsque ce prince vint à Neisse; de plus on promit de terminer à l'amiable les petites chicanes qui ont souvent lieu entre les employés des finances le long des frontières; de même le roi voulut bien consentir à ce que l'Empereur lui demandait, savoir : de communiquer avec franchise à la cour de Vienne toutes les ouvertures que la France pourrait faire à celle de Berlin. Comme cependant tout ceci s'était passé entre le roi et le prince Kaunitz seul, le roi trouva qu'il était décent de mettre l'Empereur au fait de ce qui s'était dit et fait, et il sembla que ce monarque, peu accoutumé à de tels égards, tint compte au roi de l'attention qu'il avait eue pour lui [car son

ministre le traitait avec beaucoup de fierté, et plutôt en subalterne qu'en maître].

Le lendemain de cette conférence arriva à Neustadt un courrier de Constantinople, avec des lettres du caïmacan, datées du 12 août, par lesquelles le grand seigneur invitait les cours de Vienne et de Berlin à se charger de la médiation, pour accommoder les différends qui subsistaient encore entre la Porte et la Russie : il était expressément marqué dans cette dépêche que les Turcs ne voulaient consentir à aucune paix que par l'entremise des deux cours.

L'Empereur convint qu'il était uniquement redevable de cette médiation aux soins que le roi de Prusse s'était donnés à Constantinople, et il lui en témoigna sa reconnaissance. Ce même jour le roi eut un entretien avec le prince Kaunitz; il ne manqua pas de le féliciter de cet heureux événement, qui pouvait le tranquilliser en quelque sorte, et même diminuer la jalousie que les succès des Russes avaient fait naître dans son esprit; il lui disait que cette démarche de la Porte rendait la cour de Vienne l'arbitre des conditions de paix qu'elle voudrait stipuler entre ces deux puissances. Le ministre reçut ce compliment avec une indifférence affectée, disant qu'il approuvait la démarche que les Turcs venaient de faire; mais dans le fond jamais médiation ne fut acceptée avec un plus vif empressement.

Pendant qu'on s'occupait à pacifier le nord, d'autres querelles et de nouveaux différends présageaient de prochaines ruptures vers le sud de l'Europe; M. de Choiseul, dont l'esprit inquiet se plaisait à répandre le trouble dans toutes les cours, était l'unique auteur de ces dissensions; il voulait à toute force humilier les Anglais, et, n'osant agir ouvertement, de crainte de choquer Louis XV, il mit les Espagnols en avant, qui s'emparèrent de l'île de Falkland, où les Anglais avaient commencé à former quelques établissements; des vaisseaux de la flotte marchande des

Anglais furent pris par ceux des Espagnols, en même temps que le chantier que les Anglais ont à Portsmouth fut consumé par un incendie. Tant d'événements fâcheux arrivés coup sur coup firent une impression d'autant plus vive sur la cour de Londres, que le ministre préposé à la flotte avait eu si peu de soin de son administration, qu'alors à peine l'Angleterre pouvait-elle mettre vingt vaisseaux de guerre en mer. Cependant les Anglais prirent feu, et la guerre s'en serait ensuivie, si le duc de Choiseul fût resté à la tête des affaires; mais ses ennemis le culbutèrent[1]. M. de Maupeou, qui était grand chancelier de France, se flatta qu'en déplaçant ce ministre, il pourrait réunir tous les emplois que M. de Choiseul avait possédés, et qu'en les joignant aux sceaux qu'il avait actuellement, il serait réellement premier ministre, ainsi qu'autrefois l'avaient été Richelieu et Mazarin. Pour former un parti il s'associa les ducs d'Aiguillon et de Richelieu. Ceux-ci captivèrent leur maître en lui procurant la connaissance d'une demoiselle dont la réputation était plus qu'équivoque[2]; elle réussit par ses charmes à devenir bientôt toute-puissante; le vieux Louis XV l'idolâtrait; M. de Choiseul, trop fier pour s'abaisser vis-à-vis d'une personne pour laquelle il avait un souverain mépris, lui refusa les distinctions que les hommes en place accordent ordinairement aux favorites de leurs maîtres; le mécontentement qu'en ressentit la nouvelle maîtresse se communiqua promptement à son amant : les cabaleurs en profitèrent sur-le-champ; ils aigrirent l'esprit du roi déjà mal disposé à l'égard de M. de Choiseul, en lui dépeignant ce ministre comme un prodigue, qui avait dissipé mal à propos et en folles dépenses les revenus du royaume, et qui, pour se rendre nécessaire, avait si bien embrouillé les affaires de la France et de l'Angleterre, que les querelles qui en naîtraient ne

[1] M. de Choiseul fut renvoyé du ministère le 24 décembre 1770.
[2] Il s'agit ici de madame Du Barry.

pouvaient qu'entraîner la France dans une guerre pour le moins aussi ruineuse que la précédente. Ce dernier argument fut celui qui fit la plus forte impression. Louis XV disgracia tout de suite son ministre, et avec lui tombèrent tous les vastes projets qu'il avait formés. Le roi de France négocia lui-même avec l'Angleterre et l'Espagne pour pacifier leurs différends [1]. L'île de Falkland fut restituée aux Anglais; mais le roi d'Espagne ayant le cœur ulcéré de ce que la France n'avait pas dans cette occasion soutenu ses intérêts, en conserva un ressentiment secret. Aucune cour ne regretta plus la perte de M. de Choiseul que celle de Vienne : elle avait placé toute sa confiance dans ce ministre, dont le dévouement lui était connu, pendant que M. d'Aiguillon, auquel le roi avait donné le département des affaires étrangères, passait pour n'être point aussi attaché à la maison impériale. Le chancelier fut également trompé dans ses projets et dans ses espérances. Il faut donc dater de la disgrâce du duc de Choiseul les changements qui depuis arrivèrent en France, tant la chaîne des événements est liée, et tant il est difficile de prévoir les suites importantes qu'amènent souvent des bagatelles.

Mais tout ce qui se passait alors dans cette partie de l'Europe nous intéresse moins que ce qui se traitait en Orient et vers le septentrion. Les propositions que la Porte avait faites aux cours de Berlin et de Vienne furent communiquées à celle de Pétersbourg. Sa Majesté fit en même temps insinuer en Russie que si l'impératrice refusait la médiation de l'Autriche et des Prussiens, il serait à craindre que le grand seigneur ne s'adressât à la France, pour implorer son secours. Cette réflexion pouvait seule déterminer la cour de Pétersbourg à ne pas refuser la médiation autrichienne, parce que l'éloignement qu'elle

[1] Sur la part personnelle prise par Louis XV à cette affaire, voy. *Correspondance secrète*, t. I, p. 412 et suiv.

avait pour la cour de Vienne n'approchait pas de l'aversion qu'elle avait pour celle de Versailles. D'abord les Russes répondirent qu'ils ne pouvaient accepter la médiation que leur offraient ces deux puissances, sous prétexte qu'ils avaient refusé celle des Anglais. Cependant par politesse, et par les bons offices des deux cours, ce qui, au nom près, revenait à la même chose, les Russes, qui craignaient d'être gênés par l'intervention d'autres puissances dans les projets qu'ils avaient arrangés pour la paix, tâchèrent d'entamer avec les Turcs une négociation directe par le canal du maréchal Romanzow, qui pouvait traiter immédiatement avec le grand vizir. Cette tentative ne leur ayant pas réussi, ils consentirent aux propositions que leur avaient faites précédemment les cours de Berlin et de Vienne.

Le hasard fit que dans ce temps-là le prince Henri, frère du roi, rendit visite à Stockholm à la reine de Suède sa sœur; l'impératrice de Russie, qui dans sa jeunesse avait connu ce prince à Berlin, demanda qu'il eût la permission de se rendre à Pétersbourg; c'était une chose qu'on ne pouvait refuser honnêtement. Le prince passa donc en Russie [1770], et avec l'esprit qu'il a, il gagna bientôt de l'ascendant sur celui de l'impératrice, et lui persuada de s'ouvrir au roi son frère. La lettre de l'impératrice était accompagnée d'un long Mémoire, lequel contenait les conditions de paix qui devaient servir de base à la négociation qu'on voulait entamer. Après un préambule qui annonçait la plus grande modération, l'impératrice demandait aux Turcs la cession des deux Cabardies, Azof et son territoire, l'indépendance du khan de la Crimée, le séquestre pour vingt-cinq années de la Valachie et de la Moldavie, pour l'indemniser des frais de la guerre, la libre navigation sur la mer Noire, une île dans l'Archipel, pour servir d'entrepôt au commerce des deux nations, une amnistie générale pour les Grecs qui avaient embrassé le

parti des Russes, et avant toutes choses l'élargissement du sieur Obreskow, qui était aux Sept-Tours. Des conditions aussi énormes auraient achevé de cabrer la cour de Vienne; peut-être même l'auraient-elles portée aux résolutions les plus violentes, si on les lui avait communiquées. Cette raison empêcha le roi de lui en donner la moindre connaissance.

Ce prince préféra les voies de la douceur, les plus sûres pour ne choquer personne. Il s'expliqua amicalement avec l'impératrice de Russie, sans la contredire; mais pour qu'elle sentît elle-même la difficulté qu'il y aurait à faire consentir le Grand Seigneur à l'indépendance des Tartares, il lui représenta les obstacles presque invincibles que la cour de Vienne mettrait à ce que la Russie, en possédant la Valachie et la Moldavie, devînt sa voisine, et que l'île dans l'Archipel donnerait de la jalousie et de l'envie à toutes les puissances maritimes; et il conseilla à l'impératrice de limiter ses prétentions aux deux Cabardies, à la ville d'Azof avec son territoire, et à la libre navigation dans la mer Noire; il ajouta que ce n'était par aucun sentiment de jalousie de l'agrandissement de l'impératrice qu'il s'expliquait ainsi, mais dans l'unique vue qu'au moyen de ces adoucissements l'on pût parvenir à éviter que d'autres puissances, en prenant part à cette guerre, ne la rendissent générale; que d'ailleurs les Turcs étaient déjà convenus de deux points, celui d'accorder l'amnistie aux Grecs et celui de relâcher le sieur Obreskow. Ces représentations, quoique fort modérées, parurent faire quelque peine à l'impératrice; elle donna à connaître qu'elle ne s'était pas attendue à rencontrer des oppositions de la part de son meilleur allié; et comme elle continuait d'insister sur son projet, à quelques petites restrictions près le roi se vit dans la nécessité de le communiquer à la cour de Vienne; Sa Majesté accompagna cette pièce de tous les adoucissements dont elle était susceptible, et pour ne point

effaroucher le prince Kaunitz, il lui fit insinuer que ce n'était pas le dernier mot de la cour de Russie, qui sans doute était disposée à se relâcher sur les articles qui rencontreraient le plus de difficulté.

[1771.] Les précautions que le roi prenait étaient d'autant plus nécessaires, que la cour impériale ne cachait plus ses projets, et que tous les mouvements qu'on voyait en Hongrie annonçaient une prochaine rupture avec la Russie. La cour de Vienne était décidée à ne pas souffrir que le théâtre de la guerre s'établît au delà du Danube, elle espérait même qu'à la faveur d'une médiation armée, elle pourrait forcer les Russes à restituer aux Turcs la Moldavie et la Valachie, et de plus à les faire désister de l'indépendance des Tartares qu'ils demandaient. Dans cette vue des troupes d'Italie, de la Flandre, et de l'Autriche avaient marché en Hongrie; l'envoyé de l'Empereur s'était même expliqué sur ce chapitre assez positivement avec le roi; il était allé jusqu'à demander qu'au cas que les Russes fussent attaqués toute autre part qu'en Pologne, la Prusse demeurât neutre; ce qui lui fut nettement refusé. Le prince Kaunitz se flattait, à la faveur de ce plan, d'agrandir la maison d'Autriche, sans qu'elle eût la peine de faire des conquêtes; il comptait bien que la Porte payerait cette assistance, en cédant à l'impératrice reine les provinces qu'elle avait perdues par la paix de Belgrade. En même temps que Vienne était remplie de projets et la Hongrie de troupes, un corps autrichien entra en Pologne et s'empara de la seigneurie de Zips, sur laquelle la cour avait des prétentions[1]. Une démarche aussi hardie étonna la cour de Pétersbourg, et ce fut ce qui achemina le plus le traité de partage qui se fit dans la suite entre les trois puissances. La principale raison était celle d'éviter une guerre générale qui était près d'éclore; il fallait outre cela

[1] Ces prétentions étaient un peu surannées : elles remontaient à une donation faite au XIII[e] siècle par Boleslas le Chaste au roi Béla IV.

entretenir la balance des pouvoirs entre de si proches voisins; et comme la cour de Vienne donnait suffisamment à connaître qu'elle voulait profiter des troubles présents pour s'agrandir, le roi ne pouvait se dispenser de suivre son exemple.

L'impératrice de Russie, irritée de ce que d'autres troupes que les siennes osaient faire la loi en Pologne, dit au prince Henri, que si la cour de Vienne voulait démembrer la Pologne, les autres voisins de ce royaume étaient en droit d'en faire autant. Cette ouverture se fit à propos; car après avoir tout examiné, c'était l'unique voie qui restât d'éviter de nouveaux troubles et de contenter tout le monde. La Russie pouvait s'indemniser de ce que lui avait coûté la guerre avec les Turcs, et, au lieu de la Valachie et de la Moldavie qu'elle ne pouvait posséder qu'après avoir remporté autant de victoires sur les Autrichiens que sur les Musulmans, elle n'avait qu'à choisir une province de la Pologne à sa bienséance, sans avoir de nouveaux risques à courir; on pouvait assigner à l'impératrice-reine une province limitrophe de la Hongrie, et au roi ce morceau de la Prusse polonaise qui sépare les États de la Prusse royale : et par ce nivellement politique, la balance des pouvoirs entre ces trois puissances demeurait à peu près la même. Néanmoins, pour s'assurer davantage de l'intention de la Russie, le comte de Solms fut chargé d'examiner si ces paroles échappées à l'impératrice avaient quelque solidité, ou si elles avaient été proférées dans un moment d'humeur et d'emportement passager. Le comte de Solms trouva les sentiments partagés sur ce sujet. Le comte Panin, qui avait fait déclarer, au commencement des troubles de la Pologne, que la Russie maintiendrait l'indivisibilité de ce royaume, sentait de la répugnance pour ce démembrement; il promit néanmoins de ne s'y point opposer, si l'affaire passait au conseil; mais l'impératrice était flattée de l'idée qu'elle pourrait sans danger

étendre les limites de son empire; ses favoris et quelques ministres qui s'en aperçurent, se rangèrent de son sentiment, de sorte que le projet de partage passa à la pluralité des voix. On annonça au roi de Prusse la résolution qui venait d'être prise, comme un expédient qu'on avait imaginé pour le dédommager des subsides qu'il avait payés à la Russie.

Le comte Panin, en communiquant au comte de Solms les choses que nous venons de rapporter, exigea comme un préalable que le roi sondât les sentiments de la cour de Vienne au sujet de ce partage. Sur cela le roi en fit l'ouverture au baron de Swieten, en l'assurant que la Russie ne témoignait aucun mécontentement de ce que les Autrichiens avaient pris possession de Zips, et que Sa Majesté, pour donner des preuves de son amitié à Leurs Majestés Impériales, leur conseillait de s'étendre dans cette partie de la Pologne selon leur bienséance, ce qu'elles pourraient faire avec d'autant moins de risque, que leur exemple serait imité par les autres puissances voisines de ce royaume. Cette ouverture, toute cordiale qu'elle était, ne fut point accueillie par la cour de Vienne comme on s'en était flatté. Le prince Kaunitz était trop préoccupé du projet qu'il se préparait à mettre en exécution; il trouvait plus d'avantage dans l'alliance des Turcs, qu'il ne croyait en pouvoir espérer d'une alliance avec la Russie; il répondit donc sèchement que si sa cour avait fait occuper quelques parcelles de la Pologne sur les confins de la Hongrie, ce n'était pas à dessein de les garder, mais uniquement pour obtenir justice sur quelques sommes que la maison d'Autriche réclamait de la république, et qu'il n'avait pas imaginé qu'un objet d'aussi peu de valeur pût faire naître l'idée d'un plan de partage dont l'exécution serait hérissée de difficultés insurmontables, à cause qu'il était autant qu'impossible d'établir une égalité parfaite entre les différentes portions des trois puissances; qu'enfin

un tel projet ne pouvant servir qu'à rendre la situation de l'Europe plus critique encore qu'elle ne l'était, il déconseillait à Sa Majesté Prussienne d'entrer dans de telles mesures; il ajouta d'un air d'indifférence, que sa cour était prête à évacuer les districts que ses troupes avaient occupés, si les autres puissances en voulaient faire autant. Ces dernières paroles étaient comme un reproche tacite aux Russes qui avaient des armées en Pologne; elles regardaient également le roi, qui avait tiré un cordon de troupes depuis le pays de Crossen jusqu'au delà de la Vistule, pour garantir ses États de la peste qui faisait alors en Pologne de grands ravages.

Dans une affaire de cette nature il ne fallait pas se laisser décourager par des bagatelles. On pouvait prévoir que la cour de Vienne changerait de sentiments, sitôt que la Russie et la Prusse seraient bien d'accord, parce que les Autrichiens préféreraient d'avoir part à ce partage à tenter les hasards de la guerre contre aussi forte partie. Ajoutez à cela que l'impératrice reine n'ayant d'allié que la France, ne pouvait nullement alors compter sur des secours. Pour profiter de combinaisons aussi favorables, le roi résolut de pousser l'affaire du partage; il observa le silence envers la cour de Vienne, pour lui laisser le temps de réfléchir. En même temps le comte de Solms fut chargé d'avertir la cour de Russie que les ouvertures du traité de partage avaient été faites à Vienne, et que quoique le prince Kaunitz eût évité jusqu'alors de s'expliquer sur ce sujet, on pouvait néanmoins prévoir qu'il y donnerait volontiers les mains, aussitôt que les deux autres puissances seraient convenues de leurs intérêts réciproques; il se servit de ce motif pour accélérer la conclusion de cette affaire, parce qu'il n'y avait pas un moment à perdre. Peut-être que la lenteur et la paresse habituelle des Russes aurait encore traîné la chose en longueur, si la cour de Vienne n'eût servi le roi sans le vouloir; tous les jours elle

faisait naître par sa médiation de nouvelles difficultés pour la paix; souvent elle chicanait avec aigreur les Russes sur leurs énormes prétentions, et s'expliquait d'un ton despotique sur les articles de la paix qu'elle rejetait, favorisant les Turcs en tout ce qui dépendait d'elle. Mais les mouvements qui se faisaient dans l'armée de Hongrie achevèrent de rendre les Autrichiens suspects à la cour de Pétersbourg. Dans ce même temps le bruit courut que les Impériaux négociaient un traité de subsides à Constantinople[1]; cette dernière nouvelle donna l'alarme au conseil de Pétersbourg, et le roi, qui communiquait aux Russes tous les avis propres à découvrir les intrigues des Autrichiens, parvint enfin à tirer la cour de Pétersbourg de la léthargie dans laquelle elle était plongée. L'impératrice de Russie sentit le besoin qu'elle avait d'être assistée par Sa Majesté : elle jugea que pour s'assurer de ce prince, il fallait lui procurer des avantages, de sorte que le comte de Panin déclara au comte de Solms qu'il n'attendait que le projet de partage, pour entrer avec lui en conférence sur ce sujet.

Ce projet s'expédia bien vite à Pétersbourg; il donnait carte blanche à la Russie, qui pouvait choisir en Pologne, selon sa convenance, telle province dont elle jugerait à propos de prendre possession. Le roi demanda pour sa part la Pomérélie, le district de la grande Pologne en deçà de la Netze, l'évêché de Varmie, les palatinats de Marienbourg et de Culm, et laissa les Autrichiens maîtres d'accéder à ce traité s'ils le jugeaient à propos. Tous les arrangements qui se prenaient à Berlin comme à Pétersbourg n'empêchaient point le prince Kaunitz d'aller son train; il accrochait, par mille difficultés que sa médiation lui fournissait, la négociation de la paix avec les Turcs; il rejetait surtout l'article des cessions de la Valachie et de

[1] Sur ce traité, voyez la *Correspondance secrète de Louis XV*, t. II, p. 98 : la Porte paya six mille bourses à l'Autriche.

la Moldavie, que les Russes exigeaient de la Porte; fier des offres que lui faisait le sultan, et croyant que le nombre des troupes assemblées en Hongrie pouvait en imposer autant aux Prussiens qu'aux Russes, il fit déclarer au roi que les conditions de paix proposées par la Russie étaient diamétralement opposées aux intérêts de la monarchie autrichienne, qu'elles tendaient à renverser l'équilibre de l'Orient, et que si la cour de Pétersbourg ne voulait pas les modérer, Leurs Majestés Impériales seraient forcées de prendre part à cette guerre; qu'elles se flattaient que dans ce cas le roi observerait une parfaite neutralité, d'autant plus que ses engagements avec la Russie se bornaient à la Pologne, dont les Autrichiens respectaient le territoire.

On voyait bien que la cour de Vienne ne voulait absolument pas que les Russes devinssent ses voisins; d'une part elle craignait que nombre de Grecs répandus en Hongrie ne s'attachassent à cette puissance par motif de religion; d'autre part elle aimait mieux être voisine de l'empire affaibli des Turcs, que de l'empire formidable de la Russie. La situation où le roi se trouvait entre ces deux cours impériales était embarrassante; s'il consultait ses intérêts, il ne devait ni souhaiter d'accroître la puissance des Russes, qui n'était que trop formidable, ni employer à cela ses forces. Ces raisons étaient contrebalancées par des engagements solennels, qui obligeaient ce prince d'assister l'impératrice son alliée dans toutes les occasions où elle serait attaquée par l'impératrice-reine; il fallait, ou remplir ces engagements, ou renoncer aux fruits qu'on espérait d'en recueillir. De plus, le parti de la neutralité était plus dangereux pour la Prusse que celui de soutenir son alliée; les Autrichiens et les Russes se seraient battus, puis en s'accommodant ils auraient pu faire la paix aux dépens du roi; ce prince aurait perdu toute considération; personne ne se serait fié à sa bonne

foi; et après la paix il serait demeuré isolé, ce qui serait indubitablement arrivé, si le roi avait suivi un plan aussi défectueux.

Sa Majesté ne balança point; elle se détermina à remplir fidèlement ses engagements avec la Russie, et pour adoucir en même temps la cour de Vienne, elle la flatta de l'espérance qu'il ne serait pas impossible de fléchir l'impératrice de Russie, et de faire changer les vues qu'elle avait sur la Valachie et sur la Moldavie; mais en ajoutant que, si l'on en venait à une rupture entre les deux impératrices, Sa Majesté ne pouvait se dispenser d'assister celle de Russie, avec laquelle elle était en alliance. Pour donner plus de poids à cette déclaration, l'on augmenta et remonta toute la cavalerie; les ordres donnés pour cet effet s'ébruitèrent promptement et partout. Ces mesures vigoureuses, prises si à propos, firent impression sur la cour de Pétersbourg; on profita de son contentement pour l'engager à sacrifier une partie de ses prétentions sur la Valachie au bien commun de la paix.

Il était difficile de traiter avec les Russes. Le contre-projet du traité de partage de la cour de Pétersbourg arriva alors à Berlin; il était singulièrement conçu; tout l'avantage en était pour la Russie, tous les risques pour la Prusse : on accordait à la vérité la plus grande partie du terrain de la Pologne que le roi avait demandé, mais l'acquisition des Russes était au moins du double plus étendue; on avait inséré surtout dans ce traité un article très-onéreux pour Sa Majesté : on demandait que la Prusse assistât de toutes ses forces la Russie, au cas qu'elle fût attaquée par les Autrichiens; mais, supposé que l'impératrice-reine déclarât la guerre au roi de Prusse, ce prince n'avait aucun secours à attendre de la Russie avant que la paix avec les Turcs fût conclue.

Des conditions aussi peu proportionnées n'étant pas acceptables, elles donnèrent lieu à quelques explications; on

fit un résumé de tous les engagements de la Prusse avec la Russie; il résultait de cet examen que tout était en faveur de l'impératrice, et qu'il n'y avait rien en faveur du roi; toutefois on ajouta que, comme Sa Majesté avait résolu de satisfaire à tout ce qu'on pouvait prétendre d'elle raisonnablement, elle se reposait aussi sur l'équité comme sur la modération de l'impératrice de Russie, qui voudrait bien sacrifier quelques parties de ses conquêtes pour prévenir une guerre qui menaçait dans peu de devenir générale, d'autant plus que la Moldavie et la Valachie servaient de prétexte aux Autrichiens pour embrouiller de plus en plus les affaires, et que, dans des circonstances aussi critiques que les présentes, il était de la dignité d'une aussi vaste monarchie que celle de la Russie d'avoir moins d'égard à ses intérêts qu'au bien public. On proposa en même temps que, pour indemniser la Prusse de tous les dangers qu'elle pouvait s'attirer par une nouvelle guerre dont on ne pouvait prévoir quelles seraient les suites, la Russie voulût bien ajouter la ville de Dantzic, située au milieu de la Pomérélie, au partage de la Pologne dont le roi devait se mettre en possession.

Ces représentations, comme il arrive d'ordinaire, ne firent pas tout l'effet qu'on en devait attendre : cependant à force de réfléchir sur les raisons qu'on lui avait exposées si clairement, l'impératrice de Russie voulut bien restreindre les propositions de paix qui ne pouvaient compatir avec les intérêts d'autres puissances : elle s'engagea donc en conséquence à restituer aux Turcs après la paix, les conquêtes qu'elle venait de faire entre le Dniester et le Danube. La cour de Berlin communiqua promptement cette heureuse nouvelle à celle de Vienne; on vit pour la première fois paraître le prince Kaunitz avec un visage serein; les esprits se calmèrent, et l'inquiétude et la jalousie que les grands succès des Russes avaient données à la cour impériale disparurent du moment qu'elle n'eut plus

à craindre d'avoir cette puissance pour voisine de ses États.

La Porte fut aussitôt informée des bonnes dispositions où se trouvait la cour de Pétersbourg. Les Turcs, que leurs malheurs avaient dégoûtés de la guerre, inclinaient fortement à la paix. La dernière campagne des Russes n'était qu'une suite de triomphes; ils avaient conquis la Crimée, et une bataille décisive qu'avait gagnée le maréchal de Romanzow, sur la fin de l'année, avait mis le comble à la prospérité de leurs armes. Dans des circonstances aussi désespérées, la nouvelle arriva à Constantinople que les plus grands obstacles à la paix étaient levés; les Turcs résolurent alors de leur côté, pour faciliter la pacification générale, de rendre la liberté au seigneur Obreskow, détenu jusqu'alors aux Sept-Tours; c'était un préalable que l'impératrice avait exigé, sans lequel elle ne voulait entendre à aucune négociation.

[1772.] Quoique toutes les cours fussent en action, la lenteur et l'irrésolution des Russes traînaient en longueur la conclusion du traité de partage; la négociation s'accrochait principalement à la possession de la ville de Dantzic: les Russes prétendaient qu'ils avaient garanti la liberté de cette petite république; mais ce n'étaient proprement que les Anglais, jaloux des Prussiens, qui protégeaient la liberté de cette ville maritime et qui encourageaient l'impératrice de Russie à ne pas consentir aux demandes de Sa Majesté prussienne. Il fallait néanmoins que le roi se déterminât, et comme il était évident que le possesseur de la Vistule et du port de Dantzic assujettirait cette ville avec le temps, on jugea qu'il ne fallait pas arrêter une négociation aussi importante pour un avantage qui, proprement, n'était que différé; ce qui fit que Sa Majesté se relâcha de cette prétention. L'on reçut, après bien des longueurs, l'*ultimatum* de la cour de Pétersbourg [12 janvier]. Les Russes insistaient toujours sur les secours considérables qu'ils demandaient aux Prussiens, en cas que les Autrichiens leur

déclarassent la guerre; quelques choquantes que fussent ces inégalités, quelques disproportionnées que fussent des secours que deux alliés se doivent au fond réciproquement, comme on savait que l'impératrice-reine se trouvait dans des dispositions plus favorables et plus pacifiques que par le passé, on négligea des considérations qui cessaient d'être importantes, pour conclure un traité avantageux, et l'on promit aux Russes les secours dont dès lors il ne pouvait plus être question.

Après que tant d'obstacles eurent été levés, cette convention secrète fut enfin signée à Pétersbourg [17 février] : les acquisitions prussiennes furent telles que nous les avons rapportées, à l'exception des villes de Dantzic, de Thorn, et de leur territoire. Par ce partage, la cour de Pétersbourg acquit en Pologne une lisière considérable le long de ses anciennes frontières, depuis la Dwina jusqu'au Dniester : on fixa le temps de la prise de possession au mois de juin; on convint d'inviter l'impératrice-reine à se joindre aux deux puissances contractantes, afin de participer à ce partage. La Russie et la Prusse se garantirent leurs acquisitions et promirent d'agir de concert, à la diète de Varsovie, pour obtenir pour tant de cessions le consentement de la république; le roi promit encore, par un article secret, d'envoyer 20,000 hommes de son armée en Pologne, pour se joindre aux Russes au cas que la guerre devînt générale; de plus, Sa Majesté s'engageait à se déclarer ouvertement contre la maison d'Autriche, supposé que ce secours ne fût pas suffisant; on convint aussi que les subsides prussiens cesseraient d'être payés aussitôt que leur corps auxiliaire aurait joint l'armée russe. On ajoutait, par un autre article, que Sa Majesté serait autorisée à retirer ses troupes auxiliaires, si, au sujet de ces secours, elle était attaquée par les Autrichiens dans ses propres États; et dans ce cas, la Russie promettait de lui envoyer 6,000 hommes d'infanterie et 4,000 Cosaques, et même de dou-

bler ce nombre aussitôt que les circonstances le permettraient, aussi bien que d'entretenir une armée de 50,000 hommes en Pologne, afin de pouvoir assister le roi de toutes ses forces, après que la guerre avec les Turcs serait terminée; et enfin, de continuer cette assistance jusqu'au moment où elle pourrait, par une pacification générale, procurer aux Prussiens un dédommagement convenable. On joignit à tous ces articles une convention séparée, pour régler l'entretien réciproque des corps auxiliaires.

Cet ouvrage, qui servait de base aux projets qui devaient s'ensuivre, étant terminé, il restait à persuader la cour de Vienne de se joindre aux deux puissances contractantes. Trois partis se formaient dans cette cour, dont chacun pensait différemment : l'empereur aurait voulu regagner en Hongrie les provinces que sa maison avait perdues par la paix de Belgrade; l'impératrice, sa mère, qui n'avait plus cette énergie et cette fermeté dont elle avait tant donné de marques dans sa jeunesse, et qui commençait à s'adonner à une dévotion mystique, se reprochait le sang que ses guerres passées avaient fait répandre; elle détestait la guerre et voulait conserver la paix à quelque prix que ce fût; le prince Kaunitz, doué d'un jugement droit, qui voulait accorder les intérêts de la monarchie avec les penchants de sa souveraine, se trouvait par conséquent dans l'embarras d'opter entre la guerre ou le partage de la Pologne, et craignait de plus que, s'il prenait ce dernier parti, l'union de la maison de Bourbon avec celle d'Autriche, qu'il regardait comme son chef-d'œuvre, n'en fût rompue; d'un côté, la cavalerie prussienne, remontée si promptement, lui donnait à connaître que le roi avait pris un parti décisif, d'un autre il voyait que ce prince désirait une pacification générale, et qu'il y travaillait avec ardeur.

Enfin le roi dit à l'envoyé d'Autriche, dans une conférence qu'il eut avec lui, que Sa Majesté félicitait l'impéra-

trice-reine d'avoir en ce moment le sort de l'Europe en ses mains, parce que réellement la paix ou la guerre dépendait, dans ces circonstances, du parti qu'elle allait prendre : le roi ajouta qu'il avait une si grande confiance dans la sagesse reconnue de cette grande princesse, qu'il ne doutait point qu'elle ne préférât la tranquillité générale de l'Europe aux troubles qui pouvaient survenir, et dont il était impossible de prévoir les suites. Cet entretien, dont Van Swieten rendit compte à sa cour, produisit tout l'effet qu'on en pouvait espérer; le prince Kaunitz fut convaincu qu'il fallait renoncer à l'alliance des Turcs, comme à tous les projets qui étaient fondés sur ce préalable : il comprit également qu'il ne pouvait plus empêcher le partage de la Pologne, à moins d'attaquer, sans l'assistance d'aucun allié, la Prusse et la Russie en même temps. Cette chance était trop désavantageuse pour qu'un homme, pour peu qu'il fût prudent, voulût en courir les risques : il ne lui restait donc d'autre parti raisonnable que celui de se joindre aux deux cours alliées, afin de participer au partage de la Pologne, et de maintenir par ce moyen l'équilibre entre ces trois puissances. Par une suite de cette résolution, le baron de Swieten fut chargé de proposer au nom de sa cour la signature d'un acte par lequel les trois cours promettaient d'observer une égalité parfaite dans le partage qui se ferait de la Pologne. Cette proposition, qui était juste, fut reçue sans empêchement, parce qu'elle devait aplanir toutes les difficultés qui avaient jusqu'alors causé tant d'embarras, et que c'était l'unique moyen d'éviter la guerre générale, qu'on avait eu de si fortes raisons d'appréhender. Cet acte fut signé sans délai [4 mars], et l'échange s'en fit tout de suite.

Ce traité entre les cours de Berlin et de Vienne fut incessamment communiqué à celle de Pétersbourg; l'impératrice reçut avec plaisir cette nouvelle importante; elle se voyait, par cette accession de l'Autriche, dégagée

du fardeau d'une nouvelle guerre qu'elle aurait peut-être eu de la peine à soutenir : elle suivit les conseils du roi qui l'exhortait à diminuer autant qu'il se pourrait le nombre de ses ennemis : aussi, peu après, la même convention fut signée à Pétersbourg par les deux cours impériales. On se pressa ensuite d'égaliser le partage des trois cours; ce qui avait été réglé entre la Prusse et la Russie fut aussitôt communiqué à l'impératrice-reine; la cour de Vienne ne s'oublia pas dans son contre-projet : son avidité étendit ses vues sur quantité de palatinats qui remplissaient l'espace depuis la principauté de Teschen jusqu'aux confins de la Valachie, et qui poussaient une pointe par Belcz à une petite distance de Varsovie. Les pays enclavés dans cette démarcation, et qui faisaient à peu près le tiers de la Pologne, étaient évidemment opposés à la convention que cette cour venait à peine de signer avec les autres puissances. On trouva cette portion que les Autrichiens voulaient s'approprier aussi énorme à Pétersbourg qu'on l'avait trouvé exorbitante à Berlin. Choqué de procédés aussi indécents, le comte Panin remit un mémoire raisonné au prince Lobkowitz, qui résidait à Pétersbourg en qualité de ministre d'Autriche, dans lequel il évaluait avec précision les partages des trois cours, et concluait que pour établir une égalité parfaite, il convenait que la cour de Vienne voulût bien renoncer à la possession de Léopol et des salines importantes de Willisca, afin que personne ne pût se plaindre d'être lésé.

La cour de Vienne continua d'insister sur la ville de Léopol et sur les salines de Willisca, qu'elle voulait posséder à toute force, en même temps que, pour faciliter cette convention, elle se désista des palatinats de Lublin, de Chelm et de Belcz. Les choses étant dans ces termes, il fallait se hâter de conclure, si l'on ne voulait pas renoncer à tout partage; dans cette occasion trop d'exactitude à évaluer les différentes portions aurait fait naître des dis-

putes interminables : d'autres puissances auraient immanquablement profité de cette mésintelligence, et toutes les peines qu'on s'était données jusqu'alors auraient été perdues. Dans cette persuasion le roi conseilla à l'impératrice de Russie d'accepter les conditions que la cour de Vienne annonçait être son *ultimatum;* elle comprit combien les moments étaient précieux, et rien n'y mettant plus d'empêchement, la triple convention des cours contractantes fut signée par leurs ministres à Pétersbourg [5 août].

Les acquisitions prussiennes et celles des Russes furent articulées dans ce traité telles que nous les avons annoncées; ce qui devait tomber en partage aux Autrichiens fut marqué depuis la principauté de Teschen jusqu'au delà de Sendomir et du confluent du San, en tirant une ligne droite au Bug, et de cette rivière à celle du Dniester aux frontières de la Podolie et de la Moldavie. Les trois cours se garantirent leurs possessions respectives : elles promirent d'agir de concert pour engager la république de Pologne à donner son consentement aux cessions qu'on lui demandait. La cour de Vienne, radoucie par tant d'acquisitions, promit d'employer ses bons offices conjointement avec le roi de Prusse, afin de disposer la Porte à recevoir les conditions de paix que la Russie lui avait proposées.

Les trois cours fixèrent la prise de possession au premier jour du mois de septembre. On convint de remettre vers ce temps au roi de Pologne une déclaration concertée entre les trois cours, pour instruire la république des arrangements qu'on venait de prendre, et pour l'exhorter à la convocation d'une diète extraordinaire, afin qu'elle travaillât à l'entière pacification du royaume; c'était à cette diète que la Russie, l'Autriche et la Prusse se proposaient de présenter une déduction qui devait contenir les prétentions de chaque puissance, avec les droits qu'elles croyaient avoir sur ce dont elles avaient pris possession.

Le roi fondait ses prétentions sur la Pomérélie, et sur une partie de la grande Pologne située en deçà de la Netze, sur ce que ces provinces, autrefois annexées à la Poméranie et au Brandebourg, en avaient été démembrées par les Polonais : il revendiquait la ville d'Elbing en vertu d'une prétention liquide, et de l'argent que ses ancêtres avaient avancé sur cette ville à la république; on faisait des évêchés de Varmie et des palatinats de Marienbourg et de Culm un équivalent de la ville de Dantzic, capitale de la Pomérélie, laquelle demeurait libre. Nous ne voulons pas détailler ici les droits de ces trois puissances; il fallait des conjonctures singulières pour amener les esprits à ce point et les réunir pour ce partage, par lequel seulement on pouvait éviter une guerre générale.

Telle fut la fin de tant de négociations qui demandaient de la patience, de la fermeté et de l'adresse. L'on parvint cette fois à préserver l'Europe d'une guerre générale qui était près d'éclater. Des intérêts aussi contraires que ceux des Russes et des Autrichiens étaient difficiles à concilier. Pour dédommager les Russes des conquêtes que les Autrichiens voulaient qu'ils restituassent à la Porte, il n'y avait d'autre moyen que de leur assigner des possessions en Pologne. L'impératrice-reine en avait donné l'exemple en faisant occuper par ses troupes la seigneurie de Zips; et pour que la balance se soutînt en quelque manière entre les puissances du Nord, il fallait de nécessité que le roi eût part à ce partage. C'est là le premier exemple que l'histoire fournisse d'un partage réglé et terminé paisiblement entre trois puissances. Sans les conjonctures où l'Europe se trouvait alors, les plus habiles politiques y auraient échoué; tout dépend des occasions et du moment où les choses se font.

Le soin d'accorder ces divers intérêts n'absorbait pas toute l'attention des trois puissances; on n'en pressait pas moins les Turcs de consentir à la tenue d'un congrès;

l'internonce d'Autriche, qui résidait à Constantinople, ne parlait plus des subsides qu'il avait si vivement sollicités, ni des diversions que sa cour allait faire en faveur de la Porte; et loin d'encourager les Turcs à la continuation de la guerre, il s'était joint au ministre prussien pour engager le divan à choisir ceux que le Grand Seigneur enverrait au congrès de la pacification. Les plénipotentiaires furent nommés de la part des deux puissances belligérantes; les ministres prussien et autrichien les joignirent à Foxsiani, lieu où se tinrent les conférences. Le comte Orlow, favori de l'impératrice, y présidait de la part de la Russie, et Osman-Effendi de la part des Turcs. Ces deux ministres paraissaient d'accord sur les articles essentiels du traité, et même sur l'indépendance des Tartares; mais lorsqu'on en vint au projet article par article, Osman-Effendi en présenta un autre, par lequel le droit de confirmer le khan des Tartares élu, et le droit d'administrer la justice en Crimée, était réservés au Grand Seigneur. Cette proposition fut rejetée; Osman en présenta une plus modérée, mais qui fut aussi peu admise que la première, sur quoi il déclara qu'après avoir épuisé tous les moyens qui lui étaient permis par ses instructions, qu'après avoir modifié par des adoucissements les articles qui faisaient le plus de peine aux Russes, voyant néanmoins que, sans égard pour la modération du Grand Seigneur, on rejetait toutes ses propositions, il ne lui restait qu'à demander des chevaux pour s'en retourner à Constantinople. M. Orlow le prit au mot; ses intérêts personnels le rappelaient à Pétersbourg, où ses ennemis, profitant de son absence, étaient parvenus à le supplanter; ainsi ce congrès qu'on avait eu tant de peine à faire assembler n'atteignit pas la fin du même mois.

Plus les affaires prenaient vers le Nord et l'Orient une tournure avantageuse à la Russie, plus la France, mécontente du peu de considération dont elle jouissait, essayait

de se dédommager par ses intrigues de l'ascendant qu'elle avait perdu; elle se flattait de pouvoir le regagner en mettant la Suède en jeu. Le prince royal de Suède qui voyageait alors en France, se trouva précisément à Paris lorsqu'il apprit la mort du roi son père. Les ministres de Louis XV, pour profiter de la conjoncture, prirent des engagements secrets avec ce jeune prince; ils lui promirent d'acquitter les arrérages de la dernière guerre, que la France devait à la Suède : la somme en montait à 1,300,000 écus; une partie lui en fut remise à Paris, et on lui fit espérer le reste, au cas qu'il voulût l'employer à changer la forme du gouvernement en Suède, en s'y rendant souverain[1]. Dès lors ce jeune prince vif, ambitieux, mais léger, se livra sans réserve à l'exécution de ce projet, à laquelle la diète qui allait s'assembler pour son couronnement lui fournissait une occasion favorable. De retour à Stockholm, on envoya des émissaires munis d'argent dans toutes les provinces du royaume, pour corrompre les députés et une partie des troupes; son frère, le prince Charles, se mit à la tête d'un de ces corps, pour le conduire à la capitale au secours du roi. Mais le jeune monarque n'attendit pas son arrivée; il avait gagné le régiment des gardes et celui de l'artillerie; il s'empara par leur moyen de l'arsenal, fit braquer les canons sur les places et dans les rues, assembla le sénat intimidé par un appareil qui lui était si nouveau, et se fit déclarer souverain par ce corps, qui représentait toute la nation[2].

Cet événement inattendu causa quelques inquiétudes à la cour de Berlin; le roi s'était engagé, par son traité avec la Russie, à soutenir la forme de gouvernement établie en Suède l'année 1720. Ce prince n'ignorait pas la

[1] Ces détails sont confirmés par le *Livre rouge*.

[2] Sur la révolution de Suède, voyez les dépêches de M. de Vergennes, ambassadeur de France à Stockholm, dans les Mémoires de l'Académie de Lyon, année 1857.

vive impression qu'une révolution aussi subite ferait sur l'impératrice de Russie. Le congrès de Foxsiani venait à la vérité d'être rompu; mais les Russes et les Turcs étaient de nouveau en pourparlers pour en assembler un autre à Bucharest : si la paix venait à se conclure entre ces deux puissances, il fallait s'attendre qu'incessamment la Russie travaillerait à remettre le gouvernement suédois sur l'ancien pied; le jeune roi de Suède, qui comptait sur l'appui de la France, ne se serait jamais désisté de bon gré de la souveraineté à laquelle il venait de parvenir; c'étaient là des matériaux pour une nouvelle guerre, dans laquelle le roi aurait été obligé de combattre contre son propre neveu; et la nature, qui parle aux cœurs des rois tout comme à ceux des particuliers, se révoltait contre ce parti. D'autre part la politique et la foi des traités exigeaient qu'on le prît : dans cet embarras le roi se servit de la cour de Vienne, afin que, par ses représentations à celle de Pétersbourg on pût parvenir à calmer la première effervescence de la Russie. Les mouvements de colère et de vengeance l'auraient cependant emporté dans l'esprit de l'impératrice de Russie, si les Turcs n'avaient pas résisté avec beaucoup de fermeté aux conditions dures et fâcheuses qu'on voulait leur faire accepter; en même temps que du côté de la Suède, le roi concevant le danger dont il était menacé de la part de la Russie, se proposait de mettre d'avance le Danemarck hors de jeu, pour n'avoir qu'un ennemi à combattre à la fois.

Ceci nous engage à reprendre les choses de plus haut, pour exposer avec précision les raisons qu'avait le roi de Suede d'agir ainsi. Le roi de Danemarck était monté trop jeune sur le trône pour que son expérience pût être formée : il était entouré d'anciens ministres rompus dans les intrigues de cour, qui plus intéressés que citoyens, n'ambitionnaient que de gouverner leur maître; et comme ces rivaux luttaient pour se supplanter mutuellement, cela

donnait lieu à de fréquentes disgrâces; chaque jour produisait de nouveaux ministres et de nouveaux projets de gouvernement. Le sieur de Saldern, qui se trouvait alors à cette cour en qualité de ministre de Russie, avait, comme nous l'avons dit, moyenné l'échange du duché de Gottorp contre ceux d'Oldenbourg et de Delmenhorst; ce ministre d'une cour étrangère, mais trop puissant à Copenhague, persuada au roi de faire un tour dans les pays étrangers, voulant le détourner de visiter, comme il en avait l'intention, le royaume de Norvége, où l'on craignait qu'il n'introduisît des nouveautés préjudiciables à ses intérêts. Peu après son mariage avec la princesse Mathilde, sœur du roi d'Angleterre, il partit de Copenhague, se rendit à Londres, et de là à Paris : ses courtisans et ceux qui l'environnaient fortifiaient son penchant à la volupté et à la débauche; de retour de ses voyages, il en rapporta une maladie [honteuse] dont il n'avait pris aucun soin; la reine son épouse, sous prétexte du rétablissement de sa santé, s'empara de son esprit, et lui proposa un médecin nommé Struensée, comme l'homme le plus capable de le guérir. L'accès que ce médecin eut à la cour lui fit gagner imperceptiblement plus d'ascendant sur l'esprit de la reine qu'il n'était convenable à un homme de cette extraction. Cette liaison, qui allait de jour en jour en augmentant, obligeait la reine à prendre les plus grandes précautions pour que le roi ne pût pas s'apercevoir de l'affront qu'il endurait. On assurait que, pour être sûrs de n'être point interrompus dans ces tête-à-tête si scandaleux, la reine et le médecin imaginèrent, sous prétexte de donner des remèdes au roi, de lui faire prendre de l'opium, pendant l'action duquel le roi était hors d'état de les troubler[1]. L'usage trop fréquent

[1] La dernière édition de Berlin est la seule qui s'explique catégoriquement sur les rapports intimes entre la reine Mathilde et Struensée. Le texte de l'édition de 1788, qui jusqu'ici avait servi de type aux différentes éditions des Mémoires de Frédéric II qui ont été imprimés,

de ces soporifiques altéra considérablement l'esprit de ce jeune prince : il eut des absences si fortes et si longues, que la reine et le médecin s'emparèrent des rênes du gouvernement : Struensée fut créé premier ministre, et fut réellement roi de Danemarck durant quelques mois. La nation danoise fut indignée. On découvrit enfin que le projet du ministre était de faire déclarer le roi incapable de régner, et, sous ce prétexte apparent, de s'emparer de la tutelle du royaume; ce qui acheva de révolter les esprits (on trouvait qu'on se couvrirait d'opprobre, si l'on exposait le royaume à tomber sous la domination d'une race bâtarde à laquelle un médecin allemand aurait servi de tige). Des gardes de la marine qu'on avait voulu casser, parce que la cabale se défiait de leur fidélité, donnèrent le premier branle à la révolution. Les deux généraux d'Eickstædt et de Cœller, tous deux Poméraniens de naissance, et le ministre d'État d'Osten se rendirent en secret chez la reine Julie, belle-mère du roi; ils lui peignirent des couleurs les plus vives les périls auxquels sa personne, celle de son beau-fils, et tout le royaume étaient exposés, et la conjurèrent de prendre, dans un moment aussi critique, un parti décisif; ils la déterminèrent à se rendre, après un bal qui devait durer avant dans la nuit, par un escalier dérobé dans la chambre du roi, pour l'avertir du péril imminent qui le menaçait, et l'obliger à signer incessamment un ordre par lequel les généraux étaient autorisés, l'un à arrêter la reine Mathilde, et l'autre à s'assurer du médecin premier ministre. Ce projet s'exécuta comme il avait été médité : on enferma la reine dans une forteresse, et le médecin, ainsi que ses adhérents, furent traduits devant les juges : la crainte des supplices leur fit avouer tous les attentats dont on les accusait; le mariage de la reine Mathilde fut cassé; le roi d'Angleterre obtint qu'on permît à cette

avait dû recevoir des modifications commandées par la date récente des faits racontés, dont les acteurs étaient encore vivants.

princesse de sortir du Danemarck, pour se retirer dans l'électorat de Hanovre : elle s'établit à Zell, où elle fut traitée par son frère avec distinction. Le médecin et le baron de Brand, après qu'on leur eut fait le procès, furent décapités : la reine Julie, belle-mère du roi, prit le maniement des affaires. Tout fut faible dans les commencements d'une telle administration, qui en effet n'était qu'une tutelle. L'aliénation d'esprit du roi équivalait à une minorité. Les Norvégiens, qu'on avait accablés d'impôts pour soutenir la banque qui était sur le point de faire faillite, les Norvégiens, dis-je, commencèrent à différentes reprises à manifester leur mécontentement. Les révolutions que subit presque en même temps le gouvernement suédois donnèrent de vives alarmes à la cour de Copenhague, qui craignait les entreprises d'un jeune prince voisin, ennemi né des Danois; la reine Julie envoya le général Huth avec quelques troupes en Norvége, afin de garantir ce royaume contre toute invasion étrangère.

Ce mécontentement des Norvégiens, leurs dispositions peu favorables à la cour, voilà sur quoi le roi de Suède fondit ses espérances. Quelques députés, des paysans de ce royaume, qui se rendirent auprès de lui dans le bourg d'Eckholmsund, l'assurèrent qu'il n'avait qu'à se montrer avec quelques troupes sur leurs frontières pour animer les paysans norvégiens et pour leur faire à tous embrasser son parti. Sans examiner si c'était la nation qui s'expliquait par la bouche de ces députés, ou s'ils n'étaient que les organes de quelques mécontents obscurs, le roi partit brusquement, sous prétexte de faire ce qu'on appelle en Suède l'*Eric Gatta*: il fit la tournée de ses provinces méridionales en Scanie et vers les frontières de la Norvége; de là il envoya un mémoire à la cour de Danemarck [9 nov.], conçu en termes menaçants, par lequel il demandait raison des armements extraordinaires que cette cour faisait en Norvége; en même temps il préparait tout de son côté

pour entreprendre la guerre; des troupes suédoises, munies d'artillerie, s'approchaient de la Norvége; ses émissaires en foule rôdaient dans ce royaume, pour exciter le peuple à la sédition. Il fit des tentatives infructueuses pour brûler le chantier de Copenhague; enfin, tout se préparait à une rupture entre ces deux royaumes, et peut-être s'en serait-elle ensuivie, si la cour de Berlin, par les représentations les plus fortes, n'avait engagé ces deux puissances à s'éclaircir mutuellement sur leurs soupçons et à se réconcilier. Sur ces représentations, le roi de Suède s'en retourna dans sa capitale, et les Danois se rassurèrent.

Si le changement du gouvernement en Suède avait déplu à l'impératrice de Russie, ces mouvements du roi sur les frontières de la Norvége la choquèrent encore davantage; elle craignait qu'un jeune prince aussi remuant, aussi inquiet que le roi de Suède, n'entreprît avec la même légèreté de l'attaquer sur les frontières de l'Estonie et de la Finlande. Ces deux provinces étaient alors dégarnies de troupes; les armées russes étaient dans la Bessarabie, dans la Crimée, et plus de 50,000 hommes inondaient la Pologne; l'impératrice jugea que dans ces circonstances, en faisant des conquêtes en Orient et en subjuguant les Sarmates, elle ne devait pas négliger d'assurer ses anciennes possessions. Elle rappela dans cette intention 20,000 hommes des troupes qui étaient en Pologne, pour les employer à garnir et à défendre la Livonie et les provinces qu'elle croyait exposées aux insultes des Suédois; d'autre part, elle se montra plus disposée à un nouveau congrès pour la paix avec les Turcs.

Ce congrès s'ouvrit à Bucharest [26 octobre]; le reis-effendi était le plénipotentiaire de la Porte, et le seigneur Obreskow celui des Russes; les deux ministres plénipotentiaires de la Prusse et de l'Autriche ne s'y trouvèrent point, parce que les Russes avaient été mécontents du seigneur Thugut[1],

[1] Le baron François de Thugut, né en 1739, attaché en 1754 à l'am-

qui avait assisté au premier congrès comme ministre de l'impératrice-reine. Les Russes commencèrent par renouveler leurs prétentions exorbitantes; ensuite ils se relâchèrent sur plusieurs articles; mais la cession des places de la Crimée Kersch et Jenikala, situées sur le détroit de Zabache, dont la possession ouvrait aux Russes le passage de la mer Noire, fut un obstacle invincible de la conclusion de la paix; le corps des ulémas, ou gens de la loi, déclara au Grand Seigneur qu'il ne consentirait jamais que, par cette cession, on mît la Russie en état d'équiper une flotte qui menacerait Constantinople même du plus imminent danger. La Russie déclara de son côté que la possession de ces deux places était une condition dont elle ne se départirait jamais. Sur cela, chacune des deux cours envoya son *ultimatum* à ses plénipotentiaires : les Russes offrirent de se relâcher sur ce qu'ils avaient demandé en argent, à condition que les Turcs consentissent au reste, et les Turcs offrirent 21 millions de roubles aux Russes s'ils voulaient remettre les choses sur le pied où elles étaient avant le commencement de cette guerre. Après que les conditions eurent été refusées de part et d'autre vers la fin du mois de mars, ce second congrès fut rompu comme le premier [mars 1773].

Deux raisons contribuèrent à rendre ce congrès infructueux : la première, les conditions onéreuses, humiliantes et dures auxquelles Catherine voulait soumettre Mustapha[1]; l'autre, les intrigues de la France, qui, non contente d'employer les corruptions pour gagner les principaux vizirs et seigneurs de la Porte, relevait leur courage par l'espérance que le roi de Suède porterait la guerre en

bassade de Constantinople, internonce autrichien dans cette ville en 1770; nommé baron en 1774; ministre à Varsovie en 1780; administrateur général de la Moldavie et de la Valachie en 1788; plénipotentiaire adjoint à Paris en 1791; premier ministre en 1794; mort en 1818.

[1] Mustapha III, fils du sultan Achmet, déposé en 1730, devint sultan en 1757; mort en 1774.

Finlande, pour faire une diversion en leur faveur, et ils ajoutaient que la France armait actuellement à Toulon une nombreuse escadre, qu'on enverrait aux Échelles du Levant, pour s'établir en croisière dans l'Archipel. La cour de Versailles ne se borna point à ces petites intrigues : elle désapprouvait la conduite de l'impératrice-reine, qui, étant son alliée, s'était unie avec la Russie et la Prusse, et avait pris le parti des puissances que la France regardait comme ses ennemies. Pour se venger des Autrichiens, on projeta à Versailles une quadruple alliance entre les cours de Versailles, de Madrid, de Turin et de Londres. On commença par mettre en jeu toutes sortes d'intrigues, afin d'indisposer l'Angleterre contre la Prusse et contre la Russie. Les émissaires français répandaient nombre de pamphlets; dans les uns ils démontraient aux Anglais le tort considérable que souffrait leur commerce, depuis que le roi de Prusse était en possession du port de Dantzic; dans d'autres ils exagéraient les pertes que le commerce d'Angleterre ferait, si les Russes obtenaient la libre navigation sur la mer Noire. Ces écrits firent enfin quelque impression : la fougue anglaise fut promptement excitée ; et sans savoir pourquoi, la nation jeta les hauts cris, en disant que le port de Dantzic allait ruiner le commerce de la Grande-Bretagne. Il n'est pas nécessaire de rapporter ici tous les désagréments auxquels ces clameurs donnèrent lieu, mais il est indispensable de rapporter que les Anglais s'adressèrent aux Russes, et qu'ils exigèrent de l'impératrice que son ministre, conjointement avec celui d'Angleterre, donnassent la loi au roi de Prusse dans ses propres États, qui lui appartenaient à aussi bon droit que les provinces que les deux autres puissances venaient d'envahir, pour qu'il sacrifiât son intérêt à leurs caprices. Les Russes n'entrèrent pas entièrement dans ces idées extravagantes des Anglais; la guerre avec les Turcs durait encore, le roi payait des subsides : ils devaient donc le ménager. Il y eut

quelques négociations vagues avec la cour de Pétersbourg touchant les douanes et les péages de la Vistule, et touchant le port de Dantzic; après quelques explications de part et d'autre, après qu'on eut remontré à cette cour que, chacun étant maître chez soi, on ne devait point être inquiété dans l'administration de ses finances, les Russes trouvèrent ces raisons valables, et les choses restèrent sur le pied où elles étaient.

Le projet des Français et des Anglais était plus artificieux que nous ne l'avons représenté; leur vue était de brouiller la Prusse et la Russie au sujet du port de Dantzic; et quoique l'événement n'eût pas répondu à leur attente, les Anglais ne laissèrent pas de témoigner à la cour de Pétersbourg à quel point ils étaient jaloux et envieux du commerce de la mer Noire que les Russes avaient intention d'exercer; mais la rupture du congrès de Bucharest les délivra pour lors de leurs appréhensions. [Nous avons parlé, il n'y a pas longtemps, de la disgrâce du comte Orlow. Un comte Potemkin avait succédé à cet ancien favori. Cet événement, ou, si l'on veut, plutôt cette intrigue de cour, pensa causer une révolution dans le ministère de Pétersbourg. Le comte Orlow, quoique exilé, n'avait pas entièrement perdu l'ascendant qu'il avait eu sur l'esprit de l'impératrice. Il trouva le moyen de se faire rappeler, et quoiqu'il ne pût renouer la liaison intime dans laquelle il avait été avec cette princesse, il fut pourtant réintégré dans tous les honneurs dont il avait joui précédemment. La première sensation qu'il eut à son retour fut un désir immodéré de se venger de ses ennemis. Le comte Panin, qu'il jugeait le plus coupable, fut aussi l'homme de la cour contre lequel il s'arma de tout son ressentiment. Ce premier ministre se vit tout à coup abandonné de ses amis. Sa maîtresse le négligeait. M. de Saldern, dont nous avons parlé, qui était sa créature et qui n'avait pu l'engager dans un projet de révolution qu'il avait médité, se

jeta dans le parti du comte Orlow. Ces deux hommes, réunis par un même intérêt, travaillèrent de concert pour noircir dans l'esprit de l'impératrice son premier ministre, qui l'avait toujours servie avec intégrité. Il y eut quelques jours qu'on crut à la cour que le comte Panin était perdu sans ressource. Heureusement il se soutint, car sa chute aurait été fatale à toutes les puissances qui tenaient par système à la Russie. Néanmoins cette secousse retarda l'exécution de bien des choses importantes. On oublia le port de Dantzic jusqu'à l'année 1774. L'attention de la cour de Russie étant absorbée par une multitude d'affaires, elle négligea cette bagatelle, et le comte Golowkin, qu'elle avait envoyé à Dantzic pour la régler, y demeura dans une entière inaction.]

Les troubles intestins de la cour de Pétersbourg, et les différents partis qui travaillaient à perdre leurs antagonistes, influaient dans les affaires et occasionnaient de nouvelles contestations, tantôt pour le port de Dantzic, tantôt sur les péages, enfin sur les limites des nouvelles acquisitions : on poussa la mauvaise humeur jusqu'à chicaner le roi sur une banlieue située au delà de la Netze, qu'il avait insérée dans sa démarcation : on lui fit d'autres difficultés sur le territoire de Thorn, qu'on prétendait qu'il avait trop rétréci, quoiqu'on l'eût réglé sur les cartes géographiques les plus exactes qu'on avait pu se procurer. Les Russes firent des querelles semblables aux Autrichiens sur un terrain qu'ils s'étaient approprié au delà du San, et qui était assez considérable. Le roi promit d'avoir la complaisance pour l'impératrice de Russie de s'accommoder à quelques égards à ses désirs, à condition toutefois que les Autrichiens fissent de même; mais la cour de Vienne, affichant la hauteur et étalant toute sa dignité, déclara qu'elle ne céderait pas un pouce de ses possessions; cette déclaration fière et déterminée des Autrichiens fit que les Russes gardèrent le silence et qu'alors les choses restèrent

sur le pied où elles étaient. Toutes ces petites tracasseries tiraient leur origine de la haine que le comte Orlow, devenu prince, avait contre le comte Panin : il l'accusait d'avoir réglé trop avantageusement les partages des alliés de la Russie, et le ministre, qui voyait son crédit chanceler, n'avait pas le courage de soutenir avec fermeté les points dont on était tombé d'acord dans la convention signée par l'impératrice de Russie et le roi de Prusse. Dans ces temps-là, les noces du grand-duc se célébrèrent à Pétersbourg; le comte Panin, qui avait été son gouverneur, le quitta alors, et non-seulement l'impératrice le récompensa généreusement, mais, détrompée des calomnies par lesquelles on avait voulu le noircir dans son esprit, elle lui rendit sa confiance.

Ce [ne] fut [qu'à force de menées et d'intrigues que] le roi parvint à fixer sur la princesse de Darmstadt, propre sœur de la princesse de Prusse, le choix que l'impératrice fit d'une belle-fille; pour avoir du crédit en Russie, il fallait y placer des personnes qui tinssent à la Prusse. On devait espérer que le prince de Prusse, lorsqu'il parviendrait au trône, en pourrait tirer de grands avantages. M. d'Assebourg, sujet du roi, et qui avait passé au service de l'impératrice, fut chargé de parcourir toutes les cours d'Allemagne où il y avait des princesses nubiles, et d'en faire son rapport. [Le roi réveilla son zèle patriotique en lui marquant que la princesse de Darmstadt était celle pour laquelle il s'intéressait le plus. L'envoyé servit si bien Sa Majesté, que cette princesse fut désignée pour épouser le grand-duc. Ces sortes de mesures prises pour l'avenir peuvent tromper, mais il ne faut pas les négliger[1].]

Tandis que la ville de Pétersbourg célébrait par des

[1] Le grand-duc Paul fut marié deux fois : 1° le 10 octobre 1773, à Nathalie-Wilhelmine, née le 25 juin 1755, fille de Louis IX, landgrave de Hesse-Darmstadt. Cette princesse mourut en 1776; 2° à Sophie-Dorothée-Auguste de Wurtemberg, appelée Marie Fedorowna.

fêtes ce mariage, la diète de Pologne s'assemblait à Varsovie; les trois cours y publièrent un manifeste avec une déduction de leurs droits; on demanda au roi et à la république de signer, 1° le traité de cession pour les trois cours; 2° la pacification de Pologne; 3° une somme fixe pour l'entretien du roi; 4° l'établissement du conseil permanent; 5° un fonds assuré pour que la république pût entretenir 30,000 hommes. En même temps, chaque puissance fit entrer en Pologne un corps de 10,000 hommes. Toutes envoyèrent également un général à Varsovie; les Autrichiens, Richecourt; les Russes, Bibikow; les Prussiens, Lentulus. Ils avaient ordre d'agir de concert et de sévir contre les seigneurs qui voudraient cabaler ou mettre des obstacles aux nouveautés qu'on voulait introduire dans leur patrie.

Au commencement, les Polonais firent les revêches : ils répugnaient à tout ce qu'on leur proposait; les nonces des palatinats n'arrivaient point à Varsovie. Fatiguée de ces longueurs et de cette obstination, la cour de Vienne proposa de fixer un jour pour l'assemblée de la diète, avec menace que si les nonces manquaient de s'y trouver, les trois cours, sans différer, partageraient entre elles tout le royaume; mais on ajoutait aussi, que par égard pour eux, et s'ils donnaient des marques de leur docilité, aussitôt après que l'acte de cession aurait été signé, les trois puissances retireraient leurs troupes du territoire de la république. A peine cette déclaration fut-elle publiée, que tout s'arrangea comme de soi-même. La diète s'assembla le 19 avril : le traité de cession fut approuvé, et signé premièrement avec les Autrichiens, ensuite avec les Russes, et celui des Prussiens le 18 septembre. On convint que des commissaires seraient envoyés pour régler les frontières. La république renonça, en faveur de Sa Majesté, à la réversibilité du royaume de Prusse et des fiefs de Lauenbourg, de Butow et de Draheim : on abolit plusieurs

articles du traité de Wélau; on garantit à la Pologne toutes les provinces qui lui restaient. Le roi promit de plus de conserver dans sa portion la religion catholique sur le pied où il l'avait trouvée, et l'on renvoya à des actes séparés les articles dont on conviendrait [à l'égard du territoire de la ville de Dantzic et de la ville de Thorn]. Ce traité, ainsi que ceux des autres cours, ne fut signé d'abord que par les deux maréchaux de la confédération et par le président de la délégation, ainsi que par les ministres des trois cours. Ces ministres commencèrent ensuite à traiter avec les membres de la délégation. On convint de la création d'un conseil permanent, et l'on en renvoya la discussion, qui devait être longue et détaillée, aux assemblées suivantes.

Les Polonais, qu'il faut considérer comme la nation la plus légère et la plus frivole de l'Europe, se flattaient, sans le moindre fondement, d'anéantir dans peu l'ouvrage des trois puissances voisines; voici comme raisonnaient ces têtes sans dialectique. La campagne des Russes n'a pas été heureuse cette année-ci; ils seront donc accablés l'année prochaine : les zélateurs de l'ancien gouvernement anarchique ajoutaient, en exagérant les choses, que le Grand Seigneur, à la tête de ses braves janissaires, pénétrerait bientôt en Russie, brûlerait Moscou et Pétersbourg, détrônerait l'impératrice, et partagerait entre lui et les Polonais les débris de ce vaste empire.

Pour juger combien leur mauvaise volonté outrait les mauvais succès des Russes, il sera nécessaire de rapporter ce qui se passa entre les armées dans cette campagne, et même de remonter un peu plus haut. Depuis la rupture du congrès de Bucharest, l'impératrice de Russie, accoutumée aux exploits inconcevables de ses troupes, crut qu'au moyen d'une nouvelle victoire elle pourrait fléchir l'obstination du sultan, et le faire consentir aux conditions de paix dont elle ne voulait pas se désister. Elle manda

donc au maréchal de passer le Danube avec son armée, et d'attaquer l'ennemi partout où il le trouverait : le maréchal avait quelque répugnance à commettre sa réputation dans une entreprise aussi hasardeuse; il en représenta les difficultés : le Danube large d'un mille dans ces contrées, l'impossibilité d'y faire des ponts, le danger de débarquer à l'autre bord sous le feu de l'ennemi; il ajouta qu'on ne trouverait aucun établissement dans la Romélie, et qu'on devait craindre d'exposer l'armée dans des circonstances pareilles à celles où Pierre Ier s'était trouvé au bord du Pruth.

Ces représentations furent vaines : les raisons de guerre cédèrent à l'impatience de l'impératrice; M. de Romanzow fut contraint de passer le Danube avec son armée, forte de 35,000 hommes [13 juin] : il repoussa et défit un corps d'observation que les Turcs avaient avancé vers les bords du fleuve : il marcha ensuite sur Silistria, qu'il avait intention de prendre : cette ville est située dans une gorge; elle n'a point d'ouvrages qui la défendent, mais les montagnes qui l'environnent de deux côtés étaient bien fortifiées; trente mille Turcs y campaient, et l'armée du grand vizir, postée sur le mont Hémus, était à portée de la secourir. Le maréchal Romanzow approchant de Silistria, résolut de prendre cette ville d'emblée : il partagea son armée en différents corps, les uns pour soutenir les batteries qui tiraient sur le camp des ennemis, d'autres pour attaquer la ville par l'endroit où la gorge des montagnes s'ouvrait le plus, et le reste demeura comme en réserve, soit pour soutenir les attaques, soit pour protéger la retraite. Les Turcs attaquèrent avec leurs spahis cette réserve et les corps qui couvraient les batteries, en même temps qu'ils prirent à dos les détachements qui étaient à la vérité entrés dans Silistria, mais qui furent obligés ensuite de s'en retirer avec une perte assez considérable.

Le grand vizir, informé de ce qui se passait, détacha

promptement un gros corps de troupes à dos de l'armée russe, pour garnir un défilé par lequel il fallait qu'elle repassât pour pouvoir regagner les bords du Danube. Si le grand vizir avait su profiter de l'occasion, il aurait engagé sans perdre de temps une affaire d'arrière-garde avec l'armée de M. de Romanzow qui se retirait, et il y a toute apparence qu'il aurait détruit cette armée russienne qui avait passé le Danube. Mais les destinées n'avaient pas résolu que les choses tournassent ainsi; le grand vizir demeura tranquillement dans son camp, et le maréchal Romanzow ayant été averti qu'un corps de Turcs s'était posté sur ses derrières, envoya le général Weissmann à la tête d'un détachement pour déloger les troupes ennemies de leur embuscade : ce brave général, après des efforts de valeur incroyables, réussit, mais en y perdant la vie. Cet important avantage donna à l'armée russe la facilité de regagner le Danube : il n'y avait pas assez de barques pour transporter ces troupes tout à la fois; il fallut y employer trois jours, sans qu'il vînt en pensée aux Turcs d'attaquer les portions de l'armée qui attendaient le retour de leurs bateaux, ou d'apporter le moindre obstacle à leur passage.

L'impératrice de Russie fut très-mécontente de cette expédition; il fallut tirer des troupes de l'Ingrie, de l'Esthonie et de la Pologne, pour renforcer l'armée de la Valachie; cependant on ne se découragea point. On forma de nouveaux projets, et l'on résolut à Pétersbourg de les exécuter sur la fin de l'automne de la même année. Il faut savoir que, chez les Turcs, c'est l'usage que les troupes asiatiques retournent chez elles au commencement de l'arrière-saison. Les Russes, qui en étaient instruits, voulurent profiter de l'affaiblissement de l'armée du grand vizir après le départ d'une aussi grande multitude de combattants. Par ordre de l'impératrice, M. de Romanzow envoya différents détachements de ses troupes au delà du

Danube, et le maréchal avec le gros de l'armée, consistant en 20,000 hommes à peu près, couvrit derrière les fleuves les provinces conquises de la Valachie et de la Moldavie. Il détacha le général Ungern, le prince Dolgorouki et le général Soltikow, chacun à la tête de 3,000 hommes. Ungern et Dolgorouki donnèrent sur une troupe de Turcs qu'ils mirent en fuite : ils prirent le sérasquier qui les commandait et quelques canons; leur ordre portait de marcher de là sur Warna, pour s'emparer de ce poste important et du port, par lequel les troupes du vizir tiraient leurs magasins sur la mer Noire. Le malheur voulut que ces deux généraux se brouillèrent. Ungern s'avança seul vers Warna; il trouva la ville bien fortifiée, entourée d'un fossé profond rempli d'eau; une forte garnison la défendait, et le port était rempli de frégates turques, dont l'artillerie fouettant tout le rivage, incommodait beaucoup les troupes russes. M. d'Ungern comprit qu'il lui était impossible de forcer cette place; ayant abandonné ce dessein, il fut dans sa retraite vivement harcelé par les Turcs; il y perdit son canon, sans compter une partie assez considérable de son monde. Il regagna cependant le Danube, tandis que de leur côté les Turcs s'emparèrent du magasin que les Russes avaient rassemblé pour cette expédition; ce qui les obligea tous à repasser le Danube, et ils rejoignirent leur armée, harassés, affamés, et considérablement fondus.

Il semblait alors que la fortune, par un effet de ses caprices, lasse d'avoir si constamment favorisé les Russes, allait passer dans le parti contraire; déjà deux expéditions consécutives en Romélie avaient manqué; et comme si ce n'était pas assez, les Cosaques du Don et ceux qui sont sur le Jayck, dans le voisinage d'Orenbourg, se révoltèrent : ils se plaignaient principalement de ce que la cour avait violé leurs priviléges en les enrégimentant comme des troupes régulières; de ce qu'on avait tiré 20,000 hommes

d'entre leurs compatriotes pour les envoyer contre les Turcs, et de ce qu'on épuisait leur province en lui faisant livrer plus d'hommes et de chevaux qu'elle n'en pouvait fournir. Un vagabond se mit à leur tête : il leur persuada qu'il menait avec lui l'empereur Pierre III, qui voulait détrôner sa femme l'impératrice, pour placer sur le trône son fils le grand-duc. Quelques provinces voisines se joignirent à ces rebelles : leur nombre, qui augmentait chaque jour, contraignit l'impératrice à retirer ce qu'elle put de troupes de l'Esthonie, de l'Ingrie et de la Pologne, pour les opposer aux mutins; le général Bibikow fut mis à la tête de ce corps qu'on avait ainsi assemblé à la hâte; mais quelque diligent qu'il fût, il ne put arriver au royaume de Kazan qu'au mois de mars de l'année 1774.

Tous ces contre-temps, qui étonnaient une cour accoutumée à des prospérités continuelles, inspirèrent à l'impératrice des sentiments plus pacifiques; elle craignit avec raison que le grand nombre de recrues qu'on exigeait des provinces, et qui occasionnait déjà des murmures, ne fît passer les Russes de la mauvaise volonté à une révolte ouverte. Ajoutez à ces considérations que les succès qui avaient, pour ainsi dire, ébloui les yeux de l'Europe au commencement de cette guerre, avaient beaucoup perdu de leur éclat dans le cours de cette dernière campagne. Comme la cour avait une envie sincère de rétablir la paix, le comte Panin requit le comte de Solms de mander au sieur de Zegelin, ministre du roi à la Porte, qu'on le priait de faire en son propre nom les propositions suivantes au cadilesquier qui gérait les emplois du grand vizir pendant son absence : 1° que la Porte se désistât de la possession de Kersch et de Jenikala; 2° que la Crimée fût gouvernée par son khan, sans que la Russie ni les Turcs s'en mêlassent; 3° que la libre navigation de la mer Noire se bornât aux vaisseaux marchands, dont aucun ne pourrait avoir plus de quatre à cinq canons, et qu'on interdît aux

vaisseaux russes armés en guerre l'entrée de tous les ports qui sont sous la domination du Grand Seigneur; 4° qu'Oczakow, au lieu de Kinburn, demeurât aux Russes, pour qu'ils eussent au moins une place forte avec un port sur la mer Noire; et qu'en considération de cet accord, les Russes rendissent aux Turcs Bender et toutes les autres conquêtes qu'ils avaient faites sur eux.

Pour ménager la délicatesse de l'impératrice Catherine, qui répugnait à faire la première des propositions de paix à ses ennemis, le roi se chargea d'autant plus volontiers de les faire passer à Constantinople, qu'il était intéressé lui-même à mettre fin à cette guerre, qui pouvait produire, par sa continuation, des événements désagréables et fâcheux. Cette nouvelle tentative de pacification ne réussit pas mieux que les précédentes. Ces deux puissances étaient trop hautes et trop fières pour qu'on pût les accommoder. Sur ces entrefaites mourut à Constantinople Mustapha [février 1774], qui avait régné durant le cours de cette guerre. Son frère Achmet[1] occupa le trône après lui. Ce prince ne connaissait que la prison du sérail, dans laquelle il avait été élevé; ignorant, d'un esprit aussi borné que faible, il remit les soins du gouvernement entre les mains de sa sœur et de son grand vizir, et l'on ne s'aperçut pas d'un changement de règne. Cependant, malgré la fierté qu'affectaient ces deux cours, sentant également le besoin de rétablir la paix, et dégoûtées de tant de congrès inutilement assemblés, elles tentèrent un nouveau moyen de conciliation; elles renouèrent une négociation directe entre le grand vizir et le maréchal Romanzow. Mais elle fut accrochée de même, et par l'indépendance de la Crimée, et par la cession des places que la Russie demandait : cette affaire languit ainsi jusqu'au mois de juin, où la campagne s'ouvrit.

[1] Ce fut non pas Achmet, mais Abd-ul-Hamid, cinquième fils d'Achmet III, qui succéda à Mustapha. Abd-ul-Hamid était né en 1725; il mourut en 1789.

Pour éviter un engagement général, le grand vizir avait choisi son camp sur les montagnes de la Bulgarie, et il n'opposait à M. de Romanzow que de gros détachements. Celui-ci, désirant de rétablir sa réputation, qui avait souffert par les opérations malheureuses de sa dernière campagne, après avoir passé le Danube avec son armée, trouva le moyen de tourner celle du grand vizir avec des corps détachés qui battirent toutes les troupes qu'ils rencontrèrent; alors M. de Romanzow fortifia ces corps, dont l'un fut assez heureux pour défaire et pour enlever un convoi considérable, destiné pour la grande armée turque: bientôt le vizir se vit comme affamé dans son propre camp. Le général Kamenski[1] lui coupa la communication avec Adrianople. Si ce Turc avait eu de la hardiesse, il se serait rouvert cette communication l'épée à la main, d'autant plus que la plus grande partie de ses troupes, manquant de nourriture, l'abandonna après avoir pillé son propre camp. Cela fit tourner la tête à ce malheureux grand vizir, et il se crut obligé de signer toutes les propositions de paix que le maréchal Romanzow voulut lui prescrire.

Cette paix produisit l'indépendance de la Crimée; elle valut aux Russes la cession des places d'Azof, de Kinburn et de Jenikala; les Turcs leur accordèrent encore la libre navigation dans l'Hellespont, dans la Propontide et dans l'Archipel, et une somme de quatre millions et demi de roubles en forme d'indemnisation pour les frais de la guerre. Ces préliminaires si glorieux pour l'impératrice Catherine furent signés, le 10 juillet 1774, dans le camp du maréchal Romanzow. Le grand vizir ramena sans différer le peu de troupes qui lui restaient à Adrianople, où il mourut de douleur. La prospérité dont jouissait l'empire de Russie par les avantages qu'il acquérait sur les Turcs était contre-balancée par l'inquiétude que la révolte des Cosaques

[1] Le comte Kamensky, né vers 1735, lieutenant général en 1774, feld-maréchal en 1802, mort vers 1809.

lui causait. Ce Pugatschef[1], qui était à la tête des rebelles, eut l'adresse d'attirer dans son parti les peuples qui habitent les bords du Jayck jusqu'à ceux qui habitent les environs de Moscou; la noblesse même commençait à se laisser séduire, et il ne manquait à ce chef de parti que l'assistance de la fortune pour consommer la révolution qu'il se proposait de faire dans cet empire. Mais la paix qui venait d'être conclue avec les Turcs fit avorter toutes ses entreprises; les troupes que l'impératrice retirait de la Romélie furent employées contre le rebelle; elles l'entourèrent de tous côtés, dissipèrent son parti et lui coupèrent la retraite; enfin, trahi par un de ses adhérents, il fut livré aux Russes, et condamné au supplice qu'il avait mérité.

Pendant tout ce temps-là, la Diète de Pologne et la délégation travaillaient à ce qu'on nommait la réforme du gouvernement. Tout ce qui concernait le conseil permanent fut réglé : on assigna des fonds pour l'entretien du roi, que l'on fixa à la somme de 1,200,000 écus. On destina d'autres fonds pour l'entretien de l'armée. L'article qui regardait les dissidents, étant regardé comme le plus délicat à cause de la fermentation qu'il pouvait causer dans les esprits, fut réservé pour la fin de la Diète. Une nouvelle rumeur se répandit alors en Pologne : la nation se plaignait hautement sur ce qu'on disait que les Autrichiens et les Prussiens ne mettaient point de bornes à l'extension de leurs limites. Ces plaintes n'étaient pas tout à fait dépourvues de fondement; car les Autrichiens, en abusant d'une carte peu exacte de la Pologne, comme elles l'étaient toutes, ayant confondu le nom de deux rivières, la Sbruze et la Podhorze, avaient, sous ce prétexte, étendu leurs limites bien au delà de ce qui leur était assigné par le traité de partage. Or, on était convenu que

[1] Yemelka Pugatscheff, l'un des imposteurs qui se firent passer pour Pierre III, était né en 1726; il périt dans une cage de fer en 1775.

les différents partages se feraient avec une si parfaite égalité, que les portions échues aux trois puissances ne seraient pas plus considérables les unes que les autres. Comme donc les Autrichiens avaient enfreint cette condition, le roi se crut autorisé à faire de même : il étendit en conséquence ses limites et enferma la vieille et la nouvelle Netze dans la partie de la Pomérélie qu'il possédait déjà.

La cour de Pétersbourg intervint dans cette affaire, et le roi s'engagea de resserrer les limites de son cordon, à condition que la cour de Vienne en ferait autant. Les Polonais, informés de ces altercations entre les trois cours, crurent que c'était le moment, par le moyen de leurs intrigues, de parvenir à semer la division, l'aigreur et l'envie entre ces puissances. Dans cette intention, le comte Branicky, grand général de la Pologne, fut envoyé à Pétersbourg, sous prétexte de plaider la cause de la république, mais plus encore pour aigrir l'esprit de l'impératrice contre la Prusse et l'Autriche [qui faisaient les despotes en Pologne]. Avant que d'être grand général, il avait accompagné à Pétersbourg Poniatowsky, qui n'était pas roi encore. [Il avait eu, dans ce temps, occasion de rendre de petits services à Catherine comme à Poniatowsky, dont cette princesse conservait le souvenir; et comme il arriva dans sa cour, elle lui témoigna des bontés, mais qui ne s'étendaient pas au delà du personnel.] Quoique cet envoyé ne remplît pas le grand but de la république, qui était d'annuler tout ce qui s'était fait, il parvint pourtant à irriter la vanité russienne, en représentant à l'impératrice que son honneur était engagé à ne pas souffrir que les Prussiens et les Autrichiens étalassent leur despotisme en Pologne; on expédia d'abord des lettres déhortatoires au roi, ainsi qu'à l'impératrice-reine, pour les engager à ne point abuser des complaisances que l'impératrice avait eues à l'égard de leurs intérêts. Le roi répondit avec politesse à cette exhortation, en priant l'impératrice Catherine

de se rappeler l'article fondamental du traité de partage, qui portait sur l'égalité des portions, et il ajouta que, pourvu que les Autrichiens voulussent prescrire de justes bornes à leurs acquisitions, il se désisterait volontiers de l'étendue des limites qu'on trouvait équivoque, n'ayant point d'intérêt qu'il ne sacrifiât à l'avantage de conserver l'amitié de l'impératrice. La réponse de l'impératrice-reine était toute différente de celle-là : elle se ressentait du style de celui qui l'avait dictée; sèche, fière et arrogante, elle annonçait la ferme résolution des Autrichiens de conserver ce dont ils étaient en possession.

Tous ces détails dans lesquels nous sommes entrés ne doivent pas nous occuper assez pour que nous ne jetions pas les yeux sur le reste de l'Europe : toutes les puissances tiennent à la chaîne générale qui lie les intérêts politiques, et l'on ne doit omettre aucun des événements qui peuvent influer plus ou moins sur ce qui arrive dans le monde. Louis XV venait de terminer sa carrière au commencement de cette année[1] : il mourut de la petite vérole. Les évêques qui l'assistèrent dans ses derniers moments agirent avec une cagoterie révoltante; ils l'obligèrent de demander publiquement pardon au public de ses faiblesses. Ce prince était bon, mais sans fermeté : il n'avait de défaut que celui d'être roi. La nation française, insatiable de nouveautés, ennuyée de son long règne, déchira impitoyablement sa mémoire. Enfin ce successeur impatiemment attendu prit la place de son grand-père. Louis XVI, parce qu'il ne faisait que de devenir roi, fut d'abord applaudi : son règne était l'âge d'or, personne ne serait mécontent sous son gouvernement, il ramenait les temps de Saturne et de Rhéa. C'était là le langage de l'enthousiasme; la vérité se borne à dire que ce jeune prince choisit pour son mentor M. de Maurepas, ancien ministre disgracié sous le règne de Louis XV. L'âge

[1] Louis XV mourut le 10 mai 1774.

avancé de ce premier ministre[1] ne permettait pas d'espérer que sous son administration la France pût regagner la considération qu'elle avait perdue; sa politique devait se borner à maintenir les choses dans l'état où il les trouvait; comment se serait-il engagé dans de grandes entreprises? Un octogénaire n'en pouvait voir la fin. Il devait sans doute travailler au rétablissement des finances, mais par quels moyens? En modérant les dépenses? Il s'attirait la haine de tous les grands du royaume. En trouvant de nouveaux fonds? Tous les moyens étaient épuisés : il ne restait d'expédient sage que celui de faire uoe banqueroute raisonnée, pour prévenir une banqueroute totale, et il craignait que si cela arrivait de son temps, ce ne fût une tache pour son administration. La seule chose qui signala sa rentrée dans le ministère, fut qu'il rétablit l'ancien Parlement, et qu'il contribua à l'exil de M. de Maupeou, de quoi il fut loué par les gens de robe et désapprouvé par les politiques. La France craignait alors que les brouilleries entre l'Espagne et le Portugal, au sujet du fort Saint-Sacrement en Amérique, n'occasionnassent une rupture entre ces deux puissances : l'Angleterre ne le craignait pas moins, parce qu'elle-même avait envoyé des troupes en Amérique à Boston et dans d'autres colonies, pour apaiser le mécontentement que ces provinces essuyaient de la part du gouvernement de la mère patrie. Si la guerre s'allumait entre le Portugal et l'Espagne, le roi d'Angleterre était obligé de secourir celui de Portugal; ce qui ne pouvait manquer de le commettre avec les Espagnols, qui, pour se venger, auraient assisté les colonies anglaises, et auraient par conséquent mis la nation en danger de perdre les possessions importantes de l'Amé-

1. Jean-Frédéric Phelypeaux, comte de Maurepas, né en 1701, ministre à l'âge de quatorze ans, disgracié en 1749 pour avoir plaisanté madame de Pompadour, rappelé par Louis XVI en 1774; mort en 1781.

rique. Afin de se tirer de ce pas embarrassant, la cour de Londres gagna l'empereur de Maroc, et le disposa tout de suite à déclarer la guerre à l'Espagne. En fournissant une occupation aussi sérieuse à la cour de Madrid, les Anglais se flattèrent de différer les hostilités entre l'Espagne et le Portugal, et de gagner également le temps de soumettre leurs propres colonies. Tant d'intérêts importants firent alors perdre l'Europe de vue aux Anglais.

Ces conjonctures favorisaient les intérêts du roi; pendant que les Anglais et les autres puissances se trouvaient dans une situation embarrassante, et que, songeant à leurs propres intérêts, ils donnaient moins d'attention à ce qui se passait dans le reste de l'Europe, le roi avait moins à craindre de la jalousie importune des Anglais, qui se seraient à coup sûr mêlés de ce qui regardait le traité de partage. On essaya donc, à l'aide de la cour de Russie, de terminer les différends qu'on avait avec les Dantzicois : le ministres de Prusse et de Russie négocièrent avec les maires et les syndics de cette ville, mais infructueusement; ceux-ci étaient si entêtés d'une espèce de despotisme en fait de commerce qu'ils s'étaient arrogé sur les autres villes situées le long de la Vistule, qu'ils auraient cru flétrir leur dignité en cédant sur la moindre bagatelle. Le ministre de Russie s'aperçut que par les voies de la douceur il ne ferait pas avancer sa négociation: il leur déclara donc que, puisqu'ils n'avaient aucun égard aux remontrances de l'impératrice, il les abandonnait à leur sort; sur quoi il s'en retourna tout de suite à Pétersbourg rendre compte de sa mission. Le ministre de Prusse partit également pour Berlin.

Si la déclaration des Russes avait été plus vigoureuse, les Dantzicois se seraient sans doute accommodés; mais Catherine aimait mieux laisser cette épine au pied de son allié que de l'arracher, parce que les différends de la Prusse avec cette ville fournissaient un sujet de chicane tout préparé, dont la Russie pouvait se servir au moment

où la bonne intelligence entre ces deux puissances s'altérait. L'harmonie entre les deux impératrices était bien plus dérangée encore qu'entre la Prusse et la Russie. Les éternelles chicanes de la cour de Russie, au sujet des lisières des acquisitions autrichiennes, commençaient à choquer la hauteur de l'impératrice-reine, et dans le temps que les esprits s'aigrissaient, on reçut la copie d'un traité signé de la cour de Vienne et de celle de Constantinople; la date en était de l'année 1771. Quoique la pièce ait été imprimée, nous croyons pourtant devoir en rapporter le sommaire. L'impératrice-reine s'engage (voici les termes) d'obliger la Russie, soit par la négociation, soit par les armes, à restituer toutes les conquêtes qu'elle a faites sur la Porte, à raison de quoi le Grand Seigneur lui payera un subside de 10 millions de piastres, pour l'indemniser des frais de la guerre; de plus il lui cédera une partie de la Valachie et quelques districts du territoire de la Moldavie. Quoique ce traité n'eût pas été ratifié, le prince Kaunitz fut assez habile pour faire payer d'avance à sa cour une somme considérable, et bien que depuis il signa le traité de partage des trois couronnes, il n'en suivit pas moins son plan : il ne voyait que l'intérêt de sa cour, peu délicat sur les moyens qu'il employait : aussi s'aperçut-on que le ministre impérial, le sieur de Thugut, qui assista aux différents congrès qui se tinrent entre les puissances belligérantes, traversait autant qu'il le pouvait les intérêts de la Russie, mais non assez adroitement pour que les cours de Pétersbourg et de Berlin ne s'en aperçussent point et ne découvrissent pas ses [infâmes] manœuvres. Cette conduite de la cour de Vienne lui fit perdre le peu de confiance qu'on avait encore en elle. L'impératrice Catherine et le roi de Prusse y furent sensibles; l'on s'apercevait à Pétersbourg que les Russes n'avaient gagné tant de batailles, n'avaient fait tant de conquêtes que pour l'avantage de la cour de Vienne, qui n'avait obligé les Russes à rendre aux Turcs la Molda-

vie et la Valachie que pour en saisir ensuite elle-même une partie; on sentait que ces usurpations, qui touchaient presque à Choczim, rendraient la cour impériale, à la première guerre que les Russes auraient avec les Turcs, arbitre des événements, parce que ses possessions nouvelles lui donnaient le moyen de couper par le Dniester les Russes de la Pologne, d'où ils doivent tirer leurs magasins. Le roi avait aussi des sujets de plainte contre la cour de Vienne, parce qu'elle était cause qu'il avait fait désister les Russes de leurs conquêtes. Ces menées découvraient l'avidité de s'agrandir des Autrichiens, leur ambition démesurée, et devaient avertir les autres puissances d'être en garde contre ce qu'ils pourraient vouloir entreprendre à l'avenir. L'on savait que le jeune empereur désirait la conquête du Frioul vénitien, qu'il avait formé des projets sur la Bavière, qu'il méditait de s'emparer de la Bosnie, sans compter la Silésie, l'Alsace et la Lorraine, dont il n'avait pas oublié la perte. Ce prince était l'ennemi irréconciliable de la maison de Brandebourg, de sorte qu'il fallait par principe s'opposer à son agrandissement. Les Russes auraient voulu que le roi se chargeât de tout, et que, comme un vaillant champion, il provoquât l'Autriche au combat. Mais les Turcs, qui étaient lésés, gardaient un morne silence; comment assister qui ne se plaint pas? Les Russes étaient épuisés par la guerre dont ils sortaient, sans avoir les moyens ni la volonté de se joindre au roi. La France ne s'était point expliquée sur le sujet de ces événements, et l'Angleterre était engagée dans une guerre civile avec ses colonies, entreprise par esprit de despotisme, conduite avec maladresse; et l'on pouvait s'attendre qu'elle ne se terminerait pas dans les premières années. Ces considérations réunies firent que la cour de Berlin demeura dans l'inaction, et le roi écrivit à Pétersbourg qu'il ne lui convenait pas de faire le don Quichotte des Turcs.

[1775] Dans le temps que l'animosité était la plus vive

entre ces trois cours, la délégation devait envoyer des députés pour régler avec ceux des trois puissances les limites de leurs possessions. Ceux des Autrichiens et des Prussiens ne purent convenir de rien, pas même des lieux qui devaient fixer les limites des frontières. Le prince Kaunitz demanda la médiation de la Russie et de la Prusse; mais les esprits dans ces cours étaient trop aigris pour qu'elle pût lui être accordée, et quoique l'impératrice Thérèse et le roi gardassent leurs extensions, ils n'en purent obtenir de la république la cession légale.

Il résulte donc de tout ce que nous venons d'exposer, que l'Europe n'était pas dans une situation stable et ne jouissait pas d'une paix assurée; partout le feu couvait sous la cendre. Au sud de l'Europe, on pouvait prévoir que la guerre civile des Anglais avec leurs colonies deviendrait générale, pour peu que la France et l'Espagne y prissent part. Il en était de même du traité de partage, qui pouvait occasionner de nouveaux troubles, si la sanction de la république de Pologne ne le confirmait. A l'égard de la paix entre les Russes et les Turcs, les conditions en avaient paru si révoltantes à Constantinople, que l'intérêt du bien public semblait devoir rompre ce que la nécessité avait fait conclure. La révolution en Suède laissait également des germes de mécontentement dans le nord. Mais surtout que ne devait-on pas attendre de l'ambition d'un jeune empereur, secondée par les artifices d'un ministre habile et adroit? Toutes ces considérations obligeaient les souverains prudents à demeurer sur leurs gardes, à rester bien armés, et à ne pas détourner les yeux d'affaires qui pouvaient s'embrouiller au moment où l'on s'y attendrait le moins. Il semble, en parcourant l'histoire, que les vicissitudes et les révolutions soient une des lois permanentes de la nature : tout dans ce monde est sujet au changement, et cependant des fous s'attachent aux objets de leur ambition et les idolâtrent, et ils ne se détrompent

point des illusions de cette lanterne magique, qui sans cesse se reproduit à leurs yeux. Mais il est des hochets pour tout âge: l'amour pour les adolescents, l'ambition pour l'âge mûr, les calculs de la politique pour les vieillards.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Des Finances.

Les princes doivent être comme la lance d'Achille, qui faisait le mal et qui le guérissait; s'ils causent des maux aux peuples, leur devoir est de les réparer. Sept années de guerre contre presque toutes les puissances de l'Europe avaient à peu près épuisé les finances de l'État; la Prusse, les provinces du Rhin, et celles de la Westphalie, de même que l'Ostfrise, n'ayant pu être défendues, étaient tombées au pouvoir des ennemis. Leur perte causait un déficit de trois millions 400 mille écus dans les caisses royales, tandis que la Poméranie, l'électorat et les confins de la Silésie étaient occupés pendant une partie de la campagne par les Russes, les Autrichiens et les Suédois; ce qui les mettait hors d'état d'acquitter leurs contributions. Cette situation embarrassante obligea le roi d'avoir recours pendant cette guerre à l'économie la plus exacte, et à ce que la valeur la plus déterminée peut suggérer pour parvenir à une fin heureuse. Les ressources dont on avait un besoin urgent se trouvaient dans les contributions de la Saxe, dans les subsides de l'Angleterre, et dans l'altération des monnaies, remède aussi violent que préjudiciable, mais unique, dans ces conjonctures, pour soutenir l'État. Ces moyens bien ménagés fournirent tous les ans aux caisses royales les avances des frais de la campagne et de la paye de l'armée. Tel était l'état des finances, lorsque la paix de Hubertsbourg fut

conclue; les caisses étaient en fonds, les magasins formés pour la campagne étaient remplis, et les chevaux pour l'armée, l'artillerie et le train des vivres, tout était complet et en bon état. Ces ressources, destinées pour la continuation de la guerre, devinrent encore plus utiles pour le rétablissement des provinces.

Afin de se faire une idée de la subversion générale du pays, et de se représenter la désolation et le découragement des sujets, il faut se figurer des contrées entièrement ravagées, où l'on découvrait à peine les traces des anciennes habitations, des villes ruinées de fond en comble, d'autres à demi consumées par les flammes, treize mille maisons dont il ne paraissait plus de vestiges, les terres non ensemencées, les habitants dépourvus de grains pour leur nourriture, les cultivateurs manquant de soixante mille chevaux pour le labourage, et dans les provinces une diminution de 500,000 âmes en comparaison de l'année 1756; ce qui est considérable sur une population de 4,500,000 âmes. La noblesse et le paysan avaient été pillés, rançonnés, fourragés par tant de différentes armées, qu'il ne leur restait que la vie et de misérables haillons pour couvrir leur nudité; point de crédit pour satisfaire seulement aux besoins journaliers que la nature exige; plus de police dans les villes; à l'esprit d'équité et d'ordre avait succédé un vil intérêt et un désordre anarchique; les collèges de justice et de finances avaient été réduits à l'inactivité par les fréquentes invasions de tant d'ennemis; le silence des lois produisit dans le public le goût du libertinage, et de là naquit une avidité de gain désordonnée; le noble, le marchand, le fermier, le laboureur, le manufacturier, tous rehaussaient à l'envi le prix de leurs denrées et marchandises, et ne semblaient travailler que pour leur ruine mutuelle. Tel était le spectacle funeste que tant de provinces naguère florissantes présentaient après la guerre; quelque pathétique qu'en pût être la description,

elle n'approcherait jamais de l'impression touchante et douloureuse qu'en produisait la vue même.

Dans une situation aussi déplorable, il fallait opposer le courage à l'adversité, ne point désespérer de l'État, mais se proposer de l'améliorer plus que de le rétablir; c'était une création nouvelle qu'il fallait entreprendre. On trouva dans les caisses les fonds pour rebâtir les villes et les villages : on tira des magasins d'abondance les grains qu'il fallait pour la nourriture du peuple et pour l'ensemencement des terres : les chevaux destinés pour l'artillerie, le bagage et les vivres, furent employés au labourage. La Silésie fut déchargée de contributions pour six mois, la Poméranie et la nouvelle Marche pour deux ans. Une somme de deux millions 339,000 écus soulagea les provinces, et acquitta les contributions qu'elles avaient empruntées, pour satisfaire aux impositions que les ennemis en avaient exigées. Quelque grande que fût cette dépense, elle était nécessaire ou plutôt indispensable. La situation de ces provinces, après la paix de Hubertsbourg, rappelait celle où se trouva le Brandebourg après la fameuse guerre de trente ans. L'État alors manqua de secours par l'impuissance où était le grand électeur d'assister ses peuples; et qu'en arriva-t-il? qu'un siècle entier s'écoula avant que ses successeurs parvinssent à rétablir les villes et les campagnes dévastées. Un exemple aussi frappant détermina le roi à ne pas perdre un moment dans des conjonctures aussi fâcheuses, et à réparer par des secours prompts et suffisants les calamités publiques. Des largesses multipliées rendirent le courage aux pauvres habitants, qui commençaient à désespérer de leur sort; avec les moyens qu'on leur fournit l'espérance se réveilla; les citoyens reprirent une nouvelle vie; le travail encouragé produisit l'activité; l'amour de la patrie se réchauffa; et dès lors toutes les terres furent de nouveau cultivées, les manufactures se ranimèrent, et la police rétablie corrigea

successivement les vices qui s'étaient enracinés durant l'anarchie.

Pendant cette guerre, les conseillers les plus âgés et tous les ministres du grand directoire étaient morts successivement; et dans ce temps de troubles il avait été impossible de les remplacer. L'embarras était de trouver des sujets capables de gérer ces différents emplois : on chercha dans les provinces, où les bons sujets étaient aussi rares que dans la capitale; enfin M. de Blumenthal, M. de Massow, M. de Hagen et le général de Wédel furent choisis pour remplir ces postes importants; quelque temps après M. de Horst eut le cinquième département.

Les premiers temps de l'administration furent durs et fâcheux; toutes les recettes avaient des non-valeurs, et néanmoins il fallait acquitter exactement les charges de l'État. Quoique après la réduction l'armée eût été fixée pendant la paix à 150,000 hommes, on était embarrassé à fournir l'argent nécessaire pour les payer. Pendant la guerre on avait payé en billets tout ce qui n'était pas militaire; c'était encore une dette qu'il fallait acquitter, et qui, outre les autres payements nécessaires, incommodait beaucoup. Cependant le roi parvint, dès la première année après la paix, à contenter tous les créanciers de l'État, et à ne pas devoir un sou de ce que lui avait coûté la guerre. On aurait dit que les dévastations causées par la guerre n'étaient pas suffisantes pour ruiner et abîmer l'État; elle fut à peine terminée, que de fréquents incendies firent presque autant de mal que ceux que les ennemis avaient causés. La ville de Kœnigsberg fut deux fois réduite en cendres : en Silésie, un même sort détruisit les villes de Freystædtel, Ober-Glogau, Parchwitz, Haynaû, Naumbourg-am-Queis et Goldberg; dans l'électorat, Nauen; dans la nouvelle Marche, Calies et une partie de Landsberg; en Poméranie, Belgard et Tempelbourg. Ces malheurs exigeaient sans cesse de nouvelles dépenses pour

les réparer. Afin de suffire à tant de besoins extraordinaires, il fallut imaginer de nouvelles ressources; car outre ce qu'exigeait le rétablissement des provinces, les fortifications nouvelles et la refonte des canons emportaient des sommes considérables; ce dont nous parlerons en son temps. On usa d'industrie.

Les revenus des péages et des accises n'étaient pas exactement administrés, à cause que les commis manquaient de surveillants. Afin d'établir sur un pied solide cette partie importante des revenus de la couronne, et ceux qui avaient été à la tête de cette branche d'administration étant morts pendant la guerre, le roi se trouva obligé d'avoir recours à des étrangers, et prit à son service quelques Français routinés de longue main à cette partie. On n'établit point de baux à forfait, mais une régie, comme le parti le plus convenable, moyennant lequel on pouvait empêcher les commis de fouler les peuples, ainsi qu'on ne voit que trop de pareils abus en France. Les impôts sur les grains furent rabaissés, et le prix de la bière tant soit peu rehaussé, pour qu'il y eût une compensation. Par ce nouvel arrangement les produits augmentèrent, surtout ceux des péages, qui faisaient entrer dans le royaume de l'argent étranger; mais le plus grand bien qui en résulta, fut celui de diminuer la contrebande, si préjudiciable aux pays où il y a des manufactures. Lorsqu'un pays a peu de productions à exporter, et qu'il est dans la nécessité d'avoir recours à l'industrie de ses voisins, la balance du commerce lui doit être défavorable; il paye plus d'argent à l'étranger qu'il n'en reçoit; et si cela continue, après un certain nombre d'années, il doit se trouver dépourvu d'espèces : ôtez tous les jours de l'argent d'une bourse, et n'en remettez point, elle sera bientôt vide. Voilà de quoi la Suède peut servir d'exemple.

Pour obvier à cet inconvénient, il n'y a d'autre moyen

que celui d'augmenter les manufactures; on gagne tout sur ses propres productions, et on gagne au moins la main-d'œuvre sur les étrangères. Ces assertions aussi vraies que palpables servirent de principes au gouvernement; ce fut d'après elles qu'il dirigea toutes ses opérations de commerce. Aussi, dès l'année 1773, il y eut deux cent soixante-quatre fabriques nouvelles dans les provinces. Entre autres on établit une fabrique de porcelaine à Berlin, qui, faisant subsister cinq cents personnes, surpassa bientôt celle de Saxe. On établit une fabrication de tabac, dont une compagnie se chargea : elle avait des établissements dans toutes les provinces, qui fournissaient à la consommation de ces provinces, et gagnait, par ce qu'elle vendait à l'étranger, l'achat des feuilles de la Virginie. Les revenus de la couronne en furent augmentés, et les actionnaires retirèrent dix pour cent de leurs capitaux. La guerre avait rendu le change désavantageux au commerce des Prussiens, quoique d'abord après la paix la mauvaise monnaie eût été refondue et remise sur l'ancien pied : il n'y avait que l'établissement d'une banque qui pût obvier à cet inconvénient.

Des personnes remplies de préjugés, pour n'avoir pas assez approfondi cette matière, soutenaient qu'une banque ne pouvait se soutenir que dans un État républicain, mais que jamais personne n'aurait de confiance en une banque établie dans une monarchie. Cela était faux; car il y a une banque à Copenhague; il y en a une à Rome, et une autre à Vienne. On laissa donc au public la liberté de raisonner à sa guise, et l'on procéda à l'exécution. Des différents genres de ces comptoirs, après les avoir bien comparés, pour juger de celui qui s'adapterait le mieux à la nature du pays, on trouva que la banque de giro, en y ajoutant un lombard, serait la plus convenable. Pour l'établir, la cour déboursa 800,000 écus, comme devant servir de fonds à ses opérations. Au commencement la banque fit quelques

pertes, et souffrit, soit par l'ignorance, soit par la friponnerie de ceux qui en avaient l'administration. Mais depuis que M. de Hagen la dirigea, l'exactitude et l'ordre s'y établirent. On ne créa de billets qu'autant qu'il y avait de fonds pour les réaliser. Outre l'avantage que cet établissement procurait pour la facilité du commerce, il en résulta encore un autre bien pour le public. Dans les temps précédents, c'était l'usage que l'argent des pupilles fût déposé à la justice, et ces pupilles, qui ne tiraient pendant la durée des procès aucun revenu de leurs capitaux, devaient encore en payer un pour cent par année; depuis, ces sommes furent déposées à la banque, qui en donna trois pour cent aux pupilles, de sorte qu'effectivement, en comptant ce qu'ils payaient autrefois à la justice, ils en gagnaient quatre. Ensuite la banqueroute de Neuville et d'autres marchands étrangers occasionna la faillite de quelques marchands prussiens; le crédit aurait souffert, si, par l'intervention de la banque, il n'avait été soutenu et relevé. Bientôt le change se mit au pair, les marchands furent alors convaincus, par les effets, que cet établissement était utile et nécessaire à leur commerce. Déjà la banque avait des comptoirs dans toutes les grandes villes du royaume; mais elle avait de plus des maisons dans toutes les places commerçantes de l'Europe; cela facilitait la circulation des espèces, les payements des provinces, en même temps que le lombard empêchait les usuriers de ruiner les manufacturiers pauvres, qui ne pouvaient pas assez promptement débiter leur ouvrage. Outre le bien qui en revenait au public, la cour se préparait, par le crédit de la banque, des ressources pour les grands besoins de l'État.

Les princes sont, comme les particuliers, dans le cas d'amasser d'un côté s'ils ont d'un autre des dépenses à faire. Les bons agriculteurs conduisent des ruisseaux, et s'en servent pour arroser les terroirs arides, qui faute

d'humidité ne seraient d'aucun rapport; par le même principe, le gouvernement augmenterait ses revenus, pour les employer aux dépenses nécessaires au bien public. Il ne se borna point à rétablir ce que la guerre avait détruit; il voulut perfectionner tout ce qui était susceptible de perfection. Il se proposa donc de tirer parti de toute sorte de terrain en défrichant les marais, en améliorant les terres par l'augmentation des bestiaux, et même en rendant le sable utile par les bois qu'on y pouvait planter. Quoique nous entrions dans de petits détails, nous nous flattons néanmoins qu'ils pourront intéresser la postérité. La première entreprise de cette espèce regarde la Netze et la Warthe, dont on défricha les bords, après avoir saigné les eaux croupissantes par différents canaux qui menaient diversement ces eaux vers l'Oder; il en coûta 750,000 écus, et 3,500 familles furent établies dans ces contrées. La noblesse et les villes, dans le voisinage de ces rivières, augmentèrent considérablement leurs revenus. L'ouvrage fut achevé en 1773, et dès lors la population y montait à 15,000 âmes. On saigna ensuite les marais qui vont à Friedberg, où l'on établit 400 familles étrangères. En Poméranie, on saigna les lacs de la Madue et de Leba, au moyen de quoi la noblesse gagna trente mille arpents en prairies.

De pareils établissements eurent également lieu aux environs de Stargard, de Cammin, de Treptow, de Rugenwalde et de Colberg. Dans la Marche, on saigna les marais de la Havel, ceux du Rhin vers Fehrbellin, ceux du Finow entre Ratenow et Ziesar, sans compter l'argent employé à l'amélioration des terres de la noblesse, qui montait à des sommes considérables. En même temps on élevait en Frise, dans le Dollart, des digues par le moyen desquelles on regagnait pied à pied le terrain que la mer avait submergé en 1724. On établit dans le pays de Magdebourg 2,000 familles nouvelles; leurs bras y étaient

d'autant plus nécessaires, qu'auparavant les paysans de la Thuringe y venaient aider à faire la récolte ; depuis on se passa d'eux. La couronne possédait trop de métairies ; plus de 150 furent changées en villages, et ce qu'elle y perdit de revenus se trouva richement compensé par l'augmentation de la population. Une métairie ne contient guère plus de 6 personnes, et dès qu'elles furent converties en villages, elles eurent 30 habitants chacune pour le moins. Quelque soin que se fût donné le feu roi pour repeupler la Prusse, qui en l'année 1709 avait été désolée par la peste, il n'était point parvenu à la remettre dans l'état florissant où elle était avant que ce fléau l'eût abîmée ; mais le roi ne voulut pas que cette province le cédât à d'autres, et depuis la mort de son père il y avait placé 13,000 familles nouvelles ; et si dans la suite on ne la néglige point, sa population pourra s'accroître de plus de 100,000 âmes.

La Silésie ne méritait pas moins d'attention et de soins pour son rétablissement que les autres provinces : on ne se contenta pas de remettre les choses sur l'ancien pied, on voulut les perfectionner ; on rendit les prêtres utiles, en obligeant tous les riches abbés d'établir des manufactures ; ici c'étaient des ouvriers qui faisaient du linge de table, là des moulins à huile, en d'autres lieux des tanneurs, ou des ouvriers en cuivre ou en fer d'archal, selon que cela convenait aux lieux ainsi qu'aux productions du pays. De plus on augmenta le nombre des cultivateurs de la basse Silésie de 4,000 familles. On sera surpris sans doute qu'on ait pu multiplier à ce point ceux qui vivaient de l'agriculture, dans un pays où aucun champ ne demeure inculte. La raison en est que bien des seigneurs, pour augmenter leurs domaines, s'étaient imperceptiblement approprié les terres de leurs sujets ; si l'on avait toléré cet abus, avec le temps plusieurs censes seraient demeurées vacantes, et la terre manquant de bras pour la tra-

vailler, aurait diminué de rapport ; à la fin chaque village aurait eu son seigneur, sans avoir de censiers : or les possessions font des citoyens attachés à leur patrie, ceux qui n'ont aucune propriété ne pouvant s'attacher à un pays où ils n'ont rien à perdre. Toutes ces choses ayant été représentées aux seigneurs, leur propre avantage les fit consentir à remettre leurs paysans sur l'ancien pied. En revanche le roi secourut la noblesse par des sommes considérables, pour rétablir son crédit entièrement tombé; bien des familles endettées avant ou par la guerre étaient sur le point de faire faillite : la justice leur accorda des lettres de répit pour deux ans, afin qu'ayant le temps de remettre leurs terres en valeur, ils se trouvassent en situation de payer au moins les intérêts. Ces lettres de répit achevèrent de perdre le crédit de la noblesse.

Le roi, qui se faisait un plaisir et un devoir d'assister le premier et le plus brillant ordre de l'État, paya 300,000 écus de dettes de la noblesse ; mais la somme dont les terres étaient chargées montait à 25 millions d'écus, et il fallut recourir à des remèdes plus efficaces. On assembla la noblesse, qui, sous la forme d'états, s'engagea solidairement pour les dettes contractées. On créa pour 20 millions de billets, qui, mis en circulation, avec 200,000 écus que le roi y ajouta pour réaliser les payements les plus pressés, rétablirent dans peu le crédit, et 400 des familles les plus distinguées durent leur conservation à ces mesures salutaires. En Poméranie et dans la nouvelle Marche, la noblesse était aussi ruinée qu'en Silésie. Le gouvernement paya pour elle 500,000 écus de dettes, en ajoutant autres 500,000 écus pour remettre leurs terres en valeur. Les villes qui avaient le plus souffert de la guerre furent également soulagées : Landshut reçut 200,000 écus, Striegau 40,000, Halle 40,000, Crossen 24,000, Reppen 6,000, Halberstadt 40,000, Minden 20,000, Bielefeld 15,000, et celles du comté de Hohenstein 13,000 écus.

Toutes ces dépenses étaient nécessaires; il fallait se hâter de répandre de l'argent dans les provinces, pour les rétablir d'autant plus vite. Si, dans ces conjonctures, on avait usé d'une économie rigide, il se serait peut-être écoulé cent années avant que le pays fût redevenu florissant; mais par la célérité dont on usa, plus de cent mille personnes revinrent dans leur patrie. Aussi, dès l'année 1773, la population, comparée à ce qu'elle était en 1756, avait augmenté de plus de 200,000 âmes. On ne s'en tint pas là; considérant que le nombre des habitants fait la richesse des souverains, on trouva moyen d'établir dans la haute Silésie 213 nouveaux villages, dont les habitants montaient à 23,000, et l'on forma le plan d'augmenter le nombre des cultivateurs en Poméranie de 50,000 et de 12,000 dans la Marche électorale, ce qui fut exécuté vers l'année 1780. Pour connaître le résultat de ces opérations, il n'y a qu'à comparer la population de l'année 1740 avec celle de 1779; en voici l'exposé :

		Habitants.	Augmentation.
Prusse.	1740. . . .	370,000	
	en 1779. . . .	780,000	410,000
Electorat	1740. . . .	480,000	
	en 1779. . . .	710,000	230,000
Magdebourg et Halberstadt.	1740. . . .	220,000	
	en 1779. . . .	280,000	60,000
Silésie.	1740. . . .	1,100,000	
	en 1779. . . .	1,520,000	400,000
	Total d'augmentation.		1,100,000

On croirait que d'aussi énormes largesses devaient épuiser les fonds et les revenus de la couronne; cependant il faut ajouter encore les dépenses qu'occasionnèrent les forteresses, tant celles qu'on perfectionnait que les nouvelles que l'on construisit, et l'argent qu'il fallait pour rétablir l'artillerie; le total de cette somme montait à 5 millions 900,000 écus. Toutefois le gouvernement fit face à tout. Le roi ne faisait point de ces dépenses d'os-

tentation si communes dans les grandes cours : il vivait comme un particulier, pour ne pas manquer à ses principaux devoirs. Au moyen d'une économie rigide, le grand et le petit trésor furent remplis; le premier, pour fournir aux dépenses de la guerre, le second, pour acheter les chevaux et tout ce qu'il faut pour mettre l'armée en mouvement. De plus, 900,000 écus furent déposés à Magdebourg et 4,200,000 écus à Breslau pour l'achat des fourrages. Cet argent était en caisse lorsque la guerre s'alluma entre l'impératrice Catherine et Mustapha. Selon les traités, il fallut tous les ans fournir 500,000 écus de subsides aux Russes, tant que durerent les troubles de la Pologne et ceux de la Turquie [1769]. Le bien de l'État et la foi des traités exigeaient cette dépense, qui d'ailleurs venait mal à propos, surtout à cause des grandes entreprises de finance dont on était occupé, et qui absorbaient seules des sommes considérables. Il convenait donc à la politique d'indemniser l'État de ces sommes qu'on envoyait en Russie, et qui, sans les circonstances où l'on se trouvait, auraient pu s'employer d'une manière plus utile pour les provinces de la domination prussienne. Il survint l'année suivante [1770] une stérilité générale dans tout le nord de l'Europe, causée par des gelées tardives qui firent périr toutes les productions de la terre; nouvelle misère à craindre pour le peuple, nouvelle nécessité de lui donner des secours. On donna aux pauvres du blé gratis; mais comme la consommation des denrées diminuait, il y eut dans les produits des accises une non-valeur de 500,000 écus. Le roi avait formé de grands magasins d'abondance, tant en Silésie que dans ses pays héréditaires; 76,000 winspels pour nourrir l'armée pendant douze mois, 9,000 winspels destinés uniquement aux besoins de la capitale. D'aussi sages arrangements préservèrent le peuple de la disette dont il était menacé : l'armée fut nourrie des magasins; outre les grains donnés au

peuple, on en fournit pour les semailles. La récolte manqua encore l'année d'après, mais si le boisseau de seigle se vendait dans les États du roi deux écus et quelques gros, chez les voisins la misère était encore plus grande. En Saxe et en Bohême, le boisseau se vendait cinq écus. La Saxe perdit plus de 100,000 habitants que la famine emporta, ou qui s'expatrièrent. La Bohême perdit 180,000 âmes au moins; plus de 20,000 paysans de Bohême, et autant de Saxe, cherchèrent un asile contre la misère dans les États du roi; ils furent reçus à bras ouverts, et furent employés à peupler les nouveaux établissements qu'on avait formés.

Les malheurs que ressentaient les sujets des autres puissances venaient de ce que, dans aucun pays, excepté ceux de la Prusse, il n'y avait des magasins d'établis. Cependant ces calamités, auxquelles on avait pourvu et que l'on pouvait détourner par les précautions que la prudence avait suggérées, n'empêchèrent pas le gouvernement de continuer avec la même activité les améliorations du pays, dont il avait arrêté le projet. L'expérience démontrait que la mortalité des bestiaux était plus fréquente dans le Brandebourg que dans la Silésie; on en trouva deux raisons, savoir, que dans les Marches et les autres provinces on ne se servait pas comme en Silésie de ce sel pétrifié qu'on tire des salines de Willisca; et que les habitants des Marches et de la Poméranie ne nourrissaient pas leurs bestiaux dans les étables, mais les menaient paître dans des temps où quelquefois la nielle avait envenimé les herbes. Depuis qu'on eut introduit cette nouvelle façon de nourrir les bestiaux, la mortalité devint visiblement moins fréquente, et les possesseurs des terres eurent moins de malheurs à réparer qu'autrefois. Par l'attention qu'on mettait à savoir tous les produits étrangers qui entraient dans le pays, on trouva, en dépouillant les registres de la douane, qu'il entrait pour 280,000 écus de

beurre étranger; afin de fournir soi-même une denrée aussi nécessaire, on calcula tout ce que les nouvelles améliorations pourraient produire; une vache, en convertissant son lait en beurre, rapporte communément 5 écus, et par les défrichements nouveaux auxquels on travaillait, on calcula que l'entretien allait à 48,000 vaches, ce qui répond à un produit de 240,000 écus. Mais il faut décompter la consommation des propriétaires, et en ajoutant ce qu'il fallait, le nombre des vaches devait monter à 62,000. Il restait encore cette difficulté à lever; toutefois il était possible d'y parvenir, parce qu'il restait, après tout ce qui s'était entrepris, des terrains moins étendus à défricher, ce qui pouvait suppléer au reste.

Le gouvernement qui se proposait de perfectionner tout ce qu'il y avait de défectueux dans les anciens usages, examinant avec attention les différentes parties de l'économie rurale, trouva qu'en général tout ce qu'on appelle communes portait préjudice au bien public; ce ne fut qu'après la séparation des communes que l'agriculture des Anglais commença à prospérer. Tout gouvernement monarchique qui imite les usages introduits dans les républiques ne mérite pas d'être accusé de despotisme. On imita donc un aussi louable exemple; on envoya des commissaires de justice et d'économie pour séparer les pâturages et les arpents qui étaient ou mêlés ou en commun. Dans les commencements cela rencontra de grandes difficultés, parce que la coutume, reine de ce monde, règne impérieusement sur des esprits bornés; mais quelques exemples de pareils partages, exécutés à la satisfaction des propriétaires, firent impression sur le public, et bientôt cela fut introduit généralement dans toutes les provinces. Dans une partie du Brandebourg et de la Poméranie se trouvent des terrains élevés, éloignés des rivières et des ruisseaux, qui par conséquent manquent des pâturages et des engrais nécessaires pour la culture des champs : ce

défaut tenait plus au local qu'au manque d'industrie des propriétaires, et quoiqu'il ne soit pas donné aux hommes de changer la nature des choses, on voulut hasarder quelques essais, pour apprendre par l'expérience ce qui serait faisable, ou ce qui ne pourrait pas réussir; pour cet effet on eut recours à un fermier anglais, par le moyen duquel on fit un essai dans un des bailliages de la couronne. Sa méthode était de planter dans des champs sablonneux des navets qu'on nomme *turnips* en anglais; il les laissait pourrir, après quoi il semait ces champs de trèfle et d'autres herbages, qui les transformaient en prés artificiels, par le moyen de quoi l'on augmentait la quantité du bétail d'un tiers sur chaque terre. Cette épreuve ayant si bien réussi, on eut soin de généraliser dans les provinces une économie aussi avantageuse.

Nous avons déjà dit que la guerre et les fréquentes invasions des ennemis avaient introduit une pernicieuse anarchie dans les provinces héréditaires; elle s'étendait non-seulement sur l'économie rurale et sur les finances, mais encore sur les bois, que les grands maîtres des forêts avaient ruinés selon leur fantaisie, faute d'être surveillés. Une guerre opiniâtre, dont les succès ne pouvaient pas tous être heureux, fit juger à ces forestiers et à quelques sous-conseillers des finances qui participèrent aux déprédations, que l'État était perdu sans ressource, qu'il allait devenir dans peu la proie des ennemis, et que ce qu'ils pouvaient faire de mieux, dans une situation aussi désespérée, était de vendre à leur profit tout le bois qu'ils pourraient abattre, parce que personne ne leur demanderait compte de leurs malversations. En conséquence de cette fausse idée, ils avaient si bien dévasté les forêts, qu'on n'y voyait qu'à peine quelques arbres isolés au lieu des bois touffus qui s'y trouvaient auparavant. L'on fut obligé de publier de nouvelles ordonnances, tant pour planter des bois que pour fixer une coupe proportionnelle selon

les différentes espèces des arbres, afin d'y mettre une règle que personne ne pût enfreindre, et surtout pour en avoir suffisamment, soit pour bâtir, soit pour chauffer, article qui ne doit point être négligé dans les pays du Nord. Avant la guerre on avait retiré des Marches et de la Poméranie un revenu annuel en bois qui souvent passait 150,000 écus; il fallut recourir aux expédients pour réparer ce produit. Dans cette intention, on établit un droit de transit sur les bois des pays étrangers qu'on faisait flotter sur l'Elbe et sur l'Oder, et par ce moyen on pouvait acheter à bon marché le bois de la Saxe, de la Bohême et de la Pologne, et le revendre avec avantage aux nations qui avaient des flottes marchandes ou des vaisseaux de guerre à construire: on se mit ainsi en état de ménager les forêts auxquelles il fallait donner le temps de recroître, et l'on remplaça la perte des revenus d'une manière durable.

Le gouvernement ne doit pas se borner à un seul objet: l'intérêt ne doit pas être l'unique mobile de ses actions; le bien public, qui a tant de branches diverses, lui offre une foule de matières dont il peut s'occuper, et l'éducation de la jeunesse doit être considérée comme une des principales: elle influe sur tout; elle ne crée rien, à la vérité, mais elle peut corriger des défauts. Cette partie si intéressante avait peut-être été trop négligée auparavant, en particulier dans le plat pays et dans les provinces. Voici en quoi consistaient les vices qu'il y avait à réformer. Dans les villages, des gentilshommes, des tailleurs faisaient le métier de maîtres d'école, et dans les terres de la couronne, les baillis les choisissaient sans discernement. Pour retrancher un abus aussi pernicieux, le roi fit venir de la Saxe de bons maîtres d'école; il augmenta leurs gages, et l'on tint la main à ce que les paysans leur envoyassent leurs enfants pour les faire instruire. En même temps l'on publia une ordonnance qui enjoignait aux ecclésias-

tiques de ne point admettre les jeunes gens à la communion à moins que, dans les écoles, ils n'eussent été instruits dans leur religion ; on ne jouit pas d'abord de semblables arrangements, et le temps seul peut en faire recueillir les fruits.

On donna les mêmes soins à la réforme de tous les colléges fondés pour l'instruction de la jeunesse ; les pédagogues ne s'appliquaient qu'à remplir la mémoire de leurs élèves, et ne travaillaient point à former et à perfectionner leur jugement. Cet usage, qui était une continuation de l'ancienne pédanterie tudesque, fut corrigé, et sans négliger ce qui est du département de la mémoire, les instituteurs furent chargés de familiariser dès la jeunesse leurs élèves avec la dialectique, afin qu'ils apprissent à raisonner, en tirant des conséquences justes des principes qu'ils avaient établis et prouvés.

Pendant que tout était en action dans l'État, que chacun y travaillait pour perfectionner ce qui était de son ressort, le traité de partage entre les trois couronnes fut signé. La Prusse acquit, comme nous l'avons rapporté, la Pomérélie, les palatinats de Culm et de Marienbourg, l'évêché de Varmie, la ville d'Elbing, une partie de la Cujavie, et une partie de la Posnanie. Cette nouvelle province avait environ 500,000 habitants. Les bonnes terres sont du côté de Marienbourg, le long de la Vistule, aux deux bords de la Netze, en y ajoutant l'évêché de Varmie. Mais dans la Pomérélie et le palatinat de Culm, en revanche, il y a bien des contrées couvertes d'un sable aride. L'avantage de cette acquisition consistait principalement en ce que, joignant la Poméranie à la Prusse royale, elle rendait le gouvernement maître de la Vistule, par conséquent du commerce de la Pologne ; et en ce que, vu la quantité de blé que ce royaume exporte, les États prussiens n'avaient plus à craindre désormais ni la disette ni la famine.

Cette acquisition était donc utile, et pouvait devenir

importante au moyen de sages arrangements; mais lorsque cette province tomba sous la domination prussienne, tout s'y ressentait de l'anarchie, de la confusion et du désordre qui doivent régner chez un peuple barbare, croupissant dans l'ignorance et dans la stupidité. On commença par le cadastre des terres, pour proportionner les charges : la contribution fut réglée sur le même pied que dans la Prusse royale : les ecclésiastiques payèrent à l'instar des évêques et des abbés de la Silésie : les starosties devinrent les biens de la couronne ; elles avaient été des fiefs donnés à vie comme ceux des timariots chez les Turcs; le roi dédommagea les propriétaires par une somme de 500,000 écus, qui leur fut payée une fois pour toutes. On introduisit des postes dans ce pays agreste et barbare, surtout des colléges de justice, dont le nom avait à peine été connu dans ces contrées. On réforma quantité de lois aussi bizarres qu'extravagantes; on en appelait, en dernier ressort, de la sentence de ces colléges au tribunal supérieur de Berlin. Le roi fit creuser un canal qui coûta 700,000 écus, pour joindre de Nakel à Bromberg la Netze avec la Vistule, au moyen duquel ce grand fleuve avait une communication directe avec l'Oder, le Havel et l'Elbe. Ce canal avait un double usage; il faisait écouler les eaux croupissantes d'une grande étendue de terrain, où l'on pouvait établir des colons étrangers. Tous les bâtiments économiques tombaient en ruine; il en coûta plus de 300,000 écus pour les rétablir. Les villes étaient dans l'état le plus pitoyable. Culm avait de bonnes murailles, de grandes églises, mais, au lieu de rues, on ne voyait que les caves des maisons qui avaient existé autrefois; de 40 maisons qui formaient la grande place, 28 sans portes, sans toit ni fenêtres, manquaient de propriétaires. Bromberg était dans le même état. Leur ruine datait de l'année 1709, où la peste avait ravagé cette province; mais les Polonais n'imaginaient pas qu'il fallût réparer les malheurs.

On aura peine à croire qu'un tailleur était un homme rare dans ces malheureuses contrées ; il fallut établir des tailleurs dans toutes les villes, de même que des apothicaires, des charrons, des menuisiers et des maçons. Ces villes furent rebâties et peuplées. Culm eut une maison où 50 jeunes personnes de la noblesse sont élevées par des maîtres consacrés à leur instruction : 150 maîtres d'école, tant protestants que catholiques, furent placés dans différents endroits et payés par le gouvernement.

On ne savait ce que c'était que l'éducation dans ce malheureux pays ; aussi était-il sans mœurs comme sans connaissances. Enfin l'on renvoya en Pologne plus de 4,000 juifs, qui mendiaient ou volaient les paysans. Comme le commerce faisait la branche principale des produits de la Prusse occidentale, on rechercha soigneusement tout ce qui pouvait l'étendre ; la ville d'Elbing y gagna le plus, en attirant à elle le commerce qui précédemment s'était fait par Dantzic ; on forma pour le débit du sel une compagnie qui, au moyen d'une rétribution annuelle de 70,000 écus qu'elle payait au roi de Pologne, eut le monopole de cette denrée dans tout le royaume, ce qui, en obligeant les Autrichiens à lui vendre leur sel de Willisca, rendit cette compagnie florissante. Les revenus de la Prusse occidentale furent portés en tout à deux millions d'écus, qui, joints à ce que la banque, l'accise et le tabac rapportaient, produisirent à l'État une augmentation de revenus de plus de cinq millions.

C'est ainsi qu'un système de finance toujours perfectionné, et suivi de père en fils, peut changer un gouvernement, et le rendre, de pauvre qu'il était, assez riche pour ajouter son grain dans la balance des pouvoirs qu'ont les premiers monarques de l'Europe.

CHAPITRE TROISIÈME.

Du Militaire.

Sept campagnes, qui avaient produit dix-sept batailles rangées et presque autant de combats non moins sanglants, trois siéges entrepris par l'armée et cinq à soutenir, sans compter des entreprises sur les quartiers d'hiver des ennemis, ou autres expéditions militaires à peu près semblables, avaient tellement ruiné l'armée, qu'une grande partie des meilleurs officiers et des vieux soldats avaient péri en combattant. Pour en juger, on n'a qu'à se rappeler que le gain de la bataille de Prague coûta seul 20,000 hommes; qu'on ajoute à ce calcul que nous avions 40,000 prisonniers des Autrichiens, qu'ils en avaient presque autant des nôtres, au nombre desquels il fallait compter au delà de 300 officiers; que les hôpitaux étaient tous remplis de blessés, et que, dans les régiments d'infanterie, on ne trouvait guère au delà de cent hommes qui eussent servi au commencement de cette guerre.

Plus de 1,500 officiers péris dans différentes actions avaient extrêmement diminué la noblesse, et ce qui en restait dans le pays était ou des vieillards ou des enfants, qui ne pouvaient servir. Le manque de gentilshommes et le nombre de places d'officiers vacantes dans les régiments firent qu'on eut recours à la roture pour les remplir. Il y avait des bataillons auxquels il ne restait que huit officiers pour le service; les autres étaient ou morts, ou prisonniers, ou blessés. Il est facile de conclure de ces circonstances fâcheuses que les anciens corps mêmes étaient sans ordre, sans discipline, sans exactitude, et par conséquent manquaient d'énergie.

Voilà quel était l'état de l'armée lorsque, après la paix de Hubertsbourg, elle rentra dans ses anciens quartiers. Les

régiments se trouvaient alors plus composés de naturels du pays que d'étrangers : les compagnies étaient fortes de 162 hommes ; on en renvoya 40, qui devinrent utiles en remettant les terres en culture. Les bataillons francs servirent à compléter les régiments de garnison, qui congédièrent également ce qu'ils avaient de soldats nationaux de trop. La cavalerie réforma 150 hommes par régiment ; les housards chacun 400 ; ainsi les provinces gagnèrent par cette réforme 30,780 cultivateurs qui leur manquaient. On ne s'en tint point là ; autrefois le nombre des nationaux avait été arbitraire ; on le fixa à 720 hommes pour chaque régiment, et ce qui manquait pour compléter la compagnie fut levé chez l'étranger. Les soldats des cantons eurent la permission de se marier sans le consentement de leur capitaine ; peu se vouèrent au célibat, et le grand nombre aima mieux contribuer à l'accroissement de la population. Les effets de ces bons arrangements répondirent à l'attente du gouvernement, et déjà en 1773 le nombre des enrôlés surpassait considérablement celui de l'année 1756.

Précédemment les capitaines recrutaient eux-mêmes leurs compagnies de l'argent qu'ils retiraient de la paye des semestres. Cette méthode avait donné lieu à trop d'abus ; les officiers, pour épargner l'argent, enrôlaient par force ; tout le monde criait : aucun prince ne voulait permettre de telles violences sur son territoire. On changea donc cette économie, de façon que le général Wartenberg[1] tira seul la paye des semestres, dont les capitaines recevaient, outre leur paye, 30 écus par mois ; on se servait du surplus pour les enrôlements, qui produisaient par an 7 ou 8 mille soldats levés dans les pays étrangers, lesquels, avec les femmes et les enfants qu'ils menaient avec eux, formaient une colonie militaire d'environ 10,000 personnes. Quoiqu'un fils unique de paysan ne devînt pas soldat, d'année en année l'armée gagnait pour la taille, et en

[1] Frédéric-Guillaume de Wartemberg, né en 1725, mort en 1807.

1773 il n'y avait plus de compagnie dans les régiments d'infanterie dont les soldats eussent au-dessous de 5 pieds 5 pouces.

Les régiments, tant d'infanterie que de cavalerie, furent partagés en différentes inspections, afin d'y faire renaître l'ordre, l'exactitude, la sévérité de la discipline; pour qu'il y eût une égalité parfaite dans l'armée, et que tant les officiers que les soldats eussent les mêmes directions dans un régiment comme dans l'autre. Les régiments du Rhin et du Wéser eurent pour inspecteur le général Duringhofen; ceux du duché de Magdebourg le général Saldern; ceux de l'électorat furent partagés entre M. de Ramin, M. de Steinkeller, et le colonel Buttlar; ceux de la Poméranie échurent au général Mœllendorf; ceux de la Prusse au général Stutterheim, et ceux de Silésie au général d'infanterie Tauenzien; le lieutenant général de Bulow eut l'inspection de la cavalerie de la Prusse; le général Seidlitz de celle de Silésie; le général Lœllhœffel de celle de Poméranie et de la nouvelle Marche, et celle de l'électorat et du pays de Magdebourg fut mise sous la direction du général Krusemarck.

Rien ne coûta plus de peines que de rétablir l'ordre et la discipline dans cette infanterie, si fort déchue de ce qu'elle avait été autrefois. Il fallut de la sévérité pour rendre le soldat obéissant, de l'exercice pour le rendre adroit, et une longue habitude pour lui apprendre à charger son fusil quatre fois en une minute, à marcher en ligne sans flottement, et enfin à savoir se prêter à toutes les manœuvres que des occasions différentes dans la guerre pouvaient exiger de lui. Mais lorsqu'on eut fait avec les soldats, il fut plus difficile encore de former les jeunes officiers, et de leur donner l'intelligence nécessaire dans leur métier. Pour leur faire acquérir la routine de ces manœuvres, on les exerça dans le voisinage de leurs garnisons aux différents déploiements, aux attaques de plaine, aux

attaques des postes fortifiés, ainsi qu'à celles des villages, aux manœuvres d'une avant-garde, à celles d'une retraite, aux carrés, pour savoir comment ils devaient attaquer et comment ils devaient se défendre. Cela se pratiquait pendant tout l'été, et chaque jour ils répétaient une partie de leur leçon. Pour rendre ces pratiques générales, les troupes s'assemblaient deux fois, l'une au printemps et l'autre en automne; il ne se faisait alors que de grandes manœuvres de guerre, des défenses ou des attaques de postes, des fourrages, des marches dans tous les genres, et des simulacres de bataille, où les troupes, en agissant, désignaient les dispositions qui en avaient été faites. Ainsi, suivant l'expression de Végèce, la paix devint pour les armées prussiennes une école et la guerre une pratique. On ne doit pas croire cependant que d'abord après la paix les premières manœuvres fussent des plus brillantes : il faut du temps pour que la tactique mise en pratique devienne une chose habituelle, que les troupes exécutent sans difficulté. La précision qu'on désirait d'établir ne commença à devenir sensible que depuis l'année 1770. Dès lors l'armée prenant une autre face, on aurait pu, sans craindre de se tromper, la mener à la guerre avec beaucoup de confiance.

Pour parvenir à ce degré de perfection si intéressant pour le bien de l'État, on avait dégagé le corps des officiers de tout ce qui tenait à la roture ; ces sortes de sujets furent placés dans des régiments de garnison, où ils valaient au moins ceux auxquels ils succédaient, qui, étant trop infirmes pour servir, furent pensionnés ; et comme le pays même ne fournissait pas le nombre de gentilshommes que demandait l'armée, on engagea des étrangers, de la Saxe, du Mecklenbourg, ou de l'Empire, parmi lesquels il se rencontrait quelques bons sujets. Il est plus nécessaire que l'on ne croit de porter cette attention au choix des officiers, parce que d'ordinaire la noblesse a de l'honneur. Il ne faut

pas disconvenir cependant que quelquefois on rencontre du mérite et du talent chez des personnes sans naissance; mais cela est rare, et dans ce cas on fait bien de les conserver. Mais en général il ne reste de ressource à la noblesse que de se distinguer par l'épée; si elle perd son honneur, elle ne trouve pas même un refuge dans la maison paternelle, au lieu qu'un roturier, après avoir commis des bassesses, reprend sans rougir le métier de son père, et ne s'en croit pas plus déshonoré.

Un officier a besoin de diverses connaissances; mais une des principales est celle de la fortification. Y a-t-il des siéges? il trouve occasion de se distinguer; est-il dans une ville assiégée? il peut rendre de bons services; faut-il fortifier un camp? on profite de son intelligence; y a-t-il quelque village à fortifier dans les postes avancés de la chaîne des quartiers d'hiver? on l'emploie, et pour peu qu'il ait de génie, il trouve cent occasions de se faire connaître. Afin que les officiers ne manquassent point d'instruction dans une partie du génie aussi utile, le roi avait adjoint à chaque inspection un officier du génie pour donner aux jeunes officiers les connaissances qui leur manquaient à cet égard. Après qu'ils avaient appris les éléments de cet art, on leur faisait tracer des ouvrages adaptés aux différents terrains; ils prenaient des camps, ils disposaient la marche des colonnes, et sur leurs plans ils n'osaient pas même omettre les postes avancés de la cavalerie. Cette étude étendit la sphère de leurs idées, et leur apprit à penser en grand; ils se firent des règles de castrométrie, et acquirent dès leur jeunesse les lumières que doivent avoir les généraux.

L'attention qu'on apportait à perfectionner l'infanterie de campagne n'empêcha pas d'avoir l'œil sur les régiments destinés à servir en garnison. Ceux qui défendent les places peuvent rendre d'aussi grands services que ceux qui gagnent des batailles. On purifia ces régiments de tout ce

qui était suspect, tant parmi les officiers que parmi les soldats; on les disciplina comme les régiments de campagne, et toutes les fois que le roi faisait la revue des troupes dans les provinces, ces régiments de garnison y figuraient également. Ces corps étaient moins grands que les autres pour la taille; il ne s'y trouvait cependant aucun soldat qui eût moins de cinq pieds trois pouces, et quoiqu'ils ne chargeassent pas aussi vite que l'infanterie de campagne, aucun général, dès l'année 1773, n'aurait été fâché de les avoir dans sa brigade.

Quant à la cavalerie, il s'en fallait beaucoup qu'elle eût fait des pertes proportionnées à celles de l'infanterie; comme elle avait été victorieuse dans toutes les occasions, les vieux soldats et les vieux officiers s'étaient, à peu de chose près, conservés. Il arrive toujours que plus la guerre dure et plus l'infanterie souffre; et par un effet contraire, plus la guerre dure et plus la cavalerie se perfectionne. On eut un soin particulier de fournir à ce corps respectable les meilleurs chevaux qu'on put trouver. Il y avait pourtant quelques reproches à faire à quelques-uns de nos généraux de cavalerie, qui, ayant eu des détachements à conduire, avaient maladroitement fait manœuvrer l'infanterie; le même reproche pouvait se faire aussi à quelques officiers d'infanterie qui employèrent leur cavalerie avec peu de discernement. Afin d'empêcher que ces fautes grossières n'eussent lieu à l'avenir, le roi composa un ouvrage de tactique et de castrométrie, qui contenait des règles générales, tant pour la guerre défensive que pour la guerre offensive; des ordonnances différentes pour les attaques et les défenses s'y trouvaient désignées avec toutes les dispositions adaptées à des terrains connus de toute l'armée. Ce livre méthodique et plein de préceptes évidents, confirmés par toutes les expériences des guerres passées, fut déposé entre les mains des inspecteurs. Ils le donnaient à lire aux généraux comme aux commandeurs des bataillons ou des régiments.

de cavalerie ; mais d'ailleurs on eut la plus grande attention à empêcher que le public en eût aucune connaissance. Cet ouvrage produisit plus d'effet qu'on ne l'espérait : il ouvrit l'esprit des officiers sur des manœuvres dont ils n'avaient pas compris le sens : leur intelligence fit des progrès visibles ; et comme les succès de la guerre roulent principalement sur l'exécution de la disposition, et que plus on a de généraux habiles, plus on peut s'assurer de réussir, on avait lieu de croire qu'après tant de peines pour instruire les officiers, les ordres seraient exactement suivis, et que les généraux ne feraient pas des fautes assez considérables pour causer la perte d'une bataille.

Selon les usages qui s'étaient établis pendant la dernière guerre, l'artillerie était devenue une partie principale des armées : on avait si prodigieusement augmenté le nombre des canons, que cela dégénéra en abus. Mais pour ne point perdre son avantage, il en fallait avoir tout autant que l'ennemi ; pour cet effet on commença par rétablir l'artillerie de campagne, et l'on eut 868 canons à refondre. On procéda ensuite aux canons des forteresses, qui en partie étaient évasés. On inventa des espèces de tombereaux, afin que chaque bataillon d'infanterie eût toujours avec soi des charges de réserve, qui étaient enfermées pour chaque peloton dans des sacs séparés, ce qui en facilitait la distribution. On doubla les moulins à poudre, qui en fabriquèrent six mille quintaux par année ; en même temps les forges travaillaient à fondre des bombes, des boulets et des grenades royales.

Les forteresses furent pourvues de bois de charpente et de soliveaux pour l'usage des batteries, et comme on voulait avoir toute une artillerie de réserve pour l'armée, on fondit en sus 868 canons de campagne. Tous ces différents ouvrages, en y ajoutant 60,000 quintaux de poudre, furent fournis aux arsenaux vers la fin de 1777. Il en coûta pour l'artillerie, pour la réparation de ses chariots et de son

train, 1,960,000 écus; c'était beaucoup, mais la dépense était nécessaire.

En commençant la guerre de 1756, la Prusse n'avait que deux bataillons d'artillerie. Ce nombre étant trop inférieur à celui de l'ennemi, on le porta à six bataillons, chacun de 900 hommes, outre les compagnies détachées, et distribuées dans les différentes forteresses. Ce corps, après la paix, resta sur pied tel qu'il était, et l'on construisit de grandes casernes à Berlin, pour qu'étant toujours assemblé, il fût mieux et plus également dressé à l'usage auquel il était destiné. On fit instruire les officiers dans la fortification, afin qu'ils se perfectionnassent en l'art des siéges. Les canonniers et les bombardiers s'exerçaient tous les ans. Il fallait que dans une nuit ils eussent construit une batterie; ils apprenaient à démonter le canon de l'ennemi, à tirer à ricochet, et à bien jeter les bombes, malgré les différentes directions des vents, qui les chassant de côté ou d'autre, les détournent de leur direction; d'autre part on faisait avancer en ligne les canons de campagne, comme s'ils eussent été distribués entre les bataillons; ils étaient obligés de profiter de la moindre butte de terre, pour ne négliger aucun de leurs avantages, et de viser toutes les fois avant de tirer leur coup. Comme on raffinait sur tout, on avait inventé une espèce nouvelle d'obusiers, dont la grenade portait à 4,000 pas; les bombardiers furent dressés à savoir s'en servir à diverses distances, et l'on s'aperçut que pour donner aux canons de campagne le dernier degré d'agilité dont ils sont susceptibles, il faudrait encore augmenter l'artillerie d'un certain nombre de manœuvres, afin qu'à force de bras les canons demeurassent invariablement auprès des bataillons en avançant.

L'armée avait fait bien des campagnes, mais souvent le quartier général avait manqué de bons maréchaux de logis; le roi voulut former ce corps, et choisit douze officiers qui avaient déjà quelque teinture de génie, pour les

dresser lui-même; dans cette vue on leur fit lever des terrains, marquer des camps, fortifier des villages, retrancher des hauteurs, élever ce qu'on appelle des palanques, marquer les colonnes des marches, et surtout on les styla à sonder eux-mêmes tous les marais et tous les ruisseaux, pour ne pas se méprendre par négligence, et donner à une armée pour appui une rivière guéable, ou bien un marais par lequel l'infanterie pût marcher sans se mouiller la cheville du pied; ces fautes sont de très-grande conséquence, puisque les Français n'auraient pas été battus à Malplaquet, ni les Autrichiens à Leuthen, s'ils n'en avaient commis de semblables.

L'éducation des jeunes gens de qualité qui se vouent aux armes est une chose qui mérite les plus grands soins : on peut les former dès leur jeunesse au métier auquel ils se destinent, et les avancer par de bonnes études, de manière que leur capacité soit comme un fruit qui n'en vaut que mieux pour être précoce. Durant la dernière guerre, l'éducation des cadets avait dégénéré au point qu'à peine les jeunes gens qui sortaient de ce corps savaient lire et écrire; afin de couper le mal par la racine, le roi mit à la tête de cette institution le général Buddenbrock [1], l'homme du pays sans contredit le plus capable de vaquer à cet emploi. En même temps on choisit de bons instituteurs, et on augmenta leur nombre à proportion des élèves qu'ils devaient instruire. Pour subvenir aussi au manque d'éducation de la jeune noblesse poméranienne, dont les parents étaient trop pauvres pour y pourvoir eux-mêmes, le roi institua une école dans la ville de Stolpen, où 56 enfants de condition étaient nourris, vêtus et élevés à ses dépens. Après qu'ils avaient passé les premiers éléments des connaissances et terminé leurs humanités, ils entraient dans l'institut des cadets, où leur éducation était perfectionnée. Les instructions roulaient principalement sur l'histoire, la

[1] Jean-Henri-Guillaume de Buddenbrock, né en 1707, mort en 1781.

géographie, la logique, la géométrie, et l'art de la fortification, connaissances dont un officier peut difficilement se passer. Une académie fut fondée en même temps, dans laquelle entraient ceux des cadets qui annonçaient le plus de génie ; le roi en régla lui-même la forme et fournit une instruction qui contenait l'objet des études de ceux qu'on y placerait et de l'éducation qu'ils y recevraient : on choisit pour professeurs les personnes les plus habiles qu'on put trouver en Europe : quinze jeunes gentilshommes y étaient élevés sous les yeux de cinq gouverneurs. Toute leur éducation tendait à leur former le jugement. L'académie prospéra, et fournit depuis des sujets utiles, qui furent placés dans l'armée.

Après la conquête de la Silésie on y avait construit différentes places ; la plupart avaient besoin d'être perfectionnées ; il fallut encore en bâtir une nouvelle à Silberberg, afin d'être maître des débouchés qui mènent vers Glatz à gauche, et vers Braunau à droite. Ces ouvrages différents avaient coûté en 1777 la somme de 4,146,000 écus, tandis qu'en Poméranie on fortifiait la ville de Colberg, qui coûta 800,000 écus. Lors de l'invasion des Russes, on s'était aperçu qu'en des cas pareils cette place pouvait devenir de la dernière importance. Quoiqu'on travaillât dans toutes les forteresses avec vigueur, il restait encore, en 1778, quelques dépenses à faire, pour finir tout ce qui était près d'être achevé : le tout pouvait monter à la somme de 200,000 écus.

Le général de Wartenberg, qui dirigeait l'économie militaire, était aussi occupé dans son département que les autres officiers dans leurs parties différentes. On profitait de la paix pour se préparer à la guerre. En 1777 on avait fabriqué à Spandau 140,000 nouveaux fusils ; on avait fait des épées de rechange pour toute la cavalerie, des bandoulières, des selles, des brides, des ceinturons, des marmites, des pioches, des haches, et une fourniture complète

de tentes pour toute l'armée. Ces immenses apprêts étaient déposés, les fusils dans l'arsenal, et le reste dans deux grands bâtiments qu'on appelait les garde-robes de l'armée. Outre tout cet appareil, on avait mis à part la somme de 3 millions, pour fournir en temps de guerre à la remonte de la cavalerie, ainsi que pour remplacer les uniformes qui se perdaient dans les batailles; une autre somme était destinée pour les frais de l'augmentation de 22 bataillons francs. Toutes ces choses ainsi préparées d'avance allégeaient au moins pour quelques campagnes le poids de la guerre, si accablant pour les finances quand elle est de durée.

L'article des magasins militaires ne fut point oublié; on en forma deux, l'un à Magdebourg, l'autre dans les places de la Silésie, chacun de 35,000 winspels de seigle, pour entretenir, durant une année, deux armées de 70,000 hommes. Le premier était destiné aux troupes qui devaient agir vers la Bohême ou la Moravie, et le second pour celles dont les opérations seraient dirigées vers la Saxe ou vers la Bohême. Le prix de ces magasins était évalué à 1,700,000 écus. On les entama durant les trois années de disette dont nous avons parlé précédemment; mais dès l'année 1775, ils furent rétablis tels qu'ils avaient été précédemment.

Nous avons parlé des magasins du général Wartenberg et des grands magasins d'abondance que l'on avait amassés; mais cela n'était pas encore suffisant pour que l'armée pût entrer en campagne aussitôt que le besoin le demanderait. Un des articles les plus difficiles était de trouver et de rassembler tous les chevaux nécessaires au mouvement d'une aussi grande machine. Cette multitude de canons, introduite par l'usage, demandait un nombre immense de chevaux pour les transporter; il en fallait outre cela pour les tentes, pour les officiers et pour les vivres. On compta qu'en tout la somme en montait à 60 mille.

Après la paix l'armée avait été mise sur le pied de 151,000 hommes ; les troubles qui s'élevèrent en Pologne faisant appréhender qu'une nouvelle guerre ne s'allumât, le roi jugea à propos, en 1768, d'augmenter de 40 hommes les compagnies de douze régiments d'infanterie ; pour les loger, il fallut bâtir des casernes, qui coûtèrent 360,000 écus. Les housards et les Bosniaques, qui ne faisaient que 1,100 têtes, furent portés à 1,400. Un bataillon de 1,000 hommes fut levé aux ordres de M. de Rossières, pour la défense de Silberberg. Ces différentes augmentations mirent l'armée, en temps de paix, sur le pied de 161,000 hommes, dont elle était composée.

Ces efforts étaient nécessaires : les conjonctures où l'on se trouvait obligeaient de se préparer à tout événement. Surtout durant le cours de l'année 1771, pendant que les négociations étaient les plus vives, il était impossible de deviner quel parti prendrait la cour de Vienne, si ce serait celui de la Porte ou celui de la Russie ; mais comme les apparences étaient que la maison d'Autriche penchait plus du côté des Turcs que de celui des alliés du roi, il fut résolu de remonter toute la cavalerie, en y joignant l'augmentation. Ce furent 8,000 chevaux qu'on acheta tout à la fois ; bientôt le bruit s'en répandit dans toute l'Europe ; la cour de Vienne comprit que le roi de Prusse s'était déterminé à soutenir de toutes ses forces son alliée l'impératrice de Russie.

Le concert de ces trois cours occasionna le partage de la Pologne, comme nous l'avons déjà dit dans le chapitre qui traite de la politique ; ce chapitre-ci n'étant destiné qu'à ce qui regarde le militaire, nous n'envisagerons cette acquisition que sous ce point de vue-là. Elle était d'une très-grande importance en ce qu'elle joignait la Poméranie à la Prusse royale. On aura remarqué, en lisant l'histoire de la dernière guerre, que le roi avait été obligé d'abandonner toutes les provinces qui étaient séparées ou trop

éloignées du corps de l'État. Ces provinces étaient celles du bas Rhin et de la Westphalie, surtout la Prusse royale. Cette dernière se trouvait non-seulement séparée mais coupée de la Poméranie et de la nouvelle Marche par un fleuve d'une profondeur et d'une largeur considérables : il fallait être le maître de la Vistule pour pouvoir soutenir la Prusse royale ; mais depuis le partage, le roi pouvait élever des places sur les bords de ce fleuve, et s'assurer les passages selon qu'il le jugeait convenable, et pouvait non-seulement défendre le royaume contre les ennemis, mais se servir en cas de malheur de la Vistule et de la Netze comme de bonnes barrières pour empêcher l'ennemi de pénétrer soit en Silésie, soit dans la Poméranie et la nouvelle Marche.

D'autre part, cette nouvelle acquisition fournissait les moyens d'augmenter considérablement l'armée. Elle fut mise en temps de paix sur le pied de 186,000 hommes, et l'on résolut de la porter en temps de guerre, avec les bataillons francs et autres corps pareils, au nombre de 218,000 combattants.

Voici en quoi consista l'augmentation :

Quatre bataillons de garnison et des compagnies de grenadiers, faisant.	3,150	hommes.
Deux nouveaux bataillons d'artillerie.	2,510	—
Six régiments d'infanterie sur le pied de paix.	8,500	—
Un régiment de housards.	1,400	—
Trente-six régiments d'infanterie, la compagnie augmentée de 20 hommes.	8,640	—
Les chasseurs augmentés de.	300	—
Une nouvelle compagnie de mineurs.	150	—

Vingt-cinq nouveaux majors, avec autant d'aides de camp, furent créés pour commander les bataillons de grenadiers; autrefois on les prenait des régiments en temps de guerre, maintenant cette charge est devenue permanente. Outre cela, les artilleurs qui servaient l'artillerie volante furent remontés, afin qu'exercés en temps de paix, ils devinssent plus utiles en temps de guerre. Le total de

cette nouvelle augmentation consistait en 25,220 hommes; et 1,250,000 écus, assignés sur la Prusse occidentale, furent destinés à l'entretien de ces nouvelles troupes.

Quelque changement qu'on fasse dans l'État, il s'ensuit toujours des conséquences auxquelles le gouvernement doit penser à temps. Les forces de l'État s'étant accrues, il fallait faire un calcul nouveau de ce que coûterait à l'avenir une campagne. En l'année 1773, l'armée consistait en 141 bataillons de campagne, 63 escadrons de cuirassiers, 70 de dragons, 100 de housards, outre une artillerie de campagne composée de 9,600 canonniers et bombardiers, sans compter 1200 artilleurs distribués pour le service des forteresses, et 36 bataillons de garnison. Sur ce tableau de l'armée tel qu'on vient de le représenter, en y ajoutant l'augmentation de 22 bataillons francs, on fit le devis de ce que coûteraient les premiers frais pour mettre cette machine en branle.

En suivant le même principe, on calcula la dépense extraordinaire de cette armée pendant la durée d'une campagne, et pour ne s'y point tromper, on se régla sur la campagne la plus coûteuse de la dernière guerre, où s'étaient données les batailles les plus sanglantes, c'est-à-dire sur l'année 1757 [ce qui monta à la somme de onze millions deux cent mille écus]. Il vaut mieux, dans ces sortes d'évaluations, mettre les sommes plus considérables que trop faibles, parce qu'on ne perd rien en ayant du superflu, et l'on risque beaucoup si l'argent n'est pas en quantité suffisante.

[Les évaluations si utiles et si nécessaires dictées par une longue expérience, sont déposées, l'une, pour rendre l'armée mobile, dans le petit, l'autre, des frais d'une campagne, dans le grand trésor; et s'il se présente avec le temps des occasions où il ne soit pas nécessaire de mettre toutes les forces de l'État en activité, il n'y a rien de plus facile que d'évaluer les dépenses au nombre des troupes

dont on veut se servir. Et supposant, d'autre part, qu'un jour l'armée puisse encore augmenter en nombre, par la dépense de ce que coûte en temps de guerre un escadron, un bataillon avec l'artillerie qui doit y être annexée, il est facile par une addition toute simple d'ajouter cette somme à celles qu'on a déjà calculées comme indispensablement nécessaires pour la dépense non d'une campagne ordinaire, mais comme peut le devenir la plus coûteuse.

Nous avons cru qu'en rapportant la manière dont on s'y est pris pour rétablir l'armée, tous les moyens dont on s'est servi, tous les détails dans lesquels il a fallu entrer, le recensement pourrait être de quelque usage pour la postérité. La moitié de la vie des hommes se passe à réparer les malheurs qu'ils ont essuyés, et si, par la suite du temps, le gouvernement se trouvait dans des cas semblables, il est à présumer qu'il serait bien aise de voir la marche qu'ont tenue les prédécesseurs pour avoir devant soi l'esquisse des soins qu'il faut se donner et des détails dans lesquels il est indispensable d'entrer pour rétablir une armée délabrée et détruite, et pour la remettre dans un état assez respectable pour que la monarchie ait lieu d'en espérer le maintien de sa gloire et de son existence.

Ce que nous venons de dire est suffisant pour le passé; cependant il faut encore y ajouter un article qui regarde le projet du roi pour la défense des deux Prusses, tant orientale qu'occidentale. Avant que la nouvelle acquisition fût faite il fallait abandonner le royaume aussitôt qu'un ennemi paraissait à la frontière. Si une armée du roi eût été battue dans cette province, elle n'avait que deux retraites, l'une à Kœnigsberg, où bientôt elle aurait été enfermée et peut-être obligée à signer une capitulation honteuse à l'exemple de ce qui arriva au duc de Cumberland près de Stade, ou bien cette armée devait diriger sa retraite vers la Vistule, où elle ne trouvait ni magasins, ni forteresses, ni ponts même pour passer le fleuve. Mais les

choses étant maintenant changées permirent de former un plan de défense raisonné et sur lequel on pût prendre d'avance des arrangements, soit pour bâtir des forteresses, soit pour établir des magasins ou pour construire des ponts.

On établit pour base du système qu'on adopta, que la Vistule était le point principal sur lequel roulait la défense de toute la Prusse. On résolut donc d'abord de construire une forteresse importante sur le bord de ce fleuve. On choisit Graudenz pour l'endroit le plus convenable à ce dessein, non pas la ville, mais une hauteur dominante qui en est proche. On y trouvait un double avantage. Les ruisseaux, l'Ossa et un autre, qui passent à un quart de lieue de l'endroit qu'on voulait fortifier, pouvaient au moyen d'écluses inonder le contour d'un camp qui devenait par là inattaquable. On commença donc à construire cette forteresse importante. Rien n'y fut épargné; le plan en est dans la chambre des cartes et des fortifications. Ainsi nous n'y ajouterons rien, si ce n'est que par l'aisance que donne l'élévation du lieu on a pu y construire trois étages de mines dont les rameaux s'étendent à cent vingt pieds du glacis; on y bâtit un magasin d'abondance pour les troupes, et bien que tout ne soit pas achevé cette année 1779 et qu'il faille encore la somme de cent mille écus pour mettre les choses dans un point de perfection, toutefois le commencement est fait et deux ponts de bateaux achevés pour y passer le fleuve en quelque sens que les circonstances l'exigent.

Remarquons en passant que la largeur et la rapidité de la Vistule empêchent que personne ne la passe avec des pontons; sans bateaux, il est impossible de la traverser. Mais pour que cette défense devienne encore plus assurée, il faudra avec le temps construire encore deux petits forts, l'un sur la Nogath, vers Marienbourg, et l'autre vers Bromberg, au confluent de la Drewenza et de la Vistule, et cela pour empêcher que l'ennemi ne tire des

bateaux du côté de Varsovie ou par le Haff, pour passer le fleuve soit à la droite, soit à la gauche de la forteresse.

Ce projet que nous venons d'exposer formait celui de la troisième ligne de défense. La Prusse, par le local de sa situation, a des contrées si avantageuses qu'on peut en disputer pied à pied le terrain à l'ennemi. La première ligne de défense est derrière le Memel, rivière qui passe près de Tilsitt et va se jeter dans une autre rivière nommée la Russe. On y trouve des camps qui sont levés par des ingénieurs, presque inexpugnables. L'armée peut tirer ses subsistances de Kœnigsberg, tant qu'elle est dans ce poste, et établir sa boulangerie à Tilsitt. Mais deux choses sont à craindre dans ce cas ; si les Russes venaient de ce côté avec une armée supérieure, ils obligeraient bien vite à quitter cette position, soit en faisant passer vers Grodno un gros corps par la Pologne, qui se portant sur les derrières de l'armée l'obligerait tout de suite d'abandonner la Memel, soit en embarquant dix mille hommes sur des galères qui, venant droit par le Haff, débarqueraient près de Kœnigsberg et se rendraient maîtres de la ville, qui ne peut faire aucune résistance et s'empareraient en même temps des magasins de l'armée.

La seconde ligne de défense se trouve derrière l'Inster, et ensuite derrière le Prégel. L'endroit le plus avantageux qu'on pourrait trouver pour s'y placer derrière l'Inster est cet endroit qui est à droite d'Insterbourg, au confluent de la Pissa. L'armée pourrait également tirer ses vivres de Kœnigsberg, et les magasins en cas de besoin pourraient être rafraîchis par des transports d'Elbing à Kœnigsberg, au travers du Haff. La retraite de cette position est assurée par des forêts qui présentent des abris à ceux qui sont les plus faibles. Si dans une de ces contrées, l'armée remportait quelque avantage sur l'ennemi, la guerre serait tout de suite transportée sur l'extrémité septentrionale ou orientale du royaume. Le poste près d'Insterbourg est

d'une telle bonté, ayant son flanc droit couvert par l'Inster, qu'un corps russe venant par la Pologne serait obligé de manœuvrer longtemps, et avec toute l'habileté requise, avant de se trouver en l'état de l'entamer. Mais supposons qu'on fût obligé de céder le terrain à l'ennemi, il faut alors diriger sa marche par des bois pour tomber sur Nordenbourg, de là se porter entre Schippenbeil et Bartenstein; mais si l'ennemi tourne plus du côté de la Pologne, il faut se porter sur Lötzen, et vu que la distance de Lötzen à Graudenz est trop considérable pour qu'on pût fournir à l'armée d'aussi loin, il faut de nécessité construire un fort intermédiaire, pour y conserver un dépôt pour les vivres.

L'endroit le plus convenable se trouve entre deux villages, Borrowen et Ribben, situés à côté d'un grand lac; et même si on le jugeait à propos, on pourrait faire auprès de ce fortin un camp retranché qui le mettrait à l'abri de toute insulte. Cette position, très-forte par la nature, étant environnée de lacs, de marais et de rivières, pourrait se soutenir longtemps sans craindre que l'ennemi parvînt à la tourner. Car supposons même que l'ennemi voulût s'avancer sur la Vistule ou sur la Netze, il ne donnerait aucune inquiétude réelle à l'armée, parce qu'il n'y pourrait faire aucun progrès, et qu'il faudrait que ce fût le plus imbécile des généraux, si en entreprenant une pareille marche il fournissait aux Prussiens l'occasion de se porter sur ses derrières; ou soit qu'en prêtant à l'ennemi un autre projet, on suppose qu'il n'enverra qu'un détachement à Thorn pour passer la Vistule, nous ne croyons pas que le mal qui en résulterait fût considérable. Ce détachement ne pourra ni assiéger ni prendre la nouvelle forteresse de Graudenz, et rien du plan de la défensive prussienne ne serait dérangé. Mais je me demande: Comment subsistera-t-il dans une province aussi stérile que la Pomérélie? Il se hasardera à périr de faim avec son détachement, car tant que

les Prussiens sont les maîtres de la Vistule, il est impossible qu'un ennemi réussisse de ces côtés-là. Ainsi un général prussien campé dans un camp retranché à Lötzen, ou près de Borrowen, peut détacher hardiment sur ses derrières, pour donner la chasse aux corps des ennemis qui auraient franchi la Vistule et la Netze.

Mais poussons les choses à bout et supposons que la Memel et la Russe, l'Inster et le Prégel, les camps de Lötzen et de Borrowen ne puissent être soutenus à la longue, et que par impossible, après quelques campagnes, on fût obligé de repasser la Vistule, ce fleuve même n'offre-t-il pas une barrière très-considérable? Cette considération même, et ce que nous venons de dire, nous mène à indiquer ce qu'il faudrait faire au cas qu'une rupture avec les Russes devînt inévitable, et qu'on s'attendît d'être attaqué du côté de la Prusse orientale. Dans des conjonctures pareilles il faut d'abord s'emparer de Dantzic, et en même temps faire raccommoder la forteresse qui est située de cette part-ci de la Vistule; l'autre se défend suffisamment par ses inondations. Cette mesure de précaution et le fortin situé sur la Nogath sont suffisants pour défendre le flanc droit du camp de Bromberg. Il n'en est pas de même de la ville de Thorn, qu'il faut se donner de garde d'occuper, à cause que sa situation désavantageuse, entourée de hauteurs, empêche d'y faire une bonne défense. Ainsi la droite du camp de Graudenz n'a besoin que du fortin de Bromberg, et ne doit pas étendre plus loin sa ligne de défense. L'usage de ces deux fortins se borne à empêcher l'ennemi d'amasser des bateaux, soit en les faisant remonter par le Haff, soit en les faisant descendre de Varsovie, pour établir un passage sur la Vistule. Les pontons ne peuvent pas être jetés sur ce fleuve: il faut des bateaux pour qu'on puisse construire un pont.

Pour ne rien omettre des cas possibles, il faut convenir que si les Russes veulent se servir de leurs galères

pour faire quelque débarquement, soit à Duwemurs, soit même à Stolp dans la Poméranie, on ne saurait les en empêcher; mais ce ne peut être que des corps faibles, et un détachement du camp de Graudenz peut facilement les rechasser. Voilà pour la gauche. Du côté droit, il y a d'autres mesures à prendre. Premièrement, rien de plus facile que de miner le pont de Thorn dès le commencement de la guerre. J'avoue cependant que ce n'est pas suffisant, à cause que l'ennemi peut tirer de Varsovie autant de bateaux qu'il en veut pour jeter un pont sur la Vistule dans les mêmes environs; mais voici où les manœuvres commencent. Qui empêche un général du camp de Graudenz de marcher droit à Thorn sitôt qu'il est assuré du passage de l'ennemi, de le couper de la Vistule, et de réduire sans combat l'armée ennemie aux abois?

Nous concluons de tout ce que nous venons d'exposer qu'un général habile, n'ayant qu'un corps médiocre, peut soutenir la Prusse durant quelques campagnes; qu'il a trois positions supérieurement avantageuses à prendre avant d'en venir à la Vistule, savoir : 1° la Memel, 2° l'Inster; 3° Lötzen; et que, mettant tout au pis, qu'il soit obligé de se retirer à Graudenz, par les moyens que nous avons proposés, il peut, en défendant bien la Vistule et la Netze, couvrir en même temps la Poméranie et la Silésie.

Le roi ne s'en est pas tenu à ce projet; il a fait lever tous les camps, les officiers du génie les ont dessinés, toutes les colonnes des marches sont marquées, les dispositions par écrit à côté de chaque morceau, de sorte qu'un général chargé de la défense de la Prusse trouve sa besogne toute préparée; il ne lui reste que la gloire de l'exécution. On a tiré de doubles exemplaires de cette disposition : l'un est déposé dans les archives du gouvernement de Kœnigsberg, l'autre est à Potsdam, gardé dans la chambre des plans.

Fait en 1773, corrigé en 1779. FÉDERIC.]

MÉMOIRES

DE 1775 A 1778

CHAPITRE QUATRIÈME.

De ce qui s'est passé de plus important depuis 1775 jusqu'à 1778.

On se persuadera bien que la jalousie, la haine et l'envie qu'avait excitées parmi les puissances de l'Europe le partage de la Pologne, ne se dissipèrent pas tout d'un coup. La chose était récente, et la sensation en avait été trop forte pour que les souverains regardassent avec les yeux de l'habitude un événement dont leur amour-propre était choqué. La France se rappelait avec un chagrin secret ses efforts inutiles pour soutenir la confédération de Bar; elle ne pouvait se dissimuler le mauvais succès de la guerre qu'elle avait conseillé aux Turcs d'entreprendre contre la Russie; elle était en quelque façon humiliée de voir qu'une monarchie comme la sienne eût eu si peu d'influence dans les troubles qui avaient déchiré la Pologne; elle ne craignait pas moins cette liaison qui commençait à se former entre l'impératrice-reine, l'impératrice de Russie et le roi de Prusse. Une semblable union donnait à ces puissances une prépondérance trop décidée en Europe pour qu'à Versailles on pût l'envisager avec des yeux indifférents; mais ces apparences étaient trompeuses, et il s'en fallait de beaucoup que l'amitié de ces trois puissances fût aussi étroite que le public pouvait se le figurer.

Louis XVI venait de monter sur le trône; un évêque [1] lui remit le testament politique que le Dauphin, père du

[1] L'évêque de Verdun, M. de Nicolaï, confident du Dauphin, fils de Louis XV.

roi, lui avait confié, pour le donner à son fils lorsqu'il parviendrait à la régence. Le roi se fit une loi de suivre en tout les volontés de son père, et ce fut en conséquence de ce testament que M. de Maurepas, disgracié par Louis XV, devint premier ministre de Louis XVI, que M. d'Aiguillon fut exilé, et que M. de Choiseul perdit à jamais l'espoir de rentrer en faveur. M. de Maurepas touchait à son seizième lustre; il avait été longtemps ministre sous le règne précédent [1]; il possédait la routine des affaires; il avait l'esprit orné, et une tête capable de vastes desseins; mais il n'était plus dans l'âge, comme nous l'avons remarqué, où l'âme remplie d'ardeur entreprend hardiment de grandes choses. La mauvaise administration des finances sous le règne précédent pouvait conduire à une banqueroute générale. Il était d'autant plus atterré de cette idée, que cette banqueroute aurait au moins écrasé 40,000 familles, qui avaient placé tout leur bien dans les fonds publics; et quoique les ministres ne soient guère sensibles aux malheurs des peuples, ils le sont pourtant au blâme qui en retombe nécessairement sur eux.

Le traité de Versailles, quoique peu avantageux à la France, subsistait toujours. M. de Maurepas avait de plus à ménager la jeune reine, sœur de l'empereur Joseph, et fille de Marie-Thérèse, qui, avec un peu de complaisance, pouvait d'un jour à l'autre gagner assez d'ascendant sur l'esprit du roi son époux pour le gouverner entièrement; de sorte que ce vieux Mentor d'un pupille qui n'avait aucun caractère fixe, employait tour à tour la prudence et la fermeté pour empêcher que le royaume ne tombât en quenouille. La France, d'un autre côté, toujours rivale de l'Angleterre, voyait avec plaisir les troubles qui s'élevaient en Amérique entre les colonies et la mère patrie.

[1] Jean-Frédéric Phelypeaux, comte de Maurepas, avait été ministre sous Louis XV dès 1715; il fut exilé en 1749, pour avoir fait une chanson contre madame de Pompadour; il mourut en 1781.

Elle encourageait sous main l'esprit de révolte qui s'y manifestait, et animait les Américains à soutenir leurs droits contre le despotisme que le roi George III voulait y établir, en leur présentant en perspective les secours qu'ils pouvaient attendre de l'amitié du Roi Très-Chrétien.

La cour de Londres nous présente un tableau tout différent de celui que nous venons de crayonner. C'est l'Écossais Bute qui gouverne le roi et le royaume; semblable à ces esprits malfaisants dont on parle toujours et qu'on ne voit jamais, il s'enveloppe ainsi que ses opérations des plus profondes ténèbres; ses émissaires, ses créatures, sont les ressorts avec lesquels il meut cette machine politique selon sa volonté. Son système politique est celui des anciens tories, qui soutiennent que le bonheur de l'Angleterre demande que le roi jouisse d'un pouvoir despotique, et que bien loin de contracter des alliances avec les puissances du continent, la Grande-Bretagne doit se borner uniquement à étendre les avantages de son commerce. Paris est à ses yeux ce qu'était Carthage à ceux de Caton le Censeur. Bute détruirait en un jour tous les vaisseaux français, s'il en était le maître et s'il pouvait les rassembler. Impérieux et dur dans le gouvernement, peu soucieux sur le choix des moyens qu'il emploie, sa maladresse dans le maniement des affaires l'emporte encore sur son obstination.

Ce ministre, pour remplir ses grandes vues, commença par introduire la corruption dans la chambre basse. Un million de livres sterling que la nation paye annuellement au roi pour l'entretien de sa liste civile, ne suffisait qu'à peine pour contenter la vénalité des membres du parlement. Cette somme, destinée pour l'entretien de la famille royale, de la cour, et pour les ambassades, étant annuellement employée à dépouiller la nation de son énergie, il ne restait au roi George III, pour subsister et pour soutenir à Londres la dignité royale, que 500,000 écus qu'il tirait

de son électorat de Hanovre. La nation anglaise, dégradée par son souverain même, n'eut depuis d'autre volonté que la sienne; mais comme si ce n'en était pas assez de tant de prévarications, le lord Bute voulut frapper un coup plus hardi et plus décisif, pour établir plus promptement le despotisme auquel il visait; il engagea le roi à taxer par des impôts arbitraires les colonies américaines, autant pour augmenter ses revenus que pour donner un exemple qui, par la suite des temps, pût être imité dans la Grande-Bretagne; mais nous verrons que les suites qu'eut cet acte de despotisme ne répondirent point à son attente.

Les Américains, qu'on n'avait pas daigné corrompre, s'opposèrent ouvertement à cet impôt, si contraire à leurs droits, à leurs coutumes et surtout aux libertés dont ils jouissaient depuis leur établissement. Un gouvernement sage se serait hâté d'apaiser ces troubles naissants, mais le ministère de Londres agit d'après d'autres principes; il suscita de nouvelles brouilleries avec les colonies à l'occasion des marchands qui avaient le monopole de certaines marchandises des Indes orientales, qu'on voulut les forcer d'acheter. La dureté et la violence de ces procédés acheva de soulever les Américains; ils tinrent un congrès à Philadelphie, où, renonçant au joug anglais, qui désormais leur devenait insupportable, ils se déclarèrent libres et indépendants. Dès lors voilà la Grande-Bretagne engagée dans une guerre ruineuse avec ses propres colonies; mais si le lord Bute se montra maladroit dans la conduite de cette affaire, il le parut encore davantage dans l'exécution et lorsque la guerre commença. Il crut bonnement que 7,000 hommes de troupes réglées étaient un nombre suffisant pour subjuguer l'Amérique; et comme il n'avait pas l'art de Newton dans les calculs, il s'y trompa toujours. Le général Washington, qu'à Londres on appelait le chef des rebelles, remporta dès les premières hostilités quelques avantages sur les royalistes assemblés près de Boston.

Le roi, qui s'attendait à des victoires, fut surpris de la nouvelle de cet échec, et le gouvernement se vit obligé de changer de mesures. Il était évident que le nombre des troupes en Amérique était trop faible pour remplir le dessein qu'on voulait exécuter; il fallait donc avoir une armée, quoiqu'on sentît toutes les difficultés qu'il y avait à trouver ce monde et à le rassembler. Les Anglais ont manqué de tout temps d'art et de souplesse dans leurs négociations; attachés avec acharnement à leurs intérêts, ils ne savent pas flatter ceux des autres; ils pensent qu'en offrant des guinées ils peuvent tout obtenir. Ils s'adressèrent d'abord à l'impératrice de Russie, et la choquèrent d'autant plus par leurs demandes, que la fierté de cette princesse regardait comme bien au-dessous d'elle d'accepter des subsides d'une autre puissance. Enfin, ils trouvèrent en Allemagne des princes avides ou obérés qui prirent leur argent, ce qui leur valut 12,000 Hessois, 4,000 Brunswicois, 1200 hommes d'Anspach, autant de Hanau, sans compter quelques centaines d'hommes que leur fournit le prince de Waldeck. Outre cela, la cour envoya 4,000 Hanovriens à Gibraltar et à Port-Mahon, pour en relever les garnisons anglaises, lesquelles furent de là conduites en Amérique.

Toutes ces troupes servirent sous les auspices du lord Howe et de son frère l'amiral, comme nous le rapporterons en son temps. Chaque campagne coûta à l'Angleterre 6 millions de livres sterling, ou 36 millions d'écus. On comptait alors que les dettes de la Grande-Bretagne montaient déjà à 900 millions d'écus. Une campagne ne suffisait pas pour soumettre les colonies; ainsi l'on prévoyait dès lors que dans peu la dette nationale passerait un milliard. La campagne suivante ne produisit aucun événement décisif, et les Américains se soutinrent contre le lord Howe et tous les renforts qui l'avaient joint; mais vers la fin de l'année 1777, la fortune commença à se déclarer en faveur des colonies. Sur les ordres de la cour,

le général Bourgoyne [1] partit du Canada avec 13,000 hommes, pour se rendre à Boston, selon le projet qu'on lui avait donné à exécuter; tandis que le lord Howe, qui n'était informé de rien, s'était emparé de Philadelphie. Ce défaut de concert acheva de gâter les affaires; Bourgoyne, qui manquait de chevaux pour le transport de ses vivres, et avait entrepris une expédition impraticable relativement aux subsistances, fut obligé de se rendre prisonnier avec toutes ses troupes aux Américains qu'il croyait subjuguer.

Un événement de cette nature aurait autrefois soulevé toute la nation contre le gouvernement, et causé même une révolution; il ne se produisit alors qu'un léger murmure, tant l'amour des richesses l'emportait sur l'amour de la patrie, et faisait préférer à ce peuple, autrefois si noble et si généreux, l'avantage personnel au bien général. Le roi d'Angleterre, qui soutenait le système de Bute par obstination, se roidissait contre les obstacles qu'il voyait naître sous ses pas. Peu sensible aux malheurs qui retombaient sur son peuple, il n'en devenait que plus ardent pour l'exécution de ses projets; et afin de gagner la supériorité sur les Américains, il faisait négocier dans toutes les cours de l'Allemagne, pour en tirer le peu de secours qu'elles pouvaient encore lui fournir.

L'Allemagne se ressentait déjà de la quantité d'hommes qu'on en avait tirée pour les envoyer dans ces climats lointains, et le roi de Prusse voyait avec peine l'Empire dépourvu de tous ses défenseurs, surtout dans le cas où il surviendrait une nouvelle guerre; car dans les troubles de 1756, la basse Saxe et la Westphalie seules avaient assemblé une armée, avec laquelle on avait arrêté et dérangé tous les progrès de l'armée française. Par cette raison, il chicana le passage des troupes des princes qui en donnaient à l'Angleterre, lorsqu'elles se trouvaient

[1] Jean Burgoyne, général anglais, mort en 1792, après avoir mal réussi dans la guerre d'Amérique.

obligées de passer par le pays de Magdebourg, celui de Minden, ou par le bas Rhin. Ce n'était qu'une faible revanche du mauvais procédé de la cour de Londres au sujet de la ville et du port de Dantzic; toutefois le roi ne voulut pas pousser les choses trop loin; une longue expérience lui avait appris qu'on trouve une multitude d'ennemis dans le monde, et qu'il ne faut pas s'en susciter soi-même de gaieté de cœur. Voilà en gros l'idée qu'on peut se faire de l'Angleterre pendant le peu d'années dont nous nous sommes proposé de décrire les événements. Nous la quitterons maintenant, pour présenter le résumé de ce que, pendant la même époque, il se passa de mémorable en Russie.

L'impératrice de Russie sortait de la guerre qu'elle avait faite aux Turcs, couverte de gloire par les succès que ses troupes avaient eus contre ses ennemis; mais l'État était presque épuisé d'hommes et d'argent, et la paix si mal assurée, que le grand vizir déclara lui-même au prince Repnin, ambassadeur à la Porte, qu'à moins que le khan de Crimée ne rentrât sous la domination de la Porte, et que l'impératrice de Russie ne restituât Kersch et Jenikala, la paix qu'on avait extorquée aux Turcs ne serait point de durée. Sur cette déclaration, les troupes russes occupèrent Perekop, et aussitôt les hostilités recommencèrent en Crimée. Ce n'était pas une guerre dans les formes, où deux grandes armées se trouvassent en présence l'une de l'autre, mais c'étaient des incursions où des troupes turques débarquaient en différents parages, ce qui occasionnait de petits combats, dont toutefois les Russes sortirent toujours victorieux. Cependant cet état d'incertitude inquiétait l'impératrice, parce qu'elle était obligée d'assembler son armée sur les frontières de la Tartarie, et de tenir un gros corps à Kiow, pour l'opposer, en cas de nécessité, à un corps de 40,000 Turcs campés près de Bender, qui de là, en traversant la Pologne, pouvaient

facilement se porter vers la partie des provinces russes située à l'autre bord du Niester; ainsi, sans avoir ni la paix ni la guerre, les dépenses de l'impératrice étaient aussi grandes que si la guerre avait été déclarée entre les deux puissances.

L'intérieur de la cour de Pétersbourg fournissait des événements d'une autre nature, mais qui tiennent également à l'histoire de ce temps. L'impératrice, voyant que son fils le grand-duc était en âge de se marier, délibérait sur le choix de l'épouse qu'elle voulait lui donner. Ce devait être une princesse d'Allemagne, dont l'âge et la personne convinssent à son fils. Ce choix n'était pas indifférent pour la cour de Berlin, cette nouvelle liaison pouvant devenir favorable ou contraire à ses intérêts. L'Allemagne était alors stérile en princesses; il n'y en avait que trois ou quatre qui pussent être proposées, parce que les unes étaient trop âgées et les autres trop jeunes. Celles auxquelles on pouvait penser étaient une sœur de l'électeur de Saxe, une princesse de Wirtemberg trop jeune, et trois princesses filles du landgrave de Darmstadt. La sœur aînée de ces princesses de Darmstadt était mariée au prince de Prusse; ainsi, il y avait tout à gagner si une de ces princesses devenait grande-duchesse, parce que les nœuds de la parenté se joignant à ceux de l'alliance, ils semblaient annoncer que l'union de la Prusse et de la Russie serait par là plus cimentée que jamais. Le roi mit tout en œuvre pour arranger les choses de la sorte, et il fut assez heureux pour réussir entièrement. Les princesses de Darmstadt passèrent par Berlin; elles arrivèrent à Pétersbourg; la seconde des filles du landgrave fut celle qui emporta la pomme, et le mariage fut solennellement célébré; [la conduite de la nouvelle grande-duchesse ne fut pas telle qu'on le devait attendre d'une princesse de sa naissance. Elle était arrivée à Pétersbourg dans un temps d'intrigues et de cabales, et où toute la cour était

agitée par les intrigues des ministres étrangers. Les ministres de France et d'Espagne mettaient tout en œuvre pour semer la zizanie entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, entre lesquels ils craignaient qu'une union trop étroite ne se formât. Pour remplir leurs vues, ils crurent devoir former un parti dont ils pussent disposer, et ils s'imaginèrent qu'en mettant la grande-duchesse dans leurs intérêts, le reste de l'ouvrage ne serait pas difficile. Pour s'acheminer à ce but, ils gagnèrent un certain prince Raumofski attaché à la personne du grand-duc. Celui-là, s'étant livré à leur direction, s'enhardit jusqu'à devenir l'amant de la grande-duchesse, auprès de laquelle les faveurs de son maître lui donnaient un libre accès. Cette princesse, imbue des sentiments de son amant et suivant toutes ses impressions, s'était livrée sans réserve aux insinuations que le ministre d'Espagne lui faisait parvenir. Un an et demi après son mariage, elle devint grosse, mais tout le monde se disait à l'oreille que ce n'était pas de son époux. La cour de Berlin avait vent de toutes ces manigances et de ces dangereuses menées; et de plus, il s'était élevé en même temps...] mais il ne réussit pas, et donna lieu à un grand nombre d'intrigues et de scènes fâcheuses.

Il s'était élevé en même temps de nouvelles chicanes à Varsovie sur les possessions que les puissances copartageantes occupaient en Pologne. Les Sarmates, en se plaignant amèrement, accusaient les Autrichiens et les Prussiens d'en avoir étendu les limites beaucoup au delà de ce qui leur avait été accordé par les traités. Ces plaintes avaient fait impression sur l'impératrice de Russie, dont l'ambition, s'applaudissant d'avoir donné des provinces à de grands souverains, était encore plus flattée d'en fixer les limites. Pour prévenir les suites que pourrait avoir le mécontentement de l'impératrice si on ne l'apaisait pas au plus tôt, le roi résolut d'envoyer le prince Henri à Pétersbourg, sous prétexte de faire une visite à l'impéra-

trice, laquelle l'avait invité à se rendre à sa cour. Il faut ajouter à ceci que le roi s'était concerté avec la cour de Vienne pour que les deux puissances conservassent leurs possessions intactes, en laissant crier les Polonais et en tâchant d'apaiser la cour de Russie; mais le prince Kaunitz, attaché à sa politique fallacieuse, dans l'intention de brouiller les cours de Berlin et de Pétersbourg, fit déclarer à cette dernière que l'impératrice-reine, par la seule envie d'obliger l'impératrice de Russie, avait résolu de rendre à la république de Pologne une partie du palatinat de Lublin, toutes les terres qui se trouvent au delà de la rive droite du Bug, la ville de Casimir et quelques autres morceaux encore qu'elle possédait.

Le prince Henri arriva donc à Pétersbourg dans des conjonctures aussi singulières que fâcheuses. Il avait à combattre les Français, les Espagnols et les Autrichiens. A peine eut-il vu l'impératrice, que la grande-duchesse vint à mourir en mettant au monde un enfant mort. Le prince, qui se trouva présent à cette scène, assista l'impératrice dans ces tristes circonstances autant qu'il dépendait de lui; il prit un soin particulier du grand-duc [1], atterré par un spectacle aussi nouveau pour lui que lugubre. Il ne l'abandonna point; et, ayant non-seulement contribué à rétablir sa santé, son chef-d'œuvre fut en particulier de raccommoder entièrement la mère et le fils, dont la mésintelligence s'était beaucoup augmentée depuis le mariage de la grande-duchesse, et faisait appréhender qu'il n'en résultât des suites fâcheuses ou pour l'un ou pour l'autre. L'impératrice fut vivement touchée du service que le prince Henri lui avait rendu, et depuis ce temps son crédit s'accrut de jour en jour. Il en fit bientôt un très-bon usage.

L'impératrice était dans l'intention de remarier promptement son fils : le prince lui proposa la princesse de

[1] Depuis empereur sous le nom de Paul Ier.

Wirtemberg, petite-nièce du roi, qui fut aussitôt agréée. Il fut, outre cela, résolu que le prince Henri mènerait le grand-duc à Berlin, où il verrait cette princesse, et où les promesses se feraient; après quoi il la ramènerait en Russie pour que les noces se fissent à Pétersbourg. Le prince trouva plus de difficultés pour éluder les restitutions que les Polonais exigeaient du roi. La cour de Vienne avait donné l'exemple de ces restitutions; la Russie insistait pour que le roi imitât sa conduite. Cette affaire fut donc remise à la médiation de M. de Stackelberg, ambassadeur de Russie en Pologne, et après s'être arrangé le mieux que l'on put, la cour de Berlin rendit à la république une partie du lac de Goplo, la rive gauche de la rivière de Drevenza et quelques villages aux environs de Thorn.

Nous ne rapporterons point ici en détail la réception du grand-duc. Ce fut une fête perpétuelle depuis les frontières jusqu'à Berlin, où le luxe et le goût se disputèrent les honneurs qu'on rendit à cet illustre étranger. [Mais nous ne devons pas passer sous silence le jugement que les connaisseurs portèrent du caractère de ce jeune prince. Il parut altier, haut et violent, ce qui faisait appréhender à ceux qui connaissent la Russie qu'il n'eût de la peine à se soutenir sur le trône, où, devant gouverner une nation dure et féroce, et gâtée par le gouvernement mou de quelques impératrices, il aurait à craindre un sort pareil à celui de son malheureux père [1].] On ne croyait point à Vienne que le grand-duc viendrait à Berlin. Le prince Kaunitz, comptant sur le succès de ses manigances, était persuadé que sa cour, ayant été la première à restituer quelques terrains aux Polonais, il avait, par cette complaisance, irrémissiblement brouillé les cours de Berlin et de Pétersbourg; et au moment qu'il pensait préparer son triomphe, il apprend que le grand-duc est à Berliu, qu'il

[1] Frédéric II était bon prophète.

épouse la princesse de Wirtemberg, et que l'intimité entre la Prusse et la Russie est plus grande que jamais. Mais si ce ministre avait manqué son coup en Russie, il il s'en était dédommagé aux dépens des Turcs; car la cour de Vienne, sous prétexte de régler les limites qui séparent la Hongrie et la Valachie, s'était emparée du district de la Buckowina, qui s'étend jusqu'à un mille de Choczim.

Les Turcs avaient été assez ignorants, ou, pour mieux dire, assez stupides pour consentir à ce démembrement de leurs États, sans qu'il y eût une raison valable pour l'autoriser et sans se plaindre. Les autres puissances ne pensaient pas ainsi. La Russie avait raison d'être jalouse de l'acquisition de la cour de Vienne vers le Dniester, parce que cette possession, en l'approchant si fort de Choczim, mettait les Autrichiens en état de disputer aux Russes le passage du Dniester toutes les fois qu'ils voudraient pousser leurs conquêtes soit en Moldavie, soit en Valachie; et même, quand on aurait laissé passer leurs troupes, les Autrichiens, maîtres de la Buckowina, pouvaient les couper de leurs subsistances, ou du moins tenir la balance dans les guerres entre les Russes et les Turcs, selon qu'ils le jugeraient convenable à leurs intérêts.

D'autre part les Autrichiens intriguaient sans relâche à Constantinople, afin d'entretenir l'aigreur que la dernière paix avait laissée entre la Porte et la Russie, et d'occasionner de nouvelles brouilleries. Les Français soufflaient également le feu de leur côté. Ces manœuvres sourdes animèrent enfin le Grand Seigneur, et occasionnèrent les déclarations au prince Repnin, dont il a été fait mention, et cette espèce de guerre dans la Crimée, qui fut apaisée ensuite. Vienne était alors, dans l'Europe, le foyer des projets et des intrigues. Cette cour si altière, afin de parvenir à dominer sur les autres, portait ses vues de tous côtés, pour étendre ses limites et pour engloutir dans sa monarchie les États qui se trouvaient situés à sa bien-

séance. Du côté de l'orient, elle méditait de joindre la Servie et la Bosnie à ses vastes possessions. Au midi, tentée de se saisir d'une partie des possessions de la république de Venise, elle n'attendait que l'occasion de joindre Trieste et le Milanais au Tyrol, par un démembrement qui était à sa bienséance. Ce n'en était pas assez ; elle se promettait bien après la mort du duc de Modène, dont un archiduc avait épousé l'héritière[1], de revendiquer le Ferrarais, possédé par les Papes, et de dépouiller le roi de Sardaigne du Tortonais et de l'Alexandrin, comme ayant toujours appartenu aux ducs de Milan. Vers l'occident, la Bavière lui présentait un morceau bien tentant. Voisine de l'Autriche, elle lui ouvrait un passage vers le Tyrol. En la possédant, la maison d'Autriche voyait le Danube couler presque toujours sous sa domination. On supposait outre cela qu'il était contraire à l'intérêt de l'Empereur de laisser réunir la Bavière et le Palatinat sous un même souverain, et comme cet héritage eût rendu l'électeur palatin trop puissant, il valait mieux que l'Empereur le prît pour lui-même. De là en remontant le Danube, on rencontre le duché de Wirtemberg, auquel la cour de Vienne pensait avoir des prétentions bien légitimes.

Toutes ces acquisitions auraient formé comme une galerie qui, de Vienne, en se liant les unes aux autres, la conduisait jusqu'aux bords du Rhin, où l'Alsace, qui avait fait anciennement partie de l'Empire, pouvait être répétée, ce qui menait enfin à la Lorraine, qui naguère avait été le domaine des ancêtres de Joseph. En nous tournant vers le septentrion, nous rencontrons cette Silésie dont l'Autriche ne pouvait oublier la perte, et qu'elle se proposait bien de

[1] Comme on l'a vu plus haut, ce n'était pas l'héritière du duc de Modène qui avait été épousée par un archiduc, mais bien la fille de l'héritier du duc de Modène. En 1771, l'archiduc Ferdinand, troisième fils de Marie-Thérèse, épousa Marie-Béatrix d'Este, fille d'Hercule Renaud, prince héréditaire de Modène.

recouvrer aussitôt qu'elle en trouverait l'occasion. L'Empereur [n'avait pas assez de maturité et] ne savait pas cacher et voiler ses vastes desseins. Sa vivacité le trahissait souvent, [et il ignorait combien la dissimulation est nécessaire dans le maniement des affaires publiques]. Pour en rapporter un exemple, il suffit de dire que, vers la fin de l'année 1775, le roi de Prusse eut quelques forts accès de goutte consécutifs. Van Swieten [fils de médecin], ministre de la cour impériale à Berlin, supposa que cette goutte était une hydropisie formée, et flatté de pouvoir annoncer à sa cour la mort d'un ennemi qui longtemps avait été redoutable pour elle, il manda hardiment à l'Empereur que le roi tirait vers sa fin, et qu'il ne passerait pas l'année.

[Voilà d'abord l'âme de Joseph II qui s'exalte] : voilà toutes les troupes autrichiennes en marche ; leur rendez-vous est marqué en Bohême, et l'Empereur attend, plein d'impatience, à Vienne la confirmation de cette nouvelle, pour pénétrer tout de suite en Saxe, et de là sur les frontières du Brandebourg, afin de proposer au successeur du trône l'alternative ou de rendre tout de suite la Silésie à la maison d'Autriche, ou de se voir écrasé avant de pouvoir se mettre en défense. Toutes ces choses, qui se firent ouvertement, s'ébruitèrent partout, et ne cimentèrent point l'amitié des deux cours, comme on peut bien se l'imaginer. Cette scène parut d'autant plus singulière, que le roi de Prusse, n'ayant été atteint que d'une goutte ordinaire, en était déjà guéri avant que l'armée autrichienne fût rassemblée. L'Empereur alors fit retourner toutes ses troupes dans leurs quartiers ordinaires [et la cour de Vienne fut bafouée de son imprudente conduite].

L'année d'après, savoir en 1777, l'Empereur fit un voyage incognito en France[1]. Le séjour qu'il fit à Paris et à Versailles ne contribua pas à resserrer l'union des deux

[1] Joseph II voyagea en France sous le nom de comte de Falkenstein : il arriva à Paris le 18 avril 1777.

nations. Il avait beaucoup plus de monde et d'amitié que Louis XVI. Cela causa des jalousies au monarque français, qui s'en cachait à peine. Joseph voulut ensuite parcourir les provinces de la France, et peut-être que, s'observant moins que dans la capitale du royaume, il laissa échapper des marques trop sensibles du chagrin qu'il éprouvait en voyant de bons établissements de manufactures ou de commerce, ou d'autres choses pareilles qui étaient autant de preuves de l'industrie nationale. [Quelquefois même et dans des moments d'humeur il recevait avec des manières brusques et dédaigneuses les marques d'attention et de respect qu'on s'empressait de lui donner]. Ces choses, quelque petites qu'elles fussent, n'échappèrent pas à la sagacité française.

L'Empereur s'était distingué par sa politesse à la cour; mais se contraignant moins dans les provinces, il parut plutôt envieux qu'ami de la nation chez laquelle il se trouvait, et perdit tout le crédit que sa gentillesse lui avait acquis. D'autre part, ce voyage fit un effet tout différent sur Joseph. Il avait parcouru la Normandie, la Bretagne, la Provence, le Languedoc, la Bourgogne et la Franche-Comté; toutes provinces qui, autrefois gouvernées par des souverains, quoique vassaux, avaient été par la suite des temps insensiblement incorporées dans la monarchie française. Ces objets, qui le frappaient vivement, occasionnaient la comparaison, humiliante selon lui, qu'il faisait de cette masse réunie sous un chef et du gouvernement germanique, dont à la vérité il était l'empereur, mais dans lequel il se trouvait des rois et des souverains assez puissants pour lui résister, même pour lui faire la guerre. S'il en avait eu les moyens, il aurait voulu réunir incessamment toutes les provinces de l'Empire à ses domaines, pour se rendre souverain de ce vaste corps, et élever par ce moyen sa puissance au-dessus de celle de tous les monarques de l'Europe. Ce projet l'occupait sans cesse, et il

pensait que la maison d'Autriche ne devait jamais le perdre de vue.

C'était de ces principes ambitieux que partait l'ardeur avec laquelle il convoitait la Bavière; et quoique la mort de l'électeur de Bavière ne parût point devoir être prochaine[1], l'Empereur [n'épargna ni corruption ni intrigues pour mettre l'électeur palatin dans ses intérêts. Et qui croirait que ces choses aussi odieuses que révoltantes se traitaient avec si peu de secret et de retenue à Manheim, que non-seulement l'Allemagne, mais encore toute l'Europe en était informée?] Le roi de Prusse, toujours attentif aux démarches de la cour de Vienne, fut des premiers à découvrir ce mystère. Cette cour était trop dangereuse et trop puissante pour être négligée, et d'ailleurs il faut connaître les projets de son ennemi, si l'on veut s'y opposer. Il résulte des faits différents que nous venons d'exposer que la paix de l'Europe était menacée de tous les côtés; le feu couvait sous la cendre, un rien pouvait en faire sortir des flammes. La Russie s'attendait d'un moment à l'autre à être attaquée par les Turcs; si la guerre n'était point déclarée, il se commettait des hostilités de part et d'autre. La dernière guerre avait occasionné des dépenses énormes à l'impératrice; la Russie en était presque épuisée, surtout à cause des ravages de Pugatschef dans la province de Kazan, et de la destruction des mines, qui, dans ces contrées, sont d'un rapport très-considérable. [Cette situation n'était pas des plus avantageuses; l'armée était mal entretenue, l'artillerie négligée, peu d'argent, peu de crédit; enfin tout faisait craindre que si la Porte lui faisait la guerre, l'empire de Russie ne devait pas s'attendre à des succès aussi brillants que ceux dont il s'était glorifié dans les temps passés].

A Vienne, un jeune empereur, dévoré d'ambition, avide

[1] Maximilien-Joseph.

de gloire, n'attendait qu'une occasion pour troubler le repos de l'Europe. Il avait deux généraux, Lascy et Laudon, qui s'étaient acquis de la réputation dans la guerre précédente. Son armée était mieux entretenue et sur un meilleur pied qu'elle ne l'avait jamais été. Il avait augmenté le nombre des canons de campagne et l'avait porté jusqu'à deux mille. Ses finances, qui se ressentaient encore des frais immenses de la dernière guerre, n'étaient pas sur un pied tout à fait solide. On évaluait les dettes de l'État à 100 millions d'écus, dont on avait réduit les intérêts à 4 pour cent; mais le peuple était surchargé des plus durs impôts; chaque jour on en ajoutait de nouveaux; et malgré tout l'argent qu'à force de presser les provinces on rassemblait à Vienne, en déduisant la dépense fixe et couchée sur l'ordre du tableau, il ne restait à l'impératrice-reine que deux millions dont elle pût disposer; ainsi il n'y avait d'autre fonds que celui de quatre millions d'écus que le maréchal de Lascy avait ramassés, par ses lésineries, sur l'entretien de l'armée; mais par l'exactitude de la banque de Vienne à payer les intérêts des capitaux que la cour avait empruntés, elle avait assuré et consolidé son crédit, tant en Hollande qu'à Gênes, de sorte que si la cour jugeait à propos de recourir à de nouveaux emprunts, elle pouvait se flatter de trouver de nouvelles ressources. Ajoutez à ce crédit si bien établi une armée de 170,000 hommes toujours entretenus, et tout lecteur conviendra que l'Autriche était alors une puissance plus formidable que ne l'avait jamais été celle des empereurs précédents, sans en excepter Charles-Quint même.

La France, telle que nous l'avons dépeinte, était bien déchue, si nous comparons son état politique présent à ce qu'il était durant les belles années de Louis XIV. Il semblait que sa fécondité épuisée n'eût plus la force de produire d'aussi grands génies que ceux qu'elle formait alors. Écrasée par le poids de dettes énormes, elle était

sans cesse aux expédients. Un contrôleur général des finances était regardé comme un adepte; on voulait qu'il fît de l'or, et quand il n'en fournissait point à proportion des besoins, on le chassait aussitôt. On fit enfin choix du sieur Necker, tout calviniste qu'il était. On espérait peut-être qu'un hérétique, maudit pour maudit, en faisant un pacte avec le diable, fournirait les sommes nécessaires aux vues du gouvernement. L'État entretenait 100,000 hommes de troupes réglées et 60,000 de milices. Ses ports étaient dégarnis de vaisseaux. M. de Maurepas se servit du temps où l'Angleterre faisait si mal à propos la guerre à ses colonies, pour relever la marine française.

On travailla dans tous les chantiers dès l'année 1776. Trente-six vaisseaux de ligne étaient déjà construits, et dès l'année 1778, le nombre en était augmenté et montait à 66, sans compter les frégates et les autres bâtiments. Les îles et les colonies d'Amérique étaient toutes bien fournies de troupes. Peut-être n'avait-on pas eu la même attention pour les possessions françaises des Indes orientales. Tant de mesures préalables auraient dû ouvrir les yeux aux Anglais; elles leur pronostiquaient une prochaine rupture avec la France, s'ils avaient su prévoir. La situation de la France, quoique peu brillante, n'en méritait pas moins l'attention des autres puissances. Ses dettes la mettaient dans l'impuissance de soutenir une longue guerre, mais forte de l'alliance de l'Espagne et de l'assistance qu'elle en pouvait tirer, on la voyait épier le moment pour tomber comme un faucon sur sa proie, et se venger sur la Grande-Bretagne des maux qu'elle lui avait causés durant la guerre précédente: et en général, on ne pouvait rien traiter d'important en Allemagne, ni dans le sud de l'Europe, sans se concerter ou s'entendre avec cette puissance.

L'Angleterre, comme nous l'avons dit, était sous le joug des tories, accablée de dettes, engagée dans une

guerre ruineuse, qui augmentait les dettes nationales de 36 millions d'écus par an; pour frapper son bras droit de son bras gauche, elle épuisait toutes ses ressources et s'acheminait à grands pas vers sa décadence. Ses ministres accumulaient les fautes; la principale consistait à porter en Amérique une guerre dont il ne pouvait lui revenir aucun avantage. Elle se brouillait aussi sans raison avec tout le monde; nous en exceptons les Français, perpétuels ennemis de l'Angleterre; mais la cour de Londres était également mal avec l'Espagne au sujet des chicanes qui s'étaient élevées entre ces nations pour l'île de Falkland; et depuis la mort du dernier roi de Portugal, l'Angleterre avait entièrement perdu l'influence qu'elle avait dans ce royaume. Ses procédés hauts, durs et despotiques à l'égard du gouverneur de Saint-Eustache, lui avaient fait perdre l'amitié et la confiance des Provinces-Unies. Le roi d'Angleterre, en qualité d'électeur de Hanovre, avait mécontenté la cour de Vienne, en lui refusant des passe-ports pour des chevaux de remonte, que l'on accorda toujours en pareil cas. Il avait indisposé l'impératrice de Russie. Depuis l'aventure de sa sœur la reine Mathilde, l'inimitié du Danemark était manifeste. Le roi de Prusse avait encore plus de griefs que les autres. Il pouvait reprocher au roi d'Angleterre [l'indigne paix conclue avec la France par laquelle il l'abandonna, la perfidie avec laquelle il voulut le sacrifier à la cour de Vienne, les indignes intrigues pour le brouiller avec l'empereur de Russie Pierre III, et enfin toutes les intrigues que l'Angleterre mit en jeu] pour le déposséder du port de Dantzic. L'Angleterre ne pouvait donc attribuer qu'à sa propre inconduite le délaissement et l'abandon général où elle se trouvait alors.

La Suède, quoiqu'elle eût changé sa forme de gouvernement, n'avait point gagné des forces nouvelles. La balance de son commerce lui était défavorable; elle ne recevait point de subsides de la France; aussi avait-elle à

peine les moyens de se défendre et se trouvait-elle hors d'état d'attaquer personne. Le Danemark avait une bonne flotte et 30,000 soldats; mais sa faiblesse le mettait presque de niveau avec la Suède. Le roi de Sardaigne se trouvait comme garrotté par l'alliance de la France et de l'Autriche; il ne pouvait rien par lui-même; il ne pouvait figurer qu'avec le secours d'un allié puissant, de sorte que dans l'état actuel des choses, on ne devait pas le mettre au-dessus de la Suède et du Danemark. La Pologne, pleine de têtes remuantes mais légères, n'entretenait que 14,000 hommes, et ses finances n'étaient pas même suffisantes pour mettre en action ce petit nombre de troupes. Le ministre de Russie gouvernait ce royaume au nom de l'impératrice, à peu près comme autrefois les proconsuls romains gouvernaient les provinces de l'empire. Il ne s'agissait donc point réellement de ce qu'on pensait ou projetait à Varsovie; il suffisait de savoir ce qu'on avait résolu à Pétersbourg, pour porter son jugement sur la Pologne.

La Prusse avait joui de quelque tranquillité pendant cette paix; attentive aux projets que forgeaient ses voisins, mais ne se mêlant directement d'aucune affaire, elle s'était appliquée principalement à rétablir ses provinces ruinées. La population avait pris des accroissements considérables; les revenus de l'État se trouvaient augmentés de plus d'un quart de ce qu'ils étaient en 1756, l'armée était entièrement rétablie, et depuis l'année 1774 le roi entretenait 186,000 hommes bien disciplinés et qu'il pouvait mettre en action d'un jour à l'autre. Ses forteresses étaient pour la plupart achevées et en bon état, ses magasins remplis pour une campagne, et il avait des sommes assez considérables en réserve pour soutenir seul la guerre pendant quelques années. La Russie était l'unique alliée de la Prusse.

Cette liaison aurait été suffisante, si l'on n'avait pas eu

lieu de craindre qu'une nouvelle guerre en Crimée n'empêchât l'impératrice de Russie de fournir au roi les secours qu'elle lui devait selon les traités. D'ailleurs la cour de Berlin, ayant ménagé toutes les puissances, n'était brouillée avec aucune ; mais les soupçons que donnaient les vues ambitieuses de l'Empereur faisaient pronostiquer avec certitude qu'au premier événement inattendu l'explosion de ce volcan aurait lieu. Il s'était déjà élevé des troubles dans l'Empire à l'occasion de la visitation de la chambre impériale à Wetzlar. Ce tribunal de justice, ayant très-injustement rempli ses fonctions, occasionna les plaintes de nombre de princes qui souffraient de ses prévarications. La cour de Vienne, loin de punir ou de chasser les coupables [qui étaient ses créatures], s'obstinait à les soutenir. Le roi de Prusse et le roi d'Angleterre, comme électeurs, avec un parti considérable, contraignirent les Autrichiens à céder sur plusieurs points. Enfin de quelque côté qu'on jetât ses regards, on voyait la tranquillité de l'Europe sur le point d'être troublée. Pour ne point agir inconsidérément pendant ces conjonctures critiques, il était nécessaire que la Prusse s'entendît avec d'autres puissances, et qu'elle sût au vrai dans quelles dispositions se trouvait la France.

Les anciennes liaisons de la cour de Berlin et de celle de Versailles étaient rompues depuis l'année 1756. La guerre qui se faisait alors, l'enthousiasme des Français pour l'Autriche, les efforts qu'ils firent pour écraser le roi de Prusse (expression qu'ils avaient souvent employée), enfin l'animosité qui s'en était ensuivie, n'avaient pas rapproché les esprits. Ces sortes de plaies sont trop douloureuses pour pouvoir se consolider promptement. Après la paix de 1763, l'animosité se tourna en froideur; ensuite la cour de Berlin s'unit par des traités à celle de Pétersbourg; [et il est nécessaire de savoir que l'impératrice de Russie avait une espèce d'aversion pour tout ce qui était Français, parce que du temps de l'impératrice Élisabeth, les minis-

tres des cours de Vienne et de Versailles avaient opté qu'il fallait enfermer dans un couvent l'impératrice, alors grande-duchesse, pour marier le grand-duc avec la princesse Cunégonde de Saxe. De pareils traits laissent des traces si profondes dans l'esprit féminin, qu'elles ne s'effacent plus]. Le roi de Prusse ne pouvait donc pas alors, s'il voulait ménager son unique allié, se rapprocher trop des Français. Ce fut par cette raison que M. de Guines [1], créature de Choiseul et ministre de la cour de Versailles à Berlin, put d'autant moins pousser avec succès ses négociations, que dès l'année 1770 les affaires de Pologne commençaient à s'agiter, et que le roi ne pouvait en même temps être du parti des Russes, qui soutenaient le roi Poniatowsky, et de celui des Français, qui appuyaient la confédération de Bar. Bientôt après survinrent les incidents qui produisirent le partage de la Pologne dont nous avons parlé précédemment, et dès lors plus que jamais toute intimité avec la cour de Versailles fut interdite. Outre ces obstacles que nous venons d'exposer, il y avait de plus l'alliance qui subsistait entre la France et l'Autriche, qui mettait des entraves encore plus considérables à toute liaison qu'on aurait pu contracter avec la France ; vu qu'aussi longtemps que ce traité subsistait, elle ne pouvait sans l'enfreindre entrer dans les vues de la cour de Berlin. [A M. de Guines, qui fut rappelé, succéda M. de Pons, dont le caractère n'était guère propre au poste qu'il occupait. C'était un homme sans routine, né avec un esprit borné, et qui s'abandonnait pour toute sa conduite à la volonté d'un ex-jésuite qui avait dirigé son éducation. Cet abbé Mat, dont nous parlons, s'était laissé subjuguer à tel

[1] Adrien-Louis de Bonnières, ministre plénipotentiaire en Prusse en 1766, ambassadeur à Londres en 1770, créé duc par Louis XVI, mort en 1806; surtout célèbre par ses démêlés avec son secrétaire Tort, qui l'accusa d'avoir abusé des dépêches diplomatiques pour jouer à la bourse de Londres.

point par Van Swieten, ministre de l'Empereur, qu'il n'entendait, ne jugeait et ne pensait que ce que l'Autrichien lui avait suggéré. Cela allait au point qu'on avait donné le sobriquet à M. de Pons de chambellan de Van Swieten, et que par conséquent les ministres prussiens ne pouvaient s'ouvrir envers lui, à moins de vouloir que la cour de Vienne fût aussitôt informée de tout ce qui s'était dit, dont on pouvait prévoir qu'elle ferait un usage contraire aux intérêts du roi]. Mais comme, vers l'année 1777, toutes les affaires de la Pologne furent terminées, et que le théâtre de la politique présentait des décorations nouvelles; qu'outre cela un nouveau roi et d'autres ministres gouvernaient la France, il y eut dès lors moyen de rapprocher les cours de Pétersbourg et de Versailles, parce que les mêmes acteurs ne subsistaient plus. Le ressentiment de l'impératrice de Russie ne pouvait pas s'étendre sur leurs successeurs. [La difficulté n'était donc que de savoir à qui s'expliquer. Le roi jugea qu'il était plus convenable de faire passer ses insinuations par M. de Goltz, son ministre à la cour de Versailles, que par toute autre voie. Celui-ci s'adressa directement à M. de Maurepas, en lui exposant le désir de son maître de se rapprocher de la France, et en même temps, que le peu de confiance que sa cour pouvait avoir en M. de Pons lui faisait désirer qu'on pût envoyer quelqu'un à Berlin envers lequel on pût s'expliquer librement et sûrement. M. de Maurepas reçut cette offre avec plaisir et fit choix d'un M. de Jaucourt, qui étant militaire, pouvait sans donner de soupçon entreprendre le voyage de Berlin, sous prétexte de voir les manœuvres des troupes prussiennes. M. de Jaucourt arriva pendant les revues de Magdebourg. Le hasard voulut que le prince de Lichtenstein s'y trouvât également; ce qui occasionna des ménagements et beaucoup de circonspection de la part du roi et de l'envoyé, pour que l'Autrichien ne se doutât en aucune manière des choses dont il était question. On sut

si bien s'observer, que le prince retourna à Vienne tel qu'il en était venu et sans soupçonner le moins du monde qu'il y eût de l'intelligence entre la France et la Prusse. Après son départ le roi trouva l'occasion de s'expliquer avec M. de Jaucourt sans que cela causât le moindre ombrage. Les choses furent reprises depuis la paix jusqu'au temps où l'on était ; bien des matières relatives aux conjonctures passées et aux circonstances présentes furent discutées. On poussa les conjonctures dans l'avenir. L'ambition démesurée de l'Empereur ne fut pas mise en oubli. Enfin après avoir discuté à fond les intérêts des deux cours, M. de Jaucourt convint que l'alliance de la Prusse convenait mieux en tout sens à l'avantage de la France que celle de la cour de Vienne. Pour mieux cacher son jeu, M. de Jaucourt alla pour assister aux manœuvres des troupes autrichiennes à Prague, et l'on sut après son retour à Versailles que M. de Maurepas n'avait pas été mécontent de ces conférences, et quoique rien n'eût été stipulé entre les deux cours, cela donna lieu toutefois à plus de confiance et à plus d'harmonie qu'il n'y en avait eu depuis longtemps entre la France et la Prusse.

Tel était l'état des affaires de l'Europe jusqu'à la mort de l'électeur de Bavière, dont nous aurons lieu de parler dans l'article suivant].

MÉMOIRES

DE

LA GUERRE DE 1778.

Après avoir exposé comment se fit le partage de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, nous crûmes que ce serait le dernier événement remarquable du règne du roi; cependant le destin, qui se joue de la prévoyance humaine, en ordonna autrement. La mort soudaine d'un prince, qui ne paraissait ni apparente ni prochaine, troubla subitement la tranquillité dont jouissait l'Europe. L'électeur de Bavière prend la petite vérole, et la nouvelle de son décès arrive lors même que celle de sa guérison rendait l'espérance à tous ceux qui s'intéressaient à sa conservation. Dès lors la guerre devint presque inévitable, car l'on fut instruit que la cour impériale et le jeune empereur Joseph avaient formé le projet d'envahir la Bavière à la mort de l'électeur.

Ce dessein avait été conçu par l'empereur François, qui, pour y donner quelque apparence de justice, avait fait épouser à son fils la sœur de l'électeur de Bavière, pour acquérir le droit de revendiquer l'héritage allodial de cette succession; mais cette princesse étant morte sans lignée, ce prétexte ne pouvait plus servir. La cour impériale n'ayant de prétention ni légitime ni apparente sur cet électorat, se servit de certains anciens documents, et des droits de suzeraineté qu'elle croyait avoir comme roi de Bohême sur les fiefs de la Bavière. Elle avait d'avance

corrompu[1] tous les ministres de l'électeur palatin et ce prince même, auquel elle promit des établissements avantageux pour ses enfants naturels, pourvu qu'il leur sacrifiât ses successeurs légitimes, à la tête desquels était le duc de Deux-Ponts[2].

A peine apprit-on à Vienne la mort de l'électeur de Bavière, que le conseil s'assembla; l'empereur proposa d'envahir la Bavière; l'impératrice-reine consentit avec répugnance à une démarche aussi violente, ou plutôt elle se laissa entraîner à la persuasion du prince Kaunitz, qui l'assura que cet événement n'aurait point de suites, et que l'Europe consternée ou léthargique n'oserait pas traverser l'Empereur dans une entreprise aussi hardie que décisive. D'abord 16 bataillons, 20 escadrons et 80 canons se mettent en marche. L'électeur palatin, qui était à Munich, pâlit à cette nouvelle; [une terreur panique offusque son peu de raison, sa pusillanimité l'emporte, et il signe sa honte en abandonnant les deux tiers de la Bavière à la voracité des Autrichiens]. Cette action violente se répandit partout. L'Empereur s'était trop démasqué pour que l'Europe ne jugeât pas de ce qu'annonçait de suites une ambition aussi effrénée.

Dans ce moment de crise, il fallait prendre un parti, ou celui de s'opposer avec vigueur à ce torrent, qui allait se déborder si rien ne l'arrêtait, ou il fallait que tout prince de l'Empire renouçât aux priviléges de sa liberté, parce qu'en demeurant dans l'inaction, le corps germanique semblait approuver tacitement le droit que l'Empereur voulait s'arroger de disposer despotiquement des successions qui viendraient à vaquer, ce qui tendait au renversement général des lois, des traités de confraternité et des priviléges qui assuraient les possessions de ces princes. Toutes ces funestes conséquences n'avaient point échappé

[1] Anc. édition, *gagné*.
[2] Charles-Auguste Chrétien, né le 24 octobre 1746.

à la pénétration du roi; mais avant que d'en venir aux remèdes violents, il y avait des arrangements préalables à prendre; il fallait que le prince de Deux-Ponts protestât contre le traité de Munich; que la Saxe réclamât l'assistance du roi pour sa succession allodiale; mais surtout que l'on pressentît les cours de Versailles et de Pétersbourg, afin de pénétrer leur façon de penser et d'être sûr à quoi on pouvait s'attendre de leur part.

L'électeur de Saxe s'adressa le premier au roi, après s'être vainement adressé à la cour de Vienne, dont la hauteur ne daigna pas même l'honorer d'une réponse, parce qu'ayant presque entièrement dépouillé l'électeur palatin, ce prince se trouvait hors d'état de satisfaire la Saxe sur ce qu'elle exigeait de la succession allodiale. La cour de Vienne, qui d'autre part agissait avec plus de précipitation que de prudence, avait négligé de s'assurer du prince de Deux-Ponts, légitime successeur de l'électeur palatin, dont l'accession était absolument nécessaire pour rendre le traité de Munich valable. Elle avait, de plus, traité cette affaire avec si peu de secret et de ménagement, que toutes ses démarches étaient connues depuis dix ans qu'elle couvait ce projet. C'est ce qui engagea le roi à envoyer le comte de Gœrtz incognito à Munich, où il arriva à point nommé pour arrêter le prince de Deux-Ponts au bord du précipice où il allait s'abîmer. Le comte de Gœrtz lui représenta qu'il ne gagnerait rien en ratifiant le traité de son oncle, au lieu qu'en protestant contre l'illégalité de cet acte, il conservait l'espérance de se faire restituer une partie du cercle de Bavière que l'électeur palatin avait abandonnée à l'Autriche. La force de la vérité se fit sentir à ce jeune prince, et sa protestation parut peu de temps après; il écrivit en même temps au roi pour lui demander son appui et son assistance. Dès lors cette affaire commença à prendre une forme régulière.

La cour de Berlin, chargée des intérêts de l'électeur

de Saxe et du prince de Deux-Ponts, trouva des motifs suffisants pour entamer une négociation avec la cour de Vienne touchant la succession de la Bavière. C'étaient des escarmouches politiques qui donnaient le temps de s'instruire foncièrement du parti que la France prendrait, et de ce qu'on pensait à Pétersbourg. Sous prétexte d'une ignorance affectée, on demandait à la cour de Vienne des éclaircissements sur les droits qu'elle prétendait avoir sur la Bavière; l'on exposait ses doutes, on alléguait le droit public et ce que les lois et les coutumes avaient d'opposé à ces prétentions; l'on rappelait les articles formels du traité de Westphalie qui réglaient cette succession; enfin, l'on mettait la cour impériale dans des embarras d'autant plus grands, qu'étant surprise par la mort inopinée de l'électeur de Bavière, elle avait manqué de temps pour donner à son usurpation des couleurs apparentes qui pussent en imposer; aussi ses défenses furent-elles si faibles et si mauvaises qu'on les réfuta facilement.

Dans ce conflit des plus grandes affaires, le roi se trouvait plus gêné par la position actuelle des puissances prépondérantes que par celle des Autrichiens. La France était liée à l'Autriche par le traité de Versailles; s'était-elle arrangée ou non avec l'Empereur? Ce prince lui avait-il promis des cessions en Flandre, pour qu'elle consentît à l'usurpation de la Bavière? Préférerait-elle à la garantie du traité de Westphalie le traité de Versailles? Enfin, dans les démêlés qui s'annonçaient, demeurerait-elle neutre ou bien assisterait-elle l'Autriche? Il était de la dernière importance d'avoir des notions sûres sur tous ces points, pour ne point se précipiter dans une entreprise sans en prévoir les suites. Tous ces points furent développés successivement à Versailles; l'on conçut que le ministère désapprouvait intérieurement la conduite des Autrichiens; que par ménagement pour la reine de France, fille de Marie-Thérèse, on ne se déclarerait point contre l'Empe-

reur, mais aussi qu'on ne se départirait pas de la garantie de la paix de Westphalie.

Cela voulait dire que la France se proposait de conserver la neutralité, ce qui paraissait un bien petit rôle pour une aussi grande puissance, qui, du temps de Louis XIV, avait fixé les yeux de l'Europe étonnée : mais bien des raisons motivaient cette conduite. Le poids des dettes énormes dont le royaume était chargé, et qui, en l'augmentant, menaçait d'une banqueroute générale; l'âge de M. de Maurepas, qui touchait à son seizième lustre; l'éloignement que la nation française avait pour une guerre en Allemagne, fortifié par le peu de réputation que les armées françaises avaient acquise dans leurs dernières campagnes contre les alliés que le prince Ferdinand de Brunswic commandait; les engagements que la France avait pris avec les colonies anglaises de l'Amérique, qui l'obligeaient à soutenir leur indépendance, et cela dans un moment où elle avait résolu de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne. Pour armer tant de vaisseaux, l'on travaillait dans tous les chantiers. Tout l'argent que l'industrie pouvait ramasser était destiné pour la flotte, et il ne restait rien pour d'autres opérations. Cet état d'impuissance n'empêchait pas le ministère de voir avec chagrin les pas audacieux du jeune empereur pour s'acheminer au despotisme. Il faisait de la Bavière une galerie pour s'approcher de l'Alsace et de la Lorraine; il se frayait en même temps un chemin en Lombardie, projet dont le roi de Sardaigne appréhendait le contre-coup, et dont il portait des plaintes amères en France.

Toutes ces différentes idées, tous ces motifs résumés, mettaient le ministère de Versailles dans des sentiments favorables pour le roi de Prusse, parce qu'il était bien aise que quelque puissance que ce fût s'opposât à l'ambition démesurée d'un jeune prince qui pouvait pousser ses projets d'agrandissement bien loin, s'il n'était arrêté au

commencement de sa course. La France demeurait dans une espèce d'apathie, et elle voyait en même temps les deux plus puissants princes d'Allemagne s'affaiblir réciproquement.

Telles étaient les dispositions de la cour de Versailles sur lesquelles on pouvait compter. Il restait à pénétrer avec le même soin quelles étaient les vues et les sentiments de la cour de Pétersbourg. L'impératrice de Russie était l'alliée du roi de Prusse; mais elle se trouvait à la veille d'une nouvelle guerre avec la Porte, ce qui devait la gêner, en lui ôtant les moyens de remplir ses engagements envers la Prusse. Il était facile de prévoir que les Autrichiens mettaient la ruse [la fourberie et la corruption] en œuvre pour accélérer les hostilités entre les Russes et les Turcs; c'était une diversion qui, en occupant ailleurs la cour de Pétersbourg, l'empêcherait de fournir des secours aux Prussiens, et donnerait par conséquent beau jeu aux vastes desseins de l'Empereur. Il était important pour les Prussiens de prévenir la cour de Vienne et de contrecarrer les intrigues qu'elle se préparait à mettre en œuvre à Constantinople. Ce fut à cette fin que le roi eut recours aux bons offices de la France auprès de la Porte. La cour de Versailles s'en chargea, et l'on verra par la suite de ces Mémoires que ses soins ne furent pas sans effet.

La négociation des Français fut secondée par un fléau épouvantable; une peste plus maligne qu'à l'ordinaire affligea la ville de Constantinople, où elle fit de terribles ravages, et en pénétrant dans l'intérieur du sérail, obligea le Grand Seigneur à se réfugier dans une de ses maisons de plaisance, à quelque distance de la capitale. Une calamité aussi générale inspira à cette nation des sentiments plus pacifiques; elle ralentit l'esprit remuant et inquiet de Hassan-Bacha, grand amiral de la Porte, qui était le vrai promoteur de la guerre que le Grand Seigneur méditait

contre la Russie ; ce qui aplanissait le chemin aux insinuations pacifiques des Français. Quoique ces différentes mesures levassent bien des obstacles, il restait encore d'autres difficultés à surmonter pour que tout fût aplani. Ces difficultés venaient des ministres de Russie, qui avaient peu ou point d'idée du système germanique.

[Quelque soin que se fût donné le czar Pierre et les impératrices qui lui ont succédé, de policer le vaste empire de la Russie, il s'en fallait de beaucoup que les lumières y fussent aussi répandues que dans le reste de l'Europe. La succession de Bavière, texte qui demandait des commentaires, devait être discutée par le droit public, par le droit féodal, par le droit coutumier et par les traités qui en constataient la validité. Les ministres de Russie, peu instruits de ces connaissances, étaient dans l'état qu'on nomme dans les écoles, d'ignorance invincible. Pour les mettre donc à même de juger de l'état de la cause, il fallait descendre jusqu'aux détails les plus minutieux, leur faire comprendre en quoi consiste le droit des agnats, leur expliquer ce qu'il y avait de vicieux dans le traité que l'électeur palatin avait signé avec l'Empereur, parce qu'il lui manquait le consentement du prince de Deux-Ponts, sans lequel l'électeur palatin n'était pas en droit de transiger et de sacrifier ainsi la partie majeure de son héritage. Toutes ces écritures demandaient un détail immense, auquel se joignait l'éloignement des lieux; ce qui absorba du temps]. Néanmoins la cour de Pétersbourg fut convaincue de l'injustice des procédés de l'Empereur, et comprit que ce prince, qui ne devait être que le chef de l'Empire, aspirait à s'en rendre le despote.

On négociait donc ainsi dans toutes les cours de l'Europe, tandis qu'à Vienne on s'apercevait, par les mémoires que le baron de Riedesel présentait au nom de la Prusse, que touchant la succession de Bavière on raisonnait à Berlin sur des principes tout opposés à ceux de la cour impé-

riale. Cette cour en conçut des soupçons, et se doutant que les choses pourraient en venir à une brouillerie ouverte, dès le commencement de mars elle résolut de rassembler ses forces en Bohème. Les ordres furent donnés aux régiments d'Italie, à ceux de Hongrie et à ceux de la Flandre, de hâter leur marche pour s'y rendre. Or dès qu'une armée aussi nombreuse s'assemble sur les frontières d'une province, la sûreté de l'État exige qu'on se mette également en force, pour ne pas recevoir la loi de son voisin. Ces considérations engagèrent le roi à mettre ses troupes en mouvement, pour former deux armées, chacune de 80,000 hommes. L'une, sous les ordres du prince Henri, fut destinée à s'assembler aux environs de Berlin, pour être à portée de joindre promptement les Saxons, au cas que l'Empereur tentât de faire une invasion en Saxe. L'autre armée, à la tête de laquelle le roi avait résolu de se mettre, avait son rendez-vous en Silésie.

Sa Majesté partit de Berlin le 4 avril pour Breslau, d'où elle se rendit à Franckenstein, où les troupes de Silésie arrivèrent le même jour. Cela formait un corps de 30,000 hommes, avec lesquels il fallait établir une défensive, pour attendre que les Prussiens, les Poméraniens et ceux de la Marche électorale eussent le temps de les joindre. Dans cette vue, on prépara un camp retranché dans le comté de Glatz sur les hauteurs de Pischkowitz, dont la gauche était flanquée par les canons de la forteresse et couverte par le ruisseau de la Steina, duquel, par le moyen d'une écluse, on avait formé une inondation.

Tandis qu'on s'occupait de ces préparatifs, arriva un courrier de l'Empereur chargé de lettres pour le roi. Elles contenaient de ces lieux communs vagues sur le désir de maintenir la paix et de mieux s'entendre. Le roi y répondit avec toute la politesse convenable, insinuant à l'Empereur qu'en limitant ses prétentions sur la Bavière, il était maître de conserver la paix, et que sa modération lui ferait

plus d'honneur que ne pourraient faire les plus brillantes conquêtes. Bientôt le courrier revint avec une autre lettre, dans laquelle l'Empereur voulut justifier ses droits. Elle fut réfutée par des arguments tirés du droit féodal, des pactes de famille et du traité de Westphalie ; enfin, un troisième courrier succéda aux précédents ; l'Empereur, faisant semblant de se relâcher, proposait une négociation qui fut confiée au comte de Cobenzel, ministre de Vienne à Berlin. Le roi comprit bien que l'Empereur voulait gagner du temps, pour assembler toutes ses troupes en Bohême, pour fortifier tous les postes qu'il prétendait occuper, et pour ramasser les chevaux d'artillerie, de bagages et de vivres, qui manquaient encore à son armée ; mais comme il importait de montrer de la modération dans cette affaire, pour ne point choquer la France et la Russie, le roi consentit à cette négociation, quoiqu'il fût facile de prévoir quelle en serait l'issue.

Les Autrichiens étalèrent toutes leurs mauvaises preuves, qui furent réfutées d'une façon victorieuse par les ministres prussiens, sans que la cour de Vienne voulût se désister le moins du monde de ses usurpations ; enfin, pour terminer cette plaidoirie infructueuse, l'on déclara pour l'*ultimatum*, que si les Autrichiens ne consentaient pas à restituer la plus grande partie de la Bavière à l'électeur palatin, on prendrait ce refus pour une déclaration de guerre. C'était ce que désirait l'Empereur ; il aspirait à se rendre indépendant de l'impératrice sa mère, par le commandement des armées et par l'éclat qu'il espérait d'obtenir par ses succès ; toutefois il a paru, par la suite des événements, que ses combinaisons n'étaient ni justes ni exactes. Il était haï de la noblesse, laquelle l'accusait d'avoir le dessein de la rabaisser. [Il était craint des ecclésiastiques, plus attachés aux richesses qu'à la religion qu'ils professent, qui appréhendaient d'être dépouillés de leurs revenus considérables ; et l'armée ne l'aimait point. Il s'était aliéné le cœur des

officiers et des soldats par sa trop grande vivacité et ses emportements, qui le faisaient ressembler plutôt à une personne en délire qu'à un homme raisonnable. Tel était le prince auquel le roi déclara la guerre.]

Dès le 4 de mai les armées, tant celle de Silésie que celle de Saxe, étaient formées ; la négociation de Berlin se rompit le 4 juillet, et le 6 toutes les troupes se mirent en marche. Pour mieux cacher ses desseins, l'armée de la Silésie cantonnait dans une espèce de coude depuis Reichenbach, Franckenstein jusqu'à Neisse. Par cette position, il était impossible que l'ennemi pût deviner si les forces du roi se porteraient vers la Moravie ou en Bohême. L'armée impériale avait un corps de 30,000 hommes en Moravie, commandé par le prince de Teschen. Ce corps était retranché près de Heydepiltsch sur les bords de la Mora, pour couvrir Olmutz. L'armée de l'Empereur était derrière l'Elbe, dans des fortifications inexpugnables, depuis Kœnigsgrætz jusqu'à la petite ville d'Arnau. Le corps du maréchal de Laudon, de 40 à 50,000 hommes, garnissait les postes de Reichenberg, Gabel et Schlukenau vers la Lusace ; le gros de son monde était entre Leutmeritz, Lowositz, Dux et Tœplitz. Le projet de campagne que le roi avait formé était bien différent de celui qu'il lui fallut exécuter. Il se proposait de porter la guerre en Moravie, de laisser environ 20,000 hommes pour couvrir le comté de Glatz et les passages de Landshut, de tourner le poste de Heydepiltsch (ce qui était faisable), d'engager une affaire avec les Autrichiens, et si le succès en était heureux, d'envoyer un détachement de 20,000 hommes derrière la Morava, droit à Presbourg, par où l'on gagnait le pont du Danube qui s'y trouve, l'on coupait l'armée impériale de tous les vivres qu'elle tirait de la Hongrie, et en faisant de là des incursions vers Vienne, on obligeait la cour, pour sa propre sûreté, d'attirer une partie de ses troupes à l'autre côté du Danube pour couvrir la capitale, de sorte que

l'affaiblissement des armées de Bohême aurait donné beau jeu au prince Henri, et aurait facilité toutes les opérations de sa campagne.

Quelque avantageux que fût ce projet, le roi fut obligé de s'en désister par les raisons suivantes : en premier lieu les Autrichiens ne laissèrent qu'environ 10,000 hommes en Moravie ; le reste, commandé par le prince de Teschen [1], joignit l'Empereur auprès de Jaromirz.

Il résultait de là, que si le roi entrait en Moravie avec 60,000 hommes, toute l'armée de l'Empereur, portée à 80,000 combattants, aurait tenté une diversion dans la basse Silésie, contre laquelle les troupes, dont on destinait le commandement au général Wunsch, auraient été trop inférieures en nombre pour y pouvoir résister ; ce qui aurait mis le roi dans l'obligation d'abandonner l'offensive dans la haute Silésie, pour courir défendre le comté de Glatz ou les montagnes de Landshut : en second lieu, la raison principale qui détermina pour l'entrée en Bohême fut que l'électeur de Saxe craignait que les Autrichiens ne fissent une invasion dans ses États, et ne prissent Dresde, avant que les Prussiens pussent arriver à son secours. Il fallait empêcher l'Empereur d'exécuter ce dessein au cas qu'il l'eût conçu ; car il en aurait résulté que l'électeur de Saxe accablé aurait pu être forcé à changer de parti, ou au moins qu'au lieu d'établir le théâtre de la guerre en Bohême, on l'aurait par maladresse établi en Saxe. Il fallut donc que le roi entrât en Bohême avec ses forces principales, pour se présenter vis-à-vis de l'empereur, et l'empêcher de renforcer le corps du maréchal Laudon, qui sans secours était trop faible pour s'opposer aux entreprises du prince Henri ; mais d'autre part l'on ne pouvait

[1] Le prince de Teschen est Albert-Casimir-Auguste, fils de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, Frédéric-Auguste II. Il devint duc de Teschen en 1766, par son mariage avec Marie-Christine, fille de l'empereur François et de Marie-Thérèse.

pas laisser la haute Silésie sans défense, et il fallait opposer des troupes au général Ellerichshausen, qui se tenait dans le camp de Heydepiltsch derrière la Mora. Ce furent MM. de Stutterheim et de Werner que l'on chargea de ce commandement, avec environ 10,000 hommes. Voici comment le projet sur la Bohême s'exécuta. L'armée de Silésie entra dans le comté de Glatz; l'avant-garde occupa le poste important du Raschberg, d'où elle se porta sur Nachod, le reste de l'armée suivant l'arrière-garde. Le 7 juillet le roi fit une reconnaissance à la tête de 50 escadrons de dragons et de housards.

Pour qu'on se fasse une idée nette de la position de l'ennemi, il faut savoir que les Autrichiens avaient assez bien fortifié la ville de Kœnigsgrætz pour qu'au moins elle pût soutenir un siége de quelques semaines; à quoi contribuait principalement le confluent de l'Adler et de l'Elbe, au moyen duquel ils avaient formé des inondations difficiles à saigner. Cette ville faisait l'appui de la droite de leur camp. Au delà de l'Elbe et près de Kœnigsgrætz, campait un corps de grenadiers et quelque cavalerie, dans des ouvrages qui ressemblaient plutôt à une ville fortifiée qu'à des retranchements de campagne. De Semonitz à Schurz s'étendait un autre corps environ de 30,000 hommes, couverts par des fossés de huit pieds de profondeur, de seize de large, bien fraisés et palissadés, et par surcroît entourés de chevaux de frise qui liaient ensemble les ouvrages séparés; plus loin s'élevait la hauteur de Kukus, qui, commandant ces bords-ci de l'Elbe, s'étend de colline en colline par Kœnigssaal vers Arnau; d'où cette chaîne de montagnes aboutit à Hohenelbe, où elle se joint et se confond avec les montagnes que l'on nomme le Riesen-Geburge.

Tous les passages de l'Elbe étaient défendus par de triples redoutes. L'ennemi avait fait des abatis d'arbres aux sommets de ces montagnes couvertes de bois, der-

rière lesquels campaient 40 bataillons de la réserve, pour porter de prompts secours aux lieux que les Prussiens auraient la témérité d'attaquer, au cas qu'il fût possible d'emporter successivement ce nombre de redoutes et d'ouvrages munis de 1500 canons en batterie. Ajoutez à tant de difficultés la plus considérable, et qui empêchait absolument de tenter le passage de l'Elbe; c'est que, depuis Jaromirz jusqu'aux hautes montagnes, le lit de la rivière est bordé à chaque rive de rochers de douze et plus de pieds de hauteur, ce qui empêche d'y jeter des ponts et de la franchir en d'autres lieux que ceux où ses ponts sont déjà établis. L'ennemi s'était principalement attaché à fortifier ces passages, dont une surabondance d'ouvrages rendait l'approche impraticable.

Quelque imposant que fût l'aspect de ce camp formidable, on se flatta pourtant, durant les premiers jours, de gagner par adresse ce qu'on ne pouvait emporter par la force. L'on avait dessein d'opposer à la partie de l'armée autrichienne campée entre Jaromirz et Schurz, un corps de troupes capable de la tenir en respect; on le destinait en même temps à faire de fausses attaques d'un côté sur le village de Hermannitz et de l'autre sur Kœnigssaal, tandis que le gros de l'armée se glisserait par la vallée de Sylva, passerait la nuit l'Elbe au village de Werdeck, enfilerait le chemin de Prausnitz pour gagner les hauteurs de Schwitschin, qui étant les plus hautes, dominaient toute la contrée et le camp même de l'ennemi. S'il avait été possible aux Prussiens de s'y établir, ils coupaient l'aile droite des Impériaux de l'aile gauche, les obligeaient à combattre à leur désavantage, ou bien à se retirer plus honteusement encore. En conséquence de ce projet, le roi se campa à Welsdorf avec 25 bataillons seulement et 60 escadrons. C'était ce corps qui devait masquer les mouvements de la grande armée. Celle-là demeura dans le poste de Nachod, d'où il était plus facile de la faire ma-

nœuvrer, soit sur la droite, soit à la gauche principalement de cette avant-garde.

Comme il était nécessaire de reconnaître exactement la position de l'ennemi, pour s'assurer si le plan dont nous avons parlé pouvait s'exécuter, ou s'il était de nature à être rejeté, l'on déguisa les reconnaissances sous différents prétextes apparents: tantôt on donnait l'alarme à quelque quartier de l'ennemi, quelquefois on engageait des escarmouches avec ses postes avancés; le plus souvent on fourrageait sous son canon. Ce fut dans les différentes occasions que fournirent ces petites opérations de guerre, qu'en s'approchant de Kœnigssaal et du village de Werdeck, on découvrit auprès de Prausnitz un camp fort à peu près de sept bataillons, et derrière ce poste, sur la croupe du mont de Schwitschin, un autre corps d'environ quatre bataillons.

Ces précautions de l'ennemi mettant des obstacles insurmontables aux desseins qu'on avait formés, mirent le roi dans la nécessité d'y renoncer, pour imaginer d'autres expédients. La distribution des troupes était bonne autant qu'on pouvait exécuter le premier projet; elle pouvait à la longue devenir vicieuse, si l'on se contentait d'un si faible corps pour l'opposer à toutes les forces de l'Empereur. La distribution de l'armée fut donc changée; 40 bataillons formèrent le camp de Welsdorf; le lieutenant général Bulow fut placé avec quelques bataillons et 30 escadrons à Smirsitz; le général Falkenhayn au défilé de Kowalkowitz, qui était derrière l'armée; le général Wunsch avec 20 bataillons à Nachod, pour couvrir les convois de l'armée, et le général Anhalt avec 12 bataillons et 20 escadrons tout à fait sur la droite de l'armée, à Pilnikau, vis-à-vis d'Arnau et de Neuschloss; mais sa communication était assurée avec l'armée du roi par la forêt de Sylva, où les Prussiens avaient des postes.

Tandis que ces mouvements se faisaient en Bohême, et

que l'armée de l'Empereur était si occupée d'elle-même, que la crainte d'être attaquée d'un moment à l'autre écartait toute pensée de détacher vers le maréchal Laudon, le prince Henri gagna Dresde sans opposition; de là il poussa des détachements en Bohème à la rive gauche de l'Elbe; mais par une manœuvre assez leste, quoique difficile, il se porta en Lusace, laissant le général Platen à la tête d'environ 20,000 hommes pour couvrir Dresde; et 18,000 Saxons s'étant joints à ses troupes, ce prince se porta en Bohème par différents corps, qui tournant et attaquant les détachements que l'ennemi avait à Schlukenau, Rumbourg et Gabel, les dépostèrent et leur prirent 1500 hommes et 6 canons. Son Altesse Royale fit fortifier les environs de Gabel, dont la défense fut confiée aux Saxons, et s'avança avec le gros de l'armée à Nimes, où elle se posta dans un camp d'une forte assiette. Ce coup, auquel les Impériaux n'étaient point préparés, dérangea tout le projet de leur défensive. Le maréchal Laudon abandonna avec précipitation les postes d'Aussig et de Dux, mais ce qui doit surprendre davantage, ses fortifications de Leutmeritz, avec le magasin qui s'y trouvait. Le général de Platen profita avec célérité de cette faute; il prit Leutmeritz, s'avança vers Budin sur l'Egra, et poussa son avant-garde jusqu'à Welwarn, qui n'est qu'à trois milles de Prague. L'alarme et la consternation se répandirent dans cette grande ville; la première noblesse, qui s'y était rassemblée, se sauva, et la capitale resta quelques jours comme déserte. Le maréchal Laudon ayant, comme nous l'avons rapporté, abandonné toute la rive gauche de l'Elbe, ne se crut en sûreté qu'à Munchengrætz, auprès de Jung-Bunzlau; et comme les ennemis avaient tout à craindre pour l'armée de l'Empereur, le maréchal Laudon garnit de gros détachements tout le cours de l'Iser, qui coule ou entre des rochers, ou entre des marais. Dans la haute Silésie, les Prussiens avaient surpris dans leur camp de Heydepiltsch deux régi-

ments de dragons impériaux, et les avaient presque ruinés.

Ce fut dans ces circonstances, où la guerre était bien décidée, où les Prussiens avaient déjà quelques avantages, où, dans le royaume de Bohême, quatre grandes armées étaient en action les unes contre les autres, qu'arrive à Welsdorf un étranger qui, s'annonçant secrétaire du prince Gallitzin, ministre de Russie à Vienne, demande à parler au roi. Ce soi-disant secrétaire était le sieur Thugut, ci-devant ministre de l'Empereur à Constantinople. Il était chargé d'une lettre de l'impératrice-reine pour le roi. Nous nous contentons d'en rapporter la substance : l'impératrice témoignait son chagrin des brouilleries et des troubles qui venaient de naître ; l'appréhension qu'elle avait pour la personne de l'Empereur ; le désir de trouver des tempéraments propres à concilier les esprits, en priant le roi d'entrer en explication sur ces différents sujets. Le sieur Thugut prit ensuite la parole, et dit au roi qu'il serait facile de s'entendre, si l'on y procédait de bonne foi. L'intention des Autrichiens était de gagner ce prince par des offres si avantageuses, qu'elles le fissent désister de l'appui qu'il prêtait à l'électeur palatin.

Pour cet effet Thugut l'assura que sa cour non-seulement ne s'opposerait point à sa succession éventuelle des margraviats de Bareuth et d'Anspach, mais qu'encore elle offrait son appui à la Prusse pour le troc de ces margraviats contre des provinces limitrophes du Brandebourg, comme la Lusace ou le Mecklenbourg, si le roi le jugeait conforme à ses intérêts. Le roi lui répondit que sa cour mêlait et confondait ensemble des choses qui n'avaient aucune connexion, savoir sa succession légitime et incontestable sur ces margraviats avec l'usurpation de la Bavière, et l'intérêt de ses États avec l'intérêt de l'Empire, dont il embrassait la cause; que si l'on voulait s'entendre, il était nécessaire que sa cour se désistât d'une partie de la Bavière, et qu'on prît des mesures pour qu'à l'avenir des actes d'un despo-

tisme aussi violent ne troublassent plus la sécurité du corps germanique, en ébranlant ses plus fermes fondements ; et qu'à l'égard de cette succession, il était bien éloigné de forcer un prince quelconque à troquer ses États contre ces margraviats ; enfin que si un troc pareil avait lieu, il fallait que ce fût de bon gré qu'il s'arrangeât. Le roi ajouta que ceci ne s'étant traité que verbalement, il voulait bien, pour donner à l'impératrice des preuves évidentes de ses dispositions pacifiques, minuter quelques articles principaux qui pourraient servir de base au traité qu'on se proposait de faire. Thugut s'offrit pour secrétaire ; mais le roi, qui ne se fiait ni à son style, ni à ses intentions, les coucha lui-même par écrit. Certainement l'impératrice-reine aurait bien gagné en les acceptant. La cour de Russie ne s'était point encore déclarée : la France conseillait à l'Autriche de faire la paix ; mais ses avis avaient peu d'influence sur l'esprit ardent du jeune Empereur, et sur le génie impérieux du prince Kaunitz.

Voici le résumé de ce projet : l'impératrice rendra la Bavière à l'électeur palatin, à l'exception de Burghausen, des mines, et d'une partie du haut Palatinat ; le Danube sera libre ; Ratisbonne ne sera plus bloquée par la possession de Stadt-am-Hof ; la succession de ce pays sera assurée aux héritiers légitimes de la Bavière ; l'électeur de Saxe obtiendra du Palatin une somme d'argent pour les allodiaux, et la cour impériale lui cédera les droits qu'elle prétend avoir sur tous les fiefs situés en Saxe ; le duc de Mecklenbourg aura, en guise de dédommagement pour ses prétentions en Bavière quelque fief vacant dans l'Empire ; la cour impériale ne chicanera plus le roi de Prusse pour la succession des margraviats ; la France, la Russie et le corps germanique garantiront le présent traité. Thugut partit pour Vienne avec cette pièce ; il revint ensuite chargé d'une foule de propositions insidieuses, dont le prince Kaunitz l'avait muni.

Le roi s'aperçut, par la forme que prenait cette négociation, qu'elle n'était pas de nature à pouvoir réussir ; il ne lui convenait pas d'ailleurs de traiter avec [un homme du calibre de] Thugut ; ainsi il l'envoya au couvent de Braunau, pour étaler ses talents devant le comte Finck et le sieur de Hertzberg, ses ministres, qui l'expédièrent infructueusement pour Vienne quelques jours après. Tout ce qui s'était passé dans cette négociation fut communiqué aux ministres de la France et de la Russie, afin que, convaincus des procédés désintéressés de la Prusse, ils ne se laissassent point prévenir par les fausses expositions que leur en feraient les ministres de Vienne. L'impératrice-reine désirait sincèrement la paix ; son fils l'Empereur, dont elle connaissait l'ambition à la tête de ses troupes, lui faisait craindre la perte ou l'affaiblissement de son autorité ; mais elle était mal secondée par son ministre le prince Kaunitz, qui, par des vues assez communes aux courtisans, s'attachait plutôt à l'Empereur, dont la jeunesse ouvrait une perspective plus brillante à la famille de ce ministre, que l'âge avancé de l'impératrice. Le sort des choses humaines est d'aller ainsi : de petits intérêts décident des plus grandes affaires.

L'Empereur, instruit de la négociation du sieur Thugut, en fut furieux ; il écrivit à sa mère que si elle voulait faire la paix, il ne retournerait jamais à Vienne, et s'établirait à Aix-la-Chapelle, ou dans quelque lieu que ce pût être, plutôt que de s'approcher jamais de sa personne. L'impératrice avait fait venir le grand-duc de Toscane[1], qu'elle envoya aussitôt à l'armée, pour qu'il adoucît l'Empereur son frère, et lui inspirât des sentiments plus pacifiques. L'effet de cette entrevue fut de brouiller les deux frères, qui jusqu'alors avaient vécu en très-bonne intelligence.

[Cet enthousiasme du jeune César pour la guerre venait

[1] Léopold, depuis empereur sous le nom de Léopold II.

des fausses idées qu'il avait de la gloire. Il croyait qu'il suffisait de faire du bruit dans le monde, d'envahir des provinces, d'étendre son empire et de commander des armées pour acquérir de la réputation, et il ne sentait pas le prix de la justice, de l'équité et de la sagesse; tant il est nécessaire que les souverains sachent l'exacte définition des termes. Il avait d'aussi fausses idées du militaire. Il croyait que la présence seule d'un empereur à son armée suffisait pour qu'elle fît une ample moisson de lauriers. L'expérience n'avait pu lui apprendre combien de travaux et de soins il faut endurer pour en recueillir quelque faible branche. Il avait ouï répéter qu'un général devait être vigilant, et il mettait son activité à parcourir son armée, à cheval, d'une aile à l'autre, sans jamais sortir de ses retranchements, lors même qu'il y avait des escarmouches ou des fourrages qui se faisaient sous son canon.]

Après avoir rendu compte de cette négociation et de tout ce qui s'y rapporte, il est temps de reprendre la suite des opérations militaires de ces quatre armées qui s'observaient en Bohême. Du côté où le roi commandait, la position de l'armée impériale avait été exactement reconnue de Kœnigsgrætz jusqu'à la ville d'Arnau; restait à savoir si au delà il y avait des troupes vers Hohenelbe et les hautes montagnes. Le général Anhalt, qui, comme nous l'avons dit, était détaché au delà de la droite du camp, aux villages de Piluikau et de Kottwitz, eut ordre d'envoyer des partis vers Langenau, et de s'y porter lui-même, pour faire un rapport exact de ce qu'il aurait découvert. Il vit d'abord un camp fortifié derrière Neuschloss, et plus loin il ne trouva que deux bataillons campés sur les hauteurs qui couronnent la ville de Hohenelbe. Ce fait, bien constaté, servit de base au nouveau projet que le roi forma, en portant vivement l'armée de ce côté. Là, on pouvait forcer le passage de l'Elbe, que deux bataillons n'étaient pas en état de défendre. Cette entreprise exécutée, on

devait se flatter des succès les plus brillants, surtout si le prince Henri s'avançait de Nimes sur l'Iser. Les deux armées prussiennes se prêtant la main, elles se trouvaient sur le flanc et à dos de l'armée de l'Empereur, qui ne pouvait se soutenir que par un combat, ou qui, se trouvant forcé d'abandonner ses retranchements immenses, ne trouvait point de poste assuré que derrière les étangs de Gitschin, où même sa position était tournable, ce qui l'aurait réduit à se réfugier à Pardubitz, où il était couvert par les étangs de Bohdanetz et le courant de l'Elbe.

Ce projet, quelque beau qu'il fût, rencontrait de grandes difficultés dans l'exécution. La première était celle des chemins creux et des défilés qu'il fallait traverser pour arriver à l'Elbe, et l'affreux embarras de traîner par ces chemins une artillerie nombreuse; la seconde, de fournir l'armée de vivres; quand on aurait passé l'Elbe, on aurait mené le pain jusqu'à cinq milles au delà de ce fleuve; le manque de chevaux aurait en troisième lieu rendu un transport plus éloigné impossible; [la quatrieme, la difficulté de mettre le prince Henri en action, d'autant que sa santé était assez faible et qu'il répugnait à toute entreprise qui demandait de la vigueur.] Tous ces obstacles, qui se présentaient à l'esprit du roi, lui firent résoudre d'aller au plus sûr, et de cacher encore soigneusement ce projet, qu'il n'abandonna pas cependant; il ne voulut donc point quitter son camp de Welsdorf avant d'avoir fourragé radicalement toute la contrée qui s'étend de l'Elbe à ses frontières de Silésie, d'autant plus que les Autrichiens avaient forcé les habitants de s'enfuir avec tout leur bétail au delà de l'Elbe; et le roi gagnait au moins par là qu'il était impossible que les Autrichiens tinssent l'hiver un corps considérable sur ses frontieres, et inquiétassent ses troupes dans leurs quartiers. Dès que tous les fourrages furent consumés, le roi marcha avec l'armée et prit le camp de Burkersdorf, proche de Sorr, où il y avait trente-trois ans

qu'il avait gagné une bataille sur les mêmes ennemis.

Les Autrichiens ne firent pas sortir un homme de leurs retranchements à la poursuite de son armée, et l'Empereur demeura immobile, et dans son ancienne position derrière l'Elbe, sans même chicaner l'arrière-garde au terrible défilé de Kowalkowitz, où elle était obligée de passer. M. de Wunsch reprit son poste de Raschberg derrière Nachod. Le prince de Prusse occupa le poste de Sorr, à portée de celui de Pilnikau, où commandait le prince héréditaire de Brunswic. On envoya quelques bataillons à Trautenau, à Schazlar et à Landshut, pour assurer les convois qui de là étaient plus près de l'armée. Tous ces mouvements n'opérant aucun changement dans la position où était l'ennemi, l'on crut pouvoir exécuter le projet que le roi avait formé.

A cette fin, le prince héréditaire alla occuper avec son corps la hauteur des Drey-Hæuser; le prince de Prusse le remplaça avec son détachement, en s'établissant à Pilnikau, et le roi se campa avec 40 bataillons auprès du village de Léopold, de manière que ces trois corps, communiquant ensemble, pouvaient se prêter la main au cas qu'un d'eux fût attaqué. Il était temps d'avancer, pour s'approcher davantage de Hohenelbe. Le prince héréditaire couronna pour cet effet les montagnes qui vont de Schwarzthal à Langenau; le roi le joignit par sa droite, et remplit le terrain qui va de Lauterwasser à une hauteur à gauche, qui fut également occupée. Le prince de Prusse garda sa position de Pilnikau, d'où il pouvait faire une fausse attaque sur le corps des ennemis de Neuschlos, tandis que l'armée forcerait le passage de l'Elbe. Ce prince se distingua à différentes reprises par sa vigilance et par ses bonnes dispositions. La réserve fut placée à Wildschutz, pour épauler le camp du prince de Prusse, et la brigade de Luck fut destinée à garnir les défilés impraticables de Hermannseiffen, de Mohren et des Drey-Hæuser.

Cette brigade, chargée de mener le gros canon et les obusiers à l'armée, employa trois jours pour les traîner de Trautenau à Hermannseiffen, qui font une distance de trois milles. L'artillerie, qui avait des voies larges, ne put jamais traverser les chemins étroits qui étaient creusés dans la roche vive; on l'attendait avec impatience, mais elle n'arriva pas.

Un temps aussi précieux, perdu par des soins inutiles, favorisa si bien les Autrichiens, qu'ils purent s'établir avec toute leur armée et leur canon sur les montagnes qui sont en delà de Hohenelbe, et dès lors il fallut renoncer au projet; car tout ce qu'il est permis de tenter contre un corps faible devient téméraire si on le hasarde contre une armée nombreuse, principalement quand elle se trouve placée dans un poste presque inexpugnable. Pour forcer ces troupes, il fallait avoir les obusiers, seule artillerie dont on pût se servir contre des ennemis postés sur des montagnes; et ces obusiers n'y étaient point. Il fallait, de plus, passer l'Elbe sur des ponts, et défiler devant un grand front qui aurait écrasé les troupes avant qu'elles pussent se mettre en bataille. Il fallait encore déloger le corps de Ziskowitz des coteaux du Riesen-Geburge, d'où il serait tombé sur le flanc des assaillants, si on ne lui avait précédemment donné la chasse. La montagne où il était s'appelait Wilschura, et cette expédition était un préalable. Il fallait aussi que le prince Henri coopérât à cette entreprise. Si tous ces empêchements n'étaient survenus, le projet était de chasser, comme je l'ai dit, M. de Ziskowitz de son poste; d'établir ensuite 45 gros obusiers derrière Hohenelbe, pour bombarder de là la partie des ennemis qui se trouvait vis-à-vis de notre droite; de passer l'Elbe à un gué qu'on avait découvert près d'un couvent de moines, et après avoir délogé l'ennemi de cette position, de s'établir entre Branna et Starkenbach, sur le flanc des troupes qui campaient près de Neuschloss, où

les ennemis devaient s'assembler promptement pour attaquer les Prussiens dans un bon poste (ce qui demandait du temps), ou ils étaient dans la nécessité d'abandonner tout le cours de l'Elbe à nos troupes victorieuses.

Toutes les raisons que nous venons d'alléguer ayant obligé de renoncer à ce plan hardi, il ne restait qu'à consumer par les fourrages tout ce pays dépourvu d'habitants, et à le réduire en une espèce de désert, pour assurer la tranquillité des quartiers d'hiver, qu'on ne pouvait prendre qu'en Silésie. On fourragea comme de coutume, toujours sur les bords de l'Elbe et sous le canon des ennemis, sans que l'Empereur et ses troupes donnassent la moindre marque de vigueur, sans qu'aucun d'eux se hasardât à passer la rivière pour défendre le fourrage qu'on prenait sous leurs yeux à leurs malheureux cultivateurs. Quoique le pays fût abondant, le grand nombre de troupes qui s'y nourrissaient acheva bien vite de consumer les productions de la terre. Le prince Henri manda au roi qu'il manquait de fourrage et qu'il n'en trouverait tout au plus que jusqu'à la moitié de septembre. Les deux armées décamperent donc à peu près le même jour. Le roi quitta la position de Langenau et de Lauterwasser le 14 de septembre, le prince Henri son camp de Nimes deux jours plus tard. Ce prince passa l'Elbe à Leutmeritz.

Le prince de Bernbourg, qui avait les Saxons avec lui, se replia sur Zittau et plaça ses troupes sur l'Eckartsberg; il y eut quelques escarmouches à l'arrière-garde du prince Henri, où les housards d'Usedom eurent occasion de se distinguer. Le lecteur nous saura gré de ne lui point rapporter ces minuties et ces opérations de détail qui n'influent en rien sur les grandes affaires. Du côté du roi, ce prince, pour alléger sa retraite, avait eu la précaution de renvoyer d'avance son artillerie et ses obusiers de Hermannseiffen à Wildschutz. Les mesures furent si bien prises, que l'ennemi tenta inutilement d'entamer le prince

héréditaire auprès de Schwarzthal, et qu'il lui laissa tranquillement reprendre son ancien camp de Drey-Hæuser. La colonne que le roi conduisait rencontra encore une vingtaine de canons embourbés dans les défilés de Léopold. Cet accident arrêta la marche de l'armée; l'on garnit d'abord les hauteurs des troupes qui avaient la tête de la colonne. Elles repoussèrent facilement quelques détachements de pandours et de housards venus de Neuschloss par Arensdorf dans l'intention de harceler l'arriere-garde royale. Les canons furent traînés à force de bras sur les hauteurs; quelques coups de canon dissipèrent l'ennemi, et l'armée entra dans le camp de Wildschutz, dont la réserve, comme nous l'avons dit, occupait les hauteurs, et le prince de Prusse la gauche, de sorte que depuis les Drey-Hæuser jusqu'à Pilnikau et Kottwitz, l'armée formait une ligne presque contigue. Tous ces différents mouvements des Prussiens ne firent aucune impression sur l'armée impériale; elle demeura immobile derrière l'Elbe. Après avoir donc épuisé de fourrages tous les environs, le roi se replia sur Trautenau.

Cette marche se fit sur trois colonnes; il n'y eut de harcelée que celle que le prince héréditaire conduisait. Ce prince fit volte-face; à son tour il attaqua l'ennemi, qui, craignant un engagement sérieux, se retira, après avoir perdu une centaine de morts, et quelques prisonniers qu'on fit sur lui; les Prussiens entrèrent dans leur camp, le corps du prince héréditaire à droite sur les hauteurs de Freyheit, et le corps du prince de Prusse à gauche sur les collines de la chapelle de Trautenau. M. de Wurmser, qui, avec un tas de troupes légeres, se tenait à Prausnitz, essaya à différentes reprises d'attaquer le poste du prince de Prusse; toutes les fois qu'il l'attaqua, il fut repoussé, ce qui fut dû aux bonnes dispositions et à l'activité de ce prince, conduite qui eût honoré tout autre militaire qui en aurait fait autant.

Les Prussiens ne pouvant rien entreprendre sur les Impériaux, étaient réduits à consumer les vivres des contrées où ils pouvaient atteindre, et à décamper quand tout était mangé. On employa toute la prévoyance et toute la prudence convenable pour assurer ce mouvement. Les hauteurs qui sont derrière l'Uppau furent garnies d'infanterie et de canons; les postes avancés se replierent sur l'armée, et la retraite se fit avec tant d'ordre, que l'ennemi ne put entamer l'arrière-garde; si l'on en excepte une légère pandourade, rien ne troubla les troupes dans leur marche, qu'elles continuèrent jusqu'à Trautenbach, où l'on séjourna peu de jours. De là l'armée se replia sur Schazlar, dont le poste couvre toute la basse Silésie. M. de Wurmser s'était préparé ce jour pour engager une affaire d'arriere-garde. Par précipitation, il n'attendit pas que les Prussiens fussent en marche pour les attaquer, et engagea sur notre gauche une affaire de poste.

La brigade de Keller, qui occupait une hauteur de cette extrémité, se défendit vaillamment et repoussa l'ennemi, dont la perte fut de 400 hommes. Cela fait, les troupes se rendirent à l'endroit de leur destination. Le prince héréditaire partit de Schazlar avec 10 bataillons; il fut joint à Munsterberg par 30 escadrons de l'armée du roi, avec lesquels il se mit en chemin pour la haute Silésie, où il prit le commandement de tout le corps qui se trouvait dans cette province. Il arriva à Troppau vers la fin de septembre. Le renfort qu'il menait dans la haute Silésie était calculé pour contre-balancer un détachement à peu près de la même force que l'Empereur envoyait à M. d'Ellerichshausen, et qui aurait donné aux Impériaux une supériorité trop considérable sur M. de Stutterheim, si l'on n'y avait pourvu à temps.

Cette campagne s'était bien vite terminée, on était à la fin de septembre; la saison des opérations militaires n'était point écoulée; on devait donc soupçonner que l'ennemi

ne s'en tiendrait pas là, et qu'après avoir observé pendant la campagne une défensive aussi exacte que celle que nous avons rapportée, il couvait encore quelque dessein, et méditait peut-être de faire une campagne d'hiver. Deux points principaux pouvaient être les objets d'une irruption pour les Autrichiens; l'un d'attaquer en force le corps du prince héréditaire, l'autre de forcer les passages de la Lusace. Un empereur jeune et ambitieux, à la tete de ses troupes, qui brûlait de se signaler par quelque coup d'éclat, donnait un air de vraisemblance aux projets qu'on lui supposait, ce qui méritait assurément un examen réfléchi. Les tentatives que l'ennemi pouvait méditer sur la haute Silésie paraissaient les plus faciles; il avait de gros magasins à Olmutz et tout ce qui est nécessaire pour le transport de ses subsistances; de plus il ne fallait que chasser les Prussiens de Troppau, pour les forcer à abandonner l'Oppa et à se retirer vers Cosel et Neisse. Le dessein de pénétrer en Lusace rencontrait plus de difficultés. Le prince de Bernbourg y commandait un corps de 20,000 hommes; les Impériaux n'avaient point de magasins à portée de la Lusace; les vivres étaient rares du côté de Schlukenau, Gabel, Rumbourg et Friedland, de sorte que l'ennemi aurait eu de la peine à y amasser assez de subsistances pour un corps de troupes considérable; toutefois, comme il pouvait disposer de tous les charrois de la Bohême, il aurait pu, à grands frais et avec du temps, former des magasins dans cette partie, pour se préparer à une telle entreprise, tres-difficile relativement au poste de l'Eckartsberg.

Moins on voyait clair dans les vues de l'ennemi, plus il fallait se préparer pour tous les cas. A cette intention, M. de Bosse fut détaché avec 10 escadrons et 5 bataillons pour Lœwenberg et Greifenberg; ses ordres portaient d'observer le général Alton, qui occupait Friedland et Gabel, et au cas que ce général voulût entamer le prince

de Bernbourg, de prendre l'ennemi à dos, et de se concerter en tout avec ce prince. D'un autre côté le prince Henri, qui campait à Nœllendorf, envoya un détachement sous le général Mœllendorf à Bautzen, pour joindre le prince de Bernbourg, au cas que les Autrichiens tournassent de son côté; et supposé que cette expédition devînt plus sérieuse et qu'une partie de l'armée ennemie voulût pénétrer en Lusace, pour marcher à Lauban avec 20 bataillons et 30 escadrons, afin de couper les assaillants de leurs vivres. Lorsque le général Mœllendorf quitta la Bohême pour se rendre à Bautzen, il fut attaqué par les Autrichiens, qui furent repoussés avec une perte assez considérable. Le major d'Anhalt, qui servait sous le général Mœllendorf, se distingua beaucoup dans cette petite affaire.

Tant qu'on ne sut point à quoi les ennemis se détermineraient, le roi demeura à Schazlar; mais sitôt qu'on s'aperçut qu'ils ne faisaient aucuns préparatifs vers la frontière de la Lusace pour amasser des magasins, et que le corps qu'ils avaient sur cette frontière était même inférieur à celui des Prussiens, il parut assez probable que la tranquillité se maintiendrait de ce côté-là pendant l'hiver. Dès lors le roi eut la liberté de tourner toutes ses pensées vers la haute Silésie; d'ailleurs le froid commençait à se faire sentir assez vivement dans les montagnes de la Bohême, il gelait toutes les nuits, les Autrichiens n'avaient aucun corps d'armée dans le voisinage. Toutes ces considérations parurent suffisantes pour lever le camp, et mettre les troupes qui devaient défendre la frontière en cantonnement entre Landshut, Grissau, Hirschberg, Schmiedeberg et Friedland. Elles consistaient en 20 bataillons et 30 escadrons, dont le général Ramin avait le commandement. Cette position était la même que le roi avait occupée en l'année 1759. Seize bataillons et quinze escadrons partirent à part, pour se rendre dans la haute Silé-

sie; le roi les joignit à Neisse, se mit à leur tête et marcha à Neustadt. Voici les raisons de ce mouvement.

Le roi avait toujours eu dessein d'attirer la guerre en Moravie; le prince héréditaire occupait Troppau, les ennemis avaient Jægerndorf et pouvaient de là le couper de Neisse et de Cosel. C'était donc une nécessité d'occuper Jægerndorf, pour assurer par cette position la chaîne des quartiers d'hiver derrière l'Oppa. On était obligé d'ailleurs de prendre des établissements solides dans la haute Silésie, pour se mettre en état de faire le printemps suivant les plus grands efforts en Moravie. Les troupes du roi chassèrent sans peine les Autrichiens de Jægerndorf, et l'on s'occupa dès lors à fortifier la ville, la montagne et la chapelle, et les villages les plus exposés aux insultes de l'ennemi. Le prince héréditaire en fit autant à Troppau, et ces deux villes, par les fortifications qu'on y ajouta, devinrent de bonnes places à l'abri de toute insulte. Dès la mi-novembre, ces ouvrages étant en assez bon état, le roi se rendit à Breslau, tant pour prendre des arrangements pour la campagne prochaine, qu'afin de veiller aux négociations, qui commençaient à prendre une tournure assez intéressante.

N'ayant pas voulu rompre le récit d'une campagne stérile en grands événements, nous croyons devoir reprendre maintenant le fil des affaires politiques. La cour de Pétersbourg était celle qui intéressait le plus, parce que c'était d'elle uniquement dont on pouvait attendre des secours réels. L'impératrice de Russie s'était engagée d'assister le roi sitôt que ses différends avec la Porte ottomane seraient vidés. Le roi, qui voulut mettre l'impératrice dans le cas d'accomplir sa promesse, s'était, par une suite de la bonne harmonie qui s'établissait entre la France et la Prusse, adressé au ministère de Versailles, afin qu'il se chargeât de la médiation entre les Turcs et les Russes, et les Français avaient réussi à faire consentir la Porte à s'accommoder avec ses ennemis, en rendant les vaisseaux russes

qu'elle avait pris aux Dardanelles, et à reconnaître le khan des Tartares protégé par Catherine. A peine ces nouvelles arrivèrent-elles à Pétersbourg, que l'impératrice, rassurée sur la tranquillité de ses États, et flattée par l'ambition de prendre une part directe aux affaires d'Allemagne, se déclara ouvertement pour la Prusse. Ses ministres, tant à Vienne qu'à Ratisbonne, déclarèrent en substance : « qu'elle » priait l'impératrice-reine de donner une satisfaction » entière aux princes de l'Empire à l'égard de leurs griefs, » et surtout des justes sujets de plainte que leur fournis- » sait l'usurpation de la Bavière, faute de quoi l'impéra- » trice de Russie serait dans l'obligation de remplir ses » engagements envers Sa Majesté Prussienne, en lui en- » voyant le corps de troupes auxiliaires qu'elle lui devait » selon la teneur des traités. »

Cette déclaration fit l'effet d'un coup de foudre sur la cour de Vienne. Cet événement inattendu troubla et dérangea sa sécurité ; le prince Kaunitz [fut honteux, n'ayant rien prévu, de se voir surpris. Il était bien embarrassé sur qui en rejeter la faute. Son fils, qui était envoyé à Pétersbourg, jeune et sans expérience, s'étant plus occupé de ses plaisirs que des affaires, n'avait point averti sa cour de l'état de la négociation de Constantinople, ni des dispositions où l'impératrice de Russie était pour le roi de Prusse]. Joseph, qui désirait ardemment la continuation de la guerre, profita du trouble et de la perplexité où il trouva l'impératrice sa mère, et lui fit signer un ordre pour augmenter son armée de 80,000 recrues ; il s'écriait qu'il fallait tout mettre en œuvre, épuiser toutes les ressources, pour rendre dans ce moment décisif la maison d'Autriche plus formidable que jamais ; il pensait que, les dépenses une fois faites, rien ne pourrait arrêter la continuation de la guerre ; mais l'impératrice était dans des sentiments tout opposés. Elle soupirait après la fin de ces troubles ; elle mettait tout son espoir en la médiation de la

France, qu'elle avait demandée; ses peuples, surchargés d'impôts, ne pouvaient point fournir les sommes immenses que les frais de la guerre exigeaient; les emprunts étrangers ne remplissaient point les attentes de la cour; enfin l'argent manquait à tel point, que souvent les soldats étaient sans paye et manquaient des besoins journaliers; et les personnes les plus éclairées prévoyaient avec douleur un bouleversement général de la monarchie, si on ne le prévenait en se prêtant de bonne grâce aux propositions d'une paix raisonnable.

Déjà l'impératrice avait sollicité, comme nous l'avons dit, la médiation de la France; elle avait de même imploré les bons offices de la cour de Russie, et par un hasard singulier la dépêche de Vienne et la déclaration de Pétersbourg étant parties en même temps, arrivèrent à peu près le même jour au lieu de leur destination. Cela tourna à l'avantage du roi, parce que si la demande des Autrichiens fût arrivée à Pétersbourg avant le départ de la déclaration, il est à présumer que l'impératrice de Russie l'aurait supprimée. D'autre part le roi, qui par ses émissaires était informé de tout, ne demandait pas mieux que de s'accommoder avec la cour de Vienne, pourvu toutefois qu'on maintînt les constitutions de l'Empire dans leur intégrité, et qu'on ne négligeât ni les intérêts de l'électeur de Saxe, ni ceux du prince de Deux-Ponts, et qu'il fût à l'abri de toute chicane à l'égard de la succession des margraviats sur lesquels il avait des droits incontestables; et bien éloigné de s'opposer à la médiation de la France, ce prince envisageait la cour de Versailles comme garante de la paix de Westphalie, et comme autant intéressée que la Prusse même à ne pas permettre que l'Empereur, par son usurpation de la Bavière, se frayât un chemin, soit pour tomber sur le roi de Sardaigne en Italie (ce qu'on craignait fort à Turin), soit pour pénétrer avec plus de facilité en Alsace et dans la Lorraine.

L'électeur de Saxe était cousin de Louis XVI[1], et le prince de Deux-Ponts son protégé. Néanmoins ç'aurait été manquer de prudence que de confier entièrement les intérêts de la Prusse et de l'Allemagne à un ministère sans vigueur, et qui n'ayant aucune volonté ferme pouvait se laisser ébranler par les machinations de la cour de Vienne. Pour prémunir M. de Maurepas contre toute proposition des Autrichiens directement opposée à la pacification de l'Allemagne, le roi lui envoya un mémoire raisonné, qui contenait les motifs qui rendaient telle condition de paix acceptable, et telle autre au contraire non admissible, avec un résumé des articles principaux et indispensables pour la paix générale.

Cette pièce fit un effet si avantageux, que la France l'admit pour base de la négociation dont elle s'était chargée à Vienne. M. de Breteuil[2], ambassadeur de France à cette cour, éprouva de la part de l'Empereur des difficultés qui renaissaient à chaque proposition qu'il mettait en avant; mais cela n'empêcha pas l'impératrice-reine d'admettre le projet de pacification tel que la France l'avait minuté. Sur ces entrefaites le prince Repnin arriva à Breslau de la part de l'impératrice de Russie; il y parut plus sous les dehors d'un ministre plénipotentiaire qui venait dicter de la part de sa cour des lois à l'Allemagne, que comme un général destiné à conduire un corps auxiliaire à l'armée prussienne. [L'impératrice de Russie, fière de ce que l'impératrice-reine avait requis ses bons offices pour le réta-

[1] La mère de Louis XVI, Marie-Josèphe de Saxe, était la sœur de Frédéric-Christian, père de Frédéric-Auguste III, alors électeur de Saxe.

[2] Louis-Auguste Le Tonnellier, baron de Breteuil, né en 1733. Il fut d'abord guidon dans la gendarmerie, puis en 1758 il fut choisi par Louis XV comme ministre plénipotentiaire auprès de l'électeur de Cologne. En 1760 il fut envoyé en Russie avec le même titre, puis en 1762 il fut ambassadeur auprès de la même cour. En 1771 il fut envoyé à Naples, puis en 1775 à Vienne. En 1783 il fut nommé ministre de la maison du roi. Il mourut en 1807.

blissement de la paix, se croyait pareille aux dieux d'Homère, qui réglaient par des paroles le sort des misérables humains]. Le roi avait proposé à la cour de Pétersbourg d'employer le printemps suivant le corps des Russes contre la Ludomérie et la Gallicie, où il y avait peu de troupes; de pénétrer en Hongrie, où l'approche des Russes aurait fait révolter tous ceux de la religion grecque qui étaient répandus dans la Croatie, dans la Hongrie, dans le bannat de Témeswar et dans la Transylvanie; le roi s'était même offert d'y joindre un corps de ses troupes et d'abandonner toutes les richesses de ces provinces [à l'avide cupidité des généraux moscovites]. Ce projet fut rejeté [à l'exception d'un seul article auquel le roi avait consenti, à savoir que Sa Majesté renonçait aux prétentions qu'elle avait sur les duchés de Juliers et de Berg en faveur du prince de Deux-Ponts; et c'était proprement un renouvellement du traité signé l'année 1741 avec la France, et qui procura à Sa Majesté la garantie de toute la Silésie de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne]. Le corps que les Russes devaient fournir selon le traité, consistait en 16,000 combattants; l'on y mit un prix si énorme, qu'il ne pouvait jamais s'évaluer par les services qu'on en pouvait attendre. Il en aurait coûté par an au roi deux millions, et outre cela un subside de 500,000 écus pour une guerre que la Russie ne faisait point aux Turcs. [Et comme si ce n'en était pas assez de conditions aussi onéreuses qu'extravagantes, le prince Repnin insistait pour qu'on stipulât qu'au cas que la guerre des Turcs le rappelât avec son corps en Pologne, le roi lui donnerait seize mille Prussiens pour le convoyer à son retour, afin que ce convoi l'empêchât d'être inquiété dans son chemin par les troupes autrichiennes rassemblées dans la Ludomérie; et pour comble de ridicule, il ajouta que les Prussiens pourvoiraient eux-mêmes à leur subsistance, en achetant partout leurs besoins argent comptant. De telles conditions désignaient clairement que l'impératrice n'avait

pas l'intention sincère d'assister la Prusse ; elles étouffèrent les sentiments de reconnaissance qu'on aurait dû avoir pour ses secours. Aussi ne fallait-il attribuer ces démonstrations d'amitié qu'au désir de Catherine de s'immiscer sous ce prétexte dans les affaires d'Allemagne pour étendre son influence sur celles de l'Europe. La vanité du désir de la gloire la faisait agir, et non pas l'intérêt de ses alliés, ni les obligations qu'elle avait contractées par ses alliances.

Le prix excessif que les Russes mettaient à leurs troupes auxiliaires partait en grande partie de l'intention qu'ils avaient de se servir de ce moyen pour dégoûter le roi de la guerre. Les lettres de Pétersbourg contenaient toutes de grandes exhortations à la paix. Parmi tant de choses désagréables, la plus dangereuse et la plus fâcheuse pour la Prusse était la malhabileté et le peu de lumières des ministres de la Russie. Le comte Panin n'était pas stylé du tout aux tours insidieux des négociations autrichiennes. Sans cesse il fallait l'avertir des piéges qu'on lui tendait, et si on ne l'eût surveillé attentivement, le prince Kaunitz l'eût ballotté selon son plaisir. D'une part la faiblesse du ministère de Versailles, et de l'autre l'ignorance de celui de Pétersbourg, mettaient le roi dans de grands embarras et augmentaient ses inquiétudes. Cependant, comme la sagacité française l'emportait de beaucoup sur l'ineptie russe, c'était de la première qu'il fallait attendre l'heureux succès de cette négociation]. Le baron de Breteuil, ambassadeur à la cour impériale, était flatté de devenir le pacificateur de l'Allemagne ; il se plaisait à se représenter qu'en suivant les traces de Claude d'Avaux, plénipotentiaire à la paix de Westphalie, ce lui serait un acheminement pour monter aux premières dignités dans sa patrie, et surtout au ministère des affaires étrangères. Il mit toute son activité en jeu et travailla avec tant de persévérance que vers la fin de janvier il envoya à Breslau au

prince Repnin le plan de pacification générale, tel que le roi l'avait conçu et qu'il avait été approuvé par l'impératrice-reine. Les conditions étaient telles que nous les avons marquées. [Par ignorance et par un désir plus vaste de s'enrichir] l'on communiqua ce projet de paix aux alliés de la Prusse; les Saxons se récrièrent; ils faisaient monter leurs prétentions sur les alleux de la Bavière à la somme de quarante millions de florins, et ils prévoyaient avec douleur que s'ils en obtenaient six, ce serait beaucoup; ils exigeaient de plus que l'Empereur renonçât à toutes les prétentions féodales qu'il prétend, comme roi de Bohême, avoir sur la Saxe et sur la Lusace, et surtout ils s'étaient flattés de gagner quelque dédommagement en fonds de terre pour arrondir leur territoire.

Le prince de Deux-Ponts, de son côté, s'opiniâtrait à soutenir que la Bavière ne devait être démembrée en aucune manière; il s'offrait à céder une partie du haut Palatinat, pour conserver le cercle de Burghausen; avec cela il ne consentait qu'avec une extrême répugnance aux dédommagements que l'électeur de Saxe avait à prétendre. Pour contenter le désir de ses alliés, le roi fit une nouvelle tentative, principalement relative à la Bavière et au cercle de Burghausen, pour essayer s'il pourrait obtenir pour eux quelques conditions plus favorables de la cour de Vienne; mais bien loin d'y acquiescer, le prince Kaunitz, effarouché des nouvelles demandes des Prussiens [et se revêtant de toute la morgue autrichienne], répondit fièrement que le projet de pacification communiqué par l'ambassadeur de France au prince Repnin était l'*ultimatum* de la cour de Vienne, et que l'impératrice était résolue à sacrifier jusqu'au dernier homme de son armée, plutôt que d'adhérer à de nouvelles conditions aussi humiliantes et aussi contraires à sa dignité que celles qu'on venait de lui présenter.

Il n'y avait rien que de fort naturel à demander la res-

titution entière d'une province envahie et usurpée; mais la France et la Russie ne voulaient que la paix; la première, pour se délivrer des sollicitations de l'Empereur, qui lui demandait des secours; la seconde, pour ne point assister les Prussiens de ses troupes. Elles agirent en conséquence, et presserent les ministres prussiens de ne point former d'obstacles nouveaux à la pacification générale. Le roi, gêné par des puissances médiatrices qui méritaient les plus grands égards, n'eut pas la liberté d'assister ses alliés avec le zèle qu'il sentait pour eux; il ne pouvait pas heurter de front en même temps l'Autriche, la France et la Russie; il voulut pourtant concerter avec cette dernière les mesures qui restaient à prendre; ce qui recula d'un mois l'assemblée du congrès, parce qu'il fallait ce temps pour avoir la réponse de Pétersbourg.

Nous emploierons ce délai à mettre sous les yeux du lecteur le précis des opérations militaires qui occupèrent les troupes pendant cet hiver. On se rappellera que nous avons laissé le prince héréditaire dans la haute Silésie, occupé à soutenir sa position de Troppau et de Jægerndorf, donnant la chasse aux ennemis, tantôt du côté de Grætz, tantôt à Mærisch-Ostrau, tantot vers Lichten. Les Autrichiens croyaient de leur côté que c'était une humiliation de laisser les Prussiens tranquillement les maîtres d'une partie de leur territoire; ils auraient voulu tout tenter pour les en déloger; mais ils prévoyaient qu'ils ne pourraient reprendre les villes de Troppau et de Jægerndorf sans les ruiner et les brûler totalement. Ce moyen paraissant trop dur à l'impératrice-reine, les généraux autrichiens imaginèrent qu'en coupant l'armée du prince héréditaire de Neisse (d'où ils supposaient faussement qu'elle tirait ses vivres), ils obligeraient ce prince à évacuer toute la haute Silésie.

Dans l'intention d'exécuter ce projet, le général Ellerichshausen, avec un renfort de 10,000 hommes qu'il avait

reçu de la Bohème, établit son quartier à Engelsberg, petite ville située dans les gorges des montagnes, dont l'une aboutit à Branna proche de Jægerndorf, l'autre débouche à Hof, et la troisième, qui passe par Zuckmantel et Ziegenhals, aboutit à cette plaine qui s'étend de Weidenau à Patschkau, Neisse et Neustadt. Ce corps, environ de 15,000 hommes; placé avec cet avantage, donnait différentes alarmes à nos quartiers; tantôt il fourrageait près de Neisse, mais toujours repoussé; tantôt il inquiétait les environs de Jægerndorf, d'où le général de Stutterheim, qui en avait le commandement, le renvoya bien battu. Enfin las de ces échauffourées, qui ne laissaient pas de fatiguer les troupes, le prince héréditaire de Brunswic résolut de les alarmer à son tour. Il rassembla ses quartiers et fondit avec trois corps séparés sur les postes de Branna, de Lichten et de l'Engelsberg. Les Impériaux prirent la fuite aussitôt que les Prussiens se montrèrent; le prince leur prit 4 canons et 50 prisonniers; mais leur terreur fut si grande, qu'ils s'éloignèrent des cantonnements prussiens, et que les troupes de Troppau et de Jægerndorf purent jouir de quelque tranquillité. Alors M. d'Ellerichshausen tourna son attention entière vers Zuckmantel et Ziegenhals, d'où il faisait journellement des incursions dans le plat pays.

Les troupes prussiennes de Neustadt et de Neisse s'opposaient à chaque moment aux déprédations que l'ennemi voulait commettre; ce qui occasionna différentes escarmouches, où l'infanterie et la cavalerie prussiennes se distinguèrent également; mais ce genre de petite guerre n'entre pas dans le genre des Mémoires que nous nous sommes proposé d'écrire. Toutefois on résolut de réprimer la témérité de ces sortes d'entreprises: il fallait du repos aux troupes pendant l'hiver, et elles avaient assez de temps pour se battre durant la saison des opérations de campagne. Pour amener les choses à cette fin et couper

le mal par ses racines, on résolut de déloger les Autrichiens de leur poste de Zuckmantel, si la chose était faisable. M. de Wunsch, qui se trouvait avec 10 bataillons dans le comté de Glatz, où jusqu'alors il était resté désœuvré, crut qu'il pourrait s'en éloigner pour peu de temps, sans trop hasarder par une courte absence. Il laissa le prince de Philippsthal avec deux faibles bataillons à Habelschwerdt; il arriva à Ziegenhals, dont il chassa les ennemis, et les poursuivit dans des gorges que forment les montagnes jusqu'à Zuckmantel; mais ce poste avait été rendu insoutenable pour les Prussiens, à cause des hauteurs qui le dominent, et que les Autrichiens avaient non-seulement garnies de canons, mais encore retranchées par des ouvrages considérables, dont il était impossible de les expulser; il l'était même de les tourner, parce qu'on ne pouvait gravir contre ces montagnes trop hautes, trop roides et trop escarpées.

M. de Wunsch, convaincu physiquement qu'il ne pouvait rien entreprendre de ce côté-là sur l'ennemi, et qu'un plus long séjour ne serait qu'une perte de temps, s'achemina pour retourner à son ancien poste auprès de Glatz. En passant Landeck il entendit une canonnade assez vive du côté de Habelschwerdt; il tourna aussitôt de ce côté; mais à peine eut-il fait quelque chemin, qu'il rencontra 250 soldats du régiment de Luck qui s'étaient ouvert un passage, et qui lui apprirent que le prince de Philippsthal avec le reste du régiment s'était laissé surprendre par les Autrichiens. Bientôt M. de Wunsch entendit une autre canonnade; l'ennemi attaquait une espèce de palanque ou de redoute dans laquelle le général prussien avait laissé 100 hommes pour la défendre. Les obusiers autrichiens y mirent le feu, et le capitaine Capeller, qui se signala par sa belle résistance, fut obligé de se rendre avant l'arrivée du secours, de sorte que M. de Wunsch se jeta avec tout son corps dans la forteresse de Glatz. Wurmser et les

Impériaux, qui n'avaient aucune connaissance de cette redoute, avaient eu dessein de marcher droit à Glatz et de surprendre la ville. Leur projet ne pouvait aucunement s'exécuter par surprise; les ouvrages de cette forteresse sont tels, qu'ils ne peuvent être insultés, à moins que l'ennemi n'entreprenne un siége dans les formes. M. de Wurmser eut toutefois l'avantage de prendre quelques quartiers dans le comté, et il se flattait bien que, pour le déloger du domaine prussien, le roi tirerait des troupes de la haute Silésie, afin de les employer contre lui, et que par là le cordon de Troppau et de Jægerndorf et l'armée du prince héréditaire se dégarnissant, M. d'Ellerichshausen aurait beau jeu, et trouverait le moyen d'entreprendre avec succès contre les Prussiens et de nettoyer ces bords de l'Oppa qui donnaient tant de jalousie aux Impériaux; mais les choses tournèrent autrement que les généraux ennemis ne l'imaginaient et ne le désiraient.

Le roi se mit à la tête de quelques bataillons de sa réserve qui avaient hiverné à Breslau, auxquels se joignirent les gardes du corps, les gendarmes, et le régiment d'Anhalt, avec lesquels il se rendit à Reichenbach, et M. de Ramin envoya quatre bataillons au général Anhalt, qui en avait quatre sous ses ordres. Tout ce corps occupa Friedland et les retranchements qu'on y avait faits. Pour chasser l'ennemi de Wallenbourg, le général Lestwitz se porta sur Scharfeneck, et le général Anhalt sur Braunau. Les Impériaux prirent la fuite de tous côtés; à peine M. d'Anhalt put-il attraper une cinquantaine de pandours. Dans le même temps que ces corps avançaient, le roi occupa Silberberg, pour être de là à portée de donner des secours où il serait nécessaire.

Ce mouvement fit une telle impression sur les ennemis, qu'ils évacuèrent la ville de Habelschwerdt et se sauvèrent en Bohême. On avait pourvu à tout; si l'on avait laissé les Impériaux tranquilles en Bohême sur les frontières de la

Saxe, toutes leurs troupes auraient reflué vers la Silésie, et M. de Wurmser aurait été renforcé considérablement ; afin donc que l'attention de l'ennemi fût divisée et qu'il pensât plutôt à sa sûreté qu'à inquiéter la Silésie, M. de Mœllendorf ramassa quelques troupes, partit de la Saxe, marcha à Brix, battit avec sa cavalerie le parti qui lui était opposé, prit trois canons, 350 prisonniers, et le magasin qui était dans la petite ville de Brix. La nuit il arriva qu'un bas officier du régiment de Wunsch déserta, et pour se venger de son major, il mena tout de suite les housards autrichiens dans le même village, dont il enleva ce major et cinq drapeaux; tant il est vrai qu'un officier ne peut jamais être assez sur ses gardes pour éviter d'être surpris ; une aventure pareille était arrivée quelques mois auparavant en Silésie au régiment de Thadden, cantonné dans le village de Dietersbach près de Schmiedeberg. Les housards firent une fausse attaque sur un poste du régiment, tandis qu'une autre troupe pénétrant par un jardin et une grange dans la maison du commandeur, en enleva trois drapeaux, ayant été chassée avant de pouvoir emporter les autres. Ces traits ne font pas honneur au service prussien ; mais dans le grand nombre d'officiers qui composent cette armée, tous ne sauraient être également éclairés et vigilants.

Pendant que la guerre se faisait sans égard à la saison, le courrier que le roi avait envoyé avec son *ultimatum* revint de Pétersbourg, et les deux cours étant convenues sur tous les articles qu'il contenait, le prince Repnin l'envoya à M. de Breteuil à Vienne. Cet ambassadeur manda que cette pièce avait causé beaucoup de satisfaction à l'impératrice-reine, et que l'on se proposait d'assembler un congrès pour mettre la dernière main à la pacification générale. La postérité pourra-t-elle croire que dans de pareilles circonstances, lors même que la cour de Vienne paraissait sérieusement dans l'intention de terminer la

guerre, un général Wallis[1], avec 8 ou 10,000 hommes, se soit présenté tout à coup devant la ville de Neustadt, où le régiment de Prusse et le bataillon de Preuss étaient en garnison; l'ennemi ne pouvant emporter la ville, y jeta tant de grenades royales d'une vingtaine d'obusiers qu'il menait avec lui, que le feu prit au bardeau dont la plupart des maisons sont couvertes, et que 240 habitations furent consumées par les flammes; mais la garnison tint bon; le général Stutterheim, averti du mouvement des ennemis, les prit à dos vers Branitz; les troupes cantonnées à Rosswalde vinrent sur un flanc des Autrichiens, des détachements de Neiss sur l'autre. Wallis ne pouvant pas s'arrêter plus longtemps sans exposer tout son corps, se retira sur Zuckmantel, et fut poursuivi et renvoyé jusque dans son repaire. Cette expédition, méditée par l'Empereur, avait été prescrite au général Wallis. Ce prince supposant le roi de Prusse ardent et d'une vivacité étourdie, croyait qu'en aigrissant son esprit par la ruine d'une de ses villes, il le rendrait plus rénitent et plus difficile pour la négociation qui devait s'entamer, et que peut-être l'humeur qu'il en aurait le porterait à la rompre; mais cette expédition des Autrichiens ne tourna pas à leur avantage.

Peu après le prince Repnin reçut une dépêche de M. de Breteuil, qui lui marquait combien l'impératrice-reine désirait impatiemment une suspension d'armes; le 4 mars le roi reçut ces nouvelles à Silberberg et donna ordre à ses généraux de prendre des mesures avec ceux des ennemis, pour régler avec eux la trêve qu'on avait proposée. Le 7 fut le terme marqué pour celle de la Bohême; le 8 pour celle de la haute Silésie et de la Moravie; le 10 pour celle de la Saxe et de la Bohême. Ce terme arrivé, on mit les

[1] Le général comte de Wallis était né en 1732 : à seize ans il entra dans la carrière des armes, et, après de brillants faits militaires, il fut nommé feld-maréchal. En 1795, il commanda l'armée autrichienne en Italie; il fut rappelé en 1796, et mourut en 1798.

troupes dans des quartiers plus étendus, afin de leur procurer plus d'aisance, et d'éviter surtout les maladies contagieuses qui commençaient à régner sur les frontières. Le roi se rendit le 6 à Breslau, pour conférer avec le prince Repnin; la ville de Teschen fut agréée d'un commun accord pour le lieu des conférences, et le roi nomma M. de Riedesel son ministre plénipotentiaire à ce congrès. Arriva alors à Breslau M. de Terring-Seefeld, en qualité de ministre de l'électeur palatin; lui, le prince Repnin, M. de Riedesel, M. de Zinzendorf, ministre de Saxe, et M. de Hofenfels, envoyé de Deux-Ponts. Toute cette masse de négociateurs partit pour Teschen, où ils furent joints par M. de Breteuil, ambassadeur et plénipotentiaire du roi de France, et par M. de Cobenzl, chargé d'un même emploi par l'impératrice-reine.

L'impératrice voulait sincèrement la paix; mais quelque empressement qu'elle eût de la voir bientôt rétablie, elle n'avait pu parvenir à inspirer les mêmes sentiments à l'Empereur son fils. Ce prince, comme nous l'avons dit précédemment, croyait son honneur lésé s'il ne soutenait point avec fermeté une démarche que son ardeur lui avait fait entreprendre. [Les différentes dispositions de la mère et du fils avaient formé à Vienne deux factions qui se traversaient et se contrariaient sans cesse, comme cela est naturel, ce qui embarrassait beaucoup les puissances médiatrices, quoique l'Empereur dît bien que s'il intervertissait ouvertement une négociation dont la France et la Russie se mêlaient, il aurait affaire à forte partie. Il se promettait qu'en déguisant son obstination il pourrait parvenir à son but également, surtout s'il ne paraissait point agir lui-même, et qu'il mît quelqu'un en avant qu'il pût faire agir et mouvoir à volonté. Son choix s'arrêta sur l'électeur palatin, qui, ainsi que ses ministres, était entièrement dévoué à la cour impériale. Mais cette nouvelle ruse se découvrit bientôt.] Dès que les ministres ouvrirent

leurs conférences à Teschen, le comte de Cobenzl acquiesça purement et simplement au plan de pacification proposé par la France; il ne fit aucune difficulté et parut aussi content qu'on pouvait le désirer; on crut que cet ouvrage serait promptement terminé, lorsque le prince Repnin reçut un courrier de la part de M. d'Assebourg, ministre de l'impératrice de Russie à Ratisbonne, lequel lui mandait que l'électeur palatin lui avait déclaré qu'il ne pouvait ni ne voulait donner aucune satisfaction à l'électeur de Saxe, et qu'il aimait mieux s'en tenir à son traité précédent, fait avec la cour de Vienne, que de soumettre ses intérêts aux décisions du congrès de Teschen. [Il est vrai que l'électeur palatin joua gauchement le rôle que l'Empereur lui avait épelé.] M. de Breteuil et le prince Repnin [pénétrerent sans peine le véritable auteur de cette nouvelle manigance; ils] le prirent tous deux sur le haut ton, et s'armant de toute la dignité convenable à des plénipotentiaires d'aussi grandes puissances, ils déclarèrent que toutes les parties contractantes ayant déjà adopté le plan de pacification qui leur avait été proposé, ils considéreraient désormais comme ennemi celui des souverains qui voudrait contrevenir à son premier engagement. Alors le comte de Cobenzl et le palatin plièrent, et des courriers furent expédiés, qui partirent en hâte pour Vienne.

Cela n'empêcha pas qu'on ne vît renaître d'autres difficultés qui barraient à chaque pas le chemin aux médiateurs. Un jour, c'étaient les Saxons dont on ne pouvait satisfaire les prétentions; un autre, c'était le ministre de Deux-Ponts qui, pour faire briller son zèle, demandait pour son prince une augmentation d'apanage énorme, et soutenait son système favori, en prouvant que la Bavière était un duché indivisible; il fallut que le roi s'en mêlât pour que les choses n'allassent pas trop loin. Avec le secours des médiateurs, il parvint, quoique avec peine, à calmer la chaleur déplacée de ces deux ministres; l'on

démontra au Saxon que sans la France, la Russie et la Prusse qui l'assistaient, son électeur n'aurait pas retiré une obole de la cour de Vienne, quelque justes que fussent ses prétentions; qu'ainsi il agirait raisonnablement en se contentant de la somme qu'avec bien de la peine on lui faisait obtenir. On s'expliqua de même, à peu pres, avec celui de Deux-Ponts, en lui rappelant qu'ayant perdu les trois quarts de la Bavière, son prince devait se trouver heureux qu'on lui en restituât les deux tiers [sans compter qu'en sa faveur le roi renonçait aux droits que la maison de Brandebourg a sur les duchés de Juliers et de Berg]. A peine avait-on tranquillisé ces deux ministres, que l'électeur palatin se remit sur les rangs pour produire de nouvelles chicanes.

La France en fut indignée, et le ministre de Louis XVI à Munich y parla sur le ton que preuait Louis XIV au milieu de ses triomphes. Néanmoins, ces altercations continuèrent à Teschen, et furent poussées au point que les plénipotentiaires même commençaient à se défier du succès de leur négociation. Déjà six semaines s'étaient écoulées infructueusement; on était au 20 d'avril, lorsqu'il arriva de Constantinople à Vienne un courrier avec la nouvelle de la paix conclue entre la puissance ottomane et la Russie. Il ne fallait pas moins qu'un événement aussi important pour fléchir l'âme inquiete [et ambitieuse] du jeune Empereur. Tant que les apparences de guerre entre la Russie et la Porte avaient annoncé une rupture prochaine entre ces puissances, Joseph n'avait considéré la déclaration de la cour de Pétersbourg en faveur de la Prusse et de l'Empire que comme [une ostentation, une vaine bravade, un enchaînement de paroles qui faisait plus de bruit que d'effet], parce que la Russie, se trouvant assez occupée en Crimée à soutenir le khan, son protégé, contre la puissance ottomane qui voulait le détrôner, elle n'aurait ni la force ni les moyens de soutenir efficacement

la Prusse; mais le rétablissement de la paix détruisait toutes les espérances dont l'Empereur s'était flatté; il ne pouvait pas se déguiser que la Russie, ayant maintenant les bras libres, était maîtresse d'employer ses forces comme bon lui semblerait; que par conséquent elle pouvait faire marcher un si puissant corps de troupes au secours du roi; que la Prusse gagnerait par là une trop grande supériorité d'hommes, contre laquelle il serait impossible aux troupes impériales de soutenir une campagne avec dignité, et à plus forte raison si la guerre venait à traîner en longueur. La paix des Russes doit donc proprement servir d'époque pour dater l'ouverture du congrès assemblé à Teschen.

Dès ce moment, les machines [dont l'Empereur faisait sourdement mouvoir les ressorts] s'arrêterent [comme si elles étaient détraquées]; l'électeur palatin et son plénipotentiaire se tinrent dans un silence respectueux; le comte de Cobenzl devint plus liant, et, abandonnant ses propositions insidieuses, il s'expliqua rondement et nettement sur les matières qu'il traitait avec les médiateurs. Toutes ces circonstances favorables avancèrent si promptement cet ouvrage, qu'en moins de quinze jours, tout le monde étant d'accord, la paix fut conclue et signée le 13 mai, jour de la naissance de l'impératrice-reine.

Nous nous contenterons d'en rapporter les articles principaux, savoir : que l'Empereur rendrait toute la Bavière et le haut Palatinat à l'électeur palatin, à l'exception du cercle de Burghausen; que la succession de ces États serait assurée au prince de Deux-Ponts, ainsi qu'à toutes les branches collatérales qui avaient les mêmes droits; que l'électeur de Saxe obtiendrait pour dédommagement la somme de 6 millions de florins, payable en termes annuels de 500,000 florins; que l'Empereur renoncerait, en faveur de la Saxe, au fief de Schœnbourg, enclavé dans cet électorat; qu'à l'égard de la succession des margraviats de Bareuth et d'Anspach, qui devaient retomber à la Prusse,

l'Empereur reconnaissait la légitimité de ces droits, et promettait de ne plus le chicaner sur cette succession; que de son côté le roi de Prusse renonçait à ses prétentions sur Juliers et Berg en faveur de la branche de Sulzbach, moyennant le renouvellement de la garantie que la France lui avait donnée de la Silésie par le traité de 1741; que le duc de Mecklenbourg obtiendrait le droit *de non appellando,* pour l'indemniser de ses prétentions; et enfin que le présent traité serait garanti par la Russie, par la France et par tout le corps germanique. A peine le traité fut-il signé, que les Prussiens, par bon procédé, évacuèrent tout de suite ce qu'ils occupaient de possessions autrichiennes. [L'électeur palatin, qui était si gauche et si maladroit dans toutes ses actions, s'avisa de chicaner les Autrichiens sur les districts de la Bavière qui devaient être rendus ou troqués; mais ces petits différends n'eurent pas de suites, parce que les puissances garantes de la paix imprimaient trop de considération pour que les princes contractants les choquassent aussi ouvertement, en n'exécutant pas les articles d'un traité solennel conclu par leur médiation.]

Telle fut la fin de ces troubles de l'Allemagne : tout le monde s'attendait à l'enchaînement de quelques campagnes avant de les voir terminer; mais ce ne fut qu'un mélange bizarre de négociations et d'entreprises militaires qu'il ne faut attribuer qu'aux deux factions qui divisaient la cour impériale, dont l'une gagnait le dessus pour quelque temps, et bientôt était réprimée par l'autre. Les officiers étaient dans des incertitudes perpétuelles, et personne ne savait si l'on était en paix ou en guerre; situation désagréable qui continua jusqu'au jour que la paix fut signée à Teschen. Il parut que les troupes prussiennes avaient de l'avantage sur leurs ennemis toutes les fois qu'elles pouvaient combattre en règle, et que les Impériaux l'emportaient pour les ruses, les surprises et les stratagèmes, qui

sont proprement du ressort de la petite guerre. [Il n'appartient peut-être pas à des contemporains de porter leur jugement sur les fautes principales qui furent commises de part et d'autre. Toutefois, nous, en qualité de témoin oculaire, pouvons hasarder nos conjectures sur la conduite que les cours et leurs généraux ont tenue, autant avant que dans le cours de cette importante affaire. Il paraît que la cour impériale s'engagea sans beaucoup de prévoyance dans son projet sur la Bavière. Si elle y avait bien réfléchi, elle aurait trouvé des tempéraments qui l'auraient fait réussir sans se compromettre avec personne. C'était un préalable de s'entendre avec la France en lui faisant des cessions dans la Flandre, pour compenser les acquisitions que l'Empereur faisait en Bavière, ou de s'arranger avec la Prusse en favorisant ses intérêts d'une autre part. Ainsi, de quelque côté que l'Empereur se fût tourné, il n'avait plus d'ennemis à craindre, parce qu'étant d'accord avec la France, la partie était trop forte pour que la Prusse pût s'y opposer, et de même s'il était d'intelligence avec la Prusse, la France était hors d'état d'y apporter le moindre obstacle.

La seconde faute qu'on peut reprocher aux ministres de Vienne est de n'avoir point pensé du tout à mieux motiver le manifeste qu'ils publièrent en prenant possession de la Bavière; quelque illégale que fût leur façon d'agir, ils auraient pu se servir d'arguments sinon concluants, du moins propres à éblouir, et dont l'illusion répandue dans le public aurait été plus difficile à détruire que ceux de droits supposés qu'ils alléguaient, faciles à réfuter et qu'on parvint si vite à détruire.

La troisième faute tombe principalement sur le général des Autrichiens qui leur a minuté leur projet de campagne. Ce projet ne cadrait d'aucune manière avec la situation politique où se trouvait cette cour, parce que l'Empereur n'ayant aucun allié dont il pût espérer des secours, et le

roi de Prusse pouvant s'attendre d'être assisté par la Russie, par les troupes de Hanovre et par celles d'autres princes de l'Empire, il ne convenait en aucune façon à l'armée impériale de restreindre son plan de défensive dans des limites aussi bornées que celles des bords de l'Elbe. Sa défensive contre la Saxe et la Lusace était aussi peu judicieuse que celle que l'Empereur avait adoptée contre la Silésie, parce qu'il est impossible de défendre des frontières aussi étendues contre un ennemi qui, perçant par un seul endroit avec toutes ses forces, renverse par un seul coup de main tous les arrangements qu'on a pris contre lui, et porte la confusion dans tous les corps auxquels la garde de la frontière a été confiée, à cause qu'ils sont dans l'obligation de précipiter leur retraite. Voilà ce qui est arrivé souvent dans les Alpes, que les rois de Sardaigne ont voulu soutenir et qui ont toujours été forcées par les Français. Ceux-là, ne pouvant pas pénétrer d'un côté, ont trouvé le moyen de percer par un autre, jusqu'en Piémont et auprès de Turin. Les intérêts de l'Empereur exigeaient donc qu'il débutât par une guerre offensive, qu'il attaquât les Prussiens au moment qu'ils débouchaient de la Silésie, parce qu'en battant les Prussiens, il pouvait prévoir qu'un coup aussi décisif intimiderait leurs alliés et les empêcherait de leur fournir des secours, et que, supposé qu'il fût battu, il retrouverait toujours ses postes fortifiés derrière l'Elbe, dans lesquels il pouvait se soutenir, empêcher l'ennemi de pénétrer plus avant, et faire une guerre défensive qui se trouvait alors conforme à toutes les regles de l'art.

D'autre part, on peut reprocher aux Prussiens que leur armée de Saxe a manqué de nerf et d'activité en laissant échapper une occasion unique qui se présenta, quand le prince Henri était à Nimes et le roi proche de Hohenelbe. Une marche sur l'Iser suffisait pour faire décamper l'Empereur. Ce prince, en se retirant, ne pouvait en pareil cas

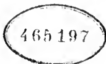
trouver de bon poste pour son armée qu'en se plaçant derrière les étangs de Bohdanetz, ou peut-être en prenant le poste de Kuttenberg. Mais en ce cas, la moitié de la Bohème était perdue pour lui, et les Prussiens gagnaient pour cette campagne une supériorité décidée sur leurs ennemis.

Mais telle est la destinée des choses humaines, que l'imperfection s'y rencontre partout. Le sort de l'humanité est de se contenter des à peu près. Que résulte-t-il donc de cette guerre qui a manqué mettre toute l'Europe en jugement? Que pour cette fois l'Allemagne a été garantie du despotisme impérial; que l'Empereur a essuyé une espèce d'humiliation en rendant ce qu'il avait usurpé. Mais quel effet cette guerre produira-t-elle pour l'avenir? L'Empereur en deviendra-t-il plus circonspect? chacun pourra-t-il cultiver son champ avec tranquillité? la paix en sera-t-elle plus assurée? Nous ne pouvons répondre à ces questions qu'en pyrrhonien. Dans l'avenir, tout événement est dans la possibilité des choses. Nos yeux sont trop bornés pour pénétrer les contingents futurs; il ne nous reste qu'à nous en remettre à la Providence ou bien à la fatalité, qui régleront l'avenir, de même qu'elles ont arrangé le passé et cette immensité de temps qui s'est écoulée avant que la nature nous ait produits].

Fait à Potsdam, ce 20 juin 1779.

FÉDERIC.

FIN DES MÉMOIRES DE FRÉDÉRIC II.

INDEX ALPHABÉTIQUE.

A

B

D

L

N

O

P

Q

R

S

X

Y

Z

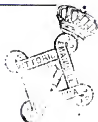


TABLE DES MATIÈRES.

HISTOIRE DE LA GUERRE DE SEPT ANS.

MÉMOIRES

depuis la paix de Hubertsbourg, 1763, jusqu'à la fin du partage de la Pologne, 1775.

MÉMOIRES DE 1775 A 1778.

L 1 1

En vente à la même Librairie.

Histoire de Jules César. Édition de grand luxe, avec cartes en couleurs, format in-4°, imprimée à l'Imprimerie impériale. Tome premier. Prix. 50 fr.
Tome deuxième Prix. 50 fr.

Le même ouvrage. Édition de luxe grand in-8° jésus. Tome premier. 10 fr.
Ce volume est accompagné d'un Atlas de Cartes, imprimées en couleurs avec le plus grand soin. Prix. . . . . 5 fr.
Tome deuxième. Prix. . . . . 10 fr.
Ce volume est accompagné d'un Atlas de 32 Cartes, tirage en noir. Prix. 5 fr.

Le même ouvrage. Édition in-8° cavalier. Tome premier. . . . . . 8 fr.
Ce volume est accompagné d'un Atlas de Cartes. Prix. . . . . 2 fr.
Tome deuxième. Prix. . . . . 8 fr.
Ce volume est accompagné d'un Atlas de Cartes. Prix. . . . . 4 fr.

Historia de Julio César, traducida del francés, par don Eugenio de Ochoa, de la Real Academia española. Édition in-8° cavalier. Tomo primero. 8 fr.
Ce volume est accompagné d'un Atlas de Cartes. Prix. . . . . 5 fr.
Tomo segundo. Prix. . . . . 8 fr.
Ce volume est accompagné d'un Atlas de Cartes. Prix. . . . . 5 fr.

La Politique impériale, exposée par les Discours et Proclamations de l'Empereur Napoléon III, depuis le 10 décembre 1848 jusqu'en juillet 1865. 1 volume in-8°. Prix. . . . . 2 fr.

Lettre sur la Politique de la France en Algérie, adressée par l'Empereur au maréchal de Mac Mahon, duc de Magenta, gouverneur de l'Algérie. Un volume grand in-8°. Prix. 2 fr.

Correspondance de Napoléon Ier publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III. Les vingt premiers volumes sont en vente. — Vingt très-forts volumes in-8°. . . . . 120 fr.

Œuvres de l'Empereur Napoléon III. L'ouvrage forme 4 volumes grand in-8° imprimés sur papier vélin. . . . . 40 fr.

Des Idées napoléoniennes, par le prince Napoléon-Louis Bonaparte. 1 beau volume in-18 jésus, orné du portrait de l'auteur. . . . . 3 fr. 50

Œuvres de Napoléon III (*Mélanges*) contenant : Idées napoléoniennes — Les Stuarts et Guillaume III — Du Passé et de l'avenir de l'Artillerie — Le Canal de Nicaragua — L'Idéal — Aux Mânes de l'Empereur — Discours et Messages. 1 volume in-12. . . . . 1 fr. 50

Voyage en Algérie de Sa Majesté Napoléon III, par Florian Pharaon, illustré par A. Darjou. Un magnifique volume imprimé avec grand luxe sur quart colombier bristol, illustré de 12 grandes vignettes hors texte et de 50 vignettes dans le texte. Prix. . . . . 30 fr.

Dictionnaire-Napoléon, ou Recueil alphabétique des opinions et jugements de Napoléon Ier, avec une introduction et des notes, par M. Damas-Hinard; deuxième édition. — 1 volume grand in-8°. . . . . 10 fr.

Les Invalides, grandes éphémérides de l'Hôtel impérial des Invalides, depuis sa fondation jusqu'à nos jours. Description du monument et du tombeau de Napoléon Ier, par le colonel Gérard, ex-secrétaire général, archiviste, trésorier, bibliothécaire, conservateur des trophées militaires à l'Hôtel, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur. Un fort volume in-8°, orné de gravures. Prix. . . . . 8 fr.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR, RUE GARANCIÈRE, 8.



